Supplemento ordinario alla "Gazzetta Ufficiale,, n. 174 del 27 luglio 1995 - Serie generale

Spedizione in abbonamento postale (50%) - Roma

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA Roma - Giovedì, 27 luglio 1995 SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI NON FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE LEGGI E DECRETI - VIA ARENULA 70 - 00100 ROMA
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO E ZECCA DELLO STATO - LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA G. VERDI 10 - 00100 ROMA - CENTRALINO 85081

N. 92

LEGGE 5 luglio 1995, n. **308.**

Ratifica ed esecuzione delle convenzioni, con annessi, firmate a Vienna l'8 novembre 1968, sulla circolazione e sulla segnaletica stradale, ed adesione agli accordi europei, con annessi, firmati a Ginevra il 1° maggio 1971, sulle stesse materie ed al protocollo, con annessi, firmato a Ginevra il 1° marzo 1973, sui segnali stradali e loro esecuzione.

SOMMARIO

LEGGI, DECRETI E ORDINANZE PRESIDENZIALI

LEGGE 5 luglio 1995, n. **308**.

Ratifica ed esecuzione delle convenzioni, con annessi, firmate a Vienna l'8 novembre 1968, sulla circolazione e sulla segnaletica stradale, ed adesione agli accordi europei, con annessi, firmati a Ginevra il 1° maggio 1971, sulle stesse materie ed al protocollo, con annessi, firmato a Ginevra il 1° marzo 1973, sui segnali stradali e loro esecuzione.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare le convenzioni, con annessi, firmate a Vienna l'8 novembre 1968, sulla circolazione e sulla segnaletica stradale e ad aderire agli accordi europei, con annessi, firmati a Ginevra il 1° maggio 1971, sulle stesse materie ed al protocollo, con annessi, firmato a Ginevra il 1° marzo 1973, sui segnali stradali.

Art. 2.

1. Piena ed intera esecuzione è data agli atti internazionali di cui all'articolo 1 a fare data della loro entrata in vigore conformemente a quanto disposto:

a) per la convenzione sulla circolazione stradale dall'articolo 47, paragrafo 2;

b) per la convenzione sulla segnaletica stradale dall'articolo 39, paragrafo 2;

c) per l'accordo europeo sulla circolazione stradale dall'articolo 4, paragrafo 2;

d) per l'accordo europeo sulla segnaletica stradale dall'articolo 4, paragrafo 2;

e) per il pròtocollo sulla segnaletica stradale dall'articolo 4, paragrafo 2.

Art. 3.

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserita nella Raccolta ufficiale degli atti normativi della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 5 luglio 1995

SCÀLFARO

DINI, *Presidente del Consiglio dei Ministri*

AGNELLI, *Ministro degli affari esteri*

Visto, *il Guardasigilli:* MANCUSO

ACTE FINAL DE LA CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LA CIRCULATION ROUTIÈRE

1. La Conférence des Nations Unies sur la circulation routière a été convoquée par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, conformément aux résolutions 1129 (XLI) et 1203 (XLII) adoptées par le Conseil économique et social les 27 juillet 1966 et 26 mai 1967. Les textes de ces résolutions sont les suivants :

Résolution 1129 (XLI)

"Le Conseil économique et social,

Rappelant ses résolutions 967 (XXXVI) du 25 juillet 1963, 1034 (XXXVII) du 14 août 1964 et 1082 B (XXXIX) du 30 juillet 1965 concernant la revision de la Convention de 1949 sur la circulation routière et du Protocole relatif à la signalisation routière,

Considérant, conformément à l'opinion déjà exprimée dans ses résolutions 1034 (XXXVII) et 1082 (XXXIX), que la Convention de 1949 sur la circulation routière et le Protocole de 1949 sur la signalisation routière ont besoin d'être amendés et complétés en vue de faciliter la circulation routière,

Notant le rapport du Secrétaire général, en particulier son paragraphe 6, compte tenu de la résolution 1082 B (XXXIX) du Conseil,

Prenant acte de l'invitation du Gouvernement autrichien,

1. Décide qu'il appartiendra à la Conférence internationale qui doit être convoquée de décider si plus d'un instrument doit être préparé pour remplacer la Convention et le Protocole de 1949 et si certaines dispositions relatives à la signalisation routière doivent avoir un caractère obligatoire ou être simplement des pratiques recommandées;

2. Décide que tous les États Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres d'institutions spécialisées ou de l'Agence internationale de l'énergie atomique, ainsi que, à titre consultatif, les institutions

spécialisées et, en tant qu'observateurs, les organisations intergouvernementales intéressées et les organisations non gouvernementales intéressées dotées du statut consultatif auprès du Conseil, seront invités à la Conférence;

3. Décide en outre que la Conférence se tiendra à Vienne en mars 1968, pendant une période qui ne dépassera pas vingt-cinq jours ouvrables et à une date qui sera fixée par le Secrétaire général de concert avec le Gouvernement autrichien;

4. Prie le Secrétaire général d'établir et de diffuser comme documents de la Conférence :

a) Un projet de convention sur la circulation routière,

b) Un projet de convention sur la signalisation routière,

établis, à partir des projets qu'il a rédigés antérieurement, en tenant compte des amendements proposés par les commissions économiques régionales,

c) Des commentaires sur ces projets qui :

i) Fassent ressortir les différences de fond qu'ils présentent par rapport aux projets précédemment diffusés,

ii) Reproduisent ceux des amendements proposés par les commissions économiques régionales qui n'auraient pas été incorporés dans les nouveaux textes;

5. Prie en outre le Secrétaire général,

a) Lors de la diffusion des nouveaux projets, de demander :

i) Aux gouvernements des États qui seront invités à la Conférence, de lui faire parvenir, quatre mois au moins avant l'ouverture de la Conférence, les amendements à ces projets qu'ils désireraient proposer;

ii) Aux institutions spécialisées, ainsi qu'aux organisations intergouvernementales et non gouvernementales qui seront invitées à la Conférence, de lui faire parvenir, dans le même délai, les suggestions d'amendement aux dispositions techniques des nouveaux projets qu'elles estimeraient devoir soumettre,

b) De diffuser, deux mois au moins avant l'ouverture de la Conférence, les amendements et les suggestions qu'il aura reçus conformément aux alinéas a) i) et ii) ci-dessus;

c) De prendre les autres dispositions voulues pour la convocation de la Conférence et, notamment, de préparer et diffuser le projet de règlement intérieur provisoire de la Conférence et les autres documents utiles."

Résolution 1203 (XLII)

"Le Conseil économique et social,

Rappelant sa résolution 1129 (XLI) du 26 juillet 1966 concernant les dispositions relatives à la réunion d'une conférence internationale chargée de remplacer la Convention sur la circulation routière et le Protocole relatif à la signalisation routière, faits à Genève le 19 septembre 1949,

Prenant acte du rapport du Secrétaire général, en date du 16 mars 1967, tel qu'il a été modifié par sa note du 3 avril 1967,

Décide de modifier comme suit le calendrier de la Conférence fixée par la résolution 1129 (XLI) :

a) Au paragraphe 3 de ladite résolution, supprimer le membre de phrase qui suit le mot "Vienne" à l'exception des mots "pendant une période qui ne dépassera pas vingt-cinq jours ouvrables" et insérer les mots "du 30 septembre au 1er novembre 1968";

b) Au paragraphe 5, remplacer "quatre mois" par "six mois" au sous-alinéa i) de l'alinéa a) et remplacer "deux mois" par "trois mois" à l'alinéa b)".

2. Les dates prévues pour la Conférence dans la résolution ci-dessus visée ayant été repoussées à la demande du Gouvernement hôte, la Conférence sur la circulation routière s'est tenue du 7 octobre au 8 novembre 1968.

Les Gouvernements des États ci-après désignés étaient représentés à la Conférence par des délégations :

Afghanistan
Algérie
Arabie Saoudite
Argentine
Australie
Autriche
Belgique
Brésil
Bulgarie
Canada
Chili
Chine
Chypre
Costa Rica
Danemark
Equateur
Espagne
Etats-Unis d'Amérique
Finlande
France
Gabon
Ghana
Grèce
Hongrie
Inde
Indonésie
Iran
Israël
Italie
Japon
Kenya
Koweït
Libéria
Libye
Luxembourg
Malaisie
Mali
Mexique
Monaco
Nigéria
Norvège
Pays-Bas
Pérou
Philippines
Pologne
Portugal
République arabe unie
République centrafricaine
République de Corée
République Dominicaine
République fédérale d'Allemagne
République socialiste soviétique de Biélorussie
République socialiste soviétique d'Ukraine
Roumanie
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
Saint-Marin
Saint-Siège
Soudan
Suède
Suisse
Tchécoslovaquie
Thaïlande
Turquie
Union des Républiques socialistes soviétiques
Venezuela
Yougoslavie

Les Gouvernements des États suivants étaient représentés à la Conférence par des observateurs :

Bolivie
Colombie
Cuba
Guatemala
Nicaragua

L'Organisation internationale du Travail, l'Organisation mondiale de la Santé et l'Agence internationale de l'énergie atomique étaient représentées à la Conférence à titre consultatif.

Les organisations suivantes étaient représentées à la Conférence par des observateurs :

A. Organisations intergouvernementales

Commission des Communautés européennes
Conférence européenne des ministres des transports
Conseil de l'Europe
Conseil nordique
Institut international pour l'unification du droit privé
Ligue des Etats arabes
Organisation pour la collaboration des chemins de fer

B. Organisations non gouvernementales

Bureau permanent international des constructeurs d'automobiles
Bureau permanent international des constructeurs de motocycles
Chambre de commerce internationale
Comité européen des assurances
Commission internationale de l'éclairage
Confédération internationale des syndicats chrétiens
Confédération internationale des syndicats libres
Fédération internationale des fonctionnaires supérieurs de police
Fédération routière internationale
Fédération syndicale mondiale
Ligue des sociétés de la Croix-Rouge
Organisation internationale de normalisation
Organisation internationale de police criminelle
Organisation mondiale du tourisme et de l'automobile
Prévention routière internationale
Union internationale des chemins de fer
Union internationale des organismes officiels de tourisme
Union internationale des transports publics
Union internationale des transports routiers

3. La Conférence était saisie d'un projet de Convention sur la circulation routière et d'un projet de Convention sur la signalisation routière établis par le Secrétaire général, et elle s'en est servie comme base de discussion[1/].

1/ Documents E/CONF.56/1 et Add.1 et E/CONF.56/3 et Add.1.

4. Compte tenu de ses délibérations, telles qu'elles sont rapportées dans les comptes rendus analytiques de ses séances plénières et dans les comptes rendus des décisions de ses grandes commissions, la Conférence a élaboré et a ouvert à la signature une Convention sur la circulation routière et une Convention sur la signalisation routière.

5. La Conférence a adopté par acclamation la résolution ci-après intitulée "Hommage au Gouvernement et au Peuple de la République d'Autriche".

> "A l'issue de ses travaux à Vienne, le 7 novembre 1968, la Conférence des Nations Unies sur la circulation routière tient à exprimer sa profonde gratitude au Peuple et au Gouvernement autrichiens, ainsi qu'à la Ville de Vienne, pour l'aimable et généreuse hospitalité accordée à tous les représentants qui ont participé à la Conférence."

En foi de quoi les représentants soussignés ont signé le présent Acte final.

Fait à Vienne ce huit novembre mil neuf cent soixante-huit, en un seul original en langues anglaise, chinoise, espagnole, française et russe, chaque texte faisant également foi. Le texte original sera déposé entre les mains du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies qui en enverra des copies certifiées conformes à chacun des gouvernements invités à se faire représenter à la Conférence.

Le Président de la Conférence | Le Secrétaire exécutif de la Conférence

A. Buzzi Quattrini | F.D. Masson

CONVENTION SUR LA CIRCULATION ROUTIÈRE

Les Parties contractantes,

Désireuses de faciliter la circulation routière internationale et d'accroître la sécurité sur les routes grâce à l'adoption de règles uniformes de circulation,

Sont convenues des dispositions suivantes :

Chapitre premier
GÉNÉRALITÉS

Article premier
Définitions

Pour l'application des dispositions de la présente Convention, les termes ci-après auront le sens qui leur est donné dans le présent article :

a) le terme "législation nationale" d'une Partie contractante désigne l'ensemble des lois et règlements nationaux ou locaux en vigueur sur le territoire de cette Partie contractante;

b) un véhicule est dit en "circulation internationale" sur le territoire d'un Etat lorsque :

i) il appartient à une personne physique ou morale qui a sa résidence normale hors de cet Etat;

ii) il n'est pas immatriculé dans cet Etat;

iii) et il y est temporairement importé;

toute Partie contractante restant libre, toutefois, de refuser de considérer comme étant en "circulation internationale" tout véhicule qui serait resté sur son territoire pendant plus d'un an sans une interruption importante, dont cette Partie contractante peut fixer la durée.

Un ensemble de véhicules est dit en "circulation internationale" si l'un au moins des véhicules qui le composent répond à la définition.

c) le terme "agglomération" désigne un espace qui comprend des immeubles bâtis et dont les entrées et les sorties sont spécialement désignées comme telles, ou qui est défini de quelque autre manière dans la législation nationale;

d) le terme "route" désigne toute l'emprise de tout chemin ou rue ouvert à la circulation publique;

e) le terme "chaussée" désigne la partie de la route normalement utilisée pour la circulation des véhicules; une route peut comporter plusieurs chaussées nettement séparées l'une de l'autre, notamment par un terre-plein central ou une différence de niveau;

f) sur les chaussées où une voie latérale ou /une/ piste ou des voies latérales ou /des/ pistes sont réservées à la circulation de certains véhicules, le terme "bord de la chaussée" désigne, pour les autres usagers de la route, le bord du reste de la chaussée;

g) le terme "voie" désigne l'une quelconque des bandes longitudinales, matérialisées ou non par des marques routières longitudinales, mais ayant une largeur suffisante pour permettre l'écoulement d'une file d'automobiles autres que des motocycles, en lesquelles peut être subdivisée la chaussée;

h) le terme "intersection" désigne toute croisée à niveau, jonction ou bifurcation de routes, y compris les places formées par de telles croisées, jonctions ou bifurcations;

i) le terme "passage à niveau" désigne tout croisement à niveau d'une route et d'une voie de chemin de fer ou de tramway à plate-forme indépendante;

j) le terme "autoroute" désigne une route qui est spécialement conçue et construite pour la circulation automobile, qui ne dessert pas les propriétés riveraines et qui :

i) sauf en des points singuliers ou à titre temporaire, comporte, pour les deux sens de la circulation, des chaussées distinctes séparées l'une de l'autre par une bande de terrain non destinée à la circulation ou, exceptionnellement, par d'autres moyens;

ii) ne croise à niveau ni route, ni voie de chemin de fer ou de tramway, ni chemin pour la circulation de piétons;

iii) est spécialement signalée comme étant une autoroute;

k) un véhicule est dit :

i) "à l'arrêt", lorsqu'il est immobilisé pendant le temps nécessaire pour prendre ou déposer des personnes ou charger ou décharger des choses;

ii) "en stationnement", lorsqu'il est immobilisé pour une raison autre que la nécessité d'éviter un conflit avec un autre usager de la route ou un obstacle ou d'obéir aux prescriptions de la réglementation de la circulation et que son immobilisation ne se limite pas au temps nécessaire pour prendre ou déposer des personnes ou des choses.

Les Parties contractantes pourront, toutefois, considérer comme "à l'arrêt" les véhicules immobilisés dans les conditions définies à l'alinéa ii) ci-dessus si la durée de l'immobilisation n'excède pas une limite de temps fixée par la législation nationale et considérer comme "en stationnement" les véhicules immobilisés dans les conditions définies à l'alinéa i) ci-dessus si la durée de l'immobilisation excède une limite fixée par la législation nationale;

l) le terme "cycle" désigne tout véhicule qui a deux roues au moins et qui est propulsé exclusivement par l'énergie musculaire des personnes se trouvant sur ce véhicule, notamment à l'aide de pédales ou de manivelles;

m) le terme "cyclomoteur" désigne tout véhicule à deux ou trois roues qui est pourvu d'un moteur thermique de propulsion de cylindrée au plus égale à 50 cm^3 (3,05 pouces cubes) et dont la limite de vitesse, par construction, n'excède pas 50 km (30 milles) à l'heure. Les Parties contractantes peuvent, toutefois, ne pas considérer comme cyclomoteurs, au regard de leur législation nationale, les engins qui n'ont pas les caractéristiques des cycles quant à leurs possibilités d'emploi, notamment la caractéristique de pouvoir être mus par des pédales, ou dont la vitesse maximale, par construction, le poids ou certaines caractéristiques du moteur excèdent des limites données. Rien dans la présente définition

ne saurait être interprété comme empêchant les Parties contractantes d'assimiler complètement les cyclomoteurs aux cycles pour l'application des prescriptions de leur législation nationale sur la circulation routière;

n) le terme "motocycle" désigne tout véhicule à deux roues, avec ou sans side-car, pourvu d'un moteur de propulsion. Les Parties contractantes peuvent, dans leur législation nationale, assimiler aux motocycles les véhicules à trois roues dont le poids à vide n'excède pas 400 kg (900 livres). Le terme "motocycle" n'englobe pas les cyclomoteurs; toutefois, les Parties contractantes peuvent, à condition de faire une déclaration à cet effet, conformément au paragraphe 2 de l'article 54 de la présente Convention, assimiler les cyclomoteurs aux motocycles pour l'application de la Convention;

o) le terme "véhicule à moteur" désigne, à l'exception des cyclomoteurs sur le territoire des Parties contractantes qui ne les ont pas assimilés aux motocycles et à l'exception des véhicules qui se déplacent sur rails, tout véhicule pourvu d'un moteur de propulsion et circulant sur route par ses moyens propres;

p) le terme "automobile" désigne ceux des véhicules à moteur qui servent normalement au transport sur route de personnes ou de choses ou a la traction sur route de véhicules utilisés pour le transport de personnes ou de choses. Ce terme englobe les trolleybus, c'est-à-dire les véhicules reliés à une ligne électrique et ne circulant pas sur rails. Il n'englobe pas les véhicules, tels que les tracteurs agricoles, dont l'utilisation pour le transport sur route de personnes ou de choses ou la traction sur route de véhicules utilisés pour le transport de personnes ou de choses n'est qu'accessoire;

q) le terme "remorque" désigne tout véhicule destiné à être attelé à un véhicule à moteur; ce terme englobe les semi-remorques;

r) le terme "semi-remorque" désigne toute remorque destinée à être accouplée à une automobile de telle manière qu'elle repose en partie sur celle-ci et qu'une partie appréciable de son poids et du poids de son chargement soit supportée par ladite automobile;

s) le terme "remorque légère" désigne toute remorque dont le poids maximal autorisé n'excède pas 750 kg (1 650 livres);

t) le terme "ensemble de véhicules" désigne des véhicules couplés qui participent à la circulation routière comme une unité;

u) le terme "véhicule articulé" désigne l'ensemble de véhicules constitué par une automobile et une semi-remorque accouplée à cette automobile;

v) le terme "conducteur" désigne toute personne qui assume la direction d'un véhicule, automobile ou autre (cycle compris), ou qui, sur une route, guide des bestiaux, isolés ou en troupeaux, ou des animaux de trait, de charge ou de selle;

w) le terme "poids maximal autorisé" désigne le poids maximal du véhicule chargé, déclaré admissible par l'autorité compétente de l'Etat dans lequel le véhicule est immatriculé;

x) le terme "poids à vide" désigne le poids du véhicule sans équipage, passagers, ni chargement, mais avec son plein de carburant et son outillage normal de bord;

y) le terme "poids en charge" désigne le poids effectif du véhicule tel qu'il est chargé, l'équipage et les passagers restant à bord;

z) les termes "sens de la circulation" et "correspondant au sens de la circulation" désignent la droite lorsque, d'après la législation nationale, le conducteur d'un véhicule doit croiser un autre véhicule en laissant ce véhicule à sa gauche; ils désignent la gauche dans le cas contraire;

aa) l'obligation pour le conducteur d'un véhicule de "céder le passage" à d'autres véhicules signifie que ce conducteur ne doit pas continuer sa marche ou sa manoeuvre ou la reprendre si cela risque d'obliger les conducteurs d'autres véhicules à modifier brusquement la direction ou la vitesse de leurs véhicules.

Article 2
Annexes de la Convention

Les annexes de la présente Convention, savoir :

l'annexe 1 : Dérogations à l'obligation d'admettre en circulation internationale les automobiles et les remorques,

l'annexe 2 : Numéro d'immatriculation des automobiles et des remorques en circulation internationale,

l'annexe 3 : Signe distinctif des automobiles et des remorques en circulation internationale,

l'annexe 4 : Marques d'identification des automobiles et des remorques en circulation internationale,

l'annexe 5 : Conditions techniques relatives aux automobiles et aux remorques,

l'annexe 6 : Permis national de conduire, et

l'annexe 7 : Permis international de conduire,

font partie intégrante de la présente Convention.

Article 3
Obligations des Parties contractantes

1. a) Les Parties contractantes prendront les mesures appropriées pour que les règles de circulation en vigueur sur leur territoire soient, quant à leur substance, en conformité avec les dispositions du chapitre II de la présente Convention. A condition qu'elles ne soient sur aucun point incompatibles avec lesdites dispositions :

i) ces règles peuvent ne pas reprendre celles de ces dispositions qui s'appliquent à des situations ne se présentant pas sur le territoire des Parties contractantes en cause;

ii) ces règles peuvent contenir des dispositions non prévues à ce chapitre II.

b) Les dispositions du présent paragraphe n'obligent pas les Parties contractantes à prévoir des sanctions pénales pour toute violation des dispositions du chapitre II reprises dans leurs règles de circulation.

2. a) Les Parties contractantes prendront également les mesures appropriées pour que les règles en vigueur sur leur territoire concernant les conditions techniques à remplir par les automobiles et les remorques soient en conformité avec les dispositions de l'annexe 5 de la présente Convention; à condition de n'être sur aucun point contraires aux principes de sécurité régissant lesdites dispositions, ces règles peuvent contenir des dispositions non prévues à ladite annexe. Elles prendront, en outre, les mesures appropriées pour que les automobiles et remorques immatriculées sur leur territoire soient en conformité avec les dispositions de l'annexe 5 lorsqu'elles s'engageront dans la circulation internationale.

b) Les dispositions du présent paragraphe n'imposent aucune obligation aux Parties contractantes en ce qui concerne les règles en vigueur sur leur territoire pour les conditions techniques à remplir par les véhicules à moteur qui ne sont pas des automobiles au sens de la présente Convention.

3. Sous réserve des dérogations prévues à l'annexe 1 de la présente Convention, les Parties contractantes seront tenues d'admettre sur leur territoire en circulation internationale les automobiles et les remorques remplissant les conditions définies par le chapitre III de la présente Convention et dont les conducteurs remplissent les conditions définies par le chapitre IV; elles seront tenues de reconnaître aussi les certificats d'immatriculation délivrés conformément aux dispositions du chapitre III comme attestant, jusqu'à preuve du contraire, que les véhicules qui en font l'objet remplissent les conditions définies audit chapitre III.

4. Les mesures qu'ont prises, ou que prendront les Parties contractantes, soit unilatéralement, soit par voie d'accords bilatéraux ou multilatéraux, pour admettre sur leur territoire en circulation internationale des automobiles et des remorques qui ne remplissent pas toutes les conditions définies au chapitre III de la présente Convention et pour reconnaître, en dehors des cas prévus au chapitre IV, la validité sur leur territoire de permis délivrés par une autre Partie contractante, seront considérées comme conformes à l'objet de la présente Convention.

5. Les Parties contractantes seront tenues d'admettre en circulation internationale sur leur territoire les cycles et les cyclomoteurs remplissant les conditions techniques définies au chapitre V de la présente Convention et dont le conducteur a sa résidence normale sur le territoire d'une autre Partie contractante. Aucune Partie contractante ne pourra exiger que les conducteurs de cycles ou de cyclomoteurs en circulation internationale soient titulaires d'un permis de conduire; toutefois, les Parties contractantes qui auront, conformément au paragraphe 2 de l'article 54 de la présente Convention, fait une déclaration assimilant les cyclomoteurs aux motocycles pourront exiger un permis de conduire des conducteurs de cyclomoteurs en circulation internationale.

6. Les Parties contractantes s'engagent à communiquer à toute Partie contractante qui les leur demandera les renseignements propres à établir l'identité de la personne au nom de qui une automobile, ou une remorque attelée à une automobile, est immatriculée sur leur territoire lorsque la demande présentée indique que ce véhicule a été impliqué dans un accident sur le territoire de la Partie contractante demanderesse.

7. Les mesures qu'ont prises, ou prendront, les Parties contractantes, soit unilatéralement, soit par voie d'accords bilatéraux ou multilatéraux, pour faciliter la circulation routière internationale par la simplification des formalités de douane, de police et de santé et des autres formalités du même genre, ainsi que les mesures prises pour faire coïncider les compétences et les heures d'ouverture des bureaux et des postes de douane à un même point frontière, seront considérées comme conformes à l'objet de la présente Convention.

8. Les dispositions des paragraphes 3, 5 et 7 du présent article ne font pas obstacle au droit de chaque Partie contractante de subordonner l'admission sur son territoire, en circulation internationale, des automobiles, des remorques, des cycles et des cyclomoteurs, ainsi que de leurs conducteurs et de leurs occupants, à sa réglementation des transports commerciaux de voyageurs et de marchandises, à sa réglementation en matière d'assurance de la responsabilité civile des conducteurs et à sa réglementation en matière de douane, ainsi que, d'une façon générale, à ses réglementations dans les domaines autres que la circulation routière.

Article 4
Signalisation

Les Parties contractantes à la présente Convention qui ne seraient pas Parties contractantes à la Convention sur la signalisation routière ouverte à la signature à Vienne le même jour que la présente Convention s'engagent :

a) à ce que tous les signaux routiers, signaux lumineux de circulation et marques routières mis en place sur son territoire constituent un système cohérent;

b) à ce que le nombre des types de signaux soit limité et que les signaux ne soient implantés qu'aux endroits où leur présence est jugée utile;

c) à ce que les signaux /d'avertissement/ de danger soient implantés à une distance suffisante des obstacles pour annoncer efficacement ceux-ci aux conducteurs;

d) et à faire en sorte qu'il soit interdit :

i) de faire figurer sur un signal, sur son support ou sur toute autre installation servant à régler la circulation quoi que ce soit qui ne se rattache pas à l'objet de ce signal ou de cette installation; toutefois, lorsque les Parties contractantes ou leurs subdivisions autorisent une association sans but lucratif à implanter les signaux d'indication, elles peuvent permettre que l'emblème de cette association figure sur le signal ou sur son support, à condition que la compréhension du signal n'en soit pas rendue moins aisée;

ii) de mettre en place des panneaux, affiches, marques ou installations qui risquent soit d'être confondus avec des signaux ou d'autres installations servant à régler la circulation, soit d'en réduire la visibilité ou l'efficacité, soit d'éblouir les usagers de la route ou de distraire leur attention de façon dangereuse pour la sécurité de la circulation.

Chapitre II
RÈGLES APPLICABLES À LA CIRCULATION ROUTIÈRE

Article 5
Valeur de la signalisation

1. Les usagers de la route doivent, même si les prescriptions en cause semblent en contradiction avec d'autres règles de circulation, se conformer aux prescriptions indiquées par les signaux routiers, les signaux lumineux de circulation ou les marques routières.

2. Les prescriptions indiquées par les signaux lumineux de circulation prévalent sur celles qui sont indiquées par les signaux routiers réglementant la priorité.

Article 6
Injonctions données par les agents réglant la circulation

1. Les agents réglant la circulation seront facilement reconnaissables et visibles à distance, de nuit comme de jour.

2. Les usagers de la route sont tenus d'obtempérer immédiatement à toute injonction des agents réglant la circulation.

3. Il est recommandé que les législations nationales prévoient que sont notamment considérés comme injonctions des agents réglant la circulation :

a) le bras levé verticalement; ce geste signifie "attention, arrêt" pour tous les usagers de la route, sauf pour les conducteurs qui ne pourraient plus s'arrêter dans des conditions de sécurité suffisantes; de plus, si ce geste est fait à une intersection, il n'impose pas l'arrêt aux conducteurs déjà engagés dans l'intersection;

b) le bras ou les bras tendus horizontalement; ce geste signifie "arrêt" pour tous les usagers de la route qui viennent, quel que soit le sens de leur marche, de directions coupant celle qui est indiquée par le ou les bras tendus; après avoir fait ce geste, l'agent réglant la circulation pourra abaisser le bras ou les bras; pour les conducteurs se trouvant en face de l'agent ou derrière lui, ce geste signifie également "arrêt";

c) le balancement d'un feu rouge; ce geste signifie "arrêt" pour les usagers de la route vers lesquels le feu est dirigé.

4. Les injonctions des agents réglant la circulation prévalent sur les prescriptions indiquées par les signaux routiers, les signaux lumineux de circulation ou les marques routières, ainsi que sur les règles de circulation.

Article 7
Règles générales

1. Les usagers de la route doivent éviter tout comportement susceptible de constituer un danger ou un obstacle pour la circulation, de mettre en danger des personnes ou de causer un dommage à des propriétés publiques ou privées.

2. Il est recommandé que les législations nationales prévoient que les usagers de la route doivent éviter de gêner la circulation ou de risquer de la rendre dangereuse en jetant, déposant ou abandonnant sur la route des objets ou matières ou en créant quelque autre obstacle sur la route. Les usagers de la route qui n'ont pu ainsi éviter de créer un obstacle ou un danger doivent prendre les mesures nécessaires pour le faire disparaître le plus tôt possible et, s'ils ne peuvent le faire disparaître immédiatement, pour le signaler aux autres usagers de la route.

Article 8
Conducteurs

1. Tout véhicule en mouvement ou tout ensemble de véhicules en mouvement doit avoir un conducteur.

2. Il est recommandé que les législations nationales prévoient que les bêtes de charge, les bêtes de trait ou de selle et, sauf éventuellement dans les zones spécialement signalées à l'entrée, les bestiaux isolés ou en troupeaux doivent avoir un conducteur.

3. Tout conducteur doit posséder les qualités physiques et psychiques nécessaires et être en état physique et mental de conduire.

4. Tout conducteur de véhicule à moteur doit avoir les connaissances et l'habileté nécessaires à la conduite du véhicule; cette disposition ne fait pas obstacle, toutefois, à l'apprentissage de la conduite selon la législation nationale.

5. Tout conducteur doit constamment avoir le contrôle de son véhicule ou pouvoir guider ses animaux.

Article 9
Troupeaux

Il est recommandé que les législations nationales prévoient que, sauf dérogation accordée pour faciliter les migrations, les troupeaux soient fractionnés en tronçons de longueur modérée et séparés les uns des autres par des intervalles suffisamment grands pour la commodité de la circulation.

Article 10
Place sur la chaussée

1. Le sens de la circulation doit être le même sur toutes les routes d'un Etat, réserve faite, le cas échéant, des routes servant exclusivement ou principalement au transit entre deux autres Etats.

2. Les animaux circulant sur la chaussée doivent être maintenus, dans toute la mesure du possible, près du bord de la chaussée correspondant au sens de la circulation.

3. Sans préjudice des dispositions contraires du paragraphe 1 de l'article 7, du paragraphe 6 de l'article 11 et des autres dispositions contraires de la présente Convention, tout conducteur de véhicule doit, autant que le lui permettent les circonstances, maintenir son véhicule près du bord de la chaussée correspondant au sens de la circulation. Les Parties contractantes ou leurs subdivisions peuvent toutefois prescrire des règles plus précises concernant la place sur la chaussée des véhicules affectés au transport de marchandises.

4. Lorsqu'une route comporte deux ou trois chaussées, aucun conducteur ne doit emprunter la chaussée située du côté opposé à celui correspondant au sens de la circulation.

5. a) Sur les chaussées où la circulation se fait dans les deux sens et qui comportent quatre voies au moins, aucun conducteur ne doit emprunter les voies situées tout entières sur la moitié de la chaussée opposée au côté correspondant au sens de la circulation.

b) Sur les chaussées où la circulation se fait dans les deux sens et qui comportent trois voies, aucun conducteur ne doit emprunter la voie située au bord de la chaussée opposé à celui correspondant au sens de la circulation.

Article 11

Dépassement et circulation en files

1. a) Le dépassement doit se faire par le côté opposé à celui correspondant au sens de la circulation.

b) Toutefois, le dépassement doit se faire par le côté correspondant au sens de la circulation dans le cas où le conducteur à dépasser, après avoir indiqué son intention de se diriger du côté opposé à celui correspondant au sens de la circulation, a porté son véhicule ou ses animaux vers ce côté de la chaussée en vue soit de tourner de ce côté pour emprunter une autre route ou entrer dans une propriété riveraine, soit de s'arrêter de ce côté.

2. Avant de dépasser, tout conducteur doit, sans préjudice des dispositions du paragraphe 1 de l'article 7 et de celles de l'article 14 de la présente Convention, s'assurer :

a) qu'aucun conducteur qui le suit n'a commencé une manoeuvre pour le dépasser;

b) que celui qui le précède sur la même voie n'a pas signalé son intention de dépasser un tiers;

c) que la voie qu'il va emprunter est libre sur une distance suffisante pour que, compte tenu de la différence entre la vitesse de son

véhicule au cours de la manoeuvre et celle des usagers de la route à dépasser, sa manoeuvre ne soit pas de nature à mettre en danger ou à gêner la circulation venant en sens inverse;

d) et que, sauf s'il emprunte une voie interdite à la circulation venant en sens inverse, il pourra, sans inconvénient pour l'usager ou les usagers de la route dépassés, regagner la place prescrite au paragraphe 3 de l'article 10 de la présente Convention.

3. Conformément aux dispositions du paragraphe 2 du présent article, est en particulier interdit sur les chaussées où la circulation se fait dans les deux sens le dépassement à l'approche du sommet d'une côte et, lorsque la visibilité est insuffisante, dans les virages, à moins qu'il n'existe à ces endroits des voies matérialisées par des marques routières longitudinales et que le dépassement ne s'effectue sans sortir de celles de ces voies que les marques interdisent à la circulation venant en sens inverse.

4. Pendant qu'il dépasse, tout conducteur doit s'écarter de l'usager ou des usagers de la route dépassés de façon à laisser libre une distance latérale suffisante.

5. a) Sur les chaussées ayant au moins deux voies réservées à la circulation dans le sens qu'il suit, un conducteur qui serait amené à entreprendre une nouvelle manoeuvre de dépassement aussitôt ou peu après avoir regagné la place prescrite par le paragraphe 3 de l'article 10 de la présente Convention peut, pour effectuer cette manoeuvre et à condition de s'assurer que cela n'apporte pas de gêne notable à des conducteurs de véhicules plus rapides survenant derrière le sien, rester sur la voie qu'il a empruntée pour le premier dépassement.

b) Les Parties contractantes ou leurs subdivisions peuvent, toutefois, ne pas rendre applicables les dispositions du présent paragraphe aux conducteurs de cycles, de cyclomoteurs, de motocycles et de véhicules qui ne sont pas des automobiles au sens de la présente Convention, ainsi qu'aux conducteurs d'automobiles dont le poids maximal autorisé excède 3 500 kg (7 700 livres) ou dont la vitesse par construction ne peut excéder 40 km (25 milles) à l'heure.

6. Lorsque les dispositions du paragraphe 5 a) du présent article sont applicables et que la densité de la circulation est telle que les véhicules, non seulement occupent toute la largeur de la chaussée réservée à leur sens de circulation, mais encore ne circulent qu'à une vitesse dépendant de la vitesse du véhicule qui les précède dans la file qu'ils suivent :

a) sans préjudice des dispositions du paragraphe 9 du présent article, le fait que les véhicules d'une file circulent plus vite que les véhicules d'une autre file n'est pas considéré comme un dépassement au sens du présent article;

b) un conducteur ne se trouvant pas sur la voie la plus rapprochée du bord de la chaussée correspondant au sens de la circulation doit ne changer de file que pour se préparer à tourner à droite ou à gauche ou à stationner, réserve faite des changements de voie opérés par les conducteurs conformément à la législation nationale qui résulterait de l'application des dispositions du paragraphe 5 b) du présent article.

7. Dans les circulations en file décrites aux paragraphes 5 et 6 du présent article, il est interdit aux conducteurs, lorsque les voies sont délimitées sur la chaussée par des marques longitudinales, de circuler en chevauchant ces marques.

8. Sans préjudice des dispositions du paragraphe 2 du présent article et d'autres restrictions que les Parties contractantes ou leurs subdivisions pourront énoncer en ce qui concerne le dépassement aux intersections et aux passages à niveau, aucun conducteur de véhicule ne doit dépasser un véhicule autre qu'un cycle à deux roues, un cyclomoteur à deux roues ou un motocycle à deux roues sans side-car :

a) immédiatement avant et dans une intersection autre qu'un carrefour à sens giratoire, sauf

i) dans le cas prévu au paragraphe 1 b) du présent article;

ii) dans le cas où la route où a lieu le dépassement bénéficie de la priorité à l'intersection;

iii) dans le cas où la circulation est réglée à l'intersection par un agent de la circulation ou par des signaux lumineux de circulation;

b) immédiatement avant et sur des passages à niveau non munis de barrières ni de demi-barrières, les Parties contractantes ou leurs subdivisions pouvant, toutefois, permettre ce dépassement aux passages à niveau où la circulation routière est réglée par des signaux lumineux de circulation comportant un signal positif qui donne aux véhicules l'autorisation de passer.

9. Un véhicule ne doit dépasser un autre véhicule s'approchant d'un passage pour piétons, délimité par des marques sur la chaussée ou signalé comme tel, ou arrêté à l'aplomb de celui-ci, qu'à allure suffisamment réduite pour pouvoir s'arrêter sur place si un piéton se trouve sur le passage. Aucune disposition du présent paragraphe ne sera interprétée comme empêchant les Parties contractantes ou leurs subdivisions d'interdire le dépassement à partir d'une certaine distance à un passage pour piétons ou d'imposer des prescriptions plus strictes au conducteur d'un véhicule qui se propose de dépasser un autre véhicule arrêté à l'aplomb du passage.

10. Tout conducteur qui constate qu'un conducteur qui le suit désire le dépasser, doit, sauf dans le cas prévu au paragraphe 1 b) de l'article 16 de la présente Convention, serrer le bord de la chaussée correspondant au sens de la circulation et ne doit pas accélérer son allure. Lorsque l'insuffisance de largeur, le profil ou l'état de la chaussée ne permettent pas, compte tenu de la densité de la circulation en sens inverse, de dépasser avec facilité et sans danger un véhicule lent, encombrant ou tenu de respecter une limite de vitesse, le conducteur de ce dernier véhicule doit ralentir et au besoin se ranger dès que possible pour laisser passer les véhicules qui le suivent.

11. a) Les Parties contractantes ou leurs subdivisions peuvent, sur les chaussées à sens unique et sur les chaussées où la circulation se fait dans les deux sens lorsqu'au moins deux voies dans les agglomérations et trois voies hors des agglomérations sont réservées à la circulation dans le même sens et sont délimitées par des marques longitudinales,

i) autoriser les véhicules circulant dans une voie à dépasser, du côté correspondant au sens de la circulation, les véhicules qui suivent une autre voie;

ii) rendre non applicables les dispositions du paragraphe 3 de l'article 10 de la présente Convention;

sous réserve d'édicter des dispositions appropriées restreignant la possibilité de changer de voie.

b) Dans le cas prévu à l'alinéa a) du présent paragraphe, le mode de conduite prévu sera réputé ne pas constituer un dépassement au sens de la présente Convention; toutefois, les dispositions du paragraphe 9 du présent article restent applicables.

Article 12
Croisement

1. Pour croiser, tout conducteur doit laisser libre une distance latérale suffisante et, au besoin, serrer vers le bord de la chaussée correspondant au sens de la circulation; si, ce faisant, sa progression se trouve entravée par un obstacle ou par la présence d'autres usagers de la route, il doit ralentir et, au besoin, s'arrêter pour laisser passer l'usager ou les usagers venant en sens inverse.

2. Sur les routes de montagne et sur les routes à forte pente qui ont des caractéristiques similaires, où le croisement est impossible ou difficile, il incombe au conducteur du véhicule descendant de ranger son véhicule pour laisser passer tout véhicule montant, sauf dans le cas où la façon dont sont disposés, le long de la chaussée, des refuges pour permettre aux véhicules de se ranger est telle que, compte tenu de la vitesse et de la position des véhicules, le véhicule montant dispose d'un refuge devant lui et qu'une marche arrière d'un des véhicules serait nécessaire si le véhicule montant ne se rangeait pas sur ce refuge. Dans le cas où l'un des deux véhicules qui vont se croiser doit faire marche arrière pour permettre le croisement, c'est le conducteur du véhicule descendant qui doit faire cette manoeuvre, sauf si celle-ci est manifestement plus facile pour le conducteur du véhicule montant. Les Parties contractantes ou leurs subdivisions peuvent, toutefois, pour certains véhicules ou certaines routes ou sections de routes, prescrire des règles spéciales différentes de celles du présent paragraphe.

Article 13

Vitesse et distance entre véhicules

1. Tout conducteur de véhicule doit rester, en toutes circonstances, maître de son véhicule, de façon à pouvoir se conformer aux exigences de la prudence et à être constamment en mesure d'effectuer toutes les manoeuvres qui lui incombent. Il doit, en réglant la vitesse de son véhicule, tenir constamment compte des circonstances, notamment de la disposition des lieux, de l'état de la route, de l'état et du chargement de son véhicule, des conditions atmosphériques et de l'intensité de la circulation, de manière à pouvoir arrêter son véhicule dans les limites de son champ de visibilité vers l'avant ainsi que devant tout obstacle prévisible. Il doit ralentir et au besoin s'arrêter toutes les fois que les circonstances l'exigent, notamment lorsque la visibilité n'est pas bonne.

2. Aucun conducteur ne doit gêner la marche normale des autres véhicules en circulant, sans raison valable, à une vitesse anormalement réduite.

3. Le conducteur d'un véhicule circulant derrière un autre véhicule doit laisser libre, derrière celui-ci, une distance de sécurité suffisante pour pouvoir éviter une collision en cas de ralentissement brusque ou d'arrêt subit du véhicule qui le précède.

4. En dehors des agglomérations, en vue de faciliter les dépassements, les conducteurs de véhicules ou d'ensembles de véhicules de plus de 3 500 kg (7 700 livres) de poids maximal autorisé, ou de plus de 10 m (33 pieds) de longueur hors tout, doivent, sauf lorsqu'ils dépassent ou s'apprêtent à dépasser, adapter l'intervalle entre leurs véhicules et les véhicules à moteur les précédant de façon que les véhicules les dépassant puissent sans danger se rabattre dans l'intervalle laissé devant le véhicule dépassé. Cette disposition n'est toutefois applicable ni lorsque la circulation est très encombrée ni lorsque le dépassement est interdit. En outre :

a) les autorités compétentes peuvent faire bénéficier certains convois de véhicules de dérogations à cette disposition ou rendre celle-ci inapplicable également sur les routes où deux voies sont affectées à la circulation dans le sens en cause;

b) Les Parties contractantes ou leurs subdivisions peuvent fixer des chiffres différents de ceux qui sont mentionnés au présent paragraphe pour les caractéristiques des véhicules en cause.

5. Rien dans la présente Convention ne saurait être interprété comme empêchant les Parties contractantes ou leurs subdivisions de prescrire des limitations, générales ou locales, de vitesse, pour tous les véhicules ou pour certaines catégories de véhicules ou de prescrire sur certaines routes ou sur certaines catégories de routes soit des vitesses minimales et maximales, soit seulement des vitesses minimales ou maximales, ou de prescrire des intervalles minimaux justifiés par la présence sur la route de certaines catégories de véhicules présentant un danger spécial en raison notamment de leur poids ou de leur chargement.

Article 14

Prescriptions générales pour les manoeuvres

1. Tout conducteur qui veut exécuter une manoeuvre, telle que sortir d'une file de véhicules en stationnement ou y entrer, se déporter à droite ou à gauche sur la chaussée, tourner à gauche ou à droite pour emprunter une autre route ou pour entrer dans une propriété riveraine, doit ne commencer à exécuter cette manoeuvre qu'après s'être assuré qu'il peut le faire sans risquer de constituer un danger pour les autres usagers de la route qui le suivent, le précèdent ou vont le croiser, compte tenu de leur position, de leur direction et de leur vitesse.

2. Tout conducteur qui veut effectuer un demi-tour ou une marche arrière doit ne commencer à exécuter cette manoeuvre qu'après s'être assuré qu'il peut le faire sans constituer un danger ou un obstacle pour les autres usagers de la route.

3. Avant de tourner ou d'accomplir une manoeuvre impliquant un déplacement latéral, tout conducteur doit annoncer son intention clairement

et suffisamment à l'avance au moyen de l'indicateur ou des indicateurs de direction de son véhicule ou, à défaut, en faisant si possible un signe approprié avec le bras. L'indication donnée par le ou les indicateurs de direction doit continuer à être donnée pendant toute la durée de la manoeuvre. L'indication doit cesser dès que la manoeuvre est accomplie.

Article 15
Prescriptions particulières relatives aux véhicules des services réguliers de transport en commun

Il est recommandé que les législations nationales prévoient que, dans les agglomérations, afin de faciliter la circulation des véhicules des services réguliers de transport en commun, les conducteurs des autres véhicules, sous réserve des dispositions du paragraphe 1 de l'article 17 de la présente Convention, ralentissent et, au besoin, s'arrêtent pour laisser ces véhicules de transport en commun effectuer la manoeuvre nécessaire pour se remettre en mouvement au départ des arrêts signalés comme tels. Les dispositions ainsi édictées par les Parties contractantes ou leurs subdivisions ne modifient en rien l'obligation pour les conducteurs de véhicules de transport en commun de prendre, après avoir annoncé au moyen de leurs indicateurs de direction leur intention de se remettre en mouvement, les précautions nécessaires pour éviter tout risque d'accident.

Article 16
Changement de direction

1. Avant de tourner à droite ou à gauche pour s'engager sur une autre route ou entrer dans une propriété riveraine, tout conducteur doit, sans préjudice des dispositions du paragraphe 1 de l'article 7 et de celles de l'article 14 de la présente Convention,

a) s'il veut quitter la route du côté correspondant au sens de la circulation, serrer le plus possible le bord de la chaussée correspondant à ce sens et exécuter sa manoeuvre dans un espace aussi restreint que possible;

b) S'il veut quitter la route de l'autre côté, sous réserve de la possibilité pour les Parties contractantes ou leurs subdivisions d'édicter des dispositions différentes pour les cycles et les cyclomoteurs, serrer le plus possible l'axe de la chaussée s'il s'agit d'une chaussée où la circulation se fait dans les deux sens, ou le bord opposé au côté correspondant au sens de la circulation s'il s'agit d'une chaussée à sens unique, et, s'il veut s'engager sur une autre route où la circulation se fait dans les deux sens, exécuter sa manoeuvre de manière à aborder la chaussée de cette autre route par le côté correspondant au sens de la circulation.

2. Pendant sa manoeuvre de changement de direction, le conducteur doit, sans préjudice des dispositions de l'article 21 de la présente Convention en ce qui concerne les piétons, laisser passer les véhicules venant en sens inverse sur la chaussée qu'il s'apprête à quitter et les cycles et cyclomoteurs circulant sur les pistes cyclables qui traversent la chaussée sur laquelle il va s'engager.

Article 17
Ralentissement

1. Aucun conducteur de véhicule ne doit procéder à un freinage brusque non exigé par des raisons de sécurité.

2. Tout conducteur qui veut ralentir de façon notable l'allure de son véhicule doit, à moins que ce ralentissement ne soit motivé par un danger imminent, s'assurer au préalable qu'il peut le faire sans danger ni gêne excessive pour d'autres conducteurs. Il doit en outre, sauf lorsqu'il s'est assuré qu'il n'est suivi par aucun véhicule ou ne l'est qu'à une distance très éloignée, indiquer son intention clairement et suffisamment à l'avance, en faisant avec le bras un signe approprié; toutefois, cette disposition ne s'applique pas si l'indication de ralentissement est donnée par l'allumage sur le véhicule des feux-stop mentionnés au paragraphe 31 de l'annexe 5 de la présente Convention.

Article 18

Intersections et obligation de céder le passage

1. Tout conducteur abordant une intersection doit faire preuve d'une prudence accrue, appropriée aux conditions locales. Le conducteur d'un véhicule doit, en particulier, conduire à une vitesse telle qu'il ait la possibilité de s'arrêter pour laisser passer les véhicules ayant la priorité de passage.

2. Tout conducteur débouchant d'un sentier ou d'un chemin de terre sur une route qui n'est ni un sentier ni un chemin de terre est tenu de céder le passage aux véhicules circulant sur cette route. Aux fins du présent article, les termes "sentier" et "chemin de terre" pourront être définis dans les législations nationales.

3. Tout conducteur débouchant d'une propriété riveraine sur une route est tenu de céder le passage aux véhicules circulant sur cette route.

4. Sous réserve des dispositions du paragraphe 7 du présent article,

a) dans les Etats où le sens de la circulation est à droite, aux intersections autres que celles qui sont visées au paragraphe 2 du présent article et aux paragraphes 2 et 4 de l'article 25 de la présente Convention, le conducteur d'un véhicule est tenu de céder le passage aux vehicules venant sur sa droite;

b) les Parties contractantes ou leurs subdivisions sur le territoire desquelles le sens de la circulation est à gauche sont libres de fixer comme elles l'entendent les règles de priorité aux intersections.

5. Même si les signaux lumineux lui en donnent l'autorisation, un conducteur ne doit pas s'engager dans une intersection si l'encombrement de la circulation est tel qu'il serait vraisemblablement immobilisé dans l'intersection, gênant ou empêchant ainsi la circulation transversale.

6. Tout conducteur engagé dans une intersection où la circulation est réglée par des signaux lumineux de circulation peut évacuer l'intersection sans attendre que la circulation soit ouverte dans le sens où il va s'engager, mais à condition de ne pas gêner la circulation des autres usagers de la route qui avancent dans le sens où la circulation est ouverte.

7. Aux intersections, les conducteurs de véhicules ne se déplaçant pas sur rails ont l'obligation de céder le passage aux véhicules se déplaçant sur rails.

Article 19
Passages à niveau

Tout usager de la route doit faire preuve d'une prudence accrue à l'approche et au franchissement des passages à niveau. En particulier :

a) tout conducteur de véhicule doit circuler à une allure modérée;

b) sans préjudice de l'obligation d'obéir aux indications d'arrêt données par un signal lumineux ou un signal acoustique, aucun usager de la route ne doit s'engager sur un passage à niveau dont les barrières ou /les/ demi-barrières sont en travers de la route ou en mouvement pour se placer en travers de la route ou dont les demi-barrières sont en train de se relever;

c) si un passage à niveau n'est muni ni de barrières, ni de demi-barrières, ni de signaux lumineux, aucun usager de la route ne doit s'y engager sans s'être assuré qu'aucun véhicule sur rails n'approche;

d) aucun usager de la route ne doit prolonger indûment le franchissement d'un passage à niveau; en cas d'immobilisation forcée d'un véhicule, son conducteur doit s'efforcer de l'amener hors de l'emprise des voies ferrées et, s'il ne peut le faire, prendre immédiatement toutes mesures en son pouvoir pour que les mécaniciens des véhicules sur rails soient prévenus suffisamment à temps de l'existence du danger.

Article 20
Prescriptions applicables aux piétons

1. Les Parties contractantes ou leurs subdivisions pourront ne rendre applicables les dispositions du présent article que dans les cas où la circulation de piétons sur la chaussée serait dangereuse ou serait gênante pour la circulation des véhicules.

2.. S'il existe, en bordure de la chaussée, des trottoirs ou des accotements praticables par les piétons, ceux-ci doivent les emprunter. Toutefois, en prenant les précautions nécessaires :

a) les piétons qui poussent ou qui portent des objets encombrants peuvent emprunter la chaussée si leur circulation sur le trottoir ou l'accotement devait causer une gêne importante aux autres piétons;

b) les groupes de piétons conduits par un moniteur, ou formant un cortège, peuvent circuler sur la chaussée.

3. S'il n'est pas possible d'utiliser les trottoirs ou les accotements ou en l'absence de ceux-ci, les piétons peuvent circuler sur la chaussée; lorsqu'il existe une piste cyclable et lorsque la densité de la circulation le leur permet, ils peuvent circuler sur cette piste cyclable, mais sans gêner le passage des cyclistes et des cyclomotoristes.

4. Lorsque des piétons circulent sur la chaussée en application des paragraphes 2 et 3 du présent article, ils doivent se tenir le plus près possible du bord de la chaussée.

5. Il est recommandé que les législations nationales prévoient ce qui suit : lorsque des piétons circulent sur la chaussée, ils doivent se tenir, sauf si cela est de nature à compromettre leur sécurité, du côté opposé à celui correspondant au sens de la circulation. Toutefois, les personnes qui poussent à la main un cycle, un cyclomoteur ou un motocycle doivent toujours se tenir du côté de la chaussée correspondant au sens de la circulation et il en est de même des groupes de piétons conduits par un moniteur ou formant un cortège. Sauf s'ils forment un cortège, les piétons circulant sur la chaussée doivent, de nuit ou par mauvaise visibilité, ainsi que de jour si la densité de la circulation des véhicules l'exige, marcher autant qu'il leur est possible en une seule file.

6. a) Les piétons ne doivent s'engager sur une chaussée pour la traverser qu'en faisant preuve de prudence; ils doivent emprunter le passage pour piétons lorsqu'il en existe un à proximité.

b) Pour traverser à un passage pour piétons signalé comme tel ou délimité par des marques sur la chaussée,

i) si le passage est équipé de signaux pour les piétons, ceux-ci doivent obéir aux prescriptions indiquées par ces feux;

ii) si le passage n'est pas équipé d'une telle signalisation, mais si la circulation des véhicules est réglée par des signaux lumineux de circulation ou par un agent de la circulation, les piétons ne doivent

pas s'engager sur la chaussée tant que le signal lumineux ou le geste de l'agent de la circulation notifie que les véhicules peuvent y passer;

iii) aux autres passages pour piétons, les piétons ne doivent pas s'engager sur la chaussée sans tenir compte de la distance et de la vitesse des véhicules qui s'en approchent.

c) Pour traverser en dehors d'un passage pour piétons signalé comme tel ou délimité par des marques sur la chaussée, les piétons ne doivent pas s'engager sur la chaussée avant de s'être assurés qu'ils peuvent le faire sans gêner la circulation des véhicules.

d) Une fois engagés dans la traversée d'une chaussée, les piétons ne doivent pas y allonger leur parcours, s'y attarder ou s'y arrêter sans nécessité.

7. Toutefois, les Parties contractantes ou leurs subdivisions peuvent édicter des dispositions plus strictes pour les piétons traversant la chaussée.

Article 21

Comportement des conducteurs à l'égard des piétons

1. Sans préjudice des dispositions du paragraphe 1 de l'article 7, du paragraphe 9 de l'article 11 et du paragraphe 1 de l'article 13 de la présente Convention, lorsqu'il existe sur la chaussée un passage pour piétons signalé comme tel ou délimité par des marques sur la chaussée,

a) si la circulation des véhicules est réglée à ce passage par des signaux lumineux de circulation ou par un agent de la circulation, les conducteurs doivent, lorsqu'il leur est interdit de passer, s'arrêter avant de s'engager sur le passage et, lorsqu'il leur est permis de passer, ne pas entraver ni gêner la traversée des piétons qui se sont engagés sur le passage et le traversent dans les conditions prévues à l'article 20 de la présente Convention; si les conducteurs tournent pour s'engager sur une autre route à l'entrée de laquelle se trouve un passage pour piétons, ils ne doivent le faire qu'à allure lente et en

laissant passer, quitte à s'arrêter à cet effet, les piétons qui se sont engagés ou qui s'engagent sur le passage dans les conditions prévues au paragraphe 6 de l'article 20 de la présente Convention;

b) si la circulation des véhicules n'est réglée à ce passage ni par des signaux lumineux de circulation ni par un agent de la circulation, les conducteurs ne doivent s'approcher de ce passage qu'à allure suffisamment modérée pour ne pas mettre en danger les piétons qui s'y sont engagés ou qui s'y engagent; au besoin, ils doivent s'arrêter pour les laisser passer.

2. Les conducteurs ayant l'intention de dépasser, du côté correspondant au sens de la circulation, un véhicule de transport public à un arrêt signalé comme tel doivent réduire leur vitesse et au besoin s'arrêter pour permettre aux voyageurs de monter dans ce véhicule ou d'en descendre.

3. Aucune disposition du présent article ne sera interprétée comme empêchant les Parties contractantes ou leurs subdivisions :

- d'obliger les conducteurs de véhicules à marquer l'arrêt chaque fois que des piétons se sont engagés ou s'engagent sur un passage pour piétons signalé comme tel ou délimité par des marques sur la chaussée dans les conditions prévues à l'article 20 de la présente Convention, ou
- de leur interdire d'empêcher ou de gêner la marche des piétons qui traversent la chaussée à une intersection ou tout près d'une intersection, même si aucun passage pour piétons n'est à cet endroit signalé comme tel ou délimité par des marques sur la chaussée.

Article 22
Refuges sur la chaussée

Sans préjudice des dispositions de l'article 10 de la présente Convention, tout conducteur peut laisser à sa droite ou à sa gauche les refuges, bornes et autres dispositifs établis sur la chaussée sur laquelle il circule, à l'exception des cas suivants :

a) lorsqu'un signal impose le passage sur l'un des côtés du refuge, de la borne ou du dispositif;

b) lorsque le refuge, la borne ou le dispositif est dans l'axe d'une chaussée où la circulation se fait dans les deux sens; dans ce dernier cas, le conducteur doit laisser le refuge, la borne ou le dispositif du côté opposé à celui correspondant au sens de la circulation.

Article 23
Arrêt et stationnement

1. En dehors des agglomérations, les véhicules et animaux à l'arrêt ou en stationnement doivent être autant que possible placés hors de la chaussée. Ils ne doivent pas être placés sur les pistes cyclables ni, sauf dans la limite où la législation nationale applicable le permet, sur les trottoirs ou sur les accotements aménagés pour la circulation des piétons.

2. a) Les animaux et véhicules à l'arrêt ou en stationnement sur la chaussée doivent être placés aussi près que possible du bord de la chaussée. Un conducteur ne doit arrêter son véhicule ou stationner sur une chaussée que du côté correspondant pour lui au sens de la circulation; toutefois, cet arrêt ou stationnement est autorisé de l'autre côté lorsqu'il n'est pas possible du côté correspondant au sens de la circulation par suite de la présence de voies ferrées. En outre, les Parties contractantes ou leurs subdivisions peuvent :

i) ne pas interdire l'arrêt ni le stationnement de l'un ou de l'autre côté dans certaines conditions, notamment si des signaux routiers interdisent l'arrêt du côté correspondant au sens de la circulation;

ii) sur les chaussées à sens unique, autoriser l'arrêt et le stationnement de cet autre côté, simultanément ou non avec l'arrêt et le stationnement du côté correspondant au sens de la circulation;

iii) autoriser l'arrêt et le stationnement au milieu de la chaussée en des emplacements spécialement indiqués.

b) Sauf dispositions contraires de la législation nationale, les véhicules autres que les cycles à deux roues, les cyclomoteurs à deux roues ou les motocycles à deux roues sans side-car ne doivent pas être à l'arrêt ou en stationnement en double file sur la chaussée. Les véhicules à l'arrêt ou en stationnement doivent, sous réserve des cas où la disposition des lieux permet qu'il en soit autrement, être rangés parallèlement au bord de la chaussée.

3. a) Tout arrêt et tout stationnement d'un véhicule sont interdits sur la chaussée :

i) sur les passages pour piétons, sur les passages pour cyclistes et sur les passages à niveau;

ii) sur les voies de tramways ou de trains sur route ou si près de ces voies que la circulation de ces tramways ou de ces trains pourrait se trouver entravée, ainsi que, sous réserve de la possibilité pour les Parties contractantes ou leurs subdivisions de prévoir des dispositions contraires, sur les trottoirs et les pistes cyclables;

b) Tout arrêt et tout stationnement d'un véhicule sont interdits en tout endroit où ils constitueraient un danger, en particulier,

i) sous les passages supérieurs et dans les tunnels, sauf éventuellement à des emplacements spécialement indiqués;

ii) sur la chaussée, à proximité des sommets des côtes et dans les virages, lorsque la visibilité est insuffisante pour que le dépassement du véhicule puisse se faire en toute sécurité, compte tenu de la vitesse des vehicules sur la section de route en cause;

iii) sur la chaussée à la hauteur d'une marque longitudinale, lorsque l'alinéa b) ii) du présent paragraphe ne s'applique pas mais que la largeur de la chaussée entre la marque et le véhicule est inférieure à 3 m (10 pieds) et que la marque est telle que son franchissement est interdit aux vehicules qui l'aborderaient du même côté.

c) Tout stationnement d'un véhicule sur la chaussée est interdit

i) aux abords des passages à niveau, des intersections et des arrêts d'autobus, de trolleybus ou de véhicules sur rails, sur les distances précisées par la législation nationale,

ii) devant les entrées carrossables des propriétés;

iii) à tout emplacement où le véhicule en stationnement empêcherait l'accès à un autre véhicule régulièrement stationné ou le dégagement d'un tel véhicule;

iv) sur la chaussée centrale des routes à trois chaussées et, en dehors des agglomérations, sur les chaussées des routes indiquées comme prioritaires par une signalisation appropriée;

v) aux emplacements tels que le véhicule en stationnement masquerait les signaux routiers ou des signaux lumineux de circulation à la vue des usagers de la route.

4. Un conducteur ne doit pas quitter son véhicule ou ses animaux sans avoir pris toutes les précautions utiles pour éviter tout accident, et dans le cas d'une automobile, pour éviter qu'elle ne soit utilisée sans autorisation.

5. Il est recommandé que les législations nationales prévoient que tout véhicule à moteur, autre qu'un cyclomoteur à deux roues ou un motocycle à deux roues sans side-car, ainsi que toute remorque, attelée ou non, qui est immobilisé sur la chaussée hors d'une agglomération, soit signalé à distance, au moyen d'au moins un dispositif approprié, placé à l'endroit le mieux indiqué pour avertir suffisamment à temps les autres conducteurs qui s'approchent :

a) lorsque le véhicule est immobilisé de nuit sur la chaussée dans des conditions telles que les conducteurs qui s'approchent ne peuvent se rendre compte de l'obstacle qu'il constitue;

b) lorsque le conducteur, dans d'autres cas, a été contraint d'immobiliser son véhicule à un endroit où l'arrêt est interdit.

6. Rien dans le présent article ne saurait être interprété comme empêchant les Parties contractantes ou leurs subdivisions d'imposer d'autres interdictions de stationnement et d'arrêt.

Article 24
Ouverture des portières

Il est interdit d'ouvrir la portière d'un véhicule, de la laisser ouverte ou de descendre du véhicule sans s'être assuré qu'il ne peut en résulter de danger pour d'autres usagers de la route.

Article 25
Autoroutes et routes de caractère similaire

1. Sur les autoroutes et, si la législation nationale en dispose ainsi, sur les routes spéciales d'accès aux autoroutes et de sortie des autoroutes,

a) la circulation est interdite aux piétons, aux animaux, aux cycles, aux cyclomoteurs s'ils ne sont pas assimilés à des motocycles, et à tous les véhicules autres que les automobiles et leurs remorques, ainsi qu'aux automobiles ou à leurs remorques qui ne seraient pas, par construction, susceptibles d'atteindre en palier une vitesse fixée par la législation nationale,

b) il est interdit aux conducteurs :

i) d'arrêter leurs véhicules ou de stationner ailleurs qu'aux places de stationnement signalées; en cas d'immobilisation forcée d'un véhicule, son conducteur doit s'efforcer de l'amener hors de la chaussée et aussi hors de la bande d'urgence et, s'il ne peut le faire, signaler immédiatement à distance la présence du véhicule pour avertir suffisamment à temps les autres conducteurs qui s'approchent;

ii) de faire demi-tour ou marche arrière ou de pénétrer sur la bande de terrain centrale, y compris les raccordements transversaux reliant entre elles les deux chaussées.

2. Les conducteurs débouchant sur une autoroute doivent :

a) s'il n'existe pas de voie d'accélération prolongeant la route d'accès, céder le passage aux véhicules circulant sur l'autoroute;

b) s'il existe une voie d'accélération, l'emprunter et s'insérer dans la circulation de l'autoroute en respectant les prescriptions des paragraphes 1 et 3 de l'article 14 de la présente Convention.

3. Le conducteur qui quitte l'autoroute doit, suffisamment à temps, emprunter la voie de circulation correspondant à la sortie de l'autoroute et s'engager au plus tôt sur la voie de décélération si une telle voie existe.

4. Pour l'application des paragraphes 1, 2 et 3 du présent article, sont assimilées aux autoroutes, les autres routes réservées à la circulation automobile dûment signalées comme telles et ne desservant pas les propriétés riveraines.

Article 26

Prescriptions particulières applicables aux cortèges et aux infirmes

1. Il est interdit aux usagers de la route de couper les colonnes militaires, les groupes d'écoliers en rangs sous la conduite d'un moniteur et les autres cortèges.

2. Les infirmes qui se déplacent dans une chaise roulante mue par eux-mêmes ou circulant à l'allure du pas peuvent emprunter les trottoirs et les accotements praticables.

Article 27

Prescriptions particulières applicables aux cyclistes, aux cyclomotoristes et aux motocyclistes

1. Nonobstant les dispositions du paragraphe 3 de l'article 10 de la présente Convention, les Parties contractantes ou leurs subdivisions peuvent ne pas interdire aux cyclistes de circuler à plusieurs de front.

2. Il est interdit aux cyclistes de rouler sans tenir le guidon au moins d'une main, de se faire remorquer par un autre véhicule ou de transporter, traîner ou pousser des objets gênants pour la conduite ou dangereux pour les autres usagers de la route. Les mêmes dispositions sont applicables aux cyclomotoristes et aux motocyclistes, mais, de plus, ceux-ci doivent tenir le guidon des deux mains, sauf éventuellement pour donner l'indication de la manoeuvre décrite au paragraphe 3 de l'article 14 de la présente Convention.

3. Il est interdit aux cyclistes et aux cyclomotoristes de transporter des passagers sur leur véhicule; les Parties contractantes ou leurs subdivisions peuvent, toutefois, autoriser des dérogations à cette disposition, notamment, autoriser le transport de passagers sur le ou les sièges supplémentaires qui seraient aménagés sur le cycle. Il n'est permis aux motocyclistes de transporter des passagers que dans le side-car, s'il en existe un, et sur le siège supplémentaire éventuellement aménagé derrière le conducteur.

4. Lorsqu'il existe une piste cyclable, les Parties contractantes ou leurs subdivisions peuvent interdire aux cyclistes de circuler sur le reste de la chaussée. Dans le même cas, elles peuvent autoriser les cyclomotoristes à circuler sur la piste cyclable et, si elles le jugent utile, leur interdire de circuler sur le reste de la chaussée.

Article 28

Avertissements sonores et lumineux

1. Il peut seulement être fait usage des avertisseurs sonores :

a) pour donner les avertissements utiles en vue d'éviter un accident;

b) en dehors des agglomérations lorsqu'il y a lieu d'avertir un conducteur qu'il va être dépassé.

L'émission de sons par les avertisseurs sonores ne doit pas se prolonger plus qu'il n'est nécessaire.

2. Les conducteurs d'automobiles peuvent, entre la tombée de la nuit et le lever du jour, donner les avertissements lumineux définis au paragraphe 5 de l'article 33 de la présente Convention au lieu des avertissements sonores. Ils peuvent également le faire pendant la journée aux fins indiquées à l'alinéa b) du paragraphe 1 du présent article, si cette façon de faire convient mieux en raison des circonstances.

3. Les Parties contractantes ou leurs subdivisions peuvent autoriser l'emploi d'avertissements lumineux aux fins visées au paragraphe 1 b) du présent article dans les agglomérations également.

Article 29

Véhicules sur rails

1. Lorsqu'une voie ferrée emprunte une chaussée, tout usager de la route doit, à l'approche d'un tramway ou d'un autre véhicule sur rails, dégager celle-ci dès que possible pour laisser le passage au véhicule sur rails.

2. Les Parties contractantes ou leurs subdivisions peuvent adopter pour la circulation sur route des véhicules se déplaçant sur rails et pour le croisement ou le dépassement de ces véhicules des règles spéciales différentes de celles qui sont définies au présent chapitre. Toutefois, les Parties contractantes ou leurs subdivisions ne peuvent adopter de dispositions contraires à celles du paragraphe 7 de l'article 18 de la présente Convention.

Article 30
Chargement des véhicules

1. Si un poids maximal autorisé est fixé pour un véhicule, le poids en charge de ce véhicule ne doit jamais dépasser le poids maximal autorisé.

2. Tout chargement d'un véhicule doit être disposé et, au besoin, arrimé de telle manière qu'il ne puisse :

a) mettre en danger des personnes ou causer des dommages à des propriétés publiques ou privées, notamment traîner ou tomber sur la route;

b) nuire à la visibilité du conducteur ou compromettre la stabilité ou la conduite du véhicule;

c) provoquer un bruit, des poussières ou d'autres incommodités qui peuvent être évitées;

d) masquer les feux, y compris les feux-stop et les indicateurs de direction, les catadioptres, les numéros d'immatriculation et le signe distinctif de l'Etat d'immatriculation dont le véhicule doit être muni aux termes de la présente Convention ou de la législation nationale, ou masquer les signes faits avec le bras, conformément aux dispositions du paragraphe 3 de l'article 14 ou à celles du paragraphe 2 de l'article 17 de la présente Convention.

3. Tous les accessoires, tels que câbles, chaînes, bâches, servant à arrimer ou à protéger le chargement doivent serrer celui-ci et être fixés solidement. Tous les accessoires servant à protéger le chargement doivent satisfaire aux conditions prévues pour le chargement au paragraphe 2 du présent article.

4. Les chargements dépassant du véhicule vers l'avant, vers l'arrière ou sur les côtés doivent être signalés de façon bien visible dans tous les cas où leurs contours risquent de n'être pas perçus des conducteurs des autres véhicules; la nuit, cette signalisation doit être faite à l'avant par un feu blanc et un dispositif réfléchissant blanc et à l'arrière par un feu rouge et un dispositif réfléchissant rouge. En particulier, sur les véhicules à moteur,

a) les chargements dépassant l'extrémité du véhicule de plus d'un mètre (3 pieds 4 pouces) vers l'arrière ou vers l'avant doivent toujours être signalés;

b) les chargements dépassant latéralement le gabarit du véhicule de telle sorte que leur extrémité latérale se trouve à plus de 0,40 m (16 pouces) du bord extérieur du feu de position avant du véhicule doivent être signalés la nuit vers l'avant et il en est de même, vers l'arrière, de ceux dont l'extrémité latérale se trouve à plus de 0,40 m (16 pouces) du bord extérieur du feu position arrière rouge du véhicule.

5. Rien dans le paragraphe 4 du présent article ne saurait être interprété comme empêchant les Parties contractantes ou leurs subdivisions, d'interdire, de limiter ou de soumettre à autorisation spéciale les dépassements du chargement visés audit paragraphe 4.

Article 31
Comportement en cas d'accident

1. Sans préjudice des dispositions des législations nationales en ce qui concerne l'obligation de porter secours aux blessés, tout conducteur, ou tout autre usager de la route, impliqué dans un accident de la circulation, doit

a) s'arrêter aussitôt que cela lui est possible sans créer un danger supplémentaire pour la circulation;

b) s'efforcer d'assurer la sécurité de la circulation au lieu de l'accident et, si une personne a été tuée ou grièvement blessée dans l'accident, d'éviter, dans la mesure où cela n'affecte pas la sécurité de la circulation, la modification de l'état des lieux et la disparition des traces qui peuvent être utiles pour établir les responsabilités;

c) si d'autres personnes impliquées dans l'accident le lui demandent, leur communiquer son identité;

d) si une personne a été blessée ou tuée dans l'accident, avertir la police et rester ou revenir sur le lieu de l'accident jusqu'à l'arrivée de celle-ci, à moins qu'il n'ait été autorisé par elle à quitter les lieux ou qu'il ne doive porter secours aux blessés ou être lui-même soigné.'

2. Les Parties contractantes ou leurs subdivisions peuvent, dans leur législation nationale, s'abstenir d'imposer la prescription prévue à l'alinéa d) du paragraphe 1 du présent article lorsqu'aucune blessure grave n'a été causée et qu'aucune des personnes impliquées dans l'accident n'exige que la police soit avertie.

Article 32
Eclairage : Prescriptions générales

1. Au sens du présent article, le terme "nuit" désigne l'intervalle entre la tombée de la nuit et le lever du jour, ainsi que les autres moments où la visibilité est insuffisante du fait, par exemple, de brouillard, de chute de neige, de forte pluie ou de passage dans un tunnel.

2. De nuit :

a) tout véhicule à moteur autre qu'un cyclomoteur ou un motocycle à deux roues sans side-car se trouvant sur une route doit montrer vers l'avant au moins deux feux blancs ou jaune sélectif et vers l'arrière un nombre pair de feux rouges, conformément aux prescriptions prévues pour les automobiles aux paragraphes 23 et 24 de l'annexe 5; les législations nationales peuvent, toutefois, autoriser des feux de position jaune-auto vers l'avant. Les dispositions du présent alinéa s'appliquent aux ensembles formés d'un véhicule à moteur et d'une ou plusieurs remorques, les feux rouges devant alors se trouver à l'arrière de la dernière remorque; les remorques auxquelles sont applicables les dispositions du paragraphe 30 de l'annexe 5 de la présente Convention doivent montrer, vers l'avant, les deux feux blancs dont elles doivent être munies en vertu des dispositions de ce paragraphe 30.

b) tout véhicule ou ensemble de véhicules auquel ne s'appliquent pas les dispositions de l'alinéa a) du présent paragraphe et qui se trouve sur une route, doit avoir au moins un feu blanc ou jaune sélectif à l'avant et au moins un feu rouge à l'arrière; lorsqu'il n'y a qu'un feu à l'avant ou qu'un feu à l'arrière, ce feu doit être placé sur l'axe du véhicule ou du côté opposé à celui correspondant au sens de la circulation; pour les véhicules à traction animale et les charrettes à bras, le dispositif émettant ces feux peut être porté par le conducteur ou un convoyeur marchant de ce côté du véhicule.

3. Les feux prévus au paragraphe 2 du présent article doivent être tels qu'ils signalent effectivement le véhicule aux autres usagers de la route; le feu avant et le feu arrière ne doivent être émis par la même lampe ou le même dispositif que si les caractéristiques du véhicule, notamment sa faible longueur, sont telles que cette prescription peut être satisfaite dans ces conditions.

4. a) Par dérogation aux dispositions du paragraphe 2 du présent article,

i) les dispositions dudit paragraphe 2 ne s'appliquent pas aux véhicules à l'arrêt ou en stationnement sur une route éclairée de telle façon qu'ils sont distinctement visibles à une distance suffisante;

ii) les véhicules à moteur dont la longueur et la largeur n'excèdent pas, respectivement, 6 m (20 pieds) et 2 m (6 pieds 6 pouces) et auxquels aucun véhicule n'est attelé pourront, lorsqu'ils sont à l'arrêt ou stationnent sur une route à l'intérieur d'une agglomération, ne montrer qu'un feu placé sur le côté du véhicule opposé au bord de la chaussée le long duquel le véhicule est à l'arrêt ou en stationnement; ce feu sera blanc ou jaune-auto vers l'avant et rouge ou jaune-auto vers l'arrière;

iii) les dispositions de l'alinéa b) dudit paragraphe 2 ne s'appliquent ni aux cycles à deux roues, ni aux cyclomoteurs à deux roues, ni aux motocycles à deux roues sans side-car non munis de batterie, lorsqu'ils sont à l'arrêt ou stationnent dans une agglomération tout au bord de la chaussée;

b) en outre, la législation nationale peut accorder des dérogations aux dispositions du présent article pour :

i) les véhicules à l'arrêt ou stationnés à des emplacements spéciaux hors de la chaussée;

ii) les véhicules à l'arrêt ou stationnés dans des rues résidentielles où la circulation est très faible.

5. En aucun cas, un véhicule ne devra montrer, vers l'avant, des feux, des dispositifs réfléchissants ou des matériaux réfléchissants rouges, vers l'arrière, des feux, des dispositifs réfléchissants ou des matériaux réfléchissants blancs ou jaune sélectif; cette disposition ne s'applique ni à l'emploi de feux blancs ou jaune sélectif de marche arrière, ni à la réflectorisation des chiffres ou lettres de couleur claire des plaques arrière, ni à la réflectorisation des chiffres ou lettres de couleur claire des plaques arrière d'immatriculation, des signes distinctifs ou d'autres marques distinctives requises par la législation nationale, ni à la réflectorisation du fond clair de ces plaques ou signes, ni aux feux rouges tournants ou à éclats de certains véhicules prioritaires.

6. Les Parties contractantes ou leurs subdivisions peuvent, dans la mesure où elles l'estiment possible sans compromettre la sécurité de la circulation, accorder dans leur législation nationale des dérogations aux dispositions du présent article pour

a) les véhicules à traction animale et les charrettes à bras;

b) les véhicules de forme ou de nature particulière ou employés à des fins et dans des conditions particulières.

7. Rien dans la présente Convention ne saurait être interprété comme empêchant la législation nationale d'imposer aux groupes de piétons conduits par un moniteur ou formant un cortège, ainsi qu'aux conducteurs de bestiaux, isolés ou en troupeaux, ou d'animaux de trait, de charge ou de selle, de montrer, lorsqu'ils circulent sur la chaussée dans les circonstances définies au paragraphe 2 b) du présent article, un dispositif réfléchissant ou un feu; la lumière réfléchie ou émise doit être alors soit blanche ou jaune sélectif vers l'avant et rouge vers l'arrière, soit jaune-auto dans les deux directions.

Article 33

Eclairage : conditions d'emploi des feux prévus à l'annexe 5

1. Le conducteur d'un véhicule équipé de feux-route, de feux-croisement ou de feux de position définis à l'annexe 5 de la présente Convention doit faire usage de ces feux dans les conditions suivantes quand, en vertu de l'article 32 de la présente Convention, le véhicule doit montrer au moins un ou deux feux blancs ou jaune sélectif vers l'avant :

a) les feux-route ne doivent être allumés ni dans les agglomérations lorsque la route est suffisamment éclairée, ni en dehors des agglomérations lorsque la chaussée est éclairée de façon continue et que cet éclairage est suffisant pour permettre au conducteur de voir distinctement jusqu'à une distance suffisante, ni lorsque le véhicule est arrêté;

b) réserve faite de la possibilité pour la législation nationale d'autoriser l'utilisation des feux-route pendant les heures de jour où la visibilité est insuffisante du fait, par exemple, de brouillard, de chute de neige, de forte pluie ou de passage dans un tunnel, les feux-route ne doivent pas être allumés ou leur fonctionnement doit être modifié de façon à éviter l'éblouissement :

i) lorsqu'un conducteur va croiser un autre véhicule; les feux, s'ils sont utilisés, doivent alors être éteints ou leur fonctionnement doit être modifié de façon à éviter l'éblouissement à la distance nécessaire pour que le conducteur de cet autre véhicule puisse continuer sa marche aisément et sans danger;

ii) lorsqu'un véhicule en suit un autre à faible distance; toutefois, les feux-route peuvent être utilisés conformément aux dispositions du paragraphe 5 du présent article pour indiquer l'intention de dépasser dans les conditions prévues à l'article 28 de la présente Convention;

iii) dans toute autre circonstance où il est nécessaire de ne pas éblouir les autres usagers de la route ou les usagers d'une voie d'eau ou d'une voie ferrée qui longe la route;

c) sous réserve des dispositions de l'alinéa d) du présent paragraphe, les feux-croisement doivent être allumés quand l'usage des feux-route est interdit par les dispositions des alinéas a) et b) ci-dessus et

ils peuvent être utilisés à la place des feux-route lorsque les feux-croisement permettent au conducteur de voir distinctement jusqu'à une distance suffisante et aux autres usagers de la route d'apercevoir le véhicule à une distance suffisante;

d) les feux de position doivent être utilisés en même temps que les feux-route, les feux-croisement ou les feux-brouillard. Ils peuvent être utilisés seuls lorsque le véhicule est à l'arrêt ou en stationnement ou lorsque, sur des routes autres que les autoroutes et les routes mentionnées au paragraphe 4 de l'article 25 de la présente Convention, les conditions d'éclairage sont telles que le conducteur peut voir distinctement jusqu'à une distance suffisante ou que les autres usagers peuvent apercevoir le véhicule à une distance suffisante.

2. Lorsqu'un véhicule est équipé des feux-brouillard définis à l'annexe 5 de la présente Convention, il ne doit être fait usage de ces feux qu'en cas de brouillard, de chute de neige ou de forte pluie. Par dérogation aux dispositions du paragraphe 1 c) du présent article, l'allumage des feux-brouillard remplace alors celui des feux-croisement, la législation nationale pouvant, toutefois, autoriser dans ce cas l'allumage simultané des feux brouillard et des feux-croisement.

3. Par dérogation aux dispositions du paragraphe 2 du présent article, la législation nationale peut autoriser, même en l'absence de brouillard, de chute de neige ou de forte pluie, l'allumage des feux-brouillard sur des routes étroites et comportant de nombreux virages.

4. Rien dans la présente Convention ne saurait être interprété comme empêchant la législation nationale d'imposer l'obligation d'utiliser les feux-croisement à l'intérieur des agglomérations.

5. Les "avertissements lumineux" visés au paragraphe 2 de l'article 28 de la présente Convention consistent en l'allumage intermittent à de courts intervalles des feux-croisement ou en l'allumage intermittent des feux-route ou en l'allumage alterné à de courts intervalles des feux-croisement et des feux-route.

Article 34

Dérogations

1. Dès que l'approche d'un véhicule prioritaire est signalée par les avertisseurs spéciaux, lumineux et sonores, de ce véhicule, tout usager de la route doit dégager le passage sur la chaussée et, au besoin, s'arrêter.

2. Les législations nationales peuvent prévoir que les conducteurs de véhicules prioritaires ne sont pas tenus, quand leur circulation est annoncée par les avertisseurs spéciaux du véhicule et sous réserve de ne pas mettre en danger les autres usagers de la route, de respecter tout ou partie des dispositions du présent chapitre II autres que celles du paragraphe 2 de l'article 6.

3. Les législations nationales peuvent déterminer dans quelle mesure le personnel travaillant à la construction, à la réparation ou à l'entretien de la route, y compris les conducteurs des engins employés pour les travaux, n'est pas tenu, sous réserve d'observer toutes précautions utiles, de respecter pendant leur travail les dispositions du présent chapitre II.

4. Pour dépasser ou croiser les engins visés au paragraphe 3 du présent article pendant qu'ils participent aux travaux sur la route, les conducteurs des autres véhicules peuvent, dans la mesure nécessaire et à condition de prendre toutes précautions utiles, ne pas observer les dispositions des articles 11 et 12 de la présente Convention.

Chapitre III

CONDITIONS À REMPLIR PAR LES AUTOMOBILES ET LES REMORQUES POUR ÊTRE ADMISES EN CIRCULATION INTERNATIONALE

Article 35

Immatriculation

1. a) Pour bénéficier des dispositions de la présente Convention, toute automobile en circulation internationale et toute remorque, autre qu'une remorque légère, attelée à une automobile doit être immatriculée par une Partie contractante ou l'une de ses subdivisions et le conducteur de l'automobile doit être porteur d'un certificat valable délivré pour attester

cette immatriculation, soit par une autorité compétente de cette Partie contractante ou de sa subdivision, soit, au nom de la Partie contractante ou de la subdivision, par l'association qu'elle a habilitée à cet effet. Le certificat, dit certificat d'immatriculation, porte au moins :

- un numéro d'ordre, dit numéro d'immatriculation, dont la composition est indiquée à l'annexe 2 de la présente Convention;
- la date de la première immatriculation du véhicule;
- le nom complet et le domicile du titulaire du certificat;
- le nom ou la marque de fabrique du constructeur du véhicule;
- le numéro d'ordre du châssis (numéro de fabrication ou numéro de série du constructeur);
- s'il s'agit d'un véhicule destiné au transport de marchandises, le poids maximal autorisé;
- la période de validité, si elle n'est pas illimitée.

Les indications portées sur le certificat sont soit uniquement en caractères latins ou en cursive dite anglaise, soit répétées de cette façon.

b) Les Parties contractantes ou leurs subdivisions peuvent, toutefois, décider que, sur les certificats délivrés sur leur territoire, l'année de fabrication sera indiquée au lieu de la date de la première immatriculation.

2. Par dérogation aux dispositions du paragraphe 1 du présent article, un véhicule articulé non dissocié pendant qu'il est en circulation internationale bénéficiera des dispositions de la présente Convention même s'il ne fait l'objet que d'une seule immatriculation et d'un seul certificat pour le tracteur et la semi-remorque qui le constituent.

3. Rien dans la présente Convention ne saurait être interprété comme limitant le droit des Parties contractantes ou de leurs subdivisions d'exiger, dans le cas d'un véhicule en circulation internationale qui n'est pas immatriculé au nom d'une personne se trouvant à bord, la justification du droit du conducteur à la détention du véhicule.

4. Il est recommandé que les Parties contractantes qui n'en seraient pas encore pourvues créent un service chargé, à l'échelon national ou régional, d'enregistrer les automobiles mises en circulation et de centraliser, par véhicule, les renseignements portés sur chaque certificat d'immatriculation.

Article 36
Numéro d'immatriculation

1. Toute automobile en circulation internationale doit porter à l'avant et à l'arrière son numéro d'immatriculation; toutefois, les motocycles ne sont tenus de porter ce numéro qu'à l'arrière.

2. Toute remorque immatriculée doit, en circulation internationale, porter à l'arrière son numéro d'immatriculation. Dans le cas d'une automobile tractant une ou plusieurs remorques, la remorque unique ou la dernière remorque, si elle n'est pas immatriculée, doit porter le numéro d'immatriculation du véhicule tracteur.

3. La composition et les modalités d'apposition du numéro d'immatriculation visé au présent article doivent être conformes aux dispositions de l'annexe 2 de la présente Convention.

Article 37
Signe distinctif de l'Etat d'immatriculation

1. Toute automobile en circulation internationale doit porter à l'arrière, en plus de son numéro d'immatriculation, un signe distinctif de l'Etat où elle est immatriculée.

2. Toute remorque attelée à une automobile et devant, en vertu de l'article 36 de la présente Convention, porter à l'arrière un numéro d'immatriculation doit aussi porter à l'arrière le signe distinctif de l'Etat où ce numéro d'immatriculation a été délivré. Les dispositions du présent paragraphe s'appliquent même si la remorque est immatriculée dans un Etat autre que l'Etat d'immatriculation de l'automobile à laquelle elle est attelée; si la remorque n'est pas immatriculée, elle doit porter à l'arrière le signe distinctif de l'Etat d'immatriculation du véhicule tracteur, sauf lorsqu'elle circule dans cet Etat.

3. La composition et les modalités d'apposition du signe distinctif visé au présent article doivent être conformes aux dispositions de l'annexe 3 de la présente Convention.

Article 38
Marques d'identification

Toute automobile et toute remorque en circulation internationale doivent porter les marques d'identification définies à l'annexe 4 de la présente Convention.

Article 39
Prescriptions techniques

Toute automobile, toute remorque et tout ensemble de véhicules en circulation internationale doivent satisfaire aux dispositions de l'annexe 5 de la présente Convention. Ils doivent, en outre, être en bon état de marche.

Article 40
Disposition transitoire

Pendant dix ans à partir de l'entrée en vigueur de la présente Convention conformément au paragraphe 1 de l'article 47, les remorques en circulation internationale bénéficieront, quel que soit leur poids maximal autorisé, des dispositions de la présente Convention, même si elles ne sont pas immatriculées.

Chapitre IV
CONDUCTEURS D'AUTOMOBILES

Article 41
Validité des permis de conduire

1. Les Parties contractantes reconnaîtront :

a) tout permis national rédigé dans leur langue ou dans l'une de leurs langues ou, s'il n'est pas rédigé dans une telle langue, accompagné d'une traduction certifiée conforme;

b) tout permis national conforme aux dispositions de l'annexe 6 de la présente Convention;

c) ou tout permis international conforme aux dispositions de l'annexe 7 de la présente Convention,

comme valable pour la conduite, sur leur territoire, d'un véhicule qui rentre dans les catégories couvertes par le permis, à condition que ledit permis soit en cours de validité et qu'il ait été délivré par une autre Partie contractante ou une de ses subdivisions ou par une association habilitée à cet effet par cette autre Partie contractante ou par une de ses subdivisions. Les dispositions du présent paragraphe ne s'appliquent pas aux permis d'élève conducteur.

2. Nonobstant les dispositions du paragraphe précédent :

a) lorsque la validité du permis de conduire est subordonnée, par une mention spéciale, au port par l'intéressé de certains appareils ou à certains aménagements du véhicule pour tenir compte de l'invalidité du conducteur, le permis ne sera reconnu comme valable que si ces prescriptions sont observées;

b) les Parties contractantes peuvent refuser de reconnaître la validité sur leur territoire de tout permis de conduire dont le titulaire n'a pas dix-huit ans révolus;

c) les Parties contractantes peuvent refuser de reconnaître la validité sur leur territoire, pour la conduite des automobiles ou des ensembles de véhicules des catégories C, D et E visées aux annexes 6 et 7 de la présente Convention, de tout permis de conduire dont le titulaire n'a pas vingt et un ans révolus.

3. Les Parties contractantes s'engagent à prendre les mesures nécessaires pour que les permis nationaux et internationaux de conduire visés aux alinéas a), b) et c) du paragraphe 1 du présent article ne soient pas délivrés sur leur territoire sans une garantie raisonnable des capacités du conducteur et de son aptitude physique.

4. Pour l'application du paragraphe 1 et du paragraphe 2, alinéa c) du présent article,

a) aux automobiles de la catégorie B visée aux annexes 6 et 7 de la présente Convention peut être attelée une remorque légère; peut y être attelée également une remorque dont le poids maximal autorisé excède 750 kg (1 650 livres), mais n'excède pas le poids à vide de l'automobile,

si le total des poids maximaux autorisés des véhicules ainsi couplés n'excède pas 3 500 kg (7 700 livres);

b) aux automobiles des catégories C et D visées aux annexes 6 et 7 de la présente Convention peut être attelée une remorque légère, sans que l'ensemble ainsi constitué cesse d'appartenir à la catégorie C ou à la catégorie D.

5. Le permis international ne pourra être délivré qu'au détenteur d'un permis national pour la délivrance duquel auront été remplies les conditions minimales fixées par la présente Convention. Il ne devra pas être valable plus longtemps que le permis national correspondant, dont le numéro devra figurer sur le permis international.

6. Les dispositions du présent article n'obligent pas les Parties contractantes

a) à reconnaître la validité des permis, nationaux ou internationaux, qui auraient été délivrés, sur le territoire d'une autre Partie contractante, à des personnes qui avaient leur résidence normale sur leur territoire au moment de cette délivrance ou dont la résidence normale a été transférée sur leur territoire depuis cette délivrance;

b) à reconnaître la validité des permis précités qui auraient été délivrés à des conducteurs dont la résidence normale au moment de la délivrance ne se trouvait pas sur le territoire dans lequel le permis a été délivré ou dont la résidence a été transférée depuis cette délivrance dans un autre territoire.

Article 42

Suspension de la validité des permis de conduire

1. Les Parties contractantes ou leurs subdivisions peuvent retirer à un conducteur qui commet sur leur territoire une infraction susceptible d'entraîner le retrait du permis de conduire en vertu de leur législation, le droit de faire usage sur leur territoire du permis de conduire, national ou international, dont il est titulaire. En pareil cas, l'autorité compétente de la Partie contractante ou de celle de ses subdivisions qui a retiré le droit de faire usage du permis pourra :

a) se faire remettre le permis et le conserver jusqu'à l'expiration du délai pendant lequel le droit de faire usage du permis est retiré ou jusqu'à ce que le conducteur quitte son territoire, si ce départ intervient avant l'expiration de ce délai;

b) aviser du retrait du droit de faire usage du permis l'autorité qui a délivré ou au nom de qui a été délivré le permis;

c) s'il s'agit d'un permis international, porter à l'emplacement prévu à cet effet la mention que le permis n'est plus valable sur son territoire;

d) dans le cas où elle n'a pas fait application de la procédure visée à l'alinéa a) du présent paragraphe, compléter la communication mentionnée à l'alinéa b) en demandant à l'autorité qui a délivré le permis ou au nom de qui le permis a été délivré d'aviser l'intéressé de la décision prise à son encontre.

2. Les Parties contractantes s'efforceront de faire notifier aux intéressés les décisions qui leur auront été communiquées conformément à la procédure visée au paragraphe 1, alinéa a) du présent article.

3. Rien dans la présente Convention ne saurait être interprété comme interdisant aux Parties contractantes ou à une de leurs subdivisions d'empêcher un conducteur titulaire d'un permis de conduire, national ou international, de conduire s'il est évident ou prouvé que son état ne lui permet pas de conduire en sécurité ou si le droit de conduire lui a été retiré dans l'Etat où il a sa résidence normale.

Article 43
Disposition transitoire

Les permis internationaux de conduire conformes aux dispositions de la Convention sur la circulation routière, faite à Genève le 19 septembre 1949, et délivrés dans les cinq ans de l'entrée en vigueur de la présente Convention conformément au paragraphe 1 de l'article 47 de la présente Convention seront, pour l'application des articles 41 et 42 de la présente Convention, assimilés aux permis internationaux de conduire prévus à la présente Convention.

Chapitre V

CONDITIONS À REMPLIR PAR LES CYCLES ET LES CYCLOMOTEURS POUR ETRE ADMIS EN CIRCULATION INTERNATIONALE

Article 44

1. Les cycles sans moteur en circulation internationale doivent

a) avoir un frein efficace;

b) être munis d'un timbre susceptible d'être entendu à une distance suffisante et ne porter aucun autre avertisseur sonore;

c) être munis d'un dispositif réfléchissant rouge vers l'arrière et de dispositifs permettant de montrer un feu blanc ou jaune sélectif vers l'avant et un feu rouge vers l'arrière.

2. Sur le territoire des Parties contractantes qui n'ont pas, conformément au paragraphe 2 de l'article 54 de la présente Convention, fait une déclaration assimilant les cyclomoteurs aux motocycles, les cyclomoteurs en circulation internationale doivent

a) avoir deux freins indépendants;

b) être munis d'un timbre, ou d'un autre avertisseur sonore, susceptible d'être entendu à une distance suffisante;

c) être munis d'un dispositif d'échappement silencieux efficace;

d) être munis de dispositifs permettant de montrer un feu blanc ou jaune sélectif à l'avant, ainsi qu'un feu rouge et un dispositif réfléchissant rouge à l'arrière;

e) porter la marque d'identification définie à l'annexe 4 de la présente Convention.

3. Sur le territoire des Parties contractantes qui ont, conformément au paragraphe 2 de l'article 54 de la présente Convention, fait une déclaration assimilant les cyclomoteurs aux motocycles, les conditions à remplir par les cyclomoteurs pour être admis en circulation internationale sont celles qui sont définies pour les motocycles à l'annexe 5 de la présente Convention.

Chapitre VI

DISPOSITIONS FINALES

Article 45

1. La présente Convention sera ouverte au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York jusqu'au 31 décembre 1969 à la signature de tous les États Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres de l'une de ses institutions spécialisées ou de l'Agence internationale de l'énergie atomique ou Parties au Statut de la Cour internationale de Justice, et de tout autre État invité par l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies à devenir Partie à ladite Convention.

2. La présente Convention est sujette à ratification. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

3. La présente Convention restera ouverte à l'adhésion de tout État visé au paragraphe 1 du présent article. Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du Secrétaire général.

4. Au moment où il signera la présente Convention ou déposera son instrument de ratification ou d'adhésion, tout État notifiera au Secrétaire général le signe distinctif qu'il choisit pour être apposé en circulation internationale sur les véhicules qu'il a immatriculés, conformément aux dispositions de l'annexe 3 de la présente Convention. Par une autre notification adressée au Secrétaire général, tout État peut changer un signe distinctif qu'il avait précédemment choisi.

Article 46

1. Tout État pourra, au moment où il signera ou ratifiera la présente Convention ou y adhérera, ou a tout moment ultérieur, déclarer par notification adressée au Secrétaire général que la Convention devient applicable à tous les territoires ou à l'un quelconque d'entre eux dont il assure les relations internationales. La Convention deviendra applicable au territoire ou aux territoires désigné(s) dans la notification trente jours après la date à laquelle le Secrétaire général aura reçu cette notification ou à la date d'entrée en vigueur de la Convention pour l'État adressant la notification, si cette date est postérieure à la précédente.

2. Tout Etat qui aura fait une déclaration en vertu du paragraphe 1 du présent article pourra à toute date ultérieure, par notification adressée au Secrétaire général, déclarer que la Convention cessera d'être applicable au territoire désigné dans la notification et la Convention cessera d'être applicable audit territoire un an après la date de réception de cette notification par le Secrétaire général.

3. Tout Etat qui adresse une notification en vertu du paragraphe 1 du présent article notifiera au Secrétaire général le ou les signes distinctifs qu'il choisit pour être apposé en circulation internationale sur les véhicules qui ont été immatriculés sur le ou les territoires intéressés conformément aux dispositions de l'annexe 3 de la présente Convention. Par une autre notification adressée au Secrétaire général, tout Etat peut changer un signe distinctif qu'il avait précédemment choisi.

Article 47

1. La présente Convention entrera en vigueur douze mois après la date du dépôt du quinzième instrument de ratification ou d'adhésion.

2. Pour chaque Etat qui ratifiera la présente Convention ou y adhérera après le dépôt du quinzième instrument de ratification ou d'adhésion, la Convention entrera en vigueur douze mois après la date du dépôt, par cet Etat, de son instrument de ratification ou d'adhésion.

Article 48

A son entrée en vigueur, la présente Convention abrogera et remplacera, dans les relations entre les Parties contractantes, la Convention internationale relative à la circulation automobile et la Convention internationale relative à la circulation routière signées l'une et l'autre à Paris le 24 avril 1926, la Convention sur la réglementation de la circulation automobile interaméricaine ouverte à la signature à Washington le 15 décembre 1943 et la Convention sur la circulation routière ouverte à la signature à Genève le 19 septembre 1949.

Article 49

1. Après une période d'un an à dater de l'entrée en vigueur de la présente Convention, toute Partie contractante pourra proposer un ou plusieurs amendements à la Convention. Le texte de toute proposition d'amendement, accompagné d'un exposé des motifs, sera adressé au Secrétaire général qui le communiquera à toutes les Parties contractantes. Les Parties contractantes auront la possibilité de lui faire savoir, dans le délai de douze mois suivant la date de cette communication : a) si elles acceptent l'amendement, ou b) si elles le rejettent, ou c) si elles désirent qu'une conférence soit convoquée pour l'examiner. Le Secrétaire général transmettra également le texte de l'amendement proposé à tous les autres Etats visés au paragraphe 1 de l'article 45 de la présente Convention.

2. a) Toute proposition d'amendement qui aura été communiquée conformément aux dispositions du paragraphe précédent sera réputée acceptée si, dans le délai de douze mois susmentionné, moins du tiers des Parties contractantes informent le Secrétaire général soit qu'elles rejettent l'amendement, soit qu'elles désirent qu'une conférence soit convoquée pour l'examiner. Le Secrétaire général notifiera à toutes les Parties contractantes toute acceptation ou tout rejet de l'amendement proposé et toute demande de convocation d'une conférence. Si le nombre total des rejets et des demandes reçus pendant le délai spécifié de douze mois est inférieur au tiers du nombre total des Parties contractantes, le Secrétaire général notifiera à toutes les Parties contractantes que l'amendement entrera en vigueur six mois après l'expiration du délai de douze mois spécifié au paragraphe précédent pour toutes les Parties contractantes, à l'exception de celles qui, pendant le délai spécifié, ont rejeté l'amendement ou demandé la convocation d'une conférence pour l'examiner.

b) Toute Partie contractante qui, pendant ledit délai de douze mois, aura rejeté une proposition d'amendement ou demandé la convocation d'une conférence pour l'examiner pourra, à tout moment après l'expiration de ce délai, notifier au Secrétaire général qu'elle accepte l'amendement, et le Secrétaire général communiquera cette notification à toutes les autres Parties contractantes. L'amendement entrera en vigueur pour les Parties contractantes qui auront notifié leur acceptation six mois après que le Secrétaire général aura reçu leur notification.

3. Si un amendement proposé n'a pas été accepté conformément au paragraphe 2 du présent article et si, dans le délai de douze mois spécifié au paragraphe 1 du présent article, moins de la moitié du nombre total des Parties contractantes informent le Secrétaire général qu'elles rejettent l'amendement proposé et si un tiers au moins du nombre total des Parties contractantes, mais pas moins de dix, l'informent qu'elles l'acceptent ou qu'elles désirent qu'une conférence soit réunie pour l'examiner, le Secrétaire général convoquera une conférence en vue d'examiner l'amendement proposé ou toute autre proposition dont il serait saisi en vertu du paragraphe 4 du présent article.

4. Si une conférence est convoquée conformément aux dispositions du paragraphe 3 du présent article, le Secrétaire général y invitera tous les Etats visés au paragraphe 1 de l'article 45 de la présente Convention. Il demandera à tous les Etats invités à la Conférence de lui présenter, au plus tard six mois avant sa date d'ouverture, toutes propositions qu'ils souhaiteraient voir examiner également par ladite Conférence en plus de l'amendement proposé, et il communiquera ces propositions, trois mois au moins avant la date d'ouverture de la Conférence, à tous les Etats invités à la Conférence.

5. a) Tout amendement à la présente Convention sera réputé accepté s'il a été adopté à la majorité des deux tiers des Etats représentés à la Conférence, à condition que cette majorité groupe au moins les deux tiers des Parties contractantes représentées à la Conférence.
Le Secrétaire général notifiera à toutes les Parties contractantes l'adoption de l'amendement et celui-ci entrera en vigueur douze mois après la date de cette notification pour toutes les Parties contractantes, à l'exception de celles qui, durant ce délai, auront notifié au Secrétaire général qu'elles rejettent l'amendement.

b) Toute Partie contractante qui aura rejeté un amendement pendant ledit délai de douze mois pourra, à tout moment, notifier au Secrétaire général qu'elle l'accepte, et le Secrétaire général communiquera cette notification à toutes les autres Parties contractantes. L'amendement entrera en vigueur pour la Partie contractante qui aura notifié son acceptation six mois après la date à laquelle le

Secrétaire général aura reçu la notification ou à la fin dudit délai de douze mois, si la date en est postérieure à la précédente.

6. Si la proposition d'amendement n'est pas réputée acceptée conformément au paragraphe 2 du présent article, et si les conditions prescrites au paragraphe 3 du présent article pour la convocation d'une conférence ne sont pas réunies, la proposition d'amendement sera réputée rejetée.

Article 50

Toute Partie contractante pourra dénoncer la présente Convention par notification écrite adressée au Secrétaire général. La dénonciation prendra effet un an après la date à laquelle le Secrétaire général en aura reçu notification.

Article 51

La présente Convention cessera d'être en vigueur si le nombre des Parties contractantes est inférieur à cinq pendant une période quelconque de douze mois consécutifs.

Article 52

Tout différend entre deux ou plusieurs Parties contractantes touchant l'interprétation ou l'application de la présente Convention, que les Parties n'auraient pas pu régler par voie de négociation ou d'autre manière, pourra être porté, à la requête de l'une quelconque des Parties contractantes intéressées, devant la Cour internationale de Justice pour être tranchée par elle.

Article 53

Aucune disposition de la présente Convention ne sera interprétée comme interdisant à une Partie contractante de prendre les mesures compatibles avec les dispositions de la Charte des Nations Unies et limitées aux exigences de la situation qu'elle estime nécessaires pour sa sécurité extérieure ou intérieure.

Article 54

1. Tout État pourra, au moment où il signera la présente Convention ou déposera son instrument de ratification ou d'adhésion, déclarer qu'il ne se considère pas lié par l'article 52 de la présente Convention. Les autres Parties contractantes ne seront pas liées par l'article 52 vis-à-vis de l'une quelconque des Parties contractantes qui aura fait une telle déclaration.

2. Au moment où il dépose son instrument de ratification ou d'adhésion, tout État peut déclarer, par notification adressée au Secrétaire général, qu'il assimilera les cyclomoteurs aux motocycles aux fins d'application de la présente Convention.

A tout moment, tout Etat pourra ultérieurement, par notification adressée au Secrétaire général, retirer sa déclaration (article 1, m)).

3. Les déclarations prévues au paragraphe 2 du présent article prendront effet six mois après la date à laquelle le Secrétaire général en aura reçu notification, ou à la date à laquelle la Convention entrera en vigueur pour l'État qui fait la déclaration si cette date est postérieure à la précédente.

4. Toute modification d'un signe distinctif précédemment choisi, notifiée conformément au paragraphe 4 de l'article 45 ou au paragraphe 3 de l'article 46 de la présente Convention, prendra effet trois mois après la date à laquelle le Secrétaire général en aura reçu notification.

5. Les réserves à la présente Convention et à ses annexes, autres que la réserve prévue au paragraphe 1 du présent article, sont autorisées à condition qu'elles soient formulées par écrit et, si elles ont été formulées avant le dépôt de l'instrument de ratification ou d'adhésion, qu'elles soient confirmées dans ledit instrument. Le Secrétaire général communiquera lesdites réserves à tous les États visés au paragraphe 1 de l'article 45 de la présente Convention.

6. Toute Partie contractante qui aura formulé une réserve ou fait une déclaration en vertu des paragraphes 1 ou 4 du présent article pourra, à tout moment, la retirer par notification adressée au Secrétaire général.

7. Toute réserve faite conformément au paragraphe 5 du présent article

a) modifie, pour la Partie contractante qui a formulé ladite réserve, les dispositions de la Convention sur lesquelles porte la réserve dans les limites de celle-ci;

b) modifie ces dispositions dans les mêmes limites pour les autres Parties contractantes pour ce qui est de leurs relations avec la Partie contractante ayant notifié la réserve.

Article 55

Outre les déclarations, notifications et communications prévues aux articles 49 et 54 de la présente Convention, le Secrétaire général notifiera à tous les Etats visés au paragraphe 1 de l'article 45 :

a) les signatures, ratifications et adhésions au titre de l'article 45;

b) les notifications et déclarations au titre du paragraphe 4 de l'article 45 et de l'article 46;

c) les dates d'entrée en vigueur de la présente Convention en vertu de l'article 47;

d) la date d'entrée en vigueur des amendements à la présente Convention conformément aux paragraphes 2 et 5 de l'article 49;

e) les dénonciations au titre de l'article 50;

f) l'abrogation de la présente Convention au titre de l'article 51.

Article 56

L'original de la présente Convention, fait en un seul exemplaire, en langues anglaise, chinoise, espagnole, française et russe, les cinq textes faisant également foi, sera déposé auprès du Secrétaire général, qui en transmettra des copies certifiées conformes à tous les Etats visés au paragraphe 1 de l'article 45 de la présente Convention,

EN FOI DE QUOI les plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, ont signé la présente Convention.

FAIT à Vienne ce huitième jour de novembre mil neuf cent soixante huit.

ANNEXE 1

DEROGATIONS À L'OBLIGATION D'ADMETTRE EN CIRCULATION INTERNATIONALE LES AUTOMOBILES ET LES REMORQUES

1. Les Parties contractantes peuvent ne pas admettre en circulation internationale sur leur territoire les automobiles, remorques et ensembles de véhicules, dont les poids, totaux ou par essieu, ou dont les dimensions excèdent les limites fixées par leur législation nationale pour les véhicules immatriculés sur leur territoire. Les Parties contractantes sur le territoire desquelles a lieu une circulation internationale de véhicules lourds s'efforceront de conclure des accords régionaux permettant, en circulation internationale, l'accès des routes de la région, sauf exception pour des routes à faibles caractéristiques, aux véhicules et ensembles de véhicules dont les poids et dimensions n'excèdent pas les chiffres fixés par ces accords.

2. Pour l'application du paragraphe 1 de la présente annexe, ne sera pas considérée comme dépassement de la largeur maximale autorisée la saillie

a) des pneumatiques au voisinage de leur point de contact avec le sol, et des connexions des indicateurs de pression des pneumatiques;

b) des dispositifs antipatinants qui seraient montés sur les roues;

c) des miroirs rétroviseurs construits de façon à pouvoir, sous l'effet d'une pression modérée, céder dans les deux sens de telle façon qu'ils ne dépassent plus la largeur maximale autorisée;

d) des indicateurs de direction latéraux et des feux d'encombrement, à condition que la saillie en cause ne dépasse pas quelques centimètres;

e) des scellements douaniers apposés sur le chargement et des dispositifs de fixation et de protection de ces scellements.

3. Les Parties contractantes peuvent ne pas admettre en circulation internationale sur leur territoire les ensembles de véhicules suivants, dans la mesure où leur législation nationale interdit la circulation de tels ensembles :

a) motocycles avec remorques;

b) ensembles constitués par une automobile et plusieurs remorques;

c) véhicules articulés affectés aux transports de personnes.

4. Les Parties contractantes peuvent ne pas admettre en circulation internationale sur leur territoire les automobiles et les remorques bénéficiant de dérogations en vertu du paragraphe 60 de l'annexe 5 de la Convention.

5. Les Parties contractantes peuvent ne pas admettre en circulation internationale sur leur territoire les cyclomoteurs et les motocycles dont le conducteur et, le cas échéant, le passager ne seraient pas munis d'un casque de protection.

6. Les Parties contractantes peuvent subordonner l'admission en circulation internationale sur leur territoire de toute automobile autre qu'un cyclomoteur à deux roues ou un motocycle à deux roues sans side-car à la présence à bord de l'automobile d'un dispositif, visé au paragraphe 56 de l'annexe 5 de la Convention, et destiné, en cas d'arrêt sur la chaussée, à annoncer le danger que constitue le véhicule ainsi arrêté.

7. Les Parties contractantes peuvent subordonner l'admission en circulation internationale, sur certaines routes difficiles ou dans certaines régions à relief difficile de leur territoire, des automobiles dont le poids maximal autorisé dépasse 3 500 kg (7 700 livres) au respect des prescriptions spéciales imposées par sa législation nationale pour l'admission sur ces routes ou dans ces régions des véhicules de même poids maximal autorisé qu'elle immatricule.

8. Les Parties contractantes peuvent ne pas admettre en circulation internationale sur leur territoire toute automobile munie de feux-croisement à faisceau asymétrique lorsque le réglage des faisceaux n'est pas adapté au sens de circulation sur leur territoire.

9. Les Parties contractantes peuvent ne pas admettre en circulation internationale sur leur territoire toute automobile ou toute remorque attelée à une automobile qui porterait un signe distinctif autre que celui qui est prévu pour ce véhicule à l'article 37 de la présente Convention.

ANNEXE 2

NUMÉRO D'IMMATRICULATION DES AUTOMOBILES
ET DES REMORQUES
EN CIRCULATION INTERNATIONALE

1. Le numéro d'immatriculation visé aux articles 35 et 36 de la Convention doit être composé soit de chiffres, soit de chiffres et de lettres. Les chiffres doivent être des chiffres arabes et les lettres doivent être en caractères latins majuscules. Il peut, toutefois, être employé d'autres chiffres ou caractères, mais le numéro d'immatriculation doit alors être répété en chiffres arabes et en caractères latins majuscules.

2. Le numéro d'immatriculation doit être composé et apposé de façon à être lisible de jour par temps clair à une distance minimale de 40 m (130 pieds) par un observateur placé dans l'axe du véhicule et le véhicule étant arrêté; les Parties contractantes peuvent, toutefois, pour les véhicules qu'elles immatriculent, réduire cette distance minimale de lisibilité pour les motocycles et pour des catégories spéciales d'automobiles sur lesquels il serait difficile de donner aux numéros d'immatriculation des dimensions suffisantes pour qu'ils soient lisibles à 40 m (130 pieds).

3. Dans le cas où le numéro d'immatriculation est apposé sur une plaque spéciale, cette plaque doit être plate et fixée dans une position verticale ou sensiblement verticale et perpendiculairement au plan longitudinal median du véhicule. Dans le cas où le numéro est apposé ou peint sur le véhicule, la surface sur laquelle il est apposé ou peint doit être plane et verticale ou presque plane et verticale et être perpendiculaire au plan longitudinal médian du véhicule.

4. Sous réserve des dispositions du paragraphe 5 de l'article 32, la plaque ou la surface sur laquelle est apposé ou peint le numéro d'immatriculation peut être en un matériau réfléchissant.

ANNEXE 3

SIGNE DISTINCTIF DES AUTOMOBILES ET DES REMORQUES
EN CIRCULATION INTERNATIONALE

1. Le signe distinctif visé à l'article 37 de la Convention doit être composé d'une à trois lettres en caractères latins majuscules. Les lettres auront au minimum une hauteur de 0,08 m (3,1 pouces) et leurs traits une épaisseur d'au moins 0,01 m (0,4 pouce). Les lettres seront peintes en noir sur un fond blanc ayant la forme d'une ellipse dont le grand axe sera horizontal.

2. Lorsque le signe distinctif ne comporte qu'une seule lettre, le grand axe de l'ellipse peut être vertical.

3. Le signe distinctif ne doit pas être incorporé dans le numéro d'immatriculation, ni apposé de façon telle qu'il puisse créer une confusion avec ce dernier ou nuire à sa lisibilité.

4. Sur les motocycles et sur leurs remorques, les dimensions des axes de l'ellipse seront d'au moins 0,175 m (6,9 pouces) et 0,115 m (4,5 pouces). Sur les autres automobiles et sur leurs remorques, les dimensions des axes de l'ellipse seront d'au moins

a) 0,24 m (9,4 pouces) et 0,145 m (5,7 pouces) si le signe distinctif comporte trois lettres;

b) 0,175 m (6,9 pouces) et 0,115 m (4,5 pouces) si le signe distinctif comporte moins de trois lettres.

5. Les dispositions du paragraphe 3 de l'annexe 2 s'appliquent à l'apposition du signe distinctif sur les véhicules.

ANNEXE 4

MARQUES D'IDENTIFICATION DES AUTOMOBILES ET DES REMORQUES EN CIRCULATION INTERNATIONALE

1. Les marques d'identification comprennent :

a) Pour les automobiles :

i) le nom ou la marque du constructeur du véhicule;

ii) sur le châssis, ou, à défaut de châssis, sur la carrosserie, le numéro de fabrication ou le numéro de série du constructeur;

iii) sur le moteur, le numéro de fabrication du moteur lorsqu'un tel numéro est apposé par le constructeur;

b) Pour les remorques, les indications mentionnées aux alinéas i) et ii) ci-dessus;

c) Pour les cyclomoteurs, l'indication de la cylindrée et la marque "CM".

2. Les marques mentionnées au paragraphe 1 de la présente annexe doivent être placées à des endroits accessibles et être facilement lisibles; de plus, elles doivent être telles qu'il soit difficile de les modifier ou de les supprimer. Les lettres et /les/ chiffres compris dans les marques seront soit uniquement en caractères latins ou en cursive dite anglaise et en chiffres arabes, soit répétés de cette façon.

ANNEXE 5

CONDITIONS TECHNIQUES RELATIVES AUX AUTOMOBILES ET AUX REMORQUES

1. Les Parties contractantes qui, conformément à l'article premier, alinéa n) de la Convention, ont déclaré vouloir assimiler aux motocycles des véhicules à trois roues dont le poids à vide n'excède pas 400 kg (900 livres) doivent soumettre ces derniers aux prescriptions imposées dans la présente annexe soit pour les motocycles, soit pour les autres automobiles.

2. Au sens de la présente annexe, le terme "remorque" ne s'applique qu'aux remorques destinées à être attelées à une automobile.

3. Sans préjudice des dispositions du paragraphe 2 a) de l'article 3 de la Convention, toute Partie contractante peut, pour les automobiles qu'elle immatricule et pour les remorques qu'elle admet à la circulation en vertu de sa législation nationale, imposer des prescriptions complétant les dispositions de la présente annexe ou plus rigoureuses que celles-ci.

Chapitre premier

Freinage

4. Aux fins du présent chapitre,

a) le terme "roues d'un essieu" désigne les roues symétriques, ou sensiblement symétriques, par rapport au plan longitudinal médian du véhicule, même si elles ne sont pas placées sur un même essieu (un essieu tandem est compté pour deux essieux);

b) le terme "frein de service" désigne le dispositif normalement utilisé pour ralentir et arrêter le véhicule;

c) le terme "frein de stationnement" désigne le dispositif utilisé pour maintenir, en l'absence du conducteur, le véhicule immobile ou, dans le cas d'une remorque, la remorque lorsque celle-ci est désaccouplée;

d) le terme "frein de secours" désigne le dispositif destiné à ralentir et à arrêter le véhicule en cas de défaillance du frein de service.

A. Freinage des automobiles autres que les motcoycles

5. Toute automobile autre qu'un motocycle doit être munie de freins pouvant être actionnés facilement par le conducteur installé à sa place de conduite. Ces freins devront permettre d'assurer les trois fonctions de freinage ci-après :

a) un frein de service permettant de ralentir le véhicule et de l'arrêter d'une façon sûre, rapide et efficace, quelles que soient ses conditions de chargement et la déclivité ascendante ou descendante de la voie sur laquelle il circule;

b) un frein de stationnement permettant de maintenir le véhicule immobile, quelles que soient ses conditions de chargement, sur une déclivité ascendante ou descendante de 16 %, les surfaces actives du frein restant maintenues en position de serrage au moyen d'un dispositif à action purement mécanique;

c) un frein de secours permettant de ralentir et d'arrêter le véhicule, quelles que soient ses conditions de chargement, sur une distance raisonnable, même en cas de défaillance du frein de service.

6. Sous réserve des dispositions du paragraphe 5 de la présente annexe, les dispositifs assurant les trois fonctions de freinage (frein de service, frein de secours et frein de stationnement) peuvent avoir des parties communes; la combinaison des commandes n'est admise qu'à condition qu'il reste au moins deux commandes distinctes.

7. Le frein de service doit agir sur toutes les roues du véhicule; toutefois, sur les véhicules ayant plus de deux essieux, les roues d'un essieu peuvent n'être pas freinées.

8. Le frein de secours doit pouvoir agir sur une roue au moins de chaque côté du plan longitudinal médian du véhicule; la même disposition s'applique au frein de stationnement.

9. Le frein de service et le frein de stationnement doivent agir sur des surfaces freinées liées aux roues de façon permanente par l'intermédiaire de pièces suffisamment robustes.

10. Aucune surface freinée ne doit pouvoir être désaccouplée des roues. Toutefois, un tel désaccouplement est admis pour certaines des surfaces freinées, à condition :

a) qu'il soit seulement momentané, par exemple pendant un changement des rapports de transmission;

b) qu'en tant qu'il porte sur le frein de stationnement, il ne soit pas possible sans l'action du conducteur et

c) qu'en tant qu'il porte sur le frein de service ou le frein de secours, l'action de freinage continue de pouvoir s'exercer avec l'efficacité prescrite conformément au paragraphe 5 de la présente annexe.

B. Freinage des remorques

11. Sans préjudice des dispositions du paragraphe 17 c) de la présente annexe, toute remorque autre qu'une remorque légère doit être munie de freins, à savoir :

a) un frein de service permettant de ralentir le véhicule et de l'arrêter d'une façon sûre, rapide et efficace, quelles que soient ses conditions de chargement et la déclivité ascendante ou descendante de la voie sur laquelle il circule;

b) un frein de stationnement permettant de maintenir le véhicule immobile, quelles que soient ses conditions de chargement, sur une déclivité ascendante ou descendante de 16 %, les surfaces actives du frein restant maintenues en position de serrage au moyen d'un dispositif à action purement mécanique. La présente disposition n'est pas applicable aux remorques qui ne peuvent être désaccouplées du véhicule tracteur sans l'aide d'outils, à condition que les exigences relatives au freinage de stationnement soient respectées pour l'ensemble de véhicules.

12. Les dispositifs assurant les deux fonctions de freinage (service et stationnement) peuvent avoir des parties communes.

13. Le frein de service doit agir sur toutes les roues de la remorque.

14. Le frein de service doit pouvoir être mis en action par la commande de freinage de service du véhicule tracteur; toutefois, si le poids maximal autorisé de la remorque n'excède pas 3 500 kg (7 700 livres), le frein peut

être conçu pour n'être mis en action, pendant la marche, que par le simple rapprochement de la remorque et du véhicule tracteur (freinage par inertie).

15. Le frein de service et le frein de stationnement doivent agir sur des surfaces freinées liées aux roues de façon permanente par l'intermédiaire de pièces suffisamment robustes.

16. Les dispositifs de freinage doivent être tels que l'arrêt de la remorque soit assuré automatiquement en cas de rupture du dispositif d'accouplement pendant la marche. Toutefois, cette prescription ne s'applique pas aux remorques à un seul essieu ou à deux essieux distants l'un de l'autre de moins d'un mètre (40 pouces) à condition que leur poids maximal autorisé n'excède pas 1 500 kg (3 300 livres) et, à l'exception des semi-remorques, qu'elles soient munies, en plus du dispositif d'accouplement, de l'attache secondaire prévue au paragraphe 58 de la présente annexe.

C. Freinage des ensembles de véhicules

17. Outre les dispositions des parties A et B du présent chapitre relatives aux véhicules isolés (automobiles et remorques), les dispositions ci-après s'appliqueront aux ensembles de ces véhicules :

a) les dispositifs de freinage montés sur chacun des véhicules composant l'ensemble doivent être compatibles;

b) l'action du frein de service doit être convenablement répartie et synchronisée entre les véhicules composant l'ensemble;

c) le poids maximal autorisé d'une remorque non munie d'un frein de service ne doit pas excéder la moitié de la somme du poids à vide du véhicule tracteur et du poids du conducteur.

D. Freinage des motocycles

18. a) Tout motocycle doit être muni de deux dispositifs de freinage, agissant l'un au moins sur la ou les roues arrière, et l'autre au moins sur la ou les roues avant; si un side-car est adjoint à un motocycle, le freinage de la roue du side-car n'est pas exigé. Ces dispositifs de freinage doivent permettre de ralentir le motocycle et de l'arrêter

d'une façon sûre, rapide et efficace, quelles que soient ses conditions de chargement et la déclivité ascendante ou descendante de la route sur laquelle il circule.

b) Outre les dispositifs prévus à l'alinéa a) du présent paragraphe, les motocycles à trois roues symétriques par rapport au plan longitudinal médian du véhicule doivent être munis d'un frein de stationnement répondant aux conditions énoncées à l'alinéa b) du paragraphe 5 de la présente annexe.

Chapitre II
Feux et dispositifs réfléchissants

19. Aux fins du présent chapitre, le terme :

"feu-route" désigne le feu du véhicule servant à éclairer la route sur une grande distance en avant de ce véhicule;

"feu-croisement" désigne le feu du véhicule servant à éclairer la route en avant de ce véhicule sans éblouir ni gêner indûment les conducteurs venant en sens inverse et les autres usagers de la route;

"feu-position avant" désigne le feu du véhicule servant à indiquer la présence et la largeur de ce véhicule vu de l'avant;

"feu-position arrière" désigne le feu du véhicule servant à indiquer la présence et la largeur de ce véhicule vu de l'arrière;

"feu-stop" désigne le feu du véhicule servant à indiquer aux autres usagers de la route qui se trouvent derrière ce véhicule que son conducteur actionne le frein de service;

"feu-brouillard" désigne le feu du véhicule servant à améliorer l'éclairage de la route en cas de brouillard, de chute de neige, d'orage ou de nuage de poussière;

"feu-marche arrière" désigne le feu du véhicule servant à éclairer la route à l'arrière de ce véhicule et à avertir les autres usagers de la route que le véhicule fait marche arrière ou est sur le point de faire marche arrière;

"feu-indicateur de direction" désigne le feu du véhicule servant à indiquer aux autres usagers de la route que le conducteur a l'intention de changer de direction vers la droite ou vers la gauche;

"catadioptre" désigne un dispositif servant à indiquer la présence d'un véhicule par réflection de la lumière émanant d'une source lumineuse non reliée à ce véhicule, l'observateur étant placé près de ladite source lumineuse;
"plage éclairante" désigne pour les feux la surface apparente de sortie de la lumière émise et pour les catadioptres la surface visible réfléchissante.

20. Les couleurs des feux visés au présent chapitre doivent être, autant que possible, conformes aux définitions données dans l'appendice de la présente annexe.

21. A l'exception des motocycles, toute automobile susceptible de dépasser en palier la vitesse de 40 km (25 milles) à l'heure doit être munie à l'avant d'un nombre pair de feux-route blancs ou jaune sélectif capables d'éclairer efficacement la route la nuit par temps clair sur une distance d'au moins 100 m (325 pieds) en avant du véhicule. Les bords extérieurs de la plage éclairante des feux-route ne doivent en aucun cas être situés plus près de l'extrémité de la largeur hors tout du véhicule que les bords extérieurs de la plage éclairante des feux-croisement.

22. A l'exception des motocycles, toute automobile susceptible de dépasser en palier la vitesse de 10 km (6 milles) à l'heure doit être munie à l'avant de deux feux-croisement blancs ou jaune sélectif, capables d'éclairer efficacement la route la nuit par temps clair sur une distance d'au moins 40 m (130 pieds) en avant du véhicule. De chaque côté, le point de la plage éclairante le plus éloigné du plan longitudinal médian du véhicule ne doit pas se trouver à plus de 0,40 m (16 pouces) de l'extrémité de la largeur hors tout du véhicule. Une automobile ne doit pas être munie de plus de deux feux-croisement. Les feux-croisement doivent être réglés de façon à être conformes à la définition du paragraphe 19 de la présente Convention.

23. Toute automobile autre qu'un motocycle à deux roues sans side-car doit être munie à l'avant de deux feux-position avant blancs; toutefois, le jaune sélectif est admis pour les feux-position avant incorporés dans des feux-route ou des deux-croisement émettant des faisceaux de lumière jaune sélectif. Ces feux-position avant, lorsqu'ils sont les seuls

feux allumés à l'avant du véhicule, doivent être visibles de nuit par temps clair à une distance d'au moins 300 m (1 000 pieds) sans éblouir ni gêner indûment les autres usagers de la route. De chaque côté, le point de la plage éclairante le plus éloigné du plan longitudinal médian du véhicule ne doit pas se trouver à plus de 0,40 m (16 pouces) de l'extrémité de la largeur hors tout du véhicule.

24. a) Toute automobile autre qu'un motocycle à deux roues sans side-car doit être munie à l'arrière d'un nombre pair de feux-position arrière rouges visibles de nuit par temps clair à une distance d'au moins 300 m (1 000 pieds) sans éblouir ni gêner indûment les autres usagers de la route. De chaque côté, le point de la plage éclairante le plus éloigné du plan longitudinal médian du véhicule ne doit pas se trouver à plus de 0,40 m (16 pouces) de l'extrémité de la largeur hors tout du véhicule.

b) Toute remorque doit être munie à l'arrière d'un nombre pair de feux-position arrière rouges visibles de nuit par temps clair à une distance d'au moins 300 m (1 000 pieds) sans éblouir ni gêner indûment les autres usagers de la route. De chaque côté, le point de la plage éclairante le plus éloigné du plan longitudinal médian de la remorque ne doit pas se trouver à plus de 0,40 m (16 pouces) de l'extrémité de la largeur hors tout de la remorque. Toutefois, les remorques dont la largeur hors tout ne dépasse pas 0,80 m (32 pouces) peuvent n'être munies que d'un seul de ces feux si elles sont attelées à un motocycle à deux roues sans side-car.

25. Toute automobile ou remorque portant à l'arrière un numéro d'immatriculation doit être équipée d'un dispositif d'éclairage de ce numéro tel que celui-ci, lorsqu'il est éclairé par le dispositif, soit lisible de nuit par temps clair, le véhicule étant arrêté, à une distance de 20 m (65 pieds) de l'arrière du véhicule; toutefois, toute Partie contractante peut réduire cette distance minimale de lisibilité de nuit dans la même proportion et pour les mêmes véhicules pour lesquels elle aura réduit, en application du paragraphe 2 de l'annexe 2 de la Convention, la distance minimale de lisibilité de jour.

26. Sur toute automobile (y compris les motocycles) et sur tout ensemble constitué par un véhicule automobile et une ou plusieurs remorques, les connexions électriques doivent être telles que les feux-route, feux-croisement, feux-brouillard, feux-position avant de l'automobile et le dispositif visé au paragraphe 25 ci-dessus ne puissent être mis en service que lorsque les feux-position arrière de l'automobile ou de l'ensemble de véhicules, situés le plus à l'arrière, le sont eux aussi.

Cependant, cette condition n'est pas imposée pour les feux-route ou les feux-croisement lorsqu'ils sont utilisés pour donner les avertissements lumineux visés au paragraphe 5 de l'article 33 de la Convention. En outre, les connexions électriques doivent être telles que les feux-position avant de l'automobile soient toujours allumés lorsque les feux-croisement, les feux-route ou les feux-brouillard le sont.

27. Toute automobile autre qu'un motocycle à deux roues sans side-car doit être munie à l'arrière d'au moins deux catadioptres rouges de forme non triangulaire. De chaque côté, le point de la plage éclairante le plus éloigné du plan longitudinal médian du véhicule ne doit pas se trouver à plus de 0,40 m (16 pouces) de l'extrémité de la largeur hors tout du véhicule. Les catadioptres doivent être visibles pour le conducteur d'un véhicule la nuit par temps clair à une distance d'au moins 150 m (500 pieds) lorsqu'ils sont éclairés par les feux-route de ce véhicule.

28. Toute remorque doit être munie à l'arrière d'au moins deux catadioptres rouges. Ces catadioptres doivent avoir la forme d'un triangle équilatéral dont un sommet est en haut et un côté est horizontal et dont les côtés ont au moins 0,15 m (6 pouces) et au plus 0,20 m (8 pouces); aucun feu de signalisation ne doit être placé à l'intérieur du triangle. Ces catadioptres doivent satisfaire à la condition de visibilité fixée au paragraphe 27 ci-dessus. De chaque côté, le point de la plage éclairante le plus éloigné du plan longitudinal médian de la remorque ne doit pas se trouver à plus de 0,40 m (16 pouces) de l'extrémité de la largeur hors tout de la remorque. Toutefois, les remorques dont la largeur hors tout ne dépasse pas 0,80 m (32 pouces) peuvent n'être munies que d'un seul catadioptre si elles sont attelées à un motocycle à deux roues sans side-car.

29. Toute remorque doit être munie à l'avant de deux catadioptres blancs, de forme non triangulaire. Ces catadioptres doivent satisfaire aux conditions d'emplacement et de visibilité fixées au paragraphe 27 ci-dessus.

30. Une remorque doit être munie à l'avant de deux feux-position avant blancs, lorsque sa largeur excède 1,60 m (5 pieds 4 pouces). Les feux-position ainsi prescrits doivent être placés le plus près possible de l'extrémité de la largeur hors tout de la remorque et en tout cas de telle façon que le point de la plage éclairante le plus éloigné du plan longitudinal médian de la remorque ne se trouve pas à plus de 0,15 m (6 pouces) de ces extrémités.

31. A l'exception des motocycles à deux roues avec ou sans side-car, toute automobile capable de dépasser en palier la vitesse de 25 km (15 milles) à l'heure doit être muni à l'arrière de deux feux-stop de couleur rouge dont l'intensité lumineuse est nettement supérieure à celle des feux-position arrière. La même disposition s'applique à toute remorque constituant le dernier véhicule d'un ensemble de véhicules; toutefois, aucun feu-stop n'est exigé sur les petites remorques dont les dimensions sont telles que les feux-stop du véhicule tracteur restent visibles.

32. Sous réserve de la possibilité pour les Parties contractantes qui, conformément au paragraphe 2 de l'article 54 de la Convention, auront fait une déclaration assimilant les cyclomoteurs aux motocycles, de dispenser les cyclomoteurs de tout ou partie de ces obligations :

a) tout motocycle à deux roues avec ou sans side-car doit être muni d'un feu-croisement satisfaisant aux dispositions de couleur et de visibilité fixées au paragraphe 22 ci-dessus;

b) tout motocycle à deux roues avec ou sans side-car susceptible de dépasser en palier la vitesse de 40 km (25 milles) à l'heure doit être muni, en plus du feu-croisement, d'au moins un feu-route satisfaisant aux dispositions de couleur et de visibilité fixées au paragraphe 21 ci-dessus. Si ce motocycle comporte plusieurs feux-route, ces feux doivent être situés le plus près possible l'un de l'autre;

c) un motocycle à deux roues avec ou sans side-car ne doit être muni ni de plus d'un feu-croisement ni de plus de deux feux-route.

33. Tout motocycle à deux roues sans side-car peut être muni à l'avant d'un ou deux feux-position avant satisfaisant aux conditions de couleur et de visibilité fixées au paragraphe 23 ci-dessus. Si ce motocycle comporte deux feux-position avant, ceux-ci doivent être situés le plus près possible l'un de l'autre. Un motocycle à deux roues sans side-car ne doit pas être muni de plus de deux feux-position avant.

34. Tout motocycle à deux roues sans side-car doit être muni à l'arrière d'un feu-position arrière satisfaisant aux conditions de couleur et de visibilité fixées au paragraphe 24 a) ci-dessus.

35. Tout motocycle à deux roues sans side-car doit être muni à l'arrière d'un catadioptre satisfaisant aux conditions de couleur et de visibilité fixées au paragraphe 27 ci-dessus.

36. Sous réserve de la possibilité pour les Parties contractantes qui, conformément au paragraphe 2 de l'article 54 de la Convention, auront fait une déclaration assimilant les cyclomoteurs aux motocycles, de dispenser de cette obligation les cyclomoteurs à deux roues avec ou sans side-car, tout motocycle à deux roues avec ou sans side-car doit être muni d'un feu-stop satisfaisant aux dispositions du paragraphe 31 ci-dessus.

37. Sans préjudice des dispositions relatives aux feux et dispositifs exigés pour les motocycles sans side-car, tout side-car attaché à un motocycle à deux roues doit être muni à l'avant d'un feu-position avant satisfaisant aux conditions de couleur et de visibilité fixées au paragraphe 23 ci-dessus et à l'arrière d'un feu-position arrière satisfaisant aux conditions de couleur et de visibilité fixées au paragraphe 24 a) ci-dessus, et d'un catadioptre satisfaisant aux conditions de couleur et de visibilité fixées au paragraphe 27 ci-dessus. Les connexions électriques doivent être telles que les feux-position avant et arrière du side-car s'allument en même temps que le feu-position arrière du motocycle. En tout cas, un side-car ne doit comporter ni feu-route ni feu-croisement.

38. Les automobiles à trois roues symétriques par rapport au plan longitudinal médian du véhicule, assimilées aux motocycles en application de l'article premier, alinéa n), de la Convention, doivent être munies des dispositifs prescrits aux articles 21, 22, 23, 24 a), 27 et 31 ci-dessus. Toutefois,

lorsque la largeur d'un tel véhicule ne dépasse pas 1,30 m (4 pieds 3 pouces), un seul feu-route et un seul feu-croisement sont suffisants. Les prescriptions relatives à la distance des plages éclairantes par rapport à l'extrémité de la largeur hors tout du véhicule ne sont pas applicables dans ce cas.

39. Toute automobile, à l'exception de celles dont le conducteur peut signaler à bras des changements de direction visibles en tous azimuts par les autres usagers de la route, doit être munie de feux-indicateurs de direction à position fixe et à lumière clignotante jaune-auto, disposés en nombre pair sur le véhicule et visibles de jour et de nuit par les usagers de la route intéressés au mouvement du véhicule. La cadence du clignotement de la lumière doit être de 90 par minute avec tolérance de ± 30.

40. Si des feux-brouillard sont installés sur une automobile autre qu'un motocycle à deux roues avec ou sans side-car, ils doivent être blancs ou jaune sélectif, être au nombre de deux et être placés de telle façon qu'aucun point de leur plage éclairante ne se trouve au-dessus du point le plus haut de la plage éclairante des feux-croisement et que, de chaque côté, le point de la plage éclairante le plus éloigné du plan longitudinal médian du véhicule ne se trouve pas à plus de 0,40 m (16 pouces) de l'extrémité de la largeur hors tout du véhicule.

41. Aucun feu-marche arrière ne doit éblouir ou gêner indûment les autres usagers de la route. Si un feu-marche arrière est installé sur une automobile, il doit émettre une lumière blanche, jaune-auto ou jaune sélectif. La commande d'allumage de ce feu doit être telle qu'il ne puisse s'allumer que lorsque le dispositif de marche arrière est enclenché.

42. Aucun feu, autre que les feux-indicateurs de direction, monté sur une automobile ou une remorque, ne doit être clignotant, à l'exception de ceux qui sont utilisés, conformément à la législation nationale des Parties contractantes, pour signaler les véhicules ou ensembles de véhicules qui ne sont pas tenus de respecter les règles générales de circulation ou dont la présence sur la route impose aux autres usagers de la route des précautions particulières, notamment les véhicules prioritaires, les convois de véhicules, les véhicules de dimensions exceptionnelles et les véhicules ou

engins de construction ou d'entretien des routes. Toutefois, les Parties contractantes peuvent autoriser ou prescrire que certains feux, autres que ceux qui émettent une lumière rouge, clignotent en totalité ou en partie pour signaler le danger particulier que constitue momentanément le véhicule.

43. Pour l'application des dispositions de la présente annexe, sera considéré :

a) comme un seul feu toute combinaison de deux ou plusieurs feux, identiques ou non, mais ayant la même fonction et la même couleur, dont les projections des plages éclairantes sur un plan vertical perpendiculaire au plan longitudinal médian du véhicule occupent au moins 50 % de la surface du plus petit rectangle circonscrit aux projections des plages éclairantes précitées;

b) comme deux ou comme un nombre pair de feux, une seule plage éclairante ayant la forme d'une bande lorsque celle-ci est située symétriquement par rapport au plan longitudinal médian du véhicule et qu'elle s'étend au moins jusqu'à 0,40 m (16 pouces) de l'extrémité de la largeur hors tout du véhicule de chaque côté de celui-ci, en ayant une longueur minimale de 0,80 m (32 pouces). L'éclairage de cette plage devra être assuré par au moins deux sources lumineuses situées le plus près possible de ses extrémités. La plage éclairante peut être constituée par un ensemble d'éléments juxtaposés pour autant que les projections des diverses plages éclairantes élémentaires sur un plan vertical perpendiculaire au plan longitudinal médian du véhicule occupent au moins 50 % de la surface du plus petit rectangle circonscrit aux projections des plages éclairantes élémentaires précitées.

44. Sur un même véhicule, les feux ayant la même fonction et orientés vers la même direction doivent être de même couleur. Les feux et les catadioptres qui sont en nombre pair doivent être placés symétriquement par rapport au plan longitudinal médian du véhicule sauf sur les véhicules dont la forme extérieure est dissymétrique. Les feux de chaque paire doivent avoir sensiblement la même intensité.

45. Des feux de nature différente et, sous réserve des dispositions des autres paragraphes du présent chapitre, des feux et des catadioptres,

peuvent être groupés ou incorporés dans un même dispositif, à condition que chacun de ces feux et de ces catadioptres réponde aux dispositions de la présente annexe qui lui sont applicables.

Chapitre III

Autres prescriptions

Appareil de direction

46. Toute automobile doit être munie d'un appareil de direction robuste permettant au conducteur de changer facilement, rapidement et sûrement la direction de son véhicule.

Miroir rétroviseur

47. Toute automobile autre qu'un motocycle à deux roues avec ou sans side-car doit être munie d'un ou plusieurs miroirs rétroviseurs; le nombre, les dimensions et la disposition de ces miroirs doivent être tels qu'ils permettent au conducteur de voir la circulation vers l'arrière de son véhicule.

Avertisseur sonore

48. Toute automobile doit être munie d'au moins un avertisseur sonore d'une puissance suffisante. Le son émis par l'avertisseur doit être continu, uniforme et non strident. Les véhicules prioritaires et les véhicules de service public de transport de voyageurs peuvent avoir des avertisseurs sonores supplémentaires qui ne sont pas soumis à ces exigences.

Essuie-glace

49. Toute automobile pourvue d'un pare-brise de dimensions et de forme telles que le conducteur ne puisse normalement de sa place de conduite voir vers l'avant la route qu'à travers les éléments transparents de ce pare-brise, doit être munie d'au moins un essuie-glace efficace et robuste, placé en une position appropriée et dont le fonctionnement ne requiert pas l'intervention constante du conducteur.

Lave-glace

50. Toute automobile soumise à l'obligation d'être munie d'au moins un essuie-glace doit également être munie d'un lave-glace.

Pare-brise et vitres

51. Sur toute automobile et sur toute remorque :

a) les substances transparentes constituant des éléments de paroi extérieure du véhicule, y compris le pare-brise, ou de paroi intérieure de séparation, doivent être telles que, en cas de bris, le danger de lésions corporelles soit réduit dans toute la mesure du possible;

b) les vitres du pare-brise doivent être faites d'une substance dont la transparence ne s'altère pas et être telles qu'elles ne provoquent aucune déformation notable des objets vus par transparence et qu'en cas de bris le conducteur puisse voir encore suffisamment la route.

Dispositif de marche arrière

52. Toute automobile doit être munie d'un dispositif de marche arrière manoeuvrable de la place de conduite. Toutefois, ce dispositif n'est obligatoire sur les motocycles et sur les automobiles à trois roues symétriques par rapport au plan longitudinal médian du véhicule que si leur poids maximal autorisé excède 400 kg (900 livres).

Silencieux

53. Tout moteur thermique de propulsion d'une automobile doit être muni d'un dispositif d'échappement silencieux efficace; ce dispositif doit être tel qu'il ne puisse être rendu inopérant par le conducteur de sa place de conduite.

Bandages

54. Les roues des automobiles et de leurs remorques doivent être munies de bandages pneumatiques et l'état de ces bandages doit être tel que la sécurité soit assurée, y compris l'adhérence, même sur chaussée mouillée. Toutefois, la présente disposition ne saurait empêcher les Parties contractantes d'autoriser l'utilisation de dispositifs qui donneraient des résultats au moins équivalents à ceux qui sont obtenus avec des bandages pneumatiques.

Indicateur de vitesse

55. Toute automobile susceptible de dépasser en palier la vitesse de 40 km (25 milles) à l'heure doit être munie d'un indicateur de vitesse, chaque

Partie contractante pouvant, toutefois, dispenser de cette obligation certaines catégories dé motocycles et d'autres véhicules légers.

Dispositif de signalisation à bord des automobiles

56. Le dispositif visé au paragraphe 5 de l'article 23 de la présente Convention et au paragraphe 6 de l'annexe 1 de la Convention doit être :

a) soit un panneau consistant en un triangle équilatéral de 0,40 m (16 pouces) au moins de côté, à bords rouges de 0,05 m (2 pouces) au moins de largeur et à fond évidé ou de couleur claire; les bords rouges doivent être éclairés par transparence ou être munis d'une bande réflectorisée; le panneau doit être tel qu'il puisse être placé en position verticale stable;

b) soit un autre dispositif également efficace prescrit par la législation du pays où le véhicule est immatriculé.

Dispositif antivol

57. Toute automobile doit être munie d'un dispositif antivol permettant, à partir du moment où le véhicule est laissé en stationnement, la mise en panne ou le blocage d'un organe essentiel du véhicule même.

Dispositif d'attache des remorques légères

58. A l'exception des semi-remorques, les remorques qui ne sont pas équipées du frein automatique visé au paragraphe 16 de la présente annexe doivent être munies, en plus du dispositif d'accouplement, d'une attache secondaire (chaîne, câble, etc.) qui, en cas de rupture du dispositif d'accouplement, puisse empêcher le timon de toucher le sol et assurer un certain guidage résiduel de la remorque.

Dispositions générales

59. a) Dans toute la mesure du possible, les organes mécaniques et les équipements des automobiles ne doivent pas comporter des risques d'incendie ou d'explosion; ils ne doivent pas non plus donner lieu à des émissions excessives de gaz nocifs, de fumée opaque, d'odeurs ou de bruits.

b) Dans toute la mesure du possible, le dispositif d'allumage à haute tension du moteur des automobiles ne doit pas donner lieu à une émission excessive de parasites radioélectriques sensiblement incommodants.

c) Toute automobile doit être construite de telle manière que, vers l'avant, vers la droite et vers la gauche, le champ de visibilité du conducteur soit suffisant pour lui permettre de conduire avec sécurité.

d) Dans toute la mesure du possible, les automobiles et les remorques doivent être construites et équipées de façon à réduire, pour leurs occupants et pour les autres usagers de la route, le danger en cas d'accident. En particulier, il ne doit y avoir, ni à l'intérieur ni à l'extérieur, d'ornements ou autres objets qui, présentant des arêtes ou des saillies non indispensables, soient susceptibles de constituer un danger pour les occupants et pour les autres usagers de la route.

Chapitre IV
Dérogations

60. Sur le plan national, les Parties contractantes peuvent déroger dans les cas suivants aux dispositions de la présente annexe :

a) pour les automobiles et les remorques dont, par construction, la vitesse ne peut dépasser en palier 25 km (15 milles) à l'heure ou pour lesquelles la législation nationale limite la vitesse à 25 km à l'heure,

b) pour les voitures d'infirme, c'est-à-dire les petites automobiles spécialement conçues et construites - et non pas seulement adaptées - à l'usage d'une personne atteinte d'une infirmité ou d'une incapacité physique et n'étant normalement utilisées que par cette seule personne,

c) pour les véhicules destinés à des expériences ayant pour but de suivre le progrès de la technique et d'améliorer la sécurité,

d) pour les véhicules d'une forme ou d'un type particuliers, ou qui sont utilisés à des fins particulières dans des conditions spéciales.

61. Les Parties contractantes peuvent également déroger aux dispositions de la présente annexe, pour les véhicules qu'elles immatriculent et qui peuvent s'engager dans la circulation internationale :

a) en autorisant la couleur jaune-auto pour les feux-position visés aux paragraphes 23 et 30 de la présente annexe et pour les catadioptres visés au paragraphe 29 de la présente annexe;

b) en autorisant la couleur rouge pour ceux des feux-indicateurs de direction visés au paragraphe 39 de la présente annexe qui sont placés à l'arrière du véhicule;

c) en autorisant la couleur rouge pour ceux des feux visés à la dernière phrase du paragraphe 42 de la présente annexe qui sont placés à l'arrière du véhicule;

d) en ce qui concerne la position des feux sur les véhicules à usage spécialisé dont la forme extérieure ne permettrait pas le respect de ces dispositions sans recourir à des dispositifs de montage risquant d'être facilement endommagés ou arrachés;

e) en autorisant la présence d'un nombre impair, supérieur à deux de feux-route sur les automobiles qu'elle immatricule; et

f) en ce qui concerne les remorques servant au transport de charges longues (troncs d'arbres, tuyaux, etc.) et qui, en marche, ne sont pas attelées au véhicule tracteur mais lui sont seulement reliées par la charge.

Chapitre V
Dispositions transitoires

62. Les automobiles immatriculées pour la première fois et les remorques mises en circulation sur le territoire d'une Partie contractante avant l'entrée en vigueur de la présente Convention ou deux ans après cette entrée en vigueur ne seront pas soumises aux dispositions de la présente annexe, à condition qu'elles satisfassent aux prescriptions des parties I, II et III de l'annexe 6 de la Convention de 1949 sur la circulation routière.

APPENDICE

DÉFINITION DES FILTRES COLORANTS POUR L'OBTENTION DES COULEURS VISÉES A LA PRESENTE ANNEXE (COORDONNÉES TRICHROMATIQUES)

ROUGE :	limite vers le jaune 1/	: $y \leq 0{,}335$
	" " " pourpre 1/	: $z \leq 0{,}008$
BLANC :	limite vers le bleu	: $x \geq 0{,}310$
	" " " jaune	: $x \leq 0{,}500$
	" " " vert	: $y \leq 0{,}150 + 0{,}640x$
	" " " vert	: $y \leq 0{,}440$
	" " " pourpre	: $y \geq 0{,}050 + 0{,}750x$
	" " " rouge	: $y \geq 0{,}382$
JAUNE-AUTO 2/	limite vers le jaune 1/	: $y \leq 0{,}429$
	" " " rouge 1/	: $y \geq 0{,}398$
	" " " blanc 1/	: $z \leq 0{,}007$
JAUNE SÉLECTIF 3/	limite vers le rouge 1/	: $y \geq 0{,}138 + 0{,}580x$
	" " " vert 1/	: $y \leq 1{,}29x - 0{,}100$
	" " " blanc 1/	: $y \geq -x + 0{,}966$
	" " " valeur spectrale 1/	: $y \leq -x + 0{,}992$

Pour la vérification des caractéristiques colorimétriques de ces filtres, il sera employé une source lumineuse à température de couleur de 2854°K (correspondant à l'illuminant A de la Commission internationale de l'éclairage [CIE]).

1/ Dans ces cas, il a été adopté des limites différentes de celles qui sont recommandées par la CIE, car les tensions d'alimentation aux bornes des lampes équipant les feux varient dans de très larges limites.

2/ S'applique à la couleur des signaux automobiles couramment appelée jusqu'à présent "orange" ou "jaune-orange". Correspond à une partie bien déterminée de la zone "jaune" du triangle des couleurs CIE.

3/ S'applique uniquement aux feux-croisement et feux-route. Dans le cas particulier des feux-brouillard, la sélectivité de la couleur sera reconnue satisfaisante pour autant que le facteur de pureté soit au moins égal à 0,820, la limite vers le blanc $y \geq -x+0{,}966$, étant alors $y \geq -x+0{,}940$ et $y = 0{,}440$.

ANNEXE 6

PERMIS NATIONAL DE CONDUIRE

1. Le permis national de conduire est un feuillet de format A 7 (74 x 105 mm - 2,91 x 4,13 pouces) ou un feuillet pliable à ce format et double (148 x 105 mm - 5,82 x 4,13 pouces) ou triple (222 x 105 mm - 8,78 x 4,13 pouces) dudit format. Il est de couleur rose.

2. Le permis est imprimé dans la langue ou les langues prescrites par l'autorité qui l'émet ou est habilitée à l'émettre; toutefois, il porte, en français, le titre "Permis de conduire", accompagné ou non du titre dans d'autres langues.

3. Les indications manuscrites ou dactylographiées portées sur le permis sont soit uniquement en caractères latins ou en cursive dite anglaise, soit répétées de cette façon.

4. Deux des pages du permis sont conformes aux pages modèles n^{os} 1 et 2 ci-après. A condition que ni la portée des rubriques A, B, C, D et E, compte tenu du paragraphe 4 de l'article 41 de la présente Convention, ni leurs lettres de référence, ni l'essentiel des rubriques relatives à l'identité du titulaire du permis ne soient modifiées, la présente disposition sera considérée comme restant satisfaite même s'il a été apporté, par rapport à ces modèles, des modifications de détail; en particulier, les permis nationaux de conduire conformes au modèle de l'annexe 9 de la Convention sur la circulation routière, faite à Genève le 19 septembre 1949, seront considérés comme satisfaisant aux dispositions de la présente annexe.

5. Il appartient à la législation nationale de déterminer si la page modèle n^{o} 3 doit ou non faire partie du permis et si le permis doit ou non contenir des indications supplémentaires; s'il est prévu un emplacement pour inscrire les changements de résidence, il sera, sauf sur le permis conforme au modèle de l'annexe 9 de la Convention de 1949, en haut du verso de la page 3 du permis.

PAGE MODÈLE

N° 1

PERMIS DE CONDUIRE 1/	DRIVING PERMIT 1/

1. Nom ....
2. Prénoms 3/ ....
3. Date 4/ et lieu 5/ de naissance ....
   ....
4. Domicile ....
   ....

Signature du titulaire : 6/

....

Photographie 35 x 45 mm (1,37 x 1,75 pouces)

5. Délivré par ....
6. A .... le ....
7. Valable jusqu'au 7/ ....

N° ....

Signature, etc. 8/

PAGE MODÈLE

N° 2

2/		
Catégories de véhicules pour lesquels le permis est valable :		
A	Motocycles	9/
B	Automobiles, autres que celles de la catégorie A, dont le poids maximal autorisé n'excède pas 3 500 kg (7 700 livres) et dont le nombre de places assises, outre le siège du conducteur, n'excède pas huit.	9/
C	Automobiles affectées au transport de marchandises et dont le poids maximal autorisé excède 3 500 kg (7 700 livres).	9/
D	Automobiles affectées au transport de personnes et ayant plus de huit places assises, outre le siège du conducteur.	9/
E	Ensemble de véhicules couplés dont le tracteur rentre dans la ou les catégories B, C ou D pour lesquelles le conducteur est habilité, mais qui ne rentrent pas eux-mêmes dans cette catégorie ou ces catégories.	9/
		10/
	11/	

PAGE MODÈLE

N° 3

Valable jusqu'au : .... délivré le	Renouvelé jusqu'au : .... 9/ le ....
Valable jusqu'au : .... délivré le	Renouvelé jusqu'au : .... 9/ le ....
Valable jusqu'au : .... délivré le	Renouvelé jusqu'au : .... 9/ le ....
Valable jusqu'au : .... délivré le	Renouvelé jusqu'au : .... 9/ le ....
Valable jusqu'au : .... délivré le	Renouvelé jusqu'au : .... 9/ le ....
	10/

1/ Sur les modèles pliables en deux (s'ils sont pliés de manière que la première page de couverture ne soit pas une page modèle) et sur les modèles pliables en trois, cette indication peut figurer sur la première page de couverture.

2/ On indiquera ici le nom ou le signe distinctif de l'Etat, tel qu'il est défini en vertu de l'annexe 3 de la présente Convention. La remarque 1 ci-dessus s'applique aussi à cette rubrique.

3/ Les noms du père ou du mari peuvent être inscrits à cette place.

4/ Si la date de naissance n'est pas connue, on indiquera l'âge approximatif à la date de la délivrance du permis.

5/ Ne rien indiquer si le lieu de naissance n'est pas connu.

6/ "A défaut, empreinte du pouce". La signature ou l'empreinte du pouce ainsi que l'espace qui leur est destiné peuvent être omis.

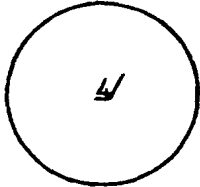
7/ Cette rubrique est facultative sur les permis comportant une page modèle n° 3.

8/ Signature et/ou sceau ou cachet de l'autorité qui délivre le permis ou de l'association habilitée à le délivrer. Sur les modèles pliables en deux (s'ils sont pliés de manière que la première page de couverture ne soit pas une page modèle) et sur les modèles pliables en trois, le sceau ou le cachet peuvent être apposés sur la première page de couverture.

9/ Sceau ou cachet de l'autorité qui délivre le permis et, si elle est exigée, la date d'apposition du sceau ou du cachet. Ce sceau ou cachet sera apposé dans la colonne de droite de la page modèle n° 2 en face des cases relatives aux définitions des catégories de véhicules pour lesquels le permis est valable et seulement en face de ces cases; les mêmes dispositions s'appliquent aux mentions à apporter dans la colonne de droite de la page modèle n° 3 au sujet des renouvellements accordés.

Les Parties contractantes peuvent, au lieu d'apposer le sceau ou le cachet de l'autorité dans la colonne de droite de la page modèle n° 2, inscrire dans une nouvelle rubrique 8, "Catégories" sur la page modèle n° 1, la lettre ou les lettres correspondant à la catégorie ou aux catégories pour lesquelles le permis est valable et un astérisque pour chaque catégorie pour lesquelles le permis n'est pas valable (par exemple : "8. Catégorie A, B***").

10/ Espace réservé pour d'autres catégories de véhicules définies par la législation nationale.

11/ Espace réservé pour les observations complémentaires que les autorités compétentes de l'Etat qui délivre le permis souhaiteraient, le cas échéant, consigner sur celui-ci, y compris des conditions restrictives d'utilisation (par exemple, "Port de verres correcteurs", "Valable seulement pour la conduite du véhicule n° ...", "Sous réserve de l'aménagement du véhicule pour conduite par un amputé d'une jambe"). Dans le cas prévu au deuxième alinéa de la note 9, ces observations complémentaires figureront de préférence sur la page modèle n° 1.

D'autres observations peuvent être consignées sur des pages qui ne sont pas des pages modèles.

ANNEXE 7

PERMIS INTERNATIONAL DE CONDUITE

1. Le permis est un livret de format A 6 (148 x 105 mm - 5,82 x 4,13 pouces). Sa couverture est grise; ses pages intérieures sont blanches.

2. Le recto et le verso du premier feuillet de la couverture sont conformes respectivement aux pages modèles n^{os} 1 et 2 ci-après; ils sont imprimés dans la langue nationale, ou dans une au moins des langues nationales, de l'État de délivrance. A la fin des pages intérieures, deux pages juxtaposées sont conformes au modèle n^{o} 3 ci-après et sont imprimées en français. Les pages intérieures qui précèdent ces deux pages reproduisent en plusieurs langues, dont obligatoirement l'anglais, l'espagnol, et le russe, la première de ces deux pages.

3. Les indications manuscrites ou dactylographiées portées sur le permis seront en caractères latins ou en cursive dite anglaise.

4. Les Parties contractantes délivrant ou autorisant la délivrance des permis de conduire internationaux dont le feuillet de couverture est imprimé dans une langue qui n'est ni l'anglais, ni l'espagnol, ni le français, ni le russe communiqueront au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies la traduction dans cette langue du texte du modèle n^{o} 3 ci-après.

Page modèle n° 1

(recto du premier feuillet de la couverture)

.... 1/

Circulation automobile internationale

PERMIS INTERNATIONAL DE CONDUIRE

N° ...

Convention sur la circulation routière
du huit novembre 1968 ....

Valable jusqu'au 2/

Délivré par ....

à ....

le ....

Numéro du permis de conduire national ......

4/ 3/

1/ Nom de l'État de délivrance et signe distinctif de ce pays, défini à l'annexe 3.

2/ Trois ans après la date de délivrance ou à la date d'expiration de la validité du permis national de conduire, à celle des deux dates qui est antérieure à l'autre.

3/ Signature de l'autorité ou de l'association qui délivre le permis.

4/ Sceau ou cachet de l'autorité ou de l'association qui délivre le permis.

Page modèle n° 2

(verso du premier feuillet de la couverture)

Le présent permis n'est pas valable pour la circulation sur le territoire 1/

Il est valable sur les territoires de toutes les autres Parties contractantes. Les catégories de véhicules pour la conduite desquels il est valable sont marquées à la fin du livret.

2/

Le présent permis n'affecte en rien l'obligation où se trouve son titulaire de se conformer, dans tout État où il circule, aux lois et règlements relatifs à l'établissement ou à l'exercice d'une profession. En particulier, le permis cesse d'être valable dans un État si son titulaire y établit sa résidence normale.

1/ On inscrira ici le nom de la Partie contractante où le titulaire a sa résidence normale.

2/ Emplacement réservé à l'inscription facultative de la liste des Etats Parties contractantes.

Modèle n° 3

Page de gauche

INDICATIONS RELATIVES AU CONDUCTEUR		
	Nom	1.
	Prénoms 1/	2.
	Lieu de naissance 2/	3.
	Date de naissance 3/	4.
	Domicile	5.

CATÉGORIE DE VÉHICULES POUR LESQUELS LE PERMIS EST VALABLE	
Motocycles	A
Automobiles, autres que celles de la catégorie A, dont le poids maximal autorisé n'excède pas 3 500 kg (7 700 livres) et dont le nombre de places assises, outre le siège du conducteur, n'excède par huit.	B
Automobiles affectées au transport de marchandises et dont le poids maximal autorisé excède 3 500 kg (7 700 livres).	C
Automobiles affectées au transport de personnes et ayant plus de huit places assises, outre le siège du conducteur.	D
Ensembles de véhicules dont le tracteur rentre dans la ou les catégories B, C ou D pour lesquelles le conducteur est habilité, mais qui ne rentrent pas eux-mêmes dans cette catégorie ou ces catégories.	E

CONDITIONS RESTRICTIVES D'UTILISATION 5/

....

....

....

....

....

....

....

1/ Les noms du père ou du mari peuvent être inscrits à cette place.
2/ Ne rien indiquer si le lieu de naissance n'est pas connu.
3/ Si la date de naissance n'est pas connue, on indiquera l'âge approximatif à la date de la délivrance du permis.
4/ Sceau ou cachet de l'autorité ou de l'association qui délivre le permis. Ce sceau ou cachet ne sera apposé en face des catégories A, B, C, D et E que si le titulaire est habilité à conduire les véhicules de la catégorie en cause.

Modèle n° 3

Page de droite

1. ....
2. ....
3. ....
4. ....
5. ....

A 4/
B 4/
C 4/
D 4/
E 4/

Photographie

4/

Signature du titulaire 6/ ....

EXCLUSIONS :

Le titulaire est déchu du droit de conduire sur le territoire de .... 7/ jusqu'au ....

A .... le ....

.... 8/ 8/

Le titulaire est déchu du droit de conduire sur le territoire de .... 7/ jusqu'au ....

A .... le ....

.... 8/ 8/

5/ Par exemple, "Port de verres correcteurs", "Valable seulement pour la conduite du véhicule n° ....", "Sous réserve de l'aménagement du véhicule pour conduite par un amputé d'une jambe.

6/ A défaut, empreinte du pouce.

7/ Nom de l'Etat.

8/ Signature et sceau ou cachet de l'autorité qui a annulé la validité du permis sur son territoire. Au cas où les espaces prévus sur la présente page pour les exclusions seraient déjà tous utilisés, les exclusions supplémentaires seraient inscrites au verso.

ACCORD EUROPEEN COMPLETANT LA CONVENTION SUR LA CIRCULATION ROUTIERE OUVERTE A LA SIGNATURE A VIENNE LE 8 NOVEMBRE 1968

LES PARTIES CONTRACTANTES, PARTIES A LA CONVENTION SUR LA CIRCULATION ROUTIERE OUVERTE A LA SIGNATURE A VIENNE LE 8 NOVEMBRE 1968,

DESIREUSES d'établir une plus grande uniformité des règles relatives à la circulation routière en Europe,

SONT CONVENUES de ce qui suit :

Article premier

1. Les Parties contractantes, Parties à la Convention sur la circulation routière ouverte à la signature à Vienne le 8 novembre 1968, prendront les mesures appropriées pour que les règles de circulation en vigueur sur leur territoire soient, quant à leur substance, en conformité avec les dispositions de l'annexe au présent Accord.

2. A condition qu'elles ne soient sur aucun point incompatibles avec les dispositions de l'annexe au présent Accord,

a) ces règles peuvent ne pas reprendre celles de ces dispositions qui s'appliquent à des situations ne se présentant pas sur le territoire des Parties contractantes en cause;

b) ces règles peuvent contenir des dispositions non prévues à cette annexe.

3. Les dispositions du présent article n'obligent pas les Parties contractantes à prévoir des sanctions pénales pour toute violation des dispositions de l'annexe reprises dans leurs règles de circulation.

Article 2

1. Le présent Accord sera ouvert jusqu'au 31 décembre* 1972 à la signature des Etats qui sont signataires de la Convention sur la circulation routière ouverte à la signature à Vienne le 8 novembre 1968 ou y ont adhéré et qui sont soit membres de la Commission économique pour l'Europe des Nations Unies, soit admis à la Commission à titre consultatif conformément au paragraphe 8 du Mandat de cette Commission.

* Conformément à la décision prise par le Comité des transports intérieurs à sa trente et unième session, la période pendant laquelle l'Accord serait ouvert à la signature a été prolongée jusqu'au 31 décembre 1972.

2. Le présent Accord est sujet à ratification, après que l'Etat aura ratifié la Convention sur la circulation routière ouverte à la signature à Vienne le 8 novembre 1968 ou y aura adhéré. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

3. Le présent Accord restera ouvert à l'adhésion de tout Etat visé au paragraphe 1 du présent article et qui est Partie à la Convention sur la circulation routière ouverte à la signature à Vienne le 8 novembre 1968. Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du Secrétaire général.

Article 3

1. Tout Etat pourra, au moment où il signera ou ratifiera le présent Accord ou y adhérera, ou à tout moment ultérieur, déclarer par notification adressée au Secrétaire général que l'Accord devient applicable à tous les territoires ou à l'un quelconque d'entre eux dont il assure les relations internationales. L'Accord deviendra applicable au territoire ou aux territoires désigné(s) dans la notification trente jours après la date à laquelle le Secrétaire général aura reçu cette notification ou à la date d'entrée en vigueur de l'Accord pour l'Etat adressant la notification, si cette date est postérieure à la précédente.

2. Tout Etat qui aura fait une déclaration en vertu du paragraphe 1 du présent article pourra à toute date ultérieure, par notification adressée au Secrétaire général, déclarer que l'Accord cessera d'être applicable au territoire désigné dans la notification et l'Accord cessera d'être applicable audit territoire un an après la date de réception de cette notification par le Secrétaire général.

Article 4

1. Le présent Accord entrera en vigueur douze mois après la date du dépôt du dixième instrument de ratification ou d'adhésion.

2. Pour chaque Etat qui ratifiera le présent Accord ou y adhérera après le dépôt du dixième instrument de ratification ou d'adhésion, l'Accord entrera en vigueur douze mois après la date du dépôt, par cet Etat, de son instrument de ratification ou d'adhésion.

3. Si la date d'entrée en vigueur résultant des paragraphes 1 et 2 du présent article est antérieure à celle résultant de l'application de l'Article 47 de la Convention sur la circulation routière ouverte à la signature à Vienne le 8 novembre 1968, c'est à cette dernière date que le présent Accord entrera en vigueur au sens du paragraphe 1 du présent article.

Article 5

A son entrée en vigueur, le présent Accord abrogera et remplacera, dans les relations entre les Parties contractantes, les dispositions concernant la circulation routière contenues dans l'Accord européen complétant la Convention sur la circulation routière et le Protocole relatif à la signalisation routière de 1949, signé à Genève le 16 septembre 1950 et l'Accord européen portant application de l'Article 23 de la Convention de 1949 sur la circulation routière, concernant les dimensions et poids des véhicules admis à circuler sur certaines routes des Parties contractantes, en date du 16 septembre 1950.

Article 6

1. Après une période de douze mois, à dater de l'entrée en vigueur du présent Accord, toute Partie contractante pourra proposer un ou plusieurs amendements à l'Accord. Le texte de toute proposition d'amendement, accompagné d'un exposé des motifs, sera adressé au Secrétaire général qui le communiquera à toutes les Parties contractantes. Les Parties contractantes auront la possibilité de lui faire savoir dans le délai de douze mois suivant la date de cette communication : a) si elles acceptent l'amendement, ou b) si elles le

rejettent, ou c) si elles désirent qu'une conférence soit convoquée pour l'examiner. Le Secrétaire général transmettra également le texte de l'amendement proposé aux autres Etats visés à l'article 2 du présent Accord.

2. a) Toute proposition d'amendement qui aura été communiquée conformément aux dispositions du paragraphe 1 du présent article sera réputée acceptée si, dans le délai de douze mois susmentionné, moins du tiers des Parties contractantes informent le Secrétaire général soit qu'elles rejettent l'amendement, soit qu'elles désirent qu'une conférence soit convoquée pour l'examiner. Le Secrétaire général notifiera à toutes les Parties contractantes toute acceptation ou tout rejet de l'amendement proposé et toute demande de convocation d'une conférence. Si le nombre total des rejets et des demandes reçus pendant le délai spécifié de douze mois est inférieur au tiers du nombre total des Parties contractantes, le Secrétaire général notifiera à toutes les Parties contractantes que l'amendement entrera en vigueur six mois après l'expiration du délai de douze mois spécifié au paragraphe 1 du présent article pour toutes les Parties contractantes, à l'exception de celles qui, pendant le délai spécifié, ont rejeté l'amendement ou demandé la convocation d'une conférence pour l'examiner.

b) Toute Partie contractante qui, pendant ledit délai de douze mois, aura rejeté une proposition d'amendement ou demandé la convocation d'une conférence pour l'examiner, pourra, à tout moment après l'expiration de ce délai, notifier au Secrétaire général qu'elle accepte l'amendement, et le Secrétaire général communiquera cette notification à toutes les autres Parties contractantes. L'amendement entrera en vigueur pour la Partie contractante qui aura notifié son acceptation, six mois après la date à laquelle le Secrétaire général aura reçu la notification.

3. Si un amendement proposé n'a pas été accepté conformément au paragraphe 2 du présent article et si, dans le délai de douze mois spécifié au paragraphe 1 du présent article, moins de la moitié du nombre total des Parties contractantes informent le Secrétaire général qu'elles rejettent l'amendement proposé et si un tiers au moins du nombre total des Parties contractantes, mais pas moins de cinq, l'informent qu'elles l'acceptent ou qu'elles désirent qu'une conférence soit réunie pour l'examiner, le Secrétaire général convoquera une conférence en vue d'examiner l'amendement proposé ou toute autre proposition dont il serait saisi en vertu du paragraphe 4 du présent article.

4. Si une conférence est convoquée conformément aux dispositions du paragraphe 3 du présent article, le Secrétaire général y invitera toutes les Parties contractantes et les autres Etats visés à l'article 2 du présent Accord. Il demandera à tous les Etats invités à la Conférence de lui présenter, au plus tard six mois avant sa date d'ouverture, toutes propositions qu'ils souhaiteraient voir examiner également par ladite Conférence en plus de l'amendement proposé, et il communiquera ces propositions, trois mois au moins avant la date d'ouverture de la Conférence, à tous les Etats invités à la Conférence.

5. a) Tout amendement au présent Accord sera réputé accepté s'il a été adopté à la majorité des deux tiers des Etats représentés à la Conférence, à condition que cette majorité groupe au moins les deux tiers des Parties contractantes représentées à la Conférence. Le Secrétaire général notifiera à toutes les Parties contractantes l'adoption de l'amendement et celui-ci entrera en vigueur douze mois après la date de cette notification pour toutes les Parties contractantes, à l'exception de celles qui, durant ce délai, auront notifié au Secrétaire général qu'elles rejettent l'amendement.

b) Toute Partie contractante qui aura rejeté un amendement pendant ledit délai de douze mois pourra, à tout moment, notifier au Secrétaire général qu'elle l'accepte et le Secrétaire général communiquera cette notification à toutes les autres Parties contractantes. L'amendement entrera en vigueur pour la Partie contractante qui aura notifié son acceptation six mois après la date à laquelle le Secrétaire général aura reçu la notification ou à la fin dudit délai de douze mois, si la date en est postérieure à la précédente.

6. Si la proposition d'amendement n'est pas réputée acceptée conformément au paragraphe 2 du présent article, et si les conditions prescrites au paragraphe 3 du présent article pour la convocation d'une conférence ne sont pas réunies, la proposition d'amendement sera réputée rejetée.

7. Indépendamment de la procédure d'amendement prévue aux paragraphes 1 à 6 du présent article, l'annexe au présent Accord peut être modifiée par accord entre les administrations compétentes de toutes les Parties contractantes. Si l'administration d'une Partie contractante a déclaré que son droit national l'oblige à subordonner son accord à l'obtention d'une autorisation spéciale à cet effet ou à l'approbation d'un organe législatif, le consentement de l'administration compétente de la Partie contractante en cause à la modification de l'annexe ne sera considéré comme donné qu'au moment où cette administration aura déclaré au Secrétaire général que les autorisations ou les approbations requises ont été obtenues. L'accord entre les administrations compétentes pourra prévoir que, pendant une période transitoire, les anciennes dispositions de l'annexe resteront en vigueur, en tout ou en partie, simultanément avec les nouvelles. Le Secrétaire général fixera la date d'entrée en vigueur des nouvelles dispositions.

8. Chaque Etat, au moment où il signera ou ratifiera le présent Accord, ou y adhérera, notifiera au Secrétaire général les nom et adresse de son administration compétente pour donner l'accord prévu au paragraphe 7 du présent article.

Article 7

Toute Partie contractante pourra dénoncer le présent Accord par notification écrite adressée au Secrétaire général. La dénonciation prendra effet un an après la date à laquelle le Secrétaire général en aura reçu notification. Toute Partie contractante qui cessera d'être Partie à la Convention sur la circulation routière ouverte à la signature à Vienne le 8 novembre 1968, cessera à la même date d'être Partie au présent Accord.

Article 8

Le présent Accord cessera d'être en vigueur si le nombre des Parties contractantes est inférieur à cinq pendant une période quelconque de douze mois consécutifs, ainsi qu'au moment où cessera d'être en vigueur la Convention sur la circulation routière ouverte à la signature à Vienne le 8 novembre 1968.

Article 9

1. Tout différend entre deux ou plusieurs Parties contractantes touchant l'interprétation ou l'application du présent Accord, que les Parties en litige n'auraient pas pu régler par voie de négociation ou d'autre manière, sera soumis à l'arbitrage si l'une quelconque des Parties contractantes en litige le demande et sera, en conséquence, renvoyé à un ou plusieurs arbitres choisis d'un commun accord par les Parties en litige. Si, dans les trois mois à dater de la demande d'arbitrage, les Parties en litige n'arrivent pas à s'entendre sur le choix d'un arbitre ou des arbitres, l'une quelconque de ces Parties pourra demander au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de désigner un arbitre unique devant lequel le différend sera renvoyé pour décision.

2. La sentence de l'arbitre ou des arbitres désignés conformément au paragraphe 1 du présent article sera obligatoire pour les Parties contractantes en litige.

Article 10

Aucune disposition du présent Accord ne sera interprétée comme interdisant à une Partie contractante de prendre les mesures compatibles avec les dispositions de la Charte des Nations Unies et limitées aux exigences de la situation qu'elle estime nécessaires pour sa sécurité extérieure ou intérieure.

Article 11

1. Tout Etat pourra, au moment où il signera le présent Accord ou déposera son instrument de ratification ou d'adhésion, déclarer qu'il ne se considère pas lié par l'article 9 du présent Accord. Les autres Parties contractantes ne seront pas liées par l'article 9 vis-à-vis de l'une quelconque des Parties contractantes qui aura fait une telle déclaration.

2. Les réserves au présent Accord, autres que la réserve prévue au paragraphe 1 du présent article, sont autorisées à condition qu'elles soient formulées par écrit et, si elles ont été formulées avant le dépôt de l'instrument de ratification ou d'adhésion, qu'elles soient confirmées dans ledit instrument.

3. Tout Etat, au moment où il déposera son instrument de ratification du présent Accord ou d'adhésion à celui-ci, notifiera par écrit au Secrétaire général dans quelle mesure les réserves qu'il aurait formulées à la Convention sur la circulation routière ouverte à la signature à Vienne le 8 novembre 1968 s'appliquent au présent Accord. Celles de ces réserves qui n'auraient pas fait l'objet de la notification faite au moment du dépôt de l'instrument de ratification du présent Accord ou d'adhésion à celui-ci, seront réputées ne pas s'appliquer au présent Accord.

4. Le Secrétaire général communiquera les réserves et notifications faites en application du présent article, à tous les Etats visés à l'article 2 du présent Accord.

5. Tout Etat qui aura fait une déclaration, une réserve ou une notification en vertu du présent article, pourra, à tout moment, la retirer par notification adressée au Secrétaire général.

6. Toute réserve faite conformément au paragraphe 2 ou notifiée conformément au paragraphe 3 du présent article

a) modifie, pour la Partie contractante qui a fait ou notifié ladite réserve, les dispositions de l'Accord sur lesquelles porte la réserve dans les limites de celle-ci;

b) modifie ces dispositions dans les mêmes limites pour les autres Parties contractantes pour ce qui est de leurs relations avec la Partie contractante ayant fait ou notifié la réserve.

Article 12

Outre les déclarations, notifications et communications prévues aux articles 6 et 11 du présent Accord, le Secrétaire général notifiera aux Parties contractantes et aux autres Etats visés à l'article 2 :

a) les signatures, ratifications et adhésions au titre de l'article 2;

b) les notifications et déclarations au titre de l'article 3;

c) les dates d'entrée en vigueur du présent Accord en vertu de l'article 4;

d) la date d'entrée en vigueur des amendements au présent Accord conformément aux paragraphes 2, 5 et 7 de l'article 6;

e) les dénonciations au titre de l'article 7;

f) l'abrogation du présent Accord au titre de l'article 8.

Article 13

Après le 31 décembre* 1972, l'original du présent Accord sera déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui en transmettra des copies certifiées conformes à tous les Etats visés à l'article 2 du présent Accord.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, à ce dûment autorisés, ont signé le présent Accord.

FAIT à Genève, le premier mai mil neuf cent soixante et onze, en un seul exemplaire, en langues anglaise, française et russe, les trois textes faisant également foi.

---

* Conformément à la décision prise par le Comité des transports intérieurs à sa trente et unième session, la période pendant laquelle l'Accord serait ouvert à la signature a été prolongée jusqu'au 31 décembre 1972.

A N N E X E

1. Pour l'application des dispositions de la présente annexe, le terme "Convention" désigne la Convention sur la circulation routière ouverte à la signature, à Vienne, le 8 novembre 1968.

2. La présente annexe ne contient que des compléments et modifications apportés aux dispositions correspondantes de la Convention.

3. Ad Article premier de la Convention (Définitions)

Alinéa c)

Cet alinéa se lira comme suit : "Le terme "agglomération" désigne un espace qui comprend des immeubles bâtis et dont les entrées et les sorties sont spécialement désignées comme telles;"

Alinéa n)

Les véhicules à trois roues dont le poids à vide n'excède pas 400 kg (900 livres) seront assimilés aux motocycles.

Alinéa additionnel, à insérer à la fin de cet Article

Cet alinéa se lira comme suit : "Sont assimilées aux piétons les personnes qui poussent ou traînent une voiture d'enfant, de malade ou d'infirme, ou tout autre véhicule de petite dimension et sans moteur, celles qui conduisent à la main et en marchant un cycle ou un cyclomoteur, ainsi que les infirmes qui se déplacent dans une chaise roulante mue par eux-mêmes ou circulant à l'allure du pas."

4. Ad Article 3 de la Convention (Obligations des Parties contractantes)

Paragraphe 4

Les mesures dont il est question dans ce paragraphe ne pourront ni modifier la portée de l'Article 39 de la Convention, ni rendre facultative la disposition qu'il contient.

5. Ad Article 6 de la Convention (Injonctions données par les agents réglant la circulation)

Paragraphe 3

Les dispositions de ce paragraphe, qui sont des recommandations dans la Convention, seront obligatoires.

6. Ad Article 7 de la Convention (Règles générales)

Paragraphe 2

Les dispositions de ce paragraphe, qui sont des recommandations dans la Convention, seront obligatoires.

Paragraphes additionnels, à insérer à la fin de cet Article

Ces paragraphes se liront comme suit :

" - Les usagers de la route doivent faire preuve d'une prudence accrue à l'égard des enfants, des infirmes, notamment des aveugles munis d'une canne blanche, et des personnes âgées.

- Les conducteurs doivent veiller à ce que leurs véhicules n'incommodent pas les usagers de la route et les riverains, notamment en provoquant du bruit, de la poussière ou de la fumée lorsqu'il est possible d'éviter de le faire."

7. Ad Article 8 de la Convention (Conducteurs)

Paragraphe 2

La disposition de ce paragraphe, qui est une recommandation dans la Convention, sera obligatoire.

8. Ad Article 9 de la Convention (Troupeaux)

La disposition de cet Article, qui est une recommandation dans la Convention, sera obligatoire.

9. Ad Article 10 de la Convention (Place sur la chaussée)

Le titre se lira comme suit : "Place sur la route".

Paragraphe additionnel, à insérer immédiatement après le paragraphe 1 de cet Article

Ce paragraphe se lira comme suit :

"a) Tout conducteur doit, s'il en existe, et sauf en cas de nécessité absolue, emprunter exclusivement les chemins, chaussées, voies et pistes affectés à la circulation des usagers de sa catégorie;

b) Dans le cas où ni voie ni piste ne leur seraient affectées, les cyclomotoristes, les cyclistes et les conducteurs de véhicules sans moteur peuvent, si cela peut se faire sans inconvénient pour les autres usagers de la route, utiliser, dans le sens de la circulation, tout accotement praticable."

10. Ad Article 11 de la Convention (Dépassement et circulation en files)

Paragraphe 5, alinéa b)

Cette disposition ne sera pas appliquée.

Paragraphe 6, alinéa b)

En conséquence de l'inapplication de l'alinéa b) du paragraphe 5 de cet Article, la disposition du dernier membre de phrase de cet alinéa ne sera pas appliquée.

Paragraphe 8, alinéa b)

Cet alinéa se lira comme suit : "Immédiatement avant et sur des passages à niveau non munis de barrières ou de demi-barrières, sauf si la circulation routière y est réglée par des signaux lumineux de circulation tels qu'ils sont utilisés aux intersections."

11. Ad Article 12 de la Convention (Croisement)

Paragraphe 2

Ce paragraphe se lira comme suit : "Sur les routes de montagne et sur les routes à forte pente qui ont des caractéristiques similaires, où le croisement est impossible ou difficile, il incombe au conducteur du véhicule descendant de ranger son véhicule pour laisser passer tout véhicule montant, sauf dans le cas où la façon dont sont disposés le long de la chaussée, des refuges pour permettre aux véhicules de se ranger est telle que, compte tenu de la vitesse et de la position des véhicules, le véhicule montant dispose d'un refuge devant lui et qu'une marche arrière d'un des véhicules serait nécessaire si le véhicule montant ne se rangeait pas sur ce refuge. Dans le cas où l'un des deux véhicules qui vont se croiser doit faire marche arrière pour permettre le croisement, les ensembles de véhicules ont la priorité sur les autres véhicules, les véhicules lourds sur les véhicules légers et les autocars sur les camions; lorsqu'il s'agit de véhicules de la même catégorie, c'est le conducteur du véhicule descendant qui doit faire marche arrière, sauf si cela est manifestement plus facile pour le conducteur du véhicule montant, notamment si celui-ci se trouve près d'un refuge."

12. Ad Article 13 de la Convention (Vitesse et distance entre véhicules)

Paragraphe 4

Ce paragraphe, y compris ses alinéas a) et b), se lira comme suit : "En dehors des agglomérations, sur les routes où ~~une seule~~ voie est affectée à la circulation dans le sens en cause, en vue de faciliter les dépassements, les conducteurs de véhicules soumis à une restriction spéciale de vitesse et de véhicules ou d'ensembles de véhicules de plus de 7 m (23 pieds) de longueur hors tout doivent, sauf lorsqu'ils dépassent ou s'apprêtent à dépasser, adapter l'intervalle entre leurs véhicules et les véhicules à moteur les précédant de façon que les véhicules les dépassant puissent sans danger se rabattre dans l'intervalle laissé devant le véhicule dépassé. Cette disposition n'est toutefois applicable ni lorsque la circulation est très encombrée ni lorsque le dépassement est interdit."

13. Ad Article 14 de la Convention (Prescriptions générales pour les manoeuvres)

Paragraphe 1

Ce paragraphe se lira comme suit : "Tout conducteur qui veut exécuter une manoeuvre, telle que sortir d'une file de véhicules en stationnement ou y entrer, se déporter à droite ou à gauche sur la chaussée, notamment pour changer de voie, tourner à gauche ou à droite pour emprunter une autre route ou pour entrer dans une propriété riveraine, doit ne commencer à exécuter cette manoeuvre qu'après s'être assuré qu'il peut le faire sans risquer de constituer un danger pour les autres usagers de la route qui le suivent, le précèdent ou vont le croiser, compte tenu de leur position, de leur direction et de leur vitesse."

14. Ad Article 15 de la Convention (Prescriptions particulières relatives aux véhicules des services réguliers de transport en commun)

La disposition de cet Article, qui est une recommandation dans la Convention, sera obligatoire.

15. Ad Article 18 de la Convention (Intersections et obligation de céder le passage)

Paragraphe 3

Ce paragraphe se lira comme suit : "Tout conducteur débouchant d'une propriété riveraine sur une route est tenu de céder le passage aux usagers circulant sur cette route."

Paragraphe 4, alinéa b)

Cet alinéa se lira comme suit : "Dans les Etats où le sens de la circulation est à gauche, la priorité aux intersections est réglée par un signal routier ou par une marque routière."

16. Ad Article 20 de la Convention (Prescriptions applicables aux piétons)

Paragraphe 1

Ce paragraphe se lira comme suit : "Les piétons doivent autant que possible éviter d'emprunter la chaussée, mais s'ils l'utilisent, ils doivent le faire avec prudence et ils ne doivent pas sans nécessité gêner ou empêcher la circulation."

Paragraphe additionnel, à insérer immédiatement après le paragraphe 2 de cet Article

Ce paragraphe se lira comme suit : "Nonobstant les dispositions du paragraphe 2 de cet Article de la Convention, les infirmes qui se déplacent dans une chaise roulante peuvent, dans tous les cas, circuler sur la chaussée."

Paragraphe 4

Ce paragraphe se lira comme suit : "Lorsque des piétons circulent sur la chaussée en application du paragraphe 2, du paragraphe additionnel à lire immédiatement après ce paragraphe 2, et du paragraphe 3 du présent Article, ils doivent se tenir le plus près possible du bord de la chaussée."

Paragraphe 5

Ce paragraphe se lira comme suit :

"a) En dehors des agglomérations, lorsque des piétons circulent sur la chaussée, ils doivent se tenir, sauf si cela est de nature à compromettre leur sécurité et sauf circonstances

particulières, du côté opposé à celui correspondant au sens de la circulation. Toutefois, les personnes qui poussent à la main un cycle, un cyclomoteur ou un motocycle, les infirmes se déplaçant dans une chaise roulante et les groupes de piétons conduits par un moniteur ou formant un cortège, doivent se tenir du côté de la chaussée correspondant au sens de la circulation. Sauf s'ils forment un cortège, les piétons circulant sur la chaussée doivent, si possible, se déplacer en une seule file si la sécurité de la circulation l'exige, notamment en cas de mauvaise visibilité ou de forte densité de la circulation des véhicules.

b) Les dispositions de l'alinéa a) du présent paragraphe peuvent être rendues applicables dans les agglomérations."

Paragraphe 6, alinéa c)

Cet alinéa se lira comme suit : "Pour traverser en dehors d'un passage pour piétons signalé comme tel ou délimité par des marques sur la chaussée, les piétons ne doivent pas s'engager sur la chaussée avant de s'être assurés qu'ils peuvent le faire sans gêner la circulation des véhicules. Les piétons doivent traverser la chaussée perpendiculairement à son axe."

17. Ad Article 21 de la Convention (Comportement des conducteurs à l'égard des piétons)

Paragraphe additionnel, à insérer immédiatement après le paragraphe 1 de cet Article

Ce paragraphe se lira comme suit : "Sans préjudice des dispositions du paragraphe 1 de l'Article 7 et du paragraphe 1 de l'Article 13 de la Convention, lorsqu'il n'existe pas sur la chaussée de passage pour piétons signalé comme tel ou délimité par des marques sur la chaussée, les conducteurs qui tournent pour s'engager sur une autre route ne doivent le faire qu'en laissant passer, quitte à s'arrêter à cet effet, les piétons qui se sont engagés sur la chaussée de cette autre route dans les conditions prévues au paragraphe 6 de l'Article 20 de la Convention."

Paragraphe 3

Cette disposition ne sera pas appliquée.

18. Ad Article 23 de la Convention (Arrêt et stationnement)

Paragraphe 1

Ce paragraphe se lira comme suit : "En dehors des agglomérations, les véhicules et animaux à l'arrêt ou en stationnement doivent être autant que possible placés hors de la chaussée. Dans les agglomérations et en dehors de celles-ci, ils ne doivent pas être placés sur les pistes cyclables, sur les trottoirs ou sur les accotements aménagés pour la circulation des piétons, sauf dans la limite où la législation nationale applicable le permet."

Paragraphe 2, alinéa b)

Cet alinéa se lira comme suit : "Les véhicules autres que les cycles à deux roues, les cyclomoteurs à deux roues ou les motocycles à deux roues sans side-car ne doivent pas être en stationnement en double file sur la chaussée. Les véhicules à l'arrêt ou en stationnement doivent, sous réserve des cas où la disposition des lieux permet qu'il en soit autrement, être rangés parallèlement au bord de la chaussée."

Paragraphe 3, alinéa a)

Cet alinéa se lira comme suit : "Tout arrêt et tout stationnement d'un véhicule sont interdits sur la chaussée :

i) A moins de 5 m (16½ pieds) avant les passages pour piétons, sur les passages pour piétons, sur les passages pour cyclistes et sur les passages à niveau;

ii) sur les voies de tramways ou de trains sur route ou près de ces voies, lorsque la circulation de ces tramways ou de ces trains pourrait de ce fait se trouver entravée;"

Texte additionnel, à insérer immédiatement après le point ii) de cet alinéa

Ce texte se lira comme suit : "Aux abords des intersections, à moins de 5 m (16½ pieds) du prolongement du bord le plus rapproché de la chaussée transversale, ainsi que dans les intersections, sauf indication contraire donnée par un signal routier ou par une marque routière."

Paragraphe 3, alinéa b)

Texte additionnel, à insérer immédiatement après le point iii) de cet alinéa

Ce texte se lira comme suit : "Aux emplacements tels que le véhicule masquerait un signal routier ou un signal lumineux de circulation à la vue des usagers de la route."

Paragraphe 3, alinéa c) i)

Cette disposition se lira comme suit : "Sur la distance précisée par la législation nationale aux abords des passages à niveau et à moins de 15 m (50 pieds) de part et d'autre des arrêts d'autobus, de trolleybus ou de véhicules sur rails, sauf si la législation nationale prévoit une distance moindre;"

Paragraphe 3, alinéa c) v)

Cette disposition ne sera pas appliquée.

Paragraphe 5

Ce paragraphe se lira comme suit :

"a) Tout véhicule à moteur autre qu'un cyclomoteur à deux roues ou un motocycle à deux roues sans side-car, ainsi que toute remorque, attelée ou non, qui est immobilisé sur la chaussée hors d'une agglomération, doit être signalé aux autres conducteurs qui s'approchent de façon à ce que ceux-ci soient avertis à temps de sa présence :

i) lorsque le conducteur a été contraint d'immobiliser son véhicule à un endroit où l'arrêt est interdit, conformément aux dispositions du paragraphe 3 b) i) ou ii) de cet Article de la Convention,

ii) lorsque les conditions sont telles que les conducteurs qui s'approchent ne peuvent pas ou ne peuvent que difficilement apercevoir à temps l'obstacle que le véhicule constitue.

b) Les dispositions de l'alinéa a) du présent paragraphe peuvent être rendues applicables dans les agglomérations.

c) Pour l'application des dispositions de ce paragraphe, il est recommandé que les législations nationales prévoient l'utilisation d'un des dispositifs visés au paragraphe 56 de l'Annexe 5 de la Convention."

19. Ad Article 25 de la Convention (Autoroutes et routes de caractère similaire)

Paragraphe 1

Ce paragraphe se lira comme suit : "Sur les autoroutes ainsi que sur les routes spéciales d'accès ou de sortie signalées comme des autoroutes,

a) La circulation est interdite aux piétons, aux animaux, aux cycles, aux cyclomoteurs s'ils ne sont pas assimilés à des motocycles, et à tous les véhicules autres que les automobiles et leurs remorques, ainsi qu'aux automobiles et à leurs remorques qui ne seraient pas, par construction, susceptibles d'atteindre en palier une vitesse fixée par la législation nationale mais qui ne sera pas inférieure à 40 km (25 milles) à l'heure;

b) Il est interdit aux conducteurs :

i) D'arrêter leurs véhicules ou de stationner ailleurs qu'aux places de stationnement signalées; en cas d'immobilisation forcée d'un véhicule, son conducteur doit s'efforcer de l'amener hors de la chaussée et aussi hors de la bande d'urgence et, s'il ne peut le faire, signaler immédiatement à distance la présence du véhicule, pour avertir suffisamment à temps les autres conducteurs qui s'approchent; s'il s'agit d'un des véhicules auxquels s'applique le paragraphe 5 de l'Article 23 de la Convention, il est recommandé que les législations nationales prévoient l'utilisation de l'un des dispositifs visés au paragraphe 56 de l'Annexe 5 de la Convention;

ii) De faire demi-tour ou marche arrière ou de pénétrer sur la bande de terrain centrale, y compris les raccordements transversaux reliant entre elles les deux chaussées."

Paragraphe additionnel, à insérer immédiatement après le paragraphe 1 de cet Article

Ce paragraphe se lira comme suit : "Lorsqu'une autoroute comporte trois voies ou plus affectées à un sens de la circulation, il est interdit aux conducteurs des véhicules affectés au transport de marchandises dont le poids maximal autorisé dépasse 3,5 tonnes (7700 livres) ou d'ensembles de véhicules de plus de 7 m (23 pieds) d'emprunter d'autres voies que les deux voies près du bord de la chaussée correspondant au sens de la circulation."

Paragraphe 4

Ce paragraphe se lira comme suit : "Pour l'application du paragraphe 1 du présent Article tel qu'il est rédigé ci-dessus, du paragraphe additionnel à lire immédiatement après ce paragraphe 1, et des paragraphes 2 et 3 de cet Article de la Convention, sont assimilées aux autoroutes les autres routes réservées à la circulation automobile dûment signalées comme telles et ne desservant pas les propriétés riveraines."

20. Ad Article 27 de la Convention (Prescriptions particulières applicables aux cyclistes, aux cyclomotoristes et aux motocyclistes)

Paragraphe 2

Ce paragraphe se lira comme suit : "Il est interdit aux cyclistes de rouler sans tenir le guidon au moins d'une main, de se faire remorquer par un autre véhicule ou de transporter, traîner ou pousser des objets gênants pour la conduite ou dangereux pour les autres usagers de la route. Les mêmes dispositions sont applicables aux cyclomotoristes et aux motocyclistes, mais, de plus, ceux-ci doivent tenir le guidon des deux mains, sauf éventuellement pour donner une indication prescrite conformément à la Convention."

Paragraphe 4

Ce paragraphe se lira comme suit : "Les cyclomotoristes peuvent être autorisés à circuler sur la piste cyclable et, si cela est utile, il peut leur être interdit de circuler sur le reste de la chaussée."

21. Ad Article 29 de la Convention (Véhicules sur rails)

Paragraphe 2

Ce paragraphe se lira comme suit : "Des règles spéciales différentes de celles qui sont définies au Chapitre II de la Convention pourront être adoptées pour la circulation sur route des véhicules se déplaçant sur rails. Toutefois, de telles règles ne pourront être contraires aux dispositions du paragraphe 7 de l'Article 18 de la Convention."

Paragraphe additionnel, à insérer à la fin de cet Article

Ce paragraphe se lira comme suit : "Le dépassement des véhicules sur rails, en mouvement ou à l'arrêt, dont la voie est établie sur la chaussée se fait du côté correspondant au sens de la circulation. Si le croisement et le dépassement ne peuvent s'effectuer du côté correspondant au sens de la circulation, en raison de l'exiguïté du passage, ces manoeuvres peuvent se faire du côté opposé au côté correspondant au sens de la circulation, à condition de ne pas gêner ni mettre en danger les usagers circulant en sens inverse. Sur les chaussées à sens unique, le dépassement peut se faire du côté opposé au côté correspondant au sens de la circulation lorsque les nécessités de la circulation le justifient."

22. Ad Article 30 de la Convention (Chargement des véhicules)

Paragraphe 4

Le début de ce paragraphe se lira comme suit : "Les chargements dépassant du véhicule vers l'avant, vers l'arrière ou sur les côtés doivent être signalés de façon bien visible dans tous les cas où leurs contours risquent de n'être pas perçus des conducteurs des autres véhicules; entre la tombée de la nuit et le lever du jour, ainsi qu'aux autres moments où la visibilité est insuffisante, cette signalisation doit être faite à l'avant par un feu blanc et un dispositif réfléchissant blanc et à l'arrière par un feu rouge et un dispositif réfléchissant rouge. En particulier, sur les véhicules à moteur, ..."

Paragraphe 4, alinéa b)

Cet alinéa se lira comme suit : "Entre la tombée de la nuit et le lever du jour, ainsi qu'aux autres moments où la visibilité est insuffisante, les chargements dépassant latéralement le gabarit du véhicule de telle sorte que leur extrémité latérale se trouve à plus de 0,40 m (16 pouces) du bord extérieur du feu-position avant du véhicule doivent être signalés vers l'avant et il en est de même, vers l'arrière, de ceux dont l'extrémité latérale se trouve à plus de 0,40 m (16 pouces) du bord extérieur du feu-position arrière rouge du véhicule."

23. Article additionnel, à insérer immédiatement après l'Article 30 de la Convention

Cet Article se lira comme suit :

"(Transport de passagers)

Les passagers ne seront transportés ni en nombre tel, ni de manière telle qu'ils constituent un danger."

24. Ad Article 31 de la Convention (Comportement en cas d'accident)

Paragraphe 1

Alinéa additionnel, à insérer à la fin de ce paragraphe

Cet alinéa se lira comme suit : "Lorsque l'accident n'a provoqué que des dommages matériels et si une partie lésée n'est pas présente, les personnes impliquées dans l'accident doivent autant que possible fournir, sur place, l'indication de leurs nom et adresse et, en tout cas, fournir au plus tôt ces renseignements à la partie lésée, par la voie la plus directe ou, à défaut, par l'intermédiaire de la police."

25. Ad Article 32 de la Convention (Eclairage : Prescriptions générales)

Paragraphe 6, alinéa a)

Cet alinéa se lira comme suit : "Les voitures d'enfant, de malade ou d'infirme et tous autres véhicules de petite dimension et sans moteur poussés ou traînés par des piétons;"

Paragraphe 7

Ce paragraphe se lira comme suit :

"a) De nuit, lorsqu'ils circulent sur la chaussée,

i) Les groupes de piétons conduits par un moniteur ou formant un cortège doivent montrer, du côté opposé au côté correspondant au sens de la circulation, au moins soit un feu blanc ou jaune sélectif vers l'avant et un feu rouge vers l'arrière, soit un feu jaune-auto dans les deux directions;

ii) Les conducteurs d'animaux de trait, de charge ou de selle, ou de bestiaux doivent montrer, du côté opposé au côté correspondant au sens de la circulation, au moins soit un feu blanc ou jaune sélectif vers l'avant et un feu rouge vers l'arrière, soit un feu jaune-auto dans les deux directions. Ces feux peuvent être émis par un appareil unique.

b) Les feux visés à l'alinéa a) de ce paragraphe ne sont toutefois pas requis si le déplacement se fait dans une agglomération convenablement éclairée."

26. Ad Article 34 de la Convention (Dérogations)

Paragraphe 2

Ce paragraphe se lira comme suit : "Les conducteurs de véhicules prioritaires ne sont pas tenus, quand leur circulation est annoncée par les avertisseurs spéciaux du véhicule et sous réserve de ne pas mettre en danger les autres usagers de la route, de respecter tout ou partie des dispositions du Chapitre II de la Convention, telles qu'elles peuvent avoir été modifiées par le présent Accord, autres que celles du paragraphe 2 de son Article 6. Les conducteurs de ces véhicules ne peuvent mettre ces avertisseurs en action que dans les cas justifiés par l'urgence de leur mission."

CONVENTION SUR LA SIGNALISATION ROUTIÈRE

LES PARTIES CONTRACTANTES,

RECONNAISSANT que l'uniformité internationale des signaux et symboles routiers et des marques routières est nécessaire pour faciliter la circulation routière internationale et pour accroître la sécurité sur la route,

SONT CONVENUES des dispositions suivantes :

Chapitre premier
GÉNÉRALITÉS

Article premier
Définitions

Pour l'application des dispositions de la présente Convention, les termes ci-après auront le sens qui leur est donné dans le présent article :

a) le terme "législation nationale" d'une Partie contractante désigne l'ensemble des lois et règlements nationaux ou locaux en vigueur sur le territoire de cette Partie contractante;

b) le terme "agglomération" désigne un espace qui comprend des immeubles bâtis et dont les entrées et les sorties sont spécialement désignées comme telles, ou qui est défini de quelque autre manière dans la législation nationale;

c) le terme "route" désigne toute l'emprise de tout chemin ou rue ouvert à la circulation publique;

d) le terme "chaussée" désigne la partie de la route normalement utilisée pour la circulation des véhicules; une route peut comporter plusieurs chaussées nettement séparées l'une de l'autre, notamment par un terre-plein central ou une différence de niveau;

e) le terme "voie" désigne l'une quelconque des bandes longitudinales, matérialisées ou non par des marques routières longitudinales, mais ayant une largeur suffisante pour permettre l'écoulement d'une file d'automobiles autres que des motocycles, en lesquelles peut être subdivisée la chaussée;

f) le terme "intersection" désigne toute croisée à niveau, jonction ou bifurcation de routes, y compris les places formées par de telles croisées, jonctions ou bifurcations;

g) le terme "passage à niveau" désigne tout croisement à niveau d'une route et d'une voie de chemin de fer ou de tramway à plate-forme indépendante;

h) le terme "autoroute" désigne une route qui est spécialement conçue et construite pour la circulation automobile, qui ne dessert pas les propriétés riveraines et qui

i) sauf en des points singuliers ou à titre temporaire, comporte, pour les deux sens de la circulation, des chaussées distinctes séparées l'une de l'autre par une bande de terrain non destinée à la circulation ou, exceptionnellement, par d'autres moyens;

ii) ne croise à niveau ni route, ni voie de chemin de fer ou de tramway, ni chemin pour la circulation de piétons;

iii) est spécialement signalée comme étant une autoroute;

i) un véhicule est dit

i) "à l'arrêt", lorsqu'il est immobilisé pendant le temps nécessaire pour prendre ou déposer des personnes ou charger ou décharger des choses;

ii) "en stationnement", lorsqu'il est immobilisé pour une raison autre que la nécessité d'éviter un conflit avec un autre usager de la route ou un obstacle ou d'obéir aux prescriptions de la réglementation de la circulation et que son immobilisation ne se limite pas au temps nécessaire pour prendre ou déposer des personnes ou des choses.

Les Parties contractantes pourront, toutefois, considérer comme "à l'arrêt" les véhicules immobilisés dans les conditions définies à l'alinéa ii) ci-dessus si la durée de l'immobilisation n'excède pas une

limite de temps fixée par la législation nationale et considérer comme "en stationnement" les véhicules immobilisés dans les conditions définies à l'alinéa i) ci-dessus si la durée de l'immobilisation excède une limite de temps fixée par la législation nationale;

j) le terme "cycle" désigne tout véhicule qui a deux roues au moins et qui est propulsé exclusivement par l'énergie musculaire des personnes se trouvant sur ce véhicule, notamment à l'aide de pédales ou de manivelles;

k) le terme "cyclomoteur" désigne tout véhicule à deux ou trois roues qui est pourvu d'un moteur thermique de propulsion de cylindrée au plus égale à 50 cm^3 (3,05 pouces cubes) et dont la limite de vitesse, par construction, n'excède pas 50 km (30 milles) à l'heure. Les Parties contractantes peuvent, toutefois, ne pas considérer comme cyclomoteurs, au regard de leur législation nationale, les engins qui n'ont pas les caractéristiques des cycles quant à leurs possibilités d'emploi, notamment la caractéristique de pouvoir être mus par des pédales, ou dont la vitesse maximale par construction, le poids ou certaines caractéristiques du moteur excedent des limites données. Rien dans la présente définition ne saurait être interprété comme empêchant les Parties contractantes d'assimiler complètement les cyclomoteurs aux cycles pour l'application des prescriptions de leur législation nationale sur la circulation routière;

l) le terme "motocycle" désigne tout véhicule à deux roues, avec ou sans side-car, pourvu d'un moteur de propulsion. Les Parties contractantes peuvent, dans leur législation nationale, assimiler aux motocycles les véhicules à trois roues dont le poids à vide n'excède pas 400 kg (900 livres). Le terme "motocycle" n'englobe pas les cyclomoteurs; toutefois, les Parties contractantes peuvent, à condition de faire une déclaration à cet effet, conformément au paragraphe 2 de l'article 46 de la présente Convention, assimiler les cyclomoteurs aux motocycles pour l'application de la Convention;

m) le terme "véhicule à moteur" désigne, à l'exception des cyclomoteurs sur le territoire des Parties contractantes qui ne les ont pas assimilés aux motocycles et à l'exception des véhicules qui se déplacent

sur rails, tout véhicule pourvu d'un moteur de propulsion et circulant sur route par ses moyens propres;

n) le terme "automobile" désigne ceux des véhicules à moteur qui servent normalement au transport sur route de personnes ou de choses ou à la traction sur route de véhicules utilisés pour le transport de personnes ou de choses. Ce terme englobe les trolleybus, c'est-à-dire les véhicules reliés à une ligne électrique et ne circulant pas sur rails. Il n'englobe pas les véhicules, tels que les tracteurs agricoles, dont l'utilisation pour le transport sur route de personnes ou de choses ou la traction sur route de véhicules utilisés pour le transport de personnes ou de choses n'est qu'accessoire;

o) le terme "remorque" désigne tout véhicule destiné à être attelé à un véhicule à moteur; ce terme englobe les semi-remorques;

p) le terme "semi-remorque" désigne toute remorque destinée à être accouplée à une automobile de telle manière qu'elle repose en partie sur celle-ci et qu'une partie appréciable de son poids et du poids de son chargement soit supportée par ladite automobile;

q) le terme "conducteur" désigne toute personne qui assume la direction d'un véhicule, automobile ou autre (cycle compris), ou qui, sur une route, guide des bestiaux, isolés ou en troupeaux, ou des animaux de trait, de charge ou de selle;

r) le terme "poids maximal autorisé" désigne le poids maximal du véhicule chargé, déclaré admissible par l'autorité compétente de l'Etat dans lequel le véhicule est immatriculé;

s) le terme "poids en charge" désigne le poids effectif du véhicule tel qu'il est chargé, l'équipage et les passagers restant à bord;

t) les termes "sens de la circulation" et "correspondant au sens de la circulation" désignent la droite lorsque, d'après la législation nationale applicable, le conducteur d'un véhicule doit croiser un autre véhicule en laissant ce véhicule à sa gauche; ils désignent la gauche dans le cas contraire;

u) l'obligation pour le conducteur d'un véhicule de "céder le passage" à d'autres véhicules signifie que ce conducteur ne doit pas continuer sa marche ou sa manoeuvre ou la reprendre si cela risque d'obliger les conducteurs d'autres véhicules à modifier brusquement la direction ou la vitesse de leurs véhicules.

Article 2
Annexes de la Convention

Les annexes de la présente Convention, savoir :

l'annexe 1 : Signaux d'avertissement de danger à l'exception de ceux qui sont placés à l'approche des intersections ou des passages à niveau,

l'annexe 2 : Signaux réglementant la priorité aux intersections, signaux d'avertissement de danger à l'approche des intersections et signaux réglementant la priorité aux passages étroits,

l'annexe 3 : Signaux relatifs aux passages à niveau,

l'annexe 4 : Signaux de réglementation à l'exception de ceux qui concernent la priorité, l'arrêt et le stationnement,

l'annexe 5 : Signaux d'indication, à l'exception de ceux qui concernent le stationnement,

l'annexe 6 : Signaux relatifs à l'arrêt et au stationnement,

l'annexe 7 : Panneaux additionnels,

l'annexe 8 : Marques routières,

l'annexe 9 : Reproduction en couleur des signaux, symboles et panneaux dont il est question dans les annexes 1 à 7*/,

font partie intégrante de la présente Convention.

---

*/ Les textes imprimés de la Convention pourront présenter les signaux, symboles et panneaux dans les passages appropriés du texte.

Article 3

Obligations des Parties contractantes

1. a) Les Parties contractantes à la présente Convention acceptent le système de signalisation routière et de marques routières qui s'y trouve décrit et s'engagent à l'adopter le plus tôt possible. A cette fin :

i) lorsque la présente Convention définit un signal, un symbole ou une marque pour signifier une prescription ou donner une information aux usagers de la route, les Parties contractantes s'interdisent, sous réserve des délais prévus aux paragraphes 2 et 3 du présent article d'employer un autre signal, un autre symbole ou une autre marque pour signifier cette prescription ou donner cette information;

ii) lorsque la présente Convention ne prévoit pas de signal, de symbole ou de marque pour signifier une prescription ou donner une information aux usagers de la route, les Parties contractantes peuvent employer à ces fins le signal, le symbole ou la marque qu'elles veulent, sous réserve que ce signal, ce symbole ou cette marque ne soit pas déjà prévu dans la Convention avec une autre signification et qu'il rentre dans le système qu'elle définit.

b) Pour permettre l'amélioration des techniques de contrôle de la circulation et compte tenu de l'utilité de procéder à des expériences avant de proposer des amendements à la présente Convention, les Parties contractantes pourront, à titre expérimental et temporaire, déroger sur certaines sections de routes aux dispositions de la présente Convention.

2. Les Parties contractantes s'engagent à remplacer ou à compléter, au plus tard dans les quatre ans à dater de l'entrée en vigueur de la présente Convention sur leur territoire, tout signal, symbole, installation ou marque qui, tout en possédant les caractéristiques d'un signal, d'un symbole, d'une installation ou d'une marque du système défini par la présente Convention, aurait une signification différente de celle qui s'attache à ce signal, à ce symbole, à cette installation ou à cette marque dans la présente Convention.

3. Les Parties contractantes s'engagent à remplacer, dans les quinze ans à dater de l'entrée en vigueur de la présente Convention sur leur territoire, tout signal, symbole, installation ou marque non conforme au

système défini à la présente Convention. Au cours de cette période et afin d'habituer les usagers de la route au système défini à la présente Convention, les signaux et symboles antérieurs pourront être maintenus à côté de ceux prévus à la présente Convention.

4. Rien dans la présente Convention ne peut être interprété comme obligeant les Parties contractantes à adopter tous les types de signaux et de marques définis à la présente Convention. Au contraire, les Parties contractantes limiteront au strict nécessaire le nombre des types de signaux et de marques qu'elles adoptent.

Article 4

Les Parties contractantes s'engagent à faire en sorte que soit interdit :

a) de faire figurer sur un signal, sur son support ou sur toute autre installation servant à régler la circulation, quoi que ce soit qui ne se rattache pas à l'objet de ce signal ou de cette installation; toutefois, lorsque les Parties contractantes ou leurs subdivisions autorisent une association sans but lucratif à implanter des signaux d'indication, elles peuvent permettre que l'emblème de cette association figure sur le signal ou sur son support, à condition que la compréhension du signal n'en soit pas rendue moins aisée;

b) de mettre en place des panneaux, affiches, marques ou installations qui risquent soit d'être confondus avec des signaux ou d'autres installations servant à régler la circulation, soit d'en réduire la visibilité ou l'efficacité, soit d'éblouir les usagers de la route ou de distraire leur attention de façon dangereuse pour la sécurité de la circulation.

Chapitre II

SIGNAUX ROUTIERS

Article 5

1. Le système prescrit dans la présente Convention distingue les catégories suivantes de signaux routiers :

a) signaux d'avertissement de danger : ces signaux ont pour objet d'avertir les usagers de la route de l'existence d'un danger sur la route et de leur en indiquer la nature;

b) signaux de réglementation : ces signaux ont pour objet de notifier aux usagers de la route les obligations, limitations ou interdictions spéciales qu'ils doivent observer; ils se subdivisent en :

i) signaux de priorité,

ii) signaux d'interdiction ou de restriction,

iii) signaux d'obligation;

c) signaux d'indication : ces signaux ont pour objet de guider les usagers de la route au cours de leurs déplacements ou de leur fournir d'autres indications pouvant leur être utiles; ils se subdivisent en

i) signaux de présignalisation,

ii) signaux de direction,

iii) signaux d'identification des routes,

iv) signaux de localisation,

v) signaux de confirmation,

vi) autres signaux donnant des indications utiles pour la conduite des véhicules,

vii) autres signaux indiquant des installations qui peuvent être utiles aux usagers de la route.

2. Dans le cas où la présente Convention permet de choisir entre plusieurs signaux ou plusieurs symboles :

a) les Parties contractantes s'engagent à n'en adopter qu'un pour l'ensemble de leur territoire;

b) les Parties contractantes devront s'efforcer de s'entendre à l'échelon régional pour faire le même choix;

c) les dispositions du paragraphe 3 de l'article 3 de la présente Convention sont applicables aux signaux et symboles des types non choisis.

Article 6

1. Les signaux seront placés de manière à pouvoir être reconnus aisément et à temps par les conducteurs auxquels ils s'adressent. Habituellement, ils seront placés du côté de la route correspondant au sens de la circulation; toutefois, ils pourront être placés ou être répétés au-dessus de la chaussée. Tout signal placé du côté de la route correspondant au sens de la circulation devra être répété au-dessus ou de l'autre côté de la chaussée lorsque les conditions locales sont telles qu'il risquerait de ne pas être aperçu à temps par les conducteurs auxquels il s'adresse.

2. Tout signal sera valable sur toute la largeur de la chaussée ouverte à la circulation pour les conducteurs auxquels il s'adresse. Toutefois, il pourra ne s'appliquer qu'à une ou à plusieurs voies de la chaussée matérialisées par des marques longitudinales.

3. Lorsque, de l'avis des autorités compétentes, un signal placé sur l'accotement d'une route à chaussées séparées serait inefficace, il pourra être implanté sur le terre-plein sans avoir à être répété sur l'accotement.

4. Il est recommandé que les législations nationales prévoient que :

a) les signaux seront placés de manière à ne pas gêner la circulation des véhicules sur la chaussée et, pour ceux qui sont implantés sur les accotements, à gêner les piétons le moins possible. La différence de niveau entre la chaussée du côté du signal et le bord inférieur du signal sera autant que possible, pour les signaux de même catégorie, sensiblement uniforme sur un même itinéraire;

b) Les dimensions des panneaux de signalisation seront telles que le signal soit facilement visible de loin et facilement compréhensible quand on s'en approche; sous réserve des dispositions de l'alinéa c) du présent paragraphe, ces dimensions tiendront compte de la vitesse usuelle des véhicules;

c) les dimensions des signaux d'avertissement de danger et celles des signaux de réglementation seront normalisées sur le territoire de chaque Partie contractante. En règle générale, il y aura quatre catégories de dimensions pour chaque type de signal : petites, normales, grandes et très grandes dimensions. Les signaux de petites dimensions seront employés lorsque les conditions ne permettent pas l'emploi de signaux de dimensions normales ou lorsque la circulation ne peut se faire qu'à allure lente; ils pourront aussi être employés pour répéter un signal antérieur. Les signaux de grandes dimensions seront employés sur les routes de grande largeur à circulation rapide. Les signaux de très grandes dimensions seront employés sur les routes à circulation très rapide, notamment sur les autoroutes.

Article 7

1. Il est recommandé que les législations nationales prévoient qu'afin d'être rendus plus visibles et plus lisibles la nuit, les signaux routiers, notamment les signaux d'avertissement de danger et les signaux de réglementation, à l'exception de ceux réglementant l'arrêt et le stationnement dans les rues éclairées des agglomérations, soient éclairés ou munis de matériaux ou dispositifs réfléchissants, mais sans que cela entraîne l'éblouissement des usagers de la route.

2. Rien dans la présente Convention n'interdit d'employer, pour transmettre les renseignements, des avertissements ou des règles applicables seulement à certaines heures ou certains jours, des signaux dont les indications ne sont visibles que lorsque les renseignements qu'ils transmettent sont pertinents.

Article 8

1. Pour faciliter la compréhension internationale des signaux, le système de signalisation défini à la présente Convention est basé sur des formes et des couleurs caractéristiques de chaque catégorie de signaux, ainsi que, chaque fois qu'il est possible, sur l'utilisation de symboles expressifs et non pas d'inscriptions. Dans le cas où des Parties contractantes estimeraient nécessaire d'apporter des modifications aux symboles prévus, ces modifications ne devront pas en changer les caractéristiques essentielles.

2. Les Parties contractantes qui désirent adopter, conformément aux dispositions de l'alinéa a) ii) du paragraphe 1 de l'article 3 de la présente Convention, un signal ou un symbole non prévu par la Convention devront s'efforcer de rechercher un accord régional pour ce nouveau signal ou symbole.

3. Rien dans la présente Convention n'interdit d'ajouter, pour faciliter l'interprétation des signaux, une inscription dans un panneau rectangulaire placé au-dessous des signaux ou à l'intérieur d'un panneau rectangulaire englobant le signal; une telle inscription peut également être placée sur le signal lui-même dans le cas où la compréhension de celui-ci n'en est pas gênée pour les conducteurs incapables de comprendre l'inscription.

4. Dans le cas où les autorités compétentes estiment utile de préciser la signification d'un signal ou d'un symbole ou, pour les signaux de réglementation, d'en limiter la portée à certaines catégories d'usagers de la route ou à certaines périodes de temps, et où les indications nécessaires ne pourraient être données par un symbole additionnel ou par des chiffres dans les conditions définies aux annexes de la présente Convention, une inscription sera apposée au-dessous du signal dans un panneau rectangulaire, sans préjudice de la possibilité de remplacer ou de compléter ces inscriptions par un ou des symboles expressifs placés dans le même panneau.

5. Les inscriptions visées aux paragraphes 3 et 4 du présent article seront apposées dans la langue nationale, ou dans une ou plusieurs des langues nationales, et, en outre, si la Partie contractante en cause l'estime utile, dans d'autres langues, notamment dans des langues officielles des Nations Unies.

SIGNAUX D'AVERTISSEMENT DE DANGER

Article 9

1. L'annexe 1 de la présente Convention indique, dans sa section A, les modèles de signaux d'avertissement de danger et, dans sa section B, les symboles à placer sur ces signaux ainsi que certaines prescriptions pour l'emploi desdits signaux. Toutefois, les signaux et symboles d'avertissement de danger à l'approche d'une intersection sont décrits à l'annexe 2 de la présente Convention et les symboles d'avertissement de danger à l'approche d'un passage à niveau sont décrits à l'annexe 3. Conformément au paragraphe 2 de l'article 46 de la présente Convention, chaque État devra notifier au Secrétaire général s'il a choisi le modèle A^a ou A^b comme signal d'avertissement.

2. Les signaux d'avertissement de danger ne seront pas multipliés sans nécessité, mais il en sera placé pour annoncer les passages dangereux de la route qu'il est difficile, à un conducteur observant la prudence requise, d'apercevoir à temps.

3. Les signaux d'avertissement de danger seront placés à une distance de l'endroit dangereux telle que leur efficacité soit la meilleure, de jour comme de nuit, compte tenu des conditions de la route et de la circulation, notamment de la vitesse usuelle des véhicules et de la distance à laquelle le signal est visible.

4. La distance entre le signal et le début du passage dangereux peut être indiquée dans un panneau additionnel du modèle 1 de l'annexe 7 de la présente Convention et placé conformément aux dispositions de ladite annexe; cette indication doit être donnée lorsque la distance entre le signal et le début du passage dangereux ne peut être appréciée par les conducteurs et n'est pas celle à laquelle ils peuvent s'attendre normalement.

5. Les signaux d'avertissement de danger peuvent être répétés, notamment sur les autoroutes et les routes assimilées aux autoroutes. Dans le cas où ils sont répétés, la distance entre le signal et le début du passage dangereux sera indiquée conformément aux dispositions du paragraphe 4 du présent article. Toutefois, pour les signaux d'avertissement de danger /placés/ avant les ponts mobiles et les passages à niveau,

les Parties contractantes peuvent appliquer, au lieu des dispositions du présent paragraphe, les dispositions du paragraphe 3 de l'article 35 ou du paragraphe 5 de la section B de l'annexe 1 de la présente Convention.

6. Si un signal d'avertissement de danger est employé pour annoncer un danger sur une section de route d'une certaine longueur (par exemple, succession de virages dangereux, section de chaussée en mauvais état) et s'il est jugé souhaitable d'indiquer la longueur de cette section, cette indication sera donnée sur un panneau additionnel du modèle 2 de l'annexe 7 de la présente Convention et placé conformément aux dispositions de ladite annexe.

SIGNAUX DE RÉGLEMENTATION À L'EXCEPTION DE CEUX QUI CONCERNENT L'ARRÊT OU LE STATIONNEMENT

Article 10

Signaux de priorité

1. Les signaux destinés à notifier ou à porter à la connaissance des usagers de la route des règles particulières de priorité à des intersections sont les signaux B, 1-B, 2-B, 3 et B, 4 décrits à la section A de l'annexe 2 de la présente Convention. Les signaux destinés à porter à la connaissance des usagers une règle de priorité aux passages étroits sont les signaux B, 5 et B, 6 décrits à la section C de l'annexe 2.

2. Le signal B, 1 "CÉDEZ LE PASSAGE" sera employé pour notifier que les conducteurs doivent, à l'intersection où est placé le signal, céder le passage aux véhicules circulant sur la route dont ils s'approchent.

3. Le signal B, 2 "ARRÊT" sera employé pour notifier que les conducteurs doivent, à l'intersection où est placé le signal, marquer l'arrêt avant de s'engager dans l'intersection et céder le passage aux véhicules circulant sur la route dont ils s'approchent. Conformément au paragraphe 2 de l'article 46 de la présente Convention, tout État devra notifier au Secrétaire général s'il a choisi le modèle B, 2^a ou B, 2^b pour le signal "ARRÊT".

4. Le signal B, 2 doit être placé ailleurs qu'à une intersection lorsque les autorités compétentes jugent nécessaire de notifier aux conducteurs qu'ils doivent marquer l'arrêt à l'aplomb du signal et ne repartir qu'après s'être assurés qu'ils peuvent le faire sans danger.

5. Les signaux B, 1 et B, 2 seront placés à proximité immédiate de l'intersection, autant que possible sensiblement à l'aplomb de l'endroit où les véhicules doivent marquer l'arrêt ou que, pour céder le passage, ils ne doivent pas franchir.

6. Le signal A avec le symbole A, 23 ou le symbole A, 24 peut être employé pour présignaler les signaux B, 1 ou B, 2 respectivement. Toutefois, dans les États qui utilisent les signaux A[a] comme signaux d'avertissement de danger, les panneaux de présignalisation annonçant le signal B, 1 ou B, 2 pourront être des signaux identiques complétés par un panneau additionnel du modèle 1 indiqué à l'annexe 7 de la présente Convention.

7. Le signal B, 3 "ROUTE A PRIORITÉ" sera employé pour indiquer aux usagers d'une route qu'aux intersections de ladite route avec d'autres routes, les conducteurs de véhicules circulant sur ces autres routes, ou venant de ces autres routes, ont l'obligation de céder le passage aux véhicules circulant sur ladite route. Ce signal pourra être placé au début de la route et répété après chaque intersection; il peut, en outre, être placé avant l'intersection ou à l'intersection. Si le signal B, 3 a été placé sur une route, le signal B, 4 "FIN DE PRIORITÉ" sera placé à l'approche de l'endroit où la route cesse de bénéficier de la priorité par rapport aux autres routes. Le signal B, 4 pourra être répété à une ou plusieurs reprises avant l'endroit où la priorité cesse; le ou les signaux placés avant cet endroit porteront alors un panneau additionnel conforme au modèle 1 de l'annexe 7.

8. Si, sur une route, l'approche d'une intersection est annoncée par un signal d'avertissement de danger portant l'un des symboles A, 22, ou si la route est, à l'intersection, une route à priorité qui a été signalée comme telle par des signaux B, 3 conformément aux dispositions du paragraphe 7 du présent article, il devra être placé sur toutes les autres routes à l'intersection un signal B, 1 ou un signal B, 2; toutefois,

l'implantation des signaux B, 1 ou B, 2 n'est pas obligatoire sur les routes telles que les sentiers ou les chemins de terre, où les conducteurs qui y circulent doivent, même en l'absence de ces signaux, céder le passage à l'intersection. Un signal B, 2 ne devra être placé que si les autorités compétentes jugent utile d'obliger les conducteurs à marquer l'arrêt, notamment en raison de la mauvaise visibilité pour ces conducteurs des sections de la route dont ils s'approchent situées d'un côté ou de l'autre de l'intersection.

Article 11

Signaux d'interdiction ou de restriction

La section A de l'annexe 4 de la présente Convention décrit les signaux d'interdiction ou de restriction, à l'exception de ceux qui ont trait à l'arrêt ou au stationnement et donne leur signification. Cette section décrit également les signaux notifiant la fin de ces interdictions et restrictions ou de l'une d'entre elles.

Article 12

Signaux d'obligation

La section B de l'annexe 4 de la présente Convention décrit les signaux d'obligation et donne leur signification.

Article 13

Prescriptions communes aux signaux décrits à l'annexe 4 de la présente Convention

1. Les signaux d'interdiction ou de restriction et les signaux d'obligation seront placés dans le voisinage immédiat de l'endroit où commence l'obligation, la restriction ou l'interdiction et pourront être répétés si les autorités compétentes l'estiment nécessaire. Toutefois, ils pourront, lorsque les autorités compétentes l'estimeront utile pour des raisons de visibilité ou pour avertir les usagers à l'avance, être placés à une distance appropriée avant l'endroit où l'obligation, la restriction

ou l'interdiction s'applique. Sous les signaux placés avant l'endroit où l'obligation, la restriction ou l'interdiction s'impose, il sera placé un panneau additionnel conforme au modèle 1 de l'annexe 7.

2. Les signaux de réglementation placés à l'aplomb d'un signal indiquant le nom de l'agglomération, ou peu après un tel signal, signifient que la réglementation s'applique dans toute l'agglomération, sauf dans la mesure où une autre réglementation serait notifiée par d'autres signaux sur certaines sections de la route dans l'agglomération.

SIGNAUX D'INDICATION À L'EXCEPTION DE CEUX QUI CONCERNENT LE STATIONNEMENT

Article 14

1. L'annexe 5 de la présente Convention décrit les signaux donnant des indications utiles aux usagers de la route, à l'exception des signaux relatifs au stationnement, ou en donne des exemples; elle donne aussi certaines prescriptions pour leur emploi.

2. Les mots figurant sur les signaux d'indication i) à v) de l'alinéa c) du paragraphe 1 de l'article 5 seront, dans les pays qui n'utilisent pas l'alphabet latin, donnés dans la langue nationale et dans une translitération en caractères latins qui reproduira autant que possible la prononciation dans la langue nationale.

3. Dans les pays qui n'utilisent pas l'alphabet latin, les mots en caractères latins peuvent figurer soit sur le même signal que les mots dans la langue nationale, soit sur un signal de répétition.

4. Aucun signal ne portera d'inscriptions en plus de deux langues.

Article 15
Signaux de présignalisation

Les signaux de présignalisation seront placés à une distance de l'intersection telle que leur efficacité soit la meilleure de jour comme de nuit, compte tenu des conditions de la route et de la circulation, notamment de la vitesse usuelle des véhicules et de la distance à laquelle

le signal est visible; cette distance peut ne pas être supérieure à une cinquantaine de mètres (55 yards) dans les agglomérations, mais doit être d'au moins 500 mètres (550 yards) sur les autoroutes et les routes à circulation rapide. Les signaux peuvent être répétés. Un panneau additionnel placé au-dessous du signal peut indiquer la distance entre le signal et l'intersection; l'inscription de cette distance peut également être portée au bas du signal lui-même.

Article 16
Signaux de direction

1. Un même signal de direction peut porter le nom de plusieurs localités; ces noms doivent alors être inscrits sur le signal les uns au-dessous des autres. Il ne peut être employé, pour le nom d'une localité, des caractères plus grands que pour les autres noms que si la localité en cause est la plus importante.

2. Lorsque des distances sont données, les chiffres les indiquant doivent figurer à la même hauteur que le nom de la localité. Sur les signaux de direction qui ont la forme d'une flèche, ces chiffres seront placés entre le nom de la localité et la pointe de la flèche; sur les signaux de forme rectangulaire, ils seront placés après le nom de la localité.

Article 17
Signaux d'identification des routes

Les signaux destinés à identifier les routes soit par leur numéro, composé de chiffres, de lettre ou d'une combinaison de chiffres et de lettres, soit par leur nom, seront constitués par ce numéro ou ce nom encadré dans un rectangle ou dans un écusson. Les Parties contractantes qui ont un système de classification des routes peuvent, toutefois, remplacer le rectangle par un symbole de classification.

Article 18

Signaux de localisation

1. Les signaux de localisation peuvent être utilisés pour indiquer la frontière entre deux pays ou la limite entre deux divisions administratives du même pays ou le nom d'une agglomération, d'une rivière, d'un col, d'un site, etc.

2. Les signaux E, 9^a ou E, 9^b sont placés aux accès des agglomérations; les signaux E, 9^c ou E, 9^d sont placés aux sorties des agglomérations. La législation nationale peut prévoir que ces signaux notifient aux usagers de la route que la réglementation de la circulation est celle qui est applicable sur son territoire dans les agglomérations, à partir des signaux E, 9^a ou E, 9^b jusqu'aux signaux E, 9^c ou E, 9^d sauf dans la mesure où une autre réglementation serait notifiée par d'autres signaux sur certaines sections des routes de l'agglomération. Toutefois, le signal B, 4 devra toujours être placé, pour autant que la priorité cesse à la traversée de l'agglomération, sur les routes à priorité signalées par le signal B, 3.

3. Les signaux de localisation donnant d'autres renseignements que le nom d'une agglomération doivent être absolument distincts des signaux E, 9^a à E, 9^d, en particulier quant à la couleur.

Article 19

Signaux de confirmation

Les signaux de confirmation sont destinés à confirmer, lorsque les autorités compétentes le jugent nécessaire, par exemple à la sortie d'agglomérations importantes, la direction de la route. Ils portent les noms d'une ou de plusieurs localités dans les conditions fixées par le paragraphe 1 de l'article 16 de la présente Convention. Lorsque des distances sont mentionnées, les chiffres les indiquant sont portés après le nom de la localité.

Article 20

Signal aux passages pour piétons

Le signal E, 11[a] ou E, 11[b] est placé aux passages pour piétons lorsque les autorités compétentes l'estiment utile.

Article 21

Prescriptions communes aux divers signaux d'indication

1. Les signaux d'indication visés aux articles 15 à 20 de la présente Convention sont placés là où les autorités compétentes l'estiment utile. Les autres signaux d'indication ne sont placés, compte tenu des prescriptions du paragraphe 1 de l'article 6, que là où les autorités compétentes l'estiment indispensable; en particulier, les signaux F, 2 à F, 7 ne sont placés que sur les routes où les possibilités de dépannage, de ravitaillement en carburant, d'hébergement et de restauration sont rares.

2. Les signaux d'indication peuvent être répétés. Un panneau additionnel placé au-dessous du signal peut indiquer la distance entre le signal et l'endroit ainsi signalé; cette distance peut également figurer au bas du signal lui-même.

SIGNAUX RELATIFS À L'ARRÊT ET AU STATIONNEMENT

Article 22

L'annexe 6 de la présente Convention décrit, dans sa section A, les signaux interdisant ou limitant l'arrêt ou le stationnement et, dans sa section B, les autres signaux donnant des indications utiles pour le stationnement; elle donne la signification de ces signaux ainsi que certaines prescriptions pour leur emploi.

Chapitre III

SIGNAUX LUMINEUX DE CIRCULATION

Article 23

Signaux destinés à régler la circulation des véhicules

1. Sous réserve des dispositions du paragraphe 12 du présent article, les seuls feux qui puissent être employés comme signaux lumineux réglementant la circulation des véhicules, autres que ceux qui sont destinés exclusivement aux véhicules de transport en commun, sont les suivants et ont la signification ci-après :

a) feux non clignotants :

i) le feu vert signifie autorisation de passer; toutefois, un feu vert destiné à régler la circulation à une intersection ne donne pas aux conducteurs l'autorisation de passer si, dans la direction qu'ils vont emprunter, l'encombrement de la circulation est tel que, s'ils s'engageaient dans l'intersection, ils ne pourraient vraisemblablement pas l'avoir dégagée lors du changement de phase;

ii) le feu rouge signifie interdiction de passer; les véhicules ne doivent pas franchir la ligne d'arrêt ou, s'il n'y a pas de ligne d'arrêt , l'aplomb du signal ou, si le signal est placé au milieu ou de l'autre côté d'une intersection, ils ne doivent pas s'engager dans l'intersection ou sur un passage pour piétons à l'intersection;

iii) le feu jaune, qui doit apparaître seul ou en même temps que le feu rouge; lorsqu'il apparaît seul, il signifie qu'aucun véhicule ne doit franchir la ligne d'arrêt ou l'aplomb du signal, à moins qu'il ne s'en trouve si près, lorsque le feu s'allume, qu'il ne puisse plus s'arrêter dans des conditions de sécurité suffisantes avant d'avoir franchi la ligne d'arrêt ou l'aplomb du signal. Si le signal est placé au milieu ou de l'autre côté d'une intersection, le feu jaune signifie qu'aucun véhicule ne doit s'engager dans l'intersection ou sur un passage pour piétons à l'intersection, à moins qu'il ne s'en trouve si près, lorsque le feu s'allume, qu'il ne puisse plus s'arrêter dans des conditions de sécurité suffisantes avant de s'engager dans l'intersection ou le passage pour piétons. Lorsqu'il est montré en même temps que le feu rouge, il

signifie que le signal est sur le point de changer, mais il ne modifie pas l'interdiction de passer signifiée par le feu rouge.

b) feux clignotants :

i) - un feu rouge clignotant; ou

- deux feux rouges, clignotant alternativement, dont l'un apparaît quand l'autre s'éteint, montés sur le même support à la même hauteur et orientés dans la même direction

signifient que les véhicules ne doivent pas franchir la ligne d'arrêt ou, s'il n'y a pas de ligne d'arrêt, l'aplomb du signal; ces feux ne peuvent être employés qu'aux passages à niveau et aux entrées de ponts mobiles ou d'appontements de ferry-boats, ainsi que pour indiquer l'interdiction de passer à cause de voitures de pompiers débouchant sur la route ou de l'approche d'un aéronef dont la trajectoire coupe à faible hauteur la direction de la route;

ii) un feu jaune clignotant ou deux feux jaunes clignotant alternativement signifient que les conducteurs peuvent passer, mais avec une prudence particulière.

2. Les signaux du système tricolore se composant de trois feux, respectivement rouge, jaune et vert, non clignotants; le feu vert ne doit être allumé que lorsque les feux rouge et jaune sont éteints.

3. Les signaux du système bicolore se composant d'un feu rouge et d'un feu vert, non clignotants. Le feu rouge et le feu vert ne doivent pas s'allumer simultanément. Les signaux du système bicolore ne seront utilisés que dans des installations provisoires, réserve faite du délai prévu, au paragraphe 3 de l'article 3 de la présente Convention, pour le remplacement des installations existantes.

4. Les feux des systèmes tricolore et bicolore mentionnés aux paragraphes 2 et 3 du présent article doivent être placés soit verticalement, soit horizontalement.

5. Lorsque les feux sont placés verticalement, le feu rouge doit être en haut; lorsqu'ils sont placés horizontalement, le feu rouge doit être placé du côté opposé à celui correspondant au sens de la circulation.

6. Pour le système tricolore, le feu jaune doit être placé au milieu.

7. Dans les signaux des systèmes tricolore et bicolore mentionnés aux paragraphes 2 et 3 du présent article, tous les feux doivent être circulaires. Les feux clignotants rouges mentionnés au paragraphe 1 du présent article doivent également être circulaires.

8. Un feu jaune clignotant peut être placé seul; un tel feu peut aussi remplacer, aux heures de faible circulation, les feux du système tricolore.

9. Lorsque le feu vert d'un système tricolore présente une ou plusieurs flèches, l'allumage de cette flèche ou de ces flèches signifie que les véhicules ne peuvent prendre que la direction ou les directions ainsi indiquées. Les flèches signifiant l'autorisation d'aller tout droit auront leur pointe dirigée vers le haut.

10. Lorsqu'un signal du système tricolore comporte un ou plusieurs feux verts supplémentaires présentant une flèche ou plusieurs flèches, l'allumage de cette flèche ou de ces flèches supplémentaires signifie, quelle que soit à ce moment-là la phase en cours du système tricolore, autorisation pour les véhicules de poursuivre leur marche dans la direction ou les directions indiquées par la flèche ou les flèches; il signifie aussi que, lorsque des véhicules se trouvent sur une voie réservée à la circulation dans la direction qui est indiquée par la flèche ou que cette circulation doit emprunter, leurs conducteurs doivent, sous réserve de laisser passer les véhicules du courant de circulation dans lequel ils s'insèrent et sous réserve de ne pas mettre en danger les piétons, avancer dans la direction indiquée pour autant que leur immobilisation bloquerait la circulation de véhicules se trouvant derrière eux sur la même voie. Ces feux verts supplémentaires doivent être placés de préférence au même niveau que le feu vert normal.

11. Lorsqu'au-dessus des voies, matérialisées par des marques longitudinales, d'une chaussée à plus de deux voies il est placé des feux verts ou rouges, le feu rouge signifie l'interdiction d'emprunter la voie au-dessus de laquelle il se trouve et le feu vert signifie l'autorisation de l'emprunter. Le feu rouge ainsi placé doit avoir la forme de deux barres inclinées croisées et le feu vert la forme d'une flèche dont la pointe est dirigée vers le bas.

12. La législation nationale pourra prévoir la mise en place à certains passages à niveau d'un feu blanc lunaire clignotant à cadence lente et signifiant l'autorisation de passer.

13. Lorsque les signaux lumineux de circulation ne sont destinés qu'aux cyclistes, la restriction sera signalée, si cela est nécessaire, pour éviter toute confusion, par la silhouette d'un cycle représentée dans le signal lui-même ou par un signal de petites dimensions complété par une plaque rectangulaire où figurera un cycle.

Article 24

Signaux à l'intention des seuls piétons

1. Les seuls feux qui puissent être employés comme signaux lumineux s'adressant aux seuls piétons sont les suivants et ont la signification ci-après :

a) Feux non clignotants :

i) le feu vert signifie aux piétons autorisation de passer;

ii) le feu jaune signifie aux piétons interdiction de passer, mais permet à ceux qui sont déjà engagés sur la chaussée d'achever de traverser;

iii) le feu rouge signifie aux piétons interdiction de s'engager sur la chaussée.

b) Feux clignotants :

Le feu vert clignotant signifie que le laps de temps pendant lequel les piétons peuvent traverser la chaussée est sur le point de se terminer et que le feu rouge va s'allumer.

2. Les signaux lumineux destinés aux piétons seront de préférence du système bicolore comportant deux feux, respectivement rouge et vert; toutefois, ils peuvent être du système tricolore comportant trois feux, respectivement rouge, jaune et vert. Il ne sera jamais allumé deux feux simultanément.

3. Les feux seront disposés verticalement, le feu rouge étant toujours en haut et le feu vert toujours en bas. De préférence, le feu rouge aura

la forme d'un piéton immobile, ou de piétons immobiles, et le feu vert la forme d'un piéton en marche, ou de piétons en marche.

4. Les signaux lumineux pour piétons doivent être conçus et placés de manière à exclure toute possibilité d'être interprétés par les conducteurs comme étant des signaux lumineux destinés à régler la circulation des véhicules.

Chapitre IV
MARQUES ROUTIÈRES

Article 25

Les marques sur la chaussée (marques routières) sont employées, lorsque l'autorité compétente le juge nécessaire, pour régler la circulation, avertir ou guider les usagers de la route. Elles peuvent être employées soit seules, soit avec d'autres moyens de signalisation qui en renforcent ou en précisent les indications.

Article 26

1. Une marque longitudinale consistant en une ligne continue apposée sur la surface de la chaussée signifie qu'il est interdit à tout véhicule de la franchir ou de la chevaucher, ainsi que, lorsque la marque sépare les deux sens de circulation, de circuler de celui des côtés de cette marque qui est, pour le conducteur, opposé au bord de la chaussée correspondant au sens de la circulation. Une marque longitudinale constituée par deux lignes continues a la même signification.

2. a) Une marque longitudinale consistant en une ligne discontinue apposée sur la surface de la chaussée n'a pas de signification d'interdiction, mais est destinée

i) soit à délimiter les voies en vue de guider la circulation;

ii) soit à annoncer l'approche d'une ligne continue, et l'interdiction notifiée par celle-ci, ou l'approche d'un autre passage présentant un risque particulier.

b) Le rapport entre la longueur de l'intervalle entre traits et la longueur du trait sera nettement plus faible dans les lignes discontinues qui sont utilisées pour les buts visés à l'alinéa a) ii) du présent paragraphe

que dans celles qui sont utilisées pour les buts visés à l'alinéa a) i) dudit paragraphe.

3. Lorsqu'une marque longitudinale consiste en une ligne continue accolée sur la surface de la chaussée à une ligne discontinue, les conducteurs ne doivent tenir compte que de la ligne qui est située de leur côté. Cette disposition n'empêche pas les conducteurs qui ont effectué un dépassement autorisé de reprendre leur place normale sur la chaussée.

4. Au sens du présent article, ne sont pas des marques longitudinales les lignes longitudinales qui délimitent, pour les rendre plus visibles, les bords de la chaussée ou qui, reliées à des lignes transversales, délimitent sur la surface de la chaussée des emplacements de stationnement.

Article 27

1. Une marque transversale consistant en une ligne continue ou en deux lignes continues adjacentes apposées sur la largeur d'une ou de plusieurs voies de circulation indique la ligne de l'arrêt imposé par le signal B, 2 "ARRÊT" visé au paragraphe 3 de l'article 10 de la présente Convention. Une telle marque peut aussi être employée pour indiquer la ligne de l'arrêt éventuellement imposé par un signal lumineux, par un signal donné par l'agent chargé de la circulation ou devant un passage à niveau. Avant des marques accompagnant un signal B, 2, il peut être apposé sur la chaussée le mot "STOP".

2. A moins que ce ne soit pas techniquement possible, la marque transversale décrite au paragraphe 1 du présent article sera apposée chaque fois qu'il est placé un signal B, 2.

3. Une marque transversale consistant en une ligne discontinue, ou en deux lignes discontinues accolées, apposée sur la largeur d'une ou de plusieurs voies de circulation, indique la ligne que les véhicules ne doivent pas normalement franchir lorsqu'ils ont à céder le passage en vertu d'un signal B, 1 "CÉDEZ LE PASSAGE" visé au paragraphe 2 de l'article 10 de la présente Convention. Avant une telle marque, il peut être dessiné sur la chaussée, pour symboliser le signal B, 1, un triangle à bordure large, dont un côté est parallèle à la marque et dont le sommet opposé est dirigé vers les véhicules qui approchent.

4. Pour marquer les passages prévus pour la traversée de la chaussée par les piétons, il sera apposé de préférence des bandes assez larges, parallèles à l'axe de la chaussée.

5. Pour marquer les passages prévus pour la traversée de la chaussée par les cyclistes, il sera employé soit des lignes transversales, soit d'autres marques ne pouvant être confondues avec les marques apposées aux passages pour piétons.

Article 28

1. D'autres marques sur la chaussée, telles que des flèches, des raies parallèles ou obliques ou des inscriptions, peuvent être employées pour répéter les indications des signaux ou pour donner aux usagers de la route des indications qui ne peuvent leur être fournies de façon appropriée par des signaux. De telles marques seront notamment utilisées pour indiquer les limites des zones ou bandes de stationnement, les arrêts d'autobus ou de trolleybus où le stationnement est interdit, ainsi que la présélection avant les intersections, Toutefois, lorsqu'une flèche est apposée sur une chaussée divisée en voies de circulation au moyen de marques longitudinales, les conducteurs doivent suivre la direction ou l'une des directions indiquées sur la voie où ils se trouvent.

2. Sous réserve des dispositions du paragraphe 4 de l'article 27 de la présente Convention relatives aux passages pour piétons, le marquage d'une zone de la chaussée ou d'une zone faisant légèrement saillie au-dessus du niveau de la chaussée par des raies obliques parallèles encadrées par une bande continue ou par des bandes discontinues signifie, si la bande est continue, que les véhicules ne doivent pas entrer dans cette zone et, si les bandes sont discontinues, que les véhicules ne doivent pas entrer dans la zone à moins que cette manoeuvre ne présente manifestement aucun danger ou qu'elle ait pour but de rejoindre une rue transversale située de l'autre côté de la chaussée.

3. Une ligne en zigzag sur le côté de la chaussée signifie qu'il est interdit de stationner du côté en cause de la chaussée sur la longueur de cette ligne.

Article 29

1. Les marques sur la chaussée mentionnées aux articles 26 à 28 de la présente Convention peuvent être peintes sur la chaussée ou apposées de toute autre manière, pourvu que celle-ci soit aussi efficace.

2. Si les marques sur la chaussée sont peintes, elles seront de couleur jaune ou blanche, la couleur bleue pouvant toutefois être employée pour les marques indiquant les emplacements où le stationnement est permis ou limité. Lorsque, sur le territoire d'une Partie contractante, les deux couleurs jaune et blanche sont employées, les marques de même catégorie devront être de même couleur. Pour l'application du présent paragraphe, le terme "blanc" couvre les nuances argent ou gris clair.

3. Dans le tracé des inscriptions, des symboles et des flèches que comportent les marques, il sera tenu compte de la nécessité d'allonger considérablement les dimensions dans la direction de la circulation en raison de l'angle très faible sous lequel ces inscriptions, ces symboles et ces flèches sont vus par les conducteurs.

4. Il est recommandé que les marques routières destinées aux véhicules en mouvement soient réflectorisées si l'intensité de la circulation l'exige et si l'éclairage est mauvais ou inexistant.

Article 30

L'annexe 8 de la présente Convention constitue un ensemble de recommandations relatives aux schémas et dessins des marques routières.

Chapitre V
DIVERS

Article 31
Signalisation des chantiers

1. Les limites des chantiers sur la chaussée seront nettement signalées.

2. Lorsque l'importance des chantiers et de la circulation le justifie, il sera disposé, pour signaler les limites des chantiers sur la chaussée,

des barrières, intermittentes ou continues, peintes en bandes alternées blanches et rouges, jaunes et rouges, noires et blanches ou noires et jaunes, et, en outre, de nuit si les barrières ne sont pas réflectorisées, des feux et des dispositifs réfléchissants. Les dispositifs réfléchissants et les feux fixes seront de couleur rouge ou jaune foncé et les feux clignotants de couleur jaune foncé. Toutefois :

a) pourront être blancs, les feux et les dispositifs qui sont visibles seulement dans un sens de circulation et qui signalent les limites du chantier opposées à ce sens de circulation;

b) pourront être blancs ou jaune clair, les feux et les dispositifs qui signalent les limites d'un chantier séparant les deux sens de la circulation.

Article 32
Marquage lumineux ou réfléchissant

Toute Partie contractante adoptera pour l'ensemble de son territoire la même couleur ou le même système de couleurs pour les feux ou les dispositifs réfléchissants utilisés pour signaler le bord de la chaussée.

PASSAGES À NIVEAU

Article 33

1\. a) Si une signalisation est installée à l'aplomb d'un passage à niveau pour annoncer l'approche des trains ou l'imminence de la fermeture des barrières ou demi-barrières, elle sera constituée par un feu rouge clignotant ou par des feux rouges clignotant alternativement, ainsi qu'il est prévu au paragraphe 1 b) de l'article 23 de la présente Convention. Toutefois,

i) les feux rouges clignotants peuvent être complétés ou remplacés par un signal lumineux du système tricolore rouge-jaune-vert, décrit au paragraphe 2 de l'article 23 de la présente Convention, ou par un tel signal dans lequel manque le feu vert, si d'autres signaux lumineux tricolores se trouvent sur la route peu avant le passage à niveau ou si le passage à niveau est muni de barrières;

ii) sur les chemins de terre où la circulation est très faible et sur les chemins pour piétons, il peut n'être employé qu'un signal sonore.

b) Dans tous les cas, la signalisation lumineuse peut être complétée par un signal sonore.

2. Les signaux lumineux seront implantés au bord de la chaussée correspondant au sens de la circulation; lorsque les circonstances l'exigent, par exemple les conditions de visibilité des signaux ou l'intensité de la circulation, les signaux seront répétés de l'autre côté de la route. Toutefois, si les conditions locales le font juger préférable, les feux pourront être répétés sur un refuge au milieu de la chaussée, ou placés au-dessus de la chaussée.

3. Conformément au paragraphe 4 de l'article 10 de la présente Convention, le signal B, 2 "ARRÊT" peut être placé à un passage à niveau sans barrières, ni demi-barrières, ni signalisation lumineuse avertissant de l'approche des trains; aux passages à niveau munis de ce signal, les conducteurs doivent marquer l'arrêt à hauteur de la ligne d'arrêt, ou, en l'absence de celle-ci, à l'aplomb du signal, et ne repartir qu'après s'être assurés qu'aucun train n'approche.

Article 34

1. Aux passages à niveau équipés de barrières, ou de demi-barrières placées en chicane de chaque côté de la voie ferrée, la présence de ces barrières ou demi-barrières en travers de la route signifie qu'aucun usager de la route n'a le droit de franchir l'aplomb de la barrière ou demi-barrière le plus proche; le mouvement des barrières pour se placer en travers de la route et le mouvement des demi-barrières ont la même signification.

2. La présentation du ou des feux rouges mentionnés à l'alinéa a) du paragraphe 1 de l'article 33 de la présente Convention, ou la mise en action du signal sonore mentionné audit paragraphe, signifie également qu'aucun usager de la route n'a le droit de franchir la ligne d'arrêt ou, s'il n'y a pas de ligne d'arrêt, l'aplomb du signal. La présentation du feu jaune

du système tricolore mentionné à l'alinéa a) i) du paragraphe 1 de l'article 33 signifie qu'aucun usager de la route n'a le droit de franchir la ligne d'arrêt ou, s'il n'y a pas de ligne d'arrêt, l'aplomb du signal, sauf pour les véhicules qui s'en trouveraient si près lorsque le feu jaune s'allume qu'ils ne pourraient plus s'arrêter dans des conditions de sécurité suffisantes avant l'aplomb de ce signal.

Article 35

1. Les barrières et les demi-barrières des passages à niveau seront marquées distinctement en bandes alternées de couleurs rouge et blanche, rouge et jaune, noire et blanche ou jaune et noire. Elles pourront, toutefois, n'être colorées qu'en blanc ou jaune à condition d'être munies au centre d'un grand disque rouge.

2. A tout passage à niveau sans barrières ni demi-barrières, il sera placé, au voisinage immédiat de la voie ferrée, le signal B, 7 décrit à l'annexe 3. S'il existe une signalisation lumineuse de l'approche des trains ou un signal B, 2 "ARRÊT", le signal B, 7 sera placé sur le même support que cette signalisation ou le signal B, 2. L'apposition du signal B, 7 n'est pas obligatoire :

a) aux croisements de routes et de voies ferrées où à la fois la circulation ferroviaire est très lente et la circulation routière est réglée par un convoyeur de véhicules ferroviaires faisant avec le bras les signaux nécessaires;

b) aux croisements de voies ferrées et de chemins de terre où la circulation est très faible ou de chemins pour piétons.

3. Au-dessous de tout signal d'avertissement de danger portant un des symboles A, 26 ou A, 27, décrits à l'annexe 3 de la présente Convention, il peut être placé un panneau rectangulaire à grand côté vertical portant trois barres obliques rouges sur fond blanc ou jaune, mais alors il sera placé approximativement au tiers et aux deux tiers de la distance entre le signal et la voie ferrée, des signaux supplémentaires constitués par des panneaux de forme identique et portant respectivement une ou deux barres obliques rouges sur fond blanc ou jaune. Ces signaux peuvent être

répétés sur le côté opposé de la chaussée. La section C de l'annexe 3 de la présente Convention précise la description des panneaux mentionnés dans le présent paragraphe.

Article 36

1. En raison du danger particulier des passages à niveau, les Parties contractantes s'engagent

a) à faire placer avant tout passage à niveau un des signaux d'avertissement de danger portant un des symboles A, 26 ou A, 27; toutefois, un signal pourra ne pas être placé

i) dans les cas spéciaux qui peuvent se présenter dans les agglomérations;

ii) sur les chemins de terre et les sentiers où la circulation de véhicules à moteur est exceptionnelle;

b) à faire équiper tout passage à niveau de barrières ou de demi-barrières ou d'une signalisation de l'approche des trains, sauf si les usagers de la route peuvent voir la voie ferrée de part et d'autre dudit passage, de telle sorte que, compte tenu notamment de la vitesse maximale des trains, un conducteur de véhicule routier approchant de la voie ferrée, d'un côté ou de l'autre, ait le temps de s'arrêter avant de s'engager sur le passage à niveau si le train est en vue et de telle sorte aussi que les usagers de la route qui se trouveraient déjà engagés sur le passage au moment où le train apparaît aient le temps d'achever la traversée; toutefois, les Parties contractantes pourront déroger aux dispositions du présent alinéa aux passages à niveau où la vitesse des trains est relativement lente ou bien où la circulation routière de véhicules à moteur est faible;

c) à faire équiper d'une des signalisations de l'approche des trains visées au paragraphe 1 de l'article 33 de la présente Convention tout passage à niveau muni de barrières ou de demi-barrières dont la manoeuvre est commandée depuis un poste d'où elles ne sont pas visibles;

d) à faire équiper d'une des signalisations de l'approche des trains visées au paragraphe 1 de l'article 33 de la présente Convention

tout passage à niveau muni de barrières ou de demi-barrières dont la manoeuvre est commandée automatiquement par l'approche des trains;

e) pour renforcer la visibilité des barrières et des demi-barrières, à les faire munir de matériaux ou dispositifs réfléchissants et éventuellement à les éclairer pendant la nuit; en outre, sur les routes où la circulation automobile est importante pendant la nuit, à munir de matériaux ou dispositifs réfléchissants et, éventuellement, à éclairer pendant la nuit les signaux d'avertissement de danger placés avant le passage à niveau;

f) autant que possible, à proximité des passages à niveau équipés de demi-barrières, à faire apposer au milieu de la chaussée une marque longitudinale interdisant aux véhicules qui s'approchent du passage à niveau d'empiéter sur la moitié de la chaussée opposée au sens de la circulation, voire à y implanter des îlots directionnels séparant les deux sens de la circulation.

2. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas dans les cas visés à la dernière phrase du paragraphe 2 de l'article 35 de la présente Convention.

Chapitre VI
DISPOSITIONS FINALES

Article 37

1. La présente Convention sera ouverte au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York jusqu'au 31 décembre 1969 à la signature de tous les États Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres de l'une de ses institutions spécialisées ou de l'Agence internationale de l'énergie atomique ou Parties au Statut de la Cour internationale de Justice, et de tout autre État invité par l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies à devenir Partie à la Convention.

2. La présente Convention est sujette à ratification. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

3. La présente Convention restera ouverte à l'adhésion de tout État visé au paragraphe 1 du présent article. Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du Secrétaire général.

Article 38

1. Tout État pourra, au moment où il signera ou ratifiera la présente Convention ou y adhérera, ou à tout moment ultérieur, déclarer par notification adressée au Secrétaire général que la Convention devient applicable à tous les territoires dont il assure les relations internationales ou à l'un quelconque d'entre eux. La Convention deviendra applicable au territoire ou aux territoires désigné(s) dans la notification trente jours après la date à laquelle le Secrétaire général aura reçu cette notification ou à la date d'entrée en vigueur de la Convention pour l'État adressant la notification, si cette date est postérieure à la précédente.

2. Tout État qui fait la notification visée au paragraphe 1 du présent article devra, au nom des territoires pour lesquels il l'a faite, adresser une notification contenant les déclarations prévues au paragraphe 2 de l'article 46 de la présente Convention.

3. Tout État qui aura fait une déclaration en vertu du paragraphe 1 du présent article pourra à toute date ultérieure, par notification adressée au Secrétaire général, déclarer que la Convention cessera d'être applicable au territoire désigné dans la notification et la Convention cessera d'être applicable audit territoire un an après la date de réception de cette notification par le Secrétaire général.

Article 39

1. La présente Convention entrera en vigueur douze mois après la date du dépôt du quinzième instrument de ratification ou d'adhésion.

2. Pour chaque État qui ratifiera la présente Convention ou y adhérera après le dépôt du quinzième instrument de ratification ou d'adhésion, la Convention entrera en vigueur douze mois après la date du dépôt, par cet État, de son instrument de ratification ou d'adhésion.

Article 40

A son entrée en vigueur, la présente Convention abrogera et remplacera dans les relations entre les Parties contractantes la Convention sur l'unification de la signalisation routière ouverte à la signature à Genève le 30 mars 1931, ou le Protocole relatif à la signalisation routière ouvert à la signature à Genève le 19 septembre 1949.

Article 41

1. Après une période d'un an à dater de l'entrée en vigueur de la présente Convention, toute Partie contractante pourra proposer un ou plusieurs amendements à la Convention. Le texte de toute proposition d'amendement, accompagné d'un exposé des motifs, sera adressé au Secrétaire général qui le communiquera à toutes les Parties contractantes. Les Parties contractantes auront la possibilité de lui faire savoir, dans le délai de douze mois suivant la date de cette communication : a) si elles acceptent l'amendement, ou b) si elles le rejettent, ou c) si elles désirent qu'une conférence soit convoquée pour l'examiner. Le Secrétaire général transmettra également le texte de l'amendement proposé à tous les autres États visés au paragraphe premier de l'article 37 de la présente Convention.

2. a) Toute proposition d'amendement qui aura été communiquée conformément aux dispositions du paragraphe précédent sera réputée acceptée si, dans le délai de douze mois susmentionné, moins du tiers des Parties contractantes informent le Secrétaire général soit qu'elles rejettent l'amendement, soit qu'elles désirent qu'une conférence soit convoquée pour l'examiner. Le Secrétaire général notifiera à toutes les Parties contractantes toute acceptation ou tout rejet de l'amendement proposé et toute demande de convocation d'une conférence. Si le nombre total des rejets et des demandes reçus pendant le délai spécifié de douze mois est inférieur au tiers du nombre total des Parties contractantes, le Secrétaire général notifiera à toutes les Parties contractantes que l'amendement entrera en vigueur six mois après l'expiration du délai de douze mois spécifié au paragraphe précédent pour toutes les Parties contractantes, à l'exception de celles qui, pendant le délai spécifié, ont rejeté l'amendement ou demandé la convocation d'une conférence pour l'examiner.

b) Toute Partie contractante qui, pendant ledit délai de douze mois, aura rejeté une proposition d'amendement ou demandé la convocation d'une conférence pour l'examiner, pourra, à tout moment après l'expiration de ce délai, notifier au Secrétaire général qu'elle accepte l'amendement, et le Secrétaire général communiquera cette notification à toutes les autres Parties contractantes. L'amendement entrera en vigueur pour les Parties contractantes qui auront notifié leur acceptation six mois après que le Secrétaire général aura reçu leur notification.

3. Si un amendement proposé n'a pas été accepté conformément au paragraphe 2 du présent article et si, dans le délai de douze mois spécifié au paragraphe 1 du présent article, moins de la moitié du nombre total des Parties contractantes informent le Secrétaire général qu'elles rejettent l'amendement proposé et si un tiers au moins du nombre total des Parties contractantes, mais pas moins de dix, l'informent qu'elles l'acceptent ou qu'elles désirent qu'une conférence soit réunie pour l'examiner, le Secrétaire général convoquera une conférence en vue d'examiner l'amendement proposé ou toute autre proposition dont il serait saisi en vertu du paragraphe 4 du présent article.

4. Si une conférence est convoquée conformément aux dispositions du paragraphe 3 du présent article, le Secrétaire général y invitera tous les États visés au paragraphe 1 de l'article 37 de la présente Convention. Il demandera à tous les États invités à la Conférence de lui présenter, au plus tard six mois avant sa date d'ouverture, toutes propositions qu'ils souhaiteraient voir examiner également par ladite conférence en plus de l'amendement proposé, et il communiquera ces propositions, trois mois au moins avant la date d'ouverture de la conférence, à tous les États invités à la conférence.

5. a) Tout amendement à la présente Convention sera réputé accepté s'il a été adopté à la majorité des deux tiers des États représentés à la conférence, à condition que cette majorité groupe au moins les deux tiers des Parties contractantes représentées à la conférence. Le Secrétaire général notifiera à toutes les Parties contractantes l'adoption de l'amendement et celui-ci entrera en vigueur douze mois après la date de cette notification pour toutes les Parties contractantes, à l'exception de celles qui, durant ce délai, auront notifié au Secrétaire général qu'elles rejettent l'amendement.

b) Toute Partie contractante qui aura rejeté un amendement pendant ledit délai de douze mois pourra, à tout moment, notifier au Secrétaire général qu'elle l'accepte, et le Secrétaire général communiquera cette notification à toutes les autres Parties contractantes. L'amendement entrera en vigueur pour la Partie contractante qui aura notifié son acceptation six mois après la date à laquelle le Secrétaire général aura reçu la notification ou à la fin dudit délai de douze mois, si la date en est postérieure à la précédente.

6. Si la proposition d'amendement n'est pas réputée acceptée conformément au paragraphe 2 du présent article, et si les conditions prescrites au paragraphe 3 du présent article pour la convocation d'une conférence ne sont pas réunies, la proposition d'amendement sera réputée rejetée.

Article 42

Toute Partie contractante pourra dénoncer la présente Convention par notification écrite adressée au Secrétaire général. La dénonciation prendra effet un an après la date à laquelle le Secrétaire général en aura reçu notification.

Article 43

La présente Convention cessera d'être en vigueur si le nombre des Parties contractantes est inférieur à cinq pendant une période quelconque de douze mois consécutifs.

Article 44

Tout différend entre deux ou plusieurs Parties contractantes touchant l'interprétation ou l'application de la présente Convention que les Parties n'auraient pu régler par voie de négociation ou d'autre manière, pourra être porté, à la requête de l'une quelconque des Parties contractantes intéressées, devant la Cour internationale de Justice pour être tranché par elle.

Article 45

Aucune disposition de la présente Convention ne sera interprétée comme interdisant à une Partie contractante de prendre les mesures compatibles avec les dispositions de la Charte des Nations Unies et limitées aux exigences de la situation qu'elle estime nécessaires pour sa sécurité extérieure ou intérieure.

Article 46

1. Tout État pourra, au moment où il signera la présente Convention, ou déposera son instrument de ratification ou d'adhésion, déclarer qu'il ne se considère pas lié par l'article 44 de la présente Convention. Les autres Parties contractantes ne seront pas liées par l'article 44 vis-à-vis de l'une quelconque des Parties contractantes qui aura fait une telle déclaration.

2. a) Au moment où il dépose son instrument de ratification ou d'adhésion, tout Etat déclarera, par notification adressée au Secrétaire général, aux fins d'application de la présente Convention:

i) lequel des modèles A^a et A^b il choisit comme signal d'avertissement de danger (article 9, paragraphe 1), et

ii) lequel des modèles B, 2^a et B, 2^b il choisit comme signal d'arrêt (article 10, paragraphe 3).

A tout moment, tout État pourra ultérieurement, par notification adressée au Secrétaire général, modifier son choix en remplaçant sa déclaration par une autre.

b) Au moment où il dépose son instrument de ratification ou d'adhésion, tout État peut déclarer, par notification adressée au Secrétaire général, qu'il assimilera les cyclomoteurs aux motocycles aux fins d'application de la présente Convention (article 1 l)).

A tout moment, tout État pourra ultérieurement, par notification adressée au Secrétaire général, retirer sa déclaration.

3. Les déclarations prévues au paragraphe 2 du présent article prendront effet six mois après la date à laquelle le Secrétaire général en

aura reçu notification ou à la date d'entrée en vigueur de la Convention pour l'État qui fait la déclaration, si cette date est postérieure à la précédente.

4. Les réserves à la présente Convention et à ses annexes, autres que la réserve prévue au paragraphe 1 du présent article, sont autorisées à condition qu'elles soient formulées par écrit et, si elles ont été formulées avant le dépôt de l'instrument de ratification ou d'adhésion, qu'elles soient confirmées dans ledit instrument. Le Secrétaire général communiquera lesdites réserves à tous les États visés au paragraphe 1 de l'article 37 de la présente Convention.

5. Toute Partie contractante qui aura formulé une réserve ou fait une déclaration en vertu des paragraphes 1 et 4 du présent article pourra, à tout moment, la retirer par notification adressée au Secrétaire général.

6. Toute réserve faite conformément au paragraphe 4 du présent article

a) modifie, pour la Partie contractante qui a formulé ladite réserve, les dispositions de la Convention sur lesquelles porte la réserve dans les limites de celle-ci;

b) modifie ces dispositions dans les mêmes limites pour les autres Parties contractantes pour ce qui est de leurs relations avec la Partie contractante ayant notifié la réserve.

Article 47

Outre les déclarations, notifications et communications prévues aux articles 41 et 46 de la présente Convention, le Secrétaire général notifiera à tous les Etats visés au paragraphe 1 de l'article 37 :

a) les signatures, ratifications et adhésions au titre de l'article 37;

b) les déclarations au titre de l'article 38;

c) les dates d'entrée en vigueur de la présente Convention en vertu de l'article 39;

d) la date d'entrée en vigueur des amendements à la présente Convention, conformément aux paragraphes 2 et 5 de l'article 41;

e) les dénonciations au titre de l'article 42;

f) l'abrogation de la présente Convention au titre de l'article 43.

Article 48

L'original de la présente Convention, fait en un seul exemplaire, en langues anglaise, chinoise, espagnole, française et russe, les cinq textes faisant également foi, sera déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui en transmettra des copies certifiées conformes à tous les États visés au paragraphe 1 de l'article 37 de la présente Convention.

EN FOI DE QUOI les plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, ont signé la présente Convention.

FAIT à Vienne ce huitième jour de novembre mil neuf cent soixante huit.

Annexe 1

SIGNAUX D'AVERTISSEMENT DE DANGER À L'EXCEPTION DE CEUX QUI SONT PLACÉS À L'APPROCHE DES INTERSECTIONS OU DES PASSAGES À NIVEAU

Note : Pour les signaux d'avertissement de danger à l'approche des intersections, voir la section B de l'annexe 2. Pour les signaux d'avertissement de danger placés à l'approche des passages à niveau, voir les sections A et C de l'annexe 3.

SECTION A. MODÈLES DE SIGNAUX D'AVERTISSEMENT DE DANGER

Le signal A "AVERTISSEMENT DE DANGER" est du modèle A^a ou du modèle A^b. Le modèle A^a est un triangle équilatéral dont un côté est horizontal et dont le sommet opposé est en haut; le fond est blanc ou jaune, la bordure est rouge. Le modèle A^b est un carré dont une diagonale est verticale; le fond est jaune, la bordure qui se réduit à un listel est noire. Les symboles qui sont placés sur ces signaux sont, sauf indication contraire dans leur description, noirs ou bleu foncé.

Le côté des signaux A^a de dimensions normales est d'environ 0,90 m (3 pieds); le côté des signaux A^a de petites dimensions ne doit pas être inférieur à 0,60 m (2 pieds). Le côté des signaux A^b de dimensions normales est d'environ 0,60 m (2 pieds); le côté des signaux A^b de petites dimensions ne doit pas être inférieur à 0,40 m (1 pied 4 pouces).

Pour le choix entre les modèles A^a et A^b, voir le paragraphe 2 de l'article 5 et le paragraphe 1 de l'article 9 de la Convention.

SECTION B. SYMBOLES DES SIGNAUX D'AVERTISSEMENT DE DANGER ET PRESCRIPTIONS POUR L'EMPLOI DE CES SIGNAUX

1. Virage dangereux ou Virages dangereux

Pour annoncer l'approche d'un virage dangereux ou d'une succession de virages dangereux, il sera employé, selon le cas, l'un des signaux suivants :

A, 1^a : VIRAGE À GAUCHE,

A, 1^b : VIRAGE À DROITE,

A, 1^c : DOUBLE VIRAGE, OU SUCCESSION DE PLUS DE DEUX VIRAGES, LE PREMIER À GAUCHE,

A, 1^d : DOUBLE VIRAGE, OU SUCCESSION DE PLUS DE DEUX VIRAGES, LE PREMIER À DROITE.

2. Descente dangereuse

Pour annoncer l'approche d'une descente à forte inclinaison, il sera employé avec le signal du modèle A^a, le symbole A, 2^a, et avec le signal du modèle A^b, le symbole A, 2^b.

La partie gauche du symbole A, 2^a occupe l'angle gauche du panneau du signal et sa base s'étend sur toute la largeur de ce panneau. Dans les symboles A, 2^a et A, 2^b, le chiffre indique la pente en pourcentage; cette indication peut être remplacée par celle d'un rapport (1 : 10). Toutefois, les Parties contractantes pourront, au lieu du symbole A, 2^a ou A, 2^b, mais en tenant compte, autant qu'il lui sera possible, des dispositions du paragraphe 2 b) de l'article 5 de la Convention, choisir, si elles ont adopté le modèle de signal A^a, le symbole A, 2^c et, si elles ont adopté le modèle A^b, le symbole A, 2^d.

3. Montée à forte inclinaison

Pour annoncer l'approche d'une montée à forte inclinaison, il sera employé, avec le modèle de signal A^a, le symbole A, 3^a et, avec le modèle A^b, le symbole A, 3^b.

La partie droite du symbole A, 3^a occupe l'angle droit du panneau du signal et sa base s'étend sur toute la largeur de ce panneau. Dans les symboles A, 3^a et A, 3^b, le chiffre indique la pente en pourcentage; cette indication peut être remplacée par celle d'un rapport (1 : 10). Toutefois, les Parties contractantes ayant choisi le symbole A, 2^c comme symbole de descente dangereuse pourront, au lieu du symbole A, 3^a, choisir le symbole A, 3^c et les Parties contractantes ayant choisi le symbole A, 2^d pourront au lieu du symbole A, 3^b, choisir le symbole A, 3^d.

4. Chaussée rétrécie

Pour annoncer l'approche d'un rétrécissement de la chaussée, il sera employé le symbole A, 4^a, ou un symbole indiquant plus clairement la configuration des lieux, tel que A, 4^b.

5. Pont mobile

Pour annoncer l'approche d'un pont mobile, il sera employé le symbole A, 5.

Au-dessous du signal d'avertissement comportant ce symbole A, 5, il pourra être placé un panneau rectangulaire du modèle A, 29^a décrit à l'annexe 3, Section C, mais il sera alors placé, approximativement au tiers et aux deux tiers de la distance entre le signal comportant le symbole A, 5 et le pont mobile, des panneaux des modèles A, 29^b et A, 29^c décrits à ladite annexe.

6. Débouché sur un quai ou une berge

Pour annoncer que la route va déboucher sur un quai ou une berge, il sera employé le symbole A, 6.

7. <u>Profil irrégulier</u>

Pour annoncer l'approche de cassis, de ponts en dos d'âne, de dos d'âne ou de passages où la chaussée est en mauvais état, il sera employé le symbole A, 7^{a}.

Pour annoncer un pont en dos d'âne ou un dos d'âne, le symbole A, 7^{a} pourra être remplacé par le symbole A, 7^{b}.

Pour annoncer un cassis, le symbole A, 7^{a} peut être remplacé par le symbole A, 7^{c}.

8. <u>Chaussée glissante</u>

Pour annoncer l'approche d'une section de route où la chaussée risque d'être particulièrement glissante, il sera employé le symbole A, 8.

9. <u>Projections de gravillons</u>

Pour annoncer l'approche d'une section de route où des projections de gravillons risquent de se produire, il sera employé, avec le signal du modèle A^{a}, le symbole A, 9^{a}, et avec le signal du modèle A^{b}, le symbole A, 9^{b}.

Dans le cas où le sens de la circulation est à gauche, le symbole sera inversé.

10. <u>Chutes de pierres</u>

Pour annoncer l'approche d'un passage où un danger existe du fait de chutes de pierres et de la présence de pierres sur la route qui en resulte, il sera employé, avec le signal du modèle A^{a}, le symbole A, 10^{a} , et avec le signal du modèle A^{b}, le symbole A, 10^{b}.

Dans les deux cas, la partie droite du symbole occupe le coin droit du panneau de signalisation.

Le symbole peut être inversé.

11. <u>Passage pour piétons</u>

Pour annoncer un passage pour piétons indiqué soit par des marques sur la chaussée, soit par les signaux E, 11^a ou E, 11^b, il sera employé le symbole A, 11, dont il existe deux modèles : A, 11^a et A, 11^b.

Le symbole peut être inversé.

12. <u>Enfants</u>

Pour annoncer l'approche d'un passage fréquenté par des enfants, tel que la sortie d'une école ou d'un terrain de jeux, il sera employé le symbole A, 12.

Le symbole peut être inversé.

13. <u>Débouché de cyclistes</u>

Pour annoncer l'approche d'un passage où fréquemment des cyclistes débouchent sur la route ou la traversent, il sera employé le symbole A, 13.

Le symbole peut être inversé.

14. <u>Passage de bétail et d'autres animaux</u>

Pour annoncer l'approche d'une section de route où existe un risque particulier de traversée de la route par des animaux, il sera employé un symbole représentant la silhouette d'un animal de l'espèce, domestique ou vivant en liberté, dont il s'agit principalement, tel que : le symbole A, 14^a pour un animal domestique et le symbole A, 14^b pour un animal vivant en liberté.

Le symbole peut être inversé.

15. <u>Travaux</u>

Pour annoncer l'approche d'une section de route où des travaux sont en cours, il sera employé le symbole A, 15.

16. Signalisation lumineuse

S'il est jugé indispensable d'annoncer l'approche d'un passage où la circulation est réglée par des feux tricolores de signalisation, parce que les usagers de la route ne peuvent guère s'attendre à rencontrer un tel passage, il sera employé le symbole A, 16. Il y a trois modèles de symbole A, 16 : A, 16ª; A, 16ᵇ; A, 16ᶜ qui correspondent à la disposition des feux dans le système tricolore décrit aux paragraphes 4 à 6 de l'article 23 de la Convention.

Ce symbole est en trois couleurs, celles des feux dont il annonce l'approche.

17. Aérodrome

Pour annoncer l'approche d'un passage où la route risque d'être survolée à basse altitude par des aéronefs décollant ou atterrissant sur un aérodrome, il sera employé le symbole A, 17.

Le symbole peut être inversé.

18. Vent latéral

Pour annoncer l'approche d'une section de route où souffle fréquemment un vent latéral violent, il sera employé le symbole A, 18.

Le symbole peut être inversé.

19. Circulation dans les deux sens

Pour annoncer l'approche d'une section de route où la circulation se fait, provisoirement ou de façon permanente, dans les deux sens et sur la même chaussée alors que dans la section précédente elle se faisait sur une route à sens unique ou sur une route avec plusieurs chaussées réservées pour la circulation à sens unique, il sera employé le symbole A, 19.

Le signal portant ce symbole sera répété à l'entrée de la section ainsi que, aussi souvent qu'il sera nécessaire, sur la section. Lorsque le sens de la circulation est à gauche, les flèches seront inversées.

20. Autres dangers

Pour annoncer l'approche d'un passage comportant un danger autre que ceux qui sont énumérés aux paragraphes 1 à 19 ci-dessus ou aux annexes 2 et 3, il pourra être employé le symbole A, 20.

Les Parties contractantes peuvent, toutefois, adopter des symboles expressifs conformément aux dispositions du paragraphe 1 a) ii) de l'article 3 de la Convention.

Le signal A, 20 peut être employé notamment pour annoncer les traversées de voies ferrées où à la fois la circulation ferroviaire est très lente et la circulation routière est réglée par un convoyeur de véhicules ferroviaires faisant avec le bras les signaux nécessaires.

Annexe 2

SIGNAUX RÉGLEMENTANT LA PRIORITÉ AUX INTERSECTIONS, SIGNAUX D'AVERTISSEMENT DE DANGER À L'APPROCHE DES INTERSECTIONS ET SIGNAUX RÉGLEMENTANT LA PRIORITÉ AUX PASSAGES ÉTROITS

Note : Lorsque, à une intersection comportant une route prioritaire, le tracé de cette dernière s'infléchit, un panneau montrant sur un schéma de l'intersection, le tracé de la route prioritaire, pourra être placé au-dessous des signaux d'avertissement de danger annonçant l'intersection ou des signaux réglementant la priorité, placés ou non, à l'intersection.

SECTION A. SIGNAUX RÉGLEMENTANT LA PRIORITÉ AUX INTERSECTIONS

1. Signal "CÉDEZ LE PASSAGE"

Le signal "CÉDEZ LE PASSAGE" est le signal B, 1. Il a la forme d'un triangle équilatéral dont un côté est horizontal et dont le sommet opposé est en bas; le fond est blanc ou jaune, la bordure est rouge; le signal ne porte pas de symbole.

Le côté du signal de dimensions normales est d'environ 0,90 m (3 pieds); celui des signaux de petites dimensions ne doit pas être inférieur à 0,60 m (2 pieds).

2. Signal "ARRÊT"

Le signal "ARRÊT" est le signal B,2 dont il y a deux modèles :

- le modèle B, 2^a est octogonal à fond rouge et porte le mot "STOP" en blanc, en anglais ou dans la langue de l'État intéressé; la hauteur du mot est au moins égale au tiers de la hauteur du panneau;
- le modèle B, 2^b est circulaire à fond blanc ou jaune avec bordure rouge; il porte à l'intérieur le signal B, 1 sans inscription et, en outre, vers le haut, en grands caractères, le mot "STOP" en noir ou en bleu foncé, en anglais ou dans la langue de l'État intéressé.

La hauteur du signal B, 2^a de dimensions normales et le diamètre du signal B, 2^b de dimensions normales sont d'environ 0,90 m (3 pieds); ceux des signaux de petites dimensions ne doivent pas être inférieurs à 0,60 m (2 pieds).

Pour le choix entre les modèles B, 2^a et B, 2^b, voir le paragraphe 2 de l'article 5 et le paragraphe 3 de l'article 10 de la Convention.

3. Signal "ROUTE À PRIORITÉ"

Le signal "ROUTE À PRIORITÉ" est le signal B, 3. Il a la forme d'un carré dont une diagonale est verticale. Le listel du signal est noir; le signal comporte en son centre un carré jaune ou orange avec un listel noir; l'espace entre les deux carrés est blanc.

Le côté du signal de dimensions normales est d'environ 0,50 m (1 pied 8 pouces); celui des signaux de petites dimensions ne doit pas être inférieur à 0,35 m (1 pied 2 pouces).

4. Signal "FIN DE PRIORITÉ"

Le signal "FIN DE PRIORITÉ" est le signal B, 4. Il est constitué par le signal B, 3 ci-dessus auquel est ajoutée une bande médiane perpendiculaire aux côtés inférieur gauche et supérieur droit, ou une série de traits noirs ou gris parallèles formant une bande du type sus-indiqué.

SECTION B. SIGNAUX D'AVERTISSEMENT DE DANGER À L'APPROCHE DES INTERSECTIONS

1. Signaux

Les signaux d'avertissement de danger à l'approche d'une intersection sont du modèle A^a ou A^b décrits à la section A de l'annexe 1.

2. Symboles

Les symboles sont noirs ou bleu foncé.

a) Pour le symbole à placer sur le signal A^a ou A^b, on distinguera les cas suivants :

i) Intersection où la priorité est celle qui est définie par la règle générale de priorité en vigueur dans le pays. Il sera employé avec le signal du modèle A^a, le symbole A, 21^a, et avec le signal du modèle A^b, le symbole A, 21^b.

Les symboles A, 21^a et A, 21^b pourront être remplacés par des symboles indiquant plus clairement la nature de l'intersection, tels que : A, 21^c, A, 21^d, A, 21^e, A, 21^f et A, 21^g.

ii) Intersection avec une route dont les usagers doivent céder le passage. Il sera employé le symbole A, 22^a.

Le symbole A, 22[a] pourra être remplacé par des symboles indiquant plus clairement la nature de l'intersection, tels que : A, 22[b] et A, 22[c].

Ces symboles ne pourront être employés sur une route que s'il est placé, sur la route ou les routes avec lesquelles elle forme l'intersection annoncée, le signal B, 1 ou le signal B, 2 ou si ces routes sont telles (par exemple, des sentiers ou des chemins de terre) qu'en vertu de la législation nationale, les conducteurs y circulant doivent, même en l'absence de ces signaux, céder le passage à l'intersection. L'emploi de ces symboles sur les routes où est placé le signal B, 3 sera limité à certains cas exceptionnels.

iii) Intersection avec une route aux usagers de laquelle le passage doit être cédé.

Si à l'intersection le signal "CÉDEZ LE PASSAGE" B, 1 est apposé, il sera employé le symbole A, 23.

Si à l'intersection le signal "ARRÊT" B, 2 est apposé, le symbole employé sera celui des deux symboles A, 24[a] et A, 24[b] qui correspond au modèle du signal B, 2.

Toutefois, au lieu d'employer le signal A[a] avec ces symboles, il pourra être employé les signaux B, 1 ou B, 2 conformément au paragraphe 6 de l'article 10 de la présente Convention.

iv) Intersection à sens giratoire. Il sera employé le symbole A, 25.

Lorsque la circulation se fait à gauche, le sens des flèches du symbole sera inversé.

b) Dans le cas où la circulation est réglée à l'intersection par une signalisation lumineuse, il pourra être placé en supplément ou en remplacement des signaux décrits dans la présente section un signal A[a] ou A[b] portant le symbole A, 16 décrit à la section B de l'annexe 1.

SECTION C. SIGNAUX RÉGLEMENTANT LA PRIORITÉ AUX PASSAGES ÉTROITS

1. Signal indiquant la priorité à la circulation venant en sens inverse

Si, à un passage étroit où le croisement est difficile ou impossible, la circulation est réglementée et si, les conducteurs pouvant

voir distinctement de nuit comme de jour sur toute son étendue le passage en cause, la réglementation consiste dans l'attribution de la priorité à un sens de la circulation et non dans l'installation de signaux lumineux de circulation, il sera placé face à la circulation, du côté du passage où celle-ci n'a pas la priorité, le signal B, 5 "PRIORITÉ À LA CIRCULATION VENANT EN SENS INVERSE". Ce signal notifie l'interdiction de s'engager dans le passage étroit tant qu'il n'est pas possible de traverser ledit passage sans obliger des véhicules venant en sens inverse à s'arrêter.

Ce signal est circulaire à fond blanc ou jaune avec bordure rouge, la flèche indiquant le sens prioritaire est noire et celle qui indique l'autre sens est rouge.

Dans les États où le sens de la circulation est à gauche, la place des flèches du symbole sera inversée.

2. Signal indiquant la priorité par rapport à la circulation venant en sens inverse

Pour notifier aux conducteurs qu'à un passage étroit ils ont la priorité par rapport aux véhicules venant en sens inverse, il sera employé le signal B, 6.

Ce signal est rectangulaire à fond bleu; la flèche dirigée vers le haut est blanche, l'autre est rouge.

Dans le cas où le sens de la circulation est à gauche, la place des flèches du symbole sera inversée.

Lorsqu'un signal B, 6 est employé, il doit obligatoirement être placé sur la route de l'autre côté du passage étroit en cause, le signal B, 5 destiné à la circulation dans l'autre sens.

Annexe 3

SIGNAUX RELATIFS AUX PASSAGES À NIVEAU

SECTION A. SIGNAUX D'AVERTISSEMENT DE DANGER

Le signal à placer est le signal A^a ou le signal A^b décrits à la section A de l'annexe 1. Pour le symbole à placer sur ce signal, on distinguera les cas suivants :

a) Pour annoncer les passages à niveau munis de barrières complètes ou de demi-barrières disposées en chicane de chaque côté de la voie ferrée, il sera employé le symbole A, 26.

b) Pour annoncer les autres passages à niveau, il sera employé le symbole A, 27 dont il y a deux modèles : A, 27^a et A, 27^b.

c) Pour annoncer un croisement avec une voie de tramway, et sous réserve qu'il ne s'agisse pas d'un passage à niveau au sens de la définition donnée à l'article premier de la Convention, le symbole A, 28 pourra être employé.

Note : S'il est jugé nécessaire d'annoncer les croisements de routes et de voies ferrées où à la fois la circulation ferroviaire est très lente et la circulation routière est réglée par un convoyeur de véhicules ferroviaires faisant avec le bras les signaux nécessaires, il sera employé le signal A, 20 décrit à la section B de l'annexe 1.

SECTION B. SIGNAUX À PLACER AU VOISINAGE IMMEDIAT DES PASSAGES A NIVEAU

Il y a trois modèles du signal B, 7 visé au paragraphe 2 de l'article 35 de la Convention : B, 7^a, B, 7^b et B, 7^c.

Les modèles B, 7^a et B, 7^b sont à fond blanc ou jaune et bordure rouge ou noire; le modèle B, 7^c est à fond blanc ou jaune et bordure noire; l'inscription du modèle B, 7^c est en lettres noires. Le modèle B, 7^b n'est à employer que si la ligne a au moins deux voies ferrées; dans le modèle B, 7^c, le panneau additionnel n'est placé que si la ligne comporte au moins deux voies ferrées et il indique alors le nombre de voies.

La longueur normale des bras de la croix est d'au moins 1,20 m (4 pieds). A défaut d'espace suffisant, le signal peut être présenté avec ses pointes dirigées vers le haut et vers le bas.

SECTION C. - SIGNAUX ADDITIONNELS À L'APPROCHE DES PASSAGES À NIVEAU

Les panneaux mentionnés au paragraphe 3 de l'article 35 de la Convention sont les signaux A, 29^{a}; A, 29^{b} et A, 29^{c}. La pente descendante des barres est orientée vers la chaussée.

Au-dessus des signaux A, 29^{b} et A, 29^{c} peut être placé, de la même façon qu'il doit l'être au-dessus du signal A, 29^{a}, le signal d'avertissement de danger de passage à niveau.

Annexe 4

SIGNAUX DE RÉGLEMENTATION, À L'EXCEPTION DE CEUX QUI CONCERNENT LA PRIORITÉ, L'ARRÊT ET LE STATIONNEMENT

Note : Pour les signaux de priorité, voir annexe 2; pour les signaux d'arrêt et de stationnement, voir annexe 6.

SECTION A. SIGNAUX D'INTERDICTION OU DE RESTRICTION

1. Caractéristiques des signaux et symboles

a) Les signaux d'interdiction ou de restriction sont circulaires; leur diamètre ne doit pas être inférieur à 0,60 m (2 pieds) en dehors des agglomérations et de 0,40 m (16 pouces) dans les agglomérations.

b) Sauf les exceptions précisées ci-après à l'occasion de la description des signaux en cause, les signaux d'interdiction ou de restriction sont à fond blanc ou jaune avec large bordure rouge et les symboles ainsi que, s'il en existe, les inscriptions, sont noirs ou de couleur bleu foncé et les barres obliques, s'il en existe, sont rouges et doivent être inclinées de haut en bas en partant de la gauche.

2. Description des signaux

a) Interdiction et restriction d'accès

i) Pour notifier l'interdiction d'accès à tout véhicule, il sera employé le signal C, 1 "ACCÈS INTERDIT" dont il existe deux modèles : C, 1^a et C, 1^b.

ii) Pour notifier que toute circulation de véhicules est interdite dans les deux sens, il sera employé le signal C, 2 "CIRCULATION INTERDITE DANS LES DEUX SENS".

iii) Pour notifier l'interdiction d'accès à une certaine catégorie de véhicules ou d'usagers seulement, il sera employé un signal portant comme symbole la silhouette des véhicules ou usagers dont la circulation est interdite. Les signaux C, 3^a - C, 3^b - C, 3^c C, 3^d - C, 3^e - C, 3^f - C, 3^g - C, 3^h - C, 3^j et C, 3^k ont les significations suivantes :

C, 3^a, "ACCÈS INTERDIT À TOUS VEHICULES À MOTEUR, À L'EXCEPTION DES MOTOCYCLES À DEUX ROUES SANS SIDE-CAR";

C, 3^b, "ACCÈS INTERDIT AUX MOTOCYCLES";

C, 3^c, "ACCÈS INTERDIT AUX CYCLES";

C, 3^d, "ACCÈS INTERDIT AUX CYCLOMOTEURS";

C, 3^e, "ACCÈS INTERDIT AUX VÉHICULES AFFECTÉS AU TRANSPORT DE MARCHANDISES";

L'inscription, soit en clair sur la silhouette du véhicule, soit, conformément au paragraphe 4 de l'article 8 de la Convention, dans un panneau additionnel placé au-dessous du signal C, 3^e, d'un chiffre de tonnage, signifie que l'interdiction ne s'applique que si le poids maximal autorisé du véhicule ou de l'ensemble de véhicules, dépasse ce chiffre.

C, 3^f, "ACCÈS INTERDIT À TOUT VÉHICULE À MOTEUR ATTELÉ D'UNE REMORQUE AUTRE QU'UNE SEMI-REMORQUE OU UNE REMORQUE À UN ESSIEU".

L'inscription, soit en clair sur la silhouette de la remorque, soit, conformément au paragraphe 4 de l'article 8 de la Convention, dans un panneau additionnel placé au-dessous du signal C, 3^f, d'un chiffre de tonnage, signifie que l'interdiction ne s'applique que si le poids maximal autorisé de la remorque dépasse ce chiffre.

Les Parties contractantes pourront, dans les cas où elles le jugeront approprié, remplacer dans le symbole la silhouette de

l'arrière du camion par celle de l'arrière d'une voiture de tourisme, et la silhouette de la remorque telle qu'elle est dessinée par celle d'une remorque attelable derrière une telle voiture.

C, 3^g, "ACCÈS INTERDIT AUX PIÉTONS";

C, 3^h, "ACCÈS INTERDIT AUX VEHICULES À TRACTION ANIMALE";

C, 3^j, "ACCÈS INTERDIT AUX CHARRETTES À BRAS";

C, 3^k, "ACCÈS INTERDIT AUX VÉHICULES AGRICOLES À MOTEUR".

Note. Les Parties contractantes pourront choisir de ne pas faire figurer sur les signaux C, 3^a à C, 3^k la barre rouge oblique reliant le quadrant supérieur gauche au quadrant inférieur droit ou, si cela ne nuit pas à la visibilité et à la compréhension du symbole, de ne pas interrompre la barre au droit de celui-ci.

iv) Pour notifier l'interdiction d'accès à plusieurs catégories de véhicules ou d'usagers, il pourra être employé, soit autant de signaux d'interdiction qu'il y a de catégories interdites, soit un signal d'interdiction comportant les diverses silhouettes des véhicules ou usagers dont la circulation est interdite. Les signaux C, 4^a "ACCÈS INTERDIT AUX VÉHICULES À MOTEUR" et C, 4^b "ACCÈS INTERDIT AUX VÉHICULES À MOTEUR ET AUX VÉHICULES À TRACTION ANIMALE" sont des exemples d'un tel signal.

Il ne pourra être placé de signal comportant plus de deux silhouettes en dehors des agglomérations ni plus de trois dans les agglomérations.

v) Pour notifier l'interdiction d'accès aux véhicules dont les poids ou les dimensions dépassent certaines limites, il sera employé les signaux

C, 5, "ACCÈS INTERDIT AUX VÉHICULES AYANT UNE LARGEUR SUPÉRIEURE À ... MÈTRES (...PIEDS)";

C, 6, "ACCÈS INTERDIT AUX VÉHICULES AYANT UNE HAUTEUR TOTALE SUPÉRIEURE À ... MÈTRES (...PIEDS)";

C, 7, "ACCÈS INTERDIT AUX VÉHICULES AYANT UN POIDS EN CHARGE DE PLUS DE ... TONNES";

C, 8, "ACCÈS INTERDIT AUX VÉHICULES PESANT PLUS DE ...TONNES SUR UN ESSIEU";

C, 9, "ACCÈS INTERDIT AUX VÉHICULES OU ENSEMBLES DE VÉHICULES AYANT UNE LONGUEUR SUPÉRIEURE À ...MÈTRES (...PIEDS)".

vi) Pour notifier l'interdiction aux véhicules de circuler sans maintenir entre eux un intervalle au moins égal à celui qui est indiqué sur le signal d'interdiction, il sera employé le signal C, 10 "INTERDICTION AUX VÉHICULES DE CIRCULER SANS MAINTENIR ENTRE EUX UN INTERVALLE D'AU MOINS ...MÈTRES (...YARDS)".

b) Interdiction de tourner

Pour notifier l'interdiction de tourner (à droite ou à gauche selon le sens de la flèche), il sera employé le signal C, 11^a "INTERDICTION DE TOURNER À GAUCHE" ou le signal C, 11^b "INTERDICTION DE TOURNER À DROITE".

c) Interdiction de faire demi-tour

Pour notifier l'interdiction de faire demi-tour, il sera employé le signal C, 12, "INTERDICTION DE FAIRE DEMI-TOUR".

d) Interdiction de dépassement

i) Pour notifier qu'en supplément des prescriptions générales imposées pour le dépassement par les textes en vigueur, il est interdit de dépasser les véhicules à moteur autres que les cyclomoteurs à deux roues et les motocycles à deux roues sans side-car circulant sur route, il sera employé le signal C, 13^a "INTERDICTION DE DÉPASSER".

Il existe deux modèles de ce signal : C, 13^{aa} et C, 13^{ab}.

ii) Pour notifier que le dépassement n'est interdit qu'aux véhicules affectés au transport de marchandises dont le poids maximal autorisé dépasse 3,5 tonnes (7 700 livres), il sera employé le signal C, 13^{b} "DÉPASSEMENT INTERDIT AUX VÉHICULES AFFECTÉS AU TRANSPORT DE MARCHANDISES". Il existe deux modèles de ce signal : C, 13^{ba} et C, 13^{bb}.

Une inscription dans un panneau additionnel placé au-dessous du signal conformément au paragraphe 4 de l'article 8 de la Convention peut modifier le poids maximal autorisé du véhicule au-dessus duquel l'interdiction s'applique.

iii) Dans le cas où la circulation est à gauche, les couleurs des automobiles figurant dans les signaux C, 13^{aa} et C, 13^{ba} sont inversées.

e) Limitation de vitesse

Pour notifier une limitation de vitesse, il sera employé le signal C, 14 "VITESSE MAXIMALE LIMITÉE AU CHIFFRE INDIQUÉ". Le chiffre apposé dans le signal indique la vitesse maximale dans l'unité de mesure la plus couramment employée dans le pays pour désigner la vitesse des véhicules. A la suite ou au-dessous du chiffre de la vitesse peut être ajouté, par exemple, "km" (kilomètres) ou "m" (milles).

Pour notifier une limitation de vitesse applicable seulement aux véhicules dont le poids maximal autorisé dépasse un chiffre donné, une inscription comportant ce chiffre sera placée dans un panneau additionnel au-dessous du signal conformément au paragraphe 4 de l'article 8 de la Convention.

f) Interdiction de faire usage d'avertisseurs sonores

Pour notifier l'interdiction de faire usage d'avertisseurs sonores, sauf en vue d'éviter un accident, il sera employé le signal C, 15 "INTERDICTION DE FAIRE USAGE D'AVERTISSEURS SONORES".

Ce signal, lorsqu'il n'est pas placé à l'entrée d'une agglomération à l'aplomb du signal de localisation de l'agglomération, ou peu après ce signal, doit être complété par un panneau additionnel du modèle 2, décrit à l'annexe 7, indiquant la longueur sur laquelle l'interdiction s'applique. Il est recommandé de ne pas placer ce signal à l'entrée des agglomérations lorsque l'interdiction est édictée pour toutes les agglomérations et de prévoir qu'à l'entrée d'une agglomération le signal de localisation de l'agglomération notifie aux usagers que la réglementation de la circulation devient celle qui est applicable sur ce territoire dans les agglomérations.

g) Interdiction de passer sans s'arrêter

Pour notifier la proximité d'un poste de douane, où l'arrêt est obligatoire, il sera employé le signal C, 16 "INTERDICTION DE PASSER SANS S'ARRÊTER". Par dérogation à l'article 8 de la Convention, le symbole de ce signal comporte le mot "douane"; l'inscription est portée de préférence en deux langues; les Parties contractantes qui implanteront des signaux C, 16 devront s'efforcer de s'entendre à l'échelon régional pour que ce mot figure dans une même langue sur les signaux qu'elles implantent.

Ce même signal peut être employé pour indiquer d'autres interdictions de passer sans s'arrêter; en ce cas le mot "douane" est remplacé par une autre inscription très courte indiquant le motif de l'arrêt.

h) Fin d'interdiction ou de restriction

i) Pour indiquer le point où toutes les interdictions notifiées par des signaux d'interdiction pour des véhicules en mouvement cessent d'être valables, il sera employé le signal C, 17^a "FIN DE TOUTES LES INTERDICTIONS LOCALES IMPOSÉES AUX VÉHICULES EN MOUVEMENT". Ce signal sera circulaire, à fond blanc ou jaune, sans bordure ou avec un simple listel noir, et comportera une bande diagonale, inclinée de haut en bas en partant de la droite, qui pourra être noire ou gris foncé ou consister en lignes parallèles noires ou grises.

ii) Pour indiquer le point où une interdiction ou une restriction donnée, notifiée aux véhicules en mouvement par un signal d'interdiction ou de restriction, cesse d'être valable, il sera employé le signal C, 17[b] "FIN DE LA LIMITATION DE VITESSE" ou le signal C, 17[c] "FIN DE L'INTERDICTION DE DÉPASSER". Ces signaux seront analogues au signal C, 17[a], mais montreront, en outre, en gris clair le symbole de l'interdiction ou de la restriction à laquelle il est mis fin.

Par dérogation aux dispositions du paragraphe 1 de l'article 6 de la Convention, les signaux visés au présent alinéa h) peuvent être placés au revers du signal d'interdiction ou de restriction destiné à la circulation venant en sens inverse.

SECTION B. SIGNAUX D'OBLIGATION

1. Caractéristiques générales des signaux et symboles

a) Les signaux d'obligation sont circulaires; leur diamètre ne doit pas être inférieur à 0,60 m (2 pieds) en dehors des agglomérations et à 0,40 m (16 pouces) dans les agglomérations. Toutefois, des signaux dont le diamètre n'est pas inférieur à 0,30 m (12 pouces) peuvent être associés à des signaux lumineux ou placés sur les bornes des refuges.

b) Sauf disposition contraire, les signaux sont de couleur bleue et les symboles sont blancs ou de couleur claire, ou bien les signaux sont blancs avec un listel rouge et les symboles sont noirs.

2. Description des signaux

a) Direction obligatoire

Pour notifier la direction que les véhicules ont l'obligation de suivre ou les seules directions que les véhicules peuvent emprunter, il sera employé le modèle D, 1[a] du signal D, 1 "DIRECTION OBLIGATOIRE" dans lequel la ou les flèches seront dirigées dans la ou les directions en cause. Toutefois, au lieu

d'employer le signal D, 1[a], il peut être employé, par dérogation aux dispositions du paragraphe 1 de la présente section B, le signal D, 1[b]; ce signal D, 1[b] est noir avec un listel blanc et un symbole blanc.

b) Contournement obligatoire

Le signal D, 2 "CONTOURNEMENT OBLIGATOIRE" placé, par dérogation au paragraphe 1 de l'article 6 de la Convention, sur un refuge ou devant un obstacle sur la chaussée, notifie que les véhicules ont l'obligation de passer du côté du refuge ou de l'obstacle indiqué par la flèche.

c) Intersection à sens giratoire obligatoire

Le signal D, 3 "INTERSECTION À SENS GIRATOIRE OBLIGATOIRE" notifie aux conducteurs qu'ils sont tenus de se conformer aux règles concernant les intersections à sens giratoire.

Dans le cas où la circulation est à gauche, la direction des flèches sera inversée.

d) Piste cyclable obligatoire

Le signal D, 4 "PISTE CYCLABLE OBLIGATOIRE" notifie aux cyclistes qu'ils sont tenus de circuler sur la piste cyclable à l'entrée de laquelle il est placé et aux conducteurs d'autres véhicules qu'ils n'ont pas le droit d'emprunter cette piste. Toutefois, si la législation nationale le prévoit ou si cela est imposé par un panneau additionnel comportant une inscription ou le symbole du signal C, 3[d], les conducteurs de cyclomoteurs sont également tenus de circuler sur cette piste.

e) Chemin pour piétons obligatoire

Le signal D, 5 "CHEMIN POUR PIÉTONS OBLIGATOIRE" notifie aux piétons qu'ils sont tenus d'emprunter le chemin à l'entrée duquel il est placé et aux autres usagers de la route qu'ils n'ont pas le droit de l'emprunter.

f) Chemin pour cavaliers obligatoire

Le signal D, 6 "CHEMIN POUR CAVALIERS OBLIGATOIRE" notifie aux cavaliers qu'ils sont tenus d'emprunter le chemin à l'entrée duquel il est placé et aux autres usagers de la route qu'ils n'ont pas le droit de l'emprunter.

g) Vitesse minimale obligatoire

Le signal D, 7 "VITESSE MINIMALE OBLIGATOIRE" notifie que les véhicules circulant sur la route à l'entrée de laquelle il est placé sont tenus de circuler au moins à la vitesse indiquée; le chiffre apposé dans le signal indique cette vitesse dans l'unité de mesure la plus couramment employée dans le pays pour désigner la vitesse des véhicules. A la suite du chiffre de la vitesse peut être ajouté, par exemple, "km" (kilomètres) ou "m" (milles).

h) Fin de la vitesse minimale obligatoire

Le signal D, 8 "FIN DE LA VITESSE MINIMALE OBLIGATOIRE" indique la fin de la vitesse minimale obligatoire prescrite par le signal D, 7. Le signal D, 8 est identique au signal D, 7 mais il est traversé par une barre oblique rouge allant du bord supérieur droit du signal à son bord inférieur gauche.

i) Chaînes à neige obligatoires

Le signal D, 9 "CHAÎNES À NEIGE OBLIGATOIRES" indique que les véhicules circulant sur la route à l'entrée de laquelle il est placé sont tenus de ne circuler qu'avec des chaînes à neige sur au moins deux roues motrices.

Annexe 5

SIGNAUX D'INDICATION À L'EXCEPTION DE CEUX QUI CONCERNENT LE STATIONNEMENT

Note : Pour les signaux d'indication relatifs au stationnement, voir l'annexe 6.

Caractéristiques générales des signaux et symboles des sections A à F (pour celles des signaux et symboles de la section G, voir sous cette section)

1. Les signaux d'indication sont normalement rectangulaires; toutefois, les signaux de direction peuvent avoir la forme d'un rectangle allongé à grand côté horizontal et se terminant par une pointe de flèche.

2. Les signaux d'indication montrent soit des symboles ou inscriptions blancs ou de couleur claire sur fond de couleur foncée, soit des symboles ou inscriptions de couleur foncée sur fond blanc ou de couleur claire; la couleur rouge ne peut être employée qu'à titre exceptionnel et ne doit jamais prédominer.

SECTION A. SIGNAUX DE PRÉSIGNALISATION

1. Cas général

Exemples de signaux de présignalisation directionnelle : E, 1^a, E, 1^b et E, 1^c. Les couleurs de ces signaux sont le bleu, le blanc et le noir.

2. Cas particuliers de signalisation

a) Exemples de signaux de présignalisation pour une "ROUTE SANS ISSUE" : E, 2^a et E, 2^b.

b) Exemple de signal de présignalisation pour l'itinéraire à suivre pour aller à gauche dans le cas où le virage à gauche est interdit à l'intersection suivante : E, 3.

c) Exemple de signal pour la présélection des intersections sur les routes à plusieurs voies : E, 4.

SECTION B. SIGNAUX DE DIRECTION

1. Exemples de signaux indiquant la direction d'une localité : E, 5^a, E, 5^b, E, 5^c et E, 5^d.

2. Exemple de signaux indiquant la direction d'un aérodrome : E, 6^a, E, 6^b et E, 6^c.

3. Le signal E, 7 indique la direction d'un terrain de camping.

4. Le signal E, 8 indique la direction d'une auberge de jeunesse.

SECTION C. SIGNAUX DE LOCALISATION

Le grand côté du rectangle constituant ces signaux est horizontal.

1. Exemples de signaux indiquant l'entrée d'une agglomération : E, 9^a et E, 9^b.

2. Exemples de signaux indiquant la fin d'une agglomération : E, 9^c et E, 9^d.

Par dérogation aux dispositions du paragraphe 1 de l'article 6 de la Convention, ces signaux peuvent être placés au revers des signaux de localisation d'une agglomération.

SECTION D. SIGNAUX DE CONFIRMATION

Le signal E, 10 est un exemple de signal de confirmation.

Par dérogation aux dispositions du paragraphe 1 de l'article 6 de la Convention, ce signal peut être placé au revers d'un autre signal destiné à la circulation venant en sens inverse.

SECTION E. PASSAGE POUR PIÉTONS

Le signal E, 11^a "PASSAGE POUR PIÉTONS" est employé pour indiquer aux piétons et aux conducteurs l'aplomb d'un passage pour piétons.

Le panneau est de couleur bleue ou noire, le triangle est blanc ou jaune et le symbole est noir ou bleu foncé; le symbole est le symbole A, 11.

Toutefois, le signal E, 11^b, en forme de pentagone irrégulier, à fond bleu et symbole blanc, pourra aussi être utilisé.

SECTION F. AUTRES SIGNAUX DONNANT UNE INDICATION UTILE POUR LA CONDUITE DES VÉHICULES

Ces signaux sont à fond bleu.

1. Signal "HÔPITAL"

Ce signal sera employé pour indiquer aux conducteurs de véhicules qu'il convient de prendre les précautions que réclame la proximité d'établissements médicaux, en particulier d'éviter le bruit dans la mesure du possible. Il y a deux modèles pour ce signal, E, 12^a et E, 12^b.

La croix rouge qui figure dans le signal E, 12^b peut être remplacée par l'un des symboles figurant au paragraphe 2 a) de la section G.

2. Signal "VOIE À SENS UNIQUE"

Deux signaux différents "VOIE À SENS UNIQUE" peuvent être placés lorsqu'il est jugé nécessaire de confirmer aux usagers de la route qu'ils se trouvent sur une route à sens unique :

a) le signal E, 13^a placé de façon sensiblement perpendiculaire à l'axe de la chaussée; son panneau est carré;

b) le signal E, 13^b placé à peu près parallèlement à l'axe de la chaussée; son panneau est un rectangle allongé dont le grand côté est horizontal. Les mots "sens unique" peuvent être inscrits sur la flèche du signal E, 13^b dans la langue nationale ou dans l'une des langues nationales du pays.

L'implantation des signaux E, 13^a et E, 13^b est indépendante de l'implantation, avant l'entrée de la rue, de signaux d'interdiction ou d'obligation.

3. Signal "ROUTE SANS ISSUE"

Le signal E, 14 "ROUTE SANS ISSUE" placé à l'entrée d'une route indique que la route est sans issue.

4. Signaux annonçant l'entrée ou la sortie d'une autoroute

Le signal E, 15 "AUTOROUTE" est placé à l'endroit à partir duquel s'appliquent les règles spéciales de circulation sur les autoroutes. Le signal E, 16 "FIN D'AUTOROUTE" est placé à l'endroit où ces règles cessent d'être appliquées.

Le signal E, 16 peut également être employé et répété pour annoncer l'approche de la fin d'une autoroute; chaque signal ainsi implanté portera dans sa partie inférieure la distance entre son point d'implantation et la fin de l'autoroute.

5. Signaux annonçant l'entrée ou la sortie d'une route où les règles de circulation sont les mêmes que sur une autoroute

Le signal E, 17 "ROUTE POUR AUTOMOBILES" est placé à l'endroit à partir duquel s'appliquent les règles spéciales de la circulation sur les routes autres que les autoroutes, qui sont réservées à la circulation automobile et ne desservent pas les propriétés riveraines. Un panneau additionnel placé au-dessous du signal E, 17 pourra indiquer que, par dérogation, l'accès des automobiles aux propriétés riveraines est autorisé.

Le signal E, 18 "FIN DE ROUTE POUR AUTOMOBILES" pourra également être employé et répété pour annoncer l'approche de la fin de la route; chaque signal ainsi implanté portera dans sa partie inférieure la distance entre son point d'implantation et la fin de la route.

6. Signaux annonçant un arrêt d'autobus ou de tramway

E, 19 "ARRÊT D'AUTOBUS" et E, 20 "ARRÊT DE TRAMWAY".

7. Signal "PRATICABILITE DE LA ROUTE"

Le signal E, 21 "PRATICABILITÉ DE LA ROUTE" sera employé pour indiquer si une route de montagne, notamment au passage d'un col, est ouverte ou fermée; il sera placé à l'entrée de la route ou des routes menant au passage en cause.

Le nom du passage (du col) est inscrit en blanc. Dans le signal présenté, le toponyme "Furka" est donné à titre d'exemple.

Les panneaux 1, 2 et 3 sont amovibles.

Si le passage est fermé, le panneau 1 est de couleur rouge et porte l'inscription "FERMÉ"; si le passage est ouvert, il est de couleur verte et porte l'inscription "OUVERT". Les inscriptions sont en blanc et, de préférence, en plusieurs langues.

Les panneaux 2 et 3 sont à fond blanc avec inscriptions et symboles en noir.

Si le passage est ouvert, le panneau 3 ne porte aucune indication et le panneau 2, selon l'état de la route, ou bien ne porte aucune indication, ou bien montre le signal D, 9 "CHAÎNES À NEIGE OBLIGATOIRES", ou bien montre le symbole E, 22 "CHAÎNES OU PNEUMATIQUES À NEIGE RECOMMANDÉS"; ce symbole doit être noir.

Si le passage est fermé, le panneau 3 porte le nom de la localité jusqu'à laquelle la route est ouverte et le panneau 2 porte, selon l'état de la route, soit l'inscription "OUVERT JUSQU'À", soit le symbole E, 22, soit le signal D, 9.

SECTION G. SIGNAUX INDIQUANT DES INSTALLATIONS QUI PEUVENT ÊTRE UTILES AUX USAGERS DE LA ROUTE

1. <u>Caractéristiques des signaux et symboles de cette section</u>

<u>a</u>) Les signaux F sont à fond bleu ou vert; ils portent un rectangle blanc ou de couleur jaune sur lequel apparaît le symbole.

<u>b</u>) Dans la bande bleue ou verte de la base des signaux peut être inscrite en blanc la distance à laquelle se trouve l'installation signalée ou l'entrée du chemin qui y mène; sur le signal dans lequel est inscrit le symbole F, 5 peut être portée de la même façon l'inscription "HÔTEL" ou "MOTEL". Les signaux peuvent être aussi placés à l'entrée du chemin qui mène à l'installation et comporter alors dans la partie bleue ou verte à leur base une flèche directionnelle en blanc. Le symbole est noir ou bleu foncé, sauf les symboles F, 1^a, F, 1^b et F, 1^c qui sont rouges.

2. <u>Description des symboles</u>

<u>a</u>) <u>Symboles "POSTE DE SECOURS"</u>

Les symboles représentant les postes de secours dans les États

intéressés seront utilisés. Les symboles sont rouges. Des exemples de ces symboles sont : F, 1[a], F, 1[b] et F, 1[c].

b) Symboles divers

F, 2 "POSTE DE DÉPANNAGE";

F, 3 "POSTE TÉLÉPHONIQUE;

F, 4 "POSTE D'ESSENCE";

F, 5 "HÔTEL" ou MOTEL;

F, 6 "RESTAURANT";

F, 7 "DÉBIT DE BOISSONS ou CAFETERIA";

F, 8 "EMPLACEMENT AMÉNAGÉ POUR PIQUE-NIQUE";

F, 9 "EMPLACEMENT AMÉNAGÉ COMME POINT DE DÉPART D'EXCURSIONS À PIED";

F, 10 "TERRAIN DE CAMPING";

F, 11 "TERRAIN DE CARAVANING";

F, 12 "TERRAIN DE CAMPING ET CARAVANING";

F, 13 "AUBERGE DE JEUNESSE".

Annexe 6

SIGNAUX RELATIFS À L'ARRÊT ET AU STATIONNEMENT

SECTION A. SIGNAUX INTERDISANT OU LIMITANT L'ARRÊT OU LE STATIONNEMENT

Caractéristiques générales des signaux et symboles

Ces signaux sont circulaires; leur diamètre ne doit pas être inférieur à 0,60 m (2 pieds) en dehors des agglomérations et à 0,25 m (10 pouces) dans les agglomérations. Sauf indication contraire dans cette annexe, le fond est bleu et la bordure et les barres obliques sont rouges.

Description des signaux

1. *a*) Pour notifier les endroits où le stationnement est interdit, il sera employé le signal C, 18 "STATIONNEMENT INTERDIT"; pour notifier les endroits où l'arrêt et le stationnement sont interdits, il sera employé le signal C, 19 "ARRET ET STATIONNEMENT INTERDITS".

b) Le signal C, 18 peut être remplacé par un signal circulaire à bordure rouge et barre transversale rouge, portant en noir sur fond blanc ou jaune la lettre ou l'idéogramme qui désigne le stationnement dans l'État intéressé.

c) Des inscriptions dans une plaque additionnelle apposée au-dessous du signal peuvent restreindre la portée de l'interdiction en indiquant, selon le cas,

i) les jours de la semaine ou du mois ou les heures de la journée pendant lesquels l'interdiction s'applique,

ii) la durée au-delà de laquelle le signal C, 18 interdit le stationnement ou la durée au-delà de laquelle le signal C, 19 interdit l'arrêt et le stationnement,

iii) les exceptions concernant certaines catégories d'usagers de la route.

d) L'inscription concernant la durée au-delà de laquelle le stationnement ou l'arrêt est interdit peut, au lieu d'être portée dans une plaque additionnelle, être apposée dans la partie inférieure du cercle rouge du signal.

2. a) Lorsque le stationnement est autorisé tantôt d'un côté, tantôt de l'autre de la route, il sera employé, au lieu du signal C, 18, les signaux C, 20^a^ et C, 20^b^, "STATIONNEMENT ALTERNÉ".

b) L'interdiction de stationner s'applique du côté du signal C, 20^a^, les jours impairs et, du côté du signal C, 20^b^, les jours pairs, l'heure du changement de côté étant fixée par la législation nationale, sans nécessairement l'être à minuit. La législation nationale peut aussi fixer une périodicité non quotidienne de l'alternance du stationnement; les chiffres I et II sont alors remplacés sur les signaux par les périodes d'alternance, par exemple 1-15 et 16-31 pour une alternance le 1er et le 16 de chaque mois.

c) Le signal C, 18 peut être employé par les États qui n'adoptent pas les signaux C, 19, C, 20^a^ et C, 20^b^, complété par des inscriptions additionnelles, conformément aux dispositions du paragraphe 4 de l'article 8 de la Convention.

3. a) Sauf dans des cas particuliers, les signaux sont implantés de façon que leur disque soit perpendiculaire à l'axe de la route ou peu incliné par rapport au plan perpendiculaire à cet axe.

b) Toutes les interdictions et restrictions de stationnement ne s'appliquent que du côté de la chaussée sur lequel les signaux sont apposés.

c) Sauf indications contraires qui pourront être données,

- soit dans un panneau additionnel conforme au modèle 2 de l'annexe 7 et indiquant la longueur sur laquelle s'applique l'interdiction,

- soit conformément aux prescriptions de l'alinéa e) ci-après,

les interdictions s'appliquent à partir de l'aplomb du signal jusqu'au prochain débouché d'une route.

d) Au-dessous du signal placé à l'endroit où commence l'interdiction, il peut être placé un panneau additionnel conforme au modèle 3^a ou 4^a indiqué à l'annexe 7. Au-dessous des signaux répétant l'interdiction, il peut être placé un panneau additionnel conforme au modèle 3^b ou 4^b indiqué à l'annexe 7. A l'endroit où prend fin l'interdiction, il peut être placé un nouveau signal d'interdiction complété par un panneau additionnel conforme au modèle 3^c ou 4^c indiqué à l'annexe 7. Les panneaux du modèle 3 sont placés parallèlement à l'axe de la route et les panneaux du modèle 4, perpendiculairement à cet axe. Les distances éventuellement mentionnées par les panneaux du modèle 3 sont celles sur lesquelles s'applique l'interdiction dans le sens de la flèche.

e) Si l'interdiction cesse avant le prochain débouché d'une route, il sera apposé le signal avec panneau additionnel de fin d'interdiction décrit ci-dessus à l'alinéa d). Toutefois, si l'interdiction ne s'applique que sur une courte longueur, il pourra n'être apposé qu'un seul signal portant :

- dans le cercle rouge, l'indication de la longueur sur laquelle elle s'applique, ou
- un panneau additionnel du modèle 3.

f) Aux emplacements munis de parcomètres, la présence de ceux-ci notifie que le stationnement est payant et que sa durée est limitée à celle du fonctionnement de la minuterie.

g) Dans les zones où la durée du stationnement est limitée mais où le stationnement n'est pas payant, la limitation peut, au lieu d'être notifiée par des signaux C, 18 complétés par des panneaux additionnels, être notifiée par une bande de couleur bleue apposée, à une hauteur d'environ 2 m, sur les supports d'éclairage, les arbres, etc., bordant la chaussée, ou par des lignes sur la bordure de la chaussée.

4. Pour indiquer, dans les agglomérations, l'entrée d'une zone où tout stationnement est à durée limitée, qu'il y soit ou non payant, il pourra être placé le signal C, 21 "ZONE DE STATIONNEMENT A DURÉE LIMITÉE". Le fond de ce signal, dans lequel est placé le signal C, 18, est de couleur claire. Le signal C, 18 peut être remplacé par le signal E, 23; dans ce cas, le fond de ce signal peut être de couleur bleue.

Sur la partie inférieure du panneau /il/ peut être ajouté un disque de stationnement ou un parcomètre pour indiquer les modalités de limitation du stationnement dans la zone.

Le cas échéant, les jours et les heures de la journée pendant lesquels la limitation s'applique ainsi que les modalités de cette limitation peuvent être indiqués sur le signal même ou sur une plaque additionnelle au-dessous du signal C.21.

B. SIGNAUX DONNANT DES INDICATIONS UTILES POUR LE STATIONNEMENT

1. Signal "PARCAGE"

Le signal E, 23 "PARCAGE", qui peut être placé parallèlement à l'axe de la route, indique les emplacements où le parcage (stationnement) des véhicules est autorisé. Le panneau est carré. Il portera la lettre ou l'idéogramme utilisé dans l'État intéressé pour indiquer "Parcage". Ce signal sera sur fond bleu.

Dans une plaque additionnelle placée au-dessous du signal ou sur le signal lui-même, des symboles ou des inscriptions peuvent indiquer la direction de l'emplacement du parcage ou les catégories de véhicules auxquelles est affecté l'emplacement; de telles inscriptions peuvent également limiter la durée du parcage autorisé.

2. <u>Signal annonçant la sortie d'une zone où le stationnement est à durée limitée</u>

Pour indiquer, dans les agglomérations, la sortie d'une zone où tout stationnement est à durée limitée et dont les entrées sont munies du signal C, 21 contenant le signal C, 18, il sera employé le signal E, 24, constitué par un carré de couleur claire dans lequel s'inscrit, en gris clair, le signal C, 18 et une bande diagonale noire ou gris foncé ou une série de traits parallèles noirs ou gris formant une telle bande. Lorsque les entrées de la zone sont munies de signaux C, 21, contenant le signal E, 23, les sorties peuvent être signalées par un panneau où figurent une bande diagonale noire ou gris foncé ou une série de traits parallèles noirs ou gris formant une telle bande, et un disque de stationnement sur fond clair.

Annexe 7

PANNEAUX ADDITIONNELS

1. Ces panneaux sont soit à fond blanc ou jaune et à listel noir, bleu foncé ou rouge, la distance ou la longueur étant inscrite en noir ou en bleu foncé; soit à fond noir ou bleu foncé et à listel blanc, jaune ou rouge, la distance ou la longueur étant alors inscrite en blanc ou en jaune.

2. a) Les panneaux additionnels "MODÈLE 1" indiquent la distance entre le signal et le début du passage dangereux ou de la zone dans laquelle s'applique la réglementation.

b) Les panneaux additionnels "MODÈLE 2" indiquent la longueur de la section dangereuse ou de la zone dans laquelle la prescription s'applique.

c) Les panneaux additionnels sont placés sous les signaux. Toutefois pour les signaux d'avertissement de danger du modèle A^b, les indications prévues pour les panneaux additionnels peuvent être portées sur la partie basse du signal.

3. Les panneaux additionnels du "MODÈLE 3" et du "MODÈLE 4" relatifs aux interdictions ou aux restrictions de stationnement sont les modèles 3^a, 3^b et 3^c et 4^a, 4^b et 4^c respectivement. (Voir annexe 6, Section A, paragraphe 3).

Annexe 8

MARQUES ROUTIÈRES

Chapitre premier

GÉNÉRALITÉS

1. Les marques sur la chaussée (marques routières) devraient être en matériaux antidérapants et ne devraient pas faire saillie de plus de 6 mm par rapport au niveau de la chaussée. Lorsque des plots ou des dispositifs similaires sont employés pour le marquage, ils ne doivent pas faire saillie de plus de 1,5 cm par rapport au niveau de la chaussée (ou plus de 2,5 cm dans le cas de plots à dispositifs réfléchissants); leur utilisation devrait répondre aux nécessités de la sécurité de la circulation.

Chapitre II

MARQUES LONGITUDINALES

A. Dimensions

2. La largeur des lignes continues ou discontinues des marques longitudinales devrait être d'au moins 0,10 m (4 pouces).

3. La distance entre deux lignes longitudinales accolées (ligne double) devrait être comprise entre 0,10 m (4 pouces) et 0,18 m (7 pouces).

4. Une ligne discontinue consiste en traits de même longueur séparés par des intervalles uniformes. La vitesse des véhicules sur la section de route ou dans la zone envisagée devrait être prise en considération dans la détermination de la longueur des traits et des espacements.

5. En dehors des agglomérations, une ligne discontinue devrait être formée de traits d'une longueur comprise entre 2 m (6 pieds 6 pouces) et 10 m (32 pieds). La longueur des traits de la ligne d'approche mentionnée au paragraphe 23 de la présente annexe devrait être de deux à trois fois celle des intervalles.

6. A l'intérieur des agglomérations, la longueur et l'espacement des traits devraient être inférieurs à ceux qui sont utilisés en dehors des agglomérations. La longueur des traits peut être réduite à 1 m (3 pieds 4 pouces).

Cependant, sur certaines grandes artères urbaines à circulation rapide, les caractéristiques des marques longitudinales peuvent être les mêmes qu'en dehors des agglomérations.

B. Marques des voies de circulation

7. Le marquage des voies de circulation se fait soit par des lignes discontinues, soit par des lignes continues, soit par d'autres signes appropriés.

i) En dehors des agglomérations

8. L'axe de la chaussée devrait être indiqué par une marque longitudinale sur les routes à double sens ayant deux voies de circulation. Cette marque est normalement une ligne discontinue. Ce n'est que dans des cas particuliers que des lignes continues doivent être employées à cet effet.

9. Sur les routes à trois voies, les voies de circulation devraient, en règle générale, être indiquées par des lignes discontinues dans les sections à visibilité normale. Dans certains cas particuliers, pour renforcer la sécurité de la circulation, les lignes continues, ou les lignes discontinues accolées à des lignes continues, peuvent être employées.

10. Sur les chaussées comportant plus de trois voies de circulation, la ligne séparant les sens de la circulation devrait être marquée par une ligne continue ou deux lignes continues à l'exception des cas où le sens de la circulation sur les voies centrales peut être inversé. De plus, les voies de circulation devraient être marquées par des lignes discontinues (diagrammes la et lb).

ii) Dans les agglomérations

11. Dans les agglomérations, les recommandations visées aux paragraphes 8 à 10 de la présente annexe sont applicables aux rues à deux sens et aux rues à sens unique comportant au moins deux voies de circulation.

12. Les voies de circulation devraient être marquées en des points où la largeur de la chaussée est réduite par des bordures, des refuges ou des îlots directionnels.

13. Aux abords des intersections importantes (en particulier, des intersections à circulation commandée) où l'on dispose d'une largeur suffisante pour deux ou plusieurs files de voitures, les voies de circulation devraient être marquées conformément aux diagrammes 2 et 3. Dans ces cas, les lignes délimitant les voies peuvent être complétées par des flèches (voir paragraphe 39 de la présente annexe).

C. Marquage des situations particulières

i) Emploi des lignes continues

14. Afin d'améliorer la sécurité routière, les lignes axiales discontinues (diagramme 4) devraient être remplacées ou complétées à certaines intersections par une ligne continue (diagrammes 5 et 6).

15. Lorsqu'il y a lieu d'interdire l'utilisation de la partie de la chaussée réservée à la circulation en sens inverse aux emplacements où la distance de visibilité est réduite (sommets de côtes, virages, etc.) ou sur les sections où la chaussée devient étroite ou présente quelque autre particularité, les restrictions devraient être imposées, sur les sections où la distance de visibilité est inférieure à un certain minimum M, au moyen d'une ligne continue placée conformément aux diagrammes 7a à 16[1]. Dans les pays où la construction automobile le justifie, la hauteur oculaire de 1 m prévue aux diagrammes 7a à 10a peut être augmentée à 1,20 m.

16. La valeur à adopter pour M varie avec les caractéristiques de la route. Les diagrammes 7a, 7b, 8a, 8b, 8c et 8d montrent, respectivement pour des routes à deux et trois voies de circulation, le tracé des lignes à un sommet de côte où la distance de visibilité est réduite. Ces diagrammes correspondent au profil en long représenté en haut de la page où ils figurent et à une distance M déterminée comme il est indiqué au

---

1/ La définition de la distance de visibilité visée au présent paragraphe est la distance à laquelle un objet placé sur la chaussée à 1 m (3 pieds 4 pouces) au-dessus de la surface de la chaussée peut être vu par un observateur placé sur la route et dont l'oeil est également situé à 1 m (3 pieds 4 pouces) au-dessus de la chaussée.

paragraphe 24 ci-après : A (ou D) est le point où la distance de visibilité devient inférieure à M, tandis que C (ou B) est le point où la distance de visibilité devient de nouveau supérieure à M.[2]

17. Lorsque les sections AB et CD se chevauchent, c'est-à-dire lorsque la visibilité dans les deux directions est supérieure à la valeur M avant que soit atteint le sommet de la côte, les lignes devraient être placées selon la même disposition, les lignes continues accolées à une ligne discontinue ne se chevauchant pas. Ceci est indiqué sur les diagrammes 9, 10a et 10b.

18. Les diagrammes 11a et 11b indiquent le tracé des lignes dans la même hypothèse sur une section en courbe d'une route à deux voies à distance de visibilité réduite.

19. Sur les routes à trois voies, deux méthodes sont possibles. Elles sont indiquées dans les diagrammes 8a, 8b, 8c et 8d (ou, selon le cas, 10a et 10b). Le diagramme 8a ou 8b (ou, selon le cas, 10a) devrait être employé pour les routes où circule une proportion notable de véhicules à deux roues et les diagrammes 8c et 8d (ou, selon le cas, 10b) lorsque la circulation est composée essentiellement de véhicules à quatre roues. Le diagramme 11c indique les lignes dans la même hypothèse sur une section en courbe d'une route à trois voies à distance de visibilité réduite.

20. Les diagrammes 12, 13 et 14 montrent les tracés indiquant un rétrécissement de la chaussée.

2/ Le marquage indiqué dans les diagrammes 7 peut être remplacé entre A et D par une seule ligne axiale continue, sans ligne discontinue accolée, et précédée par une ligne axiale discontinue comportant au moins trois traits. Néanmoins, ce tracé simplifié doit être utilisé avec précaution et seulement dans des cas exceptionnels puisqu'il empêche sur une certaine distance le conducteur d'effectuer une manoeuvre de dépassement alors même qu'il y a une distance de visibilité adéquate. Il convient d'éviter dans la mesure du possible l'emploi des deux méthodes sur le même itinéraire ou sur le même type d'itinéraires dans la même région, de crainte d'introduire une certaine confusion.

21. Dans les diagrammes 8a, 8b, 8c, 8d, 10a et 10b, l'inclinaison des lignes obliques de transition par rapport à la ligne axiale ne doit pas être supérieure à 1/20.

22. Dans les diagrammes 13 et 14 à utiliser pour indiquer un changement de la largeur disponible de la chaussée, ainsi que dans les diagrammes 15, 16 et 17 qui indiquent des obstacles nécessitant une déviation de la (ou des) ligne(s) continue(s), cette inclinaison de la ligne ou des lignes devrait être, de préférence, inférieure à 1/50 sur les routes à grandes vitesses et inférieure à 1/20 sur les routes où la vitesse n'est pas supérieure à 50 km (30 milles) à l'heure. En outre, les lignes continues obliques devraient être précédées, pour le sens de circulation auquel elles s'appliquent, d'une ligne continue parallèle à l'axe de la chaussée, la longueur de cette ligne correspondant à la distance parcourue en une seconde à la vitesse de marche adoptée.

23. Lorsqu'il n'est pas nécessaire de marquer les voies de circulation par des lignes discontinues sur une section normale de route, la ligne continue devrait être précédée d'une ligne d'approche, constituée par une ligne discontinue sur une distance dépendant de la vitesse normale des véhicules, d'au moins 50 m. Lorsque les voies de circulation sont marquées par des lignes discontinues sur une section normale de route, la ligne continue devrait être précédée également d'une ligne d'approche sur une distance dépendant de la vitesse normale des véhicules, d'au moins 50 m. Le marquage peut être complété par une flèche ou plusieurs flèches indiquant aux conducteurs la voie qu'ils devront suivre.

ii) Conditions d'emploi des lignes continues

24. Le choix de la distance de visibilité à adopter pour la détermination des sections où une ligne continue est ou non désirable, ainsi que le choix de la longueur à donner à cette ligne, résultent nécessairement d'un compromis. Le tableau suivant donne la valeur recommandée pour M correspondant à diverses vitesses d'approche[3/]:

3/ La vitesse d'approche qui intervient dans ce calcul est la vitesse qui n'est pas dépassée par 85 % des véhicules ou la vitesse de base si elle est supérieure.

Vitesse d'approche	Liste des valeurs de M
100 km/h (60 m.p.h.)	de 160 m (480 pieds) à 320 m (960 pieds)
80 km/h (50 m.p.h.)	de 130 m (380 pieds) à 260 m (760 pieds)
65 km/h (40 m.p.h.)	de 90 m (270 pieds) à 180 m (540 pieds)
50 km/h (30 m.p.h.)	de 60 m (180 pieds) à 120 m (360 pieds)

25. Pour les vitesses non mentionnées sur le tableau qui précède, la valeur M correspondante doit être calculée par interpolation ou extrapolation.

D. Lignes-bordures indiquant les limites de la chaussée

26. Le marquage des lignes indiquant les limites de la chaussée sera de préférence constitué par une ligne continue. Des plots, clous ou réflecteurs peuvent être employés, associés à ces lignes.

E. Marquage d'obstacles

27. Les diagrammes 15, 16 et 17 montrent le marquage qu'il convient d'employer aux abords d'un îlot ou de tout autre obstacle situé sur la chaussée.

F. Lignes de guidage pour virage

28. A certaines intersections, il est souhaitable d'indiquer aux conducteurs comment tourner à gauche, dans les pays de circulation à droite, ou comment tourner à droite dans les pays de circulation à gauche.

Chapitre III
MARQUES TRANSVERSALES

A. Généralités

29. Compte tenu de l'angle sous lequel le conducteur voit les marques sur la chaussée, les marques transversales doivent être plus larges que les marques longitudinales.

B. Lignes d'arrêt

30. La largeur minimale d'une ligne d'arrêt doit être de 0,20 m (8 pouces) et la largeur maximale de 0,60 m (24 pouces). Une largeur de 0,30 m (12 pouces) est recommandée.

31. Lorsqu'elle est employée conjointement avec un signal d'arrêt, la ligne d'arrêt devrait être placée de telle manière qu'un conducteur arrêté immédiatement derrière cette ligne ait une vue aussi dégagée que possible sur la circulation des autres branches de l'intersection, compte tenu des exigences de la circulation des autres véhicules et des piétons.

32. Les lignes d'arrêt peuvent être complétées par des lignes longitudinales (diagrammes 18 et 19). Elles peuvent aussi être complétées par le mot "STOP" dessiné sur la chaussée et dont les diagrammes 20 et 21 donnent un exemple. La distance entre le haut des lettres du mot "STOP" et la ligne d'arrêt devrait être comprise entre 2 m (6 pieds 7 pouces) et 25 m (82 pieds 2 pouces).

C. Lignes indiquant l'endroit où les conducteurs doivent céder le passage

33. La largeur minimale de chaque ligne devrait être de 0,20 m (8 pouces) et la largeur maximale de 0,60 m (24 pouces) et, s'il y a deux lignes, la distance entre les deux devrait être d'au moins 0,30 m (12 pouces). La ligne peut être remplacée par des triangles juxtaposés sur le sol et dont la pointe est dirigée vers le conducteur auquel s'adresse l'obligation de céder le passage. Ces triangles devraient avoir une base de 0,40 m (16 pouces) au moins et de 0,60 m (24 pouces) au plus et une hauteur de 0,50 m (20 pouces) au moins et de 0,70 m (28 pouces) au plus.

34. La ou les marque(s) transversale(s) devrait(devraient) être placée(s) dans les mêmes conditions que les lignes d'arrêt mentionnées au paragraphe 31 de la présente annexe.

35. La ou les marque(s) mentionnée(s) au paragraphe 34 peuvent être complétées par un triangle dessiné sur la chaussée et dont le diagramme 22 donne un exemple. La distance entre la base de ce triangle et la marque transversale devrait être comprise entre 2 m (6 pieds 7 pouces) et 25 m (82 pieds 2 pouces). Ce triangle aura une base d'au moins 1 m (3 pieds 4 pouces) et une hauteur egale à trois fois sa base.

36. Cette marque transversale peut être complétée par des lignes longitudinales.

D. Passages pour piétons

37. L'espacement entre les bandes qui marquent les passages pour piétons devrait être au moins égal à la largeur de ces bandes et ne pas être supérieur au double de cette largeur; la largeur totale d'un espacement et d'une bande doit être comprise entre 1 m (3 pieds 4 pouces) et 1,40 m (4 pieds 8 pouces). La largeur minimale recommandée pour les passages pour piétons est de 2,5 m (8 pieds) sur les routes où la vitesse est limitée à 60 km/h, et de 4 m (13 pieds) sur les routes où cette limite est plus élevée ou sur lesquelles il n'y a pas de limitation de vitesse.

E. Passages pour cyclistes

38. Les passages pour cyclistes devraient être indiqués au moyen de deux lignes discontinues. Ces lignes discontinues seraient constituées de préférence par des blocs carrés de (0,40 à 0,60) x (0,40 à 0,60) m /(16-24) x (16-24) pouces/. La distance entre ces blocs devrait être de 0,40 m à 0,60 m (16-24 pouces). La largeur du passage ne devrait pas être inférieure à 1,80 m (6 pieds). Les plots et les clous ne sont pas recommandés.

Chapitre IV
AUTRES MARQUES

A. Flèches

39. Sur les routes ayant un nombre suffisant de voies de circulation pour permettre une ségrégation des véhicules à l'approche d'une intersection, les voies qui doivent être utilisées par la circulation peuvent être indiquées au moyen de flèches apposées sur la surface de la chaussée (diagrammes 2, 3, 19 et 23). Des flèches peuvent aussi être employées sur les routes à sens unique pour confirmer le sens de circulation. La longueur de ces flèches ne devrait pas être inférieure à 2 m (6 pieds 7 pouces). Les flèches peuvent être complétées par des inscriptions sur la chaussée.

B. Lignes parallèles obliques

40. Les diagrammes 24 et 25 donnent des exemples de zones dans lesquelles les véhicules ne doivent pas entrer.

C. Inscriptions

41. Des inscriptions sur la chaussée peuvent être employées dans le but de régler la circulation, d'avertir ou de guider les usagers de la route. Les mots utilisés devraient être de préférence soit des noms de lieux, des numéros de routes ou des mots aisément compréhensibles sur le plan international (par exemple : "stop", "bus", "taxi").

42. Les lettres devraient être allongées considérablement dans la direction de la circulation, en raison de l'angle très faible sous lequel les inscriptions sont vues par les conducteurs (diagramme 20).

43. Lorsque les vitesses d'approche sont supérieures à 50 km/h (30 m.p.h.), les lettres devraient avoir une longueur minimale de 2,5 m (8 pieds).

D. Réglementation de l'arrêt et du stationnement

44. Les restrictions à l'arrêt et au stationnement peuvent être indiquées par des marques sur la bordure de la chaussée ou au bord de celle-ci. Les limites d'emplacement de stationnement peuvent être indiquées sur la surface de la chaussée par des lignes appropriées.

E. Marques sur la chaussée et sur les ouvrages annexes de la route

i) Marques indiquant les restrictions au stationnement

45. Le diagramme 26 donne un exemple de ligne en zigzag.

ii) Marques sur obstacles

46. Le diagramme 27 donne un exemple de marque sur un obstacle.

Diagramme 2

Diagramme 3

Diagramme 4

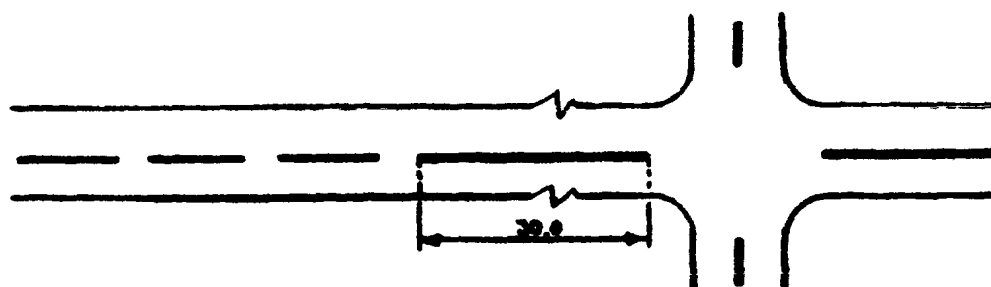



Diagramme 5

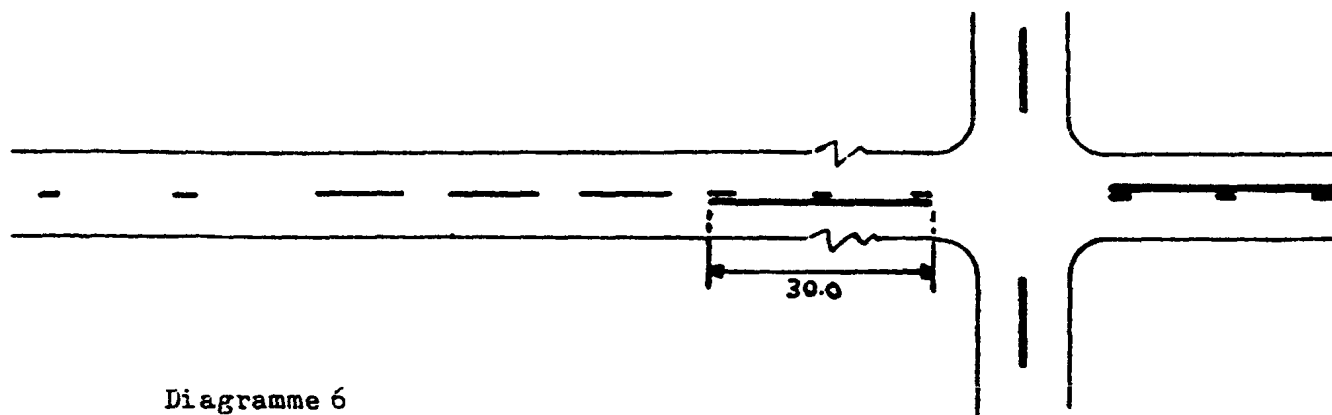
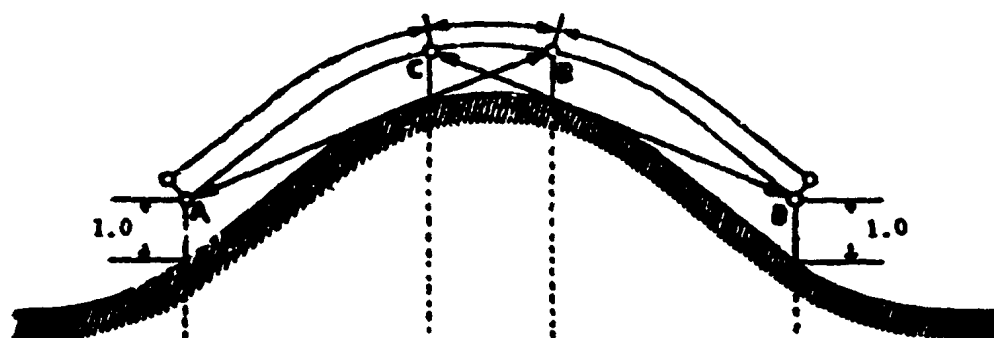



Diagramme 6

C
1.0
A
1.0
Diagramme 9
Diagramme 10a
Diagramme 10b

B
C
1.0
A
D
1.0
Diagramme 7a
Diagramme 7b
Diagramme 8a
Diagramme 8b
Diagramme 8c
Diagramme 8d

Diagramme 11a

B C

A D

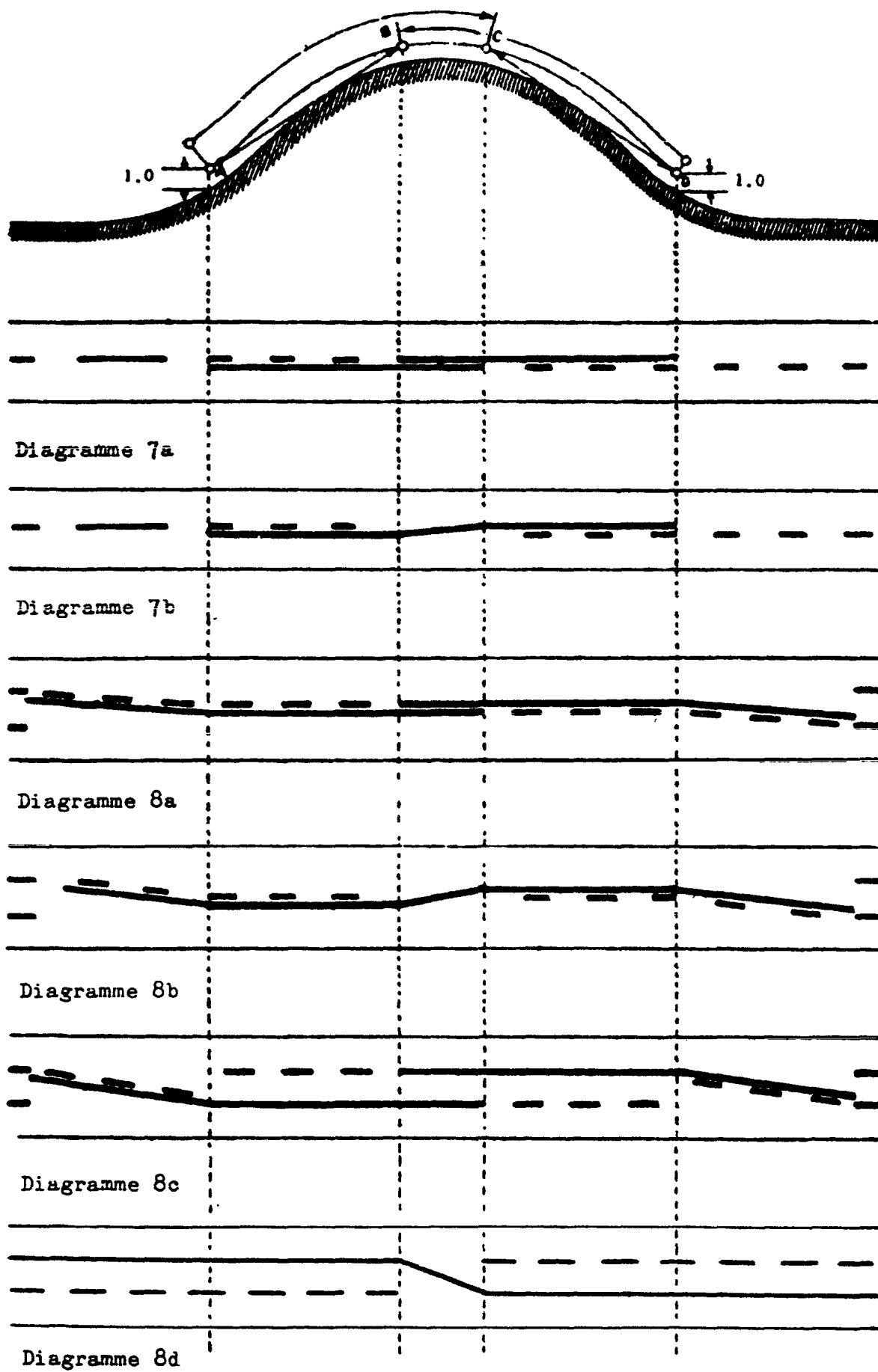
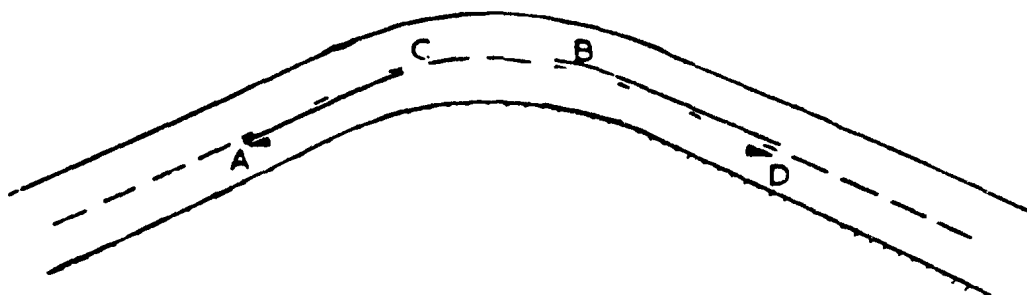
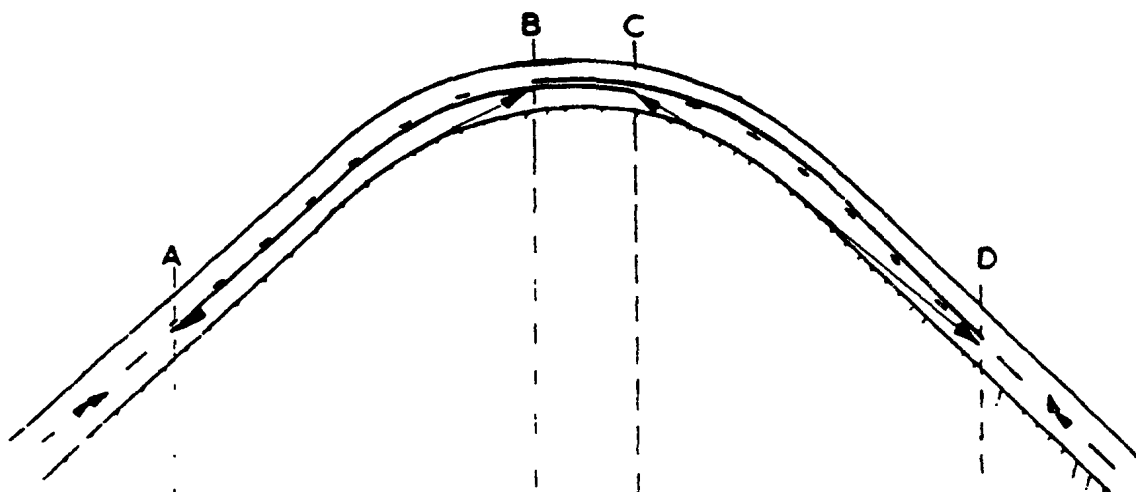
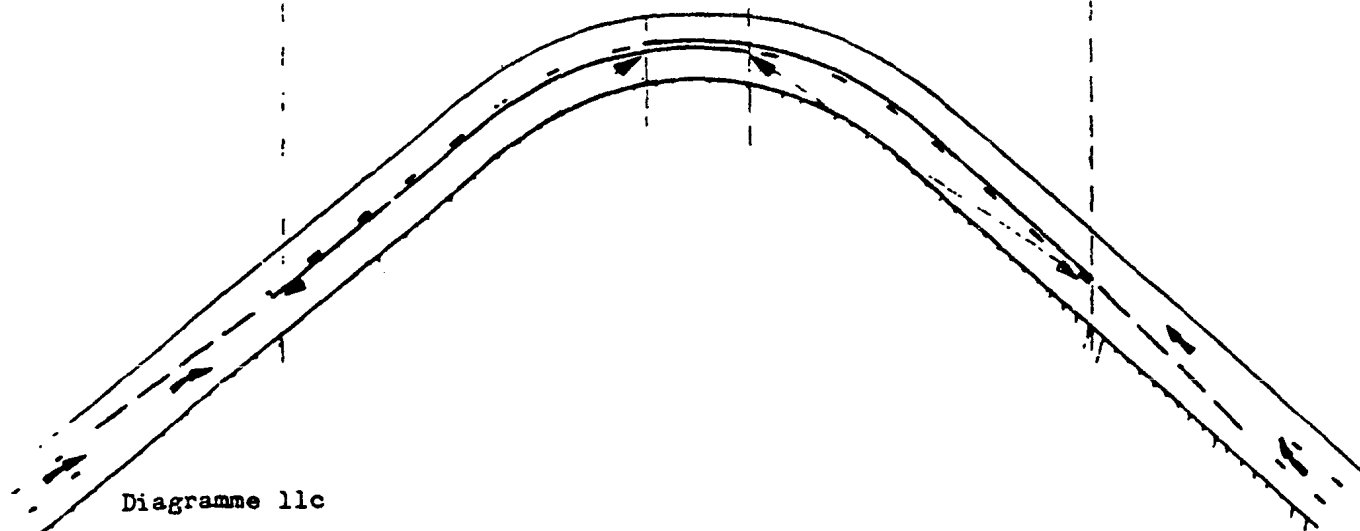



Diagramme 11b

Diagramme 11c

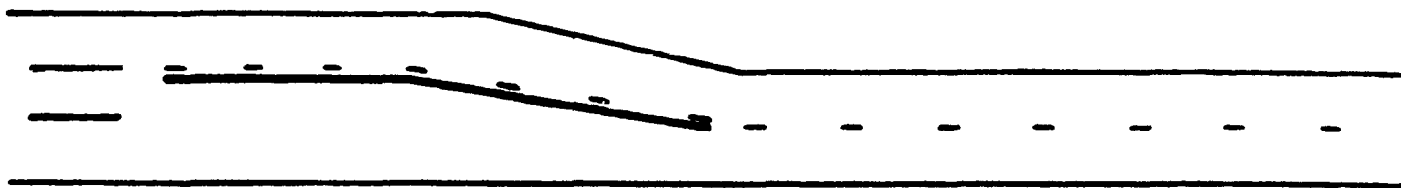



Diagramme 12

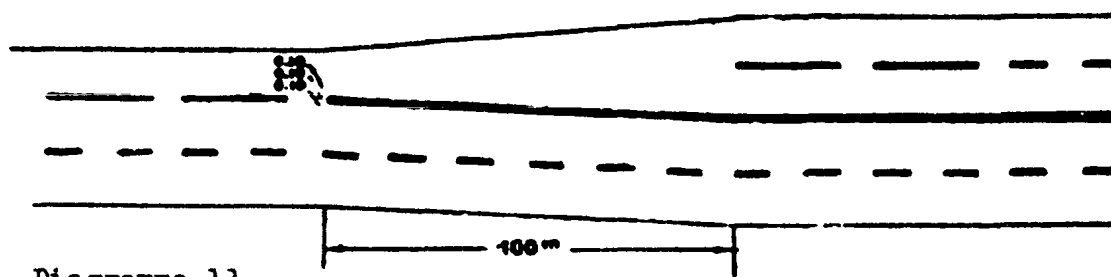



Diagramme 13

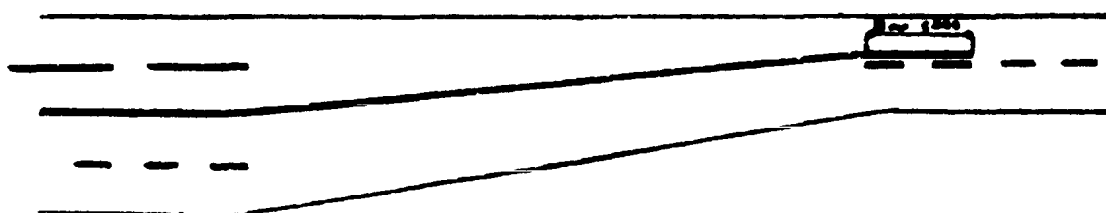



Diagramme 14

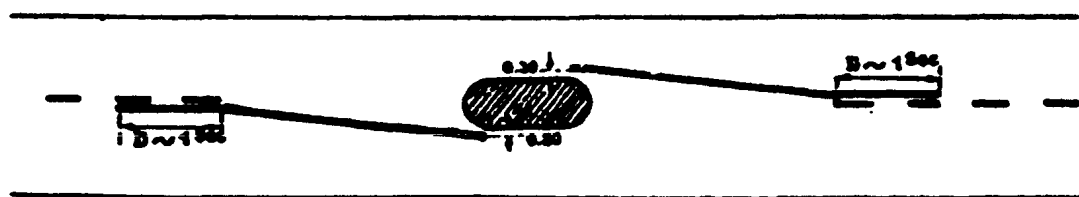



Diagramme 15

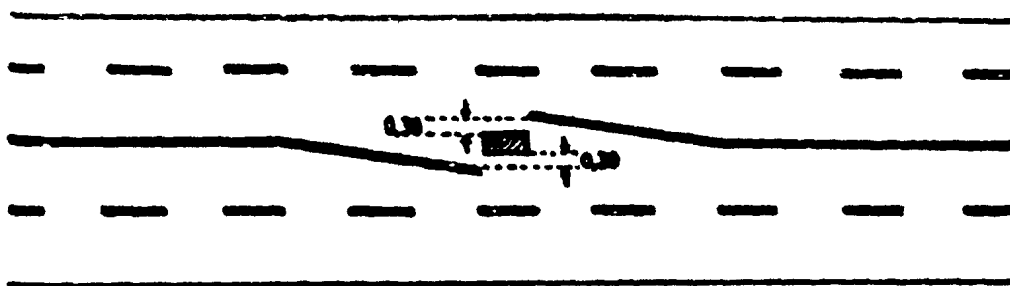



Diagramme 16

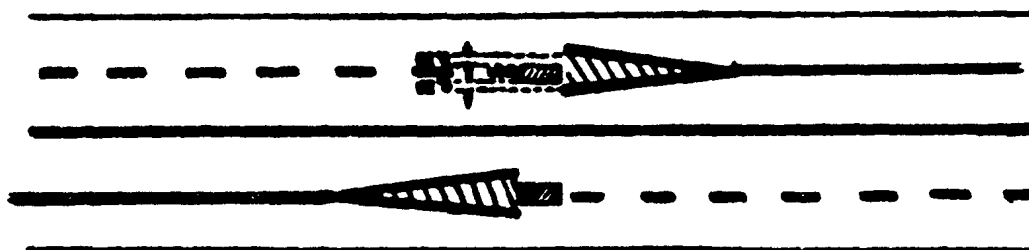



Diagramme 17

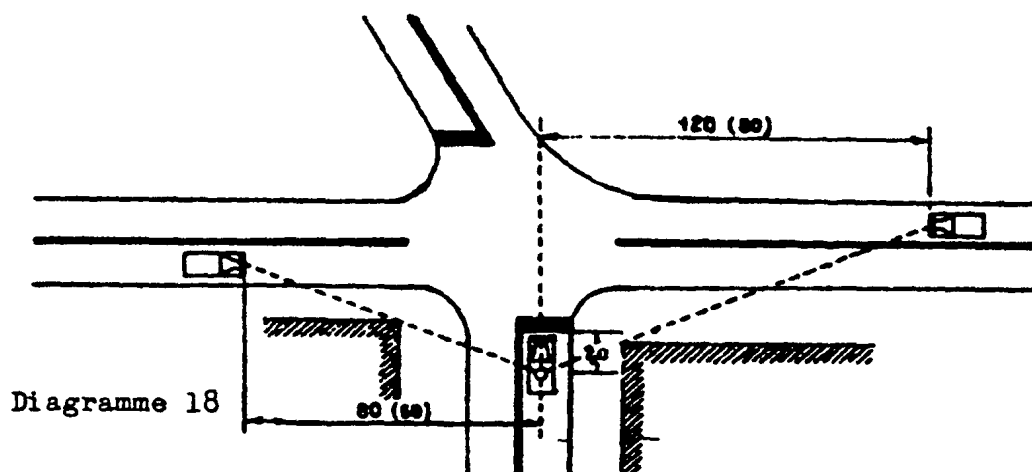
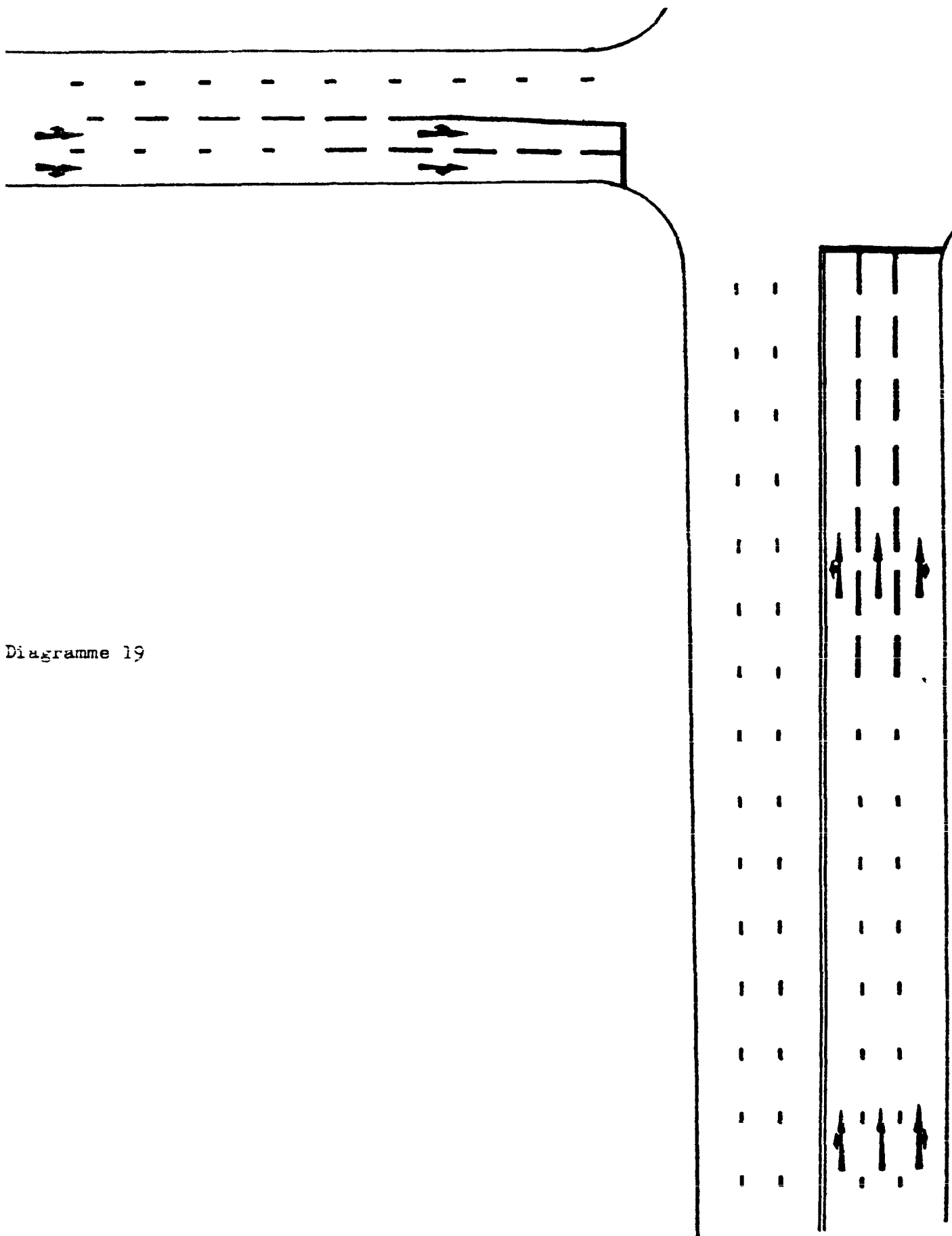



Diagramme 18

Diagramme 19

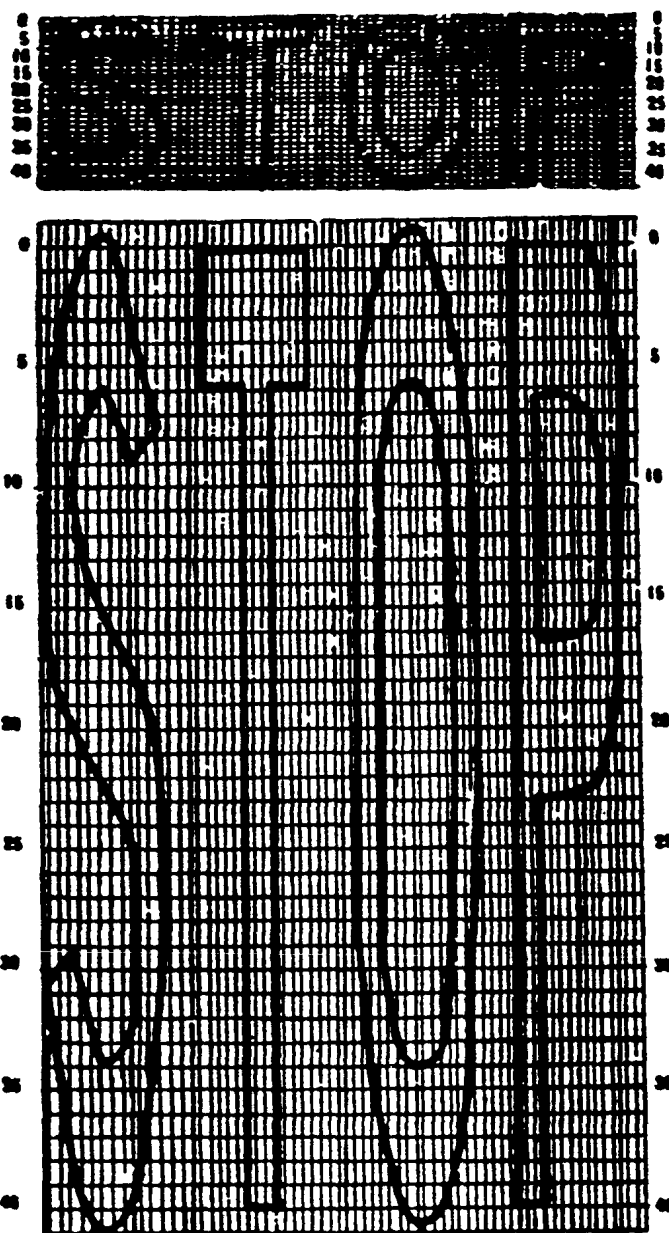



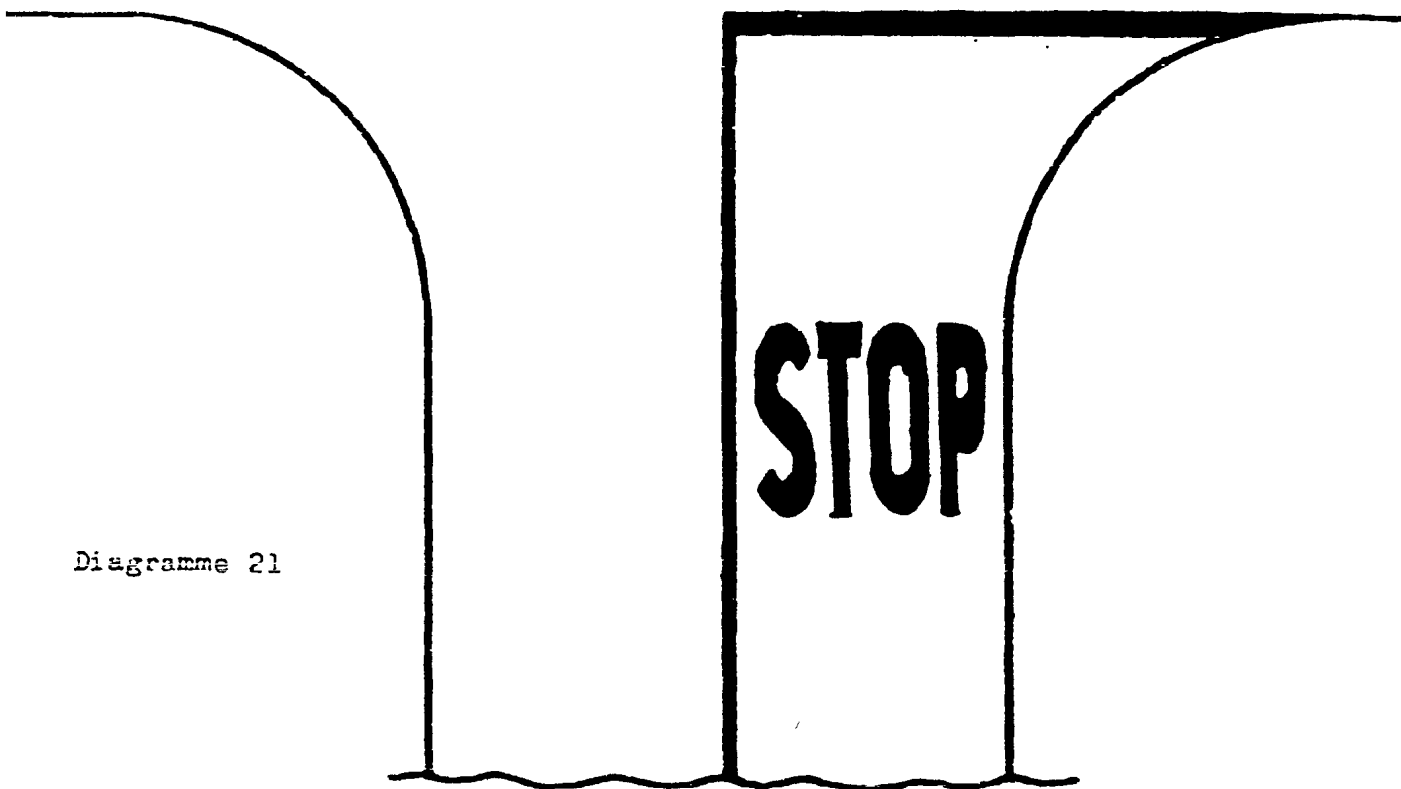
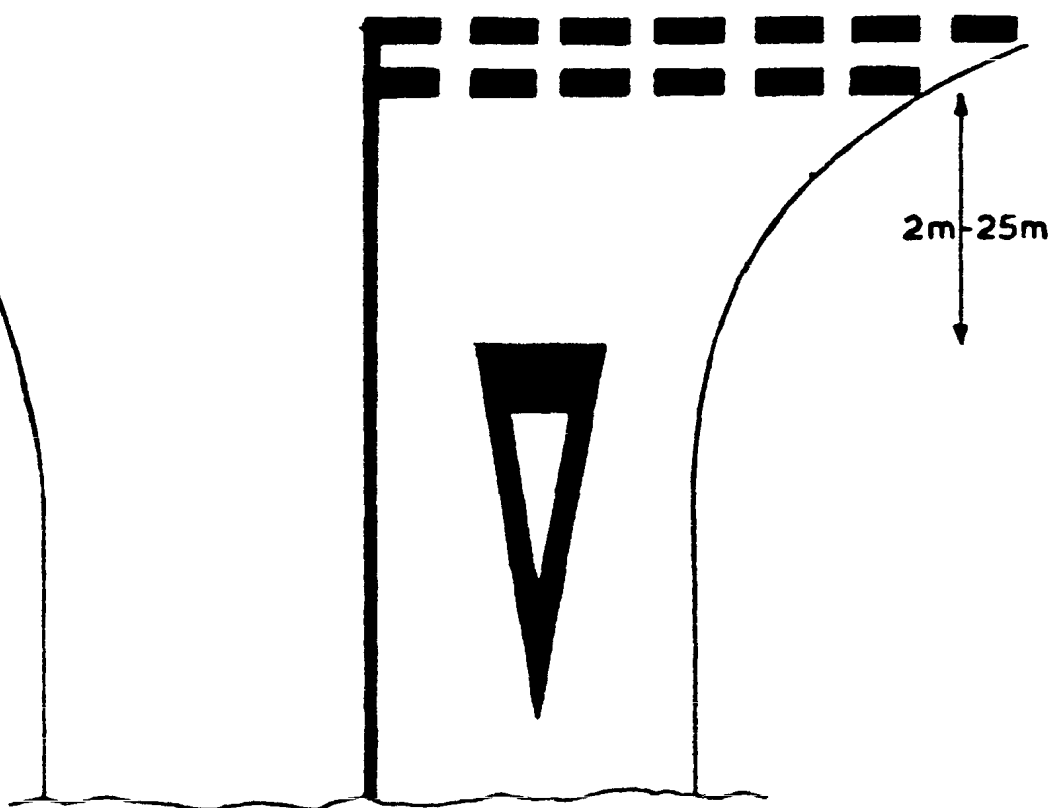
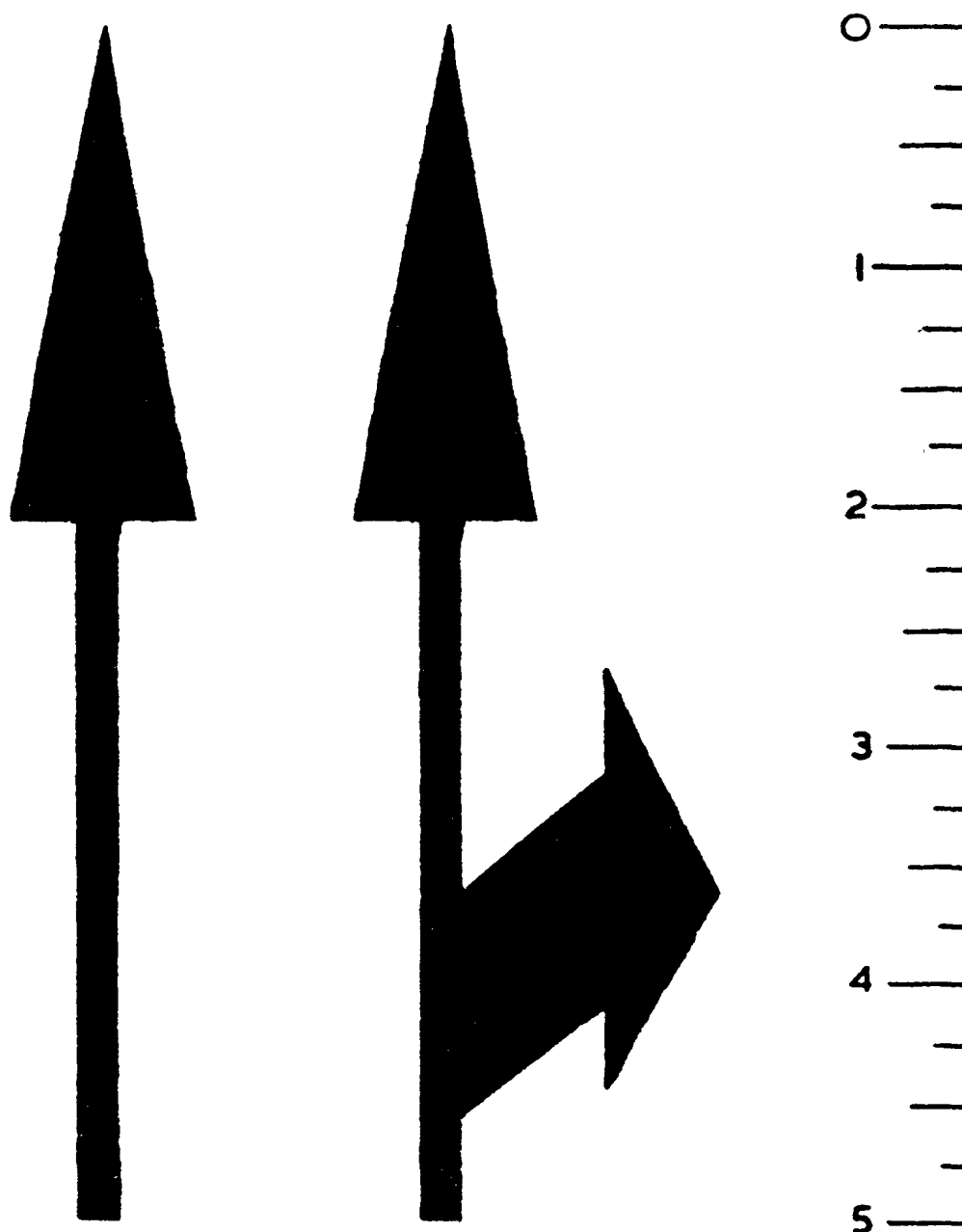
Diagramme 20

STOP
Diagramme 21
2m-25m
Diagramme 22

Normes recommandées pour tracer en perspective les flèches qui donnent à la fois l'indication pour aller tout droit et pour tourner.

Diagramme 23

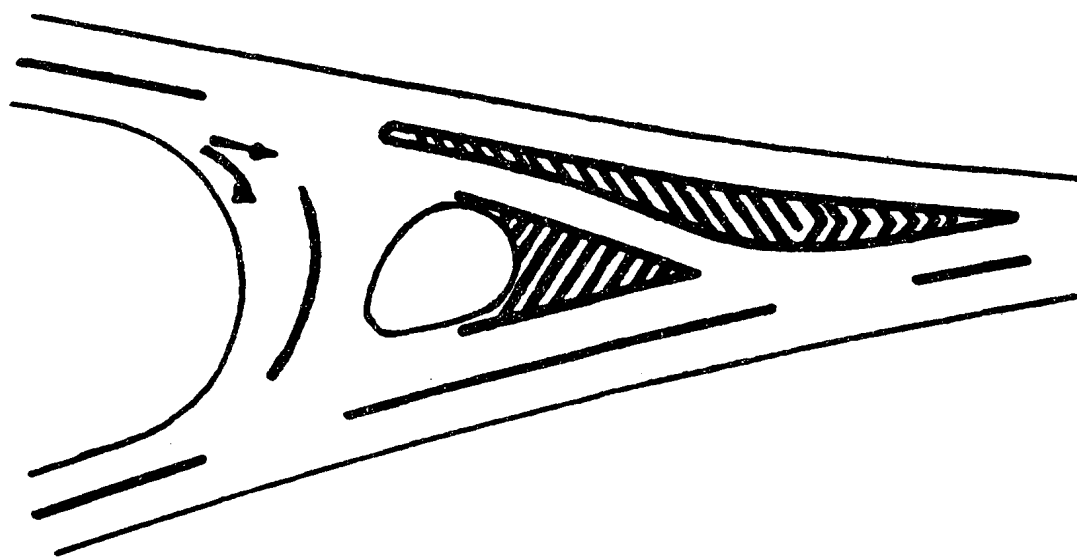



Diagramme 24

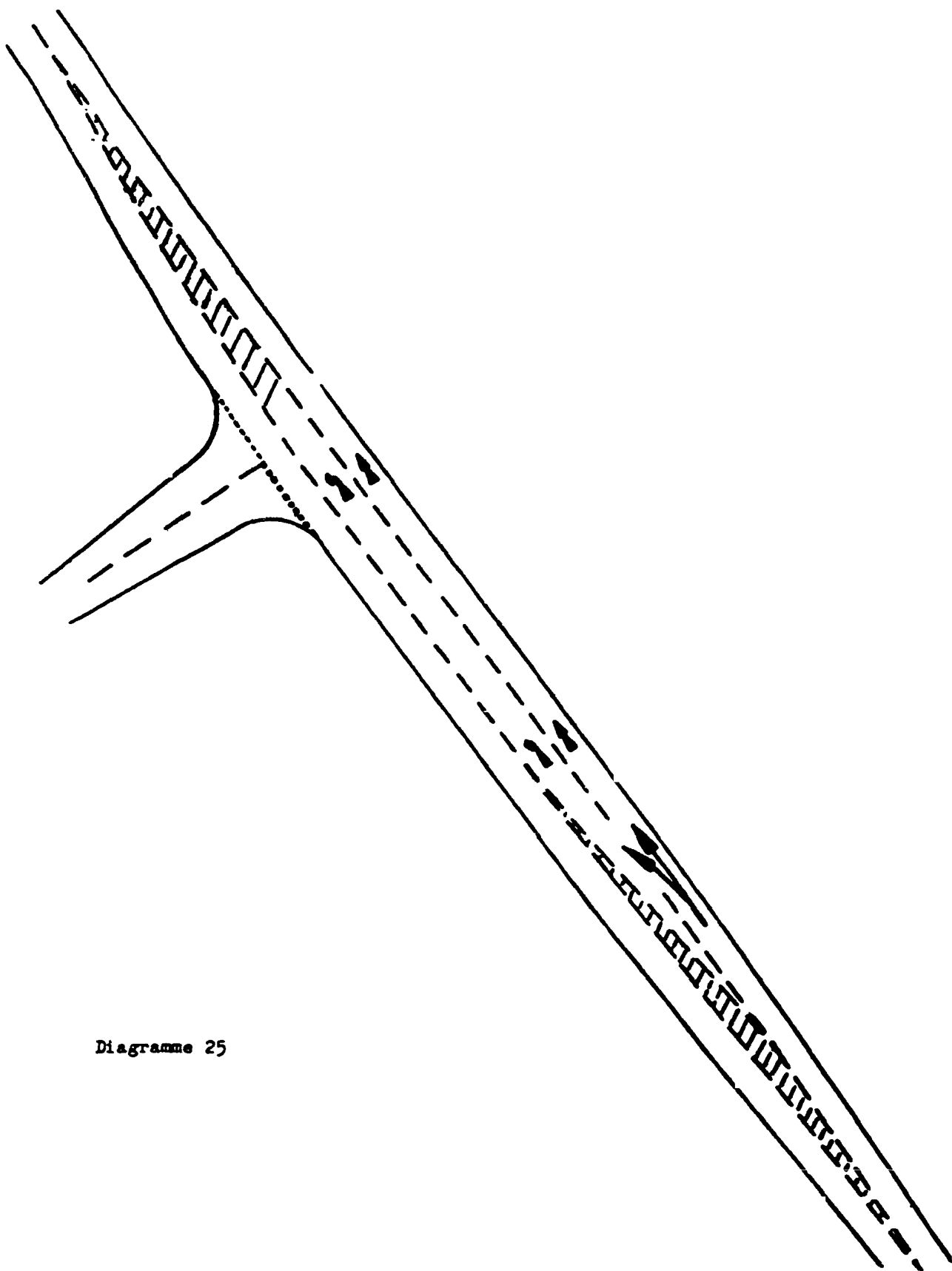
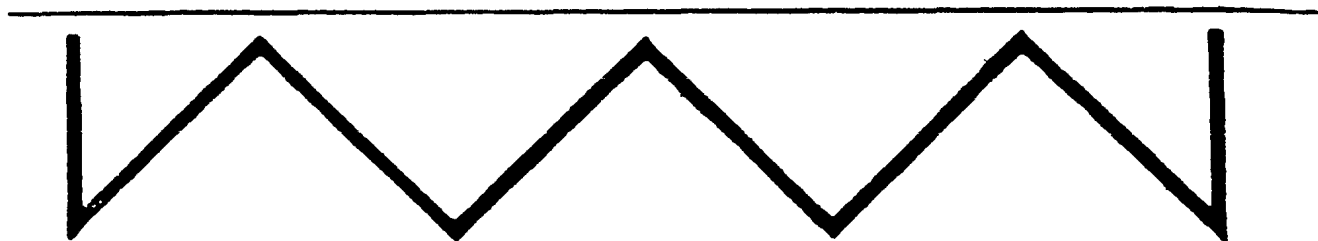



Diagramme 25

Diagramme 26

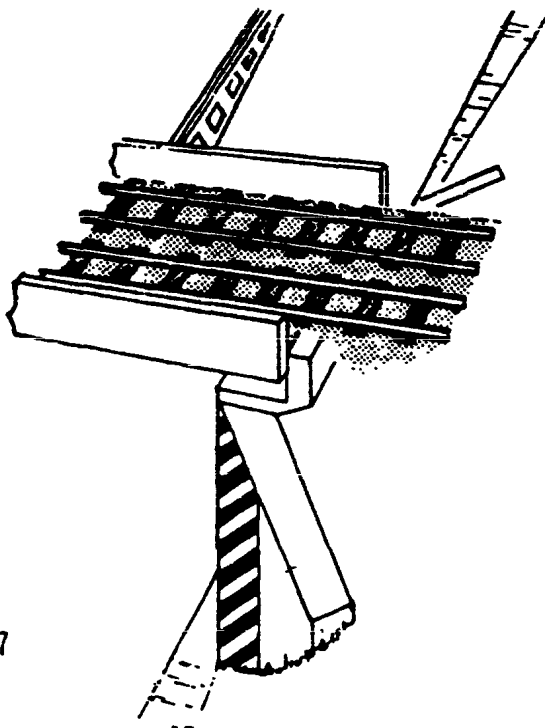
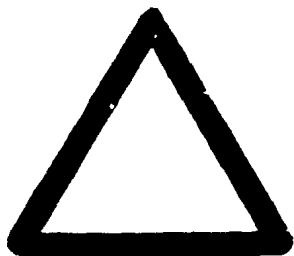
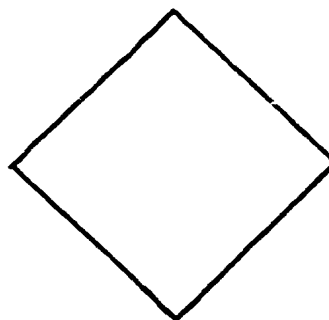



Diagramme 27

A[a]
A[b]
A, 1[a]
A, 1[b]
A, 1[c]
A, 1[d]
10%
A, 2[a]
10%
A, 2[b]
A, 2[c]
A, 2[d]
10%
A, 3[a]
10%
A, 3[b]
A, 3[c]
A, 3[d]
A, 4[a]

ANNEXE 9

REPRODUCTION EN COULEUR DES SIGNAUX, SYMBOLES ET PANNEAUX DONT IL EST QUESTION DANS LES ANNEXES 1 A 7.

A, 4b
A, 5
A, 6
A, 7a
A, 7b
A, 7c
A, 8
A, 9a
A, 9b
A, 10a
A, 10b
A, 11a
A, 11b
A, 12
A, 13

A, 14a
A, 14b
A, 15
A,16b
A,16a
A,16c
A, 17
A, 18
A, 19
A, 20
A, 21a
A, 21b

A, 21c
A, 21d
A, 21e
A, 21f
A, 21g
A, 22a
A, 22b
A, 22c
A, 23
A, 24a
A, 24b

A 25

A, 26

A, 27ª

A, 27ᵇ

A, 28

A, 29ª

A, 29ᵇ

A, 29ᶜ

B, 1

B, 2[a]

B, 2[b]

B, 3

B, 4

B, 5

B, 6

B, 7a

B, 7b

B, 7c

C, 1a
C, 1b
C, 2
C, 3a
C, 3b
C, 3c
C, 3d
C, 3e
C, 3f
C, 3g
C, 3h
C, 3j

C, 3^{k} C, 4^{a} C, 4^{b}

C, 5 C, 6 C, 7

C, 8 C, 9 C, 10

C, 11^{a} C, 11^{b} C, 12

C, 13^{aa}

C, 13^{ab}

C, 13^{ba}

C, 13^{bb}

C, 14

C, 15

C, 16

C, 17^{a}

C, 17^{b}

C, 17^{c}

C, 18

C, 19

C, 20^{a}

C, 20^{b}

C, 21

D, 1ª

D, 1ª

D, 1ª

D, 1ª

D, 1ᵇ

D, 2

D, 3

D, 4

D, 5

D, 6

D, 7

D, 8

D, 9

E, 1^a

E, 1^b

E, 1^c

E, 2^a

E, 2^b

E, 3

E, 4

E, 5a

E, 5b

E, 5c

E, 5d

E, 6a

E, 6b

E, 6c

E, 7

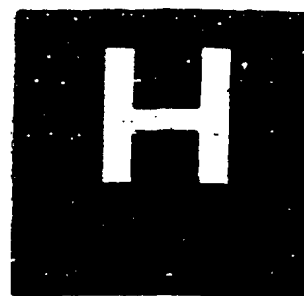
E, 8

E, 9a

E, 9b

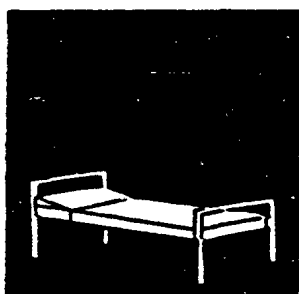
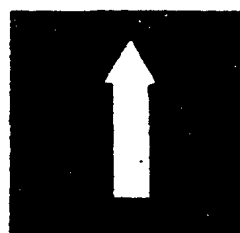
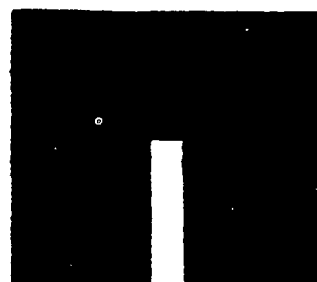
E, 9c

E, 9d

Héréra	2km
SAN JOSE	35km

E, 10

E, 11[a]

E, 11[b]

E, 12[a]

E, 12[b]

E, 13[a]

E, 13[b]

E, 14

E, 15

E, 16

E, 17

E, 18

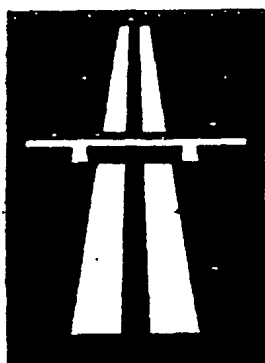
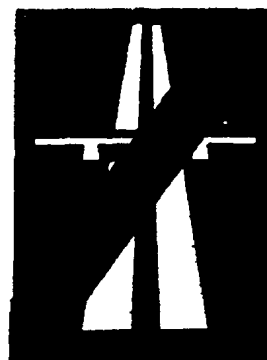
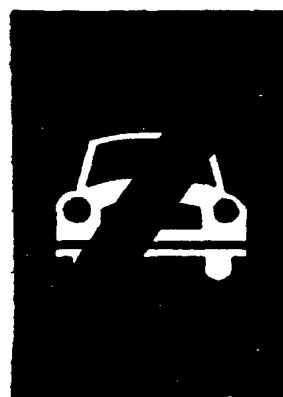
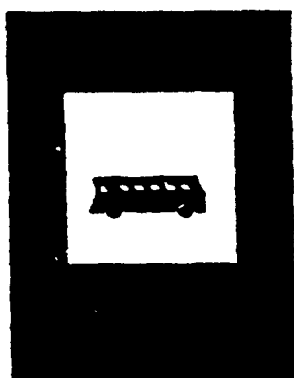
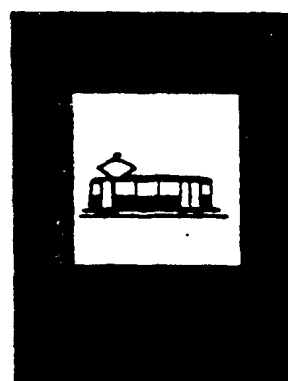
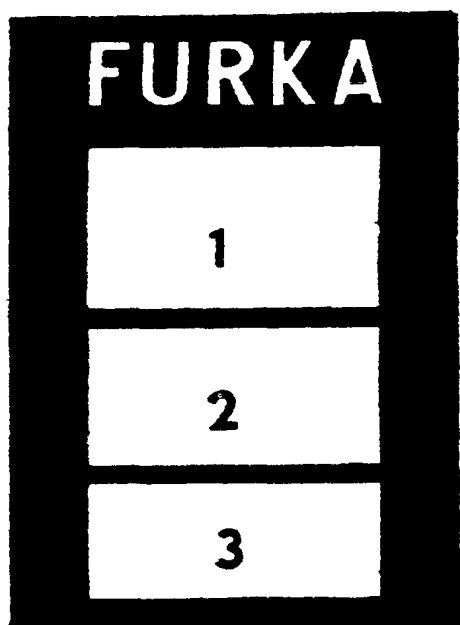
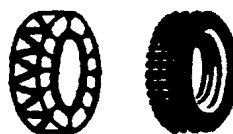
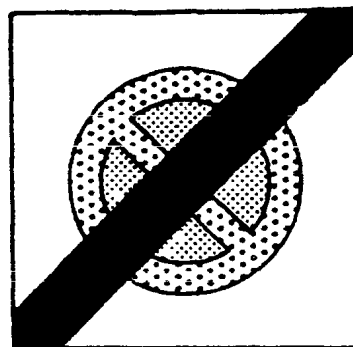
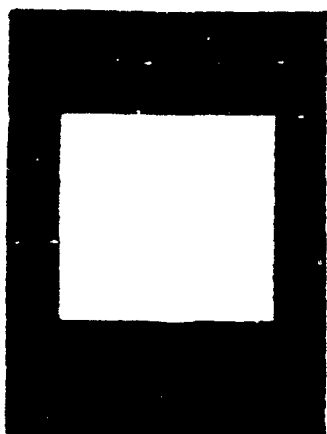
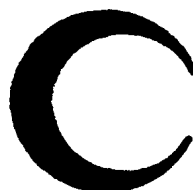
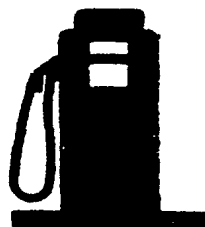
E, 19

E, 20

E, 21

E, 22

E, 23

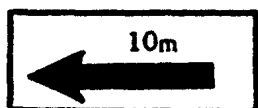
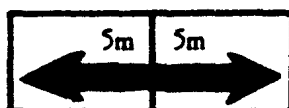
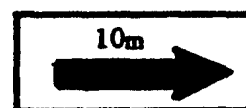
E, 24

F
F, 1a
F, 1b
F, 1c
F, 2
F, 3
F, 4
F, 5
F, 6
F, 7
F, 8
F, 9
F, 10
F, 11
F, 12
F, 13

MODELES DE PANNEAUX ADDITIONNELS

200 m

1

2

3a

3b

3c

4a

4b

4c

ACCORD EUROPEEN COMPLETANT LA CONVENTION SUR LA SIGNALISATION ROUTIERE OUVERTE A LA SIGNATURE A VIENNE LE 8 NOVEMBRE 1968

LES PARTIES CONTRACTANTES, PARTIES A LA CONVENTION SUR LA SIGNALISATION ROUTIERE OUVERTE A LA SIGNATURE A VIENNE LE 8 NOVEMBRE 1968,

DESIREUSES d'établir une plus grande uniformité en Europe des règles relatives aux signaux et symboles routiers et aux marques routières,

SONT CONVENUES de ce qui suit :

Article premier

Les Parties contractantes, Parties à la Convention sur la signalisation routière ouverte à la signature à Vienne le 8 novembre 1968, prendront les mesures appropriées pour que le système de signalisation routière et de marques routières appliqué sur leur territoire soit en conformité avec les dispositions de l'annexe au présent Accord.

Article 2

1. Le présent Accord sera ouvert jusqu'au 31 décembre* 1972 à la signature des Etats qui sont signataires de la Convention sur la signalisation routière ouverte à la signature à Vienne le 8 novembre 1968 ou y ont adhéré et qui sont soit membres de la Commission économique pour l'Europe des Nations Unies, soit admis à la Commission à titre consultatif conformément au paragraphe 8 du Mandat de cette Commission.
2. Le présent Accord est sujet à ratification, après que l'Etat aura ratifié la Convention sur la signalisation routière ouverte à la signature à Vienne le 8 novembre 1968 ou y aura adhéré. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.
3. Le présent Accord restera ouvert à l'adhésion de tout Etat visé au paragraphe 1 du présent article et qui est Partie à la Convention sur la signalisation routière ouverte à la signature à Vienne le 8 novembre 1968. Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du Secrétaire général.

---

* Conformément à la décision prise par le Comité des transports intérieurs à sa trente et unième session, la période pendant laquelle l'Accord serait ouvert à la signature a été prolongée jusqu'au 31 décembre 1972.

Article 3

1. Tout Etat pourra, au moment où il signera ou ratifiera le présent Accord ou y adhérera, ou à tout moment ultérieur, déclarer par notification adressée au Secrétaire général que l'Accord devient applicable à tous les territoires ou à l'un quelconque d'entre eux dont il assure les relations internationales. L'Accord deviendra applicable au territoire ou aux territoires désigné(s) dans la notification trente jours après la date à laquelle le Secrétaire général aura reçu cette notification ou à la date d'entrée en vigueur de l'Accord pour l'Etat adressant la notification, si cette date est postérieure à la précédente.

2. Tout Etat qui aura fait une déclaration en vertu du paragraphe 1 du présent article pourra à toute date ultérieure, par notification adressée au Secrétaire général, déclarer que l'Accord cessera d'être applicable au territoire désigné dans la notification et l'Accord cessera d'être applicable audit territoire un an après la date de réception de cette notification par le Secrétaire général.

Article 4

1. Le présent Accord entrera en vigueur douze mois après la date du dépôt du dixième instrument de ratification ou d'adhésion.

2. Pour chaque Etat qui ratifiera le présent Accord ou y adhérera après le dépôt du dixième instrument de ratification ou d'adhésion, l'Accord entrera en vigueur douze mois après la date du dépôt, par cet Etat, de son instrument de ratification ou d'adhésion.

3. Si la date d'entrée en vigueur résultant de l'application des paragraphes 1 et 2 du présent article est antérieure à celle résultant de l'application de l'Article 39 de la Convention sur la signalisation routière ouverte à la signature à Vienne le 8 novembre 1968, c'est à cette dernière date que le présent Accord entrera en vigueur au sens du paragraphe 1 du présent article.

Article 5

A son entrée en vigueur, le présent Accord abrogera et remplacera, dans les relations entre les Parties contractantes, les dispositions concernant le Protocole relatif à la signalisation routière contenues dans l'Accord européen complétant la Convention sur la circulation routière et le Protocole relatif à la signalisation routière de 1949, signé à Genève le 16 septembre 1950, l'Accord relatif à la signalisation des chantiers, signé à Genève le 16 décembre 1955, et l'Accord européen relatif aux marques routières, signé à Genève le 13 décembre 1957.

Article 6

1. Après une période de douze mois, à dater de l'entrée en vigueur du présent Accord, toute Partie contractante pourra proposer un ou plusieurs amendements à l'Accord. Le texte de toute proposition d'amendement, accompagné d'un exposé des motifs, sera adressé au Secrétaire général qui le communiquera à toutes les Parties contractantes. Les Parties contractantes auront la possibilité de lui faire savoir dans le délai de douze mois suivant la date de cette communication : a) si elles acceptent l'amendement, ou b) si elles le rejettent, ou c) si elles désirent qu'une conférence soit convoquée pour l'examiner. Le Secrétaire général transmettra également le texte de l'amendement proposé aux autres Etats visés à l'article 2 du présent Accord.

2. a) Toute proposition d'amendement qui aura été communiquée conformément aux dispositions du paragraphe 1 du présent article sera réputée acceptée si, dans le délai de douze mois susmentionné, moins du tiers des Parties contractantes informent le Secrétaire général soit qu'elles rejettent l'amendement, soit qu'elles désirent qu'une conférence soit convoquée pour l'examiner. Le Secrétaire général notifiera à toutes les Parties contractantes toute acceptation ou tout rejet de l'amendement proposé et toute demande de convocation d'une conférence. Si le nombre total des rejets et des demandes reçus pendant le délai spécifié de douze mois est inférieur

au tiers du nombre total des Parties contractantes, le Secrétaire général notifiera à toutes les Parties contractantes que l'amendement entrera en vigueur six mois après l'expiration du délai de douze mois spécifié au paragraphe 1 du présent article pour toutes les Parties contractantes, à l'exception de celles qui, pendant le délai spécifié, ont rejeté l'amendement ou demandé la convocation d'une conférence pour l'examiner.

b) Toute Partie contractante qui, pendant ledit délai de douze mois, aura rejeté une proposition d'amendement ou demandé la convocation d'une conférence pour l'examiner, pourra, à tout moment après l'expiration de ce délai, notifier au Secrétaire général qu'elle accepte l'amendement, et le Secrétaire général communiquera cette notification à toutes les autres Parties contractantes. L'amendement entrera en vigueur, pour la Partie contractante qui aura notifié son acceptation, six mois après la date à laquelle le Secrétaire général aura reçu la notification.

3. Si un amendement proposé n'a pas été accepté conformément au paragraphe 2 du présent article et si, dans le délai de douze mois spécifié au paragraphe 1 du présent article, moins de la moitié du nombre total des Parties contractantes informent le Secrétaire général qu'elles rejettent l'amendement proposé et si un tiers au moins du nombre total des Parties contractantes, mais pas moins de cinq, l'informent qu'elles l'acceptent ou qu'elles désirent qu'une conférence soit réunie pour l'examiner, le Secrétaire général convoquera une conférence en vue d'examiner l'amendement proposé ou toute autre proposition dont il serait saisi en vertu du paragraphe 4 du présent article.

4. Si une conférence est convoquée conformément aux dispositions du paragraphe 3 du présent article, le Secrétaire général y invitera toutes les Parties contractantes et les autres Etats visés à l'article 2 du présent Accord. Il demandera à tous les Etats invités à la Conférence de lui présenter, au plus tard six mois avant sa date d'ouverture, toutes propositions qu'ils souhaiteraient voir examiner également par ladite Conférence en plus de l'amendement proposé, et il communiquera ces propositions, trois mois au moins avant la date d'ouverture de la Conférence, à tous les Etats invités à la Conférence.

5. a) Tout amendement au présent Accord sera réputé accepté s'il a été adopté à la majorité des deux tiers des Etats représentés à la Conférence, à condition que cette majorité groupe au moins les deux tiers des Parties contractantes représentées à la Conférence. Le Secrétaire général notifiera à toutes les Parties contractantes l'adoption de l'amendement et celui-ci entrera en vigueur douze mois après la date de cette notification pour toutes les Parties contractantes, à l'exception de celles qui, durant ce délai, auront notifié au Secrétaire général qu'elles rejettent l'amendement.

b) Toute Partie contractante qui aura rejeté un amendement pendant ledit délai de douze mois pourra, à tout moment, notifier au Secrétaire général qu'elle l'accepte et le Secrétaire général communiquera cette notification à toutes les autres Parties contractantes. L'amendement entrera en vigueur pour la Partie contractante qui aura notifié son acceptation six mois après la date à laquelle le Secrétaire général aura reçu la notification ou à la fin dudit délai de douze mois, si la date en est postérieure à la précédente.

6. Si la proposition d'amendement n'est pas réputée acceptée conformément au paragraphe 2 du présent article, et si les conditions prescrites au paragraphe 3 du présent article pour la convocation d'une conférence ne sont pas réunies, la proposition d'amendement sera réputée rejetée.

7. Indépendamment de la procédure d'amendement prévue aux paragraphes 1 à 6 du présent article, l'annexe au présent Accord peut être modifiée par accord entre les administrations compétentes de toutes les Parties contractantes. Si l'administration d'une Partie contractante a déclaré que son droit national l'oblige à subordonner son accord à l'obtention d'une autorisation spéciale à cet effet ou à l'approbation d'un organe législatif, le consentement de l'administration compétente de la Partie contractante en cause à la modification de l'annexe ne sera considéré comme donné qu'au moment où cette administration aura déclaré au Secrétaire général que les autorisations ou les approbations requises ont été obtenues. L'accord entre les administrations compétentes pourra prévoir que, pendant une période transitoire, les anciennes dispositions de l'annexe resteront en vigueur, en tout ou en partie, simultanément avec les nouvelles. Le Secrétaire général fixera la date d'entrée en vigueur des nouvelles dispositions.

8. Chaque Etat, au moment où il signera ou ratifiera le présent Accord, ou y adhérera, notifiera au Secrétaire général les nom et adresse de son administration compétente pour donner l'accord prévu au paragraphe 7 du présent article.

Article 7

Toute Partie contractante pourra dénoncer le présent Accord par notification écrite adressée au Secrétaire général. La dénonciation prendra effet un an après la date à laquelle le Secrétaire général en aura reçu notification. Toute Partie contractante, qui cessera d'être Partie à la Convention sur la signalisation routière ouverte à la signature à Vienne le 8 novembre 1968, cessera à la même date d'être Partie au présent Accord.

Article 8

Le présent Accord cessera d'être en vigueur si le nombre des Parties contractantes est inférieur à cinq pendant une période quelconque de douze mois consécutifs, ainsi qu'au moment où cessera d'être en vigueur la Convention sur la signalisation routière ouverte à la signature à Vienne le 8 novembre 1968.

Article 9

1. Tout différend entre deux ou plusieurs Parties contractantes touchant l'interprétation ou l'application du présent Accord, que les Parties en litige n'auraient pas pu régler par voie de négociation ou d'autre manière, sera soumis à l'arbitrage si l'une quelconque des Parties contractantes en litige le demande et sera, en conséquence, renvoyé à un ou plusieurs arbitres choisis d'un commun accord par les Parties en litige. Si, dans les trois mois à dater de la demande d'arbitrage, les Parties en litige n'arrivent pas à s'entendre sur le choix d'un arbitre ou des arbitres, l'une quelconque de ces Parties pourra demander au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de désigner un arbitre unique devant lequel le différend sera renvoyé pour décision.

2. La sentence de l'arbitre ou des arbitres désignés conformément au paragraphe 1 du présent article sera obligatoire pour les Parties contractantes en litige.

Article 10

Aucune disposition du présent Accord ne sera interprétée comme interdisant à une Partie contractante de prendre les mesures compatibles avec les dispositions de la Charte des Nations Unies et limitées aux exigences de la situation qu'elle estime nécessaires pour sa sécurité extérieure ou intérieure.

Article 11

1. Tout Etat pourra, au moment où il signera le présent Accord ou déposera son instrument de ratification ou d'adhésion, déclarer qu'il ne se considère pas lié par l'article 9 du présent Accord. Les autres Parties contractantes ne seront pas liées par l'article 9 vis-à-vis de l'une quelconque des Parties contractantes qui aura fait une telle déclaration.

2. Les réserves au présent Accord, autres que la réserve prévue au paragraphe 1 du présent article, sont autorisées à condition qu'elles soient formulées par écrit, et si elles ont été formulées avant le dépôt de l'instrument de ratification ou d'adhésion, qu'elles soient confirmées dans ledit instrument.

3. Tout Etat, au moment où il déposera son instrument de ratification du présent Accord ou d'adhésion à celui-ci, notifiera par écrit au Secrétaire général dans quelle mesure les réserves qu'il aurait formulées à la Convention sur la signalisation routière ouverte à la signature à Vienne le 8 novembre 1968 s'appliquent au présent Accord. Celles de ces réserves qui n'auraient pas fait l'objet de la notification faite au moment du dépôt de l'instrument de ratification du présent Accord ou d'adhésion à celui-ci seront réputées ne pas s'appliquer au présent Accord.

4. Le Secrétaire général communiquera les réserves et notifications faites en application du présent article à tous les Etats visés à l'article 2 du présent Accord.

5. Tout Etat qui aura fait une déclaration, une réserve ou une notification en vertu du présent article pourra, à tout moment, la retirer par notification adressée au Secrétaire général.

6. Toute réserve faite conformément au paragraphe 2 ou notifiée conformément au paragraphe 3 du présent article

a) modifie, pour la Partie contractante qui a fait ou notifié ladite réserve, les dispositions de l'Accord sur lesquelles porte la réserve dans les limites de celle-ci;

b) modifie ces dispositions dans les mêmes limites pour les autres Parties contractantes pour ce qui est de leurs relations avec la Partie contractante ayant fait ou notifié la réserve.

Article 12

Outre les déclarations, notifications et communications prévues aux articles 6 et 11 du présent Accord, le Secrétaire général notifiera aux Parties contractantes et aux autres Etats visés à l'article 2 :

a) les signatures, ratifications et adhésions au titre de l'article 2;

b) les notifications et déclarations au titre de l'article 3;

c) les dates d'entrée en vigueur du présent Accord en vertu de l'article 4;

d) la date d'entrée en vigueur des amendements au présent Accord conformément aux paragraphes 2, 5 et 7 de l'article 6;

e) les dénonciations au titre de l'article 7;

f) l'abrogation du présent Accord au titre de l'article 8.

Article 13

Après le 31 décembre* 1972, l'original du présent Accord sera déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui en transmettra des copies certifiées conformes à tous les Etats visés à l'article 2 du présent Accord.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, à ce dûment autorisés, ont signé le présent Accord.

FAIT à Genève, le premier mai mil neuf cent soixante et onze, en un seul exemplaire, en langues anglaise, française et russe, les trois textes faisant également foi.

---

* Conformément à la décision prise par le Comité des transports intérieurs à sa trente et unième session, la période pendant laquelle l'Accord serait ouvert à la signature a été prolongée jusqu'au 31 décembre 1972.

A N N E X E

1. Pour l'application des dispositions de la présente annexe, le terme "Convention" désigne la Convention sur la signalisation routière ouverte à la signature, à Vienne, le 8 novembre 1968.

2. La présente annexe ne contient que des compléments et modifications apportés aux dispositions correspondantes de la Convention.

3. Ad Article premier de la Convention (Définitions)

Alinéa b)

Cet alinéa se lira comme suit : "Le terme "agglomération" désigne un espace qui comprend des immeubles bâtis et dont les entrées et les sorties sont spécialement désignées comme telles;"

Alinéa l)

Les véhicules à trois roues dont le poids à vide n'excède pas 400 kg (900 livres) seront assimilés aux motocycles.

Alinéa additionnel, à insérer à la fin de cet Article

Cet alinéa se lira comme suit : "Sont assimilées aux piétons les personnes qui poussent ou traînent une voiture d'enfant, de malade ou d'infirme, ou tout autre véhicule de petite dimension et sans moteur, celles qui conduisent à la main et en marchant un cycle ou un cyclomoteur, ainsi que les infirmes qui se déplacent dans une chaise roulante mue par eux-mêmes ou circulant à l'allure du pas."

4. Ad Article 3 de la Convention (Obligations des Parties contractantes)

Paragraphe 3

Ce paragraphe se lira comme suit : "Tout signal, symbole, installation ou marque non conforme au système défini à la Convention et au présent Accord sera remplacé dans les dix ans à dater de l'entrée en vigueur de l'Accord. Au cours de cette période, et afin d'habituer les usagers de la route au système défini à la Convention et au présent Accord, les signaux, symboles et inscriptions antérieurs pourront être maintenus à côté de ceux prévus à la Convention et au présent Accord."

5. Ad Article 6 de la Convention

Paragraphe 4

Les dispositions de ce paragraphe, qui sont des recommandations dans la Convention, seront obligatoires.

6. Ad Article 7 de la Convention

Paragraphe 1

Phrase additionnelle à insérer à la fin de ce paragraphe

Cette phrase se lira comme suit : "De plus, en ce qui concerne les signaux en cause, il est recommandé de ne pas employer sur une même section de route des signaux éclairés ou munis de matériaux ou dispositifs réfléchissants et des signaux qui ne le sont pas."

7. Ad Article 8 de la Convention

Paragraphe 3

Ce paragraphe se lira comme suit : "Pendant la période transitoire de dix ans indiquée au point 4 de la présente annexe, ainsi qu'ensuite dans des circonstances exceptionnelles pour faciliter l'interprétation des signaux, il peut être ajouté une inscription dans un panneau rectangulaire placé au-dessous des signaux ou à l'intérieur d'un panneau rectangulaire englobant le signal; une telle inscription peut également être placée sur le signal lui-même dans le cas où la compréhension de celui-ci n'en est pas gênée pour les conducteurs incapables de comprendre l'inscription."

8. Ad Article 9 de la Convention

Paragraphe 1

Chaque Etat choisira le modèle A[a] comme signal d'avertissement.

9. Ad Article 10 de la Convention (Signaux de priorité)

Paragraphe 3

Chaque Etat choisira le modèle B, 2[a] pour le signal "ARRET".

Paragraphe 6

La présignalisation du signal B, 1 se fera à l'aide du même signal complété par un panneau additionnel du modèle 1 indiqué à l'Annexe 7 de la Convention.

La présignalisation du signal B, 2[a] se fera à l'aide du signal B, 1 complété par un panneau rectangulaire qui portera le symbole "STOP" et un chiffre indiquant à quelle distance se trouve le signal B, 2[a].

10. Ad Article 18 de la Convention (Signaux de localisation)

Paragraphe 2

Ce paragraphe se lira comme suit : "Les signaux E, 9[a] et E, 9[c], conformes aux modèles qui figurent à l'Annexe 9 de la Convention, notifient aux usagers de la route que la réglementation générale de la circulation en vigueur dans les agglomérations situées sur le territoire de l'Etat est applicable à partir des signaux E, 9[a] jusqu'aux signaux E, 9[c], sauf dans la mesure où une autre réglementation serait notifiée sur certaines sections des routes des agglomérations. Ils montrent des inscriptions de couleur foncée sur fond blanc ou de couleur claire et sont placés respectivement aux entrées et aux sorties des agglomérations. Toutefois, le signal B, 4 devra toujours être placé, pour autant que la priorité cesse à la traversée de l'agglomération, sur les routes à priorité signalées par le signal B, 3."

Paragraphe 3

Ce paragraphe se lira comme suit : "Les signaux de localisation utilisés à d'autres fins que celle mentionnée au paragraphe 2 de cet Article, tel qu'il est rédigé ci-dessus, doivent être absolument distincts des signaux visés audit paragraphe; ils doivent montrer des inscriptions blanches ou de couleur claire sur fond de couleur foncée."

11. Ad Article 23 de la Convention (Signaux destinés à régler la circulation des véhicules)

Paragraphe additionnel, à insérer immédiatement après le paragraphe 3 de cet Article

Ce paragraphe se lira comme suit :

"a) Les dispositions des paragraphes 1, 2 et 3 de l'Article 6 de la Convention, relatives aux signaux routiers, sont applicables aux signaux lumineux de circulation, à l'exception de ceux employés aux passages à niveau;

b) Les signaux lumineux de circulation aux intersections seront placés avant l'intersection ou au milieu et au-dessus de celle-ci; ils peuvent être répétés de l'autre côté de l'intersection;

c) En outre, il est recommandé que les législations nationales prévoient que les signaux lumineux de circulation

i) soient placés de manière à ne pas gêner la circulation des véhicules sur la chaussée et, pour ceux qui sont implantés sur les accotements, à gêner les piétons le moins possible;

ii) soient facilement visibles de loin et facilement compréhensibles quand on s'en approche;

iii) soient normalisés sur le territoire de chaque Partie contractante, compte tenu des catégories de routes."

Paragraphe 9

Ce paragraphe se lira comme suit : "Lorsque le feu vert d'un système tricolore a la forme d'une ou de plusieurs flèches vertes sur un fond circulaire noir, l'allumage de cette flèche ou de ces flèches signifie que les véhicules ne peuvent prendre que la direction ou les directions ainsi indiquées. Les flèches signifiant l'autorisation d'aller tout droit auront leur pointe dirigée vers le haut."

Paragraphe 10

Le début de ce paragraphe se lira comme suit : "Lorsqu'un signal du système tricolore comporte un ou plusieurs feux verts supplémentaires sous la forme d'une ou plusieurs flèches vertes sur un fond circulaire noir, l'allumage ..."

Paragraphe additionnel, à insérer immédiatement après le paragraphe 10 de cet Article

Ce paragraphe se lira comme suit : "Lorsque le feu rouge ou le feu jaune porte le contour d'une ou de plusieurs flèches, l'indication donnée par ces feux est limitée à la direction ou aux directions montrées par la flèche ou les flèches."

Paragraphe additionnel, à insérer immédiatement après le paragraphe 11 de cet Article

Ce paragraphe se lira comme suit : "Dans des cas spéciaux, lorsqu'il n'est pas nécessaire d'utiliser des signaux lumineux en permanence, il peut être utilisé un signal composé d'un feu rouge non clignotant précédé d'un feu jaune non clignotant; ce dernier peut être précédé d'un feu jaune clignotant."

12. Ad Article 24 de la Convention (Signaux à l'intention des seuls piétons)

Paragraphe 1, alinéa a) ii)

Cette disposition ne sera pas appliquée.

Paragraphe 2

Ce paragraphe se lira comme suit : "Les signaux lumineux destinés aux piétons seront du système bicolore comportant deux feux, respectivement rouge et vert. Il ne sera jamais allumé deux feux simultanément."

Paragraphe 3

Ce paragraphe se lira comme suit : "Les feux seront disposés verticalement, le feu rouge étant toujours en haut et le feu vert toujours en bas. Le feu rouge aura la forme d'un piéton immobile, ou de piétons immobiles, et le feu vert, la forme d'un piéton en marche, ou de piétons en marche."

13. Ad Article 31 de la Convention (Signalisation des chantiers)

Paragraphe 2

Les barrières ne seront pas peintes en bandes alternées noires et blanches ou noires et jaunes.

14. Ad Article 32 de la Convention (Marquage lumineux ou réfléchissant)

Cet Article se lira comme suit :

"1. Il est recommandé de signaler la présence sur la chaussée de bornes ou de refuges au moyen de feux ou de dispositifs réfléchissants blancs ou jaunes.

2. Lorsque les bords de la chaussée sont signalés au moyen de feux ou de dispositifs réfléchissants, ceux-ci seront :

a) soit tous blancs ou jaune clair,

b) soit blancs ou jaune clair pour signaler le bord de la chaussée opposé au sens de la circulation et rouges ou jaune foncé pour signaler le bord de la chaussée correspondant au sens de la circulation.

3. Chaque Etat Partie au présent Accord adoptera pour l'ensemble de son territoire la même couleur ou le même système de couleurs pour les feux ou les dispositifs réfléchissants visés au présent Article."

15. Ad Article 33 de la Convention

Paragraphe 1, alinéa a)

Cet alinéa se lira comme suit : "Si une signalisation est installée à l'aplomb d'un passage à niveau pour annoncer l'approche des trains ou l'imminence de la fermeture des barrières ou demi-barrières, elle sera constituée par un feu rouge clignotant ou par des feux rouges clignotant alternativement, ainsi qu'il est prévu au paragraphe 1 b) de l'Article 23 de la Convention. Aux passages à niveau sans barrières ni demi-barrières, la signalisation sera constituée de préférence par deux feux rouges clignotant alternativement. Toutefois :

i) Les feux rouges glignotants peuvent être complétés ou remplacés par un signal lumineux du système tricolore rouge-jaune-vert, décrit au paragraphe 2 de l'Article 23 de la Convention, ou par un tel signal dans lequel manque le feu vert, si d'autres signaux lumineux tricolores se trouvent sur la route peu avant le passage à niveau ou si le passage à niveau est muni de barrières. Les feux rouges clignotants aux passages à niveau munis de demi-barrières ne pourront pas être remplacés de la manière indiquée dans la phrase qui précède; ils pourront toutefois être ainsi complétés à condition que d'autres signaux tricolores se trouvent sur la route peu avant le passage à niveau.

ii) Sur les chemins de terre où la circulation est très faible et sur les chemins pour piétons, il peut n'être employé qu'un signal sonore."

Paragraphe 2

Ce paragraphe se lira comme suit : "Les signaux lumineux seront implantés au bord de la chaussée correspondant au sens de la circulation; lorsque les circonstances l'exigent, par exemple les conditions de visibilité des signaux ou l'intensité de la circulation, les signaux seront répétés de l'autre côté de la route. Toutefois, si les conditions locales le font juger préférable, les feux pourront être répétés au-dessus de la chaussée, ou sur un refuge sur la chaussée."

16. Ad Article 35 de la Convention

Paragraphe 1

Les barrières et les demi-barrières des passages à niveau ne seront pas marquées par des bandes alternées de couleurs noire et blanche, ou noire et jaune.

17. Ad Annexe 1 - Section B - de la Convention

Paragraphe 2 (Descente dangereuse)

Ce paragraphe se lira comme suit : "Pour annoncer l'approche d'une descente à forte inclinaison, il sera employé le symbole A, 2^a^.

La partie gauche du symbole A, 2^a^ occupe l'angle gauche du panneau du signal et sa base s'étend sur toute la largeur de ce panneau; le chiffre indique la pente en pourcentage."

Paragraphe 3 (Montée à forte inclinaison)

Ce paragraphe se lira comme suit : "Pour annoncer l'approche d'une montée à forte inclinaison, il sera employé le symbole A, 3^a^.

La partie droite du symbole A, 3^a^ occupe l'angle droit du panneau du signal et sa base s'étend sur toute la largeur de ce panneau; le chiffre indique la pente en pourcentage."

Paragraphe 11 (Passage pour piétons)

Ce paragraphe se lira comme suit : "Pour annoncer un passage pour piétons, il sera employé le symbole A, 11^a^. Le symbole peut être inversé."

18. Ad Annexe 2 - Section A - de la Convention

Paragraphe 1 (Signal "CEDEZ LE PASSAGE")

Le signal B, 1 ne portera ni symbole ni inscription.

Paragraphe 2 (Signal "ARRET")

Ce paragraphe se lira comme suit : "Le signal "ARRET" est le signal B, 2, modèle B, 2^a^. Le signal B, 2, modèle B, 2^a^ est octogonal à fond rouge avec une petite bordure blanche ou jaune clair et porte le symbole "STOP" en blanc ou jaune clair; la hauteur du symbole est au moins égale au tiers de la hauteur du panneau.

La hauteur du signal B, 2^a^ de dimensions normales est d'environ 0,90 m (3 pieds); celle des signaux de petites dimensions ne doit pas être inférieure à 0,60 m (2 pieds)."

19. Ad Annexe 2 - Section B - de la Convention

Paragraphe 2 (Symboles), alinéa a) i)

Cette disposition se lira comme suit : "Intersection où la priorité est celle qui est définie par la règle générale de priorité en vigueur dans le pays. Il sera employé le symbole A, 21^a^."

Paragraphe 2 (Symboles), alinéa a) iii)

Cette disposition se lira comme suit : "Intersection avec une route aux usagers de laquelle le passage doit être cédé. Les signaux B, 1 ou B, 2[a] seront employés conformément aux dispositions du point 9 de la présente annexe."

Paragraphe 2 (Symboles), alinéa b)

Cet alinéa se lira comme suit : "Dans le cas où la circulation est réglée à l'intersection par une signalisation lumineuse, il pourra être placé, en supplément ou en remplacement des signaux décrits dans la présente Section, un signal A[a] portant le symbole A, 16 décrit à la Section B de l'Annexe 1 de la Convention."

20. Ad Annexe 3 - Section A - de la Convention

Alinéa liminaire, première phrase

Cette phrase se lira comme suit : "Le signal à placer est le signal A[a] décrit à la Section A de l'Annexe 1 de la Convention."

Alinéa b)

Cet alinéa se lira comme suit : "Pour annoncer les autres passages à niveau, il sera employé le symbole A, 27[a]."

21. Ad Annexe 3 - Section B - de la Convention

Le modèle B, 7[c] du signal B, 7 ne sera pas utilisé.

Les modèles B, 7[a] et B, 7[b] pourront montrer des bandes de couleur rouge, à condition que l'apparence générale et l'efficacité des signaux n'en souffrent pas.

22. Ad Annexe 4 - Section A - de la Convention

Paragraphe 2 (Description des signaux), alinéa a) (Interdiction et restriction d'accès), i)

Le modèle C, 1[b] du signal C, 1 ne sera pas utilisé.

Paragraphe 2 (Description des signaux), alinéa a) (Interdiction et restriction d'accès), iii)

Les deux signaux additionnels reproduits à l'appendice de la présente annexe et qui ont la signification suivante pourront être utilisés :

Signal additionnel n° 1 "ACCES INTERDIT AUX VEHICULES TRANSPORTANT PLUS D'UNE CERTAINE QUANTITE DE PRODUITS EXPLOSIFS OU FACILEMENT INFLAMMABLES"

Signal additionnel n° 2 "ACCES INTERDIT AUX VEHICULES TRANSPORTANT PLUS D'UNE CERTAINE QUANTITE DE PRODUITS DE NATURE A POLLUER LES EAUX".

La note qui figure à la fin de cette disposition se lira comme suit : "Les signaux C, 3^a à C, 3^k ainsi que les signaux additionnels n° 1 et n° 2 mentionnés sous ce point ne comporteront pas de barre oblique rouge."

<u>Paragraphe 2</u> (Description des signaux), <u>alinéa d</u>) (Interdiction de dépassement)

Les modèles C, 13^{ab} et C, 13^{bb} des signaux C, 13^a et C, 13^b ne seront pas utilisés.

23. <u>Ad Annexe 4 - Section B - de la Convention</u>

<u>Paragraphe 1</u> (Caractéristiques générales des signaux et symboles), <u>alinéa b</u>)

Cet alinéa se lira comme suit : "Sauf disposition contraire, les signaux sont de couleur bleue et les symboles sont blancs ou de couleur claire."

<u>Paragraphe 2</u> (Description des signaux), <u>alinéa a</u>) (Direction obligatoire)

Le signal D, 1^b ne sera pas employé.

<u>Paragraphe 2</u> (Description des signaux), <u>alinéa c</u>) (Intersection à sens giratoire obligatoire)

Cet alinéa se lira comme suit : "Le signal D, 3 "INTERSECTION A SENS GIRATOIRE OBLIGATOIRE" n'a d'autre signification que de notifier la direction du mouvement giratoire que les véhicules ont l'obligation d'effectuer.

Dans le cas où la circulation est à gauche, la direction des flèches sera inversée."

24. <u>Ad Annexe 5 de la Convention</u>

<u>Caractéristiques générales des signaux et symboles des Sections A à F</u>

<u>Paragraphe additionnel, à insérer immédiatement avant la Section A de cette Annexe</u>

Ce paragraphe se lira comme suit : "Sur les signaux de présignalisation ou de direction concernant les autoroutes ou les routes assimilées aux autoroutes pourront figurer, reproduits en réduction, les symboles qui figurent sur les signaux E, 15 et E, 17."

25. <u>Ad Annexe 5 - Section A - de la Convention</u>

<u>Paragraphe 2</u> (Cas particuliers), <u>alinéa a</u>)

La barre rouge des signaux E, 2^a et E, 2^b sera entourée d'un listel blanc.

26. Ad Annexe 5 - Section B - de la Convention

Paragraphe 1

Le signal E, 5^c ne sera pas employé.

Paragraphe 2

Le signal E, 6^c ne sera pas employé.

27. Ad Annexe 5 - Section C - de la Convention

Paragraphe additionnel, à insérer à la fin de cette Section

Ce paragraphe se lira comme suit : "Les signaux E, 9^a et E, 9^c montrant des inscriptions de couleur foncée sur fond blanc ou de couleur claire seront employés conformément aux dispositions du point 10 de la présente annexe."

28. Ad Annexe 5 - Section E - de la Convention

Le signal E, 11^b ne sera pas employé.

29. Ad Annexe 5 - Section F - de la Convention

Paragraphe 2 (Signal "VOIE A SENS UNIQUE"), alinéa b)

La flèche du signal E, 13^b ne pourra comporter une inscription que si l'efficacité du signal n'en est pas diminuée.

Paragraphe 3 (Signal "ROUTE SANS ISSUE")

La barre rouge du signal E, 14 sera entourée d'un listel blanc.

Paragraphe 4 (Signaux annonçant l'entrée ou la sortie d'une autoroute)

Alinéa additionnel, à insérer immédiatement après le premier alinéa de ce paragraphe

Cet alinéa se lira comme suit : "Le signal E, 15 pourra être employé et répété pour annoncer l'approche d'une autoroute; chaque signal ainsi implanté portera soit dans sa partie inférieure la distance entre son point d'implantation et le commencement de l'autoroute, soit un panneau additionnel du modèle 1 indiqué à l'Annexe 7 de la Convention."

Paragraphe 5 (Signaux annonçant l'entrée ou la sortie d'une route où les règles de circulation sont les mêmes que sur une autoroute)

Alinéa additionnel, à insérer immédiatement après le premier alinéa de ce paragraphe

Cet alinéa se lira comme suit : "Le signal E, 17 pourra être employé et répété pour annoncer l'approche d'une route où les règles de la circulation sont les mêmes que sur une autoroute; chaque signal ainsi implanté portera soit dans sa partie inférieure la distance entre son point d'implantation et le commencement de la route où les règles de la circulation sont les mêmes que sur une autoroute, soit un panneau additionnel du modèle 1 indiqué à l'Annexe 7 de la Convention."

30. Ad Annexe 5 - Section G - de la Convention

Paragraphe 2 (Description des symboles), alinéa a)

Les symboles F, 1^b et F, 1^c ne seront pas utilisés.

31. Ad Annexe 6 - Section A - de la Convention

Description des signaux

Paragraphe 1, alinéa b)

Cette disposition ne sera pas appliquée.

Paragraphe 2, alinéa c)

Cette disposition ne sera pas appliquée.

Paragraphe 3, alinéa e)

Si l'interdiction ne s'applique que sur une courte longueur, la faculté de n'imposer qu'un seul signal portant dans le cercle rouge l'indication de la longueur sur laquelle l'interdiction s'applique ne sera pas utilisée.

32. Ad Annexe 6 - Section B - de la Convention

Paragraphe 1 (Signal "PARCAGE")

Le panneau carré, mentionné au premier alinéa de ce paragraphe, portera la lettre "P".

Paragraphe 2 (Signal annonçant la sortie d'une zone où le stationnement est à durée limitée)

Texte additionnel, à insérer à la fin de ce paragraphe

Ce texte se lira comme suit : "Au lieu du disque de stationnement, il peut également être employé, en gris clair, les signes figurant sur les signaux employés pour indiquer les entrées de la zone.

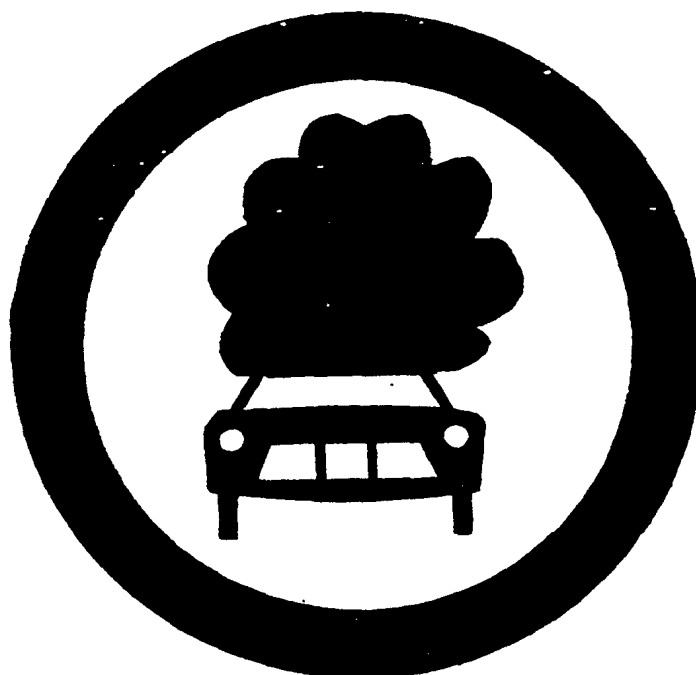
Le signal de sortie d'une zone où le stationnement est à durée limitée peut être placé au revers du signal d'entrée de cette zone destiné à la circulation venant en sens inverse."

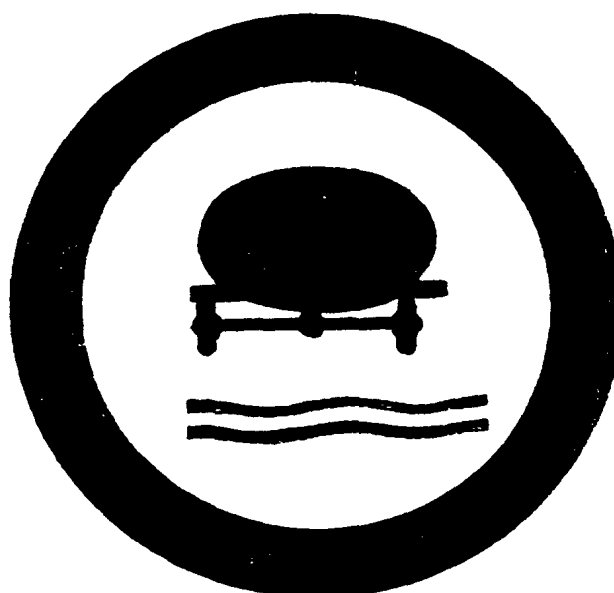
33. Ad Annexe 7 de la Convention (Panneaux additionnels)

Paragraphe additionnel, à insérer immédiatement après le paragraphe 1

Ce paragraphe se lira comme suit : "Le fond des panneaux additionnels doit de préférence correspondre au fond des groupes particuliers de signaux avec lesquels ils sont utilisés."

ANNEXE - APPENDICE

Signal additionnel n° 1

Accès interdit aux véhicules transportant plus d'une certaine quantité de produits explosifs ou facilement inflammables.

Signal additionnel n° 2

Accès interdit aux véhicules transportant plus d'une certaine quantité de produits de nature à polluer les eaux.

PROTOCOLE SUR LES MARQUES ROUTIERES, ADDITIONNEL A L'ACCORD EUROPEEN COMPLETANT LA CONVENTION SUR LA SIGNALISATION ROUTIERE OUVERTE A LA SIGNATURE A VIENNE LE 8 NOVEMBRE 1968

LES PARTIES CONTRACTANTES, PARTIES A LA CONVENTION SUR LA SIGNALISATION ROUTIERE OUVERTE A LA SIGNATURE A VIENNE LE 8 NOVEMBRE 1968 ET A L'ACCORD EUROPEEN COMPLETANT CETTE CONVENTION OUVERT A LA SIGNATURE A GENEVE LE 1er MAI 1971,

DESIREUSES d'établir une plus grande uniformité en Europe des règles relatives aux marques routières,

SONT CONVENUES de ce qui suit :

Article premier

Les Parties contractantes, Parties à la Convention sur la signalisation routière ouverte à la signature à Vienne le 8 novembre 1968 et à l'Accord européen complétant cette Convention ouvert à la signature à Genève le 1er mai 1971, prendront les mesures appropriées pour que le système de marques routières appliqué sur leur territoire soit en conformité avec les dispositions de l'annexe au présent Protocole.

Article 2

1. Le présent Protocole sera ouvert jusqu'au 1er mars 1974 à la signature des Etats qui sont signataires de la Convention sur la signalisation routière ouverte à la signature à Vienne le 8 novembre 1968 et de l'Accord européen complétant cette Convention ouvert à la signature à Genève le 1er mai 1971, ou y ont adhéré et qui sont soit membres de la Commission économique pour l'Europe des Nations Unies, soit admis à la Commission à titre consultatif conformément au paragraphe 8 du mandat de cette Commission.

2. Le présent Protocole est sujet à ratification après que l'Etat intéressé aura ratifié la Convention sur la signalisation routière ouverte à la signature à Vienne le 8 novembre 1968 et l'Accord européen complétant cette Convention ouvert à la signature à Genève le 1er mai 1971, ou y aura adhéré.

Les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

3. Le présent Protocole restera ouvert à l'adhésion de tout Etat visé au paragraphe 1 du présent article et qui est Partie à la Convention sur la signalisation routière ouverte à la signature à Vienne le 8 novembre 1968 et à l'Accord européen complétant cette Convention ouvert à la signature à Genève le ler mai 1971. Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du Secrétaire général.

Article 3

1. Tout Etat pourra, au moment où il signera ou ratifiera le présent Protocole ou y adhérera, ou à tout moment ultérieur, déclarer par notification adressée au Secrétaire général, que le Protocole devient applicable à tous les territoires ou à l'un quelconque d'entre eux dont il assure les relations internationales. Le Protocole deviendra applicable au territoire ou aux territoires désigné(s) dans la notification trente jours après la date à laquelle le Secrétaire général aura reçu cette notification ou à la date d'entrée en vigueur du Protocole pour l'Etat adressant la notification, si cette date est postérieure à la précédente.

2. Tout Etat qui aura fait une déclaration en vertu du paragraphe 1 du présent article pourra à toute date ultérieure, par notification adressée au Secrétaire général, déclarer que le Protocole cessera d'être applicable au territoire désigné dans la notification, et le Protocole cessera d'être applicable audit territoire un an après la date de réception de cette notification par le Secrétaire général.

Article 4

1. Le présent Protocole entrera en vigueur douze mois après la date du dépôt du dixième instrument de ratification ou d'adhésion.

2. Pour chaque Etat qui ratifiera le présent Protocole ou y adhérera après le dépôt du dixième instrument de ratification ou d'adhésion, le Protocole entrera en vigueur douze mois après la date du dépôt, par cet Etat, de son instrument de ratification ou d'adhésion.

3. Si la date d'entrée en vigueur résultant de l'application des paragraphes 1 et 2 du présent article est antérieure à celle résultant de l'application de l'Article 39 de la Convention sur la signalisation routière ouverte à la signature à Vienne le 8 novembre 1968, c'est à cette dernière date que le présent Protocole entrera en vigueur au sens du paragraphe 1 du présent article.

Article 5

A son entrée en vigueur, le présent Protocole abrogera et remplacera, dans les relations entre les Parties contractantes, les dispositions concernant le Protocole relatif à la signalisation routière contenues dans l'Accord européen complétant la Convention sur la circulation routière et le Protocole relatif à la signalisation routière de 1949, signé à Genève le 16 septembre 1950, l'Accord relatif à la signalisation des chantiers, signé à Genève le 16 décembre 1955, et l'Accord européen relatif aux marques routières, signé à Genève le 13 décembre 1957.

Article 6

1. Après une période de douze mois, à dater de l'entrée en vigueur du présent Protocole, toute Partie contractante pourra proposer un ou plusieurs amendements au Protocole. Le texte de toute proposition d'amendement, accompagné d'un exposé des motifs, sera adressé au Secrétaire général qui le communiquera à toutes les Parties contractantes. Les Parties contractantes auront la possibilité de lui faire savoir dans le délai de douze mois suivant la date de cette communication : a) si elles acceptent l'amendement, ou b) si elles le rejettent, ou c) si elles désirent qu'une conférence soit convoquée

pour l'examiner. Le Secrétaire général transmettra également le texte de l'amendement proposé aux autres Etats visés à l'article 2 du présent Protocole.

2. a) Toute proposition d'amendement qui aura été communiquée conformément aux dispositions du paragraphe 1 du présent article sera réputée acceptée si, dans le délai de douze mois susmentionné, moins du tiers des Parties contractantes informent le Secrétaire général soit qu'elles rejettent l'amendement, soit qu'elles désirent qu'une conférence soit convoquée pour l'examiner. Le Secrétaire général notifiera à toutes les Parties contractantes toute acceptation ou tout rejet de l'amendement proposé et toute demande de convocation d'une conférence. Si le nombre total des rejets et des demandes reçus pendant le délai spécifié de douze mois est inférieur au tiers du nombre total des Parties contractantes, le Secrétaire général notifiera à toutes les Parties contractantes que l'amendement entrera en vigueur six mois après l'expiration du délai de douze mois spécifié au paragraphe 1 du présent article pour toutes les Parties contractantes, à l'exception de celles qui, pendant le délai spécifié, ont rejeté l'amendement ou demandé la convocation d'une conférence pour l'examiner.

b) Toute Partie contractante qui, pendant ledit délai de douze mois, aura rejeté une proposition d'amendement ou demandé la convocation d'une conférence pour l'examiner, pourra, à tout moment après l'expiration de ce délai. notifier au Secrétaire général qu'elle accepte l'amendement, et le Secrétaire général communiquera cette notification à toutes les autres Parties contractantes. L'amendement entrera en vigueur, pour la Partie contractante qui aura notifié son acceptation, six mois après la date à laquelle le Secrétaire général aura reçu la notification.

3. Si un amendement proposé n'a pas été accepté conformément au paragraphe 2 du présent article et si, dans le délai de douze mois spécifié au paragraphe 1 du présent article, moins de la moitié du nombre total des Parties contractantes informent le Secrétaire général qu'elles rejettent l'amendement proposé et si un tiers au moins du nombre total des Parties contractantes, mais pas moins de cinq, l'informent qu'elles l'acceptent ou qu'elles désirent qu'une conférence soit réunie pour l'examiner, le Secrétaire général convoquera une conférence en vue d'examiner l'amendement proposé ou toute autre proposition dont il serait saisi en vertu du paragraphe 4 du présent article.

4. Si une conférence est convoquée conformément aux dispositions du paragraphe 3 du présent article, le Secrétaire général y invitera toutes les Parties contractantes et les autres Etats visés à l'article 2 du présent Protocole. Il demandera à tous les Etats invités à la Conférence de lui présenter, au plus tard six mois avant sa date d'ouverture, toutes propositions qu'ils souhaiteraient voir examiner également par ladite Conférence en plus de l'amendement proposé, et il communiquera ces propositions, trois mois au moins avant la date d'ouverture de la Conférence, à tous les Etats invités à la Conférence.

5. a) Tout amendement au présent Protocole sera réputé accepté s'il a été adopté à la majorité des deux tiers des Etats représentés à la Conférence, à condition que cette majorité groupe au moins les deux tiers des Parties contractantes représentées à la Conférence. Le Secrétaire général notifiera à toutes les Parties contractantes l'adoption de l'amendement et celui-ci entrera en vigueur douze mois après la date de cette notification pour toutes les Parties contractantes, à l'exception de celles qui, durant ce délai, auront notifié au Secrétaire général qu'elles rejettent l'amendement.

b) Toute Partie contractante qui aura rejeté un amendement pendant ledit délai de douze mois pourra, à tout moment, notifier au Secrétaire général qu'elle l'accepte, et le Secrétaire général communiquera cette notification à toutes les autres Parties contractantes. L'amendement entrera en vigueur pour la Partie contractante qui aura notifié son acceptation six mois après la date à laquelle le Secrétaire général aura reçu la notification ou à la fin dudit délai de douze mois, si la date en est postérieure à la précédente.

6. Si la proposition d'amendement n'est pas réputée acceptée conformément au paragraphe 2 du présent article, et si les conditions prescrites au paragraphe 3 du présent article pour la convocation d'une conférence ne sont pas réunies, la proposition d'amendement sera réputée rejetée.

7. Indépendamment de la procédure d'amendement prévue aux paragraphes 1 à 6 du présent article, l'annexe au présent Protocole peut être modifiée par accord entre les administrations compétentes de toutes les Parties contractantes. Si l'administration d'une Partie contractante a déclaré que son droit national l'oblige à subordonner son accord à l'obtention d'une autorisation spéciale à cet effet ou à l'approbation d'un organe législatif, le consentement de l'administration compétente de la Partie contractante en cause à la modification de l'annexe ne sera considéré comme donné qu'au moment où cette administration aura déclaré au Secrétaire général que les autorisations ou les approbations requises ont été obtenues. L'accord entre les administrations compétentes pourra prévoir que, pendant une période transitoire, les anciennes dispositions de l'annexe resteront en vigueur, en tout ou en partie, simultanément avec les nouvelles. Le Secrétaire général fixera la date d'entrée en vigueur des nouvelles dispositions.

8. Chaque Etat, au moment où il signera ou ratifiera le présent Protocole ou y adhérera, notifiera au Secrétaire général les nom et adresse de son administration compétente pour donner l'accord prévu au paragraphe 7 du présent article.

Article 7

Toute Partie contractante pourra dénoncer le présent Protocole par notification écrite adressée au Secrétaire général. La dénonciation prendra effet un an après la date à laquelle le Secrétaire général en aura reçu notification. Toute Partie contractante, qui cessera d'être Partie à la Convention sur la signalisation routière ouverte à la signature à Vienne le 8 novembre 1968 et à l'Accord européen complétant cette Convention ouvert à la signature à Genève le 1er mai 1971, cessera à la même date d'être Partie au présent Protocole.

Article 8

Le présent Protocole cessera d'être en vigueur si le nombre des Parties contractantes est inférieur à cinq pendant une période quelconque de douze mois consécutifs, ainsi qu'au moment où cessera d'être en vigueur la Convention sur la signalisation routière ouverte à la signature à Vienne le 8 novembre 1968 ou l'Accord européen complétant cette Convention ouvert à la signature à Genève le 1er mai 1971.

Article 9

1. Tout différend entre deux ou plusieurs Parties contractantes touchant l'interprétation ou l'application du présent Protocole que les Parties en litige n'auraient pu régler par voie de négociation ou d'autre manière, sera soumis à l'arbitrage si l'une quelconque des Parties contractantes en litige le demande et sera, en conséquence, renvoyé à un ou plusieurs arbitres choisis d'un commun accord par les Parties en litige. Si, dans les trois mois à dater de la demande d'arbitrage, les Parties en litige n'arrivent pas à s'entendre sur le choix d'un arbitre ou des arbitres, l'une quelconque de ces Parties pourra demander au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de désigner un arbitre unique devant lequel le différend sera renvoyé pour décision.

2. La sentence de l'arbitre ou des arbitres désignés conformément au paragraphe 1 du présent article sera obligatoire pour les Parties contractantes en litige.

Article 10

Aucune disposition du présent Protocole ne sera interprétée comme interdisant à une Partie contractante de prendre les mesures compatibles avec les dispositions de la Charte des Nations Unies et limitées aux exigences de la situation qu'elle estime nécessaire pour sa sécurité extérieure ou intérieure.

Article 11

1. Tout Etat pourra, au moment où il signera le présent Protocole ou déposera son instrument de ratification ou d'adhésion, déclarer qu'il ne se considère pas lié par l'article 9 du présent Protocole. Les autres Parties contractantes ne seront pas liées par l'article 9 vis-à-vis de l'une quelconque des Parties contractantes qui aura fait une telle déclaration.

2. Les réserves au présent Protocole, autres que la réserve prévue au paragraphe 1 du présent article, sont autorisées à condition qu'elles soient formulées par écrit et, si elles ont été formulées avant le dépôt de l'instrument de ratification ou d'adhésion, qu'elles soient confirmées dans ledit instrument.

3. Tout Etat, au moment où il déposera son instrument de ratification du présent Protocole ou d'adhésion à celui-ci, notifiera par écrit au Secrétaire général dans quelle mesure les réserves qu'il aurait formulées à la Convention sur la signalisation routière ouverte à la signature à Vienne le 8 novembre 1968 ou à l'Accord européen complétant cette Convention ouvert à la signature à Genève le 1er mai 1971 s'appliquent au présent Protocole. Celles de ces réserves qui n'auraient pas fait l'objet de la notification faite au moment du dépôt de l'instrument de ratification du présent Protocole ou d'adhésion à celui-ci seront réputées ne pas s'appliquer au présent Protocole.

4. Le Secrétaire général communiquera les réserves et notifications faites en application du présent article à tous les Etats visés à l'article 2 du présent Protocole.

5. Tout Etat qui aurait fait une déclaration, une réserve ou une notification en vertu du présent article pourra, à tout moment, la retirer par notification adressée au Secrétaire général.

6. Toute réserve faite conformément au paragraphe 2 ou notifiée conformément au paragraphe 3 du présent article

a) modifie, pour la Partie contractante qui a fait ou notifié ladite réserve, les dispositions du Protocole sur lesquelles porte la réserve dans les limites de celle-ci;

b) modifie ces dispositions dans les mêmes limites pour les autres Parties contractantes pour ce qui est de leurs relations avec la Partie contractante ayant fait ou notifié la réserve.

Article 12

Outre les déclarations, notifications et communications prévues aux articles 6 et 11 du présent Protocole, le Secrétaire général notifiera aux Parties contractantes et aux autres Etats visés à l'article 2 :

a) les signatures, ratifications et adhésions au titre de l'article 2;

b) les notifications et déclarations au titre de l'article 3;

c) les dates d'entrée en vigueur du présent Protocole en vertu de l'article 4;

d) la date d'entrée en vigueur des amendements au présent Protocole conformément aux paragraphes 2, 5 et 7 de l'article 6;

e) les dénonciations au titre de l'article 7;

f) l'abrogation du présent Protocole au titre de l'article 8.

Article 13

Après le 1er mars 1974, l'original du présent Protocole sera déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui en transmettra des copies certifiées conformes à tous les Etats visés à l'article 2 du présent Protocole.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, à ce dûment autorisés, ont signé le présent Protocole.

FAIT à Genève, le premier mars mil neuf cent soixante-treize, en un seul exemplaire, en langues anglaise, française et russe, les trois textes faisant également foi.

Annexe

1. Pour l'application des dispositions de la présente annexe, le terme "Convention" désigne la Convention sur la signalisation routière ouverte à la signature à Vienne le 8 novembre 1968.

2. La présente annexe ne contient que des compléments et modifications apportés aux dispositions correspondantes de la Convention.

3. Ad Article 26 de la Convention

Paragraphe 2

Alinéa additionnel, à insérer immédiatement après l'alinéa b) de ce paragraphe

Cet alinéa se lira comme suit :

"Des lignes discontinues doubles pourront être utilisées pour délimiter une ou plusieurs voies sur lesquelles le sens de la circulation peut être inversé conformément au paragraphe 11 de l'Article 23 de la Convention."

Paragraphe 4

Membre de phrase additionnel à insérer à la fin de ce paragraphe

Ce membre de phrase se lira comme suit : "... ou qui indiquent une interdiction ou des restrictions concernant l'arrêt ou le stationnement."

4. Ad Article 27 de la Convention

Paragraphe 1

Deux lignes continues adjacentes ne seront pas employées pour indiquer la ligne d'arrêt.

Paragraphe 3

Deux lignes discontinues accolées ne seront pas employées pour indiquer la ligne que les véhicules ne doivent pas normalement franchir lorsqu'ils ont à céder le passage en vertu d'un signal B, 1 "Cédez le passage".

Paragraphe 5

Ce paragraphe se lira comme suit :

"Pour marquer les passages prévus pour la traversée de la chaussée par les cyclistes, il sera employé des lignes discontinues constituées par des carrés ou des parallélogrammes."

5. Ad Article 28 de la Convention

Paragraphes additionnels à insérer immédiatement après le paragraphe 3 de cet article

Ces paragraphes se liront comme suit :

"Une ligne continue sur la bordure du trottoir ou sur le bord de la chaussée signifie que, sur toute la longueur de cette ligne et du côté de la chaussée où elle est apposée, l'arrêt et le stationnement sont interdits ou font l'objet des restrictions précisées par d'autres moyens.

Une ligne discontinue sur la bordure du trottoir ou sur le bord de la chaussée signifie que, sur toute la longueur de cette ligne et du côté de la chaussée où elle est apposée, le stationnement est interdit ou fait l'objet des restrictions précisées par d'autres moyens.

Le marquage d'une voie par une ligne continue ou discontinue accompagnée de signaux ou d'inscriptions sur la chaussée désignant certaines catégories de véhicules tels qu'autobus, taxis, etc., signifie que l'utilisation de cette voie est réservée aux véhicules indiqués."

6. Ad Article 29 de la Convention

Paragraphe 2

Ce paragraphe se lira comme suit :

"Les marques routières devront être blanches. Le terme "blanche" couvre les nuances argent ou gris clair. Toutefois :

- les marques indiquant les emplacements où le stationnement est permis ou limité pourront être de couleur bleue;

- les lignes en zigzag indiquant les emplacements où le stationnement est interdit seront de couleur jaune;
- la ligne continue ou discontinue apposée sur la bordure du trottoir ou sur le bord de la chaussée pour indiquer une interdiction ou des restrictions à l'arrêt ou au stationnement sera de couleur jaune."

<u>Paragraphes additionnels à insérer immédiatement après le paragraphe 2 de cet article</u>

Ces paragraphes se liront comme suit :

"Si l'on emploie une ligne jaune pour indiquer une interdiction ou des restrictions à l'arrêt ou au stationnement, et s'il existe déjà une ligne blanche indiquant le bord de la chaussée, la ligne jaune devra être accolée à la ligne blanche, du côté extérieur de celle-ci.

S'il y a lieu d'abroger temporairement, pendant une courte durée, la règle de circulation matérialisée par des marques permanentes et si, pour ce faire, on remplace les marques permanentes par d'autres marques, toutes les marques temporaires devront être d'une couleur autre que celle normalement utilisée pour orienter la circulation ou pour interdire ou restreindre l'arrêt ou le stationnement. Pour rendre mieux visibles les marques routières temporaires, on utilisera de préférence des plots."

7. <u>Ad Annexe 8 à la Convention</u> (Marques routières) - <u>Chapitre II</u> (Marques longitudinales) (diagramme A-1)

A. <u>Dimensions</u>

<u>Paragraphe 2</u>

Ce paragraphe se lira comme suit :

"La largeur des lignes continues ou discontinues des marques longitudinales devrait être d'au moins 0,10 m (4 pouces). La largeur d'une ligne discontinue utilisée pour marquer la séparation entre une voie de circulation normale et une voie d'accélération, une voie de décélération ou la combinaison d'une voie d'accélération et d'une voie de décélération, devrait être au moins le double de celle d'une ligne discontinue normale."

Paragraphe 5

Ce paragraphe se lira comme suit :

"a) Une ligne discontinue utilisée pour guider la circulation conformément à l'alinéa a) i) du paragraphe 2 de l'Article 26 de la Convention est formée de traits d'une longueur au moins égale à 1 m (3 pieds 4 pouces). La longueur des intervalles devrait normalement être de deux à quatre fois la longueur des traits. Elle ne devrait pas dépasser 12 m (40 pieds).

b) La longueur des traits d'une ligne discontinue d'avertissement utilisée conformément à l'alinéa a) ii) du paragraphe 2 de l'Article 26 de la Convention devrait être de deux à quatre fois la longueur des intervalles."

Paragraphe 6

Ce paragraphe se lira comme suit :

"La longueur d'une ligne continue ne devrait pas être inférieure à 20 m (65 pieds)."

B. Marques des voies de circulation

La distinction entre i) "En dehors des agglomérations" et ii) "Dans les agglomérations" ne sera pas appliquée.

Paragraphe 8, première phrase

Cette phrase se lira comme suit : "Sur les routes à deux sens et à deux voies, l'axe de la chaussée devrait être indiqué par une marque longitudinale (diagramme A-2)."

Paragraphe 9

Ce paragraphe se lira comme suit :

"Sur les routes à deux sens et à trois voies, les voies devraient, en règle générale, être indiquées par des lignes discontinues (diagramme A-3). Une ou deux lignes continues, ou une ligne discontinue accolée à une ligne

continue, ne devraient être utilisées que dans des cas particuliers. Deux lignes continues pourront être utilisées à l'approche d'un sommet de côte, d'une intersection et d'un passage à niveau, ainsi qu'aux endroits où la visibilité est réduite."

Paragraphe 10

Ce paragraphe se lira comme suit :

"Sur les routes à deux sens comportant plus de trois voies, les deux sens de la circulation devraient être séparés par une ligne continue. Toutefois, deux lignes continues pourront être utilisées à l'approche d'un passage à niveau et dans d'autres cas particuliers. Les voies seront matérialisées par des lignes discontinues (diagramme A-4). Lorsqu'une seule ligne continue est employée, elle sera plus large que les lignes de séparation des voies employées sur le même tronçon routier."

Paragraphe 11

Ce paragraphe se lira comme suit :

"S'il est fait application de l'alinéa additionnel inséré après l'alinéa b) du paragraphe 2 de l'Article 26 de la Convention, chacun des bords de la ou des voies où le sens de la circulation peut être inversé pourra être marqué par une double ligne discontinue d'avertissement, utilisée conformément à l'alinéa a) ii) du paragraphe 2 de l'Article 26 de la Convention (diagrammes A-5 et A-6)."

Paragraphe additionnel, à insérer immédiatement après le paragraphe 11

Ce paragraphe se lira comme suit :

"Le diagramme A-7 illustre le marquage d'une route à sens unique. Le diagramme A-8 illustre le marquage d'une chaussée d'autoroute."

Paragraphe 13

Lire "diagramme A-31" au lieu de "diagrammes 2 et 3".

Paragraphe additionnel, à insérer immédiatement après le paragraphe 13

Ce paragraphe se lira comme suit :

"Les diagrammes A-9 et A-10 illustrent le marquage de voies d'accélération et de voiesde décélération. Le diagramme A-11 illustre le marquage d'une combinaison de voie d'accélération et de voie de décélération."

C. Marquage des situations particulières

Paragraphe 14

Lire "Diagramme A-33" au lieu de "diagramme 4" et de "diagrammes 5 et 6".

Paragraphe 15

Ce paragraphe se lira comme suit :

"On appelle 'distance de visibilité' la distance à laquelle un objet d'une certaine hauteur placé sur la chaussée peut être vu par un observateur se tenant sur la chaussée et dont l'oeil est à une hauteur égale ou inférieure à celle de l'objet[1/]. Lorsqu'il y a lieu d'interdire l'utilisation de la partie de la chaussée réservée à la circulation en sens inverse à certaines intersections, ou en des endroits où la distance de visibilité est réduite (sommets de côtes, virages, etc.) ou sur des sections où la chaussée devient étroite ou présente quelque autre particularité, les restrictions devraient être imposées sur les sections où la distance de visibilité est inférieure à un certain minimum M, au moyen de lignes continues placées conformément aux diagrammes A-12 à A-19. Lorsque des circonstances locales rendent impossible

---

1/ Compte tenu des caractéristiques actuelles de la construction automobile, il est conseillé de considérer 1 m (3 pieds, 4 pouces) comme la hauteur de l'oeil, et 1 m 20 (4 pieds) comme la hauteur de l'objet.

l'apposition de lignes continues, il devrait être employé des lignes d'avertissement conformément à l'alinéa a) ii) du paragraphe 2 de l'Article 26 de la Convention."

Paragraphe 16

Ce paragraphe se lira comme suit :

"La valeur à adopter pour M varie avec les caractéristiques de la route et les conditions de circulation. Sur les diagrammes A-12 à A-19, A (ou D) est le point où la distance de visibilité devient inférieure à M, tandis que C (ou B) est le point où la distance de visibilité devient de nouveau supérieure à M."

Paragraphe 17

Ce paragraphe se lira comme suit :

"Les diagrammes A-12 (a), A-12 (b), A-13 (a), A-15 et A-16 illustrent le marquage de routes à deux voies dans des conditions diverses (virage ou incurvation du profil vertical, existence ou absence d'une zone centrale où la distance de visibilité dépasse M dans les deux directions)."

Paragraphe 18

Ce paragraphe se lira comme suit :

"Sur les routes à trois voies, deux méthodes sont possibles :

a) La chaussée peut être ramenée à deux voies plus larges, ce qui peut être jugé préférable pour les routes où circule une proportion importante de véhicules à deux roues et (ou) si la section ramenée à deux voies est relativement courte et éloignée d'une autre section analogue (diagrammes A-12 (c), A-12 (d), A-13 (b), A-17 et A-18).

b) Pour tirer parti de toute la largeur de la chaussée, deux voies peuvent être affectées à l'un des deux sens de la circulation. Lorsque le profil vertical de la route présente une déclivité, le sens privilégié devrait

être celui de la montée. Le diagramme A-12 (e) donne un exemple de sommet de côte où les sections AB et CD ne se chevauchent pas. Si elles se chevauchent, ce type de marquage empêche les dépassements dans la zone centrale, où la distance de visibilité est suffisante dans les deux sens. Pour éviter ceci, on pourra adopter le marquage du diagramme A-13 (c). Le diagramme A-14 illustre le marquage d'une route à profil vertical convexe. Le marquage est le même, que AB et CD se chevauchent ou non. Dans les virages associés à une pente assez importante, les memes principes peuvent être adoptés. Dans les virages en plat, deux voies peuvent être affectées aux véhicules circulant à l'extérieur de la courbe, qui ont une meilleure visibilité lors des dépassements. Le diagramme A-19 donne un exemple de ce marquage qui reste le même, que AB et CD se chevauchent ou non."

Paragraphes 19 à 21

Les dispositions de ces paragraphes ne seront pas appliquées.

Paragraphe 22, première phrase

Cette phrase se lira comme suit : "Dans les diagrammes A-20 et A-21, qui illustrent les lignes à utiliser pour indiquer un changement de la largeur disponible de la chaussée, ainsi que dans le diagramme A-22, qui indique un obstacle ou le début d'une zone réservée centrale nécessitant une déviation de la (des) ligne(s) continue(s), cette inclinaison de la ligne (des lignes) devrait être de préférence de 1/50 ou moins sur les routes à grandes vitesses et de 1/20 ou moins sur les routes où la vitesse n'est pas supérieure à 60 km/h (37 milles)."

Paragraphe 23

Ce paragraphe se lira comme suit :

"Toute ligne continue devrait être précédée d'une ligne d'avertissement conformément à l'alinéa a) ii) du paragraphe 2 de l'Article 26 de la Convention, sur une distance d'au moins 100 m (333 pieds) sur les routes à

grandes vitesses, et d'au moins 50 m (166 pieds) sur les routes où la vitesse n'est pas supérieure à 60 km/h. Cette ligne d'avertissement peut être complétée ou remplacée par des flèches de rabattement. Les diagrammes A-23 et A-24 montrent des exemples de ces flèches. Lorsque plus de deux flèches sont utilisées, la distance entre les flèches successives devrait diminuer à mesure qu'approche l'endroit dangereux (diagrammes A-25 et A-26)."

D. Lignes-bordures indiquant les limites de la chaussée

Paragraphe 26

Phrases additionnelles à insérer à la fin de ce paragraphe

Ces phrases se liront comme suit : "La largeur de la ligne-bordure devrait être d'au moins 0,10 m (4 pouces). Elle devrait être d'au moins 0,15 m (6 pouces) sur les autoroutes et les routes analogues."

E. Marquage d'obstacles

Paragraphe 27

Ce paragraphe se lira comme suit :

"Les diagrammes A-22 et A-27 montrent le marquage qu'il convient d'employer aux abords d'un îlot ou de tout autre obstacle situé sur la chaussée."

F. Lignes et flèches de guidage aux intersections

Paragraphe 28

Ce paragraphe se lira comme suit :

"S'il est souhaitable, à certaines intersections, d'indiquer aux conducteurs comment traverser l'intersection, tourner à gauche, dans les pays de circulation à droite, ou comment tourner à droite, dans les pays de circulation à gauche, des lignes de guidage ou des flèches peuvent être employées.

La longueur recommandée pour les traits et les intervalles est 0,50 m (1 pied 8 pouces) (diagrammes A-28 et A-29). Les lignes de guidage figurant sur le diagramme A-29 (a) peuvent être complétées par des flèches. Les flèches figurant sur le diagramme A-29 (b) peuvent être complétées par des lignes de guidage."

8. Ad Annexe 8 à la Convention (Marques routières) - Chapitre III (Marques transversales)

B. Lignes d'arrêt

Paragraphe 30

Un renvoi au diagramme A-30 est inséré à la fin de ce paragraphe.

Paragraphe 32

Ce paragraphe se lira comme suit :

"Les lignes d'arrêt peuvent être complétées par des lignes longitudinales (diagramme A-31). Elles peuvent aussi être complétées par le mot "STOP" dessiné sur la chaussée (diagramme A-32)."

C. Ligne indiquant l'endroit où les conducteurs doivent céder le passage

Paragraphe 33

Ce paragraphe se lira comme suit :

"La largeur minimale de la ligne devrait être de 0,20 m (8 pouces) et la largeur maximale de 0,60 m (24 pouces) (diagramme A-34 (a)). La longueur des traits devrait être au moins le double de leur largeur. La ligne peut être remplacée par des triangles juxtaposés sur le sol et dont la pointe est dirigée vers le conducteur auquel s'adresse l'obligation de céder le passage. Ces triangles devraient avoir une base de 0,40 m (16 pouces) au moins et de 0,60 m (24 pouces) au plus et une hauteur de 0,60 m (24 pouces) au moins et de 0,70 m (28 pouces) au plus (diagramme A-34 (b))."

Paragraphe 35

Ce paragraphe se lira comme suit .

"La ou les marque(s) mentionnée(s) au paragraphe 34 peuvent être complétée(s) par un triangle dessiné sur la chaussée et dont les diagrammes A-34 et A-35 donnent des exemples."

D. Passages pour piétons

Paragraphe 37

Ce paragraphe se lira comme suit :

"L'espacement entre les bandes qui marquent les passages pour piétons devrait être au moins égal à la largeur de ces bandes et ne pas être supérieur au double de cette largeur : la largeur totale d'un espacement et d'une bande devrait être comprise entre 0,80 m (2 pieds 8 pouces) et 1,40 m (4 pieds 8 pouces). La largeur minimale recommandée pour les passages pour piétons est de 2,50 m (8 pieds) sur les routes où la vitesse est limitée à 60 km (37 milles) par heure ou moins (diagramme A-36). Sur les autres routes, la largeur minimale des passages pour piétons est de 4 m (13 pieds). Pour des raisons de sécurité, les passages pour piétons situés sur ces routes devraient être équipés de feux de signalisation."

E. Passages pour cyclistes

• Paragraphe 38

Ce paragraphe se lira comme suit :

"Les passages pour cyclistes devraient être indiqués par deux lignes discontinues. Ces lignes discontinues seraient constituées de préférence par des carrés (0,40 - 0,60) x (0,40 - 0,60) m [(16 - 24) x (16 - 24) pouces] séparés par des intervalles égaux à leur côté. La largeur du passage ne devrait pas être inférieure à 1,80 m (6 pieds) pour les pistes cyclables à sens unique et

à 3 m (9 pieds 9 pouces) pour les pistes cyclables à circulation dans les deux sens. Aux passages obliques, les carrés pourraient être remplacés par des parallélogrammes dont les côtés seraient respectivement parallèles à l'axe de la route et à l'axe de la piste (diagramme A-37). Les plots et clous ne devraient pas être utilisés. Le diagramme A-38 donne un exemple d'intersection où la piste cyclable fait partie d'une route prioritaire."

9. Ad Annexe 8 à la Convention (Marques routières) - Chapitre IV (Autres marques)

A. Flèches de présignalisation

Paragraphe 39

Ce paragraphe se lira comme suit :

"Sur les routes ayant un nombre suffisant de voies de circulation pour permettre une ségrégation des véhicules à l'approche d'une intersection, les voies qui doivent être utilisées peuvent être indiquées au moyen de flèches de présignalisation apposées sur la surface de la chaussée (diagrammes A-39 à A-41) Des flèches de présignalisation peuvent aussi être employées sur les routes à sens unique pour confirmer le sens de la circulation. La longueur des flèches de présignalisation ne devrait pas être inférieure à 2 m (6 pieds 7 pouces). Les flèches de présignalisation peuvent être complétées par des inscriptions sur la chaussée."

B. Lignes parallèles obliques

Paragraphe 40

Ce paragraphe se lira comme suit :

"Les lignes parallèles obliques devraient être inclinées de façon à écarter la circulation de la zone qu'elles délimitent. Des marques en chevrons, également inclinées de façon à écarter la circulation du point dangereux, peuvent être utilisées aux points de divergence et de convergence (diagramme A-42). Le diagramme A-42 (a) donne un exemple de zone dans laquelle

les véhicules circulant du côté de la ligne continue ne doivent pas entrer et dans laquelle les véhicules circulant du côté de la ligne discontinue ne peuvent pénétrer qu'avec prudence. Le diagramme A-21 indique le marquage de zones dont l'entrée est absolument interdite." .

C. Inscriptions

Paragraphe 42

Ce paragraphe se lira comme suit :

"Les lettres et les chiffres devraient être allongés considérablement dans la direction de la circulation, en raison de l'angle très faible sous lequel les inscriptions sont vues par les conducteurs. Lorsque les vitesses d'approche ne dépassent pas 60 km (37 milles) par heure, les lettres et les chiffres devraient avoir une longueur minimale de 1,60 m (5 pieds 4 pouces) (diagrammes A-43 à A-48). Lorsque les vitesses d'approche dépassent 60 km/h, les lettres et les chiffres devraient avoir une longueur minimale de 2,50 m (8 pieds). Les diagrammes A-49 à A-54 donnent des exemples de lettres et de chiffres de 4 m de longueur."

Paragraphe 43

La disposition de ce paragraphe ne sera pas appliquée.

E. Marques sur la chaussée et sur les ouvrages annexes de la route

i) Marques indiquant les restrictions au stationnement

Paragraphe 45

Ce paragraphe se lira comme suit :

"Les diagrammes A-55 et A-56 donnent des exemples de marques indiquant une interdiction de stationnement."

ii) Marques sur obstacles

Paragraphe 46

Ce paragraphe se lira comme suit :

"Le diagramme A-57 donne un exemple de marques sur un obstacle. Pour effectuer ce marquage, il devrait être employé des bandes alternées noires et blanches ou noires et jaunes."

DIAGRAMS

DIAGRAMMES

ДИАГРАММЫ

Marques longitudinales*
Продольная разметка*

exemples de lignes de guidage discontinues (art. 26, par. 2-a-i))
примеры прерывистых линий для разграничения полос движения (пункт 2-а-i статьи 26)

lignes continues**
сплошные линии**

exemples de lignes discontinues d'avertissement (art. 26, par. 2-a-ii))
примеры прерывистых предупреждающих линий (пункт 2-а-ii статьи 26)

exemples de combinaisons de lignes continues et de lignes discontinues d'avertissement
примеры сочетания сплошных линий и прерывистых предупреждающих линий

* Les lignes continues utilisées pour délimiter le bord de la chaussée apparaissant sur le présent diagramme ou sur les autres peuvent être remplacées par des lignes discontinues.

** Les lignes discontinues ont une longueur minimale de 20 m.

*** Сплошные линии, используемые для разметки края проезжей части и показанные на этой и других диаграммах, которые могут заменяться прерывистыми линиями.**

**** Сплошные линии имеют длину не менее 20 м.**

diagramme A-1
диаграмма А-1

Longitudinal markings*
≥0,10 m
≥0,20 m
≥0,10 m
≥0,10m 0,10m-0,18m ≥0,10m
0,10m-0,18m
b1 ≥ 0.10m
b2 ≥ 2xb1
0,50 m
l1 ≤ 1-3m l2 = 2÷4 x l1
h ≥ 1m l1 ≤ 9m. l2 ≤ 12m. 2 ≤ l2/l1 ≤ 4
l1 = 2÷4 x l2
examples of broken guiding lines (art.26, §2-a-(i)
* a) continuous lines have a minimum length of 20 m
continuous lines * a)
examples of broken warning lines (art. 26 §2-a-(ii)
examples of combination of continuous lines and broken warning lines
* The continuous lines used for marking the edge of the carriageway and appearing on this and other diagrams may be replaced by broken lines.
diagram A-1

Marking of two-way carriageways
having two lanes

diagram A-2

Marquage des chaussées à double sens de circulation
et à 3 voies
Разметка дорог с двусторонним движением, имеющих три полосы движения

voie
полоса движения

voie
полоса движения

voie
полоса движения

lignes continues
сплошные линии

lignes de guidage discontinues
прерывистые линии для разграничения полос движения

voie
полоса движения

voie
полоса движения

voie
полоса движения

lignes continues
сплошные линии

lignes de guidage discontinues
прерывистые линии для разграничения полос движения

diagramme A-3
диаграмма A-3

Marking of two-way carriageways having three lanes

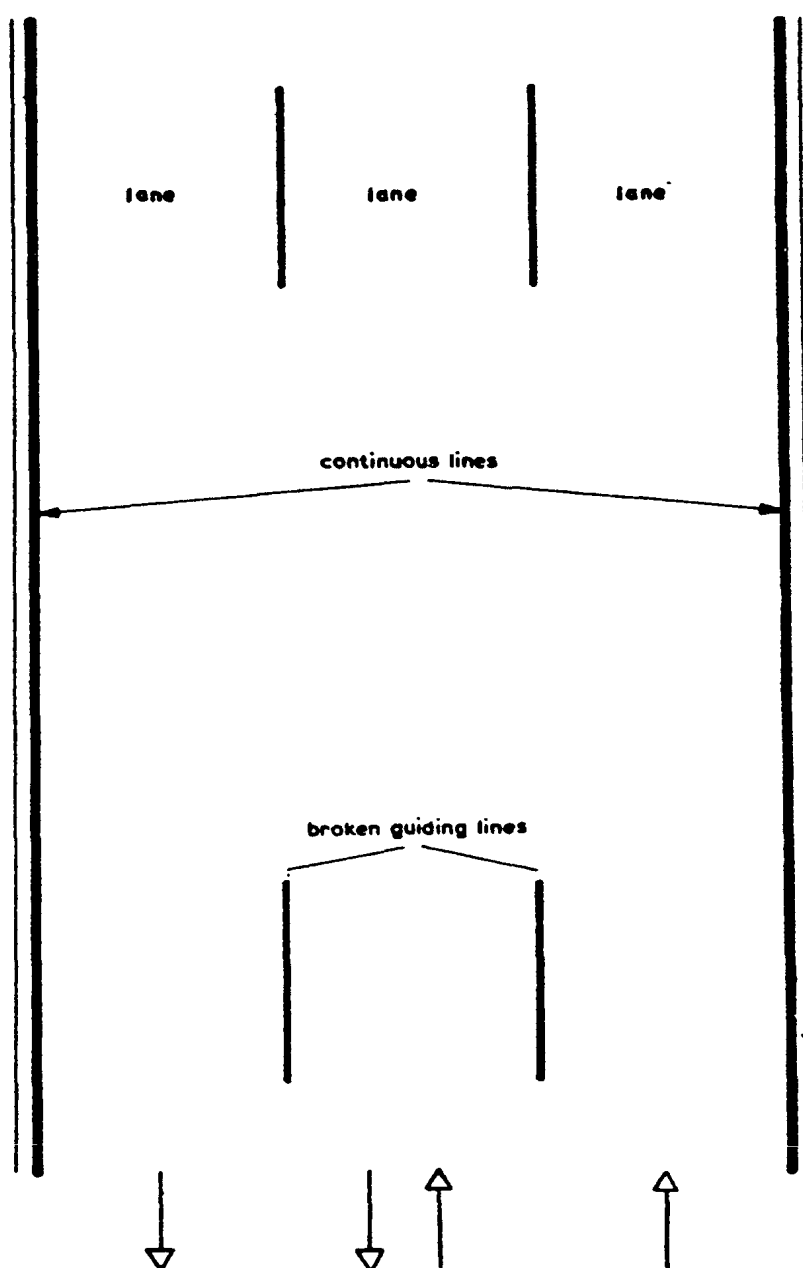
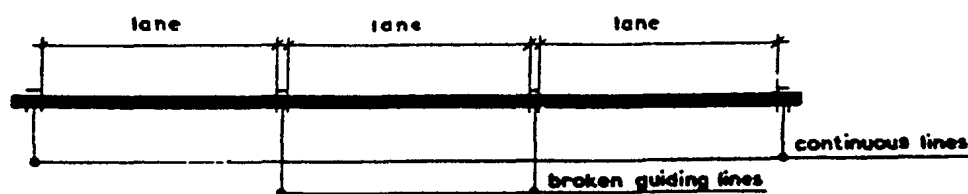



diagram A-3

Marquage des chaussées à double sens de circulation
et à 4 voies ou plus

Разметка дорог с двусторонним движением, имеющих
4 и более полос движения

voies
полоса движения

voies
полоса движения

lignes continues
lignes de guidage discontinues
ligne de guidage continue
сплошные линии
прерывистые линии для
разграничения полос
движения
сплошные линии для разграничения
полос движения

lignes continues
lignes de guidage discontinues
ligne de guidage continue
сплошные линии
прерывистые линии для
разграничения полос
движения
сплошные линии для разграничения
полос движения

diagramme A-4
диаграмма A-4

Marking of two-way carriageways having four or more lanes.

diagram A-4

Marking of two-way carriageways
having two lanes and a reversible lane

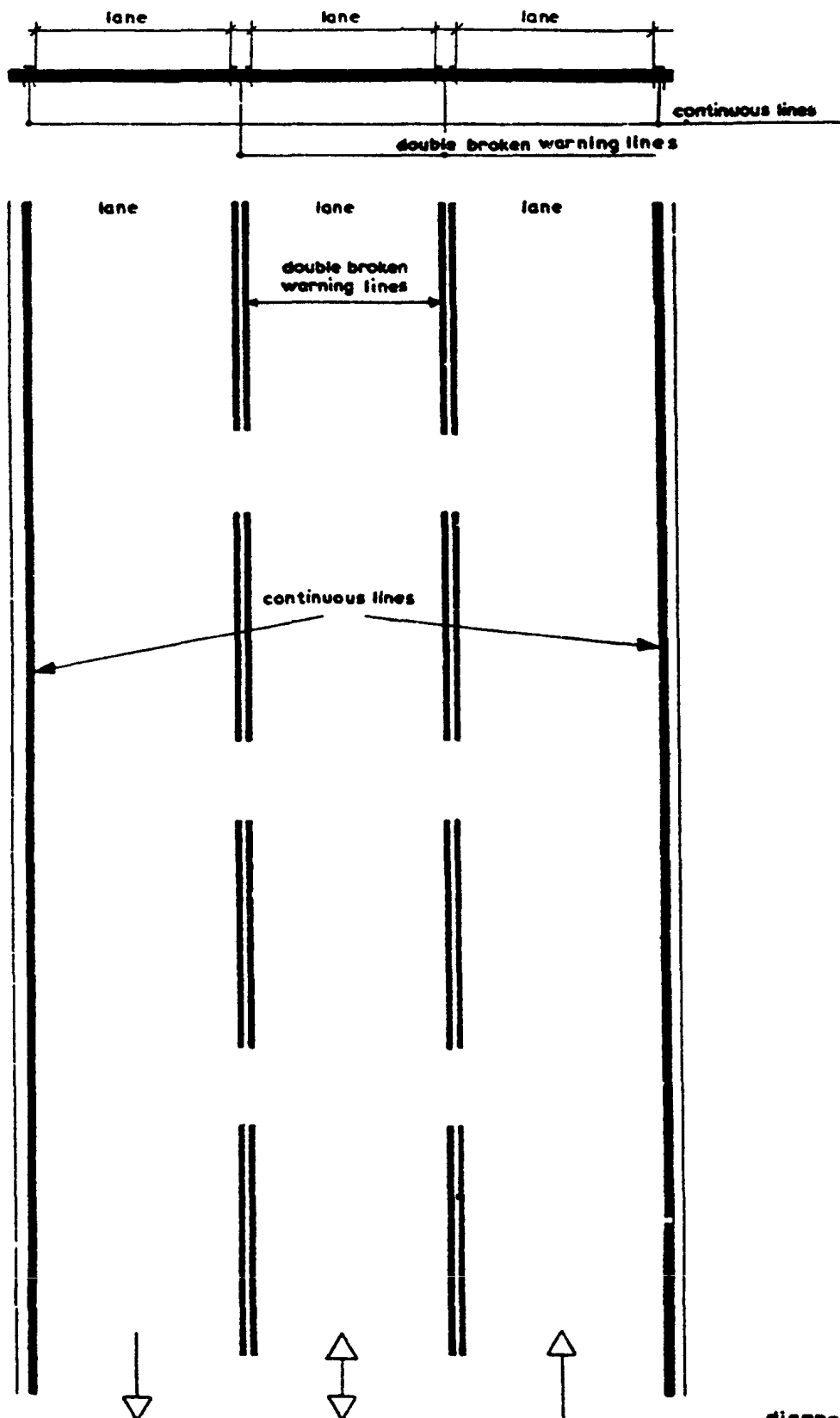



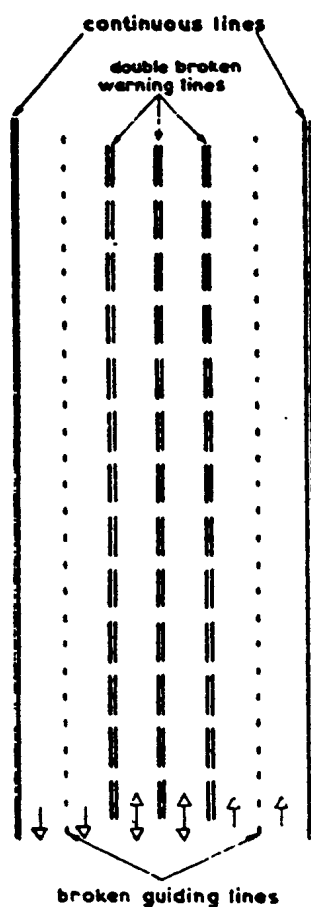
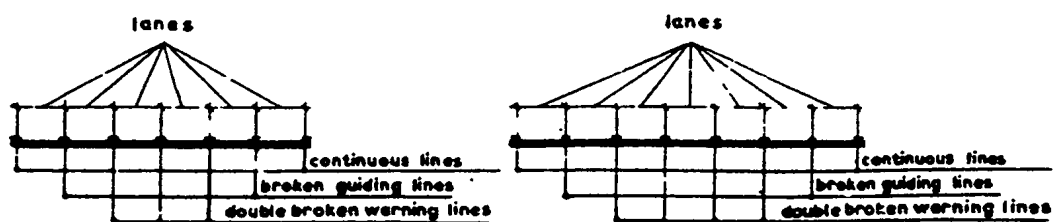
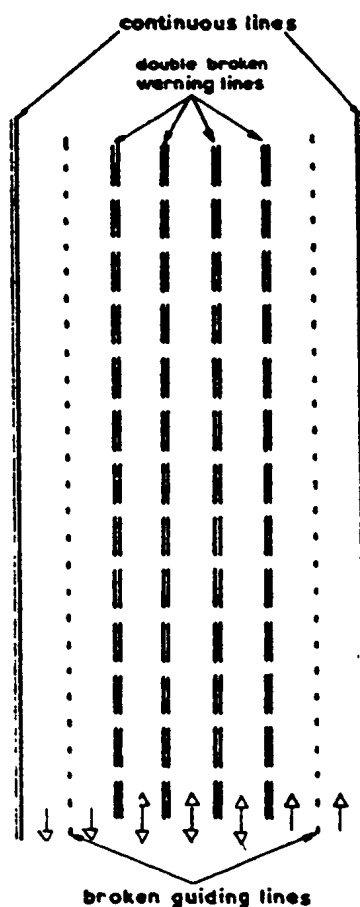
diagram A-5

Marking of two-way carriageways with six lanes of which two are reversible.

Marking of two-way carriageways with seven lanes of which three are reversible.

diagram A-6

Marquage des chaussées unidirectionnelles
Разметка дорог с односторонним движением

voie
полоса движения

voie
полоса движения

lignes continues
сплошные линии

ligne de guidage discontinue
прерывистая линия для разграничения полос движения

voie
полоса движения

voie
полоса движения

lignes continues
сплошные линии

ligne de guidage discontinue
прерывистая линия для разграничения полос движения

diagramme A-7
диаграмма A-7

Marking of one - way carriageways

diagram A-7

Marking of a carriageway of a motorway.

diagram A-8

Acceleration lanes
flat painted triangle
alternative
optionally raised
Acceleration lane at an at-grade intersection
alternative
Marking of the end of an acceleration lane
if the emergency lane is present over
restricted length.
0,50
3,00
1
2
50,00
variable length
50,00
(min.35,00)
emergency lane
Acceleration lane along a motorway
Marking of the end of an
acceleration lane if the
emergency lane is not available.
alternative
0,50
3,00
1
2
100,00
variable length
50,00
(min.35,00)
opening of 1,50m if an emergency lane
is continued over sufficient length
measures in meters
diagram A-9

Deceleration lanes

diagram A-10

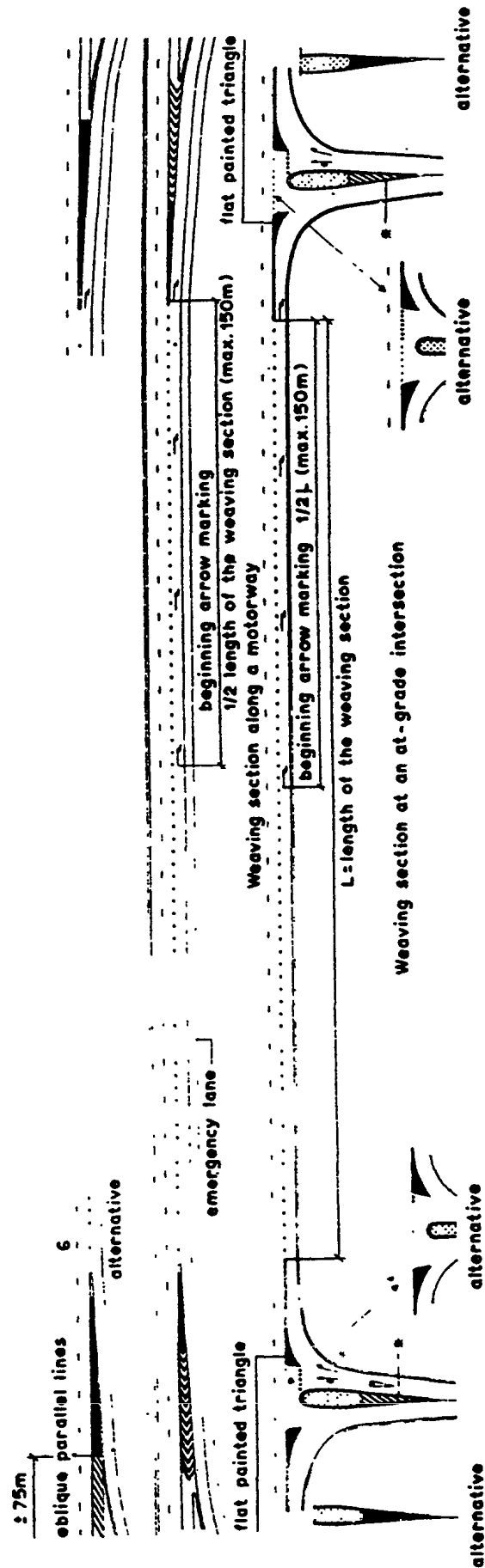
Combination of an acceleration lane and a deceleration lane (weaving section)

* optionally raised; slope 1 8 or less

diagram A - 11

Marquage des chaussées à double sens de circulation dans les courbes verticales où la distance de visibilité est limitée

Разметка дорог с двусторонним движением на вертикальных кривых в тех местах, где расстояние видимости ограничено

hauteur oculaire
высота уровня глаза

hauteur de l'objet
высота предмета

D : distance parcourue en 1 seconde

L : V > 60 km/h : L ≥ 100 m
V ≤ 60 km/h : L ≥ 50 m

l : V > 60 km/h inclinaison 1 : 50 ou moins
V ≤ 60 km/h inclinaison 1 : 20 ou moins

Les flèches sont facultatives

D : Расстояние, проходимое за 1 сек.

L : V > 60 км/ч: L ≥ 100 м
V ≤ 60 км/ч: L ≥ 50 м

l : V > 60 км/ч, уклон 1 : 50 или меньше
V ≤ 60 км/ч, уклон 1 : 20 или меньше

Стрелы не обязательны

diagramme A-12
диаграмма A-12

Marking of two-way carriageways in vertical curves where the range of vision is restricted.

Marquage des chaussées à double sens de circulation dans les courbes verticales où la distance de visibilité est limitée

Разметка дороги с двусторонним движением на вертикальных кривых в тех местах, где расстояние видимости ограничено

hauteur de l'objet
высота предмета

hauteur oculaire
высота уровня глаза

hauteur de l'objet
высота предмета

hauteur oculaire
высота уровня глаза

M : distance de visibilité
L : $V > 60$ km/h : $L \geq 100$ m
$V \leq 60$ km/h : $L \leq 50$ m
D : distance parcourue en 1 seconde
i : $V > 60$ km/h : inclinaison 1 : 50 ou moins
$V \leq 60$ km/h : inclinaison 1 : 20 ou moins
Les flèches sont facultatives

M : расстояние видимости
L : $V > 60$ км/ч : $L \geq 100$ м
$V \leq 60$ км/ч : $L \leq 50$ м
D : расстояние, проходимое за 1 сек.
i : $V > 60$ км/ч : уклон 1 : 50 или меньше
$V \leq 60$ км/ч : уклон 1 : 20 или меньше
Стрелы не обязательны

diagramme A-13
диаграмма A-13

Marking of two-way carriageways in vertical curves where the range of vision is restricted.

C B A D

height of object

eye height

L L

A-13a

L D D L

A-13b

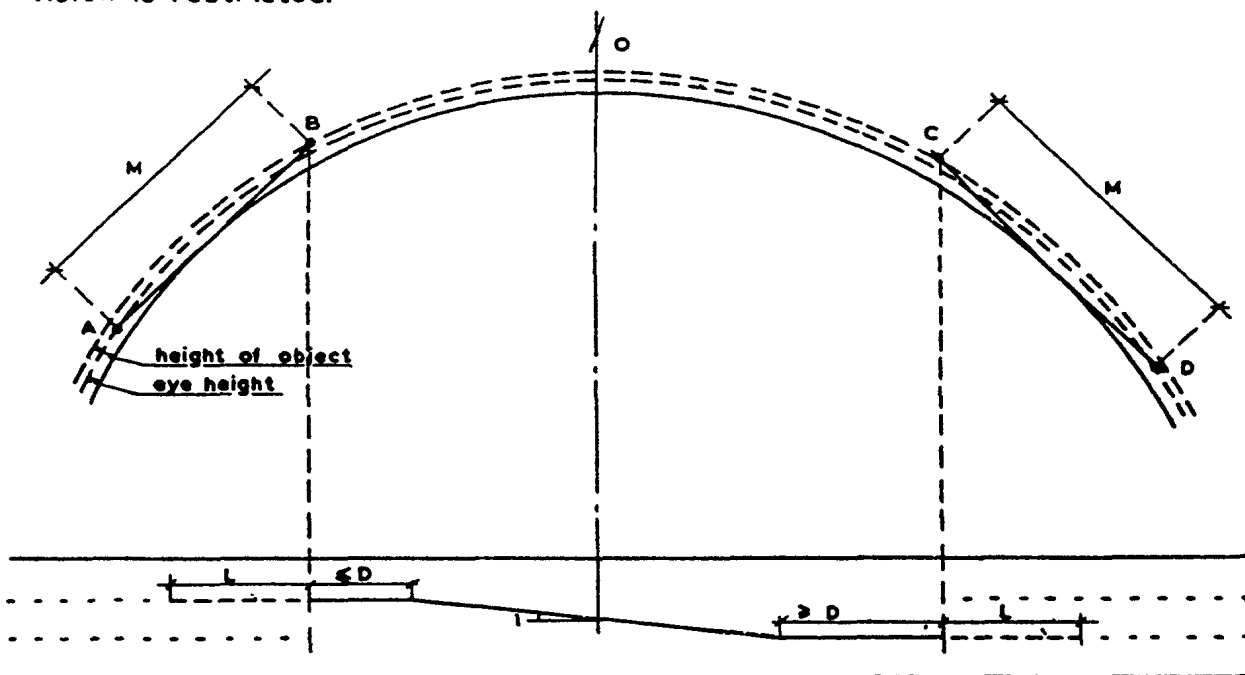
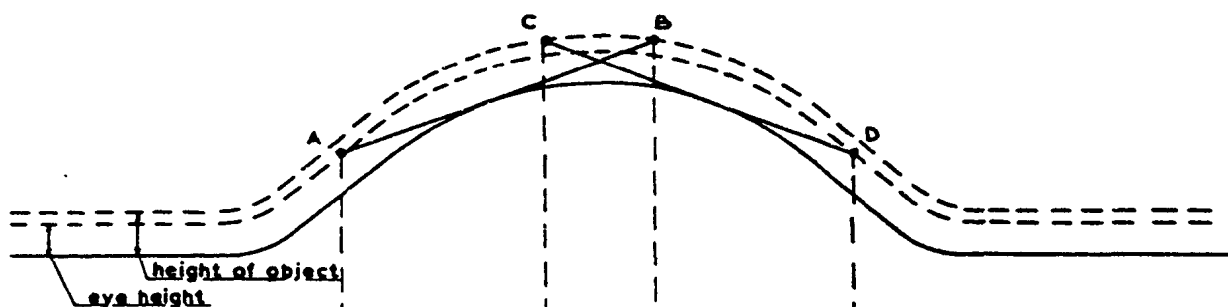
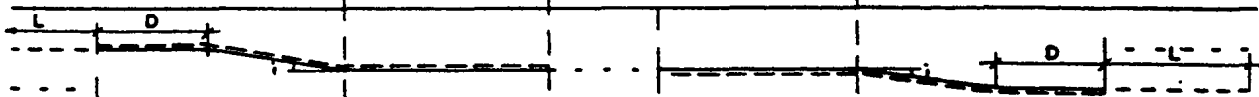
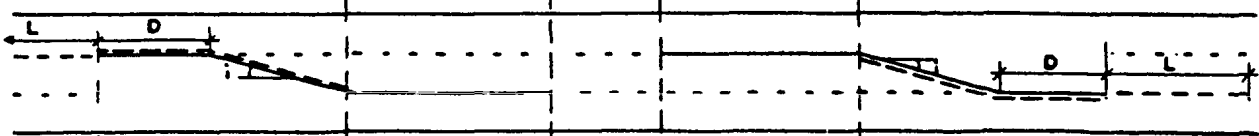
L D D L

A-13c

diagram A-13

M: sight distance

L: V > 60 km/h: L ≥ 100m
V ≤ 60 km/h: L ≤ 50m

D: Distance run in 1 second

i: V > 60 km/h: inclination 1:50 or less,
V ≤ 60 km/h: inclination 1:20 or less

Arrows are optional

Marquage des chaussées à double sens de circulation dans
les courbes verticales où la distance de visibilité est limitée
**Разметка дороги с двусторонним движением на вертикальных кривых
в тех местах, где расстояние видимости ограничено**

hauteur de l'objet
высота предмета

hauteur oculaire
высота уровня глаза

Le diagramme est le même
si C est à la droite de B
**Диаграмма та же, если C
находится справа от B**

diagramme A-14
диаграмма A-14

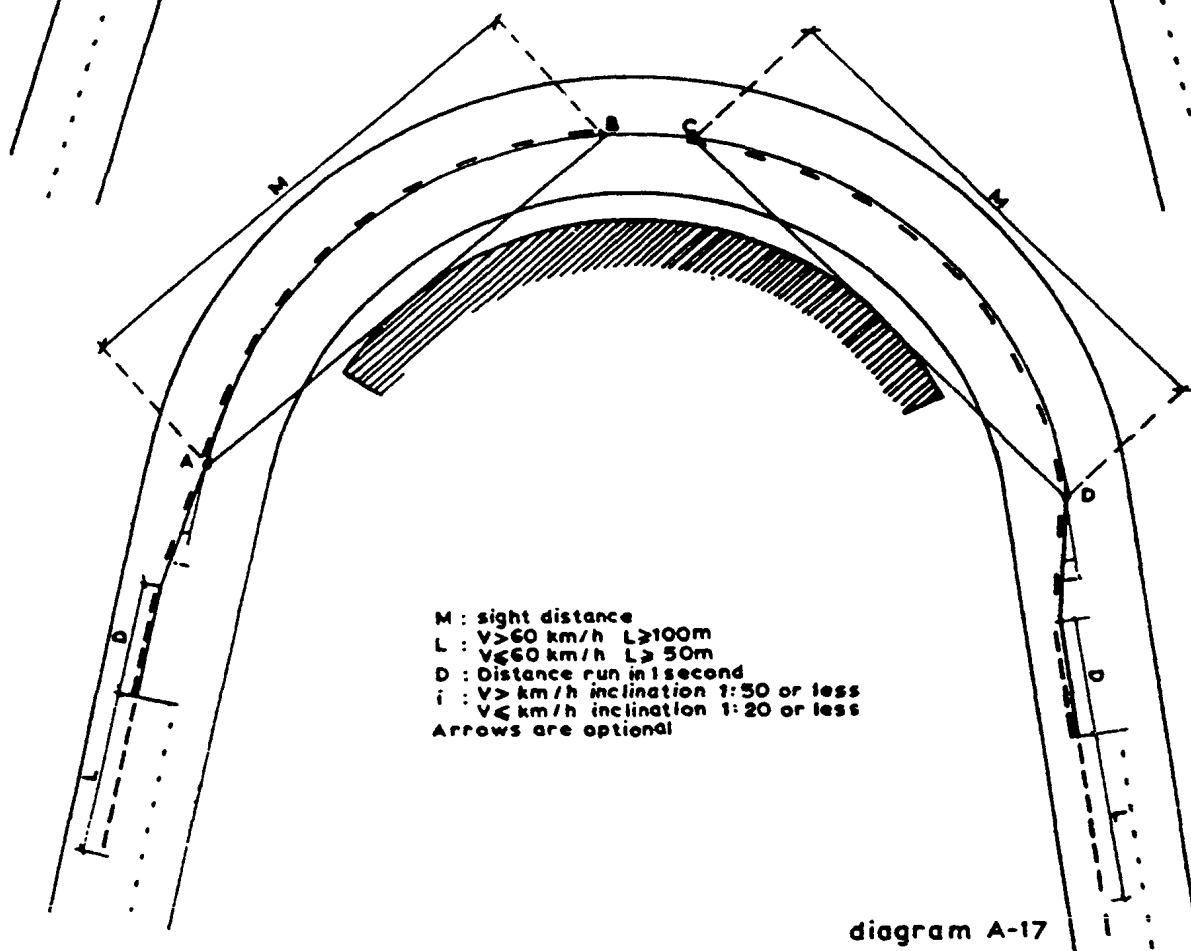
Marquage des chaussées à double sens de circulation dans
les courbes horizontales où la distance de visibilité est limitée
**Разметка дороги с двусторонним движением на горизонтальных кривых
в тех местах, где расстояние видимости ограничено**

M : distance de visibilité
L : V > 60 km/h : L ≥ 100 m
V ≤ 60 km/h : L ≥ 50 m
D : distance parcourue en 1 seconde
i : V > 60 km/h : inclinaison 1 : 50 ou moins
V ≤ 60 km/h : inclinaison 1 : 20 ou moins
Les flèches sont facultatives
M : расстояние видимости
L : V > 60 км/ч: L ≥ 100 м
V ≤ 60 км/ч: L ≥ 50 м
D : расстояние, проходимое за 1 сек.
i : V > 60 км/ч, уклон 1 : 50 или меньше
V ≤ 60 км/ч, уклон 1 : 20 или меньше
Стрелы не обязательны

diagramme A-15
диаграмма A-15

Marking of two-way carriageways in vertical curves where the range of vision is restricted.

Marking of two-way carriageways in horizontal curves where the range of vision is restricted.

diagram A-15

Marquage des chaussées à double sens de circulation dans les courbes horizontales où la distance de visibilité est limitée

Разметка дороги с двусторонним движением на горизонтальных кривых в тех местах, где расстояние видимости ограничено

diagramme A-16
диаграмма А-16

M : distance de visibilité
L : V ≥ 60 km/h : L ≥ 100 m
V ≤ 60 km/h : L ≥ 50 m
D : distance parcourue en 1 seconde
l : V ≥ 60 km/h : inclinaison 1 : 50 ou moins
V ≤ 60 km/h : inclinaison 1 : 20 ou moins
Les flèches sont facultatives

М : расстояние видимости
L : V ≥ 60 км/ч: L ≥ 100 м
V ≤ 60 км/ч: L ≥ 50 м
D : расстояние, проходимое за 1 сек.
l : V ≥ 60 км/ч, уклон 1 : 50 или меньше
V ≤ 60 км/ч, уклон 1 : 20 или меньше
Стрелы не обязательны

diagramme A-17
диаграмма А-17

Marking of two-way carriageways in horizontal curves where the range of vision is restricted.

M : distance de visibilité

L : $V > 60$ km/h : $L \geq 100$ m
$V \leq 60$ km/h : $L \geq 50$ m

i : $V > 60$ km/h : inclinaison 1 : 50 ou moins
$V \leq 60$ km/h : inclinaison 1 : 20 ou moins

D : distance parcourue en 1 seconde

Les flèches sont facultatives

M : расстояние видимости

L : $V > 60$ км/ч: $L \geq 100$ м
$V \leq 60$ км/ч: $L \geq 50$ м

D : расстояние, проходимое за 1 сек.

i : $V > 60$ км/ч, уклон 1 : 50 или меньше
$V \leq 60$ км/ч, уклон 1 : 20 или меньше

Стрелы не обязательны

diagramme A-18
диаграмма A-18

ligne auxiliaire
(n'est pas un marquage)
вспомогательная линия
(дорожной разметки не имеется)

i) Le diagramme est le même si C est à la gauche de B

ii) Ce diagramme doit être inversé dans les pays où la circulation se fait à gauche

i) Диаграмма та же, если C находится слева от B

ii) В государствах, где движение осуществляется слева от водителя, диаграмму необходимо перевернуть

diagramme A-19
диаграмма A-19

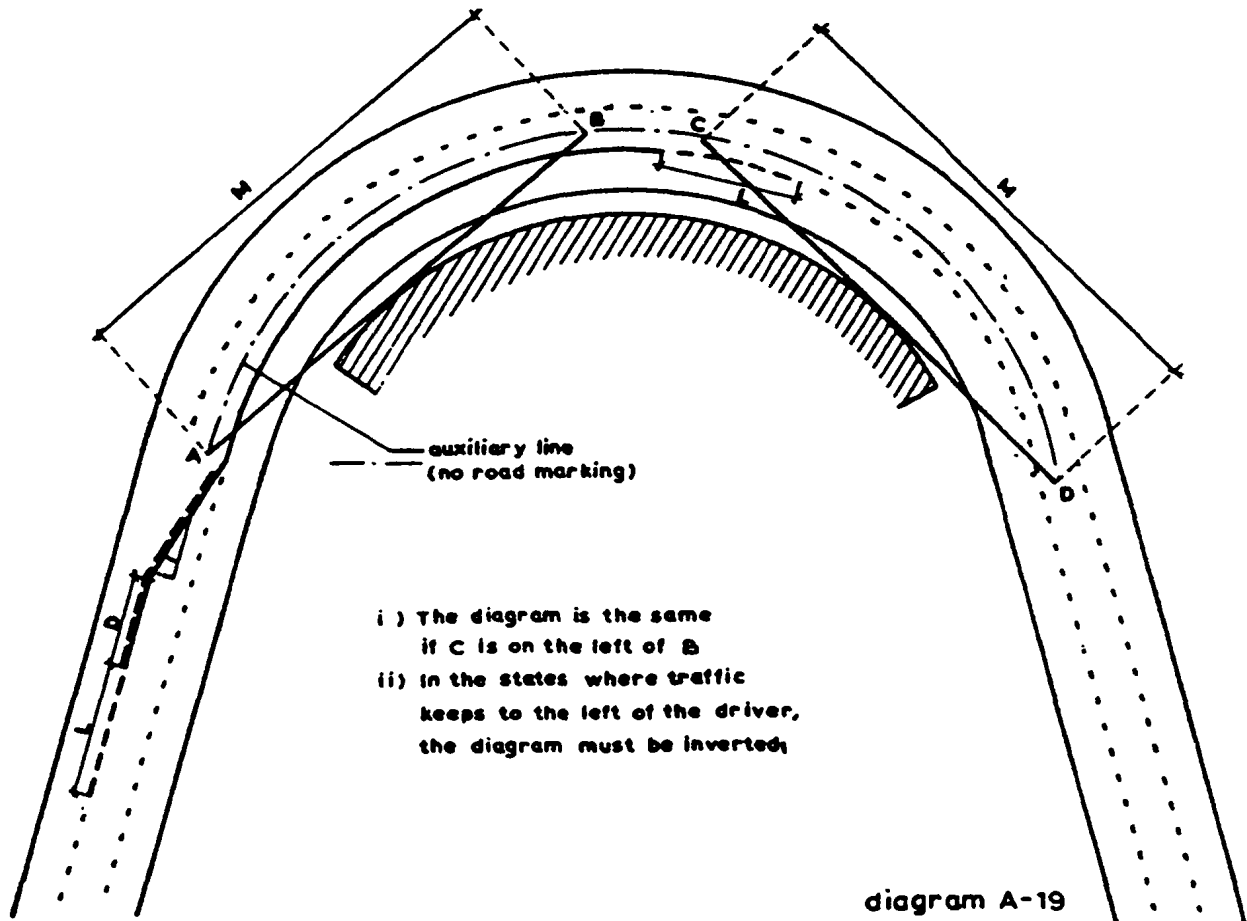
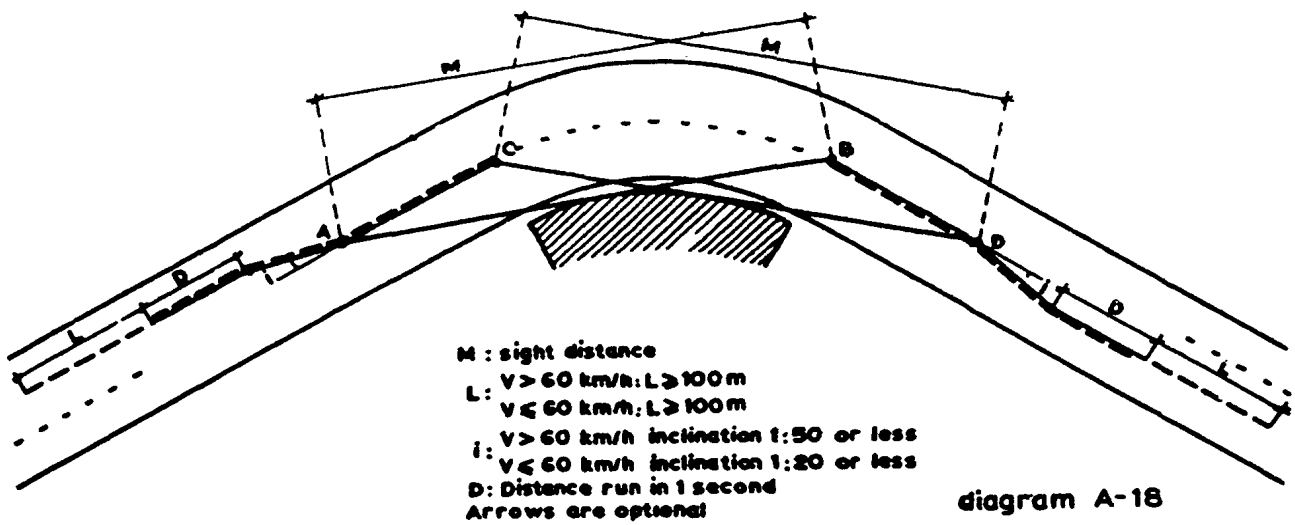



diagram A-18

M
M
B
C
L
auxiliary line
(no road marking)
A
D
D
L

i) The diagram is the same
if C is on the left of B
ii) In the states where traffic
keeps to the left of the driver,
the diagram must be inverted.

diagram A-19

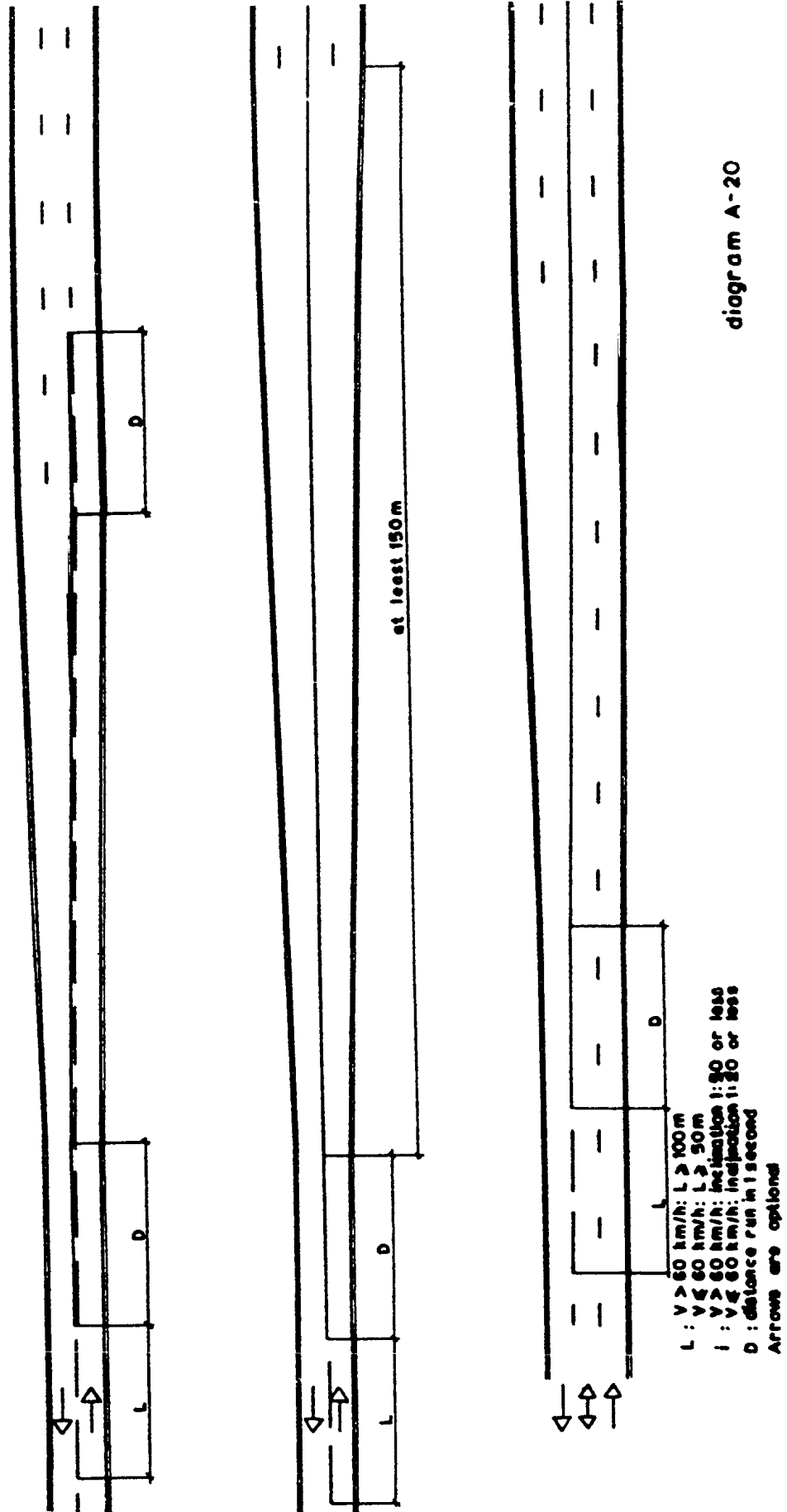
Changement de largeur de la partie utilisable de la chaussée
Изменение ширины используемой проезжей части дороги

au moins 150 m
не менее 150 м

L : V > 60 km/h : L ≥ 100 m
V ≤ 60 km/h : L ≥ 50 m
i : V > 60 km/h : inclinaison 1 : 50 ou moins
V ≤ 60 km/h : inclinaison 1 : 20 ou moins
D : distance parcourue en 1 seconde
Les flèches sont facultatives

L : V > 60 км/ч : L ≥ 100 м
V ≤ 60 км/ч : L ≥ 50 м
i : V > 60 км/ч : уклон 1 : 50 или меньше
V ≤ 60 км/ч : уклон 1 : 20 или меньше
D : расстояние, проходимое за 1 сек.
Стрелы не обязательны

diagramme A-20
диаграмма A-20

Change in width of available carriageway
L
D
D
L
D
at least 150m
L
D
L : V > 60 km/h: L ≥ 100 m
V ≤ 60 km/h: L ≥ 50 m
i : V > 60 km/h: inclination 1:50 or less
V ≤ 60 km/h: inclination 1:20 or less
D : distance run in 1 second
Arrows are optional
diagram A-20

Changement de largeur de la partie utilisable de la chaussée
Изменение ширины используемой проезжей части дороги

partie médiane
средняя часть

i : V > 60 km/h : inclinaison 1 : 50 ou moins
V ⩽ 60 km/h : inclinaison 1 : 20 ou moins

i : V > 60 км/ч : уклон 1 : 50 или меньше
V ⩽ 60 км/ч : уклон 1 : 20 или меньше

variante du point de divergence
изменение степени отклонения

L : V > 60 km/h : L ⩾ 100
V ⩽ 60 km/h : L ⩾ 50
D : Distance parcourue en 1 seconde
Les flèches sont facultatives

L : V > 60 км/ч : L ⩾ 100
V ⩽ 60 км/ч : L ⩾ 50
D : расстояние, проходимое за 1 сек.
Стрелы не обязательны

Surélévation facultative :
pente 1 : 8 ou moins
Возможно повышение уровня :
уклон 1 : 8 или меньше

diagramme A-21
диаграмма A-21

Change in width of available carriageway

Marquage des chaussées au voisinage d'obstacles
Разметка проезжей части дороги около препятствий

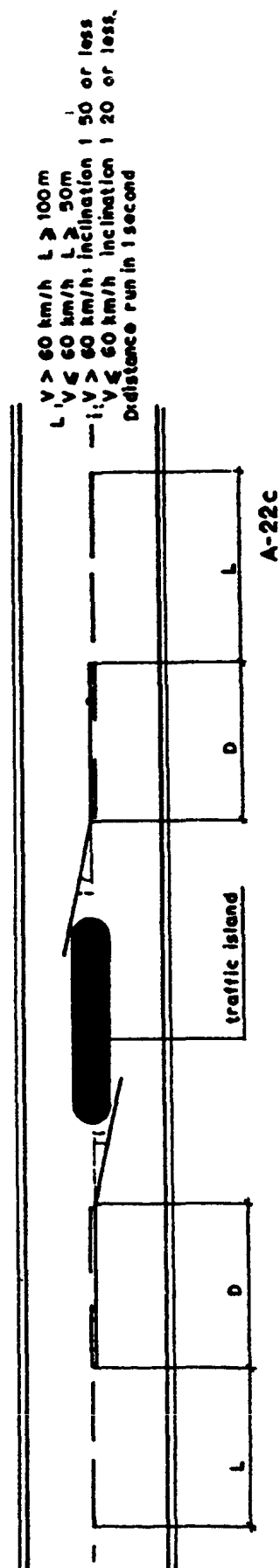
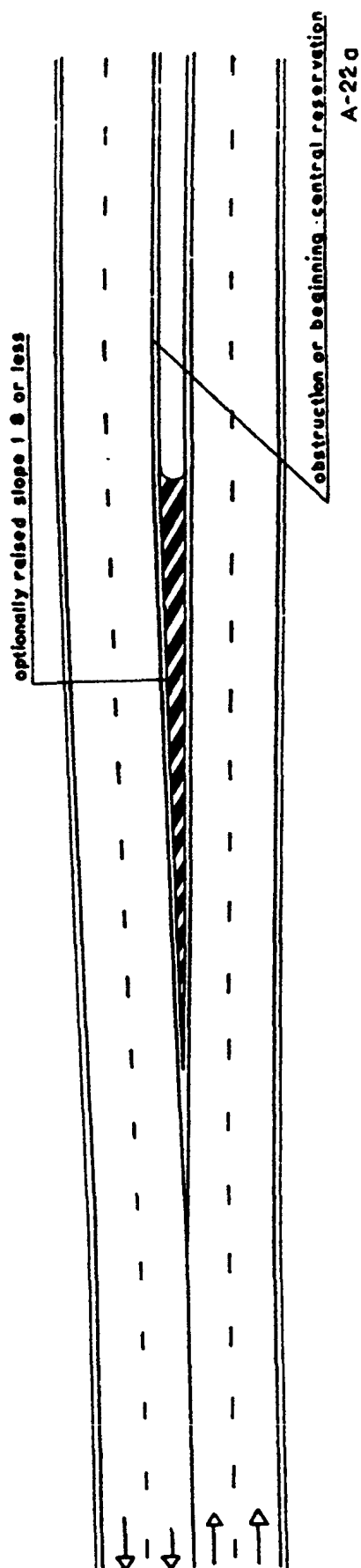
surélévation facultative : pente 1:8 ou moins
возможно повышение уровня : уклон 1:8 или меньше

obstacle ou début d'un terre-plein central
препятствие или начало центральной резервной зоны

variante
вариант

L : V > 60 km/h : L ≥ 100 m
V ≤ 60 km/h : L ≥ 50 m
i : V > 60 km/h : inclinaison 1 : 50 ou moins
V ≤ 60 km/h : inclinaison 1 : 20 ou moins
D : distance parcourue en 1 seconde
L : V > 60 км/ч : L ≥ 100 м
V ≤ 60 км/ч : L ≥ 50 м
i : V > 60 км/ч : уклон 1 : 50 или меньше
V ≤ 60 км/ч : уклон 1 : 20 или меньше
D : расстояние, проходимое за 1 сек

îlot
островок безопасности

diagramme A-22
диаграмма A-22

Marking of carriageway near obstruction
optionally raised slope 1 8 or less
obstruction or beginning central reservation
A-22a
alternative
A-22b
L: V > 60 km/h L ≥ 100m
V ≤ 60 km/h L ≥ 50m
i: V > 60 km/h: inclination 1 50 or less
V ≤ 60 km/h inclination 1 20 or less.
D: distance run in 1 second
L
D
traffic island
D
L
A-22c
diagram A-22

Flèche de rabattement
Направляющая стрела

cotes en m
измерения даются
в метрах

diagramme A-23
диаграмма A-23

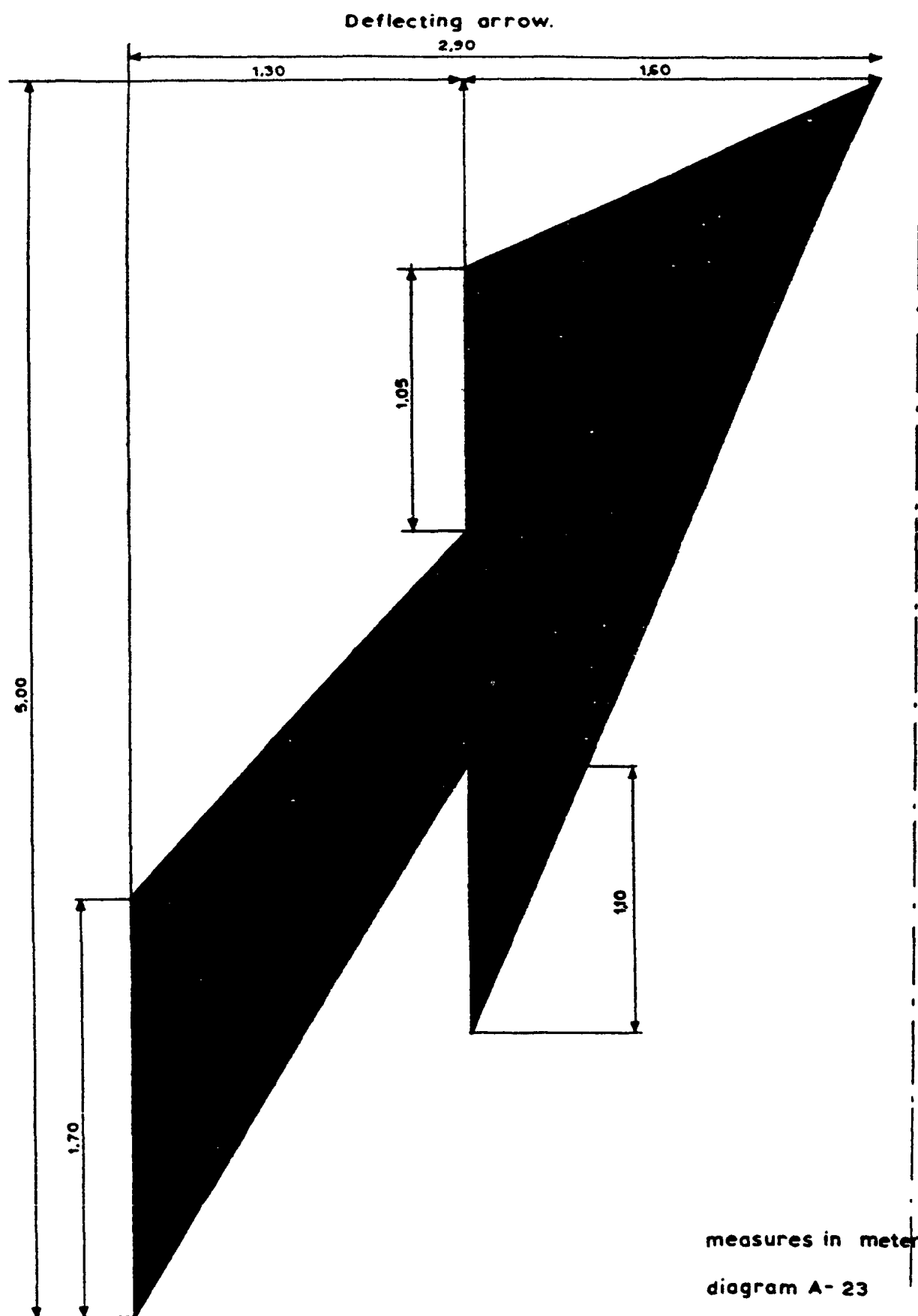
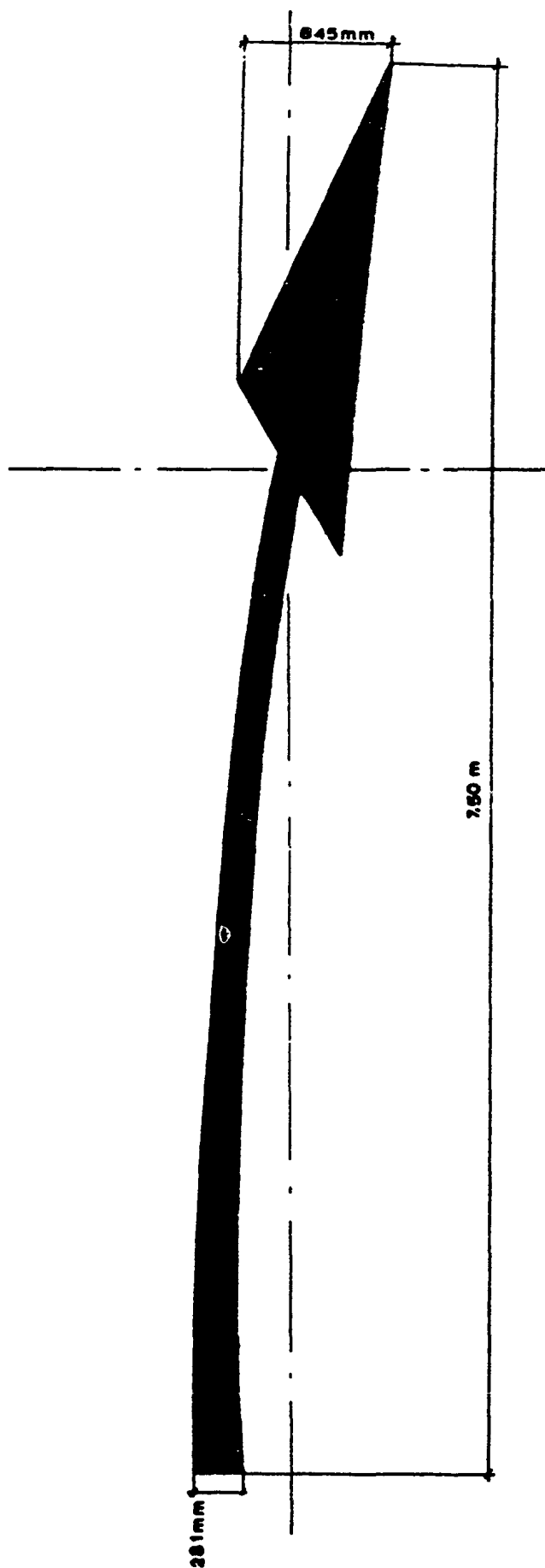
Deflecting arrow.
2,90
1,30
1,60
1,05
5,00
1,10
1,70
measures in meters
diagram A- 23

Flèche de rabattement
Направляющая стрела

diagramme A-24
диаграмма А-24

échelle 1 : 30
масштаб 1 : 30

845mm
7.50 m
281mm
diagram A-24
scale 1:50
Deflecting Arrow

Utilisation des flèches de rabattement
Применение направляющих стрел

distance correspondant
respectivement à
расотояние, соответствующее

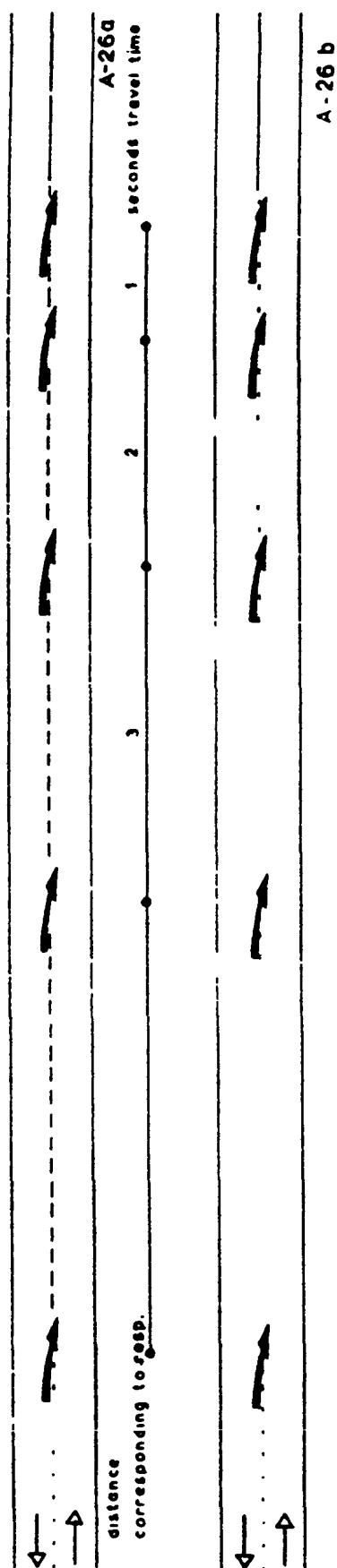
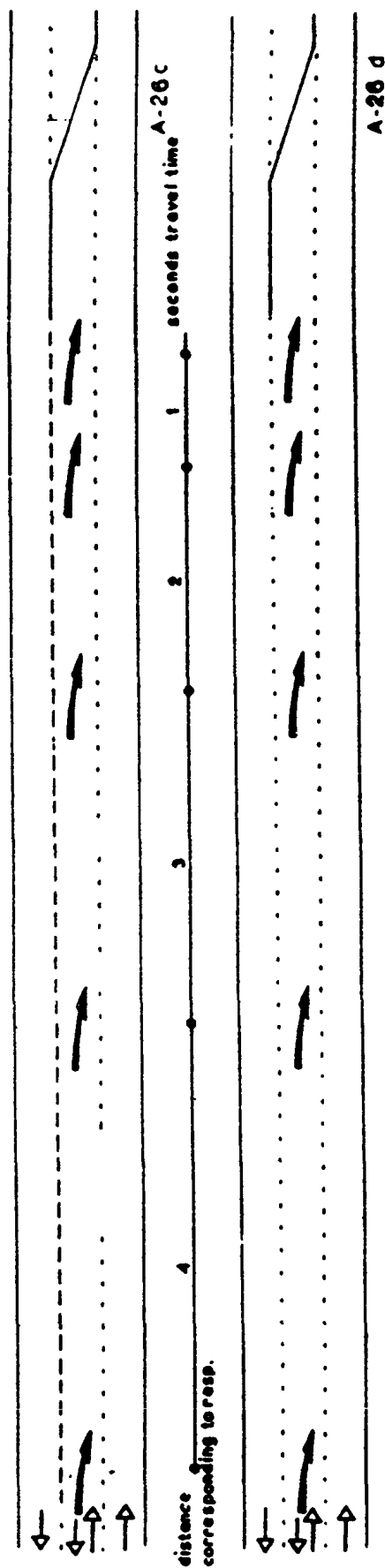
secondes de temps
de parcours
сокундам движения

Routes à 2 voies
Дороги с двумя полосами движения

distance correspondant
respectivement à
расстояние, соответствующее

secondes de temps
de parcours
секундам движения

Routes à 3 voies
Дороги с тремя полосами движения

diagramme A-26
диаграмма A-26

Marquage de la chaussée à proximité d'obstacles
Разметка проезжей части дороги около препятствий

obstacle
препятствие

surévévation
facultative :
pente 1:8
ou moins
возможно
повышение
уровня :
уклон 1:8
или меньше

de préférence ≥ 25 m
предпочтительно ≥ 25 м

variante
вариант

détail
деталь

ligne d'avertissement
предупреждающая линия

L : V > 60 km/h : L ≥ 100 m
V ≤ 60 km/h : L ≥ 50 m

L : V > 60 **км/ч** : L ≥ 100 **м**
V ≤ 60 **км/ч** : L ≥ 50 **м**

diagramme A-27
диаграмма A-27

Marking of carriageway near obstructions

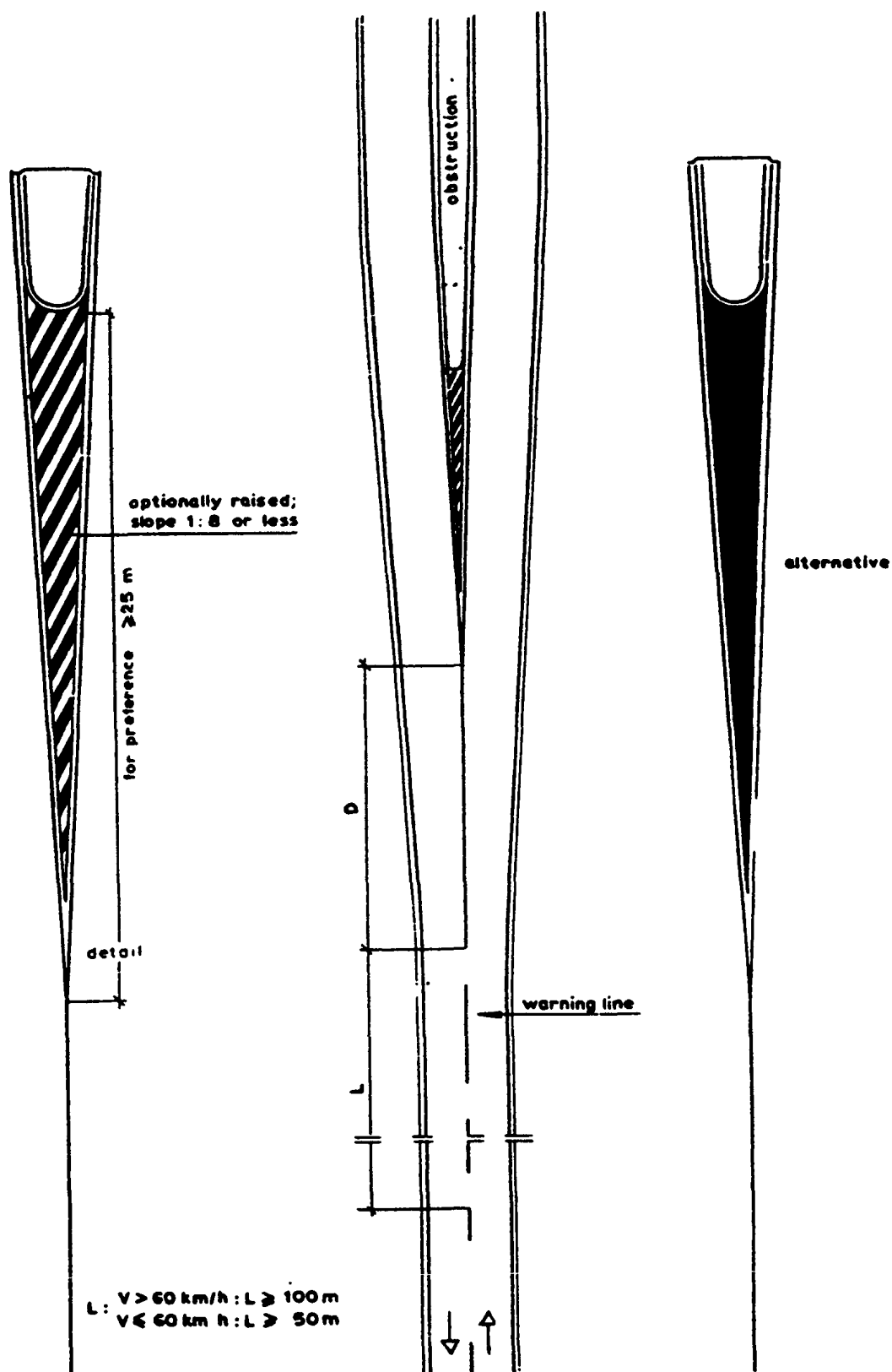



diagram A-27

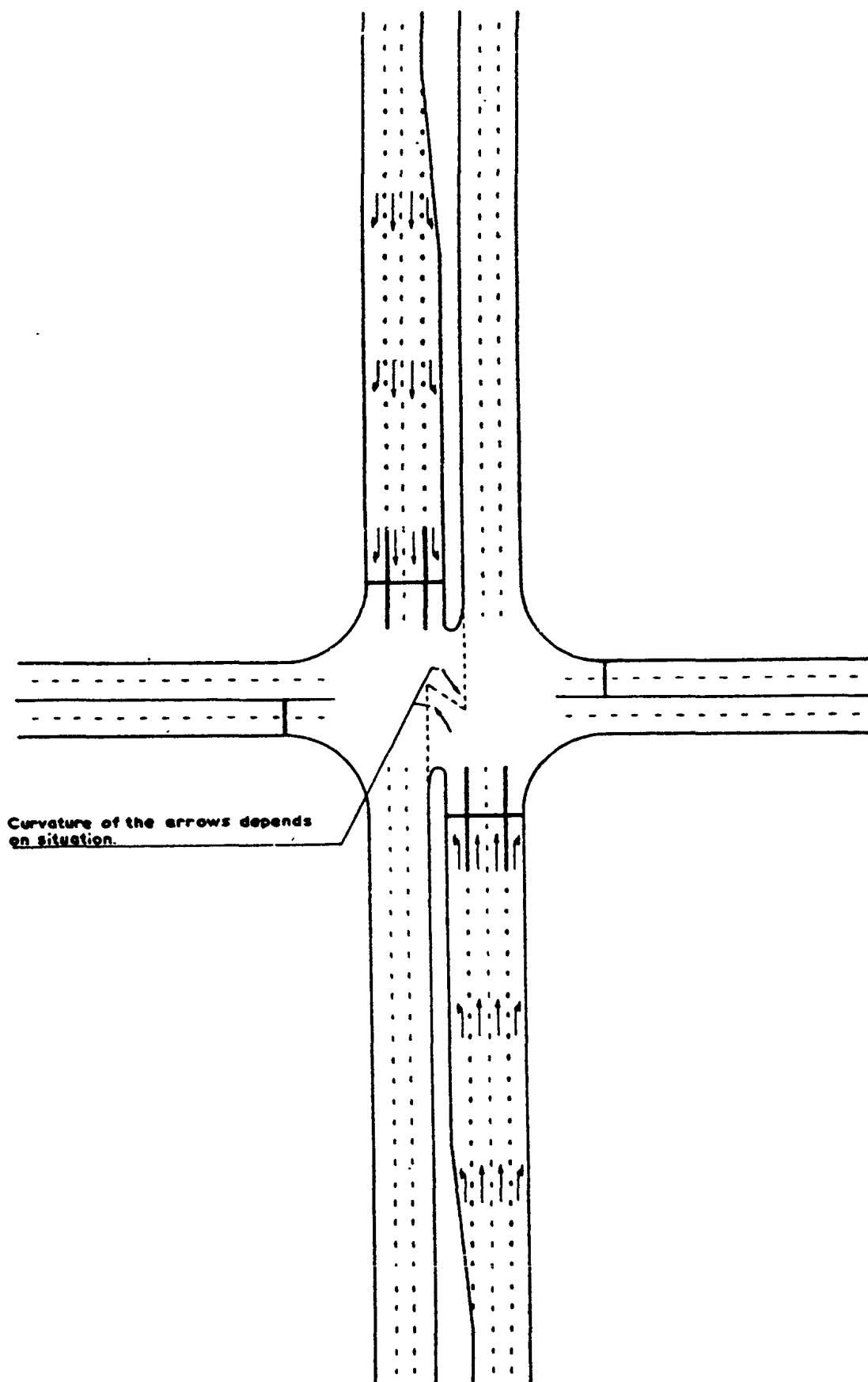
Marquage avec lignes de guidage aux intersections
Разметка с помощью линий для разграничения полос движения у перекрестка

diagramme A-28
диаграмма A-28

Marking with guiding lines at intersections

Marking with guiding lines and arrows at intersections.

A-29a
diagram A-29

Marking with guiding lines and arrows at intersections.

A-29 b
diagram A-29

Ligne d'arrêt
Стоп-линия

diagramme A-30
диаграмма A-30

Stop line

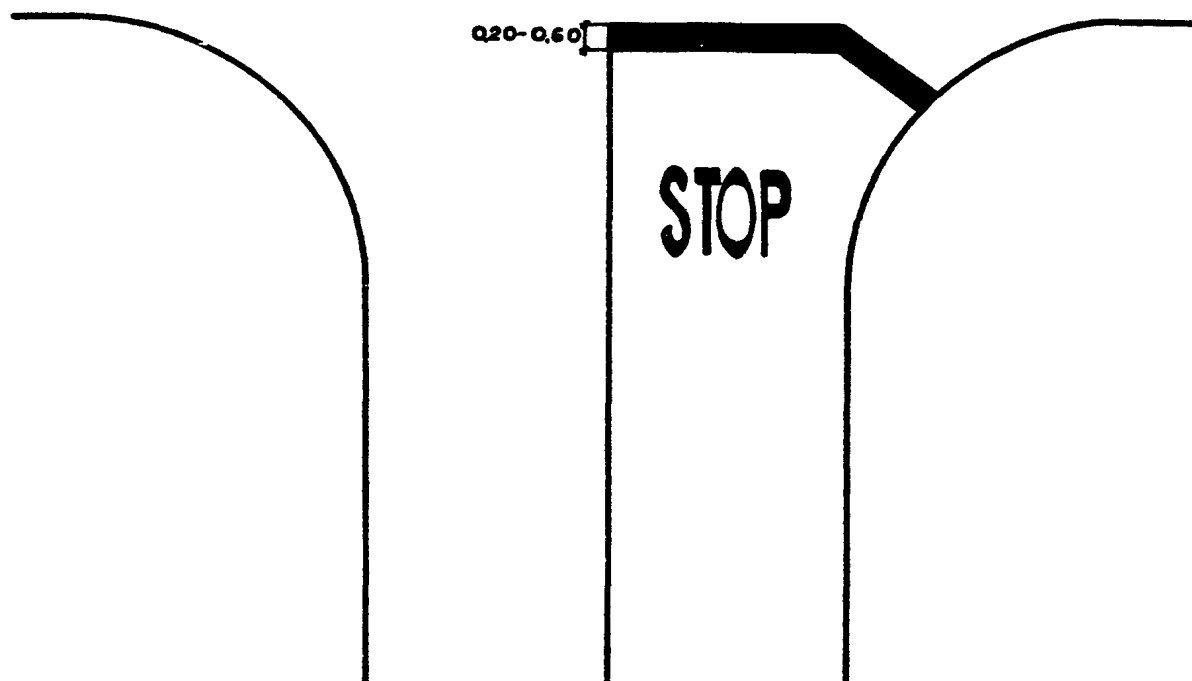



diagram A-30

Voies d'approche des intersections
Разметка полос движения у перекрестка

diagramme A-31
диаграмма A-31

Approach lanes to intersections.

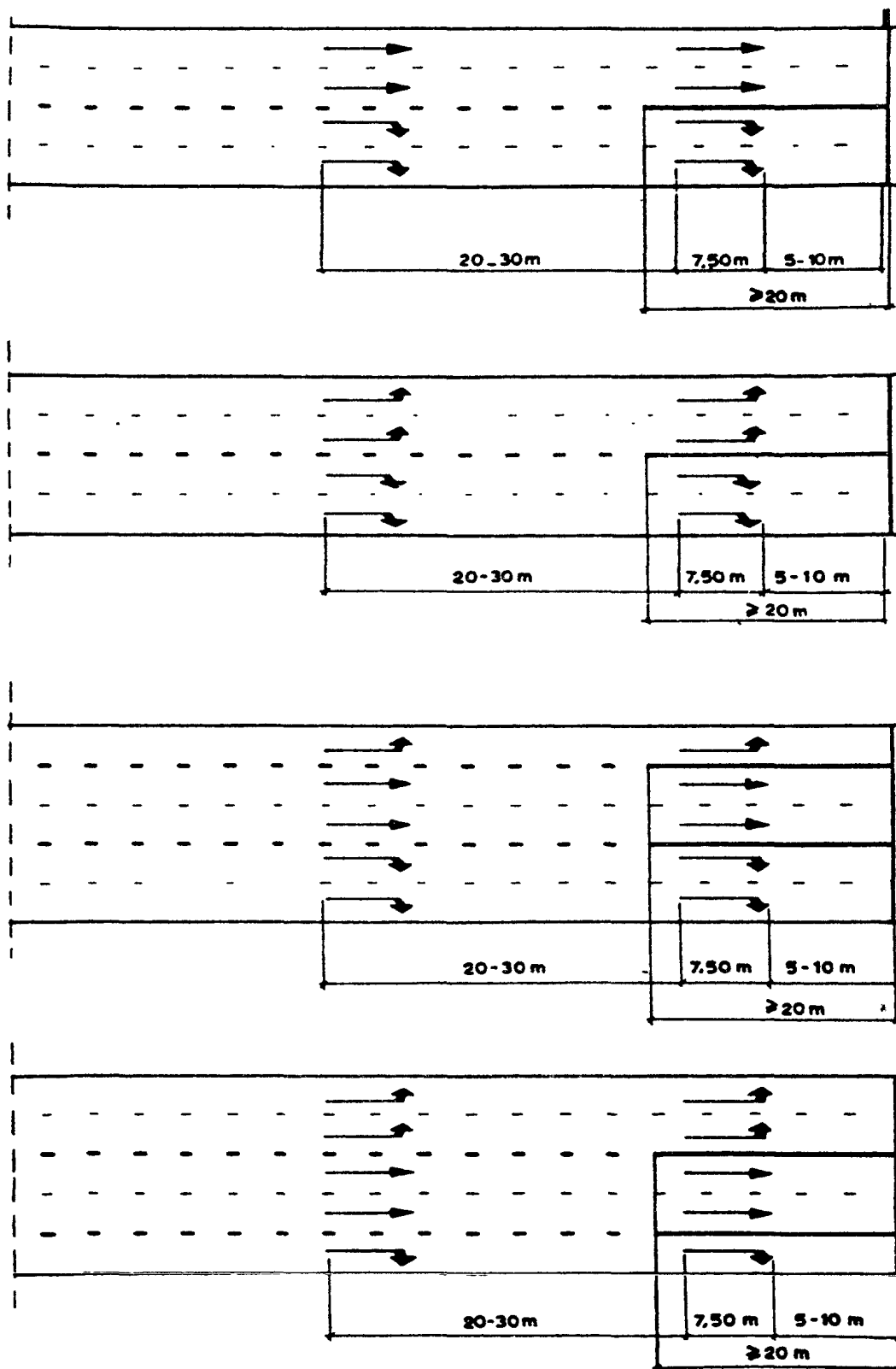



diagram - A-31

Carrefour en T avec une route prioritaire
Т-образное соединение с главной дорогой

ligne d'avertissement
предупреждающая линия

diagramme A-32
диаграмма A-32

T-junction with major road

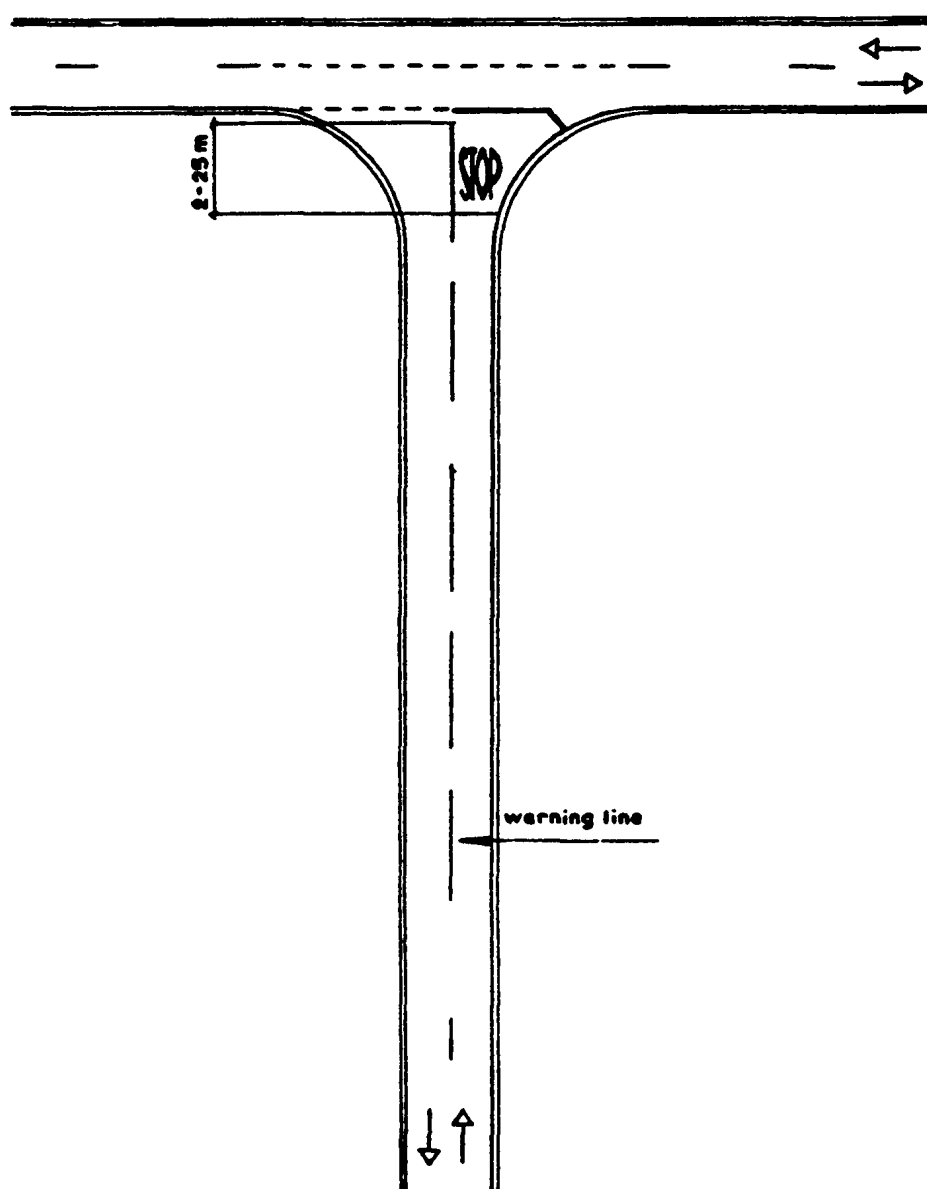



diagram A-32

diagramme A-33
диаграмма А-33

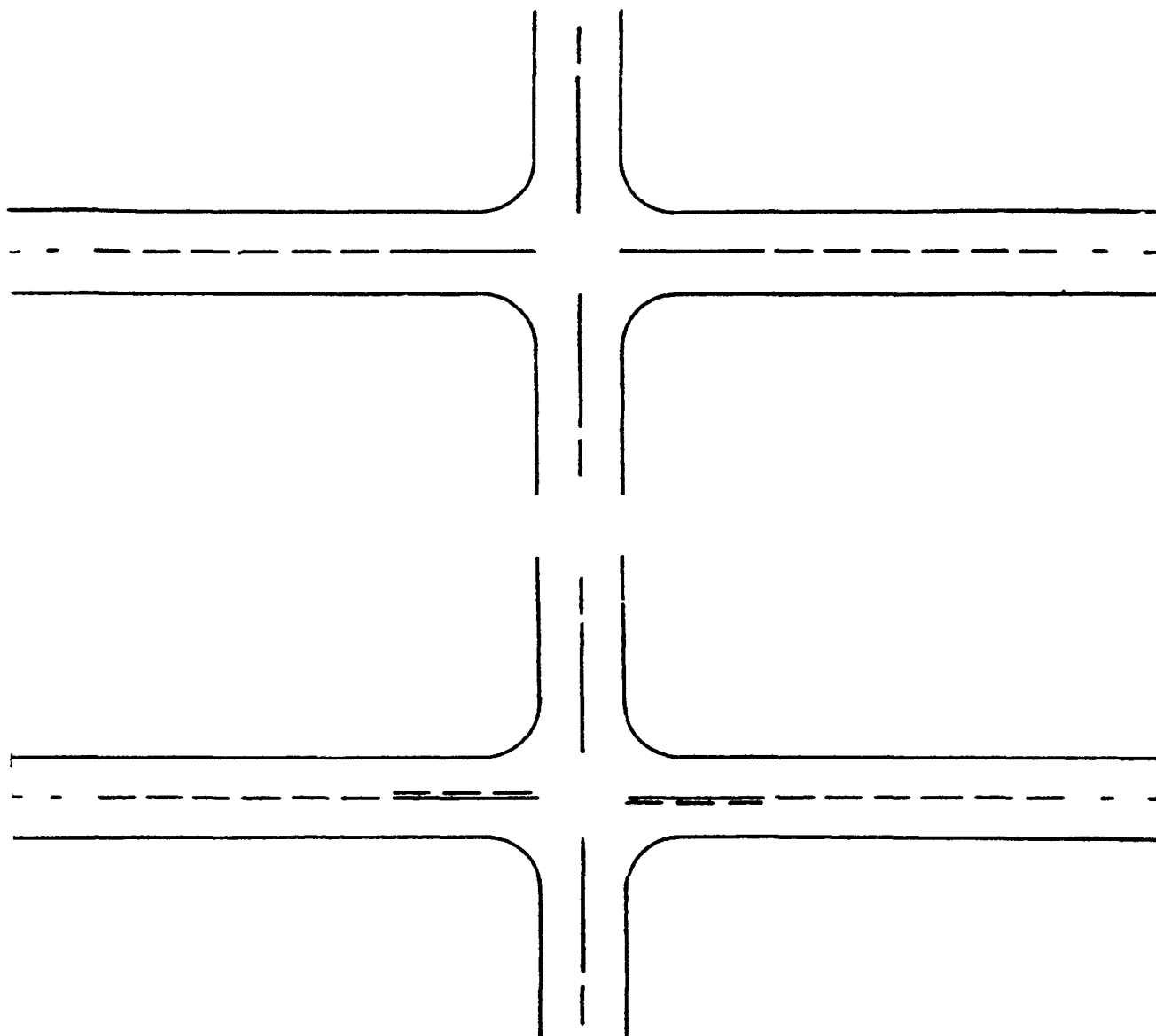



diagram A-33

Marquage à un croisement avec une route prioritaire
Разметка пересечения с главной дорогой

a = 0,40 - 0,60 m
b $\geqslant$ 0,60 m
a = 0,40 - 0,60 м
b $\geqslant$ 0,60 м

diagramme A-34
диаграмма A-34

Marking at priority-crossing.

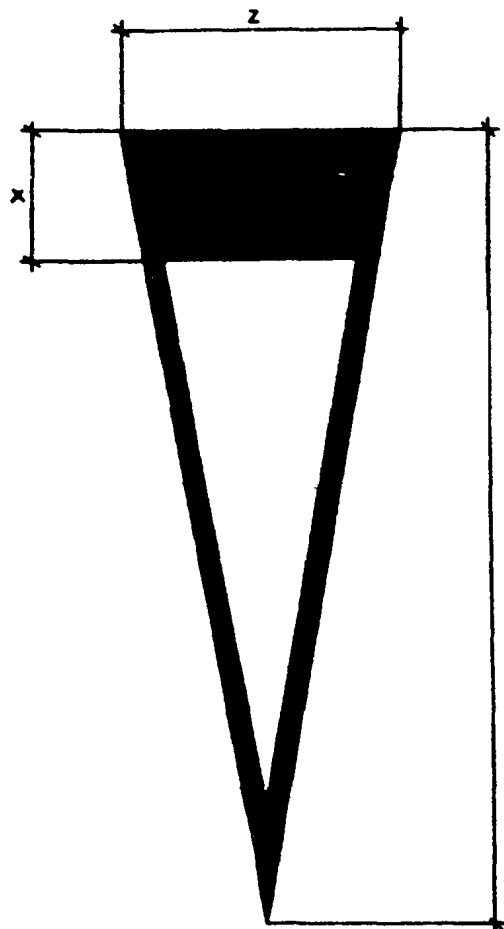
Triangle as a warning on approach to priority-crossing

$V > 60$ km $x = 1{,}00$ m $y = 6x$
$V \leqslant 60$ km $x = 0{,}50$ m $y = > 4x$
$Z = 2x$

diagram A-35

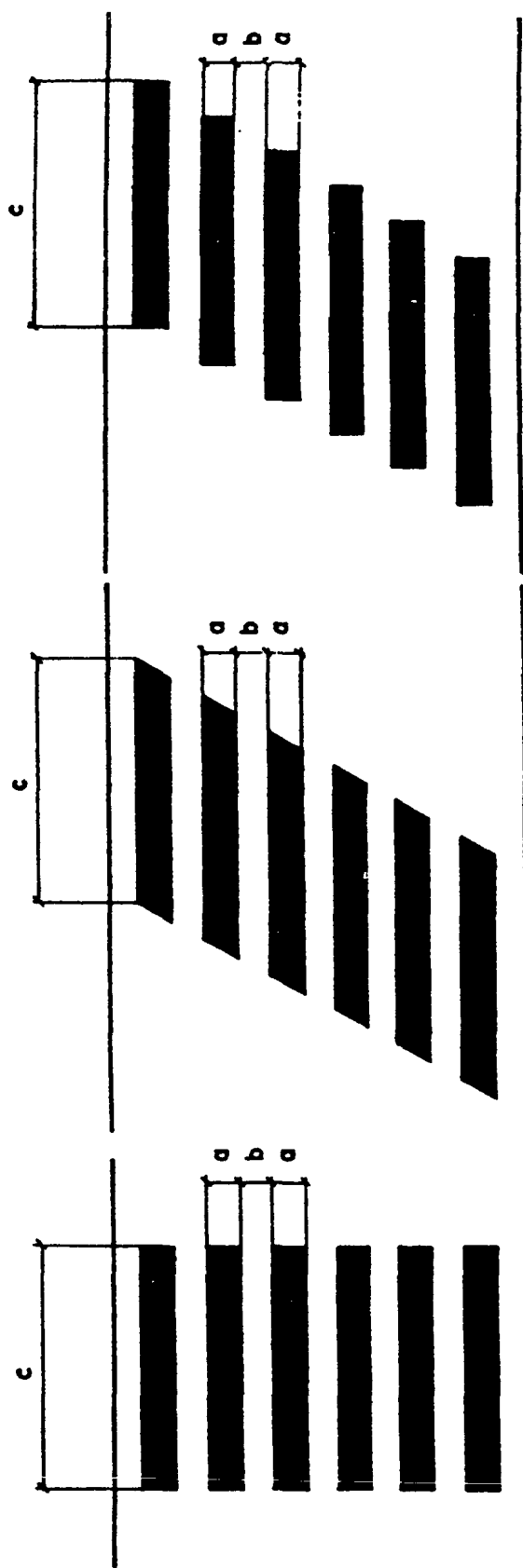
Passages pour piétons
Пешеходные переходы

diagramme A-36
диаграмма А-36

Pedestrian crossings

diagram A-36

a b a

c

$a = 0,40 - 0,60\ m$

$a \leq b \leq 2a$

$0,80 \leq a + b \leq 1,40$

$v \leq 60\ km/h \quad c \geq 2,50\ m$

$v > 60\ km/h \quad c \geq 4,00\ m$

Passages pour cyclistes
Переезды для велосипедистов

(Pour les pistes cyclables à double sens de
circulation, la largeur minimale doit être de 3,00 m)
**(Минимальная ширина переезда при движении по велосипедной
дорожке в обоих направлениях должна составлять 3,00 м)**

diagramme A-37
диаграмма A-37

Cyclist crossings

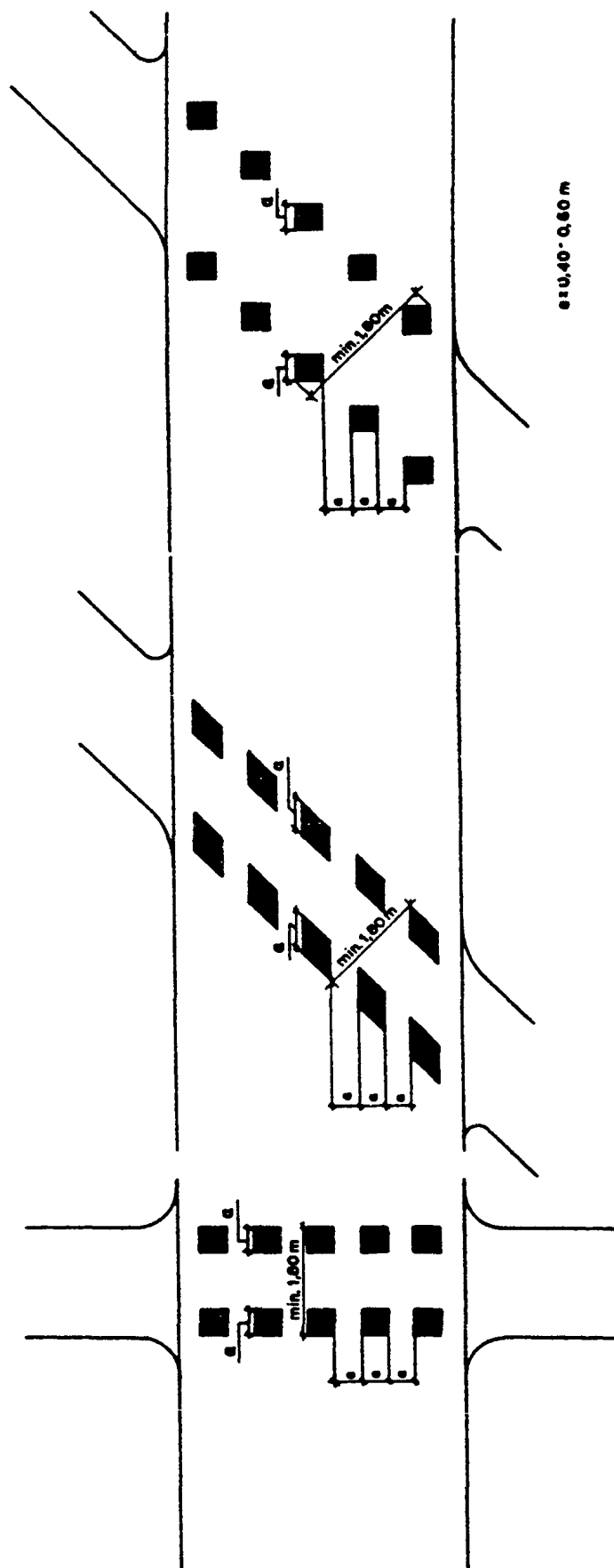



diagram A-37

(For two-way cycle-tracks the minimum width should be 3,00 m)

Carrefour en T où la piste cyclable est également prioritaire
Т-образное соединение, где велосипедная дорожка также имеет приоритет

ligne d'avertissement
предупреждающая линия

diagramme A-38
диаграмма A-38

T-junction where the cycle-track also has priority.

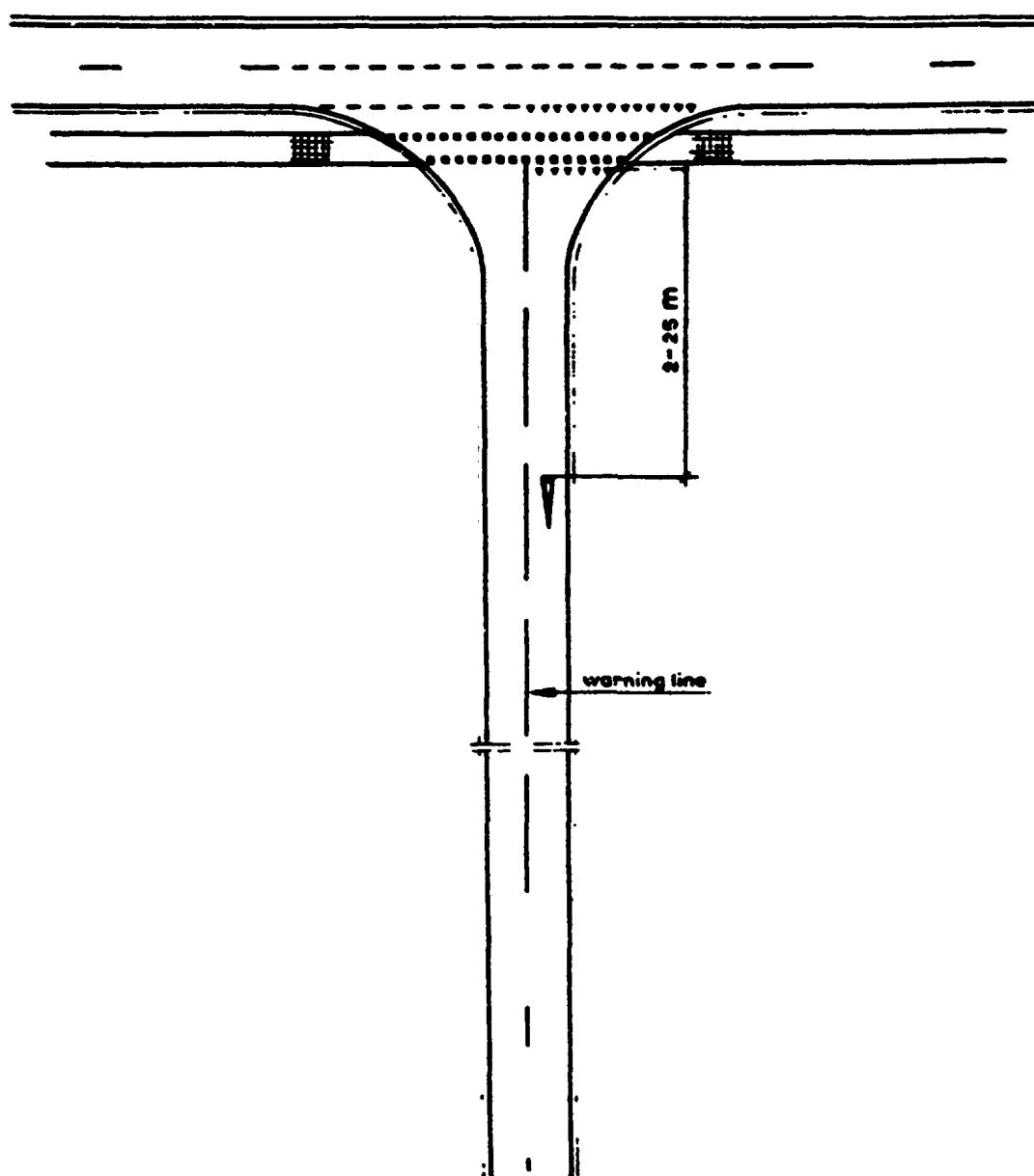
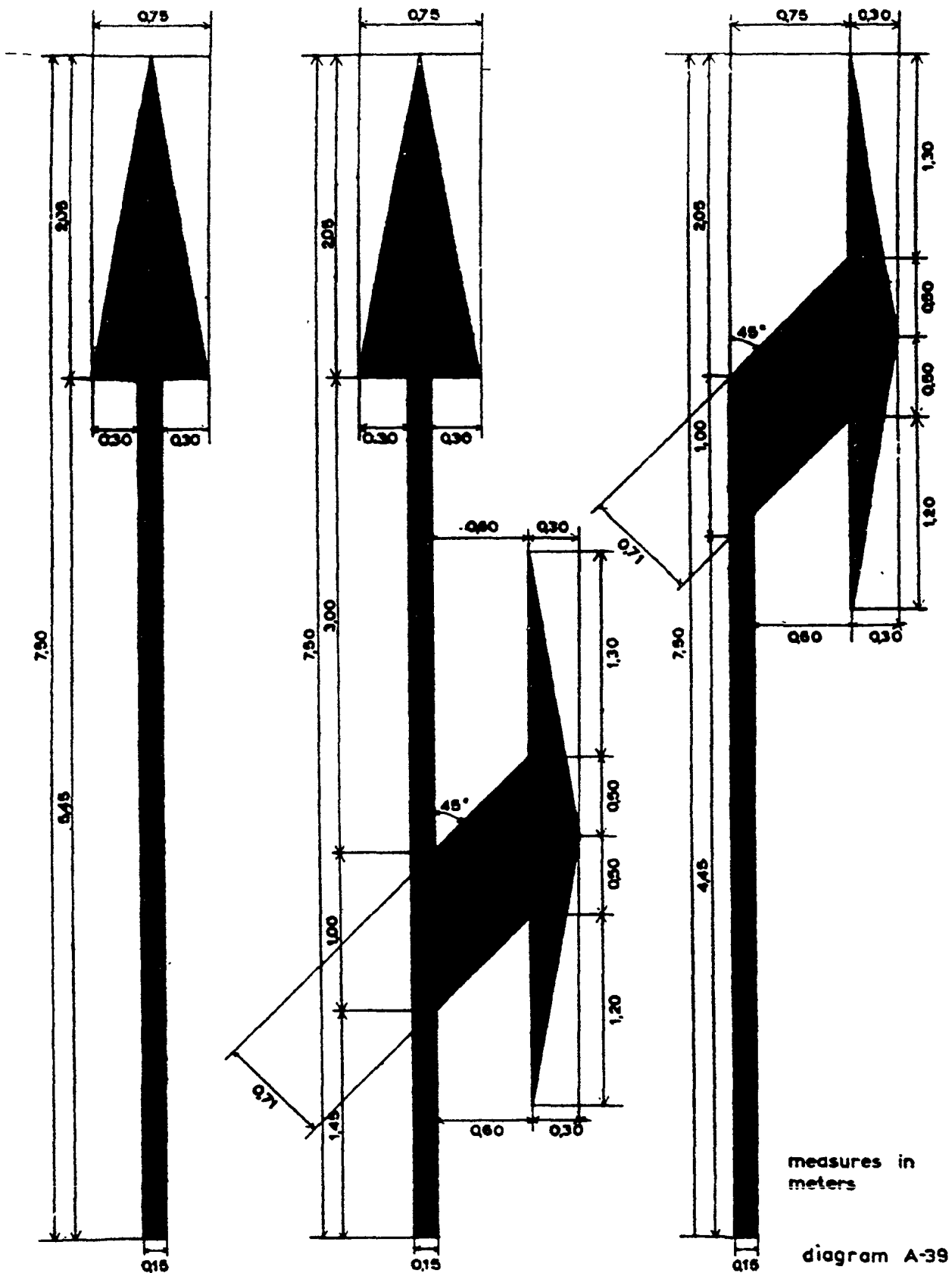



diagram A-38

Flèches de présignalisation
Разметка стрелами выбора направления движения

Longueur de la flèche : 7,50 m, vitesse > 60 km/h
Длина стрелы 7,5 м, скорость >60 км/ч

cotes en mètres
измерения даются в метрах
diagramme A-39
диаграмма A-39

Selection arrow markings

Length of the arrow: 7,50 m, speed > 60 km/h.

Flèches de présignalisation
Разметка стрелами выбора направления движения

cotes en mètres
измерения даются в метрах

Longueur de la flèche : 5,00 m, vitesse ≤ 60 km/h
Длина стрелы 5 м, скорость ≤ 60 км/ч

diagramme A-40
échelle 1:25
диаграмма A-40
масштаб 1 : 25

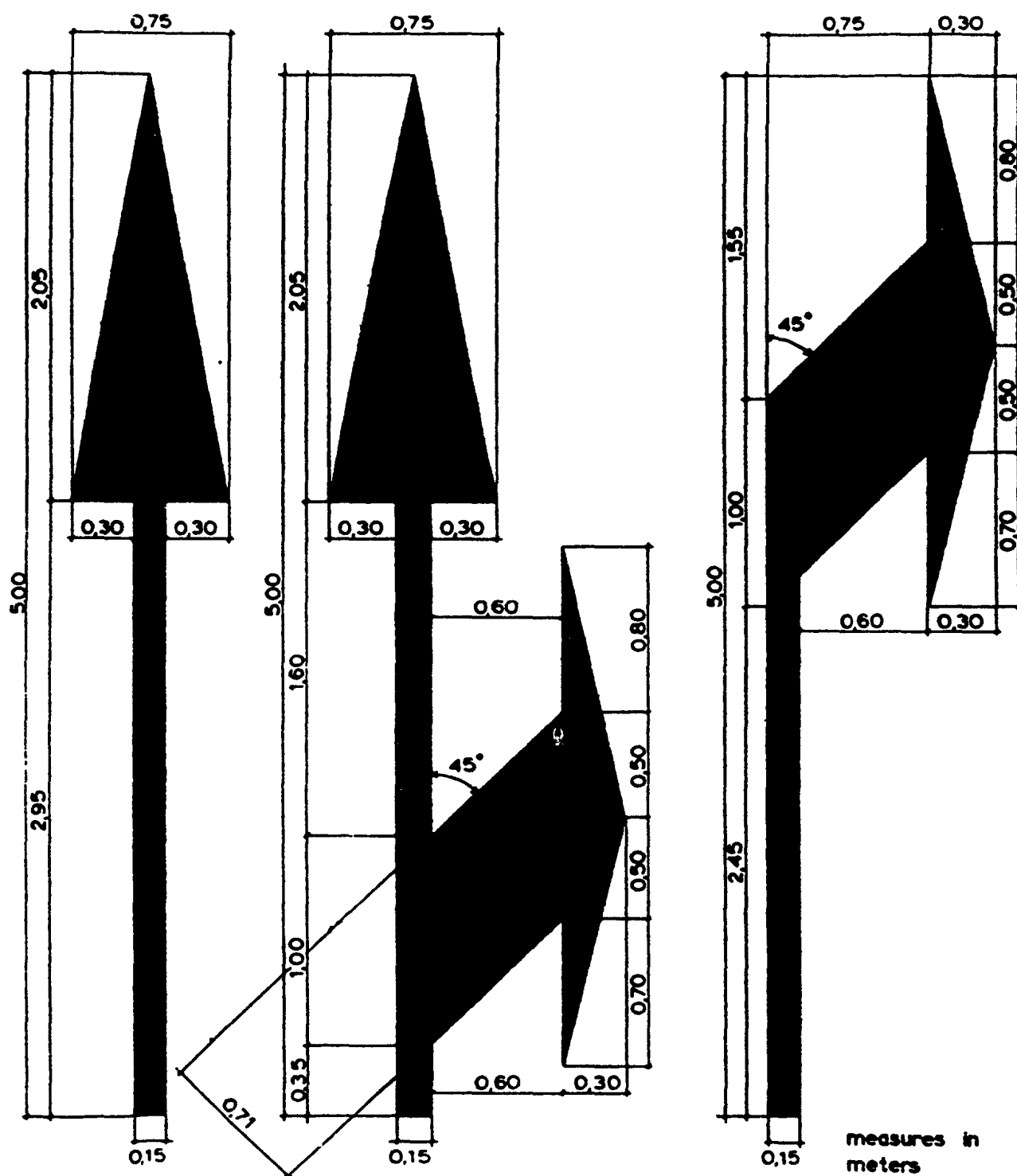
Selection arrow markings

Length of the arrow: 5,00 m, speed ≤ 60 km/h

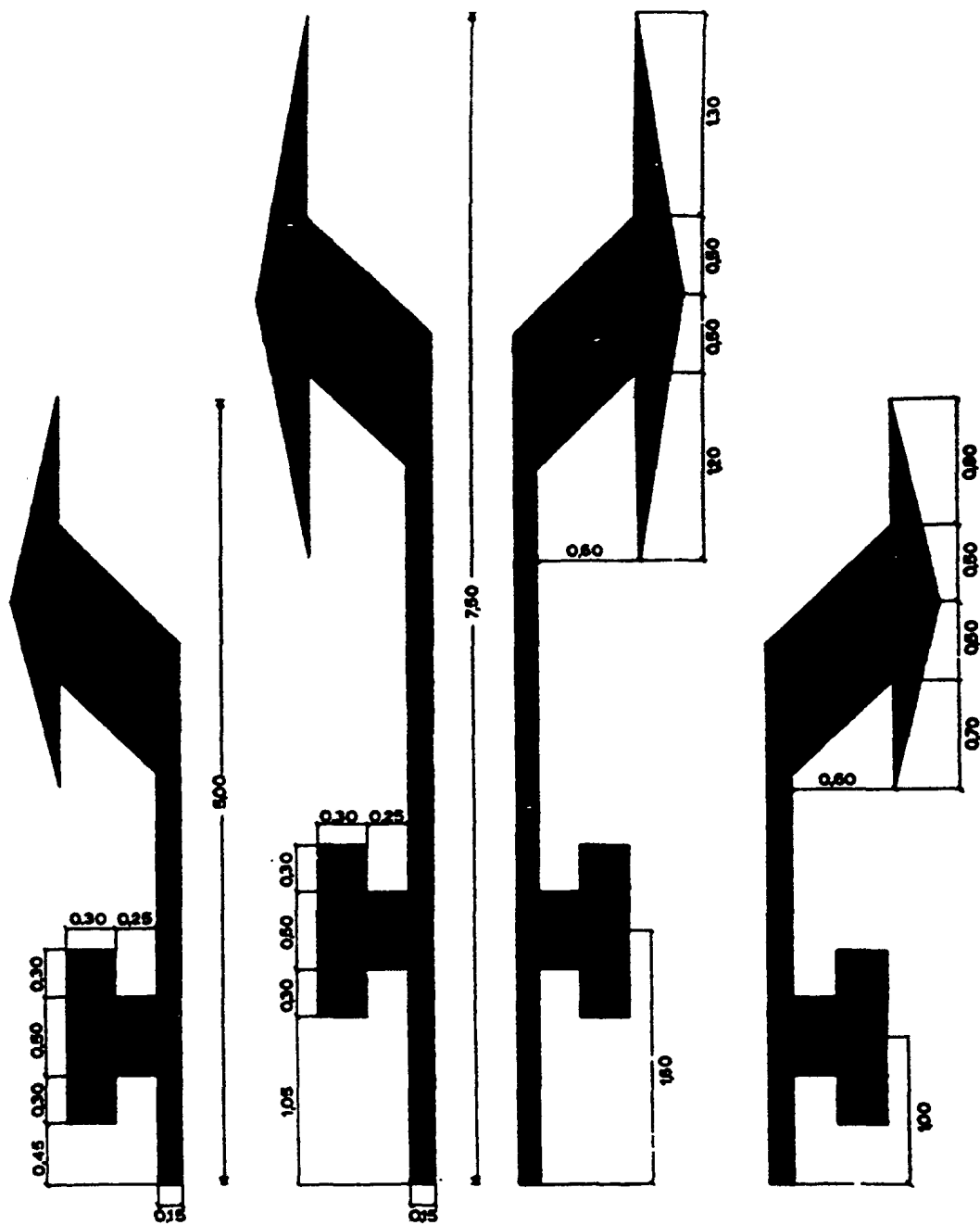
diagram A-40
scale 1:25

Flèches de présignalisation utilisées à l'approche de deux intersections
très proches l'une de l'autre lorsque la présélection
doit avoir lieu avant la première intersection

Разметка стрелами выбора направления движения на двух находящихся рядом перекрестках, где необходимо предварительное перестроение до первого перекрестка

Exemple d'application pratique , cotes en mètres
пример применения **измерения даются в метрах**

diagramme A-41
диаграмма A-41

Selection arrow markings of two closely spaced intersections where preselection before the first intersection is necessary.

example of the use

measures in meters

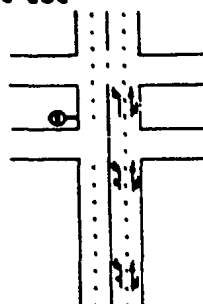



diagram A-41

Exemple de lignes parallèles obliques
Пример параллельных косых линий

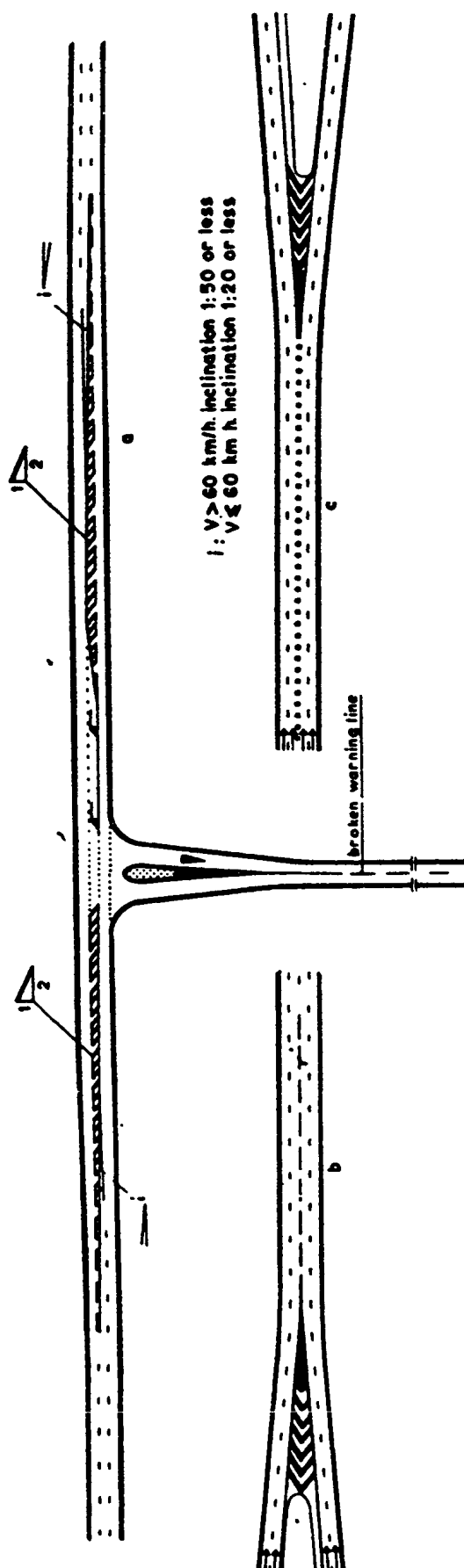
1 : V > 60 km/h : inclinaison 1:50 ou moins
V ≤ 60 km/h : inclinaison 1:20 ou moins

i : V > 60 км/ч : уклон 1:50 или меньше
V ≤ 60 км/ч : уклон 1:20 или меньше

ligne d'avertissement discontinue
прерывистая предупреждающая линия

diagramme A-42
диаграмма A-42

diagram A-42

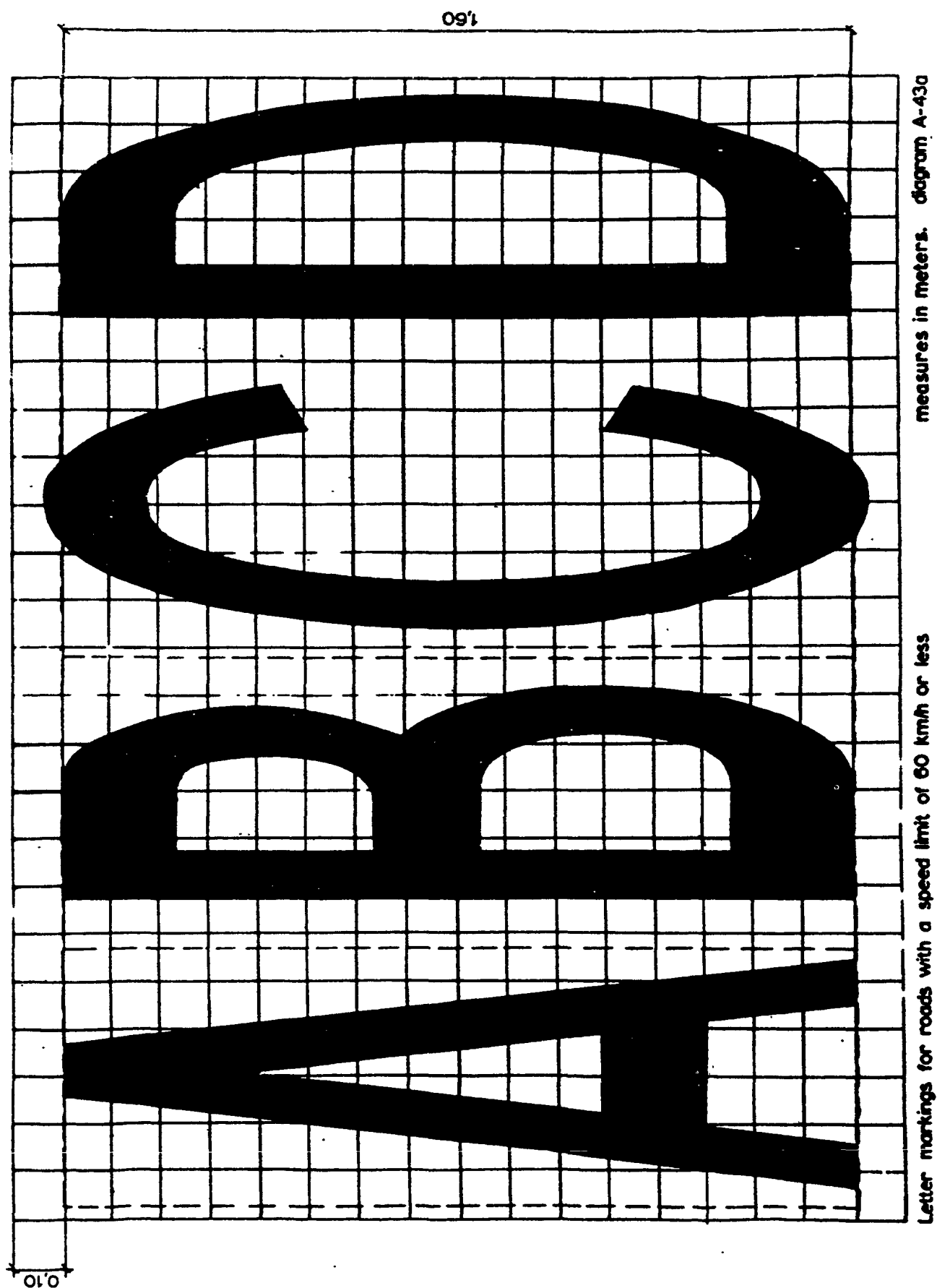
Example of oblique parallel lines

Lettres pour les inscriptions sur les routes où la vitesse
est limitée à 60 km/h ou moins

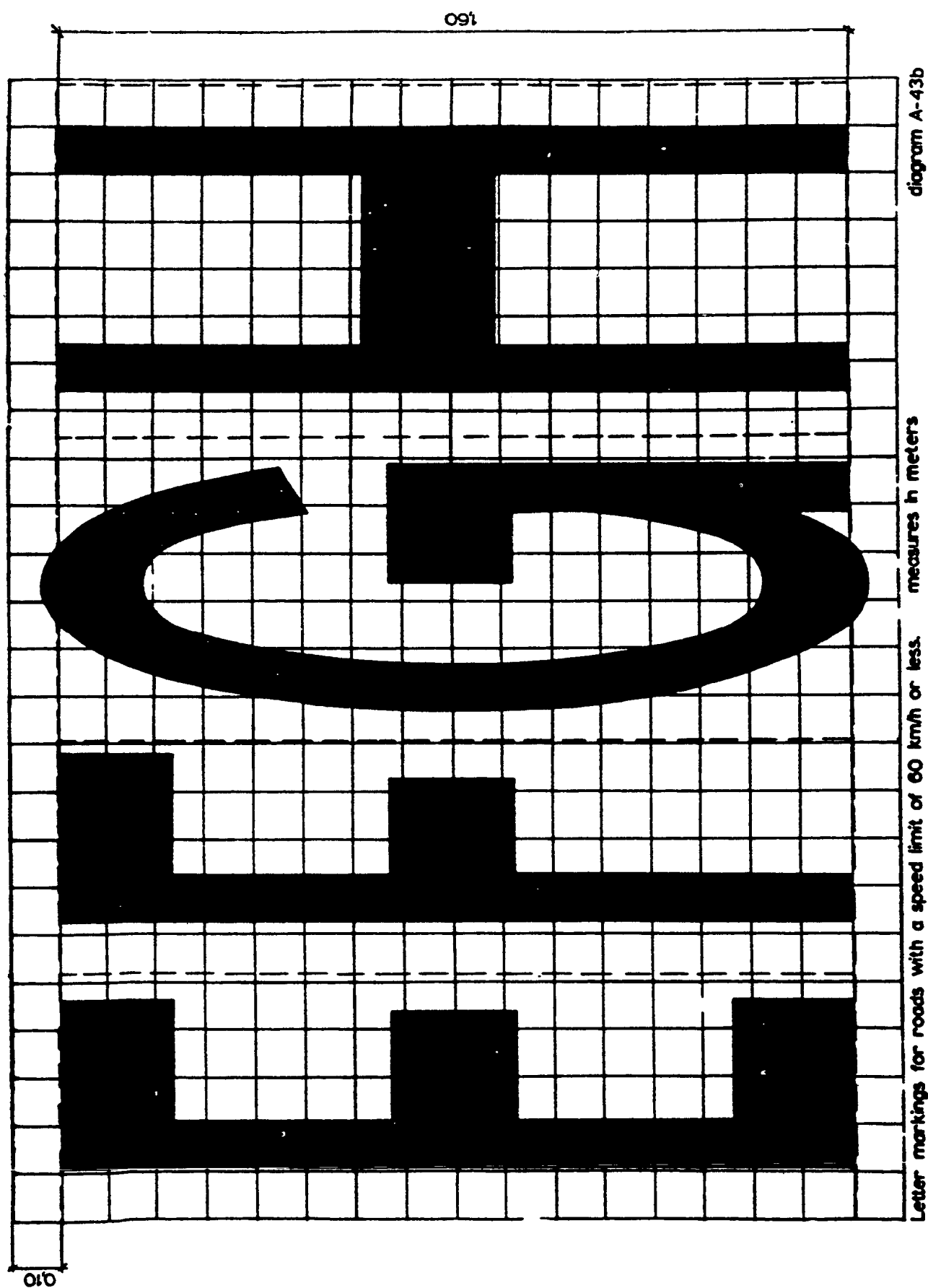
Буквенная разметка на дорогах, где
максимальная скорость не превышает
60 км в час

cotes en mètres

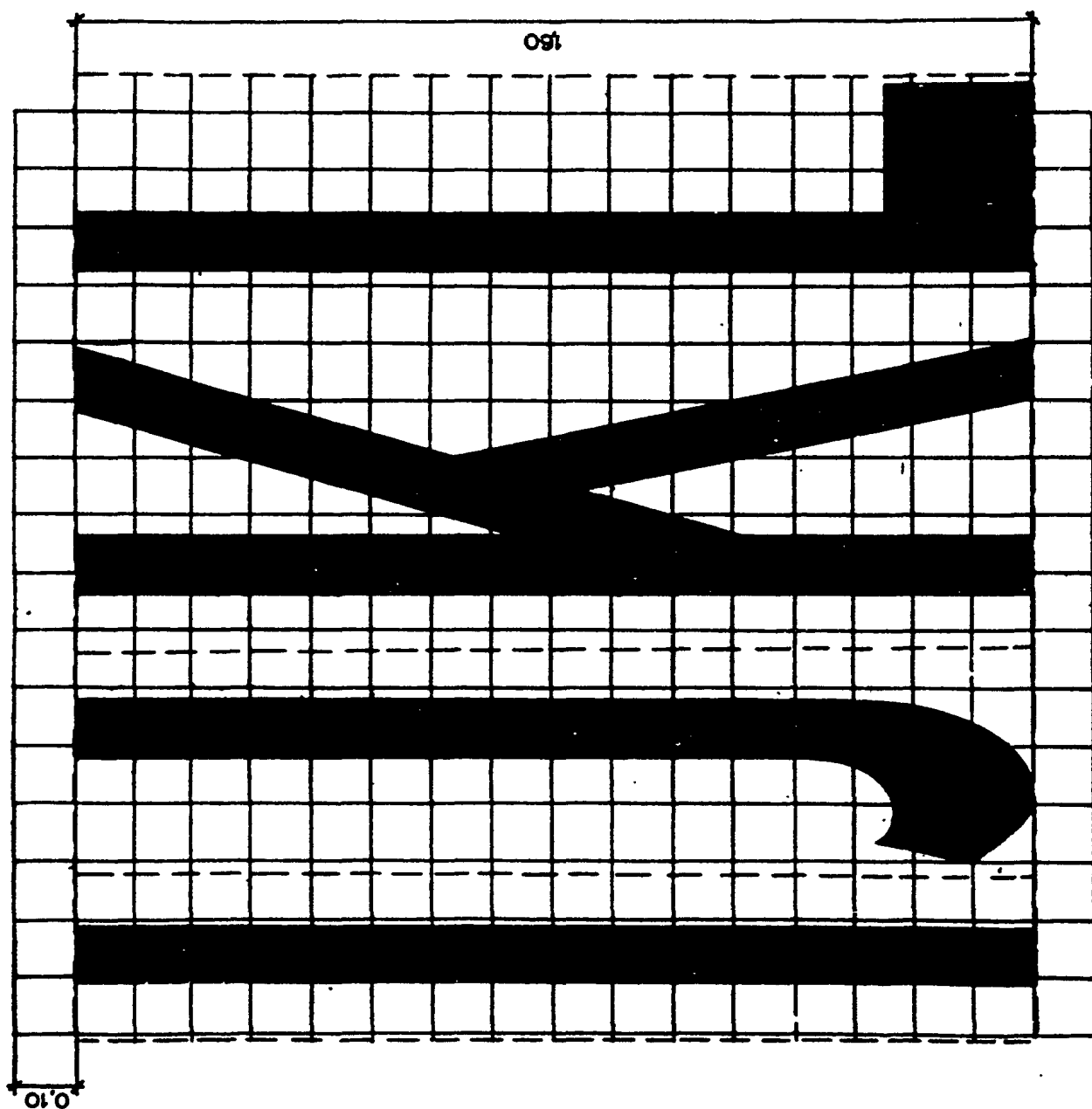
измерения даются
в метрах

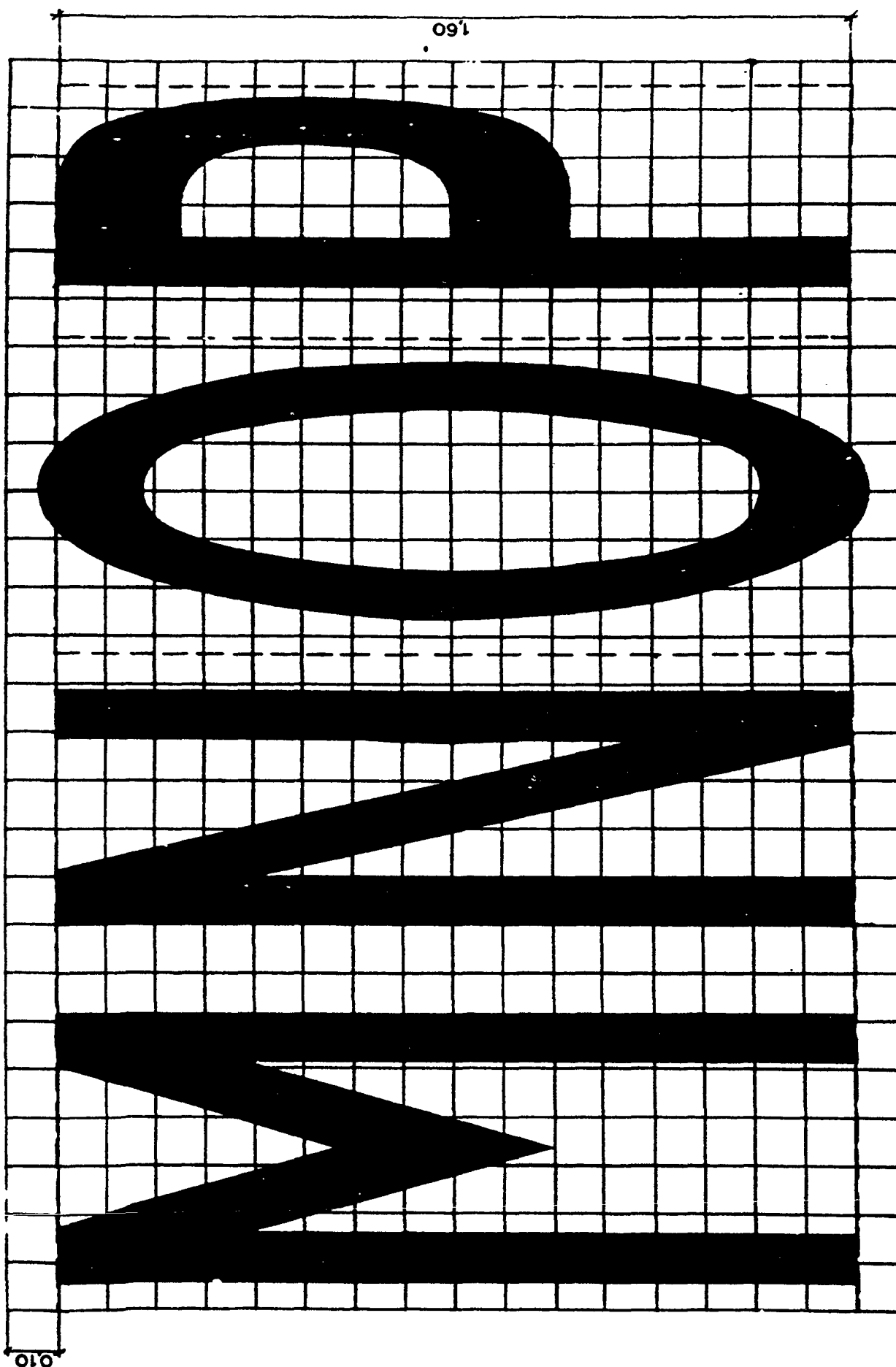
diagramme A-43a

диаграмма A-43a

1,60
0,10
Letter markings for roads with a speed limit of 60 km/h or less
measures in meters.
diagram A-43a

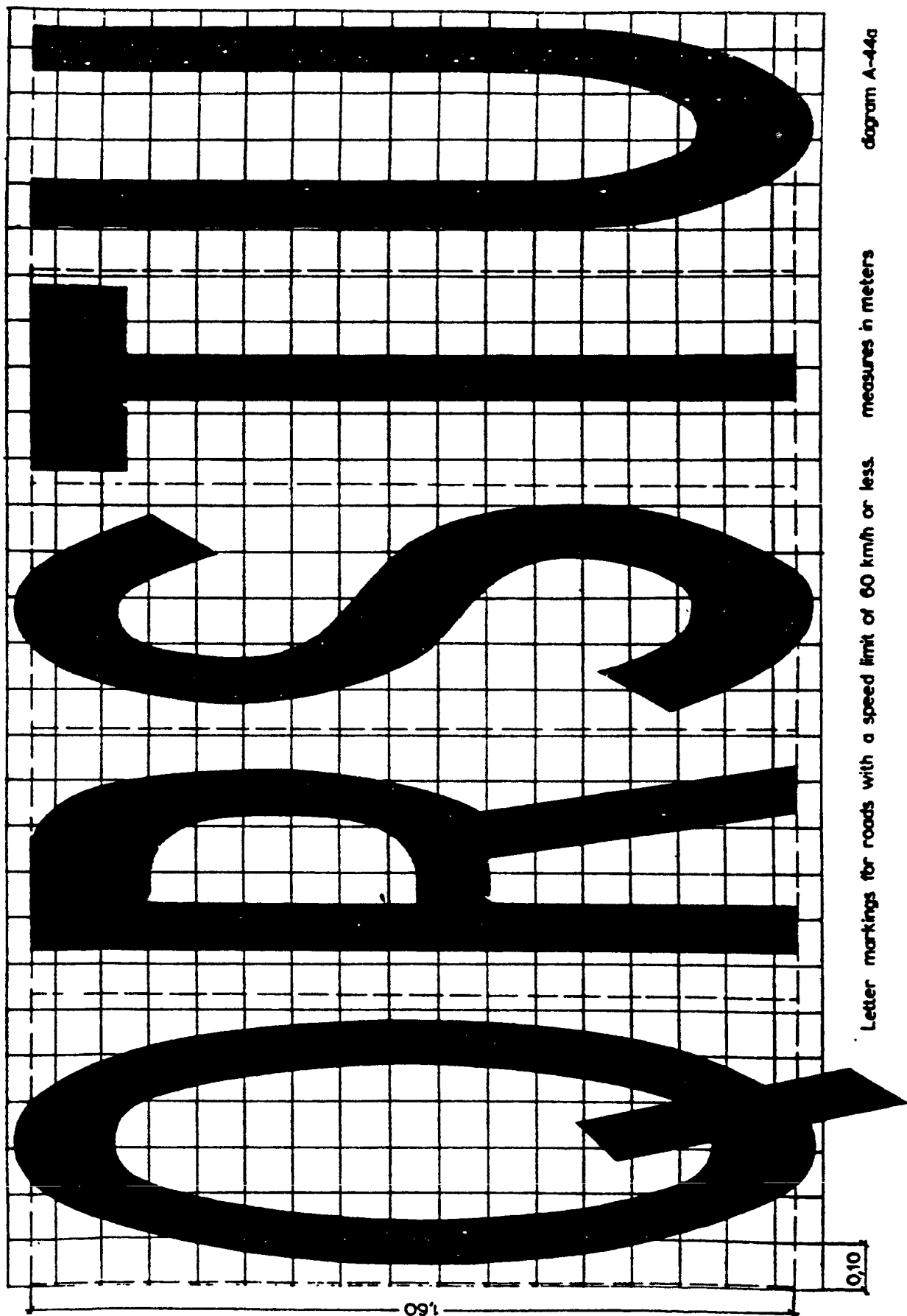
0,10
1,60
EFGH
Letter markings for roads with a speed limit of 60 km/h or less.
measures in meters
diagram A-43b

Lettres pour les inscriptions sur les routes
où la vitesse est limitée à 60 km/h ou moins
**Буквенная разметка на дорогах, где
максимальная скорость не превышает
60 км в час**

cote en mètres
**измерения даются
в метрах**

diagramme A-43c
диаграмма A-43c

1,60
0,10
Letter markings for roads with a speed limit of 60 km/h or less. measures in meters diagram A-43c

Letter markings for roads with a speed limit of 60 km/h or less. measures in meters diagram A-43d

Lettres pour les inscriptions sur les routes
où la vitesse est limitée à 60 km/h ou moins
Буквенная разметка на дорогах, где
максимальная скорость не превышает
60 км в час

cotes en mètres
измерения даются
в метрах

diagramme A-44a
диаграмма A-44a

Letter markings for roads with a speed limit of 60 km/h or less.
measures in meters
diagram A-44a
0,10
1,60

Lettres pour les inscriptions sur les routes
où la vitesse est limitée à 60 km/h ou moins
Буквенная разметка на дорогах, где
максимальная скорость не превышает
60 км в час

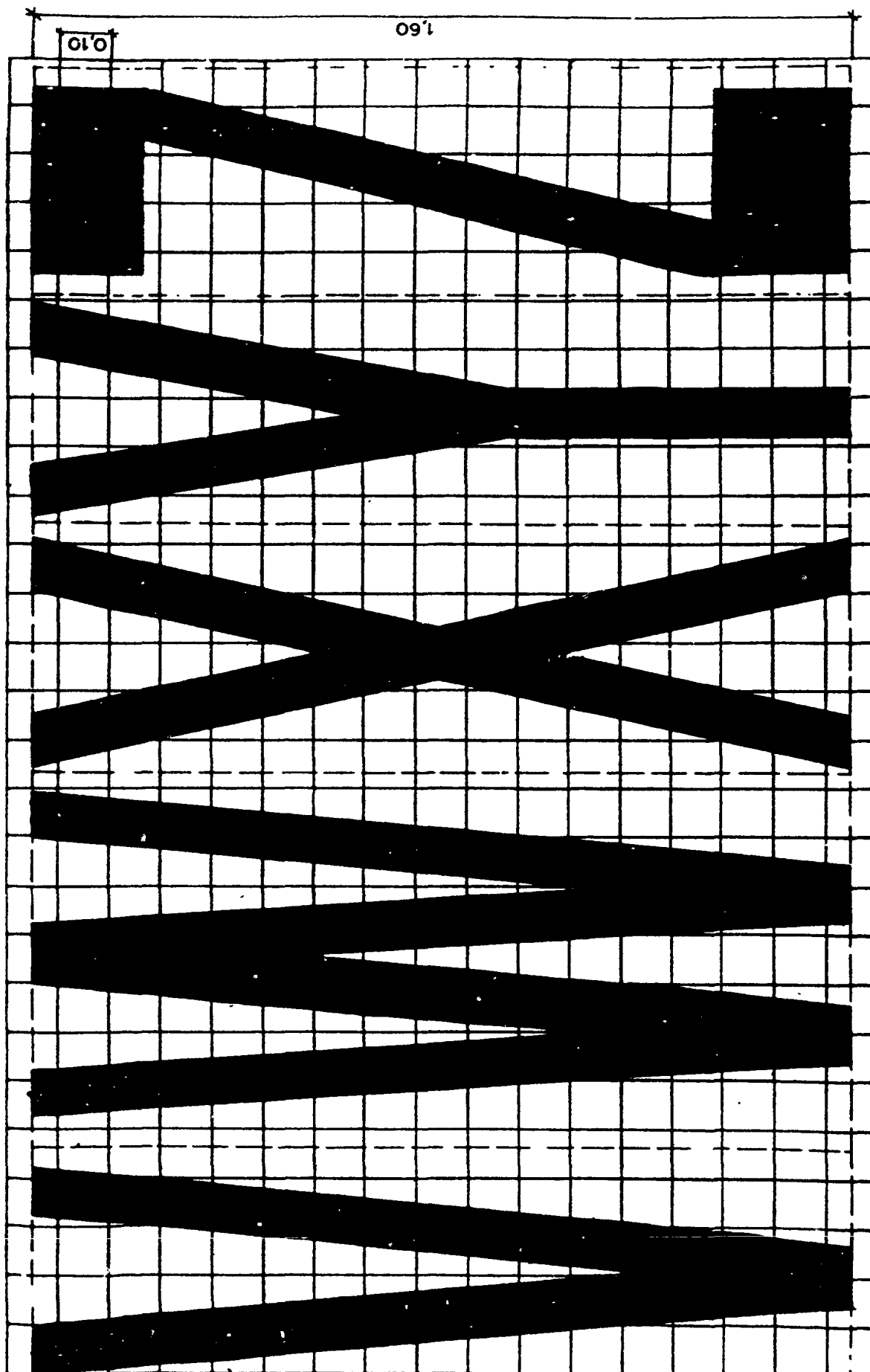
cotes en mètres
измерения даются
в метрах

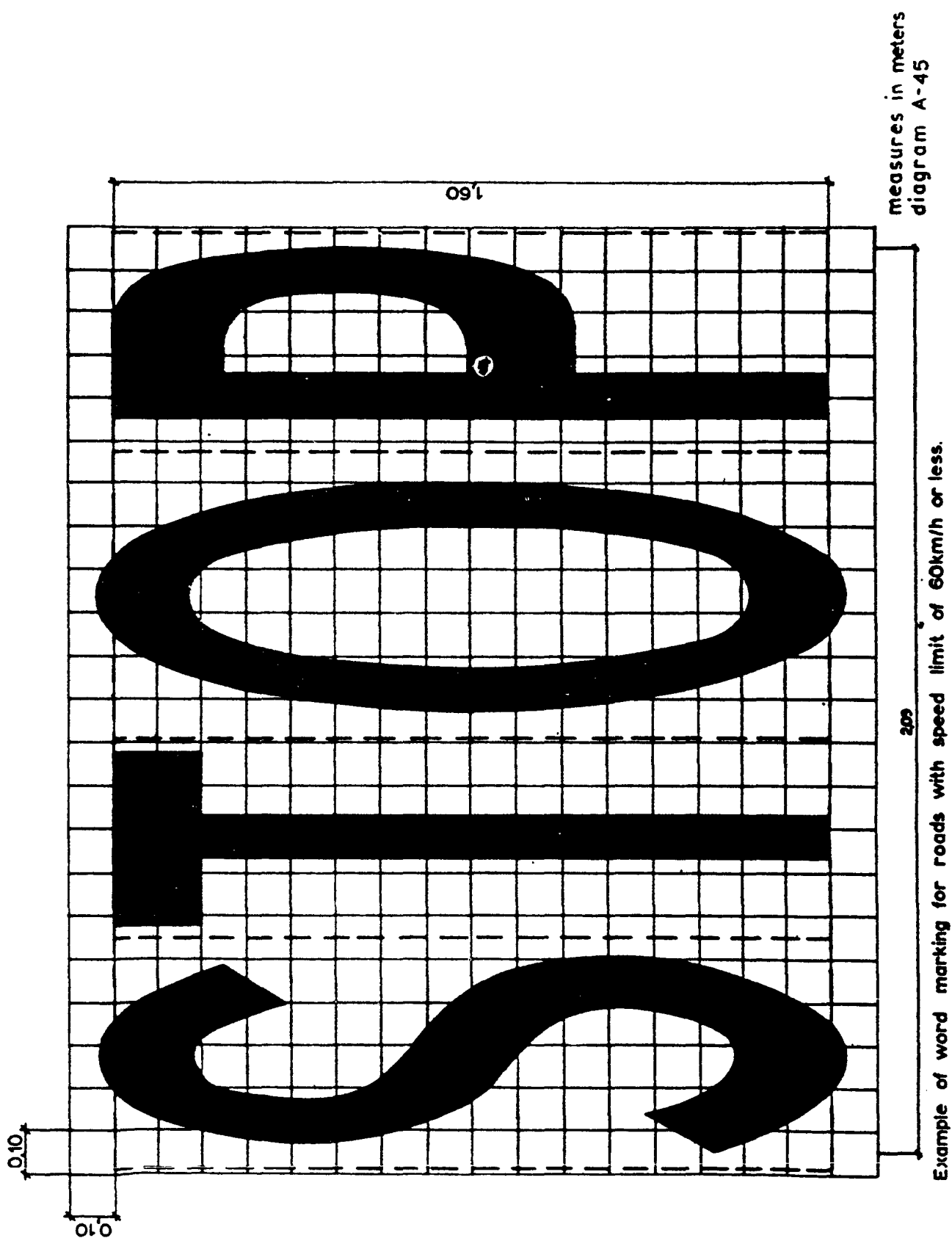
diagramme A-44b
диаграмма A-44b

Letter markings for roads with a speed limit of 60 km/h or less measures in meters diagram A-44b

Exemple d'inscription en lettres pour les routes
où la vitesse est limitée à 60 km/h ou moins
Пример надписи на дорогах, где максимальная
скорость не превышает 60 км в час

cotes en mètres
измерения даются
в метрах

diagramne A-45
диаграмма A-45

measures in meters
diagram A-45
1,60
2,09
0,10
0,10
Example of word marking for roads with speed limit of 60km/h or less.

Exemple d'inscription en lettres pour les routes où la vitesse est limitée à 60 km/h ou moins

Пример надписи на дорогах, где максимальная скорость не превышает 60 км в час

cotes en mètres
измерения даются в метрах

diagramme A-46
диаграмма A-46

Example of word marking for roads with speed limit of 60 km/h or less.

diagram A-46

Figure markings for roads with speed limit of 60 km/h. or less. measures in meters diagram A-47a

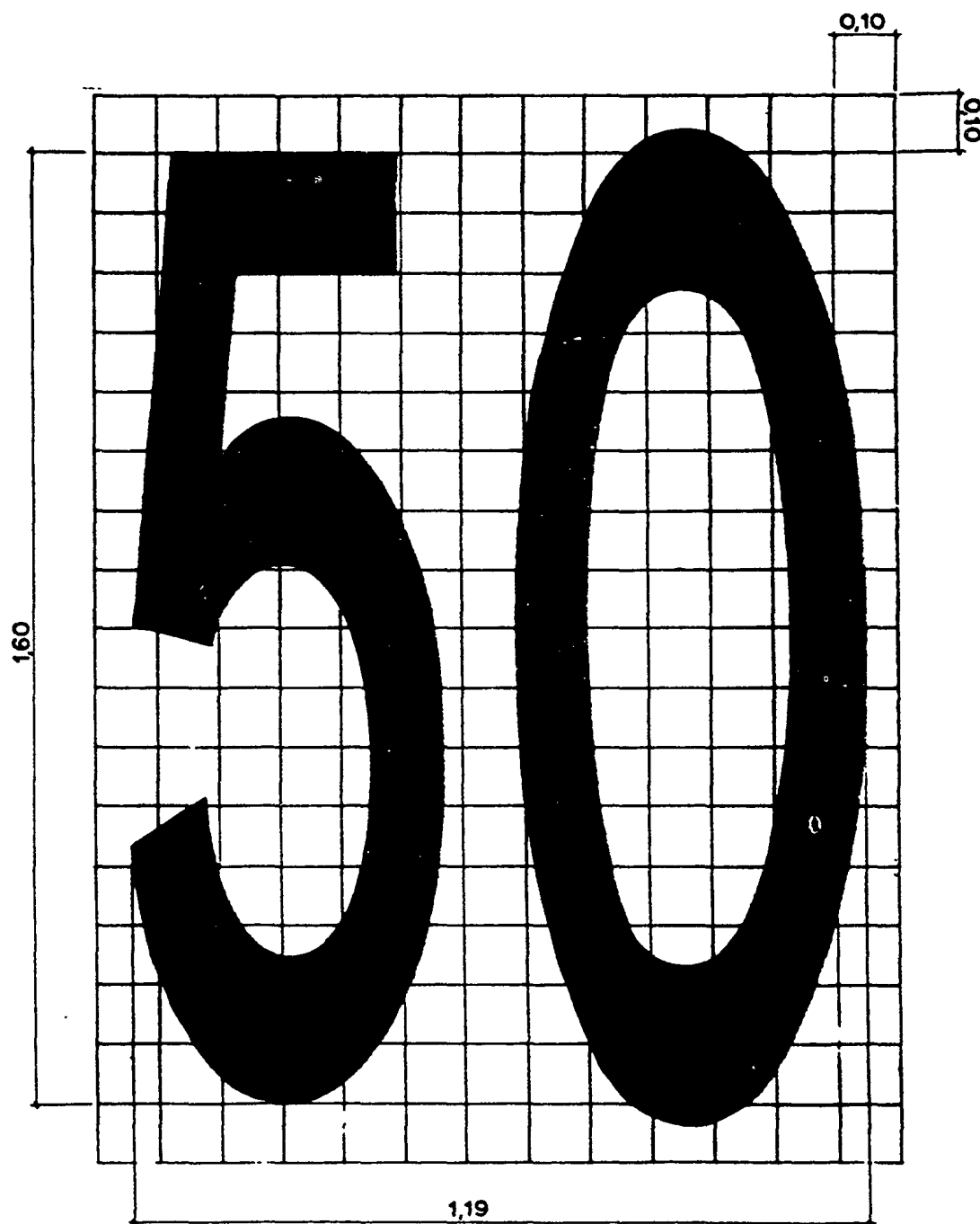
Figure markings for roads with speed limit of 60 km/h. or less. measures in meters diagram A-47 b

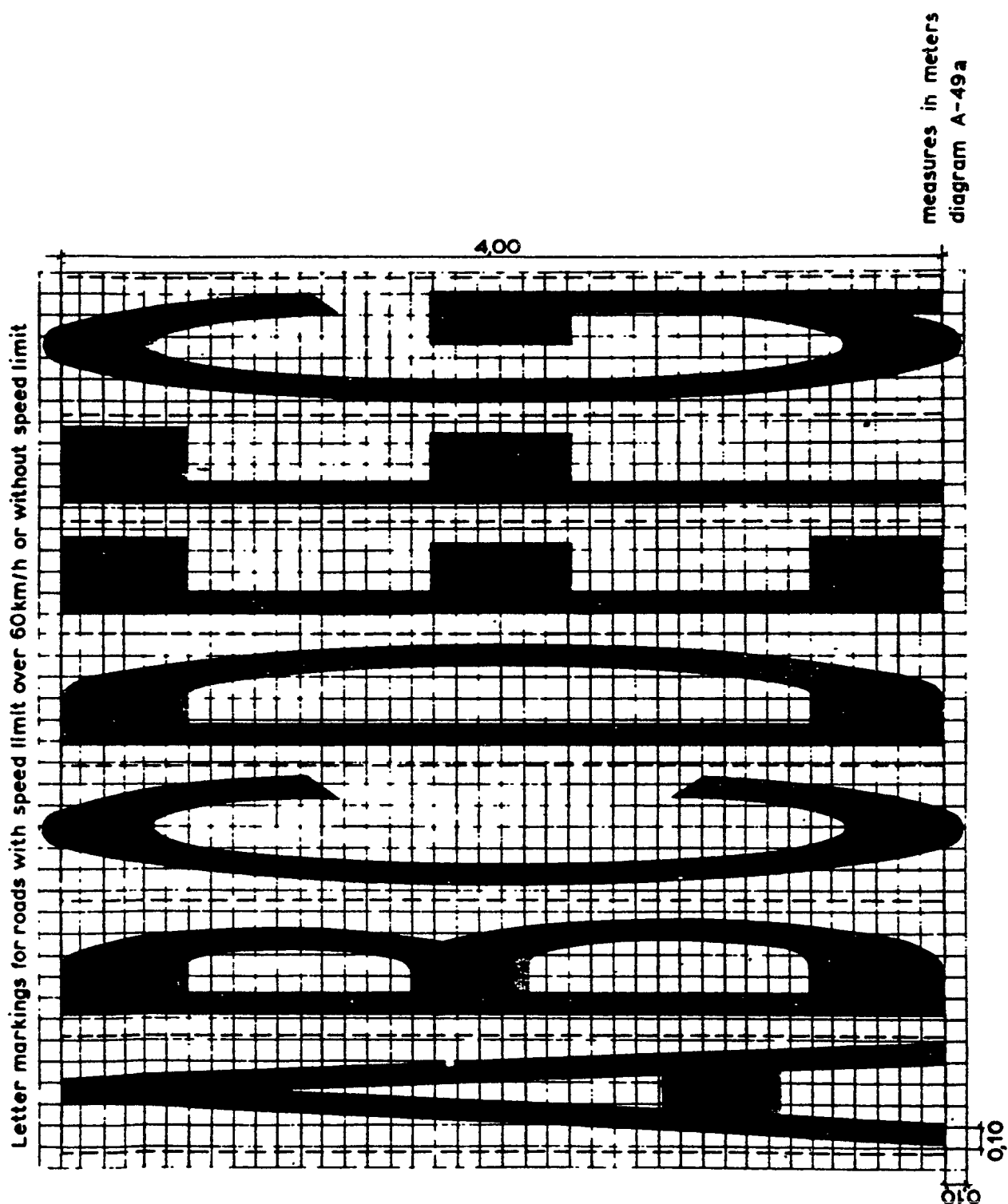
Figure markings for roads with speed limit of 60 km/h. or less measures in meters diagram A-47c

Exemple d'inscription en chiffres pour les routes
où la vitesse est limitée à 60 km/h ou moins
Пример цифровой разметки на дорогах, где максимальная скорость не превышает 60 км в час

cotes en mètres
измерения даются в метрах

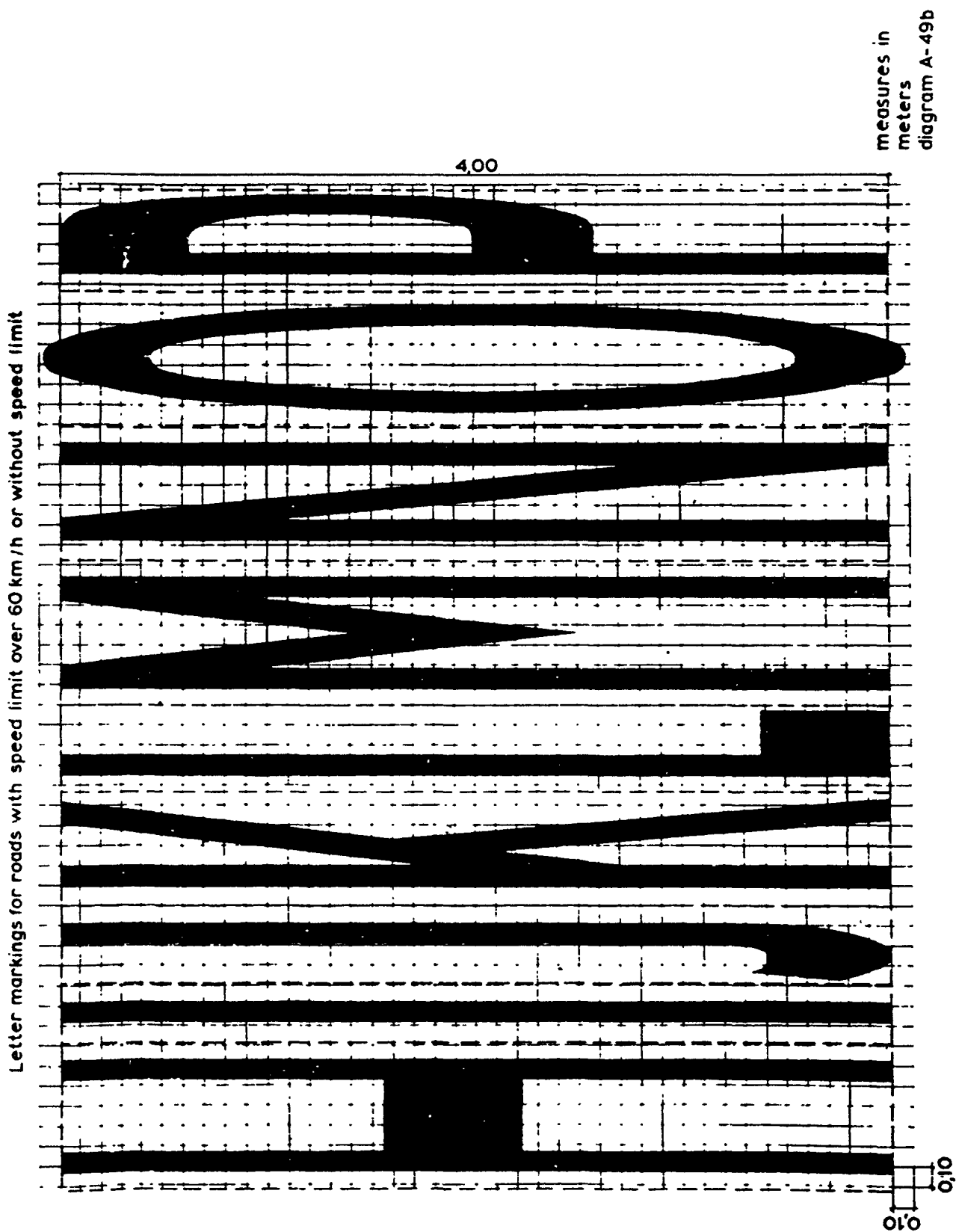
diagramme A-48
диаграмма A-48

Example of figure marking for roads with speed limit of 60 km/h, or less

measures in meters
diagram A-48

Letter markings for roads with speed limit over 60km/h or without speed limit
measures in meters
diagram A-49a
4,00
0,10
0,10

Lettres pour les inscriptions sur les routes où la vitesse est limitée à plus de 60 km/h ou n'est pas limitée

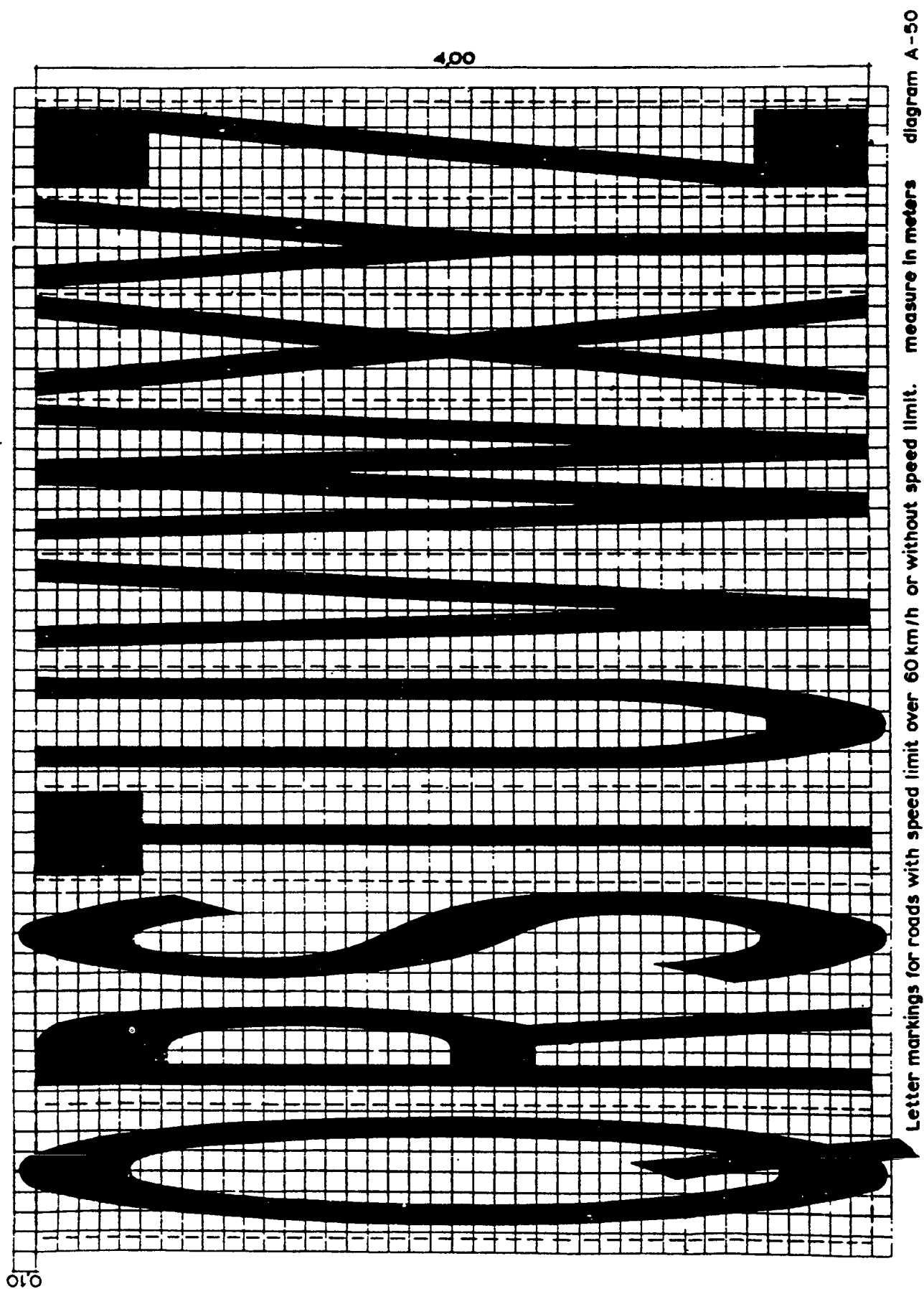
Буквенная разметка на дорогах, где разрешается скорость более 60 км в час или ограничение скорости отсутствует

cotes en mètres
измерения даются в метрах

diagramme A-49b
диаграмма A-49b

Letter markings for roads with speed limit over 60 km/h or without speed limit
4,00
0,10
0,10
measures in
meters
diagram A-49b

Lettres pour les inscriptions sur les routes où la vitesse est limitée à plus de 60 km/h ou n'est pas limitée
Буквенная разметка на дорогах, где разрешается скорость более 60 км в час или ограничение скорости отсутствует

cotes en mètres
измерения даются в метрах

diagramme A-50
диаграмма A-50

Letter markings for roads with speed limit over 60 km/h or without speed limit. measure in meters diagram A-50

Exemple d'inscription en lettres pour les routes où la vitesse est limitée à plus de 60 km/h ou n'est pas limitée

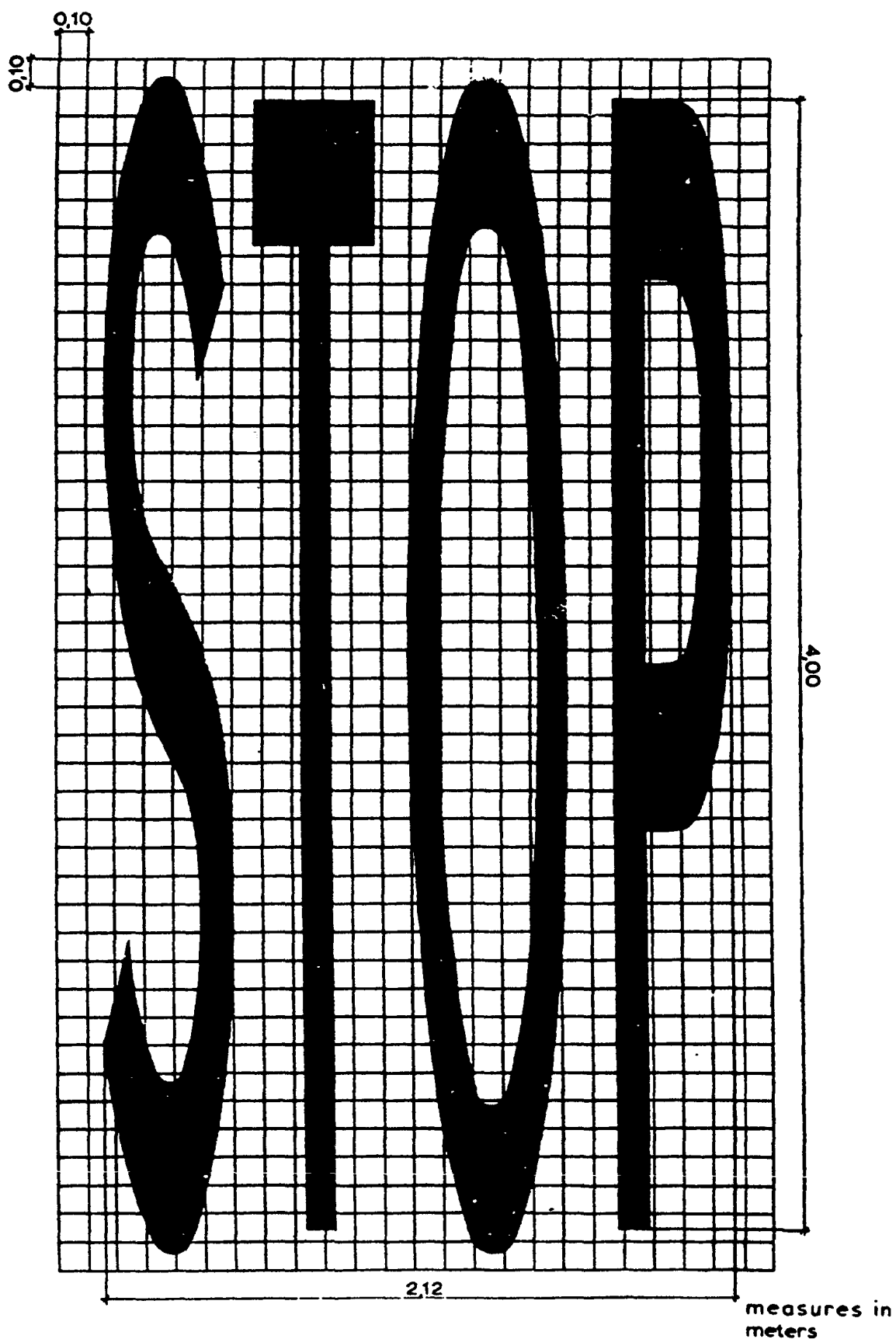
Пример надписи на дорогах, где разрешается скорость более 60 км в час или ограничение скорости отсутствует

cotes en mètres

измерения даются в метрах

diagramme A-51

диаграмма A-51

Example of word marking for roads with speed limit over 60 km/h. or without speed limit.

Exemple d'inscription en lettres pour les routes où la vitesse
est limitée à plus de 60 km/h ou n'est pas limitée

Пример надписи на дорогах, где разрешается скорость более 60 км
в час или ограничение скорости отсутствует

cotes en mètres
измерения даются в метрах

diagramme A-52
диаграмма A-52

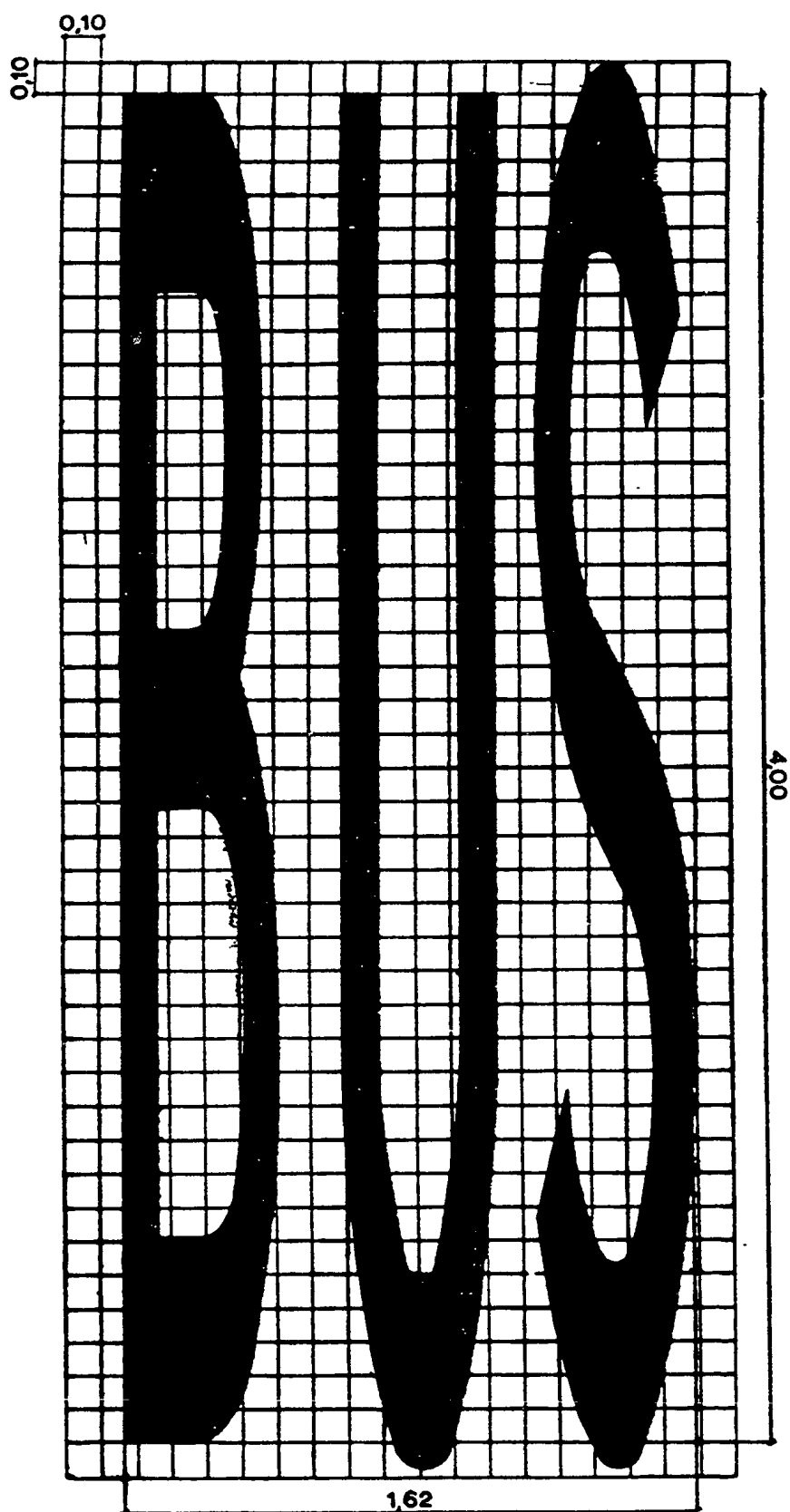
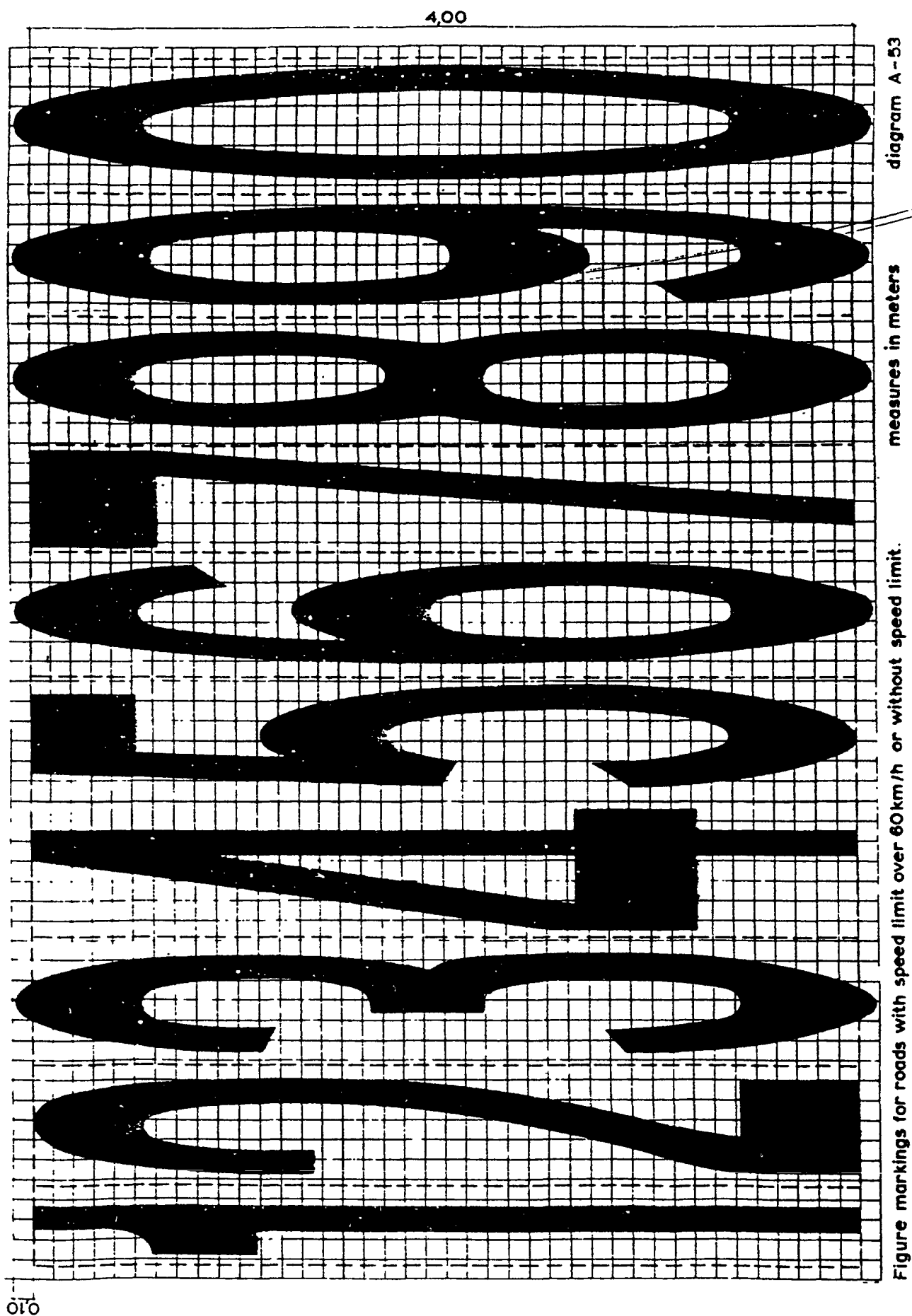
Example of word marking for roads with speed limit over 60 km/h or without speed limit.

measures in meters
diagram A-52

Figure markings for roads with speed limit over 60km/h or without speed limit. measures in meters diagram A-53

Exemple d'inscription en chiffres pour les routes où la vitesse est limitée à plus de 60 km/h ou n'est pas limitée

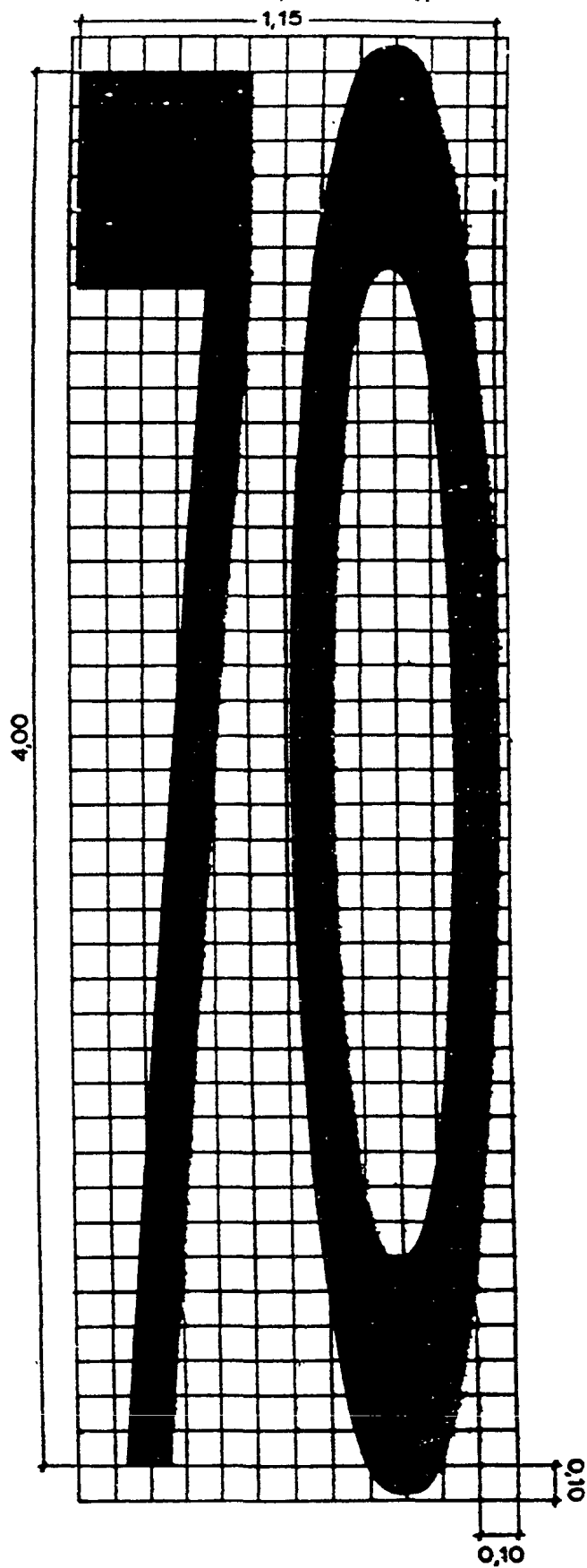
Пример цифровой разметки на дорогах, где разрешается скорость более 60 км в час или ограничение скорости отсутствует

cotes en mètres

измерения даются в метрах

diagramme A-54

диаграмма A-54

Example of figure marking for roads with speed limit over 60 km/h. or without speed limit.

measures in meters
diagram A-54

Marquage signalant l'interdiction du stationnement
Разметка, указывающая, что стоянка транспортных средств запрещена

jaune
желтого цвета

diagramme A-55
диаграмма A-55

Marking of parking prohibition

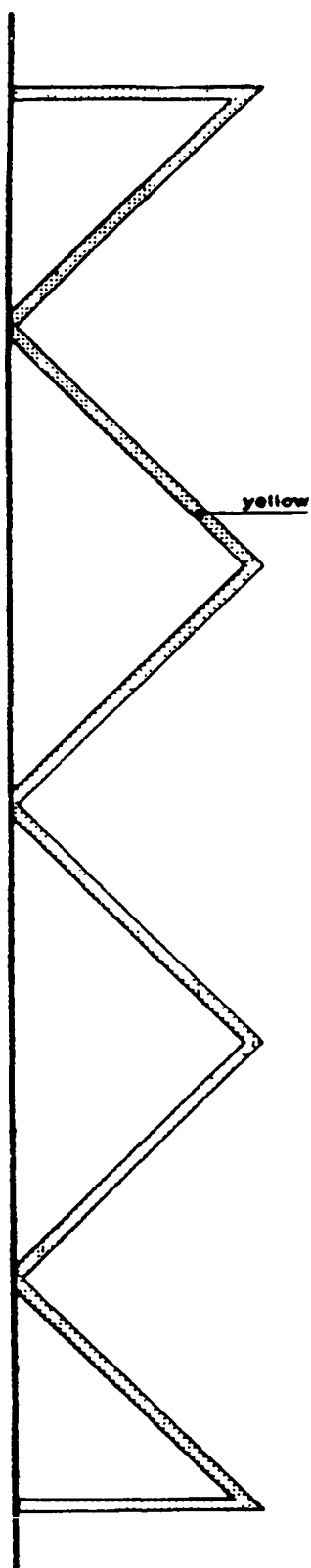



diagram A-55

Marquage signalant l'interdiction du stationnement
Разметка, указывающая, что стоянка транспортных средств запрещена

voie
полоса движения

ligne continue
сплошная линия

ligne de guidage discontinue
прерывистая линия для разграничения полос движения

voie
полоса движения

bord de la chaussée
край проезжей части

jaune
желтого цвета

diagramme A-56
диаграмма A-56

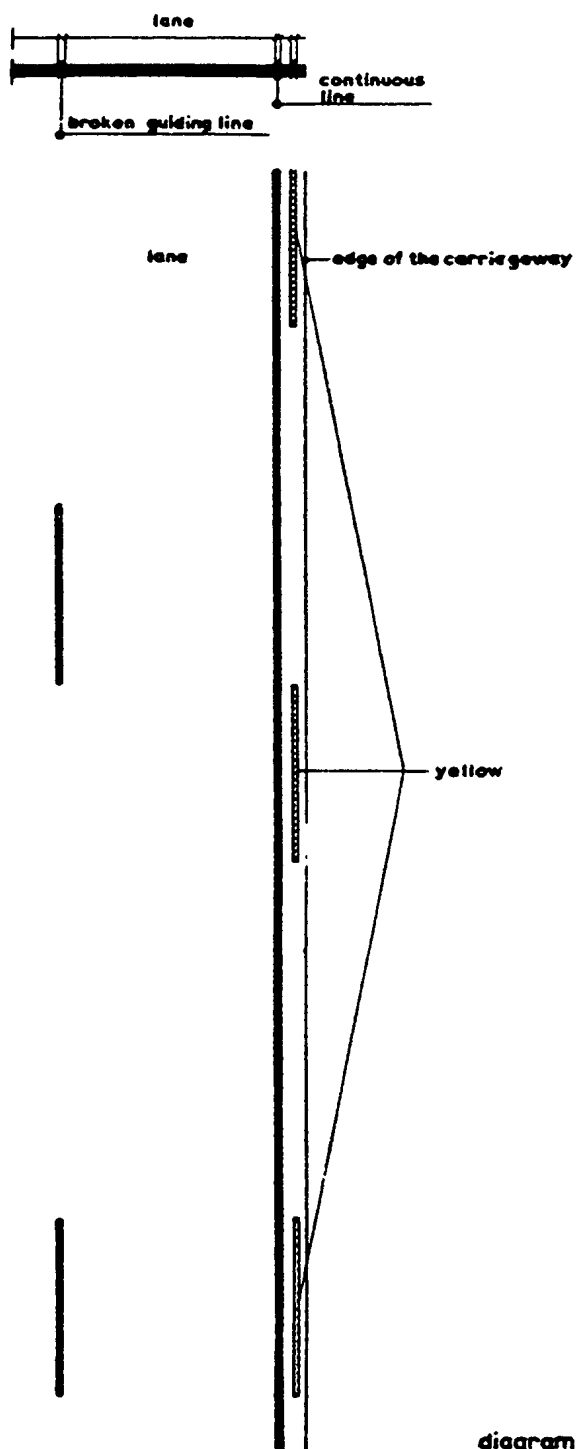
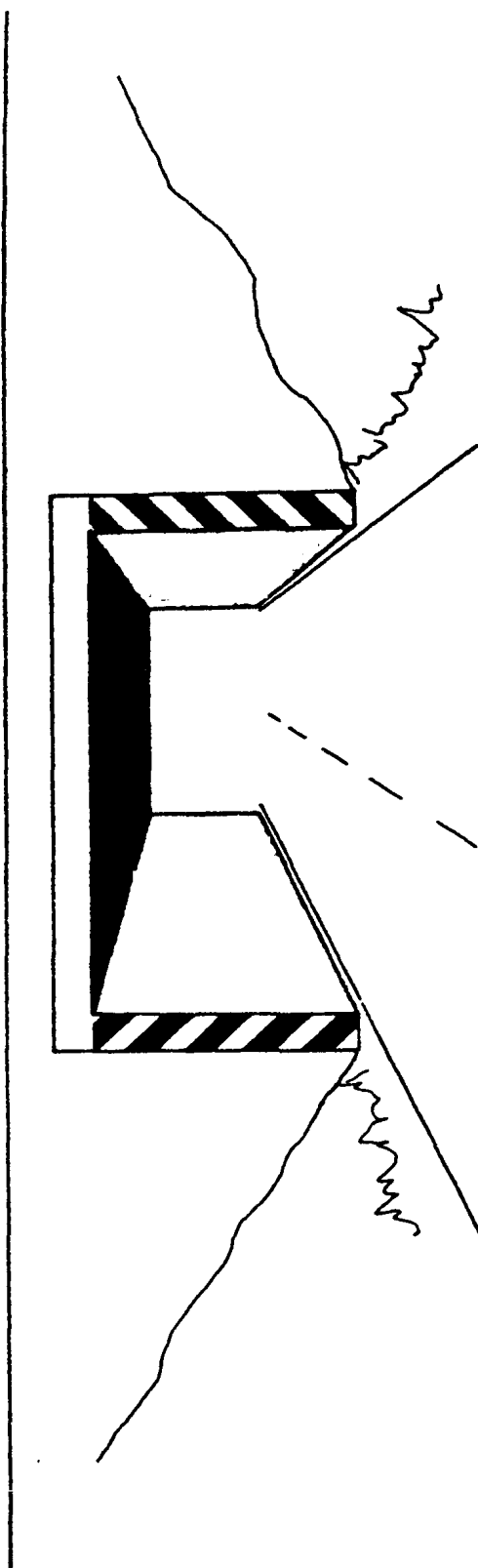
Marking of parking prohibition.

Marquage d'un obstacle
Обозначение препятствия

diagramme A-57
диаграмма A-57

diagram A-57

Marking of an obstacle

TRADUZIONE NON UFFICIALE

ATTO FINALE DELLA CONFERENZA DELLE NAZIONI UNITE SULLA CIRCOLAZIONE STRADALE

1. La Conferenza delle Nazioni Unite sulla circolazione stradale è stata convocata dal Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, conformemente alle risoluzioni 1129 (XLI) e 1203 (XLII) adottate dal Consiglio economico e sociale il 27 luglio 1966 ed il 26 maggio 1967. I testi di tali risoluzioni sono i seguenti:

Risoluzione 1129 (XLI)

"Il Consiglio economico e sociale,

"Richiamando le proprie risoluzioni 967 (XXXVI) del 25 luglio 1963,1034 (XXXVII) del 14 agosto 1964 e 1082 B (XXXIX) del 30 luglio 1965 sulla revisione della Convenzione del 1949 sulla circolazione stradale e del Protocollo relativo alla segnalazione stradale,

"Considerando, conformemente all'opinione già espressa nelle proprie risoluzioni 1034 (XXXVII) a 1082 B (XXXIX) che, allo scopo di facilitare la circolazione stradale, è necessario modificare e completare la Convenzione del 1949 sulla circolazione stradale ed il Protocollo del 1949 sulla segnaletica stradale,

" Prendendo nota del rapporto del Segretario generale, in particolare il suo paragrafo 6, tenuto conto delle risoluzioni 1082B (XXXIX) del Consiglio,

"Prendendo atto dell'invito del Governo austriaco;

"1. Decide che la Conferenza internazionale che deve essere convocata stabilirà se dovrà essere predisposto piu di uno strumento per sostituire la Convenzione ed il Protocollo del 1949 e se alcune disposizioni relative alla segnaletica stradale dovranno avere un carattere obbligatorio o essere semplicemente delle procedure raccomandate;

"2. Decide che saranno invitati alla Conferenza tutti gli Stati membri dell'Organizzazione delle Nazioni Unite o membri di istituzioni specializzate o dell'Agenzia internazionale dell'energia atomica, nonché, a titolo consultivo, le istituzioni specializzate e, in qualità di osservatori, le organizzazioni intergovernative

interessate e le organizzazioni non governative interessate dotate di statuto consultivo presso il Consiglio;

3. Decide inoltre che la Conferenza si terrà a Vienna nel mese di marzo 1968, durante un periodo non superiore a 25 giorni lavorativi ed alla data che verrà fissata dal Segretario generale di concerto con il Governo austriaco;

4. Prega il Segretario generale di predisporre e di diffondere come documenti della Conferenza:

a) Un progetto di convenzione sulla circolazione stradale;

b) Un progetto di convenzione sulla segnaletica stradale;

basati sui progetti redatti in precedenza e tenendo conto degli emendamenti proposti dalle Commissioni economiche regionali;

c) Dei commentari a tali progetti che:

i) Pongano in evidenza le differenze di fondo che essi presentano nei confronti dei progetti diramati in precedenza;

ii) Ripropongano quegli emendamenti proposti dalle Commissioni economiche regionali che non siano stati incorporati nei nuovi testi;

5. Prega inoltre il Segretario Generale,

a) In occasione della diffusione dei nuovi progetti, di chiedere:

i) Ai governi degli Stati che saranno invitati alla Conferenza, di fargli pervenire, almeno quattro mesi prima dell'apertura della Conferenza, gli emendamenti a tali progetti che essi desiderano proporre;

ii) Alle istituzioni specializzate, nonché alle organizzazioni intergovernative e non governative che saranno invitate alla Conferenza, di fargli pervenire nello stesso termine, i suggerimenti di emendamento alle disposizioni tecniche dei nuovi progetti che esse ritengano di dover presentare;

b) Di diffondere, almeno due mesi prima dell'apertura della Conferenza, gli emendamenti ed i suggerimenti che avrà ricevuto conformemente ai precedenti commi a), i e ii;

c) di prendere le altre disposizioni necessarie per la convocazione della Conferenza ed in particolare, di predisporre e diffondereil progetto di regolamento interno provvisorio della Conferenza, nonché gli altri documenti utili".

Risoluzione 1203 (XLII)

"Il Consiglio economico e sociale,

Richiamando la propria risoluzione 1129 (XLI) del 26 luglio 1966 concernente le disposizioni relative alla riunione di una conferenza internazionale incaricata di sostituire la Convenzione sulla circolazione stradale ed il Protocollo relativo alla segnaletica stradale, fatti a Ginevra il 19 settembre 1949;

Prendendo atto del rapporto del Segretario Generale, in data 16 marzo 1967 con le modifiche indicate nella sua lettera 3 aprile 1967,

Decide di modificare come segue il calendario della Conferenza fissata dalla Risoluzione 1129 (XLI):

a) Al paragrafo 3 di detta risoluzione, sopprimere le parole che seguono la parola "Vienna" ad eccezione delle parole "durante un periodo non superiore a venticinque giorni lavorativi" ed inserire le parole dal "30 settembre al 1° novembre 1968";

b) Al paragrafo 5, sostituire "quattro mesi" con "sei" mesi al punto i) del comma a) e sostituire "due mesi" con "tre mesi" al comma b.)

2. Poiché le date previste per la Conferenza nella Risoluzione di cui sopra sono state respinte su richiesta del Governo ospitante, la Conferenza sulla circolazione stradale si e tenuta dal 7 ottobre all'8 novembre 1968.

I Governi degli Stati sottoindicati erano rappresentati alla Conferenza per mezzo di delegazioni:

Afghanistan
Algeria
Arabia Saudita
Argentina
Australia
Austria
Belgio
Brasile
Bulgaria
Canada
Cecoslovacchia
Cile
Cina
Cip.ro
Costa Rica
Danimarca
Equador
Filippine
Finlandia
Francia
Gabon
Ghana
Giappone
Grecia
India
Indonesia
Iran
Israele
Italia
Jugoslavia
Kenia
Kuwait
Liberia
Libia
Lussemburgo
Malesia
Mali
Messico
Monaco
Nigeria
Norvegia
Paesi Bassi
Peru'
Polonia
Portogallo
Repubblica Araba Unita
Repubblica centroafricana

Repubblica di Corea
Repubblica Dominicana
Repubblica Federale tedesca

Repubblica socialista sovietica di Bielorussia
Repubblica socialista sovietica di Ucraina
Romania
Regno Unito di di Gran Bretagna e Irlanda del Nord

San Marino
Santa Sede
Spagna
Stati Uniti d'America
Sudan
Svezia
Svizzera
Tailandia
Turchia
Ungheria
Unione delle Repubbliche socialiste sovietiche
Venezuela

I Governi degli Stati seguenti erano rappresentati alla Conferenza per mezzo di osservatori:

Bolivia
Colombia
Cuba
Guatemala
Nicaragua

L'Organizzazione internazionale del Lavoro, l'Organizzazione mondiale della Sanità e l'Agenzia internazionale dell'energia atomica erano rappresentati alla Conferenza a titolo consultivo.

Le Organizzazioni seguenti erano rappresentate alla Conferenza per mezzo di osservatori:

A. - Organizzazioni intergovernative:

Commissione delle Comunità Europee;

Conferenza Europea dei Ministri dei Trasporti;

Consiglio d'Europa;

Consiglio Nordico;

Istituto Internazionale per l'Unificazione del Diritto Privato;

Lega degli Stati Arabi;

Organizzazione per la collaborazione delle ferrovie.

B. - Organizzazioni non governative:

Ufficio permanente internazionale dei costruttori di autoveicoli;

Ufficio permanente internazionale dei costruttori di motocicli;

Camera di Commercio Internazionale;

Comitato Europeo delle Assicurazioni;

Commissione Internazionale dell'Illuminazione;

Confederazione Internazionale dei sindacati cristiani;

Confederazione Internazionale dei sindacati liberi;

Federazione Internazionale dei funzionari superiori di Polizia;

Federazione Internazionale della strada;

Federazione Sindacale mondiale;

Lega delle Societa della Croce Rossa;

Organizzazione Internazionale di normalizzazione;

Organizzazione Internazionale di polizia criminale;

Organizzazione mondiale del turismo e dell'automobile;

Prevenzione Stradale internazionale;

Unione internazionale delle ferrovie;

Unione internazionale degli organismi ufficiali di turismo;

Unione internazionale dei trasporti pubblici;

Unione internazionale dei trasporti stradali.

3. La Conferenza era in possesso di un progetto di convenzione sulla circolazione stradale e di un progetto di convenzione sulla segnaletica stradale redatti dal Segretario Generale e se ne e servita come base di discussione.[1]

4. Tenuto conto delle sue deliberazioni, riportate nei rendiconti analitici delle sue sedute plenarie e nei rendiconti delle decisioni delle sue commissioni principali, la Conferenza ha elaborato ed aperto alla firma una Convenzione sulla Circolazione stradale ed una Convenzione sulla segnalazione stradale.

5. La Conferenza ha adottato per acclamazione la risoluzione sottoriportata intitolata "Omaggio al Governo ed al popolo della Repubblica d'Austria".

" Al termine dei suoi lavori a Vienna, il 7 novembre 1968, la Conferenza delle Nazioni Unite sulla circolazione stradale desidera esprimere la sua profonda gratitudine al popolo ed al Governo austriaco, nonché alla Città di Vienna, per la cortese e generosa ospitalita accordata a tutti i rappresentanti che hanno partecipato alla Conferenza".

IN FEDE DI CHE, i sottoscritti rappresentanti hanno firmato il presente Atto finale.

FATTO a Vienna l'otto novembre millenovecentosessantotto, in un solo originale in lingua inglese, cinese, spagnola, francese e russa, ciascun testo facente ugualmente fede.

Il testo originale sara depositato nelle mani del Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite che ne inviera delle copie certificate conformi a ciascuno dei Governi invitati a farsi rappresentare alla Conferenza.

Il Presidente della Conferenza — Il Segretario Esecutivo

A.BUZZI-QUATTRINI — F.D. MASSON

1/ Documenti E/CONF.56/1 e Add.1 e E/CONF.56/3 e Add.1.

CONVENZIONE SULLA CIRCOLAZIONE STRADALE

LE PARTI CONTRAENTI,

NELL'INTENTO di facilitare la circolazione stradale internazionale e di accrescere la sicurezza nelle strade mercè l'adozione di regole uniformi di circolazione,

HANNO CONVENUTO le seguenti disposizioni:

Capitolo I

DISPOSIZIONI GENERALI

Articolo 1

Definizioni

Ai fini dell'applicazione delle disposizioni della presente Convenzione, i termini sottoindicati avranno il significato che è loro attribuito nel presente articolo:

a) il termine "legislazione nazionale" di un parte contraente indica l'insieme delle leggi e dei regolamenti nazionali o locali in vigore nel territorio di detta Parte contraente;

b) un veicolo è detto in "circolazione internazionale" sul territorio di uno Stato quando:

i) appartiene ad una persona fisica o morale che ha la propria residenza fuori di detto Stato;

ii) non è immatricolato in detto Stato;

iii) e vi è temporaneamente importato;

ogni Parte contraente restando, tuttavia, libera di rifiutare di considerare in "circolazione internazionale" ogni veicolo che sia rimasto sul suo territorio per un periodo superiore ad un anno senza interruzione di rilievo, della quale la Parte contraente può fissare la durata.

Un complesso di veicoli si dice "in circolazione internazionale" se almeno uno dei veicoli che lo compongono risponde alla definizione.

c) il termine "centro abitato" indica un'area che comprende degli edifici e le cui vie di accesso sono specificatamente indicate come tali o che e definita in altro modo dalla legislazione nazionale;

d)il termine "strada" indica tutta l'ampiezza di ogni area o via aperta alla circolazione pubblica;

e) il termine " carreggiata" indica la parte di strada normalmente destinata alla circolazione dei veicoli;una strada puo' comprendere più carreggiate nettamente separate l'una dall'altra, in particolare a mezzo di uno spartitraffico centrale o di una differenza di livello;

f) sulle carreggiate nelle quali sono riservate alla circolazione di determinati veicoli una corsia laterale o una pista oppure delle corsie laterali o delle piste, il termine " bordo della carreggiata" indica, per gli altri utenti della strada, il bordo della restante carreggiata;

g)il termine "corsia" indica una qualsiasi delle suddivisioni longitudinali, delimitate o no da segnaletica stradale orizzontale, ma aventi larghezza sufficiente per consentire lo scorrimento di una fila di autoveicoli diversi dai motocicli, nelle quali puo' essere suddivisa la carreggiata;

h) il termine "intersezione" indica ogni incrocio a livello, confluenza o biforcazione di strade, comprese le piazze formate da tali incroci, confluenze o biforcazioni;

i) il termine "passaggio a livello" indica ogni incrocio a livello tra una strada ed una linea ferroviaria o tranviaria a piattaforma indipendente;

j) il termine "autostrada" indica una strada particolarmente concepita e costruita per la

circolazione automobilistica, che non serve le proprietà confinanti e che:

i) Salvo in punti particolari o a titolo temporaneo, comporta per i due sensi di circolazione, delle carreggiate distinte separate l'una dall'altra, con uno spartitraffico non destinato alla circolazione o, eccezionalmente con altri mezzi;

ii) Non incrocia a livello nè strade, nè vie ferroviarie o tranviarie nè attraversamenti pedonali;

iii) E' segnalata in modo particolare come autostrada;

k) un veicolo è detto:

i) "Fermo", allorchè è immobilizzat o per il tempo necessario per far salire o scendere delle persone o per caricare o scaricare delle cose;

ii) "In sosta", allorchè è immobilizzato per un motivo diverso dalla necessità di evitare una collisione con un altro utente della strada o di un ostacolo o di obbedire alle prescrizioni delle norme sulla circolazione e allorchè la sua immobilizzazione non si limita al tempo necessario per prendere o depositare delle persone o delle cose.

Le Parti contraenti potranno, tuttavia, considerare come "fermi" i veicoli immobilizzati nelle condizioni previste al punto ii) sopraindicato se la durata della immobilizzazione non supera il limite di tempo fissato dalla legislazione nazionale e potranno considerare come "in sosta" i veicoli immobilizzati nelle condizioni previste al punto i) sopraindicato se la durata dell'immobilizzazione supera il limite di tempo fissato dalla legislazione nazionale;

l)il termine "ciclomotore" indica ogni veicolo che ha almeno due ruote e che è mosso esclusivamente dall'energia muscolare delle persone che si trovano su tale veicolo, in particolare a mezzo di pedali o manovelle;

m) il termine "ciclomotore" indica ogni veicolo a due o tre ruote provvisto di un motore termico di propulsione avente cilindrata non superiore a 50 cmc (3,05 pollici cubici) ed il cui limite di velocità, per costruzione, non supera 50 Km (30 miglia) all'ora.Le Parti contraenti possono, tuttavia, non considerare come ciclomotori nei confronti della propria legislazione nazionale i veicoli che non hanno le caratteristiche dei velocipedi per quanto riguarda le loro possibilità d'impiego,in particolare la caratteristica di poter essere azionati a mezzo di pedali, o la cui velocità massima, per costruzione, il peso o alcune caratteristiche del motore superino certi limiti prescritti. Nulla nella presente definizione potrà essere interpretato come impedimento per le Parti contraenti di assimilare completamente i ciclomotori ai velocipedi per l'applicazione delle prescrizioni della loro legislazione nazionale sulla circolazione stradale;

n) il termine "motociclo" indica ogni veicolo a due ruote, con o senza carrozzetta provvisto di un motore di propulsione. Le Parti contraenti possono, nella loro legislazione nazionale, assimilare ai motocicli i veicoli a tre ruote il cui peso a vuoto non superi 400 Kg (900 libbre). Il termine "motociclo" non comprende i ciclomotori, tuttavia le Parti contraenti possono, a condizione di fare una dichiarazione a tal fine conformemente al paragrafo 2 dell'articolo 54 della presente Convenzione, assimilare i ciclomotori ai motocicli per l'applicazione della Convenzione;

o) il termine " veicolo a motore" indica ogni veicolo provvisto di un motore di propulsione che circoli su strada con mezzi propri ad eccezione dei ciclomotori sul territorio delle Parti contraenti che non li hanno assimilati ai motocicli e ad eccezione dei veicoli che si muovono su rotaie;.

p) il termine "autoveicolo" indica i veicoli a motore destinati normalmente al trasporto su strada di persone o di cose o alla trazione su strada di veicoli adibiti al trasporto di persone o di cose.

Questo termine comprende i filoveicoli cioè i veicoli collegati ad una linea elettrica e non circolanti su rotaie. Non comprende i veicoli come i trattori agricoli la cui utilizzazione per il trasporto su strada di persone o di cose oppure la trazione su strada di veicoli adibiti al trasporto di persone o di cose è solamente accessoria;

q) il termine "rimorchio" indica ogni veicolo destinato ad essere trainato da un veicolo a motore; questo termine comprende i semirimorchi;

r) il termine "semi-rimorchio" indica ogni rimorchio destinato ad essere accoppiato ad un autoveicolo in modo tale che una parte di esso poggi su quest'ultimo e che una parte considerevole del suo peso e del peso del suo carico sia sopportata dal detto autoveicolo;

s) il termine "rimorchio leggero" indica ogni rimorchio il cui peso massimo autorizzato non superi 750 kg (1.650 libbre);

t) il termine "complesso di veicoli", indica dei veicoli collegati che partecipano alla circolazione stradale come una unità;

u) il termine "veicolo articolato" indica l'insieme di veicoli costituito da un autoveicolo e da un semi-rimorchio collegato a detto autoveicolo;

v) il termine "conducente" indica ogni persona che assume la guida di un veicolo, autoveicolo od altro,(compresi i velocipedi) o che, su di una strada, guida del bestiame, isolato o in greggi o degli animali da soma , da sella o da tiro;

w) il termine "peso massimo autorizzato" indica il peso massimo del veicolo caricato, dichiarato ammissibile dall'Autorità competente dello Stato nel quale il veicolo e immatricolato;

x) il termine "peso a vuoto" indica il peso del veicolo senza equipaggio nè passeggeri, nè carico, ma con il pieno di carburante e l'attrezzatura normale di bordo;

y) il termine "peso a pieno carico" indica il peso effettivo del veicolo quando è caricato con equipaggio. e passeggeri a bordo;

z) i termini "senso di circolazione" e "corrispondente al senso di circolazione" indicano la destra allorchè, secondo la legislazione nazionale, il conducente di un veicolo deve incrociare un altro veicolo lasciandolo alla sua sinistra; essi indicano la sinistra nel caso contrario;

aa)l'obbligo per il conducente di un veicolo di "cedere il passaggio" ad altri veicoli significa che

detto conducente non deve continuare la marcia o la manovra oppure riprenderla se ciò può costringere i conducenti di altri veicoli a modificare bruscamente la direzione o la velocità dei loro veicoli.

Articolo 2

Allegati alla Convenzione

Gli allegati alla presente Convenzione, cioè:

L'allegato 1: Deroghe all'obbligo di ammettere alla circolazione internazionale gli autoveicoli ed i rimorchi;

L'allegato 2: Numero di immatricolazione degli autoveicoli e dei rimorchi in circolazione internazionale;

L'allegato 3: Sigla distintiva degli autoveicoli e dei rimorchi in circolazione internazionale;

L'allegato 4: Elementi di identificazione degli autoveicoli e dei rimorchi in circolazione internazionale;

L'allegato 5: condizioni tecniche relative agli autoveicoli ed ai rimorchi;

L'allegato 6: permesso nazionale di guida, e

L'allegato 7: permesso internazionale di guida;

sono parte integrante della presente Convenzione.

Articolo 3

Obblighi delle Parti contraenti

1.a) Le Parti contraenti prenderanno le misure opportune perchè le norme di circolazione vigenti sul loro territorio siano, nella sostanza, conformi alle disposizioni del capitolo II della presente Convenzione. A condizione che esse non siano in alcun punto incompatibili con le suddette disposizioni:

i) tali norme possono non riprendere quelle disposizioni che si applicano a delle situazioni che non si verificano sul territorio delle Parti contraenti di cui si trattasi;

ii) tali norme, possono contenere delle disposizioni non previste nel Capitolo II.

b) Le disposizioni del presente paragrafo non obbligano le Parti contraenti a prevedere delle sanzioni penali per ogni violazione delle disposizioni del Capitolo II riprese nelle loro norme di circolazione.

2.a) Le Parti contraenti prenderanno inoltre le misure opportune perchè le norme vigenti sul loro territorio per quanto concerne le condizioni tecniche cui debbono soddisfare gli autoveicoli ed i rimorchi, siano conformi alle disposizioni dell'allegato 5 della presente Convenzione; a condizione che non siano in alcun punto in contrasto con i principi di sicurezza che informano le disposizioni anzidette, tali norme possono contenere delle disposizioni non previste nell'allegato sopra citato. Le Parti contraenti prenderanno inoltre le misure opportune perchè gli autoveicoli ed i rimorchi immatricolati sul loro territorio siano conformi alle disposizioni dell'allegato 5 allorchè s'immetteranno nella circolazione internazionale.

b) Le disposizioni del presente paragrafo non impongono alcun obbligo alle Parti contraenti per quanto concerne le norme vigenti sul loro territorio in materia di condizioni tecniche cui debbono soddisfare i veicoli a motore che non siano autoveicoli ai sensi della presente Convenzione.

3. Con riserva delle deroghe previste nell'allegato 1 alla presente Convenzione, le Parti contraenti saranno tenute ad ammettere in circolazione internazionale sul loro territorio gli autoveicoli ed i rimorchi che soddisfano alle condizioni definite dal capitolo III della presente Convenzione ed i cui conducenti soddisfano alle condizioni definite dal capitolo IV; esse saranno tenute anche a riconoscere i certificati di immatricolazione rilasciati in conformità con le disposizioni del capitolo III come attestanti, fino a prova contraria, che i veicoli che ne sono oggetto soddisfano alle condizioni definite nel suddetto capitolo III.

4. Saranno considerate conformi allo scopo della presente Convenzione le misure che le Parti contraenti hanno preso o prenderanno sia unilateralmente, sia a mezzo di accordi bilaterali o multilaterali per ammettere in circolazione internazionale sul loro territorio degli autoveicoli o dei rimorchi che non soddisfano a tutte le condizioni definite nel capitolo III della presente Convenzione e per riconoscere al di fuori dei casi previsti nel capitolo IV, la validità sul loroterritorio di permessi rilasciati da un'altra Parte contraente.

5. Le Parti contraenti saranno tenute ad ammettere in circolazione internazionale sul loro territorio i velocipedi ed i ciclomotori che soddisfano alle condizioni tecniche definite al Capitolo V della presente Convenzione ed il cui conducente ha la propria residenza abituale sul territorio di un'altra Parte contraente.Nessuna Parte contraente potrà esigere che i conducenti di velocipedi o di ciclomotori in circolazione internazionale siano titolari di un permesso di guida; tuttavia, le Parti contraenti che, in conformità con il paragrafo 2 dell'articolo 54della presente Convenzione avranno fatto una dichiarazione per assimilare i ciclomotori ai motocicli potranno esigere un permesso di guida dai conducenti di ciclomotori in circolazione internazionale.

6.Le Parti contraenti si impegnano a comunicare a ogni Parte contraente che ne farà richiesta le informazioni necessarie per stabilire l'identità della persona al nome della quale un autoveicolo, o un rimorchio trainato da un autoveicolo, è immatricolato nel loro territorio, allorchè la domanda presentata indica che tale veicolo è stato coinvolto in un incidente sul territorio della Parte contraente che ha avanzato la richiesta.

7. Saranno considerate conformi allo scopo della presente Convenzione le misure che le Parti contraenti hanno preso o prenderanno sia unilateralmente, sia a mezzo di accordi bilaterali o multilaterali, per facilitare la circolazione stradale internazionale con la semplificazione delle formalità doganali, di polizia e sanitarie e delle altre simili formalità, nonchè le misure prese per far coincidere le competenze e gli orari di apertura degli uffici e dei posti doganali in uno stesso posto di frontiera.

8. Le disposizioni dei paragrafi 3,5 e 7 del presente articolo non costituiscono un ostacolo al diritto di ogni Parte contraente di subordinare l'ammissione sul proprio territorio, in circolazione internazionale, degli autoveicoli, dei rimorchi, dei velocipedi e dei ciclomotori, nonchè dei loro conducenti e dei loro occupanti,alla propria regolamentazione dei trasporti commerciali di viaggiatori e di cose, alla propria regolamentazione in materia di assicurazione della responsabilità civile dei conducenti ed alla propria regolamentazione in materia doganale, nonchè in generale alle proprie regolamentazioni in campi diversi dalla circolazione stradale

Articolo 4

Segnaletica

Le Parti contraenti alla presente Convenzione che non siano Parti contraenti alla Convenzione sulla segnaletica stradale aperta alla firma a Vienna lo stesso giorno della presente Convenzione si impegnano a fare in modo:

a) che tutti i segnali stradali, i segnali luminosi della circolazione ed i segni sulla carreggiata installati nel loro territorio costituiscano un sistema coerente;

b) che il numero dei tipi di segnali sia limitato e che i segnali siano installati soltanto nei punti in cui la loro presenza sia ritenuta utile;

c) che i segnali di pericolo siano installati ad una distanza sufficiente dagli ostacoli per avvertire efficacemente gli utenti della loro presenza;

d) ed a fare in modo che sia proibito:

i) far figurare su di un segnale , sul suo supporto o su ogni altra installazione che serve a regolare il traffico qualsiasi cosa che non si riferisca all'oggetto di detto segnale o di detta installazione; tuttavia, allorchè le Parti contraenti o le loro Parti costitutive autorizzano un'associazione non avente scopo di lucro ad installare i segnali di indicazione esse possono consentire che l'emblema di tale associazione figuri sul segnale o sul suo rapporto, purchè ciò non renda più difficoltosa la comprensione del segnale;

ii) installare pannelli, cartelli, segni o installazioni che rischino sia di essere confusi con dei segnali o con altre installazioni che servono a regolare la circolazione sia diridurne la visibilità o l'efficacia, sia di abbagliare gli utenti della strada o di distrarre la loro attenzione in maniera pericolosa per la sicurezza della circolazione.

Capitolo II

NORME APPLICABILI ALLA CIRCOLAZIONE STRADALE

Articolo 5

Valore della segnalazione

1. Gli utenti della strada devono, anche se le prescrizioni in questione sembrino essere in

contraddizione con altre norme di circolazione, conformarsi alle prescrizioni indicate dai segnali stradali, dai segnali luminosi della circolazione o dai segni sulla carreggiata.

2.Le prescrizioni indicate dai segnali luminosi della circolazione prevalgono su quelle indicate dai segnali stradali che regolano la precedenza.

Articolo 6

Ingiunzioni date agli agenti preposti alla circolazione.

1.Gli agenti preposti alla circolazione saranno facilmente riconoscibili e visibili a distanza, sia di notte che di giorno.

2.Gli utenti della strada sono tenuti ad ottemperare immediatamente ad ogni segnale degli agenti preposti alla circolazione.

3.Si raccomanda che le legislazioni nazionali prevedano che siano in particolare considerati come segnali degli agenti preposti alla circolazione:

a) il braccio alzato verticalmente; questo gesto significa "attenzione, arresto" per tutti gli utenti della strada, tranne che per i conducenti che non potrebbero più arrestarsi in condizioni sufficienti di sicurezza; inoltre, se questo gesto è compiuto ad un'intersezione, non impone l'arresto ai conducenti che abbiano già impegnato l'intersezione;

b) il braccio o le braccia tese orizzontalmente; questo gesto significa "arresto" per tutti gli utenti della strada che vengono, qualunque sia il loro senso di marcia, da direzioni intersecanti quella che è indicata dal braccio o dalle braccia tese; dopo aver compiuto questo gesto, l'agente preposto alla circolazione potrà abbassare il braccio o le braccia; per i conducenti che si trovano di fronte all'agente o dietro di lui questo gesto significa ugualmente "arresto";

c)l'oscillazione di una luce rossa; questo gesto significa "arresto" per gli utenti della strada verso i quali è diretta la luce.

4. I segnali degli agenti preposti alla circolazione prevalgono sulle prescrizioni indicate dai segnali luminosi della circolazione o dai segni sulla carreggiata nonchè sulle norme di circolazione.

Articolo 7

Regole generali

1. Gli utenti della strada debbono evitare ogni comportamento che possa costituire un pericolo o un ostacolo per la circolazione, mettere in pericolo le persone o provocare un danno alle proprietà pubbliche o private.

2. Si raccomanda che le legislazioni nazionali prevedano che gli utenti della strada debbano evitare di disturbare la circolazione o di rischiare di renderla pericolosa gettando, deponendo o abbandonando sulla strada oggetti o materiali o creando qualche altro ostacolo sulla strada. Gli utenti della strada che non hanno potuto evitare di creare un ostacolo o un pericolo debbono prendere le misure necessarie per rimuoverlo al più presto possibile e se non possono rimuoverlo immediatamente, per segnalarlo agli altri utenti della strada.

Articolo 8

Conducenti

1. Ogni veicolo in movimento o ogni complesso di veicoli in movimento deve avere un conducente.

2. Si raccomanda che le legislazioni nazionali prevedano che gli animali da carico gli animali da traino o da sella, e salvo eventualmente nelle zone particolarmente segnalate all'entrata, il bestiame isolato o in greggi debbano avere un conducente.

3. Ogni conducente deve possedere le qualità fisiche e psichiche necessarie ed essere in stato fisico e mentale atto a condurre.

4. Ogni conducente di veicolo a motore deve avere le cognizioni e l'abilità necessarie per la guida del veicolo; questa disposizione non è tuttavia di ostacolo all'apprendimento della guida secondo la legislazione nazionale.

5. Ogni conducente deve avere costantemente il controllo del proprio veicolo o deve poter guidare i propri animali.

Articolo 9

Greggi

Si raccomanda che le legislazioni nazionali prevedano che, salvo deroghe accordate per facilitare le migrazioni, i greggi siano suddivisi in gruppi di lunghezza moderata e separati gli uni dagli altri da intervalli sufficientemente distanziati per la convenienza della circolazione.

Articolo 10

Posizione sulla carreggiata

1. Il senso della circolazione deve essere lo stesso su tutte le strade di uno Stato, tranne se del caso, sulle strade che servono esclusivamente o in via principale il transito fra due altri Stati.

2. Gli animali circolanti sulla carreggiata debbono essere mantenuti il più possibile presso il bordo della carreggiata corrispondente al senso della circolazione.

3.Senza pregiudizio delle disposizioni contrarie del paragrafo 1 dell'articolo 7, del paragrafo 6 dell'articolo 11 e delle altre disposizioni contrarie della presente Convenzione, ogni conducente di veicolo deve, per quanto consentito dalle circostanze, mantenere il proprio veicolo presso il bordo della carreggiata corrispondente al senso della circolazione. Le Parti contraenti o le loro parti costitutive possono tuttavia prescrivere delle norme più precise concernenti la posizione sulla carreggiata dei veicoli destinati al trasporto di merci.

4.Allorchè una strada comporta due o tre carreggiate, nessun conducente deve occupare la carreggiata situata sul lato opposto a quello corrispondente al senso della circolazione.

5.a) Sulle carreggiate in cui la circolazione avviene nei due sensi e che comportano almeno quattro corsie, nessun conducente deve occupare le corsie situate completamente sulla metà della carreggiata opposta al lato corrispondente al senso della circolazione.

b) Sulle carreggiate in cui la circolazione avviene nei due sensi e che comportano le tre corsie, nessun conducente deve occupare la corsia situata al bordo della carreggiata opposto a quello corrispondente al senso della circolazione.

Articolo 11

Sorpasso e circolazione in file

1.a) Il sorpasso deve essere fatto dal lato opposto a quello corrispondente al senso della circolazione.

b)Tuttavia, il sorpasso deve essere fatto dal lato corrispondente al senso della circolazione nel caso in cui il conducente da sorpassare dopo aver indicato la propria intenzione di dirigersi dal lato opposto a quello corrispondente al senso della circolazione, ha portato il proprio veicolo o i propri animali verso quel lato della carreggiata allo scopo sia di voltare da quel lato per percorrere un'altra strada o per entrare in una proprietà fiancheggiante la strada, sia di fermarsi da quel lato.

2.Prima di sorpassare, ogni conducente deve, senza pregiudizio delle disposizioni del paragrafo 1 dello articolo 7 e di quelle dell'articolo 14 della presente Convenzione, assicurarsi:

a)che nessun conducente che lo segue abbia iniziato una manovra per sorpassarlo;

b)che il conducente che lo precede sulla stessa corsia non abbia segnalato la propria intenzione di sorpassare un terzo conducente;

c)che la corsia che egli sta per percorrere è libera per una distanza sufficiente perche', tenuto conto della differenza tra la velocità del proprio veicolo nel corso della manovra e quella degli utenti della strada da sorpassare, la sua manovra non sia di natura tale da mettere in pericolo o da intralciare la circolazione in senso inverso;

d)che, salvo il caso che egli percorra una strada vietata alla circolazione in senso inverso, egli potrà, senza inconvenienti per l'utente o gli utenti della strada sorpassati, riprendere la posizione prescritta al paragrafo 3 dell'articolo 10 della presente Convenzione.

3.Conformemente alle disposizioni del paragrafo 2 del presente articolo, è in particolare proibito sulle carreggiate a doppio senso di circolazione il sorpasso in prossimità di un dosso e, allorchè' la visibilità è insufficiente, nelle curve a meno che non esistano in quei punti delle corsie delimitate da segni longitudinali sulla carreggiata ed il sorpasso si effettui senza uscire da quelle corsie che i segni sulla carreggiata vietano alla circolazione proveniente in senso inverso.

4.Durante il sorpasso, ogni conducente deve discostarsi dall'utente o dagli utenti della strada sorpassati in modo da lasciare libera una distanza laterale sufficiente.

5.a) Sulle carreggiate aventi almeno due corsie riservate alla circolazione nel senso da lui seguito, un conducente che sia costretto ad intraprendere una nuova manovra di sorpasso appena o poco dopo aver ripreso la posizione prescritta dal paragrafo 3 dell'articolo 10 della presente Convenzione può, per effettuare questa manovra e a condizione di assicurarsi che ciò non porti un intralcio ai conducenti di veicoli più rapidi che sopravvengono dietro il suo, restare sulla corsia che ha occupato per il primo sorpasso.

b)Le Parti contraenti, o le loro parti costitutive possono tuttavia non rendere applicabili le disposizioni del presente paragrafo ai conducenti di velocipedi di ciclomotori di motocicli e di veicoli che non sono autoveicoli ai sensi della presente Convenzione nonchè ai conducenti di autoveicoli il cui peso massimo autorizzato superi 3500 Kg (7700 libbre) e la cui velocità per costruzione non possa superare 40 Km/h (25 miglia).

6.Allorchè le disposizioni del paragrafo 5 a del presente articolo sono applicabili e la densità della circolazione è tale che i veicoli non soltanto occupano tutta la larghezza della carreggiata riservata al loro senso di circolazione ma circolano altresi' ad una velocità che dipende dalla velocità del veicolo che li precede nella fila:

a)senza pregiudizio delle disposizioni del paragrafo 9 del presente articolo il fatto che i veicoli di una fila circolino più velocemente di quelli di un'altra fila non è considerato sorpasso ai sensi del presente articolo;

b)un conducente che non si trovi sulla corsia più prossima al bordo della carreggiata corrispondente al senso della circolazione deve cambiare fila soltanto per prepararsi a svoltare a destra o a sinistra o a sostare, con riserva dei cambiamenti di corsia operati dai conducenti conformemente alla legislazione nazionale che risultasse dall'applicazione delle disposizioni del paragrafo 5-b del presente articolo.

7. Nella circolazione in fila descritta ai paragrafi 5 e 6 del presente articolo, è vietato ai conducenti, allorchè le corsie sono delimitate sulla carreggiata da segni longitudinali, circolare a cavallo di tali segni.

8. Senza pregiudizio delle disposizioni del paragrafo 2 del presente articolo e di altre restrizioni che le Parti contraenti o le loro Parti costitutive potranno adottare per quanto concerne il sorpasso alle intersezioni ed ai passaggi a livello, nessun conducente di veicolo deve sorpassare un veicolo diverso da un velocipede a due ruote, un ciclomotore a due ruote o un motociclo a due ruote senza carrozzetta:

a) immediatamente prima o in un'intersezione diversa da una rotatoria, salvo:

i) nel caso previsto al paragrafo 1-b del presente articolo;

ii) nel caso in cui la strada in cui ha luogo il sorpasso gode della precedenza all'intersezione;

iii) nel caso in cui la circolazione è regolata all'intersezione da un agente della circolazione o da segnali luminosi di circolazione;

b) immediatamente prima o su dei passaggi a livello non provvisti di barriere o di semibarriere; le Parti contraenti o le loro Parti costitutive potranno, tuttavia, permettere un sorpasso ai passaggi a livello in cui la circolazione stradale è regolata da segnali luminosi di circolazione comportanti un segnale positivo che dà ai veicoli l' autorizzazione a procedere.

9. Un veicolo non deve sorpassare un altro veicolo che si avvicina ad un passaggio pedonale, delimitato da segni sulla carreggiata o segnalato come tale o che è fermo immediatamente prima di questo passaggio se non a velocità sufficientemente ridotta per potersi arrestare immediatamente se un pedone si trova sul passaggio. Nessuna disposizione del presente paragrafo dovrà essere interpretata come un impedimento per le Parti contraenti o per le loro Parti costitutive a vietare il sorpasso a partire da una certa distanza da un passaggio pedonale o ad imporre delle prescrizioni più severe al conducente di un veicolo che intende sorpassare unaltro veicolo fermo immediatamente prima del passaggio.

10. Ogni conducente che constati che il conducente che lo segue intende sorpassarlo, deve, salvo, nel caso previsto al paragrafo 1-b dell'articolo 16 della presente Convenzione, accostarsi al bordo della carreggiata corrispondente al senso della circolazione e non deve accelerare la propria andatura. Allorchè l'insufficienza di larghezza, il profilo e lo stato della carreggiata non permettono, tenuto conto della densità della circolazione in senso inverso, di sorpassare facilmente o senza pericolo un veicolo lento, ingombrante o obbligato a rispettare un limite di velocità, il conducente di quest'ultimo veicolo deve rallentare e se necessario accostare appena possibile per lasciar passare i veicoli che lo seguono.

11.a) Le Parti contraenti o le loro parti costitutive possono, sulle carreggiate a senso unico e sulle carreggiate in cui la circolazione avviene nei due sensi quando almeno due corsie nei centri abitati e tre corsie fuori dei centri abitati sono riservate alla circolazione nello stesso senso e sono delimitate da segni longitudinali sulla carreggiata:

i) autorizzare i veicoli che circolano su di una corsia a sorpassare dal lato corrispondente al senso della circolazione i veicoli che seguono un'altra corsia;

ii) rendere non applicabili le disposizioni del paragrafo 3 dell'articolo 10 della presente Convenzione;

con riserva di emanare delle disposizioni appropriate limitanti la possibilità di cambiare corsia.

b) Nel caso previsto dal comma a) del presente paragrafo, il modo di guida previsto sarà considerato non costituente un sorpasso ai sensi della presente Convenzione; tuttavia le disposizioni del paragrafo 9 del presente articolo restano applicabili.

Articolo 12

Incrocio

1. Per incrociare, ogni conducente deve lasciare libera una distanza laterale sufficiente, e se necessario, accostarsi al bordo della carreggiata corrispondente al senso della circolazione; se, cosi' facendo, la sua marcia si trova impedita da un ostacolo o dalla presenza di altri utenti della strada, egli deve rallentare e, se necessario, fermarsi per lasciar passare l'utente o gli utenti che vengono in senso inverso.

2. Sulle strade di montagna e sulle strade a forte pendenza aventi analoghe caratteristiche in cui l'incrocio è impossibile o difficile il conducente del veicolo che scende deve accostare il proprio veicolo per lasciar passare ogni veicolo che sale, salvo il caso in cui le piazzole che permettono ai veicoli di accostare siano disposte lungo la carreggiata in modo tale che, tenuto conto della velocità e della posizione dei veicoli, il veicolo che sale disponga dinanzi a sè di una piazzola e che una retromarcia di uno dei veicoli sia necessaria se il veicolo che sale non si accosti su tale piazzola. Nel caso in cui uno dei due veicoli che stanno per incrociare debba fare retromarcia per consentire l'incrocio, e' il conducente del veicolo che scende che deve fare tale manovra salvo se questa si presenta chiaramente più facile per il conducente del veicolo che sale. Le Parti contraenti o le loro parti costitutive possono tuttavia per determinati veicoli o determinate strade o sezioni di strade prescrivere delle regole speciali differenti da quelle del presente paragrafo.

Articlo 13

Velocità e distanza tra veicoli.

1. Ogni conducente di veicolo deve, in ogni circostanza, restare padrone del proprio veicolo in

modo da potersi conformare alle esigenze della prudenza e da essere costantemente in grado di effettuare tutte le manovre che gli competono. Deve, regolando la velocità del proprio veicolo, tenere costantemente conto delle circostanze, in particolare della disposizione dei luoghi, dello stato della strada, dello stato del carico del proprio veicolo, delle condizioni atmosferiche e dell'intensità della circolazione, in modo da poter arrestare il prorio veicolo nei limiti del proprio campo di visibilità verso l'avanti, nonchè dinanzi ad ogni ostacolo prevedibile. Deve rallentare e, se necessario, fermarsi tutte le volte che le circostanze lo esigano, in particolare quando la visibilità non è buona.

2. Nessun conducente deve intralciare la marcia normale degli altri veicoli circolando, senza valida ragione, ad una velocità anormalmente ridotta.

3. Il conducente di un veicolo che circola dietro un altro veicolo deve lasciare libera, dietro quest'ultimo una distanza di sicurezza sufficiente per poter evitare una collisione in caso di rallentamento brusco o di arresto improvviso del veicolo che lo precede.

4. Fuori dei centri abitati, allo scopo di facilitare i sorpassi, i conducenti di veicoli o di complessi di veicoli il cui peso massimo autorizzato superi 3.500 Kg (7.700 libbre), e la cui lunghezza fuori tutto superi 10 metri (33 piedi) devono salvo quando sorpassano o si accingono a sorpassare, mantenere tra i loro veicoli ed i veicoli a motore che li precedono una distanza tale che i veicoli che li sorpassano possano servirsi senza pericolo dello spazio lasciato libero davanti al veicolo sorpassato. Questa disposizione non è tuttavia applicabile quando la circolazione è molto intensa nè quando il sorpasso è vietato. Inoltre:

a) le autorità competenti possono far beneficiare alcuni convogli di deroghe a questa disposizione o rendere quest'ultima inapplicabile anche sulle strade in cui due corsie sono adibitie alla circolazione nel senso in questione;

b) le Parti contraenti o le loro parti cositutive possono fissare delle cifre diverse da quelle che sono indicate nel presente paragrafo per le caratteristiche dei veicoli in questione.

5. Nulla nella presente Convenzione dovrà essere interpretato come un impedimento per le Parti contraenti o le loro parti costitutive a prescrivere dei limiti, generali o locali, di velocità per tutti i veicoli o per alcune categorie di veicoli o a prescrivere su alcune strade o su alcune categorie di strade sia delle velocità minime e massime, sia soltanto delle velocità minime o massime, o a prescrivere degli intervalli minimi giustificati dalla presenza sulla strada di alcune categorie di veicoli che presentino un pericolo particolare a causa specialmente del loro peso o del loro carico.

Articolo 14

Prescrizioni generali per le manovre.

1. Ogni conducente che vuole eseguire una manovra, come uscire da una fila di veicoli in sosta o entravi, spostarsi a destra o a sinistra sulla carreggiata, svoltare a sinistra o a destra per percorrere un'altra strada o per entrare in una proprietà fiancheggiante la strada, deve cominciare ad eseguire tale manovra soltanto dopo essersi assicurato che può farlo senza rischiare di costituire un pericolo per gli altri utenti della strada che lo seguono, lo precedono o stanno per incrociarlo, tenuto conto della loro posizione, della loro direzione e della loro velocità.

2. Ogni conducente che vuole effettuare una conversione a U o una retromarcia deve cominciare ad eseguire tale manovra soltanto dopo essersi assicurato che può farlo senza costituire un pericolo o un ostacolo per gli altri utenti della strada.

3. Prima di svoltare o di compiere una manovra che comporti uno spostamento laterale, ogni conducente deve annunziare la sua intenzione chiaramente e con sufficiente anticipo a mezzo dell'indicatore o degli indicatori di direzione del proprio veicolo o in mancanza, facendo se possibile un segno appropriato con il braccio. L'indicazione data dal o dagli indicatori di direzione deve continuare ad essere data durante tutto il tempo della manovra. L'indicazione deve cessare appena la manovra è compiuta.

Articolo 15

Prescrizioni particolari relative ai veicoli dei servizi regolari di trasporto pubblico

Si raccomanda che le legislazioni nazionali prevedano che, nei centri abitati allo scopo di facilitare la circolazione dei veicoli dei servizi regolari di trasporto pubblico, i conducenti degli altri veicoli, con riserva delle disposizioni del paragrafo 1 dell'articolo 17 della presente Convenzione rallentino e se necessario si fermino per consentire che i veicoli di trasporto pubblico effettuino la manovra necessaria per rimettersi in moto alla partenza delle fermate segnalate come tali. Le disposizioni così emanate dalle Parti contraenti o dalle loro parti costitutive non modificano in alcun modo l'obbligo per i conducenti dei veicoli di trasporto pubblico di adottare, dopo aver annunciato a mezzo degli indicatori di direzione la loro intenzione di rimettersi in moto, le precauzioni necessarie per evitare ogni rischio di incidente.

Articolo 16

Cambiamenti di direzione

1. Prima di svoltare a destra o a sinistra per immettersi in un'altra strada o per entrare in una proprietà fiancheggiante la strada, ogni conducente deve, senza pregiudizio delle disposizioni del paragrafo 1 dell'articolo 7 e di quelle dell'articolo 14 della presente Convenzione:

a) se vuole lasciare la strada dal lato corrispondente al senso della circolazione, accostarsi il più possibile al margine della carreggiata corrispondente a questo senso ed eseguire la sua manovra in uno spazio il più ristretto possibile;

b) se vuole lasciare la strada dall'altro lato, con riserva della possibilità per le Parti contraenti o per le loro parti costitutive di emanare delle disposizioni diverse per i velocipedi e per i ciclomotori, accostarsi il più possibile all'asse della carreggiata, se si tratta di una carreggiata in cui la circolazione si svolge nei due sensi, oppure al bordo opposto al lato corrispondente al senso della circolazione, se si tratta di una carreggiata a senso unico e, se vuole immettersi su di un'altra strada in cui la circolazione si svolge nei due sensi deve effettuare la manovra in modo da impegnare la carreggiata di quest'altra strada dal lato corrispondente al senso della circolazione.

2. Durante la manovra di cambiamento di direzione il conducente deve, senza pregiudizio delle disposizioni dell'articolo 21 della presente Convenzione per quanto riguarda i pedoni lasciar passare i veicoli provenienti in senso inverso sulla carreggiata che egli si appresta a lasciare ed i velocipedi ed i ciclomotori circolanti sulle piste per velocipedi che traversano la carreggiata sulla quale egli sta per immettersi.

Articolo 17

Rallentamento

1. Nessun conducente di veicolo deve effettuare brusche frenate non richieste da motivi di sicurezza.

2. Ogni conducente, che intenda rallentare in modo notevole l'andatura del proprio veicolo deve, a meno che tale rallentamento sia determinato da un un pericolo imminente, assicurarsi preliminarmente che può farlo senza pericolo nè intralcio eccessivo per gli altri conducenti. Deve inoltre, salvo se si è assicurato di non essere seguito da un veicolo o di non essere seguito che a una distanza considerevole, indicare la propria intenzione chiaramente e sufficientemente in anticipo, facendo con il braccio un segno appropriato; tuttavia tale disposizione non si applica se l'indicazione di rallentamento è data dall'accensione sul veicolo delle luci di arresto indicate al paragrafo 31 dell'allegato 5 della presente Convenzione.

Articolo 18

Intersezioni ed obbligo di cedere il passaggio

1. Ogni conducente avvicinandosi ad una intersezione deve fare uso di una particolare prudenza, adeguata alle condizioni locali. Il conducente di un veicolo deve, in particolare guidare ad una velocità tale da avere la possibilità di fermarsi per lasciar passare i veicoli che hanno la precedenza.

2. Ogni conducente che si immette da un sentiero o da una strada di campagna su di una strada che non è nè un sentiero nè una strada di campagna è obbligato a cedere il passaggio ai veicoli circolanti sulla strada. Ai fini del presente articolo i termini "sentiero" e "strada di campagna" potranno essere definiti nelle legislazioni nazionali.

3. Ogni conducente che da una proprietà laterale si immette su di una strada è obbligato a cedere il passaggio ai veicoli circolanti su tale strada.

4. Con riserva delle disposizioni del paragrafo 7 del presente articolo:

a) negli Stati in cui il senso della circolazione è a destra, alle intersezioni diverse da quelle che sono previste al paragrafo 2 del presente articolo ed ai paragrafi 2 e 4 dell'articolo 25 della presente Convenzione, il conducente di un veicolo e obbligato a cedere il passaggio ai veicoli provenienti dalla sua destra;

b) le Parti contraenti o le loro parti costitutive nel cui territorio la circolazione si svolge a sinistra sono libere di fissare come ritengono le regole di precedenza alle intersezioni.

5. Anche se i segnali luminosi glielo consentono un conducente non deve immettersi in una intersezione se la densità della circlazione è tale che egli resterebbe probabilmente immobilizzato nell'intersezione, intralciando o impedendo cosi' la circolazione trasversale.

6. Ogni conducente immessosi in una intersezione in cui la circolazione è regolata da segnali luminosi di circolazione puo' lasciare libera l'intersezione senza attendere che la circolazione sia consentita nel senso in cui egli si sta dirigendo, ma a condizione di non intralciare la circolazione degli altri utenti della strada che avanzano nel senso in cui la circolazione è consentita.

7. Alle intersezioni, i conducenti di veicoli che non si muovono su rotaie sono obbligati a cedere il passsaggio ai veicoli che si muovono su rotaie.

Articolo 19

Passaggi a livello

Ogni utente della strada deve fare uso di una maggiore prudenza all'avvicinarsi e

nell'attraversare i pass aggi a livello. In particolare:

a) Ogni conducente di veicolo deve circolare ad andatura moderata;

b) senza pregiudizio dell'obbligo di obbedire alle indicazioni di arresto date da un segnale lumminoso o da un segnale acustico, nessun utente della strada deve immettersi in un passaggio a livello le cui barriere o semibarriere sono collocate attraverso la strada o nel quale le semi-barriere si stanno alzando;

c) se un passaggio a livello non è munito di barriere, nè di semi-barriere nè di segnali luminosi, nessun utente della strada deve immettervisi prima di essersi assicurato che nessun veicolo su rotaie si sta avvicinando;

d) nessun utente della strada deve prolungare indebitamente l'attraversamento di un passaggio a livello; in caso di immobilizzazione forzata di un veicolo, il suo conducente deve sforzarsi di portarlo fuori delle linee ferroviarie e se non può farlo, deve prendere immediatamente tutte le misure in suo potere perchè i conducenti siano avvisati in tempo sufficiente dell'esistenza del pericolo.

Articolo 20

Prescrizioni applicabili ai pedoni

1. Le Parti contraenti o le loro parti costitutive potranno rendere applicabili le disposizioni del presente articolo soltanto nel caso in cui la circolazione di pedoni sulla carreggiata sia pericolosa o intralci la circolazione dei veicoli.

2. Se, di lato alla carreggiata, esistono dei marciapiedi, o delle banchine praticabili per i pedoni, essi debbono usarli. Tuttavia prendendo le necessarie precauzioni:

a) i pedoni che spingono o trasportano oggetti ingombranti possono usare la carreggiata se la loro circolazione sul marciapiede o sulle banchine provoca un notevole intralcio agli altri pedoni;

b) i gruppi di pedoni accompagnati da una guida, o formanti un corteo, possono circolare sulla carreggiata.

3. Se non è possibile usare i marciapiedi o le banchine o in assenza di questi, i pedoni possono circolare sulla carreggiata; quando esiste una pista per velocipedi e quando la densità della circolazione lo consente, essi possono circolare su tale pista per velocipedi, ma senza intralciare il passaggio dei ciclisti e dei ciclomotoristi.

4. Quando dei pedoni circolano sulla carreggiata in applicazione dei paragrafi 2 e 3 del presente articolo, essi debbono tenersi il più vicino possibile al bordo della carreggiata.

5. Si raccomanda che le legislazioni nazionali prevedano quanto segue: quando dei pedoni circolano sulla carreggiata, essi debbono tenersi, salvo nel caso in cui ciò possa compromettere la loro sicurezza, sul lato opposto a quello corrispondente al senso della circolazione. Tuttavia, le persone che spingono a mano un velocipede, un ciclomotore o un motociclo debbono sempre tenersi sul lato della carreggiata corrispondente al senso di circolazione ed analogamente i gruppi di pedoni accompagnati da una guida o formanti un corteo. Salvo il caso che essi formino un corteo i pedoni che circolano sulla carreggiata debbono di notte e con cattiva visibilità, nonchè di giorno se la densità della circolazione dei veicoli lo richiede, camminare, per quanto possibile, in fila semplice.

6.a) I pedoni non debbono inoltrarsi su di una carreggiata per attraversarla se non facendo uso di prudenza , essi debbono usare il passaggio pedonale quando ne esiste uno in prossimità.

b) Per attraversare un passaggio pedonale segnalato come tale o delimitato da segni sulla carreggiata:

i) se il passaggio è munito di segnali luminosi per i pedoni, questi debbono obbedire alle prescrizioni indicate da tali segnali;

ii) se il passaggio non è munito di tale segnalazione, ma se la circolazione dei veicoli è regolata da segnali luminosi di circolazione o da un agente preposto alla circolazione i pedoni non debbono inoltrarsi sulla carreggiata finchè il segnale luminoso o il gesto dell'agente preposto alla circolazione indichi che i veicoli possono passarvi;

iii) agli altri passaggi pedonali, i pedoni non debbono inoltrarsi sulla carreggiata senza tener conto della distanza e della velocità dei veicoli che si avvicinano.

c) Per attraversare al di fuori di un passaggio pedonale segnalato come tale o delimitato da segni sulla carreggiata, i pedoni non debbono inoltrarsi sulla carreggiata prima di essersi assicurati che possono farlo senza intralciare la circolazione dei veicoli.

d) Una volta iniziato l'attraversamento di una carreggiata, i pedoni non debbono allungare il loro percorso, attardarsi o arrestarsi senza necessità.

7. Tuttavia le Parti contraenti o le loro parti costitutive possono emanare delle disposizioni più severe per i pedoni che attraversano le carreggiate.

Articolo 21

Comportamento dei conducenti nei confronti dei pedoni

1. Senza pregiudizio delle disposizioni del paragrafo 1 dell'articolo 7, del paragrafo 9 dell'articolo 11 e del paragrafo 1 dell'articolo 13 della presente Convenzione, quando esiste sulla carreggiata un passaggio pedonale segnalato come tale o delimitato da segni sulla carreggiata:

a) se la circolazione dei veicoli è regolata in detto passaggio da segnali luminosi della circolazione o da un agente preposto alla circolazione, i conducenti debbono, quando è loro vietato passare, arrestarsi prima di inoltrarsi sul passaggio e, quando è loro consentito passare, non debbono intralciare nè disturbare l'attraversamento dei pedoni che si sono inoltrati sul passaggio e lo attraversano nelle condizioni previste dall'articolo 20 della presente Convenzione; se i conducenti svoltano per inoltrarsi in un'altra strada all'entrata della quale si trova un passaggio pedo le, debbono farlo ad andatura moderata lasciando passare, fino ad arrestarsi a tale scopo, i pedoni che si sono inoltrati o si inoltrano sul passaggio nelle condizioni previste al paragrafo 6 dell'articolo 20 della presente Convenzione;

b) se la circolazione dei veicoli non è regolata in detto passaggio a livello nè da segnali luminosi della circolazione, nè da un agente preposto alla circolazione, i conducenti debbono avvicinarsi a tale passaggio ad andatura sufficientemente moderata per non metter in pericolo i pedoni che vi si sono inoltrati o che vi si inoltrano; se necessario, essi debbono fermarsi per farli passare.

2. I conducenti che intendono sorpassare, dal lato corrispondente al senso della circolazione, un veicolo di trasporto pubblico ad una fermata segnalata come tale debbono ridurre la loro velocità e se necessario fermarsi per permettere ai viaggiatori di salire su detto veicolo o di discenderne.

3. Nessuna disposizione del presente articolo sarà interpretata come un impedimento per le Parti contraenti o per le loro parti costitutive:

ad obbligare i conducenti dei veicoli a fermarsi ogni volta che dei pedoni si sono inoltrati o si inoltrano su di un passaggio pedonale segnalato come tale o delimitato da segni sulla carreggiata nelle condizioni previste nell'articolo 20 della presente Convenzione, oppure a vietar loro di impedire o di disturbare il passaggio dei pedoni che attraversano la carreggiata ad un'intersezione o nelle immediate vicinanze di un'intersezione, anche se non vi è in quel punto un passaggio pedonale segnalato come tale o delimitato da segni sulla carreggiata.

Articolo 22

Isole di rifugio sulla carreggiata

Senza pregiudizio delle disposizioni dell'articolo 10 della presente Convenzione, ogni conducente può lasciare alla sua destra o alla sua sinistra le isole di rifugio, i salvagenti e gli altri

dispositivi posti sulla carreggiata sulla quale egli circola, ad eccezione dei casi seguenti:

a) quando il segnale impone il passaggio su uno dei lati dell'isola di rifugio, del salvagente o del dispositivo;

b) quando l'isola di rifugio, il salvagente o il dispositivo è sull'asse di una carreggiata su cui la circolazione avviene nei due sensi; in quest'ultimo caso, il conducente deve lasciare l'isola di rifugio, il salvagente o il dispositivo dal lato opposto a quello corrispondente al senso della circolazione.

Articolo 23

Fermata e sosta

1. Fuori dei centri abitati, i veicoli e gli animali fermi o in sosta debbono essere posti, per quanto possibile, fuori della carreggiata. Non debbono essere posti sulle piste per velocipedi, nè salvo quando consentito dalla legislazione nazionale applicabile, sui marciapiedi o sulle banchine predisposte per la circolazione dei pedoni.

2. a) Gli animali ed i veicoli fermi o in sosta sulla carreggiata debbono essere posti il più vicino possibile al bordo della carreggiata. Un conducente non deve arrestare il proprio veicolo o sostare su una carreggiata se non sul lato corrispondente per lui, al senso della circolazione; tuttavia, tale fermata o sosta è autorizzata sull'altro lato quando non è possibile sul lato corrispondente al senso della circolazione a causa della presenza di binari. Inoltre le Parti contraenti o le loro parti costitutive possono:

i) non vietare la fermata nè la sosta sull'uno o sull'altro lato in determinate condizioni specialmente se dei segnali stradali vietano la fermata sul lato corrispondente al senso della circolazione;

ii) sulle carreggiate a senso unico, autorizzare la fermata e la sosta sull'altro lato, contemporaneamente o no con la fermata e la sosta sul lato corrispondente al senso della circolazione;

iii) autorizzare la fermata e la sosta al centro della carreggiata entro delle aree particolarmente segnalate.

b) Salvo disposizioni contrarie della legislazione nazionale, i veicoli diversi dai velocipedi a due ruote, dai ciclomotori a due ruote oppure dai motocicli a due ruote senza carrozzetta non debbono fermarsi o sostare in doppia fila sulla carreggiata. I veicoli fermi o in sosta devono, con riserva dei casi in cui la disposizione dei luoghi permette di fare altrimenti essere disposti parallelamente al bordo della carreggiata.

3. a) La fermata e la sosta di un veicolo sono vietate sulla carreggiata:

i) sui passaggi pedonali, sui passaggi per ciclisti e sui passaggi a livello;

ii) sui binari tramviari o ferroviari, posti sulla strada o cosi' vicino a detti binari che la circolazione dei tram o dei treni potrebbe trovarsi ostacolata, nonchè, con riserva della possibilità per le Parti contraenti o per le loro Parti costitutive di prevedere delle disposizioni contrarie, sui marciapiedi e sulle piste per velocipedi;

b) la fermata e la sosta, di un veicolo sono vietate in ogni luogo in cui esse possano costituire un pericolo, in particolare:

i) sotto i cavalcavia e nelle gallerie salvo eventualmente in luoghi specialmente indicati;

ii) sulla carreggiata, in prossimità di dossi e nelle curve, quando la visibilità- è insufficiente perchè il sorpasso del veicolo possa farsi in tutta sicurezza, tenuto conto della velocità dei veicoli sul tratto di strada in questione;

iii) sulla carreggiata in prossimità di un segno longitudinale quando il capoverso b) ii) del presente paragrafo non si applica ma la larghezza della carreggiata tra il segno ed il veicolo è inferiore a 3 metri (10 piedi) ed il segno. è tale che il suo attraversamento è vietato ai veicoli che lo abbordano dallo stesso lato.

c) La sosta di un veicolo sulla carreggiata è vietata:

i) in prossimità dei passaggi a livello, delle intersezioni e delle fermate degli autobus, dei filobus o dei veicoli che circolano su rotaie, entro le distanze precisate dalla legislazione nazionale;

ii) davanti ai passi carrabili delle proprietà;

iii) in ogni luogo in cui il veicolo in sosta impedisca l'accesso ad un altro veicolo regolarmente in sosta oppure lo spostamento di tale veicolo;

iv) sulla carreggiata centrale delle strade a tre corsie e, fuori dai centri abitati, sulle carreggiate delle strade indicate come aventi la precedenza da una appropriata segnaletica;

v) nei luoghi in cui il veicolo in sosta nasconda dei segnali stradali o dei segnali luminosi di circolazione alla vista degli utenti della strada.

4. Un conducente non deve lasciare il proprio veicolo o i propri animali senza avere preso tutte le precauzioni opportune per evitare ogni incidente e, nel caso di un autoveicolo, per evitare che esso venga usato senza autorizzazione.

5. Si raccomanda che le legislazioni nazionali prevedano che ogni veicolo a motore diverso da un ciclomotore a due ruote o da un mo tociclo a due ruote senza carrozzetta, nonchè ogni rimorchio, agganciato o no, fermo sulla carreggiata fuori di un centro abitato, sia segnalato a distanza, a mezzo di un dispositivo appropriato, posto nel luogo più indicato per avvertire sufficientemente in tempo gli altri conducenti che si avvicinano:

a) quando il veicolo è fermo di notte sulla carreggiata in condizioni tali che i conducenti che si avvicinano non possono rendersi conto dell'ostacolo che esso costituisce;

b) quando il conducente, in altri casi, è stato costretto ad immobilizzare il proprio veicolo in un luogo in cui la fermata è vietata.

6. Nulla nel presente articolo potrà essere interpretato come un impedimento per le Parti contraenti o per le loro parti costitutive ad imporre altre restrizioni di sosta o di fermata.

Articolo 24

Apertura degli sportelli

E' vietato aprire lo sportello di un veicolo, lasciarlo aperto o scendere dal veicolo senza essersi assicurato che ciò non comporti un pericolo per gli altri utenti della strada.

Articolo 25

Autostrade e strade di carattere simile

1. Sulle autostrade e, se la legislazione nazionale cosi' dispone, sulle strade speciali di accesso alle autostrade e di uscita dalle autostrade:

a) la circolazione è vietata ai pedoni, agli animali, ai velocipedi, ai ciclomotori se non sono assimilati ai motocicli ed a tutti i veicoli diversi dagli autoveicoli e dai loro rimorchi, nonchè agli autoveicoli ed ai loro rimorchi che non siano, per costruzione, suscettibili di raggiungere su strada piana una velocità stabilita dalla legislazione nazionale,

b) è vietato ai conducenti:

i) fermare i loro veicoli o sostare se non nei luoghi di sosta segnalati; in caso di immobilizzazione forzata di un veicolo il conducente deve sforzarsi di portarlo fuori della carreggiata e anche fuori delle corsie di emergenza e, se non può farlo, deve segnalare immediatamente a distanza la presenza del veicolo per avvisare sufficientemente in anticipo gli altri conducenti che si avvicinano;

ii) fare conversione a U, o retromarcia, o penetrare sulla striscia di terreno centrale, compresi i raccordi colleganti le due carreggiate tra loro.

2. I conducenti che si immettono in un'autostrada debbono:

a) se non esiste una corsia di accelerazione che prolunga la strada di accesso, cedere il passaggio ai veicoli che circolano sull'autostrada;

b) se esiste una corsia di accelerazione, inoltrarvisi ed immettersi nella circolazione dell'autostrada rispettando le prescrizioni dei paragrafi 1 e 3 dell'articolo 14 della presente Convenzione,

3. il conducente che lascia l'autostrada deve, sufficientemente in anticipo, inoltrarsi nella corsia di circolazione corrispondente all'uscita dall'autostrada ed immettersi al più presto sulla corsia di decelerazione, se esiste.

4. Per l'applicazione dei paragrafi 1,2 e 3 del presente articolo, sono assimilate alle autostrade le altre strade riservate alla circolazione automobilistica debitamente segnalate come tali e nelle quali le proprietà laterali non hanno accesso.

Articolo 26

Prescrizioni particolari applicabili ai cortei e agli invalidi

1 E' vietato agli utenti delle strade interrompere le colonne militari, i gruppi di studenti in fila accompagnati da una guida e gli altri cortei.

2. Gli invalidi che si spostano su una sedia mobile mossa da loro stessi o circolante a passo d'uomo possono usare i marciapiedi e le banchine praticabili.

Articolo 27

Prescrizioni particolari applicabili ai ciclisti, ai ciclomotoristi ed ai motociclisti.

1. Nonostante le disposizioni del paragrafo 3 dell'articolo 10 della presente Convenzione le Parti contraenti o le loro parti costitutive possono consentire ai ciclisti di circolare affiancati.

2. E' vietato ai ciclisti circolare senza tenere il manubrio almeno con una mano, farsi trainare da un altro veicolo o trasportare, trainare o spingere degli oggetti che disturbino la guida o che siano pericolosi per gli utenti della strada. Le stesse disposizioni sono applicabili ai ciclomotoristi ed ai motociclisti, ma, inoltre, questi debbono tenere il manubrio con ambedue le mani, salvo eventualmente per segnalare la manovra descritta al paragrafo 3 dell'articolo 14 della presente Convenzione.

3. E' vietato ai ciclisti ed ai ciclomotoristi trasportare passeggeri sul loro veicolo, le Parti contraenti o le loro parti costitutive possono, tuttavia autorizzare delle deroghe a questa disposizione, in particolare, autorizzare il trasporto di passeggeri sul o sui sedili supplementari che fossero installati sul veicolo. I motociclisti non potranno trasportare dei passeggeri altro che nella carrozzetta, se esiste, e sul sedile supplementare eventualmente installato dietro il conducente.

4. Quando esiste una pista per velocipedi, le Parti contraenti o le loro parti costitutive possono vietare ai ciclisti di circolare sulla rimanente carreggiata. Nello stesso caso esse possono autorizzare i motociclisti a circolare sulla pista per velocipedi e, se lo ritengono utile, vietare loro di circolare sulla rimanente carreggiata.

Articolo 28

Avvertimenti acustici e luminosi

1. Si può fare uso degli avvisatori acustici soltanto:

a) per dare gli avvertimenti utili al fine di evitare un incidente;

b) fuori dei centri abitati quando è opportuno avvisare un conducente che sta per essere sorpassato.

L'emissione di suoni a mezzo avvisatori acustici non deve prolungarsi più del necessario.

2. I conducenti di autoveicoli possono, fra il tramonto e l'alba, dare gli avvertimenti luminosi definiti al paragrafo 5 dell'articolo 33 della presente Convenzione in luogo degli avvertimenti acustici. Essi possono anche farlo durante il giorno ai fini indicati al comma b) del paragrafo 1 del presente articolo, se ciò è più appropriato alle circostanze.

3. Le Parti contraenti o le loro parti costitutive possono autorizzare l'uso di avvertimenti luminosi ai fini previsti al paragrafo 1 b del presente articolo anche nei centri abitati.

Articolo 29

Veicoli su rotaie

1. Quando un binario corre su di una carreggiata, ogni utente della strada deve, all'avvicinarsi di un tram o di un altro veicolo su rotaie, lasciar libero al piu presto il binario per far passare il veicolo su rotaie.

2. Le Parti contraenti o le loro parti costitutive possono adottare delle norme speciali, diverse da quelle definite dal presente articolo, per la circolazione su strada dei veicoli su rotaie o per l'incrocio o il sorpasso di questi veicoli. Tuttavia, le Parti contraenti o le loro parti costitutive non possono adottare delle disposizioni contrarie a quelle del paragrafo 7 dell'articolo 8 della presente Convenzione.

Articolo 30

Carico dei veicoli

1. Se per un veicolo è stabilito un peso massimo autorizzato, il peso del veicolo carico non deve mai superare il peso massimo autorizzato.

2. Ogni carico di un veicolo deve essere disposto e, se necessario fissato in modo che non possa:

a) mettere in pericolo le persone o causare danni a proprietà pubbliche o private, ed in particolare strisciare o cadere sulla strada;

b) ridurre la visibilità del conducente o compromettere la stabilità o la guida del veicolo;

c) provocare rumore, polvere o altri inconvenienti che possono essere evitati;

d) occultare le luci, comprese le luci di arresto e gli indicatori di direzione, i catadiottri, i numeri di immatricolazione, ed il segno distintivo dello Stato di immatricolazione di cui il veicolo deve essere munito a termini della presente Convenzione o della legislazione nazionale, o nascondere i segni con il braccio, conformemente alle disposizioni del paragrafo 3 dell'articolo 14 o a quelle del paragrafo 2 dell'articolo 17 della presente Convenzione.

3. Tutti gli accessori come funi, catene e teloni, che servono a fissare o a proteggere il carico debbono stringerlo ed essere fissati solidamente. Tutti gli accessori che servono a proteggere il carico debbono soddisfare alle condizioni previste per il carico al paragrafo 2 del presente articolo.

4. I carichi sporgenti dal veicolo verso l'avanti, verso il dietro o sui lati debbono essere segnalati in maniera chiaramente visibile in tutti i casi in cui i loro contorni rischiano di non essere notati dai conducenti degli altri veicoli; la notte, questa segnalazione deve essere fatta in avanti con una luce bianca ed un dispositivo rifrangente bianco e dietro con una luce rossa ed un dispositivo rifrangente rosso. In particolare, sui veicoli a motore,

a) i carichi sporgenti dall'estremità del veicolo più di un metro (3piedi e 4 pollici) verso il dietro o verso l'avanti debbono essere segnalati;

b) i carichi sporgenti lateralmente oltre la sagoma del veicolo in modo che la loro estremità laterale si trovi a più di 0,40 m (16 pollici) dal bordo esterno della luce di posizione anteriore del veicolo, debbono essere segnalati di notte verso l'avanti e analogamente debbono essere segnalati verso il dietro quelli la cui estremità laterale si trovi a più di 0,40 m (16 pollici) dal bordo esterno della luce di posizione posteriore rossa del veicolo.

5. Nulla nel paragrafo 4 del presente articolo potrà essere interpretato come impedimento per le Parti contraenti o per le loro parti costitutive a vietare, a limitare o a sottoporre ad una autorizzazione speciale le sporgenze di carico previste al detto paragrafo 4.

Articolo 31

Comportamento in caso di incidente

1. Senza pregiudizio delle disposizioni delle legislazioni nazionali per quanto riguarda l'obbligo di soccorrere i feriti, ogni conducente, o ogni altro utente della strada, implicato in un incidente della circolazione, deve:

a) arrestarsi appena gli sia possibile senza creare ulteriore pericolo per la circolazione;

b) sforzarsi di salvaguardare la sicurezza della circolazione nel luogo dell'incidente e se una persona è stata uccisa o gravemente ferita nell'incidente, evitare, purchè ciò non ostacoli la sicurezza della circolazione, che siano modificate le condizioni del luogo e che scompaiano le tracce che possono essere utili per stabilire le responsabilità;

c) se altre persone implicate nell'incidente glielo chiedono, comunicare la propria identità;

d) se una persona è stata ferita o uccisa nell'incidente, avvertire la polizia e restare o tornare sul luogo dell'incidente fino all'arrivo di questa, a meno che egli sia stato autorizzato dalla polizia a lasciare il luogo o a meno che debba recare soccorso ai feriti o essere egli stesso curato;

2. Le Parti contraenti o le loro parti costitutive possono, nella loro legislazione nazionale, astenersi dall'imporre la prescrizione prevista al comma d) del paragrafo 1) del presente articolo quando nessuna ferita grave è stata provocata e nessuna delle persone implicate nell'incidente esige che sia avvisata la polizia.

Articolo 32

Illuminazione:prescrizioni generali

1. Ai sensi del presente articoli, il termine "notte " indica l'intervallo fra il tramonto e l'alba, nonchè gli altri momenti in cui la visibilità è insufficiente, a causa per esempio di nebbia, di nevicata, di forte pioggia, o di passaggio entro una galleria.

2. Di notte:

a) ogni veicolo a motore diverso da un ciclomotore a due ruote senza carrozzetta che si trovi su di una strada deve mostrare verso l'avanti almeno due luci bianche o giallo-selettivo e verso il dietro un numero pari di luci rosse, conformemente alle prescrizioni previste per gli autoveicoli ai paragrafi 23 e 24 dell'allegato 5; le legislazioni nazionali possono, tuttavia, autorizzare delle luci di posizione arancioni verso l'avanti. Le disposizioni del presente comma si applicano ai complessi formati da un veicolo a motore e da uno o più rimorchi, in questo caso le luci rosse debbono trovarsi sulla parte posteriore dell'ultimo rimorchio; i rimorchi ai quali sono applicabili le disposizioni del paragrafo 30 dell'allegato 5 della presente Convenzione debbono mostrare, verso l'avanti, le due luci bianche di cui essi debbono essere muniti in virtù delle disposizioni di detto paragrafo 30.

b) Ogni veicolo o complesso di veicoli al quale non si applicano le disposizioni del comma a) del presente paragrafo e che si trovi su di una strada, deve avere almeno una luce bianca o giallo-selettivo verso l'avanti ed almeno una luce rossa verso il dietro; allorchè vi è soltanto una luce verso l'avanti o una luce verso il dietro, tale luce deve essere posta sull'asse del veicolo o dal lato opposto a quello corrispondente al senso della circolazione; per i veicoli a trazione animale ed i carretti a mano, il dispositivo che emette tali luci può essere portato dal conducente o da un accompagnatore che cammina su tale lato del veicolo.

3. Le luci previste al paragrafo 2 del presente articolo debbono essere tali da segnalare chiaramente il veicolo agli altri utenti della strada; la luce anteriore e la luce posteriore non debbono essere emesse dalla stessa lampada o dallo stesso dispositivo a meno che le caratteristiche del veicolo, in particolare la sua modesta lunghezza, siano tali che questa prescrizione possa essere soddisfatta in tali condizioni.

4. a) in deroga alle disposizioni del paragrafo 2 del presente articolo,

i) le disposizioni di tale paragrafo 2 non si applicano ai veicoli fermi o in sosta su di una strada illuminata in modo tale che essi siano chiaramente visibili ad una distanza sufficiente;

ii) i veicoli a motore che non superino 6 m (20 piedi) di lunghezza e 2 m (6 piedi e' 6 polllici) di larghezza ed ai quali non sia agganciato alcun veicolo, potranno, in caso di fermata o di sosta su di una strada all'interno di un centro abitato, mostrare soltanto una luce posta sul lato del veicolo opposto al bordo della carreggiata lungo il quale il veicolo è fermo o in sosta; tale luce sarà bianca o arancione verso l'avanti e rossa o arancione verso il dietro;

iii) le disposizioni del comma b) di detto paragrafo 2 non si applicano nè ai velocipedi a due ruote, nè ai ciclomotori a due ruote, nè ai motocicli a due ruote senza carrozzetta non provvisti di batteria, allorchè sono fermi o in sosta all'interno di un centro abitato sul bordo della carreggiata;

b) inoltre, la legislazione nazionale può accordare delle deroghe alle disposizioni del presente articolo per:

i) i veicoli fermi o in sosta in luoghi appositi fuori della carreggiata;

ii) i veicoli fermi o in sosta in strade residenziali in cui la circolazione è poco intensa;

5. In nessun caso, un veicolo dovrà mostrare verso l'avanti delle luci, dei dispositivi rifrangenti o dei materiali rifrangenti rossi, verso il dietro,delle luci, dei dispositivi rifrangenti o dei materiali rifrangenti bianchi o giallo-selettivo; questa disposizione non si applica nè all'uso dei proiettori bianchi o giallo-selettive di retromarcia nè alla rifrangenza delle cifre o delle lettere di colore chiaro delle targhe di immatricolazione posteriori, dei segni distintivi o degli altri marchi distintivi richiesti dalla legislazione nazionale, nè alla rifrangenza del fondo chiaro di dette targhe o segni, nè alle luci rosse girevoli o lampeggianti di determinati veicoli prioritari.

6. Le Parti contraenti o le loro parti costitutive possono, nella misura in cui lo ritengano possibile, senza compromettere la sicurezza della circolazione, accordare nella loro legislazione nazionale delle deroghe alle disposizioni del presente articolo per:

a) i veicoli a trazione animale ed i carretti a mano;

b) i veicoli di forma o di natura particolare impiegati a scopi ed in condizioni particolari.

7. Nulla nella presente Convenzione potrà essere interpretato come un impedimento per la legislazione nazionale ad imporre ai gruppi di pedoni condotti da una guida o formanti un corteo, nonchè ai conducenti di animali, isolati o in greggi, o di animali da tiro, da soma o da sella, di mostrare, quando circolano sulla carreggiata nelle circostanze indicate al paragrafo 2 b) del presente articolo, un dispositivo rifrangente o una luce; la luce riflessa o emessa deve essere allora sia bianca o giallo-selettivo verso l'avanti e rossa verso il dietro, sia arancione verso ambedue le direzioni.

Articolo 33

Illuminazione: condizioni di impiego delle luci previste all'allegato 5

1. Il conducente di un veicolo munito di proiettori di profondità, di proiettori di incrocio e di luci di posizione definiti all'allegato 5 della presente Convenzione deve usare tali luci nelle condizioni seguenti quando, in virtù dell'articolo 32 della presente Convenzione, il veicolo deve mostrare almeno una o due luci bianche o giallo-selettivo verso l'avanti:

a) i proiettori di profondità non devono essere accesi nè nei centri abitati quando la strada e sufficientemente illuminata nè fuori dai centri abitati quando la carreggiata è illuminata in modo continuo e tale illuminazione è sufficiente per consentire al conducente di vedere distintamente ad una distanza adeguata, nè quando il veicolo è fermo;

b) con riserva della possibilità per la legislazione nazionale di autorizzare l'utilizzazione dei proiettori di profondità durante le ore del giorno quando la visibilità sia insufficiente a causa per esempio , di nebbia, di caduta di neve, di forte pioggia o di passaggio entro una galleria, i proiettori di pr ofondità non debbono essere accesi o il loro funzionamento deve essere modificato in modo da evitare l'abbagliamento;

i) quando un conducente sta per incrociare un altro veicolo; i proiettori, se sono utilizzati, debbono allora essere spenti o il loro funzionamento deve essere modificato in modo da evitare l'abbagliamento alla distanza necessaria perchè il conducente dell'altro veicolo possa continuare la sua marcia agevolmente e senza pericolo;

ii) quando un veicolo ne segue un altro a breve distanza, tuttavia i proiettori di profondità possono essere utilizzati conformemente alle disposizioni del paragrafo 5 del presente articolo per indicare l'intenzione di sorpassare nelle condizioni previste all'articolo 28 della presente Convenzione;

iii) in tutte le altre circostanze in cui è necessario non abbagliare gli altri utenti della strada o gli utenti di una via d'acqua o di una linea ferroviaria che costeggi la strada;

c) con riserva delle disposizioni del comma d) del presente paragrafo, i proiettori d'incrocio debbono essere accesi quando l'uso dei proiettori di profondità è vietato dalle disposizioni dei precedenti commi a) e b) e possono essere utilizzati in luogo dei proiettori di profondità quando i proiettori di incrocio permettono al conducente di vedere distintamente fino ad una distanza sufficiente ed agli altri utenti della strada di scorgere il veicolo ad una distanza sufficiente;

d) le luci di posizione debbono essere utilizzate contemporaneamente ai proiettori di profondità, ai proiettori di incrocio ed ai proiettori fendinebbia. Esse possono essere utilizzate da sole quando il veicolo è fermo o in sosta o quando su delle strade diverse dalle autostrade o dalle strade indicate al paragrafo 4 dell'articolo 25 della presente Convenzione, le condizioni di illuminazione sono tali che il conducente può vedere distintamente fino ad una distanza sufficiente o gli altri utenti possono scorgere il veicolo ad una distanza sufficiente;

2. Quando un veicolo è munito dei proiettori fendi nebbia definiti all'allegato 5 della presente convenzione non deve usare tali proiettori che in caso di nebbia, di caduta di neve o di forte pioggia. In deroga alle disposizioni del paragrafo 1-c del presente articolo l'accensione dei proiettori fendinebbia sostituisce allora quella dei proiettori di incrocio, potendo tuttavia la legislazione nazionale autorizzare in questo caso l'accensione simultanea dei proiettori fendinebbia e dei proiettori di incrocio.

3. In deroga alle disposizioni del paragrafo 2 del presente articolo, la legislazione nazionale può autorizzare, anche in assenza di nebbia, di caduta di neve o di forte pioggia, l'accensione dei proiettori fendinebbia su strade strette e con numerose curve.

4. Nulla nella presente Convenzione potrà essere interpretato come un impedimento per la legislazione nazionale ad imporre l'obbligo di utilizzare i proiettori d'incrocio all'interno dei centri abitati.

5. Gli avvertimenti luminosi previsti al paragrafo 2 dell'articolo 28 della presente Convenzione consistono nell'accensione intermittente a brevi intervalli dei proiettori di incrocio o nell'accensione intermittente dei proiettori di profondità o nell'accensione alternata a brevi intervalli dei proiettori di incrocio e dei proiettori di profondità.

Articolo 34

Deroghe

1. Non appena avvertito dell'avvicinarsi di un veicolo prioritario a mezzo degli speciali apparecchi di segnalazione, luminosi o acustici, di tale veicolo ogni conducente della strada deve lasciare libero il passaggio sulla carreggiata e, se necessario, fermarsi.

2. Le legislazioni nazionali possono prescrivere che i conducenti di veicoli prioritari, quando la loro circolazione è annunciata dagli speciali apparecchi di segnalazione del veicolo e con riserva di non mettere in pericolo gli altri utenti della strada, non sono tenuti a rispettare in tutto o in parte le disposizioni del presente Capitolo II diverse da quelle del paragrafo 2 dell'articolo 6:

3. Le legislazioni nazionali possono determinare la misura entro la quale il personale che lavora alla costruzione, alla riparazione ed alla manutenzione della strada, compresi i conducenti dei mezzi impiegati per i lavori non è tenuto, con riserva di osservare ogni utile precauzione, a rispettare durante il lavoro, le disposizioni del presente Capitolo II.

4. Per sorpassare o incrociare i mezzi previsti al paragrafo 3 del presente articolo mentre sono al lavoro sulla strada, i conducenti degli altri veicoli possono, nella misura necessaria ed a condizione di adottare ogni utile precauzione, non osservare le disposizioni degli articoli 11 e 12 della presente Convenzione.

CAPITOLO III

CONDIZIONI PER L'AMMISSIONE DEGLI AUTOVEICOLI E DEI RIMORCHI ALLA CIRCOLAZIONE INTERNAZIONALE

Articolo 35

Immatricolazione

1. a) Per beneficiare delle disposizioni della presente Convenzione, ogni autoveicolo in circolazione internazionale e ogni rimorchio diverso da

un rimorchio leggero agganciato ad un autoveicolo debbono essere immatricolati da una Parte contraente o da una delle sue parti costitutive ed il conducente dell'autoveicolo deve essere in possesso di un certificato valido attestante tale immatricolazione, rilasciato sia da una autorità competente di tale Parte contraente o di una sua parte costitutiva, sia, a nome della Parte contraente o della sua parte costitutiva, dall'associazione che essa ha abilitato a tale scopo. Il certificato, detto certificato d'immatricolazione, reca almeno:

Un numero d'ordine, detto numero di immatricolazione, la cui composizione è indicata all'allegato a) della presente Convenzione;

La data della prima immatricolazione del veicolo;

Il nome completo ed il domicilio del titolare del certificato;

Il nome o il marchio di fabbrica del costruttore del veicolo;

Il numero d'ordine del telaio (numero di fabbricazione o numero di serie del costruttore);

Se si tratta di un veicolo destinato al trasporto di merci, il peso massimo è autorizzato;

Il periodo di validità, se non è illimitato

Le indicazioni iscritte sul certificato debbono essere sia unicamente in carattere latini o in corsivo detto inglese, sia ripetute in tale forma.

b) Le Parti contraenti o le loro parti costitutive possono, tuttavia, decidere che sui certificati rilasciati sul loro territorio in luogo della data della prima immatricolazione sia indicato l'anno di fabbricazione.

2. In deroga alle disposizioni del paragrafo 1 del presente articolo, un veicolo articolato non diviso mentre è in circolazione internazionale beneficierà delle disposizioni della presente Convenzione anche se non è oggetto che di una sola immatricolazione e di un solo certificato per il trattore e per il semirimorchio che lo costituiscono.

3. Nulla nella presente Convenzione dovrà essere interpretato come limitazione al diritto delle Parti contraenti e delle loro parti costitutive di esigere, nel caso di un veicolo in circolazione internazionale che non sia immatricolato a nome di una persona che si trovi a bordo di esso, la giustificazione del diritto del conducente al possesso del veicolo stesso.

4. Si raccomanda che le Parti contraenti che non ne fossero ancora provviste istituiscano un servizio incaricato, su scala nazionale o regionale, di registrare gli autoveicoli messi in circolazione e di accentrare, per ogni veicolo, le informazioni iscritte su ogni certificato di immatricolazione.

Articolo 36

Numero di immatricolazione

1. Ogni autoveicolo in circolazione internazionale deve recare nella parte anteriore e su quella posteriore il proprio numero d'immatricolazione; tuttavia, i motocicli sono tenuti a portare tale numero solo sulla parte posteriore.

2. Ogni rimorchio immatricolato deve, in circolazione internazionale, recare sulla parte posteriore il proprio numero di immatricolazione. Nel caso di un autoveicolo trainante uno o più rimorchi, il rimorchio unico o l'ultimo rimorchio, se non è immatricolato, deve recare il numero di immatricolazione del veicolo trattore.

3. La composizione e le modalità di apposizione del numero di immatricolazione previsto al presente articolo debbono essere conformi alle disposizioni dell'allegato 2 della presente Convenzione.

Articolo 37

Segno distintivo dello Stato di immatricolazione

1. Ogni autoveicolo in circolazione internazionale deve recare nella parte posteriore, oltre al proprio numero di immatricolazione, un segno distintivo dello Stato in cui è immatricolato.

2. Ogni rimorchio agganciato ad un autoveicolo e che, in virtù dell'articolo 36 della presente Convenzione, deve recare nella parte posteriore un numero di immatricolazione deve anche recare nella parte posteriore il segno distintivo dello Stato in cui tale numero di immatricolazione è rilasciato. Le disposizioni del presente paragrafo si applicano anche se il rimorchio è immatricolato in uno Stato diverso dallo Stato di immatricolazione dell'autoveicolo cui è agganciato; se il rimorchio non è immatricolato, deve recare nella parte posteriore il segno distintivo dello Stato di immatricolazione del veicolo trattore, eccetto quando circola in tale Stato.

3. La composizione e le modalità di apposizione del segno distintivo previsto al presente articolo debbono essere conformi alle disposizioni dell'allegato 3 della p resente Convenzione.

Articolo 38

Marchi di identificazione

Ogni autoveicolo ed ogni rimorchio in circolazione internazionale debbono recare i marchi di identificazione definiti all'allegato 4 della presente Convenzione.

Articolo 39

Prescrizioni tecniche

Ogni autoveicolo, ogni rimorchio e ogni complesso di veicoli in circolazione internazionale debbono soddisfare alle disposizioni dell'allegato 5 della presente Convenzione. Essi debbono inoltre essere in buono stato di marcia.

Articolo 40

Disposizione transitoria

Per la durata di dieci anni a partire dall'entrata in vigore della presente Convenzione conformemente al paragrafo 1 dell'articolo 47, i rimorchi in circolazione internazionale beneficeranno, qualunque sia il loro peso massimo autorizzato, delle disposizioni della presente Convenzione, anche se non sono immatricolati.

Capitolo IV

CONDUCENTI DI AUTOVEICOLI

Articolo 41

Validità delle patenti di guida

1. Le Parti contraenti riconosceranno:

a) ogni patente redatta nella loro lingua o in una delle loro lingue o, se non è redatta in una di dette lingue, accompagnata da una traduzione certificata conforme;

b) ogni patente nazionale conforme alle disposizioni dell'allegato 6 della presente Convenzione;

c) oppure ogni patente internazionale conforme alle disposizioni dell'allegato 7 della presente Convenzione,

come valevole per la guida sul loro territorio di un veicolo che rientri nelle categorie coperte dalla patente, a condizione che detta patente sia valida e che sia stata rilasciata da un'altra Parte contraente o da una delle sue parti costitutive o da un'associazione abilitata a tale scopo da tale altra Parte contraente o da una delle sue parti costitutive. Le disposizioni del presente paragrafo non si applicano a patenti per allievi conducenti.

2. Nonostante le disposizioni del paragrafo precedente:

a) quando la validità della patente di guida è subordinata, con una speciale menzione, al possesso da parte dell'interessato, di determinati apparecchi o a determinati adattamenti del veicolo per tenere conto dell'invalidità del conducente, la patente sarà riconosciuta valida soltanto se saranno osservate tali prescrizioni;

b) le Parti contraenti possono rifiutare di riconoscere la validità sul loro territorio di ogni patente di guida il cui titolare non abbia compiuto diciotto anni;

c) le Parti contraenti possono rifiutare di riconoscere la validità sul loro territorio per la guida degli autoveicoli o dei complessi di veicoli delle categorie C,D ed E previste negli allegati 6 e 7 della presente Convenzione, di ogni patente di guida il cui titolare non abbia compiuti ventun anni.

3. Le Parti contraenti si impegnano a prendere le misure necessarie perchè le patenti nazionali ed internazionali di guida previste ai commi a, b e c del paragrafo 1 del presente articolo non siano rilasciate sul loro territorio senza una ragionevole garanzia delle capacità del conducente e della sua attitudine fisica.

4. Per l'applicazione del paragrafo 1 e del paragrafo 2, comma c del presente articolo:

a) agli autoveicoli della categoria B prevista agli allegati 6 e 7 della presente Convenzione puo' essere agganciato un rimorchio leggero; puo' anche esservi agganciato un rimorchio il cui peso massimo autorizzato superi 750 Kg (1.650 libbre) ma non superi il peso a vuoto dell'autoveicolo se il totale dei pesi massimi autorizzati dei veicoli cosi' accoppiati non supera 3.500 Kg (7.700 libbre);

b) agli autoveicoli delle categorie C e D previste agli allegati 6 e 7 della presente Convenzione puo' essere agganciato un rimorchio leggero, senza che il complesso cosi' costituito cessi d'appartenere alla categoria C o alla categoria D.

5. La patente internazionale potrà essere rilasciata soltanto al possessore di una patente nazionale per il rilascio della quale saranno state soddisfatte le condizioni minime fissate dalla presente Convenzione. Non dovrà essere valida per un periodo più lungo di quello della corrispondente patente nazionale il cui numero dovrà figurare sulla patente internazionale.

6. Le disposizioni del presente articolo non obbligano le Parti contraenti:

a) a riconoscere la validità delle patenti, nazionali o internazionali, rilasciate sul territorio di un'altra parte contraente a persone aventi la loro residenza abituale sul loro territorio al momento di tale rilascio, o la cui residenza abituale è stata trasferita sul loro territorio dopo tale rilascio;

b) a riconoscere la validità delle patenti sopra citate rilasciate a conducenti la cui residenza abituale al momento del rilascio non si trovava sul territorio in cui la patente è stata rilasciata o la cui residenza è stata trasferita, dopo tale rilascio, in un altro territorio.

Articolo 42

Sospensione della validità delle patenti di guida.

1. Le Parti contraenti o le loro parti costitutive possono ritirare ad un conducente che commetta sul loro territorio una infrazione che comporti il ritiro della patente di guida in virtù della loro legislazione, il diritto di usare sul loro territorio la patente di guida, nazionale o internazionale, di cui è titolare. In simile caso, l'autorità competente della Parte contraente o della parte costitutiva che ha ritirato il diritto di usare la patente potrà:

a) farsi consegnare la patente e conservarla fino alla scadenza del periodo durante il quale è ritirato il diritto di usare la patente o finchè il conducente lasci il suo territorio, se tale partenza ha luogo prima della scadenza di tale periodo;

b) avvisare del ritiro del diritto di usare la patente l'autorità che ha rilasciato o a nome della quale è stata rilasciata la patente;

c) se si tratta di una patente internazionale, apporre sull'apposito spazio la menzione che la patente non è più valida nel suo territorio;

d) nel caso in cui essa non abbia applicato la procedura prevista al comma a) del presente paragrafo, completare la comunicazione menzionata al comma b) chiedendo all'autorità che ha rilasciato la patente o a nome della quale è stata rilasciata la patente, di avvisare l'interessato della decisione presa nei suoi confronti.

2. Le Parti contraenti faranno in modo di far notificare agli interessati le decisioni che saranno state comunicate loro conformemente alla procedura prevista al paragrafo 1 comma d) del presente articolo.

3. Nulla nella presente Convenzione dovrà essere interpretato come un'interdizione alle Parti contraenti o ad una delle loro parti costitutive di impedire ad un conducente titolare di una patente di guida, nazionale o internazionale, di guidare se è evidente o provato che il suo stato non gli consente di guidare con sicurezza o se il diritto di guidare gli è stato ritirato nello Stato in cui ha la sua residenza abituale.

Articolo 43

Disposizione transitoria

Le patenti internazionali di guida conformi alle disposizioni della Convenzione sulla circolazione stradale, fatta a Ginevra il 19 settembre 1949 e rilasciate entro cinque anni dall'entrata in vigore della presente Convenzione conformemente al paragrafo 1 dell'articolo 47 della presente Convenzione saranno, per l'applicazione degli articoli 41 e 42 della presente Convenzione, assimilate alle patenti internazionali di guida previste nella presente Convenzione.

Capitolo V

CONDIZIONI PER L'AMMISSIONE DEI VELOCIPEDI E DEI CICLOMOTORI ALLA CIRCOLAZIONE INTERNAZIONALE

Articolo 44

1. I velocipedi senza motore in circolazione internazionale debbono:

a) avere un freno efficace;

b) essere muniti di un campanello capace di essere udito ad una distanza sufficiente e non recare alcun altro avvisatore acustico;

c) essere muniti di un dispositivo rifrangente rosso verso il dietro e di dispositivi che consentono di mostrare una luce bianca o giallo-selettivo verso l'avanti ed una luce rossa verso il dietro.

2. Sul territorio delle Parti contraenti che non hanno, conformemente al paragrafo 2 dell'articolo 54 della presente Convenzione, fatto una dichiarazione che assimili i ciclomotori ai motocicli, i ciclomotori in circolazione internazionale debbono:

a) avere due freni indipendenti;

b) essere muniti di un campanello o di un altro avvisatore acustico, capace di essere udito a distanza sufficiente;

c) essere muniti di un efficace dispositivo di scappamento silenzioso;

d) essere muniti di dispositivi che consentano di mostrare una luce bianca o giallo-selettivo verso l'avanti, nonchè una luce rossa ed un dispositivo rifrangente rosso verso il dietro;

e) recare il marchio d'identificazione definito all'allegato 4 della presente Convenzione.

3. Sul terrritorio delle Parti contraenti che hanno, conformemente al paragrafo 2 dell'articolo 54 della presente Convenzione fatto una dichiarazione assimilante i ciclomotori ai motocicli, le condizioni cui debbono soddisfare i ciclomotori per essere ammessi in circolazione internazionale sono quelle definite per i motocicli all'allegato 5 della presente Convenzione

Capitolo VI

DISPOSIZIONI FINALI

Articolo 45

1. La presente Convenzione sarà aperta presso la sede dell'Organizzazione delle Nazioni Unite a New York fino al 31 dicembre 1969 alla firma di tutti gli Stati membri dell'Organizzazione delle Nazioni Unite o membri di una delle sue istituzioni specializzate o dell'agenzia internazionale dell'Energia Atomica o Parti dello Statuto della Corte Internazionale di Giustizia, e di ogni altro Stato invitato dall'Assemblea generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite a divenire Parte della Convenzione.

2. La presente Convenzione è soggetta a ratifica. Gli strumenti di ratifica saranno depositati presso il Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite.

3. La presente Convenzione resterà aperta all'adesione di ogni Stato previsto al paragrafo 1 del presente articolo. Gli strumenti di adesione saranno depositati presso il Segretario Generale.

4. Al momento in cui firmerà la presente Convenzione o depositerà il proprio strumento di ratifica o di adesione, ogni Stato notificherà al Segretario generale il segno distintivo che ha scelto perchè sia apposto in circolazione internazionale sui veicoli che ha immatricolati conformemente alle disposizioni dell'allegato 3 della presente Convenzione. Con un'altra notifica diretta al Segretario generale, ogni Stato può cambiare il segno distintivo che aveva scelto in precedenza.

Articolo 46

1. Ogni Stato potrà, al momento in cui firmerà o ratificherà la presente Convenzione o vi aderirà, o in ogni altro successivo momento, dichiarare con notifica diretta al Segretario generale che la Convenzione diviene applicabile a tutti i territori o ad uno qualunque tra essi, di cui assicura le relazioni internazionali.La Convenzione diverrà applicabile al territorio o ai territori designato/i nella notifica trenta giorni dopo la data in cui il Segretario generale avrà ricevuto tale notifica o alla data di entrata in vigore della Convenzione per lo Stato che invia la notifica, se tale data è posteriore alla precedente.

2. Ogni Stato che avrà fatto una dichiarazione in virtù del paragrafo 1 del presente articolo potrà in qualsiasi data successiva, con notifica diretta al Segretario generale, dichiarare che la Convenzione cesserà di essere applicabile al territorio designato nella notifica e la Convenzione cesserà di essere applicabile al detto territorio un anno dopo la data in cui il Segretario generale avrà ricevuto tale notifica.

3. Ogni Stato che invia una notifica in virtù del paragrafo 1 del presente articolo notificherà al Segretario generale il o i segni distintivi che ha scelto perchè siano apposti in circolazione internazionale sui veicoli che sono stati immatricolati sul o sui territori interessati conformemente alle disposizioni dell'allegato 3 della presente Convenzione, Con un altra notifica diretta al Segretario generale, ogni Stato può cambiare il segno distintivo che aveva scelto in precedenza.

Articolo 47

1. La presente Convenzione entrerà in vigore dodici mesi dopo la data del deposito del quindicesimo strumento di ratifica o di adesione.

2. Per ogni Stato che ratificherà la presente Convenzione o vi aderirà dopo il deposito del quindicesimo strumento di ratifica o di adesione, la Convenzione entrerà in vigore dodici mesi, dopo la data del deposito, da parte di tale Stato, del suo strumento di ratifica o di adesione.

Articolo 48

Alla sua entrata in vigore, la presente Convenzione abrogherà e sostituirà, nelle relazioni tra le Parti contraenti, la Convenzione internazionale relativa alla circolazione automobilistica e la Convenzione internazionale relativa alla circolazione stradale firmate ambedue a Parigi il 24 aprile 1926, la Convenzione sulla regolazione della circolazione automobilistica interamericana aperta alla firma a Washington il 15 dicembre 1943 e la Convenzione sulla circolazione stradale aperta alla firma a Ginevra il 19 settembre 1949.

Articolo 49

1. Dopo un periodo di un anno a partire dall'entrata in vigore della presente Convenzione, ogni Parte contraente potrà proporre uno o più emendamenti alla Convenzione. Il testo di ogni proposta di emendamento, accompagnato da un esposto dei motivi, sarà inviato al Segretario generale che lo comunicherà a tutte le Parti contraenti. Le Parti contraenti avranno la possibilità di fargli sapere, nel termine di dodici mesi dopo la data di tale comunicazione:

a) se accettano l'emendamento, oppure

b) se esse lo rifiutano, oppure

c) se desiderano che sia convocata una conferenza per esaminarlo. Il Segretario generale trasmetterà egualmente il testo dell'emendamento proposto a tutti gli altri Stati previsti al paragrafo 1 dell'articolo 45 della presente Convenzione.

2. a) Ogni proposta di emendamento che sara stata comunicata conformemente alle disposizioni del paragrafo precedente, sarà considerata accettata se, nel termine di dodici mesi sopraindicato, meno del terzo delle Parti contraenti informano il Segretario generale sia che esse respingono l'emendamento, sia che desiderano che sia convocata una Conferenza per esaminarlo. Il Segretario generale notificherà a tutte le Parti contraenti ogni accettazione e ogni rifiuto dell'emendamento proposto ed ogni richiesta di convocazione di una conferenza. Se il numero totale dei rifiuti e delle richieste ricevuti durante il termine specificato di dodici mesi è inferiore al terzo del numero totale delle Parti contraenti, il Segretario generale notificherà a tutte le Parti contraenti che l'emendamento entrerà in vigore sei mesi dopo lo scadere del termine di dodici mesi specificato nel paragrafo precedente per tutte le Parti contraenti, ad eccezione di quelle che, durante il termine specificato, hanno respinto l'emendamento o richiesto la convocazione di una conferenza per esaminarlo.

b) Ogni Parte contraente che durante il detto termine di dodici mesi, avrà respinto una proposta di emendamento o richiesto la convocazione di una conferenza per esaminarlo, potrà, ad ogni momento. dopo lo scadere di tale termine, notificare al Segretario generale che accetta l'emendamento ed il Segretario generale comunicherà tale notifica a tutte le altre Parti contraenti. L'emendamento entrerà in vigore per le Parti contraenti che avranno notificato la loro accettazione sei mesi dopo che il Segretario generale avrà ricevuto la loro notifica.

3. Se un emendamento proposto non è stato accettato conformemente al paragrafo 2 del presente articolo e se, nel termine di dodici mesi specificato al paragrafo 1 del presente articolo, meno della metà del numero totale delle Parti contraenti informano il Segretario generale che esse respingono l'emendamento proposto e se almeno un terzo del numero totale delle Parti contraenti ma non meno di dieci lo informano che esse lo accettano o che desiderano sia riunita una conferenza per esaminarlo, il Segretario generale convocherà una conferenza allo scopo di esaminare l'emendamento proposto o ogni altra proposta che gli sia stata sottoposta in virtù del paragrafo 4 del presente articolo.

4. Se una conferenza è convocata conformemente alle disposizioni del paragrafo 3 del presente articolo, il Segretario generale vi inviterà tutti gli Stati previsti al paragrafo 1 dell'articolo 45 della presente Convenzione.Egli richiederà a tutti gli Stati invitati alla Conferenza di presentargli, al più tardi sei mesi prima della data di apertura, tutte le proposte che essi desiderano che siano esaminate dalla detta Conferenza, oltre all'emendamento proposto e comunicherà queste proposte, almeno tre mesi prima della data di apertura della Conferenza, a tutti gli Stati invitati alla Conferenza.

5. a) Ogni emendamento alla presente Convenzione sarà ritenuto accettato dalla maggioranza dei due terzi degli Stati rappresentanti alla Conferenza, purchè tale maggiornaza raggruppi almeno i due terzi delle Parti contraenti rappresentate alla Conferenza. Il Segretario generale notificherà a tutte le Parti contraenti l'adozione dell'emendamento e questo entrerà in vigore dodici mesi dopo la data di tale notifica per tutte le Parti contraenti, ad eccezione di quelle che, durante tale periodo, avranno notificato al Segretario generale che esse respingono l'emendamento.

b) Ogni Parte contraente che avrà respinto un emendamento durante il detto periodo di dodici mesi potrà, in ogni momento, notificare al Segretario generale che essa lo accetta ed il Segretario generale comunicherà tale notifica a tutte le altre Parti contraenti. L'emendamento entrerà in vigore per la Parte contraente che avrà notificato la sua accettazione sei mesi dopo la data in cui il Segretario generale avrà ricevuto la notifica o alla fine del detto periodo di dodici mesi se tale data è posteriore alla precedente.

6. Se la proposta di emendamento non è ritenuta accettata conformemente al paragrafo 2 del presente articolo, e se non concorrono le condizini prescritte al paragrafo 3 del presente articolo per la convocazione di una conferenza, la proposta di emendamento sarà considerata respinta.

Articolo 50

Ogni Parte contraente potrà denunciare la presente Convenzione a mezzo di notifica scritta diretta al Segretario generale. La denuncia avrà effetto un anno dopo la data in cui il Segretario generale avrà ricevuto la notifica.

Articolo 51

La presente Convenzione cesserà di essere in vigore se il numero delle Parti contraenti sarà inferiore a cinque durante un periodo qualunque di dodici mesi consecutivi.

Articolo 52

Ogni controversia tra due o più Parti contraenti relativa all'interpretazione o all'applicazione della presente Convenzione, che le Parti non abbiano potuto regolare a mezzo di negoziazione o in altro modo, potrà essere portata, su richiesta di una qualunque delle Parti contraenti interessate, davanti alla Corte internazionale di Giustizia, per essere decisa da questa.

Articolo 53.

Nessuna disposizione della presente Convenzione sarà interpretata come interdizione ad una Parte contraente di adottare le misure, compatibili con le misure della Carta delle Nazioni Unite e limitate alle esigenze della situazione, che essa ritiene necessarie per la propria sicurezza esterna o interna.

Articolo 54

1. Ogni Stato potrà, al momento in cui firmerà la presente Convenzione, o depositerà il suo strumento di ratifica o di adesione, dichiarare che non si considera legato dall'articolo 52 della precedente Convenzione. Le altre Parti contraenti non saranno legate dall'articolo 52 nei confronti di una qualsiasi delle Parti contraenti che avrà fatto tale dichiarazione.

2. Al momento in cui depositerà il suo strumento di ratifica o di adesione, ogni Stato può dichiarare, con notifica diretta al Segretario generale, che assimilerà i ciclomotori ai motocicli ai fini dell'applicazione della presente Convenzione (articolo 1, n).

In ogni momento, ogni Stato potrà successivamente, con notifica diretta al Segretario generale, ritirare la sua dichiarazione.

3. Le dichiarazioni previste al paragrafo 2 del presente articolo avranno effetto sei mesi dopo la data in cui il Segretario generale ne avrà ricevuto notifica, o alla data in cui la Convenzione entrerà in vigore per lo Stato che fa la dichiarazione, se tale data è posteriore alla precedente.

4. Ogni modifica di un segno distintivo precedentemente scelto notificata conformemente al paragrafo 4 dell'articolo 45 o del paragrafo 3 dell'articolo 46 della presente Convenzione, avrà effetto tre mesi dopo la data in cui il Segretario generale ne avrà ricevuto notifica.

5. Le riserve alla presente Convenzione ed ai suoi allegati diverse dalla riserva previste al paragrafo 1 del presente articolo, sono autorizzate a condizione che siano formulate per iscritto e se sono state formulate prima del deposito dello strumento di ratifica o di adesione, che siano confermate in tale strumento. Il Segretario generale comunicherà le suddette riserve a tutti gli Stati previsti al paragrafo 1 dell'articolo 45 della presente Convenzione.

6. Ogni Parte contraente che avrà formulato una riserva o fatto una dichiarazione in virtù dei paragrafi 1 o 4 del presente articolo, potrà, in ogni momento, ritirarla con notifica diretta al Segretario generale.

7. Ogni riserva fatta conformemente al paragrafo 5 del presente articolo:

a) modifica, per la Parte contraente che ha formulato detta riserva le disposizioni della Convenzione alle quali la riserva si riferisce nei limiti di quest'ultima;

b) modifica tali disposizioni negli stesssi limiti per le altre Parti contraenti per quanto concerne i loro rapporti con la Parte contraente che ha notificato la riserva.

Articolo 55

Oltre le dichiarazioni, notifiche e comunicazioni previste agli articoli 49 e 54 della presente Convenzione, il Segretario generale notificherà a tutti gli Stati previsti al paragrafo 1 dell'articolo 45:

a) le firme, le ratifiche, e le adesioni ai sensi dell'articolo 45;

b) le notifiche e le dichiarazioni ai sensi del paragrafo 4 dell'articolo 45 e dell'articolo 46;

c) le date dell'entrata in vigore della presente Convenzione in virtu dell'articolo 47;

d) la data dell'entrata in vigore degli emendamenti alla presente Convenzione conformemente ai par. 2 e 5 dell'articolo 49;

e) le denunce ai sensi dell'articolo 50;

f) l'abrogazione della presente Convenzione ai sensi dell'articolo 51.

Articolo 56

L'originale della presente Convenzione, fatta in un solo esemplare, in lingua inglese, cinese, spagnola, francese e russa, i cinque testi facenti egualmente fede, sarà depositato presso il Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, che ne trasmetterà copie certificate conformi a tutti gli Stati previsti al paragrafo 1 dell'articolo 45 della presente Convenzione.

IN FEDE DI CHE i sottoscritti plenipotenziari debitamente autorizzati dai loro rispettivi Governi, hanno firmato la presente Convenzione.

Fatta a Vienna, l'8 novembre 1968

ALLEGATI

ALLEGATO 1

DEROGHE ALL'OBBLIGO DI AMMETTERE IN CIRCOLAZIONE INTERNAZIONALE GLI AUTOVEICOLI ED I RIMORCHI

1. Le Parti contraenti possono rifiutare di ammettere in circolazione internazionale sul loro territorio gli autoveicoli, i rimorchi ed i complessi di veicoli i cui pesi, totali o per asse, o le cui dimensioni superino i limiti fissati dalla loro legislazione nazionale per i veicoli immatricolati sul loro territorio. Le Parti contraenti sul cui territorio ha luogo una circolazione internazionale di veicoli pesanti si adopereranno per concludere degli accordi regionali che consentano, in circolazione internazionale, l'accesso alle strade della regione, fatta eccezione per le strade minori, ai veicoli o complessi di veicoli i cui pesi e dimensioni non superino le cifre fissate da tali accordi.

2. Per l'applicazione del paragrafo 1 del presente allegato, non saranno considerate come oltrepassanti i limiti della larghezza massima autorizzata le sporgenze:
a) dei pneumatici, presso il loro punto di contatto con il suolo, e dei collegamenti degli indicatori di pressione dei pneumatici;
b) dei dispositivi antislittanti eventualmente montati sulle ruote;
c) degli specchi retrovisori costruiti in modo da poter cedere, sotto l'effetto di una moderata pressione, nei due sensi, fino a non oltrepassare più la larghezza massima autorizzata;
d) degli indicatori di direzione laterali e delle luci di ingombro, purchè tale sporgenza sia di pochi centimetri;

e)dei sigilli doganali apposti sul carico e dei dispositivi di fissaggio e di protezione di tali sigilli.

3. Le Parti contraenti possono rifiutare di ammettere in circolazione internazionale sul loro territorio i complessi di veicoli sottoindicati, nella misura in cui la loro legislazione nazionale vieta la circolazione di tali complessi:
a) motocicli con rimorchio;
b) complessi costituiti da un autoveicolo e più rimorchi;
c) veicoli articolati adibiti ai trasporti di persone.

4. Le Parti contraenti possono rifiutare di ammettere in circolazione internazionale sul loro territorio gli autoveicoli ed i rimorchi beneficianti di deroghe in virtù del paragrafo 60 dell'allegato 5 della Convenzione.
5. Le Parti contraenti possono rifiutare di ammettere in circolazione internazionale sul loro territorio i ciclomotori ed i motocicli il cui conducente e, se del caso, il passeggero non siano muniti di un casco di protezione.

6. Le Parti contraenti possono subordinare l'ammissione in circolazione internazionale sul loro territorio di ogni autoveicolo, diverso da un ciclomotore a due ruote o da un motociclo a due ruote senza carrozzetta, alla presenza a bordo dell'autoveicolo di un dispositivo , previsto al paragrafo 56 dell'allegato 5 della Convenzione, e destinato, in caso di arresto sulla carreggiata, a preannunciare il pericolo costituito dal veicolo fermo.

7. Le Parti contraenti possono subordinare l'ammissione in circolazione internazionale, su determinate strade accidentate o in determinate regioni a rilievo accidentato del loro territorio, degli autoveicoli il cui peso massimo autorizzato superi 3.500 Kg. (7700 libbre) al rispetto delle prescrizioni speciali imposte dalla loro legislazione nazionale per l'ammissione su tali strade, o in tali regioni, dei veicoli dello stesso peso masssimo autorizzato da esse immatricolati.
8.Le Parti contraenti possono rifiutare di ammettere in circolazione internazionale sul loro territorio ogni autoveicolo munito di proiettori di incrocio a fascio asimettrico allorchè la regolazione dei fasci di luce non è adattata al senso di circolazione nel loro territorio.
9. Le Parti contraenti possono rifiutare di ammettere in circolazione internazionale sul loro territorio ogni autoveicolo o ogni rimorchio trainato da un autoveicolo che porti un segno distintivo diverso da quello previsto per tale veicolo all'articolo 37 della presente Convenzione.

ALLEGATO 2
NUMERO DI IMMATRICOLAZIONE DEGLI AUTOVEICOLI E DEI RIMORCHI IN CIRCOLAZIONE INTERNAZIONALE

1. Il numero di immatricolazione previsto agli articoli 35 e 36 della Convenzione deve essere composto sia di cifre, sia di cifre e lettere. Le cifre debbono essere delle cifre arabe e le lettere debbono essere in caratteri latini maiuscoli. Possono, tuttavia, essere impiegati altre cifre o caratteri, ma il numero di immatricolazione deve allora essere ripetutto in cifre arabe ed in caratteri latini maiuscoli.
2. Il numero di immatricolzaione deve essere composto ed apposto in modo da essere leggibile di giorno con tempo chiaro ad una distanza minima di 40 metri (130 piedi da un osservatore posto sull'asse del veicolo e con il veicolo fermo; tuttavia le Parti contraenti possono, per i veicoli che esse immatricolano, ridurre tale distanza minima di leggibilità per i motocicli e per delle categorie speciali di autoveicoli sulle quali sarebbe difficile dare ai numeri di immatricolazione delle dimensioni sufficienti perchè siano leggibili a 40 metri (130 piedi).

3. Nel caso in cui il numero di immatricolazione è apposto su di una targa speciale tale targa deve essere piatta e fissata in posizione verticale o sensibilmente verticale e perpendicolarmente al piano longitudinale mediano del veicolo. Nel caso in cui il numero è apposto o dipinto sul veicolo, la superficie sulla quale è apposto o dipinto deve essere piana e verticale e deve essere peropendicolare al piano longitudinale mediano del veicolo.

4. Con riserva delle disposizioni del paragrafo 5 dell'articolo 32, la targa o la superficie nella quale è apposto o dipinto il numero di immatricolazione può essere di materiale rifrangente.

Allegato 3
SEGNO DISTINTIVO DEGLI AUTOVEICOLI E DEI RIMORCHI IN CIRCOLAZIONE INTERNAZIONALE

1. Il segno distintivo previsto all'articolo 37 della Convenzione deve essere composto da una a tre lettere in caratteri latini maiuscoli. Le lettere avranno un'altezza minima di 0,08 m (3,1 pollici) ed i loro tratti uno spessore di almeno 0,01 m (0,4

pollici). Le lettere saranno dipinte in nero su di un fondo bianco a forma di ellisse, il cui asse maggiore è orizzontale.

2. Quando il segno distintivo prevede soltanto una lettera, l'asse maggiore dell'ellisse può essere verticale.

3. Il segno distintivo non deve essere incorporato nel numero di immatricolazione, nè apposto in modo tale da creare confusione con quest'ultimo o nuocere alla sua leggibilità.

4. Sui motocicli e sui loro rimorchi, le dimensioni degli assi dell'ellisse saranno di almeno 0,175 m. (6,9 pollici) e 0,115 m (4,5 pollici). Sugli altri autoveicoli e sui loro rimorchi, le dimensioni degli assi dell'ellisse saranno di almeno:

a) 0,24 m (9,4 pollici) e 0,145 m (5,7 pollici) se il segno distintivo reca tre lettere;
b) 0,175 m (6,9 pollici) e 0,115 m. (4,5 pollici) se il segno distintivo reca meno di tre lettere.

5. Le disposizioni del paragrafo 3 dell'allegato 2 si applicano all'apposizione del segno distintivo sui veicoli.

ALLEGATO 4
MARCHI D'IDENTIFICAZIONE DEGLI AUTOVEICOLI E DEI RIMORCHI IN CIRCOLAZIONE INTERNAZIONALE

1. I marchi di identificazione comprendono:
a) Per gli autoveicoli:
i) il nome o il marchio del costruttore del veicolo;;
ii) sul telaio, o in mancanza di telaio, sulla carrozzeria, il numero di fabbricazione o il numero di serie del costruttore;;
iii) sul motore, il numero di fabbricazione del motore quando tale numero viene apposto dal costruttore;

b) Per i rimorchi, le indicazioni previste ai precedenti commi i) e ii);
c) Per i ciclomotori, l'indicazione della cilindrata ed il marchio "CM".
2. I marchi indicati al paragrafo 1 del presente allegato debbono essere posti in posizioni accessibili ed essere facilmente leggibili, inoltre essi debbono essere tali che sia difficile modificarli o sopprimèrli. Le lettere e le cifre comprese nei marchi saranno sia unicamente in caratteri latini o in corsivo detto inglese ed in cifre arabe, sia ripetute in tale maniera.

Allegato 5
CONDIZIONI TECNICHE RELATIVE AGLI AUTOVEICOLI ED AI RIMORCHI

1. Le Parti contraenti che, conformemente all'articolo primo comma n) della Convenzione, hanno dichiarato di voler assimilare ai motocicli i veicoli a tre ruote il cui peso a vuoto non superi 400 kg.(900 libbre) debbono assoggettare tali veicoli alle prescrizioni imposte dal presente allegato sia per i motocicli sia per gli altri autoveicoli.

2. Ai sensi del presente allegato,il termine " rimorchio "si applica solo a quelli destinati ad essere agganciati ad un'autovettura'.

3. Senza pregiudizio delle disposizioni del paragrafo 2-a dell'articolo 3 della Convenzione, ogni Parte contraente può, per gli autoveicoli che essa immatricola e per i rimorchi che essa ammette alla circolazione in virtù della propria legislazione nazionale, imporre delle prescrizioni che completino le disposizioni del presente allegato o più rigorose di queste.

Capitolo I
Frenatura

4. Ai fini del presente capitolo,
a) il termine "ruote di un asse" indica le ruote simmetriche, oppure sensibilmente simmetriche, rispetto al piano longitudinale mediano del veicolo , anche se esse non si trovano su di uno stesso asse (un asse tandem è contato come due assi);
b) il termine "freno di servizio" indica il dispositivo normalmente utilizzato per rallentare o fermare il veicolo;

c) il termine "freno di stazionamento" indica il dispositivo utilizzato per mantenere immobile, in assenza del conducente, il veicolo o, nel caso di un rimorchio, il rimorchio allorchè questo è distaccato;

d) il termine "freno di soccorso" indica il dispositivo destinato a rallentare e ad arrestare il veicolo in caso di insufffficienza del freno di servizio.

A. Frenatura degli autoveicoli diversi dai motocicli.
5. Ogni autoveicolo diverso da un motociclo deve essere munito di freni che possano essere azionati facilmente, da parte del conducente installato al suo posto di guida. Questi freni dovranno assicurare le tre funzioni di frenatura sottoindicate:

a) un freno di servizio che consenta di rallentare il veicolo e di fermarlo in modo sicuro, rapido ed efficace quali che siano le sue condizioni di carico e la pendenza ascendente o discendente della strada sulla quale circola;

b) un freno di stazionamento che consenta di, mantenere il veicolo immobile, quali che siano le sue condizioni di carico, su di una pendenza ascendente o discendente del 16%, le superfici attive dei freni restando mantenute in posizione di bloccaggio per mezzo di un dispositivo ad azione puramente meccanica;

c) un freno di soccorso che consenta di rallentare e di arrestare il veicolo, quali che siano le sue condizioni di carico, su di una distanza ragionevole, anche in caso di insufficienza del freno di servizio.
6. Con riserva delle disposizioni del paragrafo 5 del presente allegato, i dispositivi che assicurano le tre funzioni di frenatura (freno di servizio, freno di soccorso e freno di stazionamento) possono avere delle parti comuni; la combinazione dei comandi è ammessa solo a condizione che rimangano almeno due comandi distinti.

7. Il freno di servizio deve agire su tutte le ruote del veicolo; tuttavia, sui veicoli aventi più di due assi, le ruote di un asse possono non essere frenate.

8. Il freno di soccorso deve poter agire almeno su una ruota di ciascun lato del piano longitudinale mediano del veicolo; la stessa disposizione si applica al freno di stazionamento.

9. Il freno di servizio ed il freno di stazionamento debbono agire su delle superfici frenate collegate alle ruote in maniera permanente per mezzo di pezzi sufficientemente robusti.

10. Nessuna superficie frenata deve poter essere disinnestata dalle ruote. Tuttavia, tale disinnesto è ammesso per alcune delle superfici frenate, a condizione:

a) che esso sia soltanto momentaneo, per esempio durante un cambio dei rapporti di trasmissione;
b) che, nel caso del freno di stazionamento, esso non sia possibile senza l'azione del conducente, e
c) che, nel caso del freno di servizio o del freno di soccorso, l'azione di frenatura continui a poter essere esercitata con l'efficienza prescritta conformemente al paragrafo 5 del presente allegato.

B. Frenatura dei rimorchi.

11. Senza pregiudizio delle disposizioni del paragrafo 17-c del presente allegato, ogni rimorchio diverso da un rimorchio leggero deve essere munito di freni, e precisamente:
a) un freno di servizio che consenta di rallentare il veicolo e di fermarlo in modo sicuro, rapido ed efficace, quali che siano le sue condizioni di carico e la pendenza ascendente o discendente della strada sulla quale circola;
b) un freno di stazionamento che consente di mantenere immobile il veicolo,su di una pendenza ascendente o discendente del 16%, le superfici attive del freno restando mantenute in posizione di bloccaggio per mezzo di un dispositivo ad azione puramente meccanica. La presente disposizione non si applica ai rimorchi che non possono essere distaccati dal veicolo trattore senza l'aiuto di utensili, purchè le esigenze relative alla frenatura di stazionamento siano rispettate per il complesso di veicoli.

12. I dispositivi che assicurano le due funzioni di frenatura (servizio e stazionamento) possono avere delle parti comuni.

13. Il freno di servizio deve agire su tutte le ruote del rimorchio.

14. Il freno di servizio deve poter essere azionato mediante il comando della frenatura di servizio del veicolo trattore, tuttavia, se il peso massimo autorizzato del rimorchio non supera 3500 kg(7700 libbre), il freno può essere realizzato in modo da non potere essere azionato, durante la marcia, che dal semplice avvicinamento del rimorchio al veicolo trattore (frenatura per inerzia).

15. Il freno di servizio ed il freno di stazionamento debbono agire su delle superfici frenate collegate alle ruote in maniera permanente per mezzo di pezzi sufficientemente robusti.
16. I dispositivi di frenatura debbono essere tali che l'arresto del rimorchio sia assicurato automaticamente in caso di rottura

del dispositivo di accoppiamento, durante la marcia. Tuttavia, tale prescrizione non si applica ai rimorchi ad un solo asse o a due assi distanti uno dall'altro meno di un metro (40 pollici) a condizione che il loro peso massimo autorizzato non superi 1500 kg (3300 libbre) e, ad eccezione dei semirimorchi, che siano muniti, oltre al dispositivo di accoppiamento, del collegamento secondario previsto al paragrafo 58 del presente allegato.

C. Frenatura dei complessi di veicoli

17. Oltre alle disposizioni delle parti A e B del presente capitolo relative ai veicoli isolati (autoveicoli e rimorchi), le sottondicate disposizioni si applicano ai complessi di tali veicoli:
a)) i dispositivi di frenatura montati su ciascuno dei veicoli che compongono il complesso debbono essere compatibili;

b) l'azione del freno di servizio deve essere convenientemente ripartita e sincronizzata fra i veicoli che compongono il complesso;
c) il peso massimo autorizzato di un rimorchio non provvisto di un freno di servizio non deve superare la metà della somma del peso a vuoto del veicolo trattore e del peso del conducente.

D. Frenatura dei motocicli

18. a) Ogni motociclo deve essere provvisto di due dispositivi di frenatura di cui uno agisca almeno sulla o sulle ruote anteriori; se al motociclo è aggiunta una carrozzetta, la frenatura della ruota della carrozzetta non è richiesta. Tali dispositivi di frenatura debbono permettere di rallentare il motociclo e di arrestarlo in modo sicuro, rapido ed efficace, quali che siano le sue condizioni di carico e la pendenza ascendente o discendente della strada su cui circola.

b) Oltre ai dispositivi previsti al capoverso a) del presente paragrafo, i motocicli a tre ruote simmetriche rispetto al piano longitudinale mediano del veicolo debbono essere provvisti di un freno di stazionamento che risponda alle condizioni indicate al capoverso b) del paragrafo 5 del presente allegato.

Capitolo II
Luci e dispositivi riflettenti
19. Ai fini del presente capitolo, il termine:
"Proiettore di profondità indica la luce del veicolo che serve ad illuminare la strada a grande distanza innanzi a tale veicolo;
"Proiettore di incrocio" indica la luce del veicolo che serve ad illuminare la strada innanzi a tale veicolo senza abbagliare nè disturbare indebitamente i conducenti provenienti in senso inverso e gli altri utenti della strada;
"Luce di posizione anteriore" indica la luce del veicolo che serve ad indicare la presenza e la larghezza di tale veicolo visto dalla parte anteriore;
"Luce di posizione posteriore" indica la luce del veicolo che serve ad indicare la presenza e la larghezza di tale veicolo visto dalla parte posteriore;
"Luce di arresto" indica la luce del veicolo che serve ad indicare agli altri utenti della strada che si trovano dietro tale veicolo che il suo conducente aziona il freno di servizio;

"Proiettore fendi nebbia" indica la luce del veicolo che serve a migliorare l'illuminazione della strada in caso di nebbia, di caduta di neve, di temporale o di nubi di polvere;
"Proiettore di retromarcia" indica la luce del veicolo che serve ad illuminare la strada verso la parte posteriore di tale veicolo e ad avvisare gli altri utenti della strada che il veicolo esegue una retromarcia o è sul punto di eseguirla;;
"Indicatore di direzione" indica la luce del veicolo che serve ad indicare agli utenti della strada che il conducente ha l'intenzione di cambiare direzione verso destra o verso sinistra;
"Catadiottro" indica un dispositivo che serve ad indicare la presenza di un veicolo mediante la riflessione della luce proveniente da una sorgente luminosa non collegata a tale veicolo, ed essendo l'osservatore posto presso tale sorgente luminosa;
"superficie luminosa" indica per le luci la superficie visibile da cui è emessa la luce e per i catadiottri la superficie visibile rifrangente ;

20. I colori delle luci previste nel presente capitolo debbono essere, per quanto possibile, conformi alle definizioni date nell'appendice del presente allegato.
21. Ad eccezione dei motocicli, ogni autoveicolo suscettibile di superare su strada piana la velocità di 40 km (25 miglia) all'ora deve essere provvisto nella parte anteriore di un numero pari di proiettori di profondità emettenti luce di colore bianco o giallo-selettivo capaci di illuminare efficacemente la strada di notte con tempo chiaro su di una distanza di almeno 100 m (325) davanti al veicolo. I bordi esterni della superficie luminosa del proiettore non debbono in alcun caso trovarsi più vicini all'estremità della larghezza del veicolo dei bordi esterni della superficie luminosa dei proiettori di incrocio.

22. Ad eccezione dei motocicli, ogni autoveicolo suscettibile di superare su strada piana la velocità di 10 Km (6 miglia) all'ora deve essere provvisto nella parte anteriore di due proiettori d'incrocio emettenti luce bianca o giallo-selettivo, capaci di illuminare efficacemente la strada di notte con tempo chiaro su di una distanza di almeno 40 m. (130 piedi) davanti al veicolo. Da ogni lato, il punto della superficie luminosa più lontano dal piano longitudinale mediano del veicolo non deve distare oltre 0,40 m. (16 pollici) dall'estremità della larghezza del veicolo. Un autoveicolo non deve essere provvisto di più di due proiettori di incrocio. I proiettori di incrocio debbono essere regolati in maniera da essere conformi alla definizione del paragrafo 19 del presente allegato.

23. Ogni autoveicolo diverso da un motociclo a due ruote senza carrozzetta deve essere munito nella parte anteriore di due luci di posizione anteriore bianche; tuttavia, il giallo-selettivo è ammesso per le luci di posizione anteriori incorporate nei proiettori di profondità o nei proiettori di incrocio che emettono fasci di luce giallo-selettivo. Tali luci di posizione anteriori, allorchè sono le sole luci accese verso l'avanti del veicolo debbono essere visibili di notte con tempo chiaro ad una distanza di almeno 300 m (1000 piedi) senza abbagliare nè disturbare indebitamente gli altri utenti della strada. Da ogni lato, il punto della superficie luminosa più lontano dal piano

longitudinali e mediano del veicolo non deve distare oltre 0,40 m. (16 pollici) dall'estremità della larghezza del veicolo.

24.a) Ogni autoveicolo diverso da un motociclo a due ruote senza carrozzetta deve essere provvisto sulla parte posteriore di un numero pari di luci di posizione posteriore rosse visibili di notte con tempo chiaro ad una distanza di almeno 300 m(1000 piedi) senza abbagliare ne disturbare indebitamente gli altri utenti della strada. Da ogni lato, il punto della superficie luminosa piu lontano dal piano longitudinale del veicolo non deve distare oltre 0,40 m (16 pollici) dall'estremità della larghezza del rimorchio. Tuttavia i rimorchi la cui larghezza non supera 0,80 m (32 pollici) possono essere provvisti di una sola di tali luci se sono agganciati ad un motociclo a due ruote senza carrozzetta.

b) Ogni rimorchio deve essere provvisto sulla parte posteriore di un numero pari di luci di posizione posteriori rosse visibili di notte con tempo chiaro ad una distanza di almeno 300 m (1000 piedi) senza abbagliare ne disturbare indebitamente gli altri utenti della strada. Da ciascun lato, il punto della superficie luminosa piu lontano dal piano longitudinale mediano del rimorchio non deve distare oltre 0,40 m (16 pollici) dall'estremità della larghezza del rimorchio. Tuttavia, i rimorchi la cui larghezza non supera 0,80 m (32 pollici) possono essere provvisti di una sola di tali luci se sono agganciati ad un motociclo a due ruote senza carrozzetta.

25. Ogni autoveicolo o rimorchio che reca sulla parte posteriore un numero di immatricolazione deve essere munito di un dispositivo di illuminazione di detto numero, tale che quest'ultimo, allorché e illuminato dal dispositivo, sia leggibile di notte con tempo chiaro, a veicolo fermo, ad una distanza di 20 m (65) piedi dalla parte posteriore del veicolo, tuttavia, ogni Parte contraente puo ridurre tale distanza minima di leggibilità di notte nella stessa proporzione e per gli stessi veicoli per i quali abbia ridotto, in applicazione del paragrafo 2 dell'allegato 2 della Convenzione, la distanza minima di leggibilità di giorno.

26. Su ogni autoveicolo (compresi i motocicli) e su ogni complesso costituito da un autoveicolo e da uno o piu rimorchi i collegamenti elettrici debbono essere tali che i proiettori di profondità, i proiettori di incrocio i proiettori fendinebbia, le luci di posizioni anteriori dell'autoveicolo ed il dispositivo previsto al precedente paragrafo 25 possano essere messi in funzione soltanto quando le luci di posizione posteriori dell'autoveicolo o del complesso di veicoli, situate piu indietro, sono anch'esse in funzione.

Tuttavia, tale condizione non e imposta per i proiettori di profondità o per i proiettori di incrocio quando sono utilizzati per dare gli avvertimenti luminosi previsti al paragrafo 5 della Convenzione. Inoltre i collegamenti elettrici debbono essere tali che le luci di posizione anteriori dell'autoveicolo siano sempre accese quando sono accesi i proiettori di incrocio, i proiettori di profondità o i proiettori fendinebbia.

27. Ogni autoveicolo diverso da un motociclo a due ruote senza carrozzetta deve essere provvisto nella parte posteriore di almeno due catadiottri rossi di forma triangolare. Da ciascun lato, il punto della superficie luminosa piu lontano dal piano longitudinale mediano dei veicolo non deve distare oltre 0,40 m. (16 pollici) dall'estremità della larghezza del veicolo. I catadiottri debbono essere visibili, per il conducente di un veicolo, di notte con tempo chiaro, ad una distanza di almeno 150 m (500 piedi) quando sono illuminati dai proiettori di profondità di tale veicolo.

28. Ogni rimorchio deve essere provvisto nella parte posteriore di almeno due catadiottri rossi. Tali catadiottri debbono avere la forma di un triangolo equilatero con un vertice in alto ed un lato orizzontale; la misura dei suoi lati deve essere compresa fra 0,15 m(6 pollici) e 0,20 m (8 pollici); nessuna luce di segnalazione deve essere posta all'interno del triangolo. Tali catadiottri debbono soddisfare alla condizione di visibilità fissata al precedente paragrafo 27. Da ciascun lato il punto della superficie luminosa più lontano dal piano longitudinale mediano del rimorchio non deve distare oltre 0,40 m (16 pollici) dall'estremità della larghezza del rimorchio. Tuttavia, i rimorchi, la cui larghezza non supera 0,80 m (32 pollici) possono essere provvisti di un solo catadiottro se sono agganciati ad un motociclo a due ruote senza carrozzetta.

29. Ogni rimorchio deve esser provvisto nella parte anteriore di due catadiottri bianchi di forma non triangolare. Tali catadiottri debbono soddisfare alle condizioni di installazione e di visibilità fissate al precedente paragrafo 27.

30. Un rimorchio deve essere provvisto, nella parte anteriore di due luci di posizione anteriori bianche quando la sua larghezza supera 1,60 m (5 piedi e 4 pollici). Le luci di posizione così prescritte debbono essere poste il più vicino possibile all'estremità della larghezza del rimorchio ed in ogni caso in modo tale che il punto della superficie luminosa più lontano dal piano longitudinale mediano del rimorchio non disti oltre 0,15 m (6 pollici) da tali estremità.

31. Ad eccezione dei motocicli a due ruote con o senza carrozzetta, ogni autoveicolo capace di superare su strada piana la velocità di 25 km (15 miglia) all'ora deve essere provvisto nella parte posteriore di due luci di arresto di colore rosso la cui intensità luminosa sia nettamente superiore a quella delle luci di posizione posteriori. La stessa disposizione si applica ad ogni rimorchio che costituisce l'ultimo veicolo di un complesso di veicoli; tuttavia nessuna luce di arresto è richiesta sui piccoli rimorchi le cui dimensioni siano tali che le luci di arresto del veicolo trattore restino visibili.

32. Con riserva della possibilità per le Parti contraenti che, conformemente al paragrafo 2 dell'articolo 54 della Convenzione, avranno fatto una dichiarazione per assimilare i ciclomotori ai motocicli, di esonerare i ciclomotori da tutti o da parte di tali obblighi:

a) ogni motociclo a due ruote con o senza carrozzetta deve essere provvisto di un proiettore di incrocio che soddisfi alle disposizioni di colore e di visibilità fissate al precedente paragrafo 22;

b) ogni motociclo a due ruote con o senza carrozzetta capace di superare su strada piana la velocità di 40 km (25 miglia) all'ora deve essere provvisto, oltre che del proiettore di incrocio, di almeno un proiettore di profondità che soddisfi alle disposizioni di colore e di visibilità fissate al precedente paragrafo 21. Se tale motociclo reca più di un proiettore di profondità tali proiettori debbono essere posti il più vicino possibile l'uno all'altro;

c) un motociclo a due ruote con o senza carrozzetta non deve essere provvisto né di più di di un proiettore di incrocio né di più di due proiettori di profondità.

33. Ogni motociclo a due ruote senza carrozzetta può essere provvisto nella parte anteriore di una o due luci di posizione anteriori che soddisfino alle condizioni di colore e di visibilità fissate al precedente paragrafo 23. Se tale motociclo reca due

luci di posizioni anteriori esse debbono essere poste il più vicino possibile l'una all'altra. Un motociclo a due ruote senza carrozzetta non deve essere provvisto di più di due luci di posizione anteriori.

34. Ogni motociclo a due ruote senza carrozzetta deve essere provvisto nella parte posteriore di una luce di posizione posteriore che soddisfi alle condizioni di colore e di visibilità fissate al precedente paragrafo 24.

35.Ogni motociclo a due ruote senza carrozzetta deve essere provvisto nella parte posteriore di un catadiottro che soddisfi alle condizioni di colore e di visibilità fissate al precedente paragrafo 27.

36. Con riserva delle possibilità per le Parti contraenti che conformemente al paragrafo 2 dell'articolo 54 della Convenzione, avranno fatto una dichiarazione per assimilare i ciclomotori ai motocicli, di esonerare da tale obbligo i ciclomotori a due ruote con o senza carrozzetta, ogni motociclo a due ruote con o senza carrozzetta deve essere provvisto di una luce di arresto che soddisfi alle disposizioni del precedente paragrafo 31.

37. Senza pregiudizio delle disposizioni relative allè luci ed ai dispositivi richiesti per i motocicli senza carrozzetta, ogni carrozzetta collegata ad un motociclo a due ruote deve essere provvista nella parte anteriore di una luce diposizione anteriore che soddisfi alle condizioni di colore e di visibilità fissate al precedente paragrafo 23 e nella parte posteriore di una luce di posizione posteriore che soddisfi alle condizioni di colore e di visibilità fissate al precedente paragrafo 24-a, e di un catadiottro che soddisfi alle condizioni di colore e di visibilità fissate al precedente paragrafo 27. I collegamenti elettrici debbono essere tali che le luci di posizione anteriori e posteriori della carrozzetta si accendano contemporaneamente alla luce di posizione posteriore del motociclo. In ogni caso, una carrozzetta non deve recare ne un proiettore di profondità ne un proiettore di incrocio.

38. Gli autoveicoli a tre ruote simmetriche rispetto al piano longitudinale mediano del veicolo, assimilati ai motocicli in applicazione del comma n) dell'articolo primo della Convenzione, debbono essere provvisti dei dispositivi prescritti ai precedenti articoli 21, 22, 23, 24-a, 27 e 31. Tuttavia, quando la larghezza di tale veicolo non supera 1,30 m (4 piedi e 3 pollici), sono sufficienti un solo proiettore di profondità ed un solo proiettore di incrocio. Le prescrizioni relative alla distanza delle superfici luminose rispetto all'estremità della larghezza del veicolo non si applicano in tale caso.

39. Ogni autoveicolo, ad eccezione di quelli il cui conducente può indicare i propri cambiamenti di direzione mediante segnali fatti col braccio visibili da ogni angolo dagli altri utenti della strada deve essere provvisto di indicatori di direzione a posizione fissa ed a luce lampeggiante arancione, disposti in numero pari sul veiocolo e visibili di giorno e di notte dagli utenti della strada interessati al movimento del veicolo. La frequenza del lampeggiamento della luce deve essere di 90 al minuto con tolleranza di 30.

40. Se su di un autoveicolo diverso da un motociclo a due ruote con o senza carrozzetta sono installati dei proiettori fendinebbia, questi debbon emettere luce di colore bianco o giallo-selettivo, debbono essere in numero di due e debbono essere situati in modo tale che nessun punto della loro superficie luminosa si trovi al di sopra del punto più alto della superficie

luminosa dei proiettori di incrocio e che, da ciascun lato, il punto della superficie luminosa piu lontano dal piano longitudinale mediante del veicolo non disti oltre 0,40 m (16 pollici) dall'estremità della larghezza del veicolo.

41. Il proiettore di retromarcia non deve abbagliare o disturbare indebitamente gli altri utenti della strada. Se su un autoveicolo e montato un proiettore di retromarcia, esso deve emettere luce bianca, arancione oppure giallo-selettivo. Il comando di accensione di detto proiettore deve essere tale che esso possa accendersi soltanto quando e innestato il dispositivo di retromarcia.

42. Nessuna luce, diversa dagli indicatori di direzione, installata su di un autoveicolo o su di un rimorchio, deve essere lampeggiante, ad eccezione di quelle utilizzate, conformemente alla legislazione nazionale delle Parti contraenti, per segnalare i veicoli o complessi di veicoli che non sono tenuti a rispettare le regole generali della circolazione e la cui presenza sulla strada impone agli altri utenti della strada delle precauzioni particolari, in special modo i veicoli prioritari, i convogli di veicoli, i veicoli di dimensioni eccezionali ed i veicoli o le macchine operatrcici per la costruzione o la manutenzione dlle strade. Tuttavia le Parti contraenti possono autorizzare o prescrivere che determinate luci, diverse da quelle che emettono una luce rossa, lampeggino in tutto o in parte per segnalare il periodo particolare costituito momentaneamente dal veicolo.

43. Per l'applicazione delle disposizioni del presente allegato, viene considerato:

a) come una sola luce ogni combinazione di due o piu luci, identiche o no, ma aventi la stessa funzione e lo stesso colore, di cui le proiezioni delle superfici luminose su di un piano verticale perpendicolare al piano longitudinale mediano del veicolo occupano almeno il 50% della superficie del piu piccolo rettangolo circoscritto alle proiezioni delle superfici luminose anzidette.

b) come due o come un numero pari di luci, una sola superficie luminosa avente la forma di una fascia quando questa é situata simmetricamente rispetto al piano longitudinale mediano del veicolo e si estende almeno fino a 0,40 m (16 pollici) dall'estremità della larghezza del veicolo da ciascun lato di quest'ultimo, con una lunghezza minima di 0,80 m (32 pollici). L'illuminazione di tale superficie dovrà essere assicurata da almeno due sorgenti luminose poste il piu vicino possibile alle sue estremità. La superficie luminosa puo essere costituita da un insieme di elementi affiancati in modo che le proiezioni delle superfici luminose dei diversi elementi su di un piano verticale perpendicolare al piano longitudinale mediano del veicolo occupino almeno il 50% della superficie del piu piccolo rettangolo circoscritto alle proiezioni delle singole superfici luminose.

44. Su di uno stesso veicolo, le luci che hanno la stessa funzione e che sono orientate verso la stessa direzione debbono essere dello stesso colore. Le luci ed i catadiottri che sono in numero pari debbono essere posti simmetricamente rispetto al piano longitudinale mediano del veicolo salvo sui veicoli la cui forma esterna e asimmetrica. Le luci di ciascuna coppia debbono avere sensibilmente la stessa intensità.

45. Luci di diversa natura e, con riserva delle disposizioni degli altri paragrafi del presente capitolo, luci e catadiottri possono essere raggruppati o incorporati in uno stesso dispositivo, purché ciascuna di tali luci e di tali catadiottri risponda alle disposizioni del presente allegato che ad esse si applicano.

Capitolo III
Altre prescrizioni

Dispositivo di direzione

46. Ogni autoveicolo deve essere provvisto di un dispositivo di direzione robusto che consenta al conducente di cambiare facilmente, rapidamente e con sicurezza la direzione del proprio veicolo.

Specchio retrovisivo

47. Ogni autoveicolo diverso da un motociclo a due ruote con o senza carrozzetta deve essere provvisto di uno o piu specchi retrovisivi; il numero, le dimensioni e la disposizione di tali specchi debbono essere tali da consentire al conducente di vedere la circolazione verso la parte posteriore del veicolo.

Avvisatore acustico

48. Ogni autoveicolo deve essere provvisto di almeno un avvisatore acustico di potenza sufficiente. Il suono emesso dall'avvisatore deve essere continuo, uniforme e non stridente. I veicoli prioritari ed i veicoli adibiti al trasporto di viaggiatori in servizio pubblico possono avere degli avvisatori acustici supplementari che non sono soggetti a queste esigenze.

Tergicristallo

49. Ogni autoveicolo avente un parabrezza di dimensioni e di forma tali che il conducente possa normalmente, dal suo posto di guida, vedere la strada verso l'avanti soltanto attraverso gli elementi trasparenti di tale parabrezza, deve essere munito di almeno un tergicristallo efficace e robusto, posto in posizione appropriata ed il cui funzionamento non richieda l'intervento costante del conducente.

Lavavetro

50. Ogni autoveicolo, soggetto all'obbligo di essere munito di almeno un tergicristallo, deve essere anche munito di un lavavetro.

Parabrezza e vetri

51. Su ogni autoveicolo e su ogni rimorchio:
a) Le sostanze trasparenti che costituiscono gli elementi di parete esterna del veicolo, ivi compreso il parabrezza, o di parete interna di separazione, debbono essere tali che, in caso di rottura, il pericolo di lesioni corporali sia il più possibile ridotto;

b) i vetri del parabrezza devono essere fatti di una sostanza la cui trasparenza non si alteri e debbono essere tali da non provocare alcuna deformazione apprezzabile degli oggetti visti in trasparenza e tali che in caso di rottura il conducente possa ancora avere una visione sufficiente della strada.

Dispositivo di retromarcia

52. Ogni autoveicolo deve essere provvisto di un dispositivo di retromarcia manovrabile dal posto di guida. Tuttavia, tale dispositivo non e obbligatorio sui motocicli e sugli autoveicoli a tre ruote simmetriche rispetto al piano longitudinale mediano del veicolo se il loro peso massimo autorizzato non supera 400 kg (900 libbre).

Silenziatore

53. Ogni motore termico di propulsione di un autoveicolo deve essere provvisto di un dispositivo di scappamento silenziatore efficace, tale dispositivo deve essere tale da non poter esser reso inoperante dal conducente dal suo posto di guida.

Pneumatici

54. Le ruote degli autoveicoli e dei loro rimorchi debbono essere munite di pneumatici; lo stato di tali pneumatici deve esser tale che sia garantita la sicurezza, ivi compresa l'aderenza, anche su strada bagnata. Tuttavia la presente disposizione non potrà impedire alle Parti contraenti di autorizzare la utilizzazione di dispositivi che diano dei risultati almeno equivalenti a quelli che si ottengono con dei pneumatici.

Indicatore di velocità

55. Ogni autoveicolo capace di superare su strada piano la velocità di 40 km (25 miglia) all'ora deve essere provvisto di un indicatore di velocità; ogni Parte contraente può tuttavia esonerare da tale obbligo determinate categorie di motocicli e di altri veicoli leggeri.

Dispositivo di segnalazione a bordo degli autoveicoli

56. Il dispositivo previsto al paragrafo 5 dell'articolo 23 ed al paragrafo 6 dell'allegato 1 della Convenzione, deve essere:

a) sia un pannello, costituito da un triangolo equilatero coi lati di almeno 0,40 m (16 pollici), a bordi rossi larghi almeno 0,05 m (2 pollici) ed a fondo vuoto o di colore chiaro; i bordi rossi debbono essere illuminati per trasparenza o essere provvisti di una striscia rifrangente; il pannello deve essere tale da poter essere collocato in posizione verticale stabile;

b) sia un altro dispositivo egualmente efficace prescritto dalla legislazione del Paese in cui il veicolo è immatricolato.

Dispositivo antifurto

57. Ogni autoveicolo deve essere provvisto di un dispositivo antifurto che, a partire dal momento in cui il veicolo è lasciato in sosta, impedisca il funzionamento o blocchi un organo essenziale del veicolo stesso.

Dispositivo di aggancio dei rimorchi leggeri

58. Ad eccezione dei semirimorchi, i rimorchi che non sono muniti del freno automatico previsto al paragrafo 16 del presente allegato debbono essere provvisti oltre che del dispositivo di aggancio, di un attacco secondario (catèna, cavo ecc.) che in caso di rottura del dispositivo di aggancio possa impedire al timone di toccare il suolo ed assicurare una certa azione residua di guida del rimorchio.

Disposizioni generali

59. a) Per quanto possibile, gli organi meccanici e gli equipaggiamenti degli autoveicoli non debbono comportare rischi di incendio o di esplosione; non debbono neppure provocare emissioni eccessive di gas nocivi, di fumi opachi, di odori o di rumori.

b) Per quanto possibile, il dispositivo di accensione ad alta tensione del motore degli autoveicoli non deve dar luogo ad un'eccessiva emissione di parassiti radioelettrici sensibilmente fatidiosi.

c) Ogni autoveicolo deve essere costruito in modo che il campo di visibilità del conducente verso l'avanti, verso destra e verso sinistra, sia sufficiente per consentirgli di guidare con sicurezza.

d) per quanto possibile, gli autoveicoli ed i rimorchi debbono essere costruiti ed equipaggiati in modo da ridurre, per i loro occupanti e gli altri utenti della strada, il pericolo in caso di incidente. In particolare non debbono esservi, nè all'interno nè all'esterno, ornamenti o altri oggetti che, presentando degli spigoli o delle sporgenze non indispensabili, possano costituire un pericolo per gli occupanti e per gli altri utenti della strada.

CAPITOLO IV
Deroghe

60. Sul piano nazionale, le Parti contraenti possono derogare alle disposizioni del presente allegato nei seguenti casi:

a) Per gli autoveicoli ed i rimorchi la cui velocità per costruzione, non può superare su strada piana 25 Km (15 miglia) all'ora o per i quali la legislazione nazionale limita la velocità a 25 km/h,

b) Per le vetture da invalidi, cioè i piccoli autoveicoli particolarmente concepiti e costruiti - e non soltanto adattati per l'uso da parte di una persona colpita da un'infermità o da

un'incapacità fisica e che normalmente non sono usati che da questa persona,

c) Per dei veicoli destinati a delle esperienze aventi lo scopo di seguire il progresso della tecnica e di migliorare la sicurezza,

d) per i veicoli di una forma o di un tipo particolare, o che sono utilizzati per degli scopi particolari in condizioni speciali.

61. Le Parti contraenti possono anche concedere le seguenti deroghe alle disposizioni del presente allegato per i veicoli da esse immatricolati e che possono entrare in circolazione internazionale internazionale:

a) Autorizzando il colore arancione per le luci di posizione indicate ai paragrafi 23 2 30 del presente allegato e per i catadiottri indicati al paragrafo 29 del presente allegato;

b) Autorizzando il colore rosso per quelli fra gli indicatori di direzione indicati nel paragrafo 39 del presente allegato che sono situati nella parte posteriore del veicolo;

c) Autorizzando il colore rosso per quelle tra le luci indicate nell'ultima frase del paragrafo 42 del presente allegato che sono situate nella parte posteriore del veicolo;

d)Per quanto riguarda la posizione delle luci sui veicoli ad uso speciale, la cui forma esterna non consentisse il rispetto di tali disposizioni senza ricorrere a dei dispositivi di montaggio che potrebbero essere facilmente danneggiati o asportati;

e) Autorizzando la presenza di un numero dispari, superiore a due, di proiettori di profondità sugli autoveicoli da essa immatricolati; e

f) Per quanto riguarda i rimorchi che servono al trasporto di carichi lunghi (tronchi d'albero, tubi ecc.) e che, quando il veicolo è in moto, non sono agganciati al veicolo trattore ma sono collegati ad esso soltanto a mezzo del carico.

CAPITOLO V
Disposizioni transitorie

62. Gli autoveicoli immatricolati per la prima volta ed i rimorchi posti in circolazione sul territorio di una Parte contraente prima dell'entrata in vigore della presente Convenzione o due anni dopo tale entrata in vigore non sono soggetti alle disposizioni del presente allegato, purchè soddisfino alle prescrizioni delle parti I,II e III dell'allegato 6 della Convenzione del 1949 sulla circolazione stradale.

APPENDICE

DEFINIZIONE DEI FILTRI COLORATI PER L'OTTENIMENTO DEI COLORI PREVISTI AL PRESENTE ALLEGATO (COORDINATE TRICROMATICHE)

Rosso......limite verso il giallo: $y \leq 0,335$
limite verso il porpora:(1) $z \leq 0,008$

Bianco......	limite verso il blu:	$x \geq 0,310$
	limite verso il giallo:	$x \leq 0,500$
	limite verso il verde:	$y \leq 0,150 + 0,640\ x$
	limite verso il verde:	$y \leq 0,440$
	limite verso il porpora:	$y \geq 0,050 + 0,750$
	limite verso il rosso:	$y \geq 0,382$
Arancione(2)	limite verso il giallo(1):	$y \leq 0,429$
	limite verso il rosso(1)	$y \geq 0,398$
	limite verso il bianco(1)	$z \leq 0,007$
Giallo selettivo(3)	limite verso il rosso (1):	$y \geq 0,138 + 0,580x$
	limite verso il verde:(1)	$y \geq 1,29x - 0,100$
	limite verso il bianco:(1)	$y \geq -x + 0,966$
	limite verso il valore dello spettro:(1)	$y \leq -x + 0,992$

Per la verifica delle caratteristiche colorimetriche di tali filtri, deve essere usata una sorgente luminosa a temperatura di colore di 2854° K (corrispondente all'illuminante A della Commissione Internazionale dell'Illuminazione (CIE).

----

(1) In questi casi sono stati adottati limiti differenti da quelli raccomandati dalla CIE, perchè le tensioni di alimentazione ai morsetti delle lampade che equipaggiano le luci variano entro limiti assai ampi.

(2) Si applica al colore dei segnali automobilistici correntemente chiamato finora "arancio" o "giallo arancio". Corrisponde ad una parte bene determinata della zona "gialla" del triangolo dei colori CIE.

(3) Si applica unicamente ai proiettori di incrocio ed ai proiettori di profondità. Nel caso particolare dei proiettori fendi nebbia, la selettività del colore sarà riconosciuta soddisfacente se il fattore di purezza è almeno uguale a 0,820; il limite verso il bianco $y \geq -x + 0,966$, dovrà essere in tal caso $y \geq -x + 0,940$ e $y = 0,440$.-

ALLEGATO 6

PATENTE NAZIONALE DI GUIDA

1. La patente nazionale di guida è un foglietto di formato A 7 (70 x 105 mm - 2,91 x 4,13 pollici) o un foglietto doppio (148 x 105 mm - 5,82 x 4,13 pollici) o triplo (222 x 105 mm - 8,78 x 4,13 pollici) che possa essere piegato in tale formato. E' di colore rosa.

2. La patente è stampata nella lingua o nelle lingue prescritte dall'autorità che la rilascia o che abilita a rilasciarla, tuttavia, essa reca in francese il titolo "Permis de conduire" accompagnata o no dal titolo in altre lingue.

3. Le indicazioni manoscritte o dattiloscritte apposte sulla patente sono sia unicamente in caratteri latini o in corsivo detto inglese, sia ripetute in tale maniera.

4. Due delle pagine della patente sono conformi alle pagine modello N.1 e 2 sottoriportate. A condizione che non siano modificate nè la portata delle rubriche A,B,C,D ed E, tenuto conto del paragrafo 4 dell'articolo 41 della presente Convenzione, nè le loro lettere di riferimento nè l'essenziale delle rubriche relative all'identità del titolare della patente, la presente disposizione sarà ritenuta soddisfatta anche se saranno state apportate, in confronto a questi modelli, delle modifiche di dettaglio, in particolare saranno considerate come soddisfacenti alle disposizioni del presente allegato le patenti nazionali di guida conformi al modello dell'allegato 9 della Convenzione sulla circolazione stradale, fatta a Ginevra il 19 settembre 1949.

5. E' competenza della legislazione nazionale determinare se la pagina modello 3 deve o no far parte della patente e se la patente deve o no contenere delle indicazioni supplementari; se è previsto uno spazio per iscrivervi i cambiamenti di residenza ,questo sarà situato ,salvo sulla patente conforme al modello dell'allegato 9 della Convenzione del 1949 , nella parte alta del retro della pagina 3 della patente.

PAGINE MODELLO
N.1

PATENTE DI GUIDA (1) PERMIS DE CONDUIRE (1)

1. Cognome..

2. Nomi (3)...

3. Data (4) e luogo(5) dinascita...............................
....

4. Indirizzo..
....

Firma del titolare (6)

....

Fotografia
35 x45 mm
(1,37 x 1,75 pollici)

5. Rilasciata da...

6. A.........................il..............................

7. Valida fino al (7).......................................
N...

Firma, ecc.(8)

PAGINA MODELLO

N.2

(2)		
Categorie di veicoli per i quali la patente è valida		
A	Motocicli.	(9)
B	Autoveicoli diversi da quelli della categoria A, cui peso massimo autorizzato non supera 3,500 kg (7.700 libbre) e con non più di otto posti a sedere, oltre quello del conducente.	(9)
C	Autoveicoli adibiti al trasporto di merci il cui peso massimo autorizzato supera 3.500 kg. (7.700 libbre).	(9)
D	Autoveicoli adibiti al trasporto di persone e aventi più di otto posti a sedere, oltre quello del conducente.	(9)
E	Complesso di veicoli il cui trattore rientra nella o nelle categorie B,C o D per le quali il conducente è abilitato, ma che non rientrano essi stessi in tale o in tali categorie.	(9)
		(10)
	(11)	

PAGINA MODELLO

N.3

Valida fino al .... rilasciata il........	Rinnovata fino al ....(9) il...........................
Valida fino al .... rilasciata il	Rinnovata fino al (9) .... il ....
Valida fino al .... rilasciata il..........	Rinnovata fino al .... (9) il...........................
Valida fino al......... .... rilasciata il..........	Rinnovata fino al .... (9) il........................
Valida fino al......... .... rilasciata il.........	Rinnovata fino al......... ....(9) il.........................

(10)

(1) Sui modelli pieghevoli in due (se sono piegati in modo che la prima pagina di copertina non sia una pagina modello) e sui modelli pieghevoli in tre,tale indicazione può figurare nella prima pagina di copertina.

(2) Indicare in questo spazio il nome o la sigla distintiva dello Stato, definita in virtù dell'allegato 3 della presente Convenzione. La precedente nota 1 si applica anche a questa rubrica.
(3) I nomi del padre o del marito possono essere inseriti in questo spazio.
(4) Se la data di nascita non è conosciuta, si indicherà l'età approssimativa alla data del rilascio della patente.

(5) Lasciare in bianco se il luogo di nascita non è conosciuto.

(6) "In mancanza, impronta del pollice". La firma o l'impronta del pollice nonchè lo spazio ad essi destinato possono essere omessi.

(7) Tale rubrica è facoltativa sulle patenti che comportano una pagina modello n.3.

(8) Firma e/o sigillo o timbro dell'autorità che rilascia la patente o dell'associazione abilitata a rilasciarla. Sui modelli pieghevoli in due (se sono piegati in modo che la prima pagina di copertina non sia una pagina modello) e sui modelli pieghevoli in tre, il sigillo o il timbro possono essere apposti sulla prima pagina di copertina.

(9) Sigillo o timbro dell'autorità che rilascia la patente e, eventualmente, data di apposizione del sigillo o del timbro. Tale sigillo o timbro sarà apposto nella colonna di destra della pagina modello n.2 di fronte alle caselle relative alle definizioni delle categorie di veicoli per i quali la patente è valida e soltanto di fronte a tali caselle; le stesse disposizioni si applicano alle informazioni da indicare nella colonna di destra della pagina n.3 in merito ai rinnovi accordati.

Le parti contraenti possono, anzichè apporre il sigillo o il timbro dell'autorità nella colonna di destra della pagina modello n.2 iscrivere in una nuova rubrica 8, "Categorie " sulla pagina modello n.1, la lettera o le lettere corrispondenti alla categoria o alle categorie per cui la patente è valida ed un asterisco per ogni categoria per cui la patente non è valida (per esempio" 8. Categoria A,B ****").

(10) Spazio riservato per altre categorie di veicoli definite nella legislazione nazionale.

(11) Spazio riservato per le osservazioni supplementari che le Autorità competenti dello Stato che rilascia la patente desiderino, se necessario, annotare, comprese le condizioni restrittive di utilizzazione (per esempio "Obbligo di lenti di correzione" Valida solo per la guida del veicolo n...", "Con riserva dell'adattamento del veicolo per la guida da parte di un amputato ad una gamba"). Nel caso previsto al secondo comma della

precedente nota 9, le osservazioni complementari figureranno preferibilmente sulla pagina modello 1.

Altre osservazioni possono essere apposte nelle pagine che non sono pagine modello.

ALLEGATO 7

PATENTE INTERNAZIONALE DI GUIDA

1. La patente è un libretto di formato A6 (148 x 105 mm - 5,82 x 4,13 pollici). La copertina è grigia; le pagine interne sono bianche.

2. Il recto e il verso del primo foglietto della copertina sono conformi rispettivamente alle pagine modello n.1 e 2 sottoindicate;sono stampate nella lingua nazionale, o almeno in una delle lingue nazionali, dello Stato che rilascia la patente. Le ultime due pagine interne sono due pagine affiancate conformi al modello 3 sotto riportato e sono stampate in francese. Le pagine interne che precedono queste due pagine riproducono in varie lingue di cui obbligatoriamente l'inglese, lo spagnolo ed il russo, la prima di tali due pagine.

3. Le indicazioni manoscritte o dattilografate apposte sulla patente saranno in caratteri latini o in corsivo detto inglese.

4. Le Parti contraenti che rilasciano o che autorizzano il rilascio delle patenti internazionali di guida il cui foglietto di copertina è stampato in una lingua che non è nè l'inglese, nè lo spagnolo, nè il francese, nè il russo , comunicheranno al Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite la traduzione in tale lingua del testo del modello n.3 sottoindicato.

Pagina modello n.1. (Facciata anteriore del primo foglietto di copertina)

(1)

....
Circolazione automobilistica internazionale

PATENTE INTERNAZIONALE DI GUIDA

N. .....

Convenzione sulla circolazione stradale dell'8.11.1968

Valida fino al.......................... (2)

Rilasciata da.........................
a.......................................
il......................................

Numero della patente nazionale di guida...........

(4) ....(3)

(1) Nome dello Stato che ha rilasciato la patente e sigla distintiva di tale Paese, definita all'allegato 3.

(2) Tre anni dopo la data di rilascio o alla data di scadenza di validità della patente nazionale di guida, a quella delle due date che precede l'altra.

(3) Firma dell'autorità o dell'associazione che rilascia la patente.

(4) Sigillo o timbro dell'autorità o dell'associazione che rilascia la patente.

Pagina modello n.2
Retro del primo foglietto di copertina

La presente patente non è valida per la circolazione sul territorio di..
....

Essa è valida sui territori di ogni altra Parte contraente. Le categorie di veicoli per la guida dei quali essa è valida sono stabilite alla fine del libretto.

(2)

La presente patente non esonera in alcun modo il suo titolare dall'obbligo di conformarsi in ogni Stato in cui circola alle leggi ed ai regolamenti relativi allo stabilirsi o all'esercitare una professione. In particolare, il permesso cessa di essere valido in uno Stato se il suo titolare vi stabilisce la propria residenza abituale.

(1) Dovrà essere indicato in questo spazio il nome della Parte contraente in cui il titolare ha la propria residenza abituale.

(2) Spazio riservato all'iscrizione facoltativa della lista delle Parti contraenti.

Modello N.3
Pagina di sinistra

INDICAZIONI RELATIVE AL CONDUCENTE

Cognomi..............................1.
Nomi(1).............................2.
Luogo di nascita(2)..........................3.
Data di nascita (3)..........................4.
Domicilio..........................5.

CATEGORIE DI VEICOLI PER LE QUALI E'VALIDA LA PATENTE

Motocicli	A	
Autoveicoli diversi da quelli della categoria A, il cui peso massimo autorizzato non supera 3.500 kg (7.700 libbre) e con non più di otto posti a sedere oltre quello del conducente.	B	
Autoveicoli adibiti al trasporto di merci il cui peso massimo autorizzato supera 3.500 kg. (7.700 libbre).	C	
Autoveicoli adibiti al trasporto di persone aventi piu di otto posti a sedere, oltre quello del conducente.	D	
Complesso di veicoli il cui trattore rientra nella o nelle categorie B,C e D per le quali il conducente e abilitato, ma che non rientrano essi stessi in tale o in tali categorie.	E	

CONDIZIONI RESTRITTIVE DI UTILIZZAZIONE (5)..................
....
....
....
....
....
....

(1) I nomi del padre o del marito possono essere inseriti in questo spazio.
(2) Lasciare in bianco se il luogo di nascita non è conosciuto.
(3) Se la data di nascita non è conosciuta indicare l'età approssimativa alla data del rilascio della patente.
(4) Sigillo o timbro dell'autorità o dell'associazione che rilascia la patente. Tale sigillo o timbro sarà apposto di fronte

Modello n.3

Pagina di destra

1..
2..
3..
4..
5..

A (4)

B (4)

C (4)

D (4)

E (4)

Fotografia

(4)

Firma del titolare...

ESCLUSIONI:

Il titolare è scaduto dal diritto di guidare sul territorio di..... ....(7) fino al .... A......................... il............... ....(8) (8)

Il titolare e scaduto dal diritto di guidare sul territorio di..... ....(7) fino al............... A......................... il............... ....(8)......(8)

alle categorie A,B,CD ed E soltanto se il titolare è abilitato a guidare i veicoli della categoria in questione:

(5) Per esempio "Obbligo di lenti","Valido soltanto per la guida del veicolo n....","Con riserva dell'adattamento del veicolo per la guida da parte di un amputato ad una gamba".

(6) In mancanza, impronta del pollice

(7) Nome dello Stato

(8) Firma e sigillo o timbro dell'autorità che ha annullato la validità della patente sul proprio territorio. Nel caso in cui gli spazi previsti per le esclusioni sulla presente pagina siano già tutti utilizzati, le esclusioni supplementari potranno essere scritte sul retro .

ACCORDO EUROPEO COMPLETANTE LA CONVENZIONE SULLA CIRCOLAZIONE STRADALE APERTA ALLA FIRMA A VIENNA L'8 NOVEMBRE 1968

LE PARTI CONTRAENTI, PARTI ALLA CONVENZIONE SULLA CIRCOLAZIONE STRADALE APERTA ALLA FIRMA A VIENNA L'8 NOVEMBRE 1968,

IN VISTA di stabilire una maggiore uniformità delle norme relative alla circolazione stradale in Europa,

HANNO CONVENUTO quanto segue:

Articolo primo

1. Le Parti contraenti, Parti alla Convenzione sulla circolazione stradale aperta alla firma a Vienna l'8 novembre 1968, prenderanno i provvedimenti appropriati affinché le norme relative alla circolazione stradale in vigore sul loro territorio siano sostanzialmente conformi con le disposizioni dell'Annesso al presente Accordo.

2. Sempre che non siano incompatibili in alcun punto con le disposizioni dell'Annesso al presente Accordo,

a) tali norme possono non riprendere quelle determinate disposizioni applicantisi a situazioni che non si presentano sul territorio delle Parti contraenti in causa;

b) tali norme possono contenere disposizioni non previste nel presente Annesso.

3. Le disposizioni del presente articolo non obbligano le Parti contraenti a prevedere sanzioni penali per qualunque infrazione alle disposizioni dell'Annesso incorporate nelle loro norme di circolazione.

Articolo 2

1. Il presente Accordo sarà aperto fino al 31 dicembre* 1972 alla firma degli

---

* In conformità con la decisione adottata dal Comitato dei Trasporti Interni nella sua trentunesima sessione, il periodo durante il quale l'Accordo sarà aperto alla firma è stato prorogato fino al 31 dicembre 1972.

Stati che sono firmatari della Convenzione sulla circolazione stradale aperta alla firma a Vienna l'8 novembre 1968 o vi hanno aderito e che sono membri della Commissione economica per l'Europa delle Nazioni Unite, o ammessi alla Commissione a titolo consultivo in conformità con il paragrafo 8 del mandato di questa Commissione.

2. Il presente Accordo è soggetto a ratifica dopo che lo Stato avra ratificato la Convenzione sulla circolazione stradale aperta alla firma a Vienna l'8 novembre 1968 o vi abbia aderito. Gli strumenti di ratifica saranno depositati presso il Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite;

3. Il presente Accordo rimarrà aperto all'adesione di ogni Stato di cui al paragrafo 1 del presente articolo e che e Parte alla Convenzione sulla circolazione stradale aperta alla firma a Vienna l'8 novembre 1968. Gli strumenti di adesione saranno depositati presso il Segretario Generale.

Articolo 3

1. Ogni Stato potrà al momento in cui firmera o ratificherà il presente Accordo o vi aderirà o ad ogni successivo momento, dichiarare con notifica diretta al Segretario generale che l'Accordo diviene applicabile a tutti i territori o ad uno qualunque tra essi di cui assicura i rapporti internazionali.L'Accordo diverra applicabile al territorio o ai territori designato(i) nella notifica trenta giorni dopo la data in cui il Segretario generale avra ricevuto tale notifica o alla data di entrata in vigore dell'Accordo per lo Stato che invia la notifica, se tale data è posteriore alla precedente.

2. Ogni Stato che avra effettuato una dichiarazione in virtù del paragrafo 1 del presente articolo potrà in qualsiasi data successiva, con notifica diretta al Segretario generale, dichiarare che l'Accordo cessera di essere applicabile al territorio designato nella notifica e l'Accordo cesserà di essere applicabile al detto territorio un anno dopo la data in cui il Segretario generale avra ricevuto tale notifica.

Articolo 4

1. Il presente Accordo entrerà in vigore dodici mesi dopo la data del deposito del decimo strumento di ratifica o di adesione.

2. Per ciascun Stato che ratificherà il presente Accordo o vi aderirà dopo il deposito del decimo strumento di ratifica o di adesione, l'Accordo entrerà in vigore dodici mesi dopo la data del deposito, da parte di detto Stato, del suo strumento di ratifica o di adesione.

3. Se la data di entrata in vigore come risulta dai paragrafi 1 e 2 del presente articolo è precedente a quella che risulta dall'applicazione dell'Articolo 47 della Convenzione sulla circolazione stradale aperta alla firma a Vienna l'8 novembre 1968, e a quest'ultima data che il presente Accordo entrerà in vigore ai sensi del paragrafo 1 del presente articolo.

Articolo 5

Alla sua entrata in vigore, il presente Accordo abrogherà e sostituirà, nei rapporti tra le Parti contraenti, le norme concernenti la circolazione stradale contenute nell'Accordo europeo che completa la Convenzione sulla circolazione stradale ed il Protocollo relativo alla segnaletica stradale del 1949, firmato a Ginevra il 16 settembre 1950 nonché l'Accordo europeo relativo all'applicazione dell'articolo 23 della Convenzione del 1949 sulla circolazione stradale, relativo alle dimensioni ed ai pesi dei veicoli ammessi a circolare su alcune strade delle Parti contraenti in data 16 settembre 1950.

Articolo 6

1. Dopo un periodo di dodici mesi, a decorrere dall'entrata in vigore del presente Accordo, ogni Parte contraente potrà proporre uno o più emendamenti all'Accordo. Il testo di ogni proposta di emendamento, accompagnato da un esposto delle motivazioni, sarà inviato al Segretario Generale che lo comunicherà a tutte le Parti contraenti. Le Parti contraenti avranno la possibilità di far sapere al Segretario Generale entro un termine di dodici mesi a seguito della data di questa comunicazione: a) se accettano l'emendamento,

oppure b) se esse lo respingono, oppure c) se esse desiderano che una conferenza sia convocata per esaminarlo. Il Segretario Generale trasmetterà altresì il testo dell'emendamento proposto agli altri Stati di cui all'articolo 2 del presente Accordo.

2. a) Ogni proposta di emendamento che sia stata comunicata in conformità con le disposizioni del paragrafo 1 del presente Articolo sarà ritenuta accettata se, entro il termine di dodici mesi surriferito, meno di un terzo delle Parti contraenti informano il Segretario Generale sia che respingono l'emendamento, sia che desiderano che una conferenza sia convocata per esaminarlo. Il Segretario generale notificherà a tutte le Parti contraenti ogni accettazione od ogni rifiuto dell'emendamento proposto, nonché ogni domanda di convocazione di una conferenza. Se il numero totale dei rifiuti e delle domande ricevuti durante il termine specificato di dodici mesi è inferiore al terzo del numero totale delle Parti contraenti il Segretario generale notificherà a tutte le Parti contraenti che l'emendamento entrerà in vigore sei mesi dopo la scadenza del termine di dodici mesi specificato al paragrafo 1 del presente articolo per tutte le Parti contraenti, ad eccezione di quelle che, durante il termine specificato, hanno respinto l'emendamento o domandato la convocazione di una conferenza per esaminarlo;

b) Ogni Parte contraente la quale, durante il termine surriferito di dodici mesi, abbia respinto una proposta di emendamento o domandato la convocazione di una conferenza per esaminarlo, potrà, in ogni tempo dopo la scadenza di detto termine, notificare al Segretario generale che accetta l'emendamento ed il Segretario generale comunicherà tale notifica a tutte le altre Parti contraenti. L'emendamento entrerà in vigore per la Parte contraente che avrà notificato la sua accettazione, sei mesi dopo la data alla quale il Segretario generale avrà ricevuto la notifica.

3. Se un emendamento proposto non è stato accettato in conformita con il paragrafo 2 del presente articolo e se, entro il termine di dodici mesi specificato al paragrafo 1 del presente articolo, meno della metà del numero totale delle Parti contraenti informano il Segretario Generale che esse respingono l'emendamento proposto e se un terzo almeno del numero totale delle Parti contraenti, ma non meno di cinque, lo informano che esse lo accettano o che desiderano che una conferenza sia convocata per esaminarlo, il Segretario Generale convocherà una conferenza al fine di esaminare l'emendamento proposto od ogni altra proposta che gli venisse presentata in virtù del paragrafo 4 del presente articolo.

4. Se una conferenza è convocata in conformità con le norme del paragrafo 3 del presente articolo, il Segretario generale vi invitera tutte le Parti contraenti e gli altri Stati di cui all'articolo 2 del presente Accordo. Egli richiedera a tutti gli Stati invitati alla Conferenza di presentargli al più tardi sei mesi prima della data di apertura, tutte le proposte che essi desiderano che siano esaminate da tale Conferenza oltre all'emendamento proposto, e comunichera tali proposte almeno tre mesi prima della data di apertura della Conferenza, a tutti gli Stati invitati alla Conferenza.

5. a) Ogni emendamento al presente Accordo sara ritenuto accettato se e stato adottato dalla maggioranza dei due terzi degli Stati rappresentati alla Conferenza, purché tale maggioranza raggruppi almeno i due terzi delle Parti contraenti rappresentate alla Conferenza. Il Segretario generale notifichera a tutte le Parti contraenti l'adozione dell'emendamento e questo entrera in vigore dodici mesi dopo la data di tale notifica per tutte le Parti contraenti ad eccezione di quelle che, durante questo periodo, avranno notificato al Segretario generale che esse respingono l'emendamento.

b) Ogni Parte contraente che avra respinto un emendamento durante il periodo sopraindicato di dodici mesi potra in ogni tempo notificare il Segretario generale che che essa lo accetta ed il Segretario generale comunicherà tale notifica a tutte le altre Parti contraenti. L'emendamento entrera in

vigore per la Parte contraente che avrà notificato la sua accettazione sei mesi dopo la data alla quale il Segretario generale avrà ricevuto la notifica o alla fine del periodo sopraindicato di dodici mesi, se tale data è posteriore alla precedente.

6. Se la proposta di emendamento non è considerata accettata conformemente al paragrafo 2 del presente articolo, e se non concorrono le condizioni prescritte al paragrafo 3 del presente articolo per la convocazione di una Conferenza, la proposta di emendamento sarà considerata respinta.

7. A prescindere dalla procedura di emendamento di cui ai paragrafi da 1 a 6 del presente articolo, l'annesso al presente Accordo può essere modificato per via di accordo tra le Amministrazioni competenti di tutte le Parti contraenti. Se l'Amministrazione di una Parte contraente ha dichiarato che la sua legislazione nazionale la obbliga a subordinare il suo accordo all'ottenimento di una autorizzazione speciale a tal fine o all'approvazione di un organo legislativo il consenso dell'Amministrazione competente della Parte contraente in oggetto alla modifica dell'annesso sarà considerato come dato quando tale Amministrazione avrà dichiarato al Segretario generale che le autorizzazioni o le approvazioni richieste sono state ottenute. L'accordo tra le Amministrazioni pertinenti potrà prevedere che le antiche disposizioni dell'annesso rimangano in vigore in tutto o in parte, per un periodo transitorio, contemporaneamente alle nuove. Il Segretario Generale stabilirà la data di entrata in vigore delle nuove disposizioni.

8. Ciascun Stato al momento in cui firmerà, o ratificherà il presente Accordo o vi aderirà, notificherà al Segretario generale nome ed indirizzo della sua Amministrazione competente a dare il benestare previsto al paragrafo 7 del presente articolo.

Articolo 7

Ogni Parte contraente potra denunciare il presente Accordo con notifica scritta diretta al Segretario generale. La denuncia avra effetto un anno dopo la data in cui il Segretario generale avrà ricevuto la notifica. Ogni Parte contraente la quale cessi di essere Parte alla Convenzione sulla circolazione stradale aperta alla firma a Vienna l'8 novembre 1968, cesserà alla stessa data di essere Parte al presente Accordo.

Articolo 8

Il presente Accordo cessera di essere in vigore se il numero delle Parti contraenti e inferiore a cinque durante un periodo qualunque di dodici mesi consecutivi, nonché in ogni momento in cui cessera di essere in vigore la Convenzione sulla circolazione stradale aperta alla firma a Vienna l'8 novembre 1968.

Articolo 9

1. Ogni controversia tra due o più Parti contraenti relativa all'interpretazione o all'applicazione del presente Accordo, che le Parti alla controversia non avrebbero potuto regolare a mezzo di negoziazione o in altro modo, sarà sottoposta ad arbitrato se una qualunque delle Parti contraenti alla controversia lo domanda e sarà di conseguenza deferita a uno o piu arbitri prescelti di comune accordo dalle Parti alla controversia. Se, entro tre mesi a decorrere dalla richiesta di arbitrato, le Parti alla controversia non pervengono ad intendersi sulla scelta di un arbitro o degli arbitri una qualunque di dette Parti potrà domandare al Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite di nominare un arbitro unico dinanzi al quale la controversia sarà rinviata per la decisione.

2. La sentenza dell'arbitro o degli arbitri designati in conformità con il paragrafo 1 del presente articolo sarà obbligatoria per le Parti contraenti alla controversia.

Articolo 10

Nessuna disposizione del presente Accordo sarà interpretata nel senso di vietare ad una Parte contraente di prendere i provvedimenti compatibili con le norme dello Statuto delle Nazioni Unite e limitati alle esigenze dettate dalle circostanze, che essa ritenga necessarie per la sua sicurezza esterna o interna.

Articolo 11

1. Ogni Stato potrà, all'atto della firma del presente Accordo o del deposito del suo strumento di ratifica o di adesione, dichiarare che non si considera vincolato dall'articolo 9 del presente Accordo. Le altre Parti contraenti non saranno vincolate dall'articolo 9 nei confronti di una qualunque delle Parti contraenti che avrà effettuato tale dichiarazione.

2. Le riserve al presente Accordo, diverse dalla riserva di cui al paragrafo 1 del presente articolo, sono autorizzate a patto che siano formulate per iscritto e, se sono state formulate prima del deposito dello strumento di ratifica o di adesione, che esse siano confermate in detto strumento.

3. Ogni Stato, all'atto del deposito del suo strumento di ratifica del presente Accordo o di adesione a quest'ultimo, notificherà per iscritto al Segretario generale in quale misura le riserve da esso eventualmente formulate alla Convenzione sulla circolazione stradale aperta alla firma a Vienna l'8 novembre 1968 si applicano al presente Accordo. Le riserve che non fossero state oggetto della notifica effettuata all'atto del deposito dello strumento di ratifica del presente Accordo o di adesione a quest'ultimo, saranno ritenute non applicarsi al presente Accordo.

4. Il Segretario Generale comunicherà le riserve e notifiche effettuate in applicazione del presente articolo, a tutti gli Stati di cui all'art.2 del presente Accordo.

5. Ogni Stato il quale abbia effettuato una dichiarazione, una riserva o una notifica in virtù del presente articolo, potrà, in ogni tempo, ritirarla con

notifica indirizzata al Segretario generale.

6. Ogni riserva effettuata in conformità con il paragrafo 2 o notificata in conformità con il paragrafo 3 del presente articolo

a) modifica, per la Parte contraente che ha effettuato o notificato detta riserva, le disposizioni dell'Accordo che sono oggetto della riserva entro i limiti di quest'ultima;

b) modifica queste diposizioni entro i medesimi limiti per le altre Parti contraenti per quanto riguarda i loro rapporti con la Parte contraente che ha effettuato o ha notificato la riserva.

Articolo 12

Oltre alle dichiarazioni, notifiche e comunicazioni previste agli articoli 6 e 11 del presente Accordo, il Segretario general notificherà alle Parti contraenti ed agli altri Stati di cui all'articolo 2:

a) le firme, ratifiche ed adesioni a titolo dell'articolo 2;

b) le notifiche e dichiarazioni a titolo dell'articolo 3;

c) le date di entrata in vigore del presente Accordo in virtù dell'Articolo 4;

d) la data di entrata in vigore degli emendamenti al presente Accordo in conformità con i paragrafi 2,5 e 7 dell'articolo 6;

e) le denuncie a titolo dell'articolo 7;

f) l'abrogazione del presente Accordo a titolo dell'articolo 8.

Articolo 13

Dopo il 31 dicembre* 1972, l'originale del presente Accordo sarà depo-

----

* In conformità con la decisione presa dal Comitato dei trasporti interni nella sua trentunesima sessione, il periodo durante il quale l'Accordo sarebbe aperto alla firma è stato prorogato fino al 31 dicembre 1972.

sitato presso il Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, che ne trasmetterà copie certificate conformi a tutti gli Stati di cui all'articolo 2 del presente Accordo.

IN FEDE DI CHE, i sottoscritti, a tal fine debitamente autorizzati, hanno firmato il presente Accordo.

FATTO a Ginevra, il primo maggio mille novecentosettantuno, in un solo esemplare, nelle lingue inglese, francese e russa, i tre testi facenti ugualmente fede.

ANNESSO

1. Ai fini dell'applicazione delle disposizioni del presente annesso, per "Convenzione" si intende la Convenzione sulla circolazione stradale aperta alla firma a Vienna l'8 novembre 1968.

2. Il presente annesso contiene unicamente integrazioni e modifiche apportate alle disposizioni corrispondenti della Convenzione.

3. Ad Articolo primo della Convenzione (Definizioni)

Alinea c)

Detto alinea andrà letto come segue:"Per "centro abitato" si intende un'area che comprende degli edifici e le cui vie di accesso e di uscita sono specificamente indicate come tali ";

Alinea n)

I veicoli a tre ruote il cui peso a vuoto non supera 400 kg (900 libbre) saranno assimilati ai motocicli.

Alinea addizionale, da inserire alla fine di detto Articolo

Tale alinea sarà redatto come segue:" Sono assimilate ai pedoni le persone che spingono o trainano una carrozzella per bambini, malati o infermi, o ogni altro veicolo di piccole dimensioni e senza motore, nonché le persone che conducono a mano, mentre camminano, un ciclo o un ciclomotore, nonché gli infermi che viaggiano in una sedia a rotelle da essi stessi azionata o che circola ad andatura di passo".

4. Ad Articolo 3 della Convenzione (Obblighi delle Parti contraenti)

Paragrafo 4

Le misure che sono oggetto del presente paragrafo non potranno né modificare la portata dell'Articolo 39 della Convenzione, né rendere facoltativa la dispostzione in esso contenuta.

5. Ad Articolo 6 della Convenzione (Ingiunzioni date dagli agenti preposti alla circolazione)

Paragrafo 3

Le disposizioni del presente paragrafo, che sono raccomandazioni nella Convenzione, saranno obbligatorie.

6. Ad Articolo 7 della Convenzione (Norme generali)

Paragrafo 2

Le disposizioni di detto paragrafo che sono raccomandazioni nella Convenzione, saranno obbligatorie.

Paragrafi addizionali da inserire alla fine del presente Articolo

Detti paragrafi saranno redatti come segue:

"Gli utenti della strada debbono dar prova di grande prudenza in presenza di bambini, di infermi, in particolare di ciechi muniti di bastone bianco ed in presenza di persone anziane.

I conducenti devono stare attenti che i propri veicoli non disturbino gli altri utenti della strada e non danneggino le proprieta confinanti con la strada, soprattutto non provochino rumore, polvere o fumo quando essi siano evitabili."

7. Ad Articolo 8 della Convenzione (Conducenti)

Paragrafo 2

La norma di detto paragrafo che e una raccomandazione nella Convenzione, sara obbligatoria.

8. Ad Articolo 9 della Convenzione (Greggi)

La norma del presente Articolo, che è una raccomandazione nella Convenzione sara obbligatoria.

9. Ad Articolo 10 della Convenzione (Posizione sulla carreggiata)

Il titolo andrà letto come segue:"Posizione sulla strada".

Paragrafo integrativo da inserire subito dopo il paragrafo 1 di questo Articolo

Detto paragrafo sarà redatto come segue:

"a) Ogni conducente deve, salvo casi di forza maggiore, servirsi esclusivamente delle strade, carreggiate o corsie, se esistono, riservate alla circolazione di utenti della sua categoria.

b) I ciclomotoristi, i ciclisti ed i conducenti di veicoli senza motore, nel caso che non esistano carreggiate o corsie ad essi riservate possono, se ciò e possibile senza intralcio per gli altri utenti della strada, utilizzare nel senso della circolazione ogni eventuale banchina transitabile."

10. Ad Articolo 11 della Convenzione (Sorpasso e circolazione per file)

Paragrafo 5, alinea b)

Tale disposizione non sara applicata.

Paragrafo 6 alinea b)

In conseguenza della non-applicazione dell'alinea b) del paragrafo 5 del presente Articolo, la disposizione contenuta nell'ultima parte di frase di detto alinea non sara applicata.

Paragrafo 8, alinea b)

Tale alinea sara redatto come segue:"Immediatamente prima e su i passaggi a livello non provvisti di barriere o di semi-barriere, salvo che la circolazione vi sia regolata da segnali semaforici del tipo utilizzato alle intersezioni stradali".

11. Ad Articolo 12 della Convenzione (Incroci)

Paragrafo 2

Tale paragrafo sara redatto come segue:" Sulle strade di montagna e sulle strade a forte pendenza aventi analoghe caratteristiche, in cui l'incrocio è impossibile o difficile, il conducente del veicolo che scende deve accostare il proprio veicolo per lasciar passare ogni veicolo che sale, salvo il caso in cui le piazzole che permettono ai veicoli di ricoverarsi siano disposte lungo la carreggiata in modo tale che, tenuto conto della velocità e della posizione dei veicoli, il veicolo che sale disponga dinnanzi a sé di una piazzola e che una retromarcia di uno dei veicoli sia necessaria se il veicolo che sale non si accosti su tale piazzola. Nel caso in cui uno dei due veicoli che stanno per incrociare debba fare retromarcia per consentire l'incrocio, i veicoli con rimorchio hanno la priorità sugli altri, gli autocarri pesanti su quelli leggeri, gli autobus sugli autocarri. Se si tratta di veicoli della stessa categoria è il conducente del veicolo che scende che deve fare retromarcia

salvo se questa manovra si presenta chiaramente più facile per il conducente del veicolo che sale. in particolare se esso si trova nelle vicinanze di una piazzola.

12.Ad.Articolo 13 della Convenzione (Velocità e distanza tra i veicoli)

Paragrafo 4

Tale paragrafo, compresi i suoi alinea a) e b) sarà redatto come segue: "Fuori dai centri abitati, sulle strade dove una sola corsìa è adibita alla circolazione nel senso in questione, allo scopo di agevolare i sorpassi, i conducenti di veicoli soggetti a limitazioni particolari di velocità e di veicoli o di complessi di veicoli la cui lunghezza fuori tutto superi 7 m (23 piedi) devono, salvo che non effettuino una manovra di sorpasso o non si apprestino ad effettuarla, mantenere tra i loro veicoli ed i veicoli a motore che li precedono una distanza tale che i veicoli che li sorpassano possano servirsi senza pericolo dello spazio lasciato libero davanti al veicolo. Questa disposizione non é tuttavia applicabile quando la circolazione é molto intensa né quando il sorpasso è vietato.

13. Ad Articolo 14 della Convenzione (Prescrizioni generali per le manovre)

Paragrafo 1

Tale paragrafo sarà redatto come segue:"Ogni conducente che vuole eseguire una manovra, come uscire da una fila di veicoli in sosta o entrarvi, spostarsi a destra o a sinistra sulla carreggiata in particolare per cambiare corsìa, svoltare a destra o a sinistra, percorrere un'altra strada o per entrare in una proprietà fiancheggiante la strada, deve cominciare ad eseguire tale manovra soltanto dopo essersi assicurato che può farlo senza rischiare di costituire un pericolo per gli altri utenti della strada che lo seguono, lo precedono o, stanno per incrociarlo, tenuto conto della loro posizione, della loro direzione e della loro velocità".

14.Ad Articolo 15 della Convenzione(Prescrizioni particolari relative ai veicoli dei servizi regolari di trasporto pubblico

La disposizione di questo Articolo, che é una raccomandazione nella Convenzione, sarà obbligatoria.

15. Ad Articolo 18 della Convenzione (Intersezioni ed obbligo di cedere il passaggio)

Paragrafo 3

Tale paragrafo sarà redatto come segue:"Ogni conducente che si immetta da una proprietà fiancheggiante la strada su di una strada, è tenuto a cedere il passaggio agli utenti che circolano su detta strada".

Paragrafo 4, alinea b)

Tale alinea sarà redatto come segue:"Negli Stati in cui il senso di circolazione e a sinistra, la precedenza alle intersezioni è regolata da un segnale stradale o da una segnalazione orizzontale."

16. Ad Articolo 20 della Convenzione (Prescrizioni applicabili ai pedoni)

Paragrafo 1

Tale paragrafo sarà redatto come segue:" I pedoni devono per quanto possibile evitare di utilizzare la carreggiata, ma se la utilizzano, essi debbono farlo con prudenza e non debbono senza necessità disturbare o intralciare la circolazione."

Paragrafo addizionale, da inserire immediatamente dopo il paragrafo 2 del presente Articolo

Tale paragrafo sarà redatto come segue:"Nonostante le disposizioni del paragrafo 2 di detto Articolo della Convenzione, gli infermi che viaggiano in una sedia scorrevole, possono in tutti i casi circolare sulla carreggiata."

Paragrafo 4

Tale paragrafo sara redatto come segue:"Quando i pedoni circolano sulla carreggiata in applicazione del paragrafo 2, del paragrafo addizionale da leggere immediatamente dopo questo paragrafo 2, e del paragrafo 3 del presente Articolo, essi debbono tenersi il piu possibile accostati al bordo della carreggiata".

Paragrafo 5

Tale paragrafo sarà letto come segue:

" a) Al di fuori dei centri abitati, quando i pedoni circolano sulla carreggiata, essi devono tenersi, salvo che ciò non metta a repentaglio la loro

sicurezza e salvo circostanze particolari, sul lato opposto a quello corrispondente al senso della circolazione. Tuttavia, le persone che spingono a mano un ciclo, un ciclomotore o un motociclo, gli infermi che viaggiano in una sedia scorrevole ed i gruppi di pedoni accompagnati da una guida o che formano un corteo, debbono tenersi sul lato della carreggiata che corrisponde al senso della circolazione. Salvo che essi formino un corteo, i pedoni che circolano sulla carreggiata debbono, se possibile, camminare in fila semplice se la sicurezza della circolazione lo esige, in particolare in caso di cattiva visibilità o della forte densità della circolazione dei veicoli."

b) Le disposizioni dell'alinea a) del presente paragrafo possono essere rese applicabili nei centri abitati.

Paragrafo 6, alinea c)

Tale alinea sarà redatto come segue:"Per attraversare al di fuori di un passaggio pedonale segnalato come tale o delimitato da segnaletica sulla carreggiata, i pedoni non debbono immettersi sulla carreggiata prima di essersi assicurati che possono farlo senza intralciare la circolazione dei veicoli; i pedoni debbono attraversare la carreggiata perpendicolarmente al suo asse".

17. Ad Articolo 21 della Convenzione (Comportamento dei conducenti nei confronti dei pedoni)

Paragrafo addizionale, da inserire immediatamente dopo il paragrafo 1 di questo Articolo.

Questo paragrafo sarà redatto come segue:"Senza pregiudizio delle disposizioni del paragrafo 1 dell'Articolo 7 e del paragrafo 1 dell'Articolo 13 della Convenzione, allorché non esiste sulla carreggiata un passaggio pedonale segnalato come tale o delimitato da segnaletica sulla carreggiata, i conducenti che svoltano per immettersi su un'altra strada devono farlo solo lasciando passare, salvo anche ad arrestarsi all'occorrenza, i pedoni che

si trovino sulla carreggiata di questa altra strada alle condizioni previste al paragrafo 6 dell'Articolo 20 della Convenzione".

Paragrafo 3

Questa disposizione non sarà applicata.

18. Ad Articolo 23 della Convenzione (Fermata e sosta)

Paragrafo 1

Questo paragrafo sarà redatto come segue:"Fuori deicentri abitati, i veicoli e gli animali in fermata o in sosta debbono essere posti per quanto possibile fuori della carreggiata. Nei centri abitati e fuori di essi, veicoli ed animali non debbono essere posti sulle piste ciclabili, né sui marciapiedi o sulle banchine pedonali salvo quando consentito dalla legislazione nazionale applicabile."

Paragrafo 2 alinea b)

Questo alinea sarà redatto come segue:" Iveicoli diversi dai cicli a due ruote, dai ciclomotori a due ruote o dai motocicli a due ruote senza side-car non debbono sostare in doppia fila sulla carreggiata. I veicoli fermi o in sosta, con riserva dei casi in cui la disposizione dei luoghi permette diversamente, devono essere disposti parallelamente al bordo della carreggiata."

Paragrafo 3, alinea a)

Tale alinea sarà redatto come segue:"La fermata e la sosta di un veicolo sono vietati sulla carreggiata:

i) a meno di 5 metri prima degli attraversamenti pedonali, sugli attraversamenti e passaggi pedonali, su quelli ciclabili e sui passaggi a livello;

ii) sui binari tramviari o ferroviari che si trovino sulla carreggiata, od in vicinanza di detti binari, ove da questa fermata o sosta dovesse derivare ostacolo alla circolazione dei trams e dei treni;

Testo addizionale, da inserire immediatamente dopo il punto ii) di questo alinea

Questo testo sarà redatto come segue:" Presso le intersezioni, a meno di 5 metri (16 piedi 1/2) dal prolungamento del filo più vicino della carreggiata trasversale, come pure entro le intersezioni stesse, salvo indicazioni contrarie date a mezzo della segnaletica;

Paragrafo 3 alinea b

Testo addizionale da inserire immediatamente dopo il punto iii) di tale alinea

Tale testo sarà redatto come segue:"Nei luoghi in cui il veicolo in sosta possa nascondere o mascherare un segnale stradale o un segnale semaforico alla vista degli utenti della strada"

Paragrafo 3, alinea c)i)

Tale disposizione sarà redatta come segue:"In prossimità dei passaggi a livello, per la distanza che sarà stabilita dalla legislazione nazionale ed a meno di m.15 da una parte e dall'altra delle fermate autobus, filobus e trams, salvo che la legislazione nazionale non preveda distanze minori.

Paragrafo 3, alinea c)v)

Questa disposizione non sarà applicata.

Paragrafo 5

Questo paragrafo sarà redatto come segue:"

"a) Ogni veicolo a motore diverso da un ciclomotore a due ruote o da un motociclo a due ruote senza carrozzetta, nonché ogni rimorchio, agganciato o no, fermo sulla carreggiata fuori di un centro abitato, deve essere presegnalato agli altri conducenti che che sopraggiungono in guisa che questi siano avvertiti in anticipo della presenza del veicolo fermo/:

i) quando il conducente e stato costretto a fermare il suo veicolo in un luogo in cui la fermata è vietata, conformemente alle disposizioni del paragrafo 3b) i) o ii) di questo articolo della Convenzione,

ii) quando le condizioni sono tali che i conducenti che si avvicinano non possono accorgersi in tempo, o lo possono solo con gravi difficoltà, dell'ostacolo costituito dal veicolo fermo.

b) le disposizioni dell'alinea a) del presente paragrafo possono essere rese valevoli anche nei centri abitati.

c) Per l'applicazione delle disposizioni del presente paragrafo, si raccomanda che le legislazioni nazionali prevedano l'utilizzazione di uno dei dispositivi di cui al paragrafo 56 dell'Allegato 5 della Convenzione".

19. Ad Articolo 25 della Convenzione (Autostrade e strade affini)

Paragrafo 1

Tale paragrafo sarà redatto come segue: «Sulle autostrade, nonché sulle strade di raccordo delle autostrade alla viabilità ordinaria segnalate come autostrade:

a) La circolazione e vietata ai pedoni, agli animali, alle biciclette, ai ciclomotori se non sono assimilati, ai motocicli ed a tutti i veicoli diversi dagli autoveicoli e dai loro rimorchi, nonché agli autoveicoli ed ai loro rimorchi che non siano per costruzione, suscettibile di raggiungere in piano una velocita prestabilita fissata dalla legislazione nazionale, ma che non può comunque essere inferiore a 40 km/ora;

b) e' vietato ai conducenti:

i) fermare i loro veicoli o sostare se non nei luoghi di sosta autorizzati; in caso di immobilizzazione forzata di un veicolo, il conducente deve sforzarsi di portarlo fuori della carreggiata e anche fuori delle corsie di emergenza e, se non può farlo, deve segnalare immediatamente a distanza la presenza del veicolo per avvisare sufficientement in anticipo gli altri conducenti che si avvicinano; se si tratta di uno dei veicoli a cui si applica il paragrafo 5 dell'Articolo

23 della Convenzione, si raccomanda che le legislazioni nazionali prevedano l'utilizzazione di uno dei dispositivi previsti al paragrafo 56 dell'Allegato 5 alla Convenzione;

ii) di fare conversione ad U, o retromarcia o invadere lo spartitraffico di terreno centrale, compresi i raccordi trasversali collegant le due carreggiate tra di loro".

Paragrafo addizionale, da inserire immediatamente dopo il paragrafo 1 di questo Articolo

Tale paragrafo sarà redatto come segue:"Quando un'autostrada comporta 3 o più corsie per ogni senso di circolazione è vietato ai conducenti di veicoli da trasporto merci di peso a pieno carico superiore a 35 q.li, o di complessi di veicoli lunghi più di 7 metri, di impegnare atre corsie all'infuori della prima e della seconda a partire dal bordo della carreggiata corrispondente al senso di circolazione".

Paragrafo 4

Tale paragrafo sara redatto come segue:"Per l'applicazione del paragrafo 1 del presente Articolo così come redatto sopra, e del paragrafo addizionale da inserire immediatamente dopo tale paragrafo 1, nonché dei paragrafi 2 e 3 di questo Articolo della Convenzione, sono assimilate alle autostrade le altre strade riservate alla circolazione automobilistica debitamente segnalate come tali ed alle quali le proprieta laterali non hanno accesso."

20. Ad. Articolo 27 della Convenzione (Prescrizioni particolari applicabili ai ciclisti, ai ciclomotoristi, ed ai motociclisti).

Paragrafo 2

Tale paragrafo sarà redatto come segue:"E' vietato ai ciclisti di circolare senza tenere il manubrio con almeno una mano, farsi trainare da un altro veicolo, o trasportare, trainare o spingere oggetti che disturbino la guida o che siano pericolosi per gli altri utenti della strada. Le stesse

disposizioni si applicano nei confronti dei ciclomotoristi e dei motociclisti ma, in più, questi debbono tenere il manubrio con le due mani, salvo eventualmente per dare una segnalazione prescritta conformemente alla Convenzione".

Paragrafo 4

Tale paragrafo andrà redatto come segue:" I ciclomotoristi possono essere autorizzati a circolare sulle piste ciclabili e può anche esser loro vietato di circolare sulla restante carreggiata, se ciò è utile."

21. Ad Articolo 29 della Convenzione (Veicoli su rotaie)

Paragrafo 2

Tale paragrafo sarà redatto come segue:"Norme speciali diverse da quelle indicate al Capitolo II della Convenzione potranno essere adottate per la circolazione su strada dei veicoli su rotaie. Tuttavia, tali norme non potranno essere contrarie alle disposizioni del paragrafo 7 dell'Articolo 18 della Convenzione".

Paragrafo addizionale, da inserire alla fine del presente Articolo.

Tale paragrafo sarà redatto come segue:"Il sorpasso dei veicoli su rotaie, in movimento o in o sosta, la cui sede insista sulla carreggiata, si esegue dalla parte corrispondete al senso di circolazione. Se l'incrocio ed il sorpasso non possono effettuarsi da questa parte, a causa delle ristrettezza di spazio, tali manovre possono effettuarsi dalla parte opposta a quella corrispondente al senso di circolazione, a condizione di non intralciare né mettere in pericolo gli utenti circolanti in senso inverso. Sulle carreggiate a senso unico il sorpasso si può effettuare dalla parte opposta a quella del senso di circolazione, quando le esigenze della circolazione lo giustificano".

22.A. Articolo 30 della Convenzione (Carico dei veicoli)

Paragrafo 4

L'inizio di questo paragrafo sarà redatto come segue:"I carichi che sporgono la sagoma del veicolo in avanti, verso dietro o sui lati, debbono essere segnalati in modo ben visibile in tutti i casi in cui le loro sporgenze rischiano di non essere viste dai conducenti degli altri veicoli; tra il calar della notte ed il levar del giorno, nonché negli altri momenti in cui la visibilità è insufficiente, queste segnalazioni devono essere fatte davanti con una luce bianca ed un dispositivo rifrangente bianco e dietro con una luce rossa ed un dispositivo rifrangente rosso. In particolare, sui veicoli a motore..."

Paragrafo 4, alinea b

Tale alinea sara redatto come segue:"Tra il calar della notte ed il levar del giorno, e negli altri momenti in cui la visibilità è insufficiente, i carichi sporgenti lateralmente oltre la sagoma del veicolo in modo tale che la loro estremita laterale venga a trovarsi a piu di 0,40 m (16 pollici) dal bordo esterno della luce anteriore di posizione del veicolo debbono essere segnalati verso l'avanti, e analogamente debbono essere segnalati verso il dietro quelli la cui estremità laterale si trova a piu di 0,40 m. (16 Pollici) dal bordo esterno della luce di posizione posteriore rossa del veicolo".

23. Articolo addizionale, da inserire immediatamente dopo l'Articolo 30 della Convenzione

Tale Articolo sarà redatto come segue:

"(Trasporto di passeggeri)"

I passeggeri non dovranno essere trasportati in numero tale, o in maniera tale da rappresentare un pericolo".

24. Ad Articolo 31 della Convenzione (Comportamento in caso di incidente)

Paragrafo 1

Alinea addizionale, da inserire alla fine di questo paragrafo

Tale alinea sarà redatto come segue:"Se l'incidente ha provocato solo danni materiale e se una delle parti lese non è presente, le persone implicate nell'incidente debbono, per quanto possibile, fornire sul posto le proprie generalità ed indirizzo ed in ogni caso fornire al più presto queste informazioni alla parte lesa tramite la via più diretta o altrimenti tramite la polizia".

25. Ad Articolo 32 della Convenzione (Illuminazione: Prescrizioni generali)

Paragrafo 6 alinea a)

Tale paragrafo sara redatto come segue:"Le carrozzelle da bambino, di malati o d'infermi, e tutti gli altri veicoli di piccole dimensioni e senza motore, spinte o trainate da pedoni;"

Paragrafo 7

Tale paragrafo sarà redatto come segue:

"a) Di notte quando circolano sulla carreggiata:

i) i gruppi di pedoni condotti da una guida o formanti corteo devono essere equipaggiati dal lato del traffico almeno da una luce bianca o gialla-selettiva rivolta verso l'avanti, e da una luce rossa all'indietro, oppure da un'uncia luce arancione rivolta nelle due direzione;

ii) i conducenti di animali da traino , da carico, da sella e quelli di bestiame devono essere equipaggiati dal lato del traffico almeno da una luce bianca o gialla-selettivo rivolta verso l'avanti e da una luce rossa all'indietro, oppure da un'unica luce arancione visibile nelle due direzioni.

b) Le luci previste all'alinea a) del presente paragrafo non sono, tuttavia obbligatorie circolando in un centro abitato adeguatamente illuminato".

26. Ad Articolo 34 della Convenzione (Deroghe)

Paragrafo 2

Tale paragrafo sarà redatto come segue:" I conducenti di veicoli prioritari, quando la loro circolazione è indicata dagli speciali dispositivi di segnalazione del veicolo e con riserva di non mettere in pericolo gli altri utenti della strada, non sono tenuti all'osservanza in tutto o in parte delle norme del Capitolo II della Convenzione, comprese le modifiche apportatevi dal presente Accordo, diverse da quelle del paragrafo 2 del suo Articolo 6. I conducenti di questi veicoli possono azionare tali dispositivi speciali di segnalazione solo nei casi giustificati dall'urgenza della loro missione".

CONVENZIONE SULLA SEGNALETICA STRADALE

LE PARTI CONTRAENTI,

RICONOSCENDO che l'uniformità internazionale dei segnali e dei simboli stradali, e della segnaletica orizzontale è necessaria per facilitare la circolazione stradale internazionale e per accrescere la sicurezza su strada,

HANNO CONVENUTO le seguenti disposizioni:

Capitolo I
DISPOSIZIONI GENERALI
Articolo 1
Definizioni

Ai fini dell'applicazione delle disposizioni della presente Convenzione, i termini sottoindicati avranno il significato che e loro attribuito nel presente articolo:

a) il termine "legislazione nazionale" di una Parte contraente indica l'insieme delle leggi e dei regolamenti nazionali o locali in vigore nel territorio di detta Parte contraente;

b) il termine "centro abitato" indica un'area che comprende degli edifici e le cui vie di accesso sono specificatamente indicate come tali, o che è in altro modo definita dalla legislazione nazionale;

c) il termine "strada" indica tutta l'ampiezza di ogni area o via aperta alla circolazione pubblica;

d) il termine " carreggiata" indica la parte di strada normalmente destinata alla circolazione dei veicoli; una strada può comprendere più carreggiate nettamente separate l'una dall'altra, in particolare a mezzo di uno spartitraffico centrale o di una differenza di livello;

e) il termine "corsia" indica una qualsiasi delle suddivisioni longitudinali, delimitate o no da segnaletica stradale orizzontale, ma aventi larghezza sufficiente per consentire lo scorrimento di una fila di veicoli diversi dai motocicli nelle quali puo essere suddivisa la carreggiata;

f) il termine "intersezione" indica ogni incrocio a livello, confluenza o biforcazione di strade, comprese le piazze formate da tali incroci, confluenze o biforcazioni;

g) il termine "passaggio a livello" indica ogni incrocio a livello tra una strada ed una linea ferroviaria o tranviaria a piattaforma indipendente;

h) il termine"autostrada" indica una strada particolarmente concepita e costruita per la circolazione automobilistica che non serve le proprietà confinanti e che:

i) salvo punti particolari o a titolo temporaneo, comporta, per i due sensi di circolazione, delle carreggiate distinte separate l'una dall'altra da uno spartitraffico non destinato alla circolazione, o eccezionalmente, con altri mezzi;

ii) non inccocia a livello né strade, né linee ferroviarie o tranviarie né attraversamenti pedonali;

iii) e segnalata in modo particolare come autostrada;

i) un veicolo è detto:

i)"fermo" allorché è immobilizzato per il tempo necessario per far salire o scendere delle persone o caricare o scaricare delle cose;

ii)"insosta" allorché è immobilizzato per un motivo diverso dalla necessità di evitare una collisione con un altro utente della strada o di un ostacolo o di obbedire alle prescrizioni delle norme sulla circolazione e allorché la sua immobilizzazione non si limiti al tempo necessario per prendere o depositare persone o cose.

Le Parti contraenti potranno , tuttavia, considerare come" fermi", i veicoli immobilizzati nelle condizioni definite all'alinea ii) suindicato se la durata dell'immobilizzazione non supera il limite di tempo fissato dalla legislazione nazionale e potranno considerare come "in sosta" i veicoli immobilizzati nelle condizioni previste all'alinea i) suindicato se la durata dell'immobilizzazione supera il limite di tempo fissato dalla legislazione nazionale;

j)il termine "velocipede" indica ogni veicolo che ha almeno due ruote e che e mosso esclusivamente dall'energia muscolare delle persone che si trovano su tale veicolo, in particolare a mezzo di pedali o di manovelle;

k) il termine "ciclomotore" indica ogni veicolo a due o tre ruote provvisto di un motore termico di propulsione avente cilindrata non superiore a 50 cmc (3,05 pollici cubici) ed il cui limite di velocità, per costruzione, non superi i 50 km (30 miglia) orari. le Parti contraenti possono, tuttavia, non considerare come ciclomotori, nei confronti della propria legislazione nazionale, i veicoli che non hanno le caratteristiche dei cicli per quanto riguarda le loro possibilità di impiego, in particolare la caratteristica di poter essere azionati a mezzo di pedali, o la cui velocità massima, per costruzione, il peso oppure alcune caratteristiche del motore superino certi limiti prescritti. Nulla nella presente definizione potrà essere interpretato come impedimento per le Parti contraenti di assimilare completamente i ciclomotori ai velocipedi per l'applicazione delle prescrizioni della loro legislazione nazionale sulla circolazione stradale.

l) il termine "motociclo" indica ogni veicolo a due ruote, con o senza carrozzetta, provvisto di un motore di propulsione. Le Parti contraenti possono, nella propria legislazione nazionale, assimilare ai motocicli i veicoli a tre ruote il cui peso a vuoto non superi i 400 kg.(900 libbre). Il termine "motociclo" non comprende i ciclomotori; tuttavia, le Parti contraenti possono, a condizione di fare una dichiarazione a tal fine, conformemente al paragrafo 2 dell'articolo 46 della presente Convenzione, assimilare i ciclomotori ai motocicli per l'applicazione della Convenzione.

m) il termine "veicolo a motore" indica ogni veicolo provvisto di un motore di propulsione che circoli su strada con mezzi propri ad eccezione dei ciclomotori sul territorio delle Parti contraenti che non li hanno assimilati ai motocicli e ad eccezione dei veicoli che si muovono su rotaie.

n) il termine " autoveicolo" indica i veicoli a motore destinati normalmente al trasporto su strada di persone o di cose oppure alla trazione su strada di veicoli adibiti al trasporto di persone o di cose.

Questo termine comprende i filoveicoli, cioè i veicoli collegati ad una linea elettrica e non circolanti su rotaie. Esso non comprende i veicoli, come i trattori agricoli, la cui utilizzazione per il trasporto su strada di persone o di cose oppure la trazione su strada di veicoli adibiti al trasporto di persone o di cose, è soltanto accessoria.

o) il termine "rimorchio" indica ogni veicolo destinato ad essere trainato da un veicolo a motore; questo termine comprende i semirimorchi;

p) il termine "semirimorchio " indica ogni rimorchio destinato ad essere accoppiato ad un autoveicolo in modo tale che una parte di esso poggi su quest'ultimo e che una parte considerevole del suo peso e del peso del suo carico sia sopportato dal detto autoveicolo;

q) il termine "conducente" indica ogni persona che assume la guida di un veicolo, autoveicolo od altro,(compresi i velocipedi), o che, su una strada, guida del bestiame, isolato o in greggi, o degli animali da tiro, da soma o da sella;

r) il termine "peso massimo autorizzato" indica il peso massimo del veicolo caricato, dichiarato ammissibile dall'autorità competente dello Stato nel quale il veicolo è immatricolato;

s) il termine "peso a pieno carico" indica il peso effettivo del veicolo quando è caricato con l'equipaggio e passeggeri a bordo;

t) i termini "senso di circolazione" e "corrispondente al senso di circolazione" indicano la destra quando, secondo la legislazione nazionale applicabile, il conducente di un veicolo deve incrociare un altro veicolo lasciandolo alla sua sinistra; essi indicano la sinistra nel caso contrario;

u) l'obbligo per il conducente di un veicolo di "dare la precedenza" ad altri veicoli significa che detto conducente non deve continuare la marcia o la manovra oppure riprenderla se ciò può costringere i conducenti di altri veicoli a modificare bruscamente la direzione o la velocità dei loro veicoli.

Articolo 2

Allegati alla Convenzione

Gli allegati alla presente Convenzione, cioe:

L'allegato 1: Segnali di pericolo, ad eccezione di quelli posti in prossimita di intersezioni o di passaggi a livello,

L'allegato 2: Segnali che regolano la precedenza nelle inter sezioni, segnali di pericolo in prossimita di intersezioni e segnali che regolano la precedenza nelle strettoie,

L'allegato 3: Segnali relativi ai passaggi a livello,

L'allegato 4: Segnali di prescrizione ad eccezione di quelli riguardanti la precedenza, la fermata e la sosta,

L'allegato 5: Segnali di indicazione, ad eccezione di quelli riguardanti la sosta,

L'allegato 6: Segnali relativi alla fermata ed alla sosta.

L'allegato 7: Pannelli aggiuntivi,

L'allegato 8: Segnaletica orizzontale,

L'allegato 9: Riproduzione a colori dei segnali, dei simboli e dei pannelli trattati negli allegati da 1 a 7 (*),

sono parte integrante della presente Convenzione.

(*) I testi stampati della Convenzione potranno presentare i segnali, i simboli ed i pannelli nella relativa parte del testo.

Articolo 3

Obblighi delle Parti contraenti

1. a) Le Parti contraenti la presente Convenzione accettano il sistema di segnaletica stradale verticale ed orizzontale qui descritto e si impegnano ad adottarlo il più presto possibile. A tal fine:

i) quando la presente Convenzione definisce un segnale, un simbolo o un segno orizzontale per indicare una prescrizione o dare una informazione agli utenti della strada, le Parti contraenti, con riserva di pro roghe previste ai paragrafi 2 e 3 del presente articolo, s'impegnano a non usare un altro segnale, un altro simbolo od un altro segno orizzontale per indicare detta prescrizione o dare detta informazione.

ii) quando la presente Convenzione non prevede dei segnali, dei simboli o dei segni per indicare una prescrizione o dare una informazione agli utenti della strada, le Parti contraenti possono usare per detti fini il segnale, il simbolo o il segno orizzontale che desiderano, con la riserva che detto segnale, detto simbolo o detto segno non sia già previsto nella Convenzione con un altro significato e che esso rientri nel sistema che essa definisce.

b) al fine di permettere il miglioramento delle tecniche di controllo della circolazione e tenuto conto dell'utilità di procedere a delle esperienze prima di proporre degli elemndamenti alla presente Convenzione, le Parti contraenti potranno, a titolo sperimentale e temporaneo, derogare su alcuni tratti di strada alle disposizioni della presente Convenzione.

2. Le Parti contraenti si impegnano a sostituire o completare, al più tardi dopo quattro anni dalla data dell'entrata in vigore della presente Convenzione sul proprio territorio, ogni segnale, simbolo, installazione o segno orizzontale che, pur possedendo tutte le caratteristiche di un segnale, di un simbolo, di una installazione o di un segno del sistema definito dalla presente Convenzione, avrebbe un significato diverso da quello che viene attribuito a detto segnale, a detto simbolo o a detto segno orizzontale nella presente Convenzione.

3. Le Parti contraenti si impegnano a sostituire entro quindici anni dalla data di entrata in vigore della presente Convenzione sul loro territorio, ogni segnale, simbolo, installazione o segno orizzontale non conforme al sistema definito nella presente Convenzione. Durante detto periodo ed al fine di abituare gli utenti della strada al sistema definito nella presente Convenzione, i segnali ed i simboli precedenti potranno essere mantenuti accanto a quelli previsti nella presente Convenzione.

4. Nulla può essere interpretato nella presente Convenzione come vincolante per le Parti contraenti di adottare tutti i tipi di segnali e di segni definiti nella presente Convenzione. Al contrario, le Parti contraenti limiteranno allo stretto necessario il numero dei tipi di segnali e di segni orizzontali che esse adotteranno.

Articolo 4

Le Parti contraenti si impegnano a fare in modo che sia vietato:

a) far figurare su un segnale, sul suo supporto o su ogni altra installazione che serve a regolare la circolazione, qualsiasi cosa che non si riconnetta all'oggetto di detto segnale o di detta installazione; tuttavia, quando le Parti contraenti o le loro Parti costitutive autorizzano un'associazione senza scopo lucrativo a collocare dei segnali di indicazione, esse possono consentire che l'emblema di detta associazione figuri sul segnale o sul suo supporto, a condizione che non ne venga diminuita la facilità di comprensione;

b) collocare dei pannelli, affissioni, segni o installazioni che possano sia essere confusi con dei segnali o altre installazioni che servono a regolare la circolazione, sia ridurne la visibilità o l'efficacia, sia abbagliare gli utenti della strada o distrarre la loro attenzione in maniera pericolosa per la sicurezza della circolazione.

CAPITOLO II

SEGNALI STRADALI

Articolo 5

1. Il sistema disposto nella presente Convenzione distingue le seguenti categorie di segnali stradali:

a) segnali di pericolo: tali segnali hanno il compito di avvertire gli utenti della strada della esistenza di un pericolo sulla strada e di indicarne la natura;

b) segnali di prescrizione: tali segnali hanno il compito di indicare agli utenti della strada gli obblighi, le limitazioni o divieti speciali che devono osservarsi; essi sisuddividono in:

i) segnali di precedenza;

ii) segnali di divieto o di restrizione;

iii) segnali di obbligo;

c) segnali di indicazione: questi segnali hanno il compito di guidare gli utenti della strada durante i loro spostamenti o di fornire loro altre indicazioni che possono essere utili; essi si suddividono in:

i) segnali di preavviso;

ii) segnali di direzione;

iii) segnali di identificazione delle strade;

iv) segnali di località;

v) segnali di conferma;

vi) altri segnali che danno delle indicazioni che possono essere utili per la guida dei veicoli,

vii) altri segnali che indicano delle installazioni che possono essere utili agli utenti della strada.

2. Nel caso in cui la presente Convenzione consenta la scelta tra più segnali o piu simboli:

a) Le Parti contraenti si impegnano ad adottarne uno per tutta l'estensione del proprio territorio;

b) le Parti contraenti dovranno sforzarsi di mettersi d'accordo sul piano continentale per fare la stessa scelta;

c) le disposizioni del paragrafo 3 dell'articolo 3 della presente Convenzione sono applicabili ai segnali e simboli dei tipi non adottati.

Articolo 6

1. I segnali saranno posti in maniera da essere riconosciuti facilmente e tempestivamente dai conducenti ai quali si rivolgono. Normalmente, essi saranno posti sul lato della strada corrispondente al senso di circolazione, tuttavia essi potranno essere posti o ripetuti sulla carreggiata. Ogni segnale posto sul lato della strada corrispondente al senso di circolazione dovrà essere ripetuto sulla carreggiata o dall'altro lato della medesima quando le condizioni locali sono tali che esso rischierebbe di non essere percepito in tempo dai conducenti cui è diretto.

2. Ogni segnale sarà valido su tutta la larghezza della carreggiata aperta alla circolazione per i conducenti cui e diretto. Tuttavia, esso potra applicarsi solo ad una o a più corsie della carreggiata demarcata da segnaletica orizzontale.

3. Quando, secondo il parere delle autorita competenti, un segnale posto sulla banchina di una strada a carreggiate separate è inefficace, esso potra essere posto sullo spartitraffico senza dover essere ripetuto sulla banchina;

4. Si raccomanda che le legislazioni nazionali prevedano che:

a) i segnali siano posti in maniera da non intralciare la circolazione dei veicoli sulla carreggiata e, per quelli che sono posti sulle banchine, da disturbare i pedoni il meno possibile. La differenza di livello tra la carreggiata dal lato del segnale, ed il bordo inferiore del segnale sarà per quanto possibile, per i segnali della stessa categoria, sensibilmente uniforme su uno stesso itinerario;

b) le dimensioni dei cartelli stradali siano tali che il segnale sia facilmente visibile da lontano e facilmente comprensibile quando ci si avvicina; sotto riserva delle disposizioni del capoverso c) del presente paragrafo, dette dimensioni terranno conto della velocità abituale dei veicoli;

c) le dimensioni dei segnali di pericolo generico e quelle dei segnali di prescrizione siano normalizzate sul territorio di ogni Parte contraente. In linea generale vi saranno quattro categorie di dimensioni per ciascun tipo di segnale: ridotte, normali, grandi e grandissime. I segnali di dimensioni ridotte saranno impiegati quando le condizioni non permettono l'impiego di segnali di dimensioni normali o quando la circolazione non può svolgersi che a lenta andatura; essi potranno essere usati anche per ripetere un segnale precedente. I segnali di grandi dimensioni saranno impiegati sulle strade di ampia larghezza con circolazione veloce. I segnali di grandissime dimensioni saranno impiegati sulle strade a circolazione molto veloce soprattutto nelle autostrade.

Articolo 7

1. Si raccomanda che le legislazioni nazionali prevedano che, al fine di rendere piu visibili e piu leggibili la notte i segnali stradali, soprattutto i segnali di pericolo ed i segnali di prescrizione, ad eccezione di quelli che regolano la fermata e la sosta nelle strade illuminate dei centri abitati, siano illuminati o muniti di materiali o dispositivi riflettenti, ma senza che cio comporti un abbagliamento degli utenti della strada.

2. Nulla nella presente Convenzione vieta di impiegare, per dare delle informazioni, degli avvertimenti o delle norme applicabili soltanto in determinate ore o in determinati giorni dei segnali le cui indicazioni siano visibili soltano quando le informazioni che essi forniscono sono pertinenti.

Articolo 8

1. Per facilitare la comprensione internazionale dei segnali, il sistema di segnaletica definito nella presente Convenzione è basato su forme e colori caratteristici di ciascuna categoria di segnali, così come, ogni qualvolta sia possibile, sull'utilizzazione di simboli espressivi invece di iscrizioni. Nel caso in cui le Parti contraenti riterranno necessario apportare delle modifiche ai simboli previsti, dette modifiche non dovranno cambiare le loro caratteristiche essenziali.

2. Le Parti contraenti che desiderano adottare, in conformità con le disposizioni del capoverso a)ii del paragrafo 1 dell'articolo 3 della presente Convenzione, un segnale o un simbolo non previsto dalla Convenzione dovranno fare il possibile per ricercare un accordo a livello regionale per questo nuovo segnale o simbolo.

3. Nulla nella presente Convenzione vieta di aggiungere, per agevolare l'interpretazione dei segnali, una iscrizione in un pannello rettangolare posto sotto i segnali oppure all'interno di un pannello rettangolare che inglobi il segnale; una tale iscrizione puo essere posta ugualmente sul segnale stesso se la comprensione di quest'ultimo non venga ostacolata per i conducenti incapaci di comprendere l'iscrizione.

4. Nel caso in cui le autorità competenti ritengano utile precisare il significato di un segnale o di un simbolo oppure, per i segnali di prescrizione, di limitarne la portata a talune categorie di utenti della strada o a determinati periodi di tempo e, dove le indicazioni necessarie non possano essere date da un simbolo addizionale o da cifre nelle condizioni definite negli allegati della presente Convenzione, sara apposta una iscrizione in un pannello rettangolare posto sotto il segnale, senza pregiudicare la possibilità di sostituire o completare dette iscrizioni da uno o più simboli espressivi posti nello stesso pannello.

5. Le iscrizioni previste ai paragrafi 3 e 4 del presente articolo saranno fatte in lingua nazionale, oppure in una o più lingue nazionali e, inoltre, se la Parte contraente in questione lo ritiene opportuno, soprattutto nelle lingue ufficiali delle Nazioni Unite.

SEGNALI DI PERICOLO

Articolo 9

1. L'Allegato 1 alla presente Convenzione riporta, nella sezione A, i modelli dei segnali di pericolo e, nella sezione B, i simboli da porre su detti segnali nonché talune prescrizioni per l'impiego dei segnali stessi. Tuttavia i segnali ed i simboli di pericolo da porre in prossimità di una intersezione sono descritti nell'allegato 2 alla presente Convenzione ed i simboli di pericolo posti in prossimita di un passaggio a livello sono descritti nell'allegato 3. In conformita del paragrafo 2 dell'articolo 46 della presente Convenzione, ogni Stato dovrà comunicare al Segretario Generale la scelta del modello Aa o Ab come segnale di pericolo generico.

2. I segnali di pericolo non saranno aumentati senza necessita, ma ne sara posto uno per segnalare i tratti pericolosi della strada che, per un conducente che osservi la dovuta prudenza , sarebbe difficile percepire tempestivamente.

3. I segnali di pericolo saranno posti ad una distanza tale dal punto pericoloso che la loro efficacia sia la migliore, di giorno come di notte, tenuto conto delle condizioni della strada e dalla circolazione, soprattutto della velocita abituale dei veicoli e della distanza alla quale è visibile il segnale.

4. La distanza tra il segnale e l'inizio del punto pericoloso può essere indicata in un pannello integrativo del modello 1 dell'annesso 7 alla presente Convenzione e posto in conformità delle disposizioni del suddetto annesso; questa indicazione deve essere data quando la distanza tra il segnale e l'inzio del punto

pericoloso non può essere valutata dai conducenti e non sia quella che essi potrebbero aspettarsi normalmente.

5. I segnali di pericolo possono essere ripetuti, soprattutto sulle autostrade e strade assimilate alle autostrade. Nel caso in cui sono ripetuti, la distanza tra il segnale ed il punto pericoloso sarà indicata in conformità delle disposizioni del paragrafo 4 del presente articolo. Tuttavia, per i segnali di pericolo da porre prima dei ponti mobili e dei passaggi a livello, le Parti contraenti possono applicare, invece delle disposizioni del presente paragrafo, le disposizioni del paragrafo 3 dell'articolo 35 o del paragrafo 5 della sezione B dell'allegato 1 alla presente Convenzione.

6. Se un segnale di pericolo e impiegato per indicare un pericolo su un tratto di strada di una certa lunghezza (per esempio, serie di curve pericolose, parte della carreggiata in cattive condizioni) e se è ritenuto necessario indicare la lunghezza di detto tratto, l'indicazione sarà data su un pannello integrativo del modello 2 dell'allegato 7 alla presente Convenzione e posto in conformità delle disposizioni del suddetto annesso.

SEGNALI DI PRESCRIZIONE AD ECCEZIONE DI QUELLI CHE RIGUARDANO LA FERMATA O LA SOSTA.

Articolo 10

Segnali di precedenza

1. I segnali destinati ad indicare oppure a portare a conoscenza degli utenti della strada le particolari norme di precedenza nelle intersezioni sono i segnali B,1; B,2; B,3 e B,4 riportati nella sezione A dell'Annesso 2 alla presente Convenzione. I segnali destinati a portare a conoscenza degli utenti della strada una norma di precedenza nelle strettoie sono i segnali B,5 e B,6 riportati nella sezione C dell'Annesso 2.

2. Il segnale B,1 "DARE LA PRECEDENZA" sara impiegato per indicare che i conducenti debbono, all'intersezione in cui e posto il segnale, dare la precedenza ai veicoli che circolano sulla strada alla quale si avvicinano.

3. Il segnale B,2 "ARRESTO ALL'INCROCIO" sara impiegato per indicare che i conducenti debbono, nell'intersezione in cui e posto il segnale, arrestarsi prima di impegnare l'area dell'incrocio e dare la precedenza ai veicoli che circolano sulla strada a cui si avvicinano. In conformità al paragrafo 2 dell'articolo 46 della presente Convenzione, ogni Stato dovrà comunicare al Segretario generale se ha scelto il modello B,2a oppure B,2b per il segnale di "arresto".

4. Il segnale B,2 deve essere posto oltre che ad una intersezione anche quando le autorità competenti giudichino necessario segnalare ai conducenti che essi debbono arrestarsi in corrispondenza del segnale e ripartire soltanto dopo essersi assicurati che possono farlo senza pericolo.

5. I segnali B,1 e B,2 saranno posti nell'immediata prossimita dell'intersezione per quanto possibile in corrispondenza del punto in cui i veicoli debbono arrestarsi o che, per dare la precedenza, non debbono oltrepassare.

6. Il segnale A con il simbolo A,23 o A,24 puo essere impiegato per presegnalare rispettivamente i segnali B,1 o B,2. Tuttavia, negli Stati in cui si utilizzano i segnali Aa come segnali di pericolo, i pannelli di presegnalazione che annunciano i segnali B1 eB,2 potranno essere dei segnali identici completati da un pannello integrativo del modello 1, indicato nell'allegato 7 della presente Convenzione.

7. Il segnale B,3 " STRÀDA CON DIRITTO DI PRECEDENZA" sara impiegato per indicare agli utenti di una strada che alle intersezioni della strada stessa con altre strade, i conducenti dei veicoli che circolano, o che vengono da dette altre strade, hanno l'obbligo di dare la precedenza ai veicoli che circolano sulla strada in questione. Questo segnale potrà essere posto all'inizio della strada e

ripetuto dopo ogni intersezione; esso può inoltre, essere posto prima dell'intersezione oppure all'intersezione. Se il segnale B,3 e stato posto su una strada, il segnale B,4 "FINE DI STRADA CON DIRITTO DI PRECEDENZA" sarà posto in prossimità del punto dove la strada cessa di beneficiare della precedenza rispetto alle altre strade. Il segnale B,4 potrà essere ripetuto una o più volte prima del punto in cui cessa la precedenza; il o i segnali posti prima di detto punto recheranno allora un pannello integrativo conforme al modello 1 dell'annesso 7.

8. Se, su una strada, l'approssimarsi di una intersezione è indicato da un segnale di pericolo recante uno dei simboli A,22, oppure se la strada è all'intersezione, una strada con diritto di precedenza che è stata segnalata come tale con dei segnali tipo B,3 in conformita alle disposizioni del paragrafo 7 del presente articolo, dovra essere posto su tutte le altre strade all'intersezione un segnale B,1 oppure un segnale B,2; tuttavia la installazione dei segnali B,1 o B,2 non è obbligatoria su strade quali i sentieri o strade di campagna, dove i conducenti che vi circolano devono, anche in assenza di questi segnali, dare la precedenza all'intersezione. Un segnale B,2 dovra essere posto soltanto quando le autorita competenti ritengano utile obbligare i conducenti ad arrestarsi, soprattutto in ragione della scarsa visibilità per questi conducenti dei tratti di strada in cui si approssimano, situati da un lato o dall'altro dell'intersezione.

Articolo 11

Segnali di divieto e di obbligo

La sezione A dell'allegato 4 della presente Convenzione descrive i segnali di divieto o di obbligo ad eccezione di quelli che riguardano la fermata o la sosta ed il relativo significato. Questa sezione descrive ugualmente i segnali che indicano la fine dei divieti e degli obblighi o di alcuni di essi.

Articolo 12

Segnali di obbligo

La sezione B dell'annesso 4 della presente Convenzione descrive i segnali di obbligo ed il relativo significato.

Articolo 13

Prescrizioni comuni ai segnali descritti nell'Annesso 4 della presente Convenzione.

1. I segnali di divieto o di restrizione ed i segnali di obbligo saranno posti nelle immediate vicinanze del luogo in cui inizia l'obbligo, la restrizione o il divieto e potranno essere ripetuti se le Autorità competenti lo ritengano necessario. Tuttavia, essi potranno, quando le autorita competenti lo riterranno utile per ragioni di visibilita o per avvertire gli utenti in anticipo, essere posti ad una distanza appropriata prima del luogo in cui inzia l'obbligo, la restrizione o il divieto. Sotto i segnali posti prima del luogo dove s'impone l'obbligo, la restrizione o il divieto, sara posto un pannello supplementare conforme al modello 1 dell'Annesso 7.

2. I segnali di prescrizione posti perpendicolarmente al segnale che indica il nome del centro abitato, o poco dopo tale segnale, indicano che la prescrizione si applica in tutto il centro abitato, salvo il caso in cui un'altra prescrizione sarà resa nota da altri segnali su alcuni tratti di strada nel centro abitato.

SEGNALI DI INDICAZIONE AD ECCEZIONE DI QUELLI CHE RIGUARDANO LA SOSTA

Articolo 14

1. L'annesso 5 della presente Convenzione descrive i segnali che danno le indicazioni utili agli utenti della strada, ad eccezione dei segnali relativi alla sosta oppure ne riporta degli esempi; esso indica anche talune prescrizioni per il loro impiego.

2. Le parole che figurano nei segnali di indicazione elencati nei punti da i) a v) del capoverso c) del paragrafo 1 dell'articolo 5, nei Paesi in cui non viene utilizzato l'alfabeto latino, saranno date in lingua nazionale ed in una traslitterazione in caratteri latini che riprodurrà per quanto possibile la pronuncia in lingua nazionale.

3. Nei Paesi in cui viene utilizzato l'alfabeto latino, le parole in caratteri latini possono figurare sia sullo stesso segnale avente le parole in lingua nazionale sia sul segnale di ripetizione.

4. Nessun segnale recherà iscrizioni in più di due lingue.

Articolo 15

Segnali di preavviso di bivio

I segnali di preavviso di bivio saranno posti ad una distanza tale dall'interesezione che la loro efficacia sia la migliore sia di giorno che di notte, tenuto conto delle condizioni della strada e della circolazione, soprattutto della velocità abituale dei veicoli e della distanza alla quale è visibile il segnale; detta distanza può non essere superiore ad una cinquantina di metri (55 yards) nei centri abitati, ma deve essere di almeno 500 metri (550 yards) sulle autostrade e sulle strade a circolazione veloce. I segnali possono essere ripetuti.

Un pannello integrativo posto sotto il segnale può indicare la distanza tra il segnale e l'intersezione, l'iscrizione di questa distanza può essere ugualmente riportata in basso al segnale stesso.

Articolo 16

Segnali di direzione

1. Uno stesso segnale di direzione può recare i nomi di piu località; i nomi debbono allora essere scritti sul segnale gli uni sotto gli altri. Non possono essere impiegati, per il nome di una località, dei caratteri piu grandi di quelli usati per gli altri nomi salvo che se la località in questione sia la più importante.

2. Qunado le distanze sono indicate, le cifre che le indicano debbono figurare alla stessa altezza del nome della località. Sui segnali di direzione che hanno la forma di una freccia, le cifre saranno poste tra il nome della località e la punta della freccia; sui segnali di forma rettangolare, saranno posti dopo il nome della località.

Articolo 17

Segnali di identificazione di strade

I segnali destinati ad identificare le strade sia dal loro numero, composto di cifre, di lettere o da una combinazione di cifre e di lettere, sia dal loro nome, saranno costituiti da detto numero o da detto nome inquadrato in un rettangolo o in uno stemma. Le Parti contraenti che hanno un sistema di classificazione delle strade possono tuttavia sostituire il rettangolo con un simbolo di classificazione.

Articolo 18

Segnali di località

1. I segnali di località possono essere utilizzati per indicare il confine tra due Paesi o il limite tra due circoscrizioni amministrative dello stesso Paese o il nome di un centro abitato, di un fiume, di un passo, di un luogo, ecc.

2. I segnali E,9a oppure E,9b sono posti agli accessi dei centri abitati; i segnali E,9c oppure E,9d sono posti alle uscite dei centri abitati. La legislazione nazionale può prevedere che detti segnali indichino agli utenti della strada che la regolamentazione della circolazione è quella applicabile sul proprio territorio nei centri abitati, a partire dai segnali E,9a oppure E,9b sino ai segnali E,9c oppure E,9d salvo il caso in cui un'altra regolamentazione sara indicata da altri segnali su taluni tratti delle strade del centro abitato. Tuttavia, il segnale B,4 dovrà sempre essere posto quando il diritto di precedenza termina alla fine del centro abitato, sulle strade con diritto di precedenza segnalata col segnale B,3.

3. I segnali di localita che danno delle indicazioni diverse dal nome di un centro abitato devono esser assolutamente distinti dai segnali da E,9a a E,9d, in particolare per quanto riguarda il colore.

Articolo 19

Segnali di conferma

I segnali di conferma sono destinati a confermare, quando le autorita competenti lo ritengano necessario, per esempio all'uscita di centri abitati importanti, la direzione della strada. Essi recano i nomi di una o piu località alle condizioni fissate dal paragrafo 1 dell'articolo 16 della presente Convenzione. Quando sono menzionate le distanze, le cifre che le indicano sono riportate dopo il nome della località.

Articolo 20

Segnale per i passaggi pedonali

Il segnale E,11a oppure E,11b è posto ai passaggi pedonali quando le autorità competenti lo ritengano utile.

Articolo 21

Prescrizioni comuni ai diversi segnali di indicazione

1. I segnali di indicazione previsti dagli articoli da 15 a 20 della presente Convenzione sono posti dove le autorità competenti lo ritengano utile. Gli altri segnali di indicazione sono posti soltanto dove le autorità competenti lo ritengano indispensabile, tenuto conto delle prescrizioni del paragrafo 1 dell'articolo 6; in particolare, i segnali da F,2 a F,7 sono posti soltanto sulle strade in cui le possibilità di riparazione di un veicolo di rifornimento di carburante, di alloggio e di ristoro sono rare.

2. I segnali di indicazione possono essere ripetuti. Un pannello integrativo posto sotto il segnale può indicare la distanza tra il segnale ed il luogo così segnalato; detta distanza può egualmente figurare in basso sul segnale stesso.

SEGNALI RELATIVI ALLA FERMATA ED ALLA SOSTA

Articolo 22

L'annesso 6 della presente Convenzione descrive nella sezione A i segnali che vietano o limitano la fermata o la sosta e, nella sezione B, gli altri segnali che danno le indicazioni utili per la sosta; esso riporta il significato di detti segnali come anche alcune prescrizioni per il loro impiego.

CAPITOLO III

SEGNALI LUMINOSI DI CIRCOLAZIONE

Articolo 23

Segnali destinati a regolare il traffico dei veicoli

1. Sotto riserva delle disposizioni del paragrafo 12 del presente articolo, le sole luci che possono essere impiegati come segnali luminosi che regolano il traffico dei veicoli, diverse da quelle che sono destinate esclusivamente ai veicoli per trasporto pubblico, sono le seguenti ed hanno il significato indicato di seguito:

a) Luci fisse:

i) La luce verde significa autorizzazione a procedere; tuttavia, una luce verde destinata a regolare il traffico in una intersezione non autorizza i conducenti a passare se nella direzione in cui vogliono procedere, l'ingombrodel traffico è tale che, se essi impegnassero l'intersezione, non potrebbero verosimilmente averla sgombrata al momento del cambiamento di fase;

ii) La luce rossa significa divieto di procedere; i veicoli non devono superare la striscia di arresto, la perpendicolare del segnale, oppure, se il segnale è posto al centro o dall'altro lato dell'intersezione, essi non debbono immettersi nella intersezione o sul passaggio pedonale posto nella intersezione stessa;

iii) La luce gialla, che deve apparire sola o nello stesso tempo della luce rossa; quando essa appare sola, significa che nessun veicolo deve superare la striscia di arresto o la perpendicolare del segnale, a meno che esso non si trovi così prossimo al segnale, quando la luce si accende, da non potersi più arrestare incondizioni di sicurezza sufficienti prima di aver superato la striscia di arresto o la perpendicolare del segnale. Se il segnale e posto al centro o dall'altra parte dell'interesezione, la luce gialla significa che nessun veicolo deve immettersi nell'intersezione o sul passaggio pedonale posto nell'intersezione, a meno che esso non si trovi così prossimo, quando la luce si accende da non potersi più arrestare in condizioni di sicurezza sufficienti prima di immettersi nella intersezione o sul passaggio pedonale.Quando essa e accesa contemporaneamente alla

luce rossa, significa che il segnale è sul punto di cambiare, ma non modifica il divieto di procedere indicato dalla luce rossa.

b) Luci lampeggianti:

i) Una luce rossa lampeggiante, o due luci rosse, che lampeggiano alternativamente, di cui una appare quando l'altra si spegne, montate sullo stesso supporto alla stessa altezza ed orientate nella medesima direzione indicano che i veicoli non debbono superare la striscia di arresto oppure, se non c'è la striscia di arresto, la perpendicolare del segnale; dette luci possono essere impiegate soltanto nei passaggi a livello e negli accessi di ponti mobili o dei pontili d'imbarco dei ferryboats, oltre che per indicare il divieto di procedere a causa dei veicoli dei vigili del fuoco che sboccano sulla strada oppure dell'approssimarsi di un aeromobile la cui traiettoria incrocia a bassa quota la direzione della strada.

ii) Una luce gialla lampeggiante o due luci gialle che lampeggiano alternativamente indicano che i conducenti possono procedere ma con particolare prudenza.

2. I segnali del sistema tricolore si compongono di tre luci, rispettivamente rossa, gialla e verde, non lampeggianti; la luce verde deve essere accesa solo quando le luci rossa e gialla sono spente.

3. I segnali del sistema bicolore si compongono di una luce rossa e di una verde, non lampeggianti. La luce rossa e la luce verde non debbono accendersi simultaneamente. I segnali del sistema bicolore saranno utilizzati soltanto nelle installazioni provvisorie, fatta riserva del termine previsto al paragrafo 3 dell'articolo 3 della presente Convenzione, per la sostituzione delle installazioni esistenti.

4. Le luci dei sistemi tricolore e bicolore menzionati ai paragrafi 2 e 3 del presente articolo possono essere poste sia verticalmente, sia orizzontalmente.

5. Quando le luci sono poste verticalmente, la luce rossa deve essere in alto; quando esse sono poste orizzontalmente, la luce rossa deve essere posta dalla parte opposta a quella corrispondente al senso di circolazione.

6. Per il sistema tricolore, la luce gialla deve essere posta al centro.

7. Nei segnali dei sistemi tricolore e bicolore menzionati ai paragrafi 2 e 3 del presente articolo, tutte le luci debbono essere circolari. Le luci lampeggianti rosse menzionate al paragrafo 1 del presente articolo devono essere egualmente circolari.

8. Una luce gialla lampeggiante può essere installata sola; una luce del genere può anche sostituire le luci del sistema tricolore nelle ore di traffico poco intenso.

9. Quando la luce verde di un sistema tricolore presenta una o piu frecce, l'accensione di detta freccia o di dette frecce indica che i veicoli possono prendere soltanto la direzione o le direzioni così indicate. Le frecce che autorizzano a procedere diritto avranno la punta rivolta verso l'alto.

10. Quando un segnale del sistema tricolore comporta una o piu luci verdi supplementari che presentano una o piu frecce, l'accensione di detta o di dette frecce supplementari indica, qualunque sia in quel momento la fase in atto del sistema tricolore, che i veicoli sono autorizzati a proseguire la marcia nella direzione o nelle direzioni indicate dalla o dalle frecce; essa indica anche che, quando i veicoli si trovano su una corsia riservata alla circolazione nella direzione che è indicata dalla freccia o la direzione che detta circolazione deve prendere, i conducenti devono, con la riserva di lasciar passare i veicoli della corrente di circolazione nella quale si immettono e con la riserva di non mettere in pericolo i pedoni, procedere nella direzione indicata in quanto la loro immobilità bloccherebbe la circolazione dei veicoli che si trovano dietro di essi sulla stessa corsia.

Dette luci verdi supplementari debbono essere poste preferibilmente sullo stesso livello della luce verde normale.

11. Quando sopra le corsie, delimitate da strisce longitudinali, di una carreggiata a più di due corsie, sono poste delle luci verdi o rosse, la luce rossa indica il divieto di immettersi nella corsia sopra la quale è posta e la luce verde indica l'autorizzazione a percorrerla. La luce rossa così posta deve avere la forma di due barre incrociate e la luce verde la forma di una freccia la cui punta è orientata verso il basso.

12. La legislazione nazionale potrà prevedere l'installazione in alcuni passaggi a livello di una luce bianco-lunare lampeggiante a lenta cadenza che indichi l'autorizzazione a procedere.

13. Quando i segnali luminosi di circolazione sono destinati soltanti ai ciclisti, la restrizione sarà segnalata, se viene ritenuto necessario, per evitare confusione, dalla sagoma di un velocipede raffigurato nel segnale stesso oppure da un segnale di dimensioni ridotte completato da una targa rettangolare in cui figurerà un velocipede.

Articolo 24

Segnali destinati ai soli pedoni

1. Le sole luci che possono essere impiegate come segnali luminosi destinati ai soli pedoni sono le seguenti ed hanno il significato indicato di seguito:

a) Luci fisse

i) la luce verde indica ai pedoni l'autorizzazione a passare;

ii) la luce gialla indica ai pedoni il divieto di passare, ma permette a quelli che hanno già impegnato la carreggiata di terminare l'attraversamento;

iii) la luce rossa indica ai pedoni il divieto di immettersi nella carreggiata.

b) luci_lampeggianti: la luce verde lampeggiante indica che il lasso di tempo durante il quale i pedoni possono attraversare la carreggiata sta per terminare e che la luce rossa sta per accendersi.

2. I segnali luminosi destinati ai pedoni saranno di preferenza nel sistema bicolore che comporti due luci, rispettivamente rossa e verde; tuttavia, essi possono essere del sistema tricolore che comporti tre luci, rispettivamente rossa, gialla e verde. Non saranno mai accese contemporaneamente due luci.

3. Le luci saranno disposte verticalmente, la luce rossa sempre in alto e la luce verde sempre in basso. Di preferenza, la luce rossa avrà la forma di un pedone immobile, oppure di pedoni immobili, e la luce verde la forma di un pedone che cammina oppure di pedoni che camminano.

4. I segnali luminosi per pedoni devono essere concepiti e posti in modo tale da escludere ogni possibilita di essere interpretati daiconducenti come segnali luminosi destinati a regolare la circolazione dei veicoli.

CAPITOLC IV

SEGNALETICA ORIZZONTALE

Articolo_25

I segni sulla carreggiata (segnaletica orizzontale) sono impiegati, quando l'Autorita competente lo ritiene necessario, per regolare la circolazione, avvisare o guidare gli utenti della strada. Essi possono essere impiegati sia separatamente sia con altri mezzi di segnalazione che li rinforzano oppure ne precisano le indicazioni.

Articolo 26

1. Un segno longitudinale consistente in una striscia continua posta sulla superficie della carreggiata indica che è vietato a tutti i veicoli di oltrepassarla o di marciare a cavallo di essa, oltre che, quando il segno separa i due sensi di circolazione, di circolare dalla parte di detto segno che è per i conducenti , opposto al bordo della carreggiata corrispondente al senso di circolazione. Un segno longitudinale costituito da due strisce continue ha lo stesso significato.

2. a) Un segno longitudinale consistente in una striscia discontinua posta sulla superficie della carreggiata non ha il significato di divieto, ma e destinato:

i) sia a delimitare le corsie allo scopo di incanalare il traffico;

ii) sia a preavvisare l'approssimarsi di una striscia continua ed il divieto che essa comporta, oppure di un altro tratto che presenta un pericolo particolare.

b) Il rapporto tra la lunghezza dell'intervallo tra i segmenti e la lunghezza del segmento sara sostanzialmente minore nelle strisce discontinue, che sono utilizzate per gli scopi previsti al punto a,ii) del presente paragrafo, che in quelle che sono utilizzate per gli scopi previsti al punto a,i) del suddetto paragrafo.

3. Quando un segno longitudinale consiste in una striscia continua affiancata ad una striscia discontinua sulla superficie della carreggiata, i conducenti devono tener conto soltanto della striscia che è situata dal loro lato. Questa disposizione non impedisce ai conducenti che hanno effettuato un sorpasso consenti di riprendere la loro posizione normale sulla carreggiata.

4. Ai sensi del presente articolo, non si considerano segni longitudinali le strisce longitudinali che delimitano, per renderli piu visibili, i bordi della carreggiata o che, connesse a strisce trasversali, delimitano sulla superficie della carreggiata delle zone di parcheggio.

Articolo 27

1. Un segno trasversale consistente in una striscia continua o in due strisce continue, adiacenti apposte lungo la larghezza di una o più corsie indica la striscia di arresto imposta dal segnale B,2 "ARRESTO ALL'INCROCIO" previsto al paragrafo 3 dell'Articolo 10 della presente Convenzione. Un tale segno può essere anche impiegato per indicare la striscia di arresto eventualmente imposta da un segnale luminoso, da un segnale dato dall'Agente che dirige il traffico o prima di un passaggio a livello. Davanti ai segni che accompagnano il segnale B,2 può essere apposta sulla carreggiata la scritta "STOP".

2. A meno che non sia tecnicamente impossibile, il segno trasversale descritto al paragrafo 1 del presente articolo sarà apposto ogni volta che viene posto il segnale B,2.

3. Un segno trasversale consistente in una striscia discontinua, oppure in due strisce discontinue affiancate , apposte lungo la larghezza di una o più corsie, indica la striscia che i veicoli non devono normalmente oltrepassare quando debbono dare la precedenza in virtu' del segnale B,1 "DARE LA PRECEDENZA" previsto al paragrafo 2 dell'articolo 10 della presente Convenzione. Prima di detto segno, puo essere disegnato sulla carreggiata, per simboleggiare il segnale B,1, un triangolo con largo bordo, di cui un lato è parallelo al segno ed il cui vertice opposto e orientato verso i veicoli che si avvicinano.

4. Per segnalare i passaggi previsti per l'attraversamento della carreggiata da parte dei pedoni saranno apposte di preferenza delle strisce larghe, parallele all'asse della carreggiata.

5. Per segnalare i passaggi previsti per l'attraversamento della carreggiata da parte dei ciclisti, saranno apposte sia delle strisce trasversali, sia altri segni che non possano essere confusi con i segni apposti ai passaggi pedonali.

Articolo 28

1. Altri segni sulla carreggiata, quali frecce, strisce parallele ed oblique o iscrizioni, possono essere impiegati per ripetere le indicazioni dei segnali o per dare agli utenti della strada delle indicazioni che non possono essere loro fornite in modo appropriato con i segnali. Tali segni saranno specialmente utilizzati per indicare i limiti delle zone o fasce di parcheggio, le fermate degli autobus o dei filobus dove e vietata la sosta, come anche la preselezione prima delle intersezioni. Tuttavia, quando una freccia è apposta su una carreggiata divisa in corsie per mezzo di segni longitudinali, i conducenti devono seguire la direzione o una delle direzioni indicate sulla corsia dove si trovano.

2. Fatta riserva delle disposizioni del paragrafo 4 dell'Articolo 26 della presente Convenzione relative ai passaggi pedonali, la demarcazione di una parte della carreggiata o di una zona con un leggero rialzo sopora il livello della carreggiata fatta con delle strisce oblique parallele inquadrate da una striscia continua o da strisce discontinue indica, se la striscia è continua, che i veicoli non debbono entrare in detta zona, e, se le strisce sono discontinue, che i veicoli non devono entrare nella zona a meno che questa manovra non presenti palesemente alcun pericolo oppure che la stessa abbia lo scopo di raggiungere una strada trasversale situata dall'altro lato della carreggiata.

3. Una striscia a zig-zag posta sul lato della carreggiata indica che e vietata la sosta sul lato in questione per tutta la lunghezza di detta striscia.

Articolo 29

1. I segni sulla carreggiata menzionati negli articoli da 26 a 28 della presente Convenzione possono essere dipinti sulla carreggiata o apposti in ogni altro modo, purché siano altrettanto efficaci.

2. Se i segni sulla carreggiata sono dipinti, essi saranno di colore giallo o bianco; tuttavia, il colore bleu può essere impiegato per i segni che indicano le aree in cui la sosta è permessa o limitata. Quando, sul territorio di una Parte contraente, vengono utilizzati i due colori giallo e bianco, vengono utilizzati i due colori giallo e bianco, i segni della stessa categoria devono essere dello stesso colore. Per l'applicazione del presente paragrafo, il termine "bianco" comprende le tonalità argento o grigio chiaro.

3. Nel tracciare delle iscrizioni, dei simboli e delle frecce che la segnaletica orizzontale comporta, sara tenuto conto della necessità di allungare considerevolmente le dimensioni nella direzione della circolazione in rapporto alla piccola angolazione con la quale dette iscrizioni, detti simboli e dette frecce sono visti dai conducenti.

4. Si raccomanda che i segni orizzontali destinati ai veicoli in movimento siano riflettorizzati, se la densità del traffico lo esige e se l'illuminazione e cattiva o inesistente.

Articolo 30

L'annesso 8 della presente Convenzione costituisce un insieme di raccomandazioni relative agli schemi ed ai disegni della segnaletica orizzontale.

CAPITOLO V

DISPOSIZIONI VARIE

Articolo 31

Segnalazione dei cantieri

1. I limiti dei cantieri sulla carreggiata saranno nettamente segnalati.

2. Quando l'importanza dei cantieri e del traffico lo giustifica, saranno disposte, per segnalare i limiti de cantieri sulla carreggiata, delle barriere, intervallate o continue, dipinte a strisce alternate bianche e rosse, gialle e rosse, nere e bianche o nere e gialle e, inoltre, di notte se le banchine non sono riflettorizzate, delle luci o dei dispositivi rifrangenti. I dispositivi rifrangenti e le luci fisse saranno di colore rosso o giallo cupo e le luci lampeggianti di colore giallo cupo. Tuttavia:

a) potranno essere di colore bianco le luci ed i dispositivi che sono visibili soltanto in un senso di marcia e che segnalano i limiti del cantiere opposto a detto senso di marcia;

b) potranno essere di colore bianco o giallo chiaro, le luci ed i dispositivi che segnalano i limiti di un cantiere che separa i due sensi di marcia.

Articolo 32

Segnalazioni luminose o rifrangenti

Ogni Parte contraente adotterà su tutto il proprio territorio lo stesso colore o lo stesso sistema di colori per le luci o per i dispositivi rifrangenti utilizaati per segnalare il bordo della carreggiata.

PASSAGGI A LIVELLO

Articolo 33

1. a) Se una segnalazione e installata in corrispondenza di un passaggio a livello per avvertire l'approssimarsi dei treni oppure della imminente chiusura di

barriere o semi-barriere, essa sarà costituita da una luce rossa lampeggiante o da luci rosse che lampeggiano alternativamente, come previsto al paragrafo 1,b) dell'articolo 23 della presente Convenzione. Tuttavia:

i) le luci rosse lampeggianti possono essere completate o sostituite da un segnale luminoso del sistema tricolore rosso-giallo-verde, descritto al paragrafo 2 dell'articolo 23 della presente Convenzione oppure da un segnale analogo nel quale manchi la luce verde, qualora altri segnali luminosi tricolori si trovino sulla strada poco prima del passaggio a livello oppure se il passaggio a livello è munito di barriere.

ii) Sulle strade di campagna dove la circolazione è molto ridotta e sui sentieri pedonali, puo essere impiegato soltanto un segnale acustico.

b) In ogni caso, la segnalazione luminosa può essere completata da un segnale acustico.

2. I segnali luminosi saranno installati sul bordo della carreggiata corrispondente al senso di marcia; quando le circostanze lo esigano, per esempio date le condizioni di visibilità dei segnali o l'intensità del traffico, i segnali saranno ripetuti dall'altro lato della strada. Tuttavia, se le condizioni locali lo fanno ritenere opportuno, le luci potranno essere ripetute su una piattaforma al centro della carreggiata, oppure poste sopra la carreggiata.

3. In conformità con il paragrafo 4 dell'articolo 10 della presente Convenzione, il segnale B,2 "ARRESTO ALL'INCROCIO" può essere collocato ad un passaggio a livello senza barriere, né semibarriere né segnalazione luminosa che avverta l'approssimarsi dei treni; ai passaggi a livello muniti di detto segnale, i conducenti devono fermarsi in corrispondenza della striscia di arresto oppure, in mancanza di quest'ultima, in corrispondenza del segnale, e ripartire soltanto dopo essersi assicurati che nessun treno si stia avvicinando.

Articolo 34

1. Nei passaggi a livello muniti di barriere, oppure di semibarriere disposte a meta su ciscun lato della linea ferroviaria, la presenza di dette barriere o semibarriere poste in posizione trasversale rispetto alla strada indica che nessun utente della strada ha il diritto di oltrepassare la perpendicolare della barriera o semibarriera più vicina; il movimento delle barriere per porsi in posizione trasversale rispetto alla strada ed il movimento delle semibarriere hanno lo stesso significato.

2. La presenza della o delle luci rosse menzionate al punto a) del paragrafo 1 dell'articolo 33 della presente Convenzione, oppure l'entrata in funzione del segnale acustico menzionato al suddetto paragrafo 1, indica ugualmente che nessun utente della strada ha il diritto di oltrepassare la linea di arresto oppure, se non c'e' striscia di arresto, la perpendicolare del segnale. La presenza della luce gialla del sistema tricolore menzionata al punto a,i) del paragrafo 1 dell'articolo 33 indica che nessun utente della strada ha il diritto di oltrepassare la striscia di arresto oppure, se non c'è la striscia di arresto, la perpendicolare del segnale, salvo per i veicoli che si trovino cosi vicini quando si accende la luce gialla che essi non potrebbero più arrestarsi in condizioni di sicurezza sufficienti prima della perpendicolare di detto segnale.

Articolo 35

1. Le barriere o le semi barriere dei passaggi a livello saranno dipinte distintamente con strisce alternate di colore rosso e bianco, rosso e giallo, nero e bianco o giallo e nero; Tuttavia, esse potranno essere colorate solo in bianco o in giallo a condizione di essere munite al centro di un grande disco rosso.

2. A tutti i passaggi a livello senza barriere o semibarriere sarà posto nelle immediate vicinanze della linea ferroviaria, il segnale B,7 descritto nell'allegato 3. Se esiste una segnalazione luminosa per avvertire l'approssimarsi dei treni oppure il segnale B,2 "ARRESTO ALL'INCROCIO", il segnale B,7 sarà posto sullo stesso supporto di detta segnalazione oppure il segnale B,2. L'installazione del segnale B,7 non è obbligatoria:

a)negli incroci di strade con linee ferroviarie dove la circolazione ferroviaria e molto lenta e la circolazione stradale e regolata da un ferroviere che faccia i segnali manuali necessari;

b) negli incroci di linee ferroviarie con strade di campagna dove la circolazione è scarsa oppure con sentieri pedonali.

3. Sotto tutti i segnali di pericolo che rechino uno dei simboli A,26 o A,27 descritti nell'Allegato 3 della presente Convenzione, può essere posto un pannello rettangolare con un lungo lato verticale avente tre barre rosse oblique su fondo bianco o giallo; allora saranno posti, approssimativamente a un terzo ed a due terzi della distanza tra il segnale e la linea ferroviaria, dei segnali supplementari costituiti da pannelli di identica forma aventi rispettivamente una o due barre rosse oblique su fondo bianco o giallo. Detti segnali possono essere ripetuti sul lato opposto della carreggiata. La sezione C dell'Allegato 3 della presente Convenzione precisa la descrizione dei pannelli menzionati nel presente paragrafo.

Articolo 36

Tenuto conto del particolare pericolo dei passaggi a livello, le Parti contraenti s'impegnano:

a) a fare installare prima di tutti i passaggi a livello uno dei segnali di pericolo che rechi uno dei simboli A,26 oppure A,27; tuttavia, nessun segnale può essere posto:

i) nei casi speciali che possono presentarsi nei centri abitati;

ii) sulle strade di campagna e sui sentieri dove la circolazione dei veicoli a motore è eccezionale;

b) a far installare a tutti i passaggi a livello delle barriere o semibarriere oppure una segnalazione che indichi l'approssimarsi dei treni, salvo se gli utenti della strada possano vedere la linea ferroviaria da una parte e dall'altra di detto passaggio, in modo tale che, tenuto conto soprattutto della velocità massima dei treni, un conducente di veicoli stradali che si avvicini alla linea ferroviaria, da una parte o dall'altra, abbia il tempo di fer-

marsi prima di inoltrarsi sul passaggio a livello se il treno e visibile ed in modo tale anche che gli utenti della strada che si trovano gia impegnati sul passaggio nel momento in cui treno appare abbiano il tempo di compiere la traversata; tuttavia, le Parti contraenti potranno derogare dalle disposizioni del presente alinea nei passaggi a livello dove la velocità dei treni è relativamente lenta oppure dove la circolazione stradale dei veicoli a motore è scarsa;

c) a far installare una delle segnalazioni, per segnalare l'approssimarsi dei treni, previste al paragrafo 1 dell'Articolo 33 della presente Convenzione, a tutti i passaggi a livello muniti di barriere o semibarriere la cui manovra e comandata da una cabina da cui esse non sono visibili;

d) a far installare una delle segnalazioni per segnalare l'approssimarsi dei treni previste al paragrafo 1 dell'Articolo 33 della presente Convenzione, a tutti i passaggi a livello muniti di barriere o di semibarriere la cui manovra e comandata automaticamente dall'approssimarsi dei treni;

e) per migliorare la visibilità delle barriere e delle semibarriere, a far installare dei materiali o dispositivi rifrangenti ed eventualmente ad illuminarli durante la notte; inoltre, sulle strade dove la circolazione stradale è più importante durante la notte, a far installare materiali o dispositivi rifangenti ed, eventualmente, ad illuminare durante la notte i segnali di pericolo posti prima del passaggio a livello;

f) per quanto possibile, in prossimità dei passaggi a livello muniti di barriere o semibarriere, a far apporre al centro della carreggiata una striscia longitudinale che vieti ai veicoli che si avvicinano al passaggio a livello di invadere la metà della carreggiata opposta al senso di marcia, oppure di installare delle isole di traffico che separino i due sensi di marcia.

2. Le disposizioni del presente articolo non si applicano nei casi previsti alla penultima frase del paragrafo 2 dell'articolo 35 della presente Convenzione.

CAPITOLO VI

DISPOSIZIONI FINALI

Articolo 37

1. La presente Convenzione sarà aperta presso la sede dell'Organizzazione delle Nazioni Unite a New York sino al 31 dicembre 1969 alla firma di tutti gli Stati Membri dell'Organizzazione delle Nazioni Unite o membri di una delle sue istituzioni specializzate o dell'Agenzia internazionale dell'Energia Atomica o Parti dello Statuto della Corte Internazionale di Giustizia, e di ogni altro Stato invitato dall'Assemblea Generale della Organizzazione delle Nazioni Unite a divenire Parte della Convenzione.

2. La presente Convenzione e soggetta a ratifica. Gli strumenti di ratifica saranno depositati presso il Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite.

3. La presente Convenzione restera aperta all'adesione di ogni Stato previsto al paragrafo 1 del presente articolo. Gli strumenti di adesione saranno depositati presso il Segretario generale.

Articolo 38

1. Ogni Stato potrà, al momento in cui firmerà o ratificherà la presente Convenzione oppure vi aderirà, oppure ad ogni momento successivo, dichiarare, con notifica diretta al Segretario generale, che la Convenzione diviene applicabile in tutti i territori oppure in uno qualsiasi tra loro di cui esso stesso assicura le relazioni internazionali. La Convenzione diverrà applicabile nel territorio o nei territori designati nella notifica trenta giorni dopo la data alla quale il Segretario generale avra ricevuto detta notifica oppure alla data di entrata in vigore della Convenzione per lo Stato che invia la notifica, se tale data è posteriore alla precedente.

2. Ogni Stato che fa la notifica prevista al paragrafo 1 del presente articolo dovrà, a nome dei territori per i quali la fa, inviare una notifica contenente le dichiarazioni previste al paragrafo 2 dell'articolo 46 della presente Convenzione.

3. Ogni Stato che avrà fatto una dichiarazione in virtù del paragrafo 1 del presente articolo potrà ad ogni data ulteriore, per mezzo di notifica indirizzata al Segretario generale, dichiarare che la Convenzione cessera di essere applicabile nel territorio designato nella notifica stessa e la Convenzione cessera di essere applicabile nel detto territorio un anno dopò la data del ricevimento di detta notifica dal Segretario generale.

Articolo 39

1. La presente Convenzione entrerà in vigore dodici mesi dopo la data del deposito del quindicesimo strumento di ratifica o di adesione.

2. Per ogni Stato che ratifichera la presente Convenzione oppure vi aderira dopo il deposito del quindicesimo strumento di ratifica o di adesione, la Convenzione entrera in vigore dodici mesi dopo la data del deposito per questo Stato, del proprio strumento di ratifica o di adesione.

Articolo 40

Alla sua entrata in vigore, la presente Convenzione abrogherà e sostituirà nelle relazioni tra le Parti contraenti la Convenzione sulla unificazione della segnaletica stradale aperta alla firma a Ginevra il 30 marzo 1931, oppure il Protocollo relativo alla segnalazione stradale aperto alla firma a Ginevra il 19 settembre 1949.

Articolo 41

1. Dopo un periodo di un anno dalla data di entrata in vigore della presente Convenzione, ogni Parte contraente potra proporre uno o piu emendamenti alla Convenzione.

Il testo di ogni proposta di emendamento, accompagnato da un esposto dei motivi sara inviato al Segretario generale che lo comunicherà a tutte le Parti contraenti. Le Parti contraenti avranno la possibilita di fargli sapere, nel termine di dodici mesi dopo la data di tale comunicazione: a) se accettano l'emendamento, o b) se lo respingono, o c) se desiderano che sia convocata una conferenza per esaminarlo. Il Segretario generale trasmetterà egualmente il testo dell'emendamento proposto a tutti gli altri Stati previsti al paragrafo 1 dell'articolo 37 della presente Convenzione.

2. a) Ogni proposta di emendamento che sarà stata comunicata conformemente alle disposizioni del paragrafo precedente sara considerata accetta se, nel termine di dodici mesi sopraindicato, meno del terzo delle parti contraenti informano il Segretario generale, sia che esse respingono l'emendamento, sia che desiderano che sia convocata una conferenza per esaminarlo. Il Segretario generalè notificherà a tutte le Parti contraenti ogni accettazione ed ogni richiesta di convocazione di una conferenza. Se il numero totale dei rifiuti o delle richieste ricevuti durante il termine specificato di dodici mesi e inferiore al terzo del numero totale delle Parti contraenti, il Segretario generale notificherà a tutte le Parti contraenti che l'emendamento entrera in vigore sei mesi dopo lo scadere del termine di dodici mesi specificato nel paragrafo precedente per tutte le Parti contraenti, ad eccezione di quelle che, durante il termine specificato, hanno respinto l'emendamento o richiesto la convocazione di una conferenza per esaminarlo.

b) Ogni Parte contraente che, durante il detto termine di dodici mesi, avra respinto una proposta di emendamento o richiesto la convocazione di una conferenza per esaminarlo, potrà, ad ogni momento dopo lo scadere di tale termine, notificare al Segretario generale che accetta l'emendamento ed il Segretario generale comunicherà tale notifica a tutte le Parti contraenti. L'emendamento entrerà in vigore per le Parti contraenti che avranno notificato la loro accettazione sei mesi dopo che il Segretario generale avra ricevuto la loro notifica.

3. Se un emendamento proposto non è stato accettato conformemente al paragrafo 2 del presente articolo e se, nel termine di dodici mesi specificato al paragrafo 1 del presente articolo, meno della metà del numero totale delle Parti contraenti informano il Segretario generale che esse respingono l'emendamento proposto e se almeno un terzo del numero totale delle Parti contraenti, ma non meno di dieci, lo informano che esse accettano o che desiderano sia riunita una conferenza per esaminarlo, il Segretario generale convocherà una conferenza alla scopo di esaminare l'emendamento proposto od ogni altra proposta che gli sia stata sottoposta in virtù del paragrafo 4 del presente articolo.

4. Se una conferenza è convocata conformemente alle disposizioni del paragrafo 3 del presente articolo, il Segretario generale vi invitera tutti gli Stati previsti al paragrafo 1 dell'articolo 37 della presente Convenzione. Egli richiedera a tutti gli Stati invitati alla Conferenza di presentargli, al piu tardi sei mesi prima della data di apertura, tutte le proposte che essi desiderano che siano esaminate dalla detta Conferenza oltre all'emendamento proposto, e comunicherà queste proposte, almeno tre mesi prima della data di apertura della Conferenza, a tutti gli Stati invitati alla Conferenza.

5. a) Ogni emendamento alla presente Convenzione sarà ritenuto accettato dalla maggioranza dei due terzi degli Stati rappresentati alla Conferenza purché tale maggioranza raggruppi almeno i due terzi(del numero) delle Parti contraenti rappresentate alla Conferenza. Il Segretario Generale notificherà a tutte le Parti contraenti l'adozione dell'emendamento e questo entrerà in vigore dodici mesi dopo di tale notifica per tutte le Parti contraenti, ad eccezione di quelle che, durante tale periodo, avranno notificato al Segretario generale che esse respingono l'emendamento.

b) Ogni Parte contraente che avra respinto un emendamento durante il detto periodo di dodici mesi potrà, in ogni momento, notificare al Segretario generale che essa lo accetta, ed il Segretario generale comunicherà tale notifica a tutte le altre Parti contraenti. L'emendamento entrerà in vigore per la Parte contraente

che avrà notificato la sua accettazione sei mesi dopo la data in cui il Segretario generale avrà ricevuto la notifica o alla fine del detto periodo di dodici mesi se tale data è posteriore alla precedente.

6. Se la proposta di emendamento non è ritenuta accettabile conformemente al paragrafo 2 del presente articolo, e se non concorrono le condizioni prescritte al paragrafo 3 del presente articolo per la convocazione di una conferenza, la proposta di emendamento sara considerata respinta.

Articolo 42

Ogni Parte contraente potra denunciare la presente Convenzione a mezzo di notifica scritta diretta al Segretario generale. La denuncia avrà effetto un anno dopo la data in cui il Segretario generale avra ricevuto la notifica.

Articolo 43

La presente Convenzione cesserà di essere in vigore se il numero delle Parti contraenti e inferiore a cinque durante un periodo qualunque di dodici mesi consecutivi.

Articolo 44

Ogni controversia tra due o più Parti contraenti relativa all'interpretazione o all'applicazione della presente Convenzione, che le Parti non abbiano potuto regolare a mezzo di negoziazione o in altro modo, potra essere portata, su richiesta di una qualunque delle Parti contraenti interessate, davanti alla Corte Internazionale di Giustizia per essere decisa da questa.

Articolo 45

Nessuna disposizione della presente Convenzione sara interpretata come impedimento ad una Parte contraente di adottare le misure compatibili con le misure della Carta delle Nazioni Unite e limitate alle esigenze della situazione che essa ritiene necessarie per la propria sicurezza esterna o interna.

Articolo 46

1. Ogni Stato potrà, al momento in cui firmerà la presente Convenzione, o depositerà il suo strumento di ratifica o di adesione, dichiarare che non si considera legato dall'articolo 44 della presente Convenzione. Le Parti contraenti non saranno legate dall'Articolo 44 nei confronti di una qualsiasi delle Parti contraenti che avrà fatto tale dichiarazione.

2. Al momento in cui depositerà il suo strumento di ratifica o di adesione, ogni Stato può dichiarare, con notifica diretta al Segretario generale, ai fini dell'applicazione della presente Convenzione,

a) i) quale dei modelli Aa e Bb ha scelto come segnale di pericolo (Articolo 9 paragrafo 1) e;

ii) quale dei modelli B,2a eB,2b ha scelto come segnale di arresto (Articolo 10, paragrafo 3).

In ogni momento, ogni Stato potrà successivamente, con notifica diretta al Segretario generale, modificare la scelta sostituendo la sua dichiarazione con un'altra;

b) nel momento in cui deposita il proprio strumento di ratifica o di adesione, ogni Stato puo dichiarare, con notifica diretta al Segretario generale, che assimilerà i ciclomotori ai motocicli ai fini dell'applicazione della presente Convenzione (Art.1,l).

In ogni momento, ogni Stato potrà successivamente, con notifica diretta al Segretario generale, ritirare la sua dichiarazione.

3. Le dichiarazioni previste al paragrafo 2 del presente articolo avranno effetto sei mesi dopo la data in cui il Segretario generale ne avrà ricevuto notifica, o alla data in cui la Convenzione entrerà in vigore per lo Stato che fa la dichiarazione, se tale data è posteriore alla precedente;

4. Le riserve alla presente Convenzione ed ai suoi annessi, diverse dalla riserva prevista al paragrafo 1 del presente articolo, sono autorizzate a condizione che siano formulate per iscritto, e se sono state formulate prima del deposito dello strumento di ratifica o di adesione, che siano confermate in tale strumento. Il Segretario generale comunicherà le suddette riserve a tutti gli Stati previsti al paragrafo 1 dell'Articolo 37 della presente Convenzione.

5. Ogni Parte contraente che avrà formulato una riserva o fatto una dichiarazione in virtù dei paragrafi 1 e 4 del presente Articolo potrà in ogni momento, ritirarla con notifica diretta al Segretario generale.

6. Ogni riserva fatta conformemente al paragrafo 4 del presente articolo:

a) modifica, per la Parte contraente che ha formulato detta riserva, le disposizioni della Convenzione alle quali la riserva si riferisce nei limiti di quest'ultima;

b) modifica tali disposizioni negli stessi limiti per le altre Parti contraenti per quanto concerne i loro rapporti con la Parte contraente che ha notificato la riserva.

Articolo 47

Oltre le dichiarazioni, notifiche e comunicazioni previste agli Artt. 41 e 46 della presente Convenzione, il Segretario generale notificherà a tutti gli Stati previsti al paragrafo 1 dell'Articolo 37:

a) le firme, ratifiche e adesioni ai sensi dell'articolo 37;

b) le dichiarazioni di cui all'articolo 48;

c) le date e l'entrata in vigore della presente Convenzione in virtù dell'articolo 39;

d) la data dell'entrata in vigore degli emendamenti alla presente Convenzione conformemente ai paragrafi 2 e 5 dell'articolo 41;

e) le denunce di cui all'articolo 42;

f) la abrogazione della presente Convenzione di cui all'articolo 43.

Articolo 48

L'originale della presente Convenzione, fatta in un solo esemplare, in lingua inglese, cinese, spagnola, francese e russa, i cinque testi facenti ugualmente fede, sarà depositata presso il Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, che ne trasmetterà copie certificate conformi a tutti gli Stati previsti al paragrafo 1 dell'articolo 37 della presente Convenzione.

IN FEDE DI CHE i sottoscritti plenipotenziari debitamente autorizzati dai loro rispettivi Governi, hanno firmato la presente Convenzione.

FATTA a Vienna, l'8 novembre dell'anno millenovecentosessantotto.

ALLEGATI

Allegato 1

SEGNALI DI PERICOLO AD ECCEZIONE DI QUELLI POSTI IN PROSSIMITA' DELLE INTERSEZIONI O DEI PASSAGGI A LIVELLO.

Nota. Per i segnali di pericolo posti in prossimita delle intersezioni, vedere la sezione B dell'Allegato 2. Per i segnali di pericolo posti in prossimita dei passaggi a livello vedere le sezioni A e C dell'Allegato 3.

SEZIONE A. MODELLI DEI SEGNALI DI PERICOLO.

Il segnale "A" PERICOLO GENERICO è del modello Aa o del modello Ab, ambedue descritti qui di seguito e riprodotti all'Allegato 9.
Il modello Aa consiste in un triangolo equilatero avente un lato orizzontale il cui vertice opposto è orientato verso l'alto; il fondo è biancoo o giallo, il bordo è rosso. Il modello Ab consiste in un quadrato di cui una diagonale è verticale; il fondo è giallo, il bordo che si riduce ad un listello e nero. I simboli che sono posti su questi segnali sono, salvo indicazione diversa nella descrizione, neri o di colore bleu scuro.

Il lato dei segnali Aa di dimensioni normali e di circa 0,90 m (3 piedi); il lato dei segnali Aa di piccole dimensioni non deve essere inferiore a 0,60 m (2 piedi). Il lato dei segnali Ab di dimensioni normali e circa 0,60 m (2 piedi); il lato dei segnali Ab di piccole dimensioni non deve essere inferiore a 0,40 m (1 piede e 4 pollici).

Per la scelta dei modelli Aa e Ab, vedere il paragrafo 2 dell'articolo 5 ed il paragrafo 1 dell'articolo 9 della Convenzione.

SEZIONE B. SIMBOLI DEI SEGNALI DI PERICOLO E NORME PER L'IMPIEGO DI DETTI SEGNALI

1. Curva pericolosa e curve pericolose

Per indicare l'approssimarsi di una curva pericolosa o di una serie di curve pericolose, sara impiegato, a seconda dei casi uno dei seguenti segnali:

A,1a: curva a sinistra

A,1b: curva a destra

A,1c: doppia curva, o serie di piu di due curve, la prima a sinistra

A,1d: doppia curva, o serie di piu di due curve, la prima a destra.

2. Discesa pericolosa

Per indicare l'approssimarsi di una discesa con forte pendenza sara impiegato col segnale del modello Aa, il simbolo A,2a, e con il segnale del modello Ab, il simbolo A,2b.

La parte sinistra del simbolo A,2a occupa l'angolo sinistro del pannello del segnale e la sua base abbraccia tutta la larghezza del pannello. Nei simboli A,2a e A,2b, la cifra indica la pendenza in percentuale: questa indicazione puo essere sostituita con quella di un rapporto (1: 10). Tuttavia le Parti contraenti potranno scegliere, invece dei simboli A,2a oppure A,2b - tenendo conto, per quanto sara possibile, le disposizioni del paragrafo 2 b) e dell'articolo 5 della Convenzione -, se hanno adottato il modello del segnale Aa il simbolo A,2c e, se hanno adottato il modello Ab, il simbolo A,2d.

3. Salita a forte pendenza

Per segnalare l'approssimarsi di una salita a forte pendenza, sara impiegato con il modello del segnale Aa, il simbolo A,3a e con il modello Ab il simbolo A,3b.

La parte destra del simbolo A,3a occupa l'angolo destro del pannello del segnale e la sua base si estende su tutta la larghezza di questo pannello. Nei

simboli A,3a e A,3b, la cifra indica la pendenza in percentuale; questa indicazione può essere sostituita da quella di un rapporto (1:10). Tuttavia, le Parti contraenti che hanno scelto il simbolo A,2c come simbolo di discesa pericolosa potranno, invece del simbolo A,3a scegliere il simbolo A,3c e le Parti contraenti che hanno scelto il simbolo A,2d potranno, invece del simbolo A3b, scegliere il simbolo A,3d.

4. Strettoia

Per segnalare l'approssimarsi di un restringimento della carreggiata, sarà impiegato il simbolo A,4a oppure un simbolo indicante più chiaramente la configurazione dei luoghi come A,4b.

5. Ponte mobile

Per segnalare l'approssimarsi di un ponte mobile sarà impiegato il simbolo A,5.

Sotto il segnale di avvertimento incluso in detto simbolo A,5 potrà essere posto un pannello rettangolare del modello A,29a descritto all'Allegato 3 sezione C, sempre che siano posti approssimativamente ad un terzo ed a due terzi della distanza tra il segnale che comporta il simbolo A,5 ed il ponte mobile dei pannelli conformi ai modelli A,29b e A,29c descritti in detto Allegato.

6. Sbocco su di una banchina o su un argine

Per segnalare che la strada sbocca su una panchina o su un argine, sarà utilizzato il simbolo A,6.

7. Profilo irregolare

Per annunciare l'approssimarsi di cunette, di dossi, di ponti "a schiena d'asino" o di un tratto dove la carreggiata è in cattivo stato sarà utilizzato il simbolo A 7a.

Per segnalare un ponte "a schiena d'asino" o un dosso, il simbolo A,7a potrà essere sostituito con il simbolo A,7b.

Per segnalare una cunetta il simbolo A,7a può essere sostituito con il simbolo A,7c.

8. Carreggiata sdrucciolevole

Per segnalare l'approssimarsi di un tratto di strada dove la carreggiata potrebbe essere particolarmente sdrucciolevole, sara impiegato il simbolo A,8.

9. Proiezioni di ghiaia

Per segnalare l'approssimarsi di un tratto di strada dove della ghiaia potrebbe essere proiettata, sarà impiegato, con il segnale del modello Aa, il simbolo A,9a e con il segnale del modello Ab, il simbolo A,9b.

Nel caso in cui il senso di marcia è a sinistra, il simbolo dovrà essere invertito.

10. Caduta di massi

Per segnalare l'approssimarsi di un tratto di strada dove esiste il pericolo di cadute di massi e la conseguente presenza di pietre sulla strada, sara impiegato, con il segnale del modello Aa, il simbolo A,10a, e con il segnale del modello Ab, il simbolo A,10b.

In entrambi i casi, la parte destra del simbolo occupa l'angolo destro del pannello di segnalazione.

Il simbolo può essere invertito.

11. Passaggio pedonale

Per segnalare un passaggio pedonale indicato sia da segni sulla carreggiata, sia dai segnali E,11a o E,11b, sara utilizzato il simbolo A,11 di cui esistono due modelli:A,11a e A,11b.

Il simbolo può essere invertito.

12. Bambini

Per segnalare l'approssimarsi di un luogo frequentato da bambini, come l'uscita di una scuola o di un campo da gioco, sara impiegato il simbolo A,12.

Il simbolo può essere invertito.

13. Sbocco di ciclisti.

Per segnalare l'approssimarsi di un luogo dal quale spesso sboccano dei ciclisti sulla strada o la traversano, sara impiegato il simbolo A,13.

Il simbolo può essere invertito.

14. Passaggio di bestiame e di altri animali

Per segnalare l'approssimarsi di un tratto di strada dove esiste un pericolo particolare di attraversamento della strada da parte di animali, sarà impiegato il simbolo che rappresenti la sagoma di un animale della specie, domestico o vagante, che si può maggiormente incontrare, quale: il simbolo A,14a per animali domèstici ed il simbolo A,14b per animali vaganti.

Il simbolo può essere invertito.

15. Lavori in corso

Per segnalare l'approssimarsi di un tratto di strada nel quale sono in corso dei lavori, sara impiegato il simbolo A,15.

16. Segnalazione luminosa

Se viene ritenuto indispensabile segnalare l'approssimarsi di un luogo dove la circolazione e regolata mediante segnalazione semaforica, in quanto gli utenti della strada non possono aspettarsi di incontrare tale luogo, sara impiegato il simbolo A,16. Vi sono tre modelli del simbolo A,16, A,16a A,16b, A, 16c i quali corrispondono alla disposizione delle luci del gruppo semaforico tricolore descritto ai paragrafi da 4 a 6 dell'articolo 23 della Convenzione.

Questo simbolo è a tre colori, quelli delle luci del gruppo semaforico di cui segnala l'approssimarsi.

17. Aerodromo

Per segnalare l'approssimarsi di un luogo dove la strada può essere sorvolata a bassa quota da aeromobili in fase di decollo o di atterraggio su un aerodromo, sara impiegato il simbolo A,17.

Il simbolo può essere invertito.

18. Vento laterale

Per segnalare l'approssimarsi di un tratto di strada dove soffia spesso un forte vento laterale sara impiegato il simbolo A,18.

Il simbolo può essere invertito.

19. Doppio senso di circolazione

Per segnalare l'approssimarsi di un tratto di strada dove la circolazione si svolge, provvisoriamente o permanentemente, nei due sensi e sulla stessa carreggiata allorché nel tratto di strada precedente la circolazione si svolgeva a senso unico o su una strada con più carreggiate riservate per la circolazione a senso unico, sara impiegato il simbolo A,19.

Il segnale che reca questo simbolo sarà ripetuto all'inizio del tratto di strada oltre che, tanto spesso quanto sara necessario, lungo la strada. Quando il senso di circolazione si svolge a sinistra, le frecce saranno invertite.

20. Altri segnali

Per segnalare l'approssimarsi di un luogo in cui esiste un pericolo diverso da quelli enumerati nei paragrafi da 1 a 19 o negli allegati 2 e 3, potra essere impiegato il simbolo A,20.

Le Parti contraenti possono, tuttavia, adottare dei simboli espressivi conformemente alle disposizioni di cui al paragrafo 1a, ii) dell'articolo 3 della Convenzione.

Il segnale A,20 può essere impiegato particolarmente per segnalare l'attraversamento di binari ferroviari in cui contemporaneamente la circolazione è molto lenta e la circolazione stradale è regolata da un ferroviere che faccia i segnali manuali necessari.

Allegato 2

SEGNALI CHE REGOLANO LA PRECEDENZA ALLE INTERSEZIONI, SEGNALI DI PREAVVISO DI PERICOLO IN PROSSIMITA' DELLE INTERSEZIONI E SEGNALI CHE REGOLANO LA PRECEDENZA ALLE STRETTOIE

Nota: Quando ad una intersezione vi è una strada con diritto di precedenza il cui tracciato non sia rettilineo, sotto i segnali di pericolo che indicano l'intersezione o sotto i segnali che regolano la precedenza posti o meno all'intersezione, potrà essere aggiunto un pannello che riporti lo schema dell'intersezione con il tracciato della strada con diritto di precedenza.

SEZIONE A. SEGNALI CHE REGOLANO LA PRECEDENZA ALLE INTERSEZIONI

1. Segnale "DARE LA PRECEDENZA"

Il segnale "DARE LA PRECEDENZA" è il segnale B,1. Esso ha la forma di un triangolo equilatero avente un lato orizzontale il cui vertice opposto è orientato verso il basso; il fondo è bianco o giallo, il bordo è rosso; il segnale non riporta alcun simbolo.

Il lato del segnale di dimensioni normali è di circa 0,90 m (3 piedi), quello dei segnali di dimensioni ridotte non deve essere inferiore a 0,60 m (2 piedi).

2. Segnale di "ARRESTO ALL'INCROCIO"

Il segnale "ARRESTO ALL'INCROCIO" è il segnale B,2 del quale vi sono due modelli:

- il modello B,2a è ottagonale a fondo rosso e reca la scritta "STOP" di colore bianco, in inglese o nella lingua dello Stato interessato; l'altezza della scritta è uguale almeno ad un terzo dell'altezza del pannello;

- il modello B,2b è circolare a fondo bianco o giallo con bordo rosso; esso reca nella parte interna il segnale B,1 senza scritte e inoltre verso l'alto, a caratteri grandi, la scritta "STOP" in nero o in bleu scuro, in lingua inglese o nella lingua dello Stato interessato.

L'altezza del segnale B,2a di dimensioni normali ed il diametro del segnale B,2b di dimensioni normali sono all'incirca 0,90 m (3 piedi); quelli dei segnali di dimensioni ridotte non devono essere inferiori a 0,60 m(2piedi).

Per la scelta tra i modelli B,2a e B,2b, vedere il paragrafo 2 dell'articolo 5 ed il paragrafo 3 dell'articolo 10 della Convenzione.

3. Segnale "STRADA CON DIRITTO DI PRECEDENZA"

Il segnale "STRADA CON DIRITTO DI PRECEDENZA" e il segnale B,3. Esso ha la forma di un quadrato di cui una diagonale e verticale. Il bordo esterno è nero; lo spazio tra i due quadrati e bianco.

Il lato del segnale di dimensioni normali e di circa 0,50 m (1piede e 8 pollici); quello dei segnali di dimensioni ridotte non deve essere inferiore a 0,35 (1 piede e 2 pollici).

4. Segnale "FINE DI STRADA CON DIRITTO DI PRECEDENZA"

Il segnale "FINE DI STRADA CON DIRITTO DI PRECEDENZA" e il segnale B,4. Esso è costituito dal segnale B,3 sul quale è aggiunta una striscia mediana perpendicolare ai lati inferiore sinistro e superiore destro, o una serie di tratti neri o grigi paralleli che formano una striscia del tipo sopra indicato.

SEZIONE B. - SEGNALI DI PERICOLO IN PROSSIMITA' DELLE INTERSEZIONI

1. Segnali

I segnali di pericolo posti in prossimità di una intersezione sono del modello Aa oppure Ab descritti nella sezione A dell'Allegato 1.

2. Simboli

I simboli sono di colore nero o bleu scuro.

a) Per i simboli da apporre sul segnale Aa o Ab, si distingueranno i casi seguenti:

i) Intersezione in cui la precedenza e quella stabilita dalla regola generale di precedenza in vigore nel paese. Sara impiegato con il segnale di modello Aa il simbolo A,21a, e con il segnale del modello Ab il simbolo A,21b.

I simboli A,21a e A,21b potranno essere sostituiti da simboli che indichino piu chiaramente la natura dell'intersezione, come ad esempio A,21c, A,21d, A,21e, A, 21f e A, 21 g.

ii) Intersezioni con una strada i cui utenti dovranno dare la precedenza. Sara impiegato il simbolo A,22a.

Il simbolo A,22a potra essere sostituito con dei simboli che indichino più chiaramente la natura dell'intersezione, come ad esempio:A,22b e A,22c.

Questi simboli potranno essere impiegati su una strada soltanto se e posto, sulla strada o sulle strade con le quali essa forma la intersezione presegnalata, il segnale B,1 o il segnale B,2 o se queste strade sono tali (per esempio, dei sentieri o strade di campagna) che in virtù della legislazione nazionale i conducenti che le percorrono debbono, anche in assenza di detti segnali, dare la precedenza all'intersezione. L'impiego di questi simboli sulla strada dove e posto il segnale B,3 sara limitato a taluni casi eccezionali.

iii) Intersezione con una strada sulla quale si deve dare la precedenza agli utenti che la percorrono. Se all'intersezione e posto il segnale B,1 "DARE LA PRECEDENZA" sarà impiegato il simbolo A,23.

Se all'intersezione e opposto il segnale B,2 "ARRESTO ALL'INCROCIO" il simbolo da impiegare sarà uno dei due simboli A,24a e A, 24b che corrisponde al modello del segnale B,2.

Tuttavia, invece di impiegare il segnale Aa con detti simboli, potra essere impiegato il segnale B,1 o B,2 in conformita al paragrafo 6 dell'articolo 10 della presente Convenzione.

iv) Rotatoria. Sara impiegato il simbolo A,25.

Quando il senso di circolazione è a sinistra, il senso delle frecce del simbolo dovra essere invertito.

b) Nel caso in cui la circolazione all'intersezione e regolata da semafori in sostituzione o in piu dei segnali prescritti in questa sezione potra essere posto un segnale Aa o Ab recante il simbolo A,16 descritto nella Sezione B dell'allegato1.

SEZIONE C.- SEGNALI CHE REGOLANO LA PRECEDENZA NELLE STRETTOIE

1. Segnale che indica di dare la precedenza nei sensi unici alternati.

Se, in una strettoia dove l'incrocio e difficile o impossibile, la circolazione deve essere regolata e se, qualora i conducenti possano vedere distintamente sia di notte che di giorno tutta l'estensione della strettoia in questione, la regolamentazione consiste nell'attribuire la precedenza ad un senso di circolazione senza l'installazione di semafori, sara posto di fronte al senso di circolazione dal lato della strettoia dove si deve dare la precedenza, il segnale B,5 "DARE LA PRECEDENZA NEI SENSI UNICI ALTERNATI". Questo segnale indica il divieto di impegnare la strettoia prima che sia possibile attraversarla senza obbligare i veicoli provenienti in senso inverso ad arrestarsi.

Questo segnale e circolare a fondo bianco o giallo con bordo rosso; la freccia che indica il senso di precedenza e nera e quella che indica l'altro senso e rossa.

Negli Stati in cui la circolazione si svolge sul lato sinistro, la posizione dellefreccie del simbolo sarà invertita.

2. Segnale che indica il diritto di precedenza nei sensi unici alternati

Per notificare ai conducenti che in una strettoia essi hanno la precedenza rispetto ai veicoli che procedono in senso inverso, sarà impiegato il segnale B,6.

Questo segnale è rettangolare a fondo bleu; la freccia orientata verso l'alto è bianca, l'altra è rossa.

Nel caso in cui la circolazione si svolge sul lato sinistro, la posizione delle frecce del simbolo sarà invertita.

Quando è impiegato un segnale B,6 deve essre posto obbligatoriamente sulla strada all'altra estremità della strettoia in questione il segnale B,5 destinato alla circolazione che procede in senso inverso.

ALLEGATO 3

SEGNALI RELATIVI AI PASSAGGI A LIVELLO

SEZIONE A. - SEGNALI DI PERICOLO.

Il segnale da installare e il segnale Aa o il segnale Ab descritti al paragrafo A dell'Allegato 1. Per il simbolo da apporre su questo segnale, si dovranno distinguere i casi seguenti:

a) per segnalare i passaggi a livello muniti di barriere complete o di semibarriere disposte a metà su ciascun lato della linea ferroviaria, sara impiegato il simbolo A,26.

b) per segnalare gli altri passaggi a livello, sara impiegato il simbolo A,27 del quale vi sono due modelli: A,27a e A,27b.

c) per segnalare un incrocio con una linea tranviaria, con la riserva che non si tratti di un passaggio a livello ai sensi della definizione data nel primo articolo della Convenzione, potrà essere impiegato il simbolo A,28.

NOTA: Se si ritiene necessario segnalare l'incrocio di strade con linee ferroviarie dove contemporaneamente la circolazione ferroviaria è molto lenta e la circolazione stradale e regolata da un ferroviere che faccia i segnali manuali necessari sara impiegato il segnale A,20 descritto nella sezione B dell'allegato 1.

SEZIONE B. SEGNALI DA PORRE NELLE IMMEDIATE VICINANZE DEI PASSAGGI A LIVELLO

Vi sono tre modelli del segnale B,7 previsto al paragrafo 2 dell'articolo 35 della Convenzione: B,7a, B,7b e B,7c.

I modelli B,7a e B,7b sono a fondo bianco o giallo e bordo rosso o nero; il modello B,7c e a fondo bianro o giallo e bordo nero; l'iscrizione del modello B, 7c è in lettere nere. Il modello B,7b deve essere impiegato soltanto se la linea ha almeno due binari; nel modello B,7c il pannello integrativo deve essere apposto soltanto se la linea comporta almeno due binari, nel qual caso indica il numero dei binari.

La lunghezza normale dei bracci della croce e di almeno 1,20 m (4 piedi). In mancanza di spazio sufficiente, il segnale può esser presentato con le punte orientate verso l'alto e verso il basso.

SEZIONE C - SEGNALI SUPPLEMENTARI IN PROSSIMITA' DEI PASSAGGI A LIVELLO

I pannelli menzionati al paragrafo 3 dell'articolo 35 della Convenzione sono i segnali A,29a, A,29b e A,29c. L'inclinazione delle barre e orientata verso la carreggiata.

Sopra i segnali A,29b e A,29c potra essere apposto, nello stesso modo in cui dovra esserlo sul segnale A,29a, il segnale di pericolo del passaggio a livello.

ALLEGATO 4

SEGNALI DI PRESCRIZIONE AD ECCEZIONE DI QUELLI RIGUARDANTI LA PRECEDENZA, LA FERMATA E LA SOSTA

Nota: Per i segnali di precedenza vedere l'allegato 2; per i segnali di arresto e di sosta, vedere l'allegato 6.

SEZIONE A. - SEGNALI DI DIVIETO O DI RESTRIZIONE

1. Caratteristiche dei segnali e dei simboli

a) I segnali di divieto o di restrizione sono circolari: il loro diametro non dovrà essere inferiore a 0,60 m (2 piedi) fuori dei centri abitati e di 0,40 m (16 pollici) nei centri abitati.

b) Salvo le eccezioni precisate qui di seguito all'atto della descrizione dei segnali in questione, i segnali di divieto o di restrizione sono a fondo bianco o giallo con un largo bordo rosso ed i simboli nonché, se ve ne sono, le scritte, sono neri o di colore bleu scuro e le barre oblique, se ve ne sono, sono rosse e debbono essere inclinate dall'alto verso il basso partendo da sinistra.

2. Descrizione dei segnali

a) Divieto e restrizione di accesso

i) per indicare il divieto di accesso a tutti i veicoli, sara impiegato il segnale C,1 "DIVIETO DI ACCESSO" del quale esistono due modelli:C,1a e C,1b.

ii) per indicare che la circolazione dei veicoli è vietata nei due sensi verra impiegato il segnale C,2 "DIVIETO DI TRANSITO NEI DUE SENSI".

iii) per indicare il divieto di transito a talune categorie di veicoli o soltanto di utenti, sara impiegato un segnale recante come simbolo la sagoma del veicolo o dell'utente a cui la circolazione è vietata. I segnali C,3a, C,3b, C,3c, C,3d, C,3e, C,3f, C,3g, C,3h, C,3j e C,3k hanno i seguenti significati:

C,3a "DIVIETO DI TRANSITO A TUTTI I VEICOLI A MOTORE ECCETTO I MOTOVEICOLI A DUE RUOTE SENZA SIDE-CAR"

C,3b "DIVIETO DI TRANSITO AI MOTOVEICOLI"

C,3c " DIVIETO DI TRANSITO AI VELOCIPEDI"

C,3d " DIVIETO DI TRANSITO AI CICLOMOTORI"

C,3e "DIVIETO DI TRANSITO AI VEICOLI ADIBITI AL TRASPORTO DI MERCI"

La scritta, sia in chiaro sulla sagoma del veicolo, sia, in conformità del paragrafo 4 dell'articolo 8 della Convenzione, su un pannello integrativo posto sotto il segnale C,3e, di una cifra di tonnellaggio, indica che il divieto si applica soltanto se il peso massimo autorizzato del veicolo o del rimorchio supera tale cifra.

C,3f "DIVIETO DI TRANSITO A TUTTI I VEICOLI A MOTORE CHE TRAINANO UN RIMORCHIO DIVERSO DA UN SEMIRIMORCHIO O DA UN RIMORCHIO AD UN ASSALE".

La scritta, sia in chiaro sulla sagoma del rimorchio, sia, in conformita del paragrafo 4 dell'articolo 8 della Convenzione, su un pannello integrativo posto sotto il segnale C,3f, di una cifra di tonnellaggio,. indica che il divieto si applica soltanto se il peso massimo autorizzato del rimorchio supera tale cifra.

Le Parti contraenti potranno, qualora lo ritengano opportuno, sostituire nel simbolo la sagoma della vista posteriore di un autocarro con quella della vista posteriore di una autovettura e la sagoma del rimorchio tale come è disegnata con quella di un rimorchio trainabile da tale tipo di autovettura.

C,3g "DIVIETO DI ACCESSO AI PEDONI";

C,3h "DIVIETO DI ACCESSO AI VEICOLI A TRAZIONE ANIMALE";

C,3j "DIVIETO DI ACCESSO AI VEICOLI A BRACCIA";

C,3k "DIVIETO DI ACCESSO ALLE MACCHINE AGRICOLE"

Nota. Le Parti contraenti potranno scegliere di non far comparire sui segnali da C,3a a C,3k la barra obliqua rossa che congiunge il quadrante supe-

riore sinistro al quadrante inferiore destro oppure, se ciò non nuoce alla visibilità ed alla comprensione del simbolo, di non interrompere la barra nel punto in cui attraversa il simbolo.

iv) per indicare il divieto di accesso a più categorie di veicoli o di utenti, potranno essere impiegati, sia dei segnali di divieto in cui vi siano le categorie escluse, sia un segnale di divieto recante le diverse sagome dei veicoli o degli utenti ai quali è vietato il transito. I segnali C,4a"DIVIETO DI TRANSITO A TUTTI I VEICOLI A MOTORE" e C,4b "DIVIETO DI TRANSITO A TUTTI I VEICOLI A MOTORE ED AI VEICOLI A TRAZIONE ANIMALE" sono degli esempi di un segnale del genere.

Non potrà essere apposto un segnale che comporti più di due sagome fuori dei centri abitati e più di tre nei centri abitati.

v) Per notificare il divieto di accesso ai veicoli il cui peso o le dimensioni superino certi limiti, saranno impiegati i seguenti segnali:

C,5 "TRANSITO VIETATO AI VEICOLI AVENTI ALTEZZA SUPERIORE A...METRI (...PIEDI)";

C,6 "TRANSITO VIETATO AI VEICOLI AVENTI ALTEZZA TOTALE SUPERIORE A...METRI (...PIEDI)";

C,7 "TRANSITO VIETATO AI VEICOLI AVENTI UN PESO A PIENO CARICO SUPERIORE A... TONNELLATE";

C,8 "TRANSITO VIETATO AI VEICOLI AVENTI UN PESO PER ASSE SUPERIORE A... TONNELLATE";

C,9 "TRANSITO VIETATO AI VEICOLI O INSIEMI DI VEICOLI AVENTI UNA LUNGHEZZA SUPERIORE A ...METRI (...PIEDI)";

vi) per indicare il divieto ai veicoli di circolare senza mantenere tra loro un intervallo almeno uguale al quello indicato sul segnale di divieto, sarà impiegato il segnale C,10 "DIVIETO AI VEICOLI DI CIRCOLARE SENZA MANTENERE TRA DI LORO UNA DISTANZA DI ALMENO...METRI (...YARDS)".

b) Divieto di svolta

Per indicare il divieto di svolta (a destra o a sinistra a seconda del senso della freccia), sarà utilizzato il segnale C,11a "DIVIETO DI SVOLTA A SINISTRA" oppure il segnale C,11b "DIVIETO DI SVOLTA A DESTRA".

c) Divieto di inversione ad U

Per indicare il divieto di inversione ad U, sara impiegato il segnale C,12 "DIVIETO DI INVERSIONE AD U".

d) Divieto di sorpasso

i) Per indicare che, in aggiunta alle norme generali per il sorpasso previste dalla legge in vigore, e vietato sorpassare i veicoli a motore diversi dai ciclomotori a due ruote e dai motocicli a due ruote senza carrozzetta, verra impiegato il segnale C,13a "DIVIETO DI SORPASSO PER TUTTI I VEICOLI".

Di detto segnale esistono due modelli:C,13aa e C, 13ab.

ii) Per indicare che il divieto di sorpasso si applica soltanto ai veicoli adibiti al trasporto di merci il cui peso massimo autorizzato supera le 3,5 tonnellate (7.700 libbre) sara impiegato il segnale C,13b "DIVIETO DI SORPASSO PER VEICOLI ADIBITI AL TRASPORTO DI MERCI". Di questo segnale esistono due modelli:C,13ba e C,13bb.

Una scritta su un pannello integrativo posto sotto il segnale in conformità del paragrafo 4 dell'articolo 8 della Convenzione, può modificare il peso massimo autorizzato per il veicolo al di sopra di quello per cui si applica il divieto.

iii) In caso di circolazione a sinistra, i colori degli autoveicoli raffigurati nei segnali C,13aa e C,13ba sono invertiti.

e) Limitazione di velocità

Per indicare una limitazione di velocità dovrà essere impiegato il segnale C,14 "VELOCITA' MASSIMA LIMITATA ALLA CIFRA INDICATA". La cifra riportata sul segnale indica la velocità massima nell'unita di misura piu correntemente impiegata nei Paesi per designare la velocità dei veicoli. A fianco o sotto la cifra della velocità può essere aggiunto, per esempio "km"(chilometri) o "m" (miglia).

Per indicare una limitazione di velocità applicabile soltanto ai veicoli il cui peso massimo autorizzato supera una data cifra, una scritta che indichi tale cifra sara apposta in un pannello integrativo posto sotto il segnale in conformità del paragrafo 4 dell'articolo 8 della Convenzione.

F) Divieto di segnalazioni acustiche

Per indicare il divieto di fare uso degli avvisatori acustici, salvo allo scopo di evitare un incidente, sara impiegato il segnale C,15 "DIVIETO DI SEGNALAZIONI ACUSTICHE". Questo segnale, quando non è posto all'accesso di un centro abitato perpendicolarmente al segnale di località del centro abitato o poco dopo detto segnale, dovrà essere completato da un pannello integrativo del modello 2, descritto nell'Allegato 7, che indichi la lunghezza alla quale si applica il divieto. Si raccomanda di non apporre questo segnale all'accesso del centro abitato quando il divieto è sancito per tutti i centri abitati e di prevedere che all'accesso di un centro abitato il segnale di località del centro stesso indichi agli utenti che la regolamentazione della circolazione è quella che si applica sul proprio territorio nei centri abitati.

g) Obbligo di arresto

Per indicare l'approssimarsi di un posto doganale, dove la fermata e obbligatoria, sara impiegato il segnale C,16 "OBBLIGO DI ARRESTO". In deroga all'articolo 8 della Convenzione, il simbolo di questo segnale comporta la parola dogana: la scritta è riportata preferibilmente in due lingue; le Parti contraenti che installerranno i segnali C,16 dovranno sforzarsi di accordarsi sul piano continentale, affinché tale parola figuri nella stessa lingua sui segnali che esse installano.

Questo stesso segnale può essere impiegato per indicare altri obblighi di arresto; in tal caso la parola "dogana" è sostituita da un'altra scritta molto breve che indica il motivo dell'arresto.

h) Fine del divieto o delle limitazioni

i) Per indicare il punto dove tutti i divieti indicati mediante segnali di divieto per i veicoli in marcia cessano di essere validi, sarà impiegato il segnale C,17a "FINE DI TUTTI I DIVIETI LOCALI IMPOSTI AI VEICOLI IN MOVIMENTO".

Questo segnale sarà circolare, a fondo bianco o giallo, senza bordo o con un semplice bordo nero, e avrà una striscia diagonale inclinata dall'alto verso il basso partendo da destra, striscia che potrà essere nera o grigia scuro oppure essere formata da linee parallele nere o grigie.

ii) Per indicare il punto in cui un divieto o una data restrizione segnalata ai veicoli in movimento mediante un segnale di divieto o di restrizione cessa di essere valido, sarà impiegato il segnale C,17b "FINE DELLA LIMITAZIONE DI VELOCITA'" o il segnale C,17c "FINE DEL DIVIETO DI SORPASSO". Questi segnali saranno analoghi al segnale C,17a, ma mostreranno, inoltre, in grigio chiaro il simbolo del divieto o della restrizione alla quale si pone il termine.

In deroga alle disposizioni del paragrafo 1 dell'articolo 6 della Convenzione, i segnali previsti al presente alinea h) potranno essere posti sul retro del segnale di divieto o di restrizione destinati al traffico che procede in senso inverso.

SEZIONE B.- SEGNALI DI OBBLIGO

1. Caratteristiche generali dei segnali e dei simboli

a) I segnali di obbligo sono circolari: il loro diametro non dovrà essere inferiore a 0,60 m (2 Piedi) fuori dei centri abitati ed a 0,40 m (16 pollici) nei centri abitati. Tuttavia, segnali di diametro non inferiore a 0,30 m (12 pollici) possono essere accoppiati a segnali luminosi oppure posti sui limiti dei salvagente.

b) Salvo disposizioni contrarie i segnali sono bleu ed i simboli sono bianchi o di colore chiaro oppure i segnali sono bianchi con un bordo rosso ed i simboli sono neri.

2. Descrizione dei segnali

a) Direzione obbligatoria

Per segnalare la direzione che i veicoli hanno l'obbligo di seguire, o le sole direzioni che i veicoli possono prendere, sarà impiegato il modello D,1a

del segnale D,1 "DIREZIONE OBBLIGATORIA" nel quale la freccia o le freccie saranno dirette nella o nelle direzioni in questione. Tuttavia, invece di impiegare il segnale D,1a, puo essere impiegato, in deroga alle disposizioni di cui al paragrafo 1 di questa sezione B, il segnale D,1b; questo segnale D,1b è nero con un sottile bordo bianco ed un simbolo bianco.

b) Direzione obbligatoria

Il segnale D,2 "DIREZIONE OBBLIGATORIA" posto, in deroga al paragrafo 1 dell'articolo 6 della Convenzione, su un salvagente o davanti ad un ostacolo della carreggiata, indica che i veicoli hanno l'obbligo di passare dal lato del salvagente o dell'ostacolo indicato dalla freccia.

c) Rotatoria

Il segnale D,3 "ROTATORIA" indica ai conducenti l'obbligo di attenersi alle regole concernenti le intersezioni a senso rotatorio.

Nel caso in cui la circolazione si svolga a sinistra, la direzione delle freccie sara invertita.

d) Pista ciclabile

Il segnale D,4 "PISTA CICLABILE OBBLIGATORIA" indica ai ciclisti l'obbligo di circolare sulla pista ciclabile all'inizio della quale esso è posto ed ai conducenti di altri veicoli che essi non hanno il diritto di impegnare tale pista. Tuttavia, se la legislazione nazionale lo prevede o se ciò è imposto da un pannello integrativo recante una iscrizione o il simbolo del segnale C,3d, i conducenti dei ciclomotori sono egualmente tenuti a circolare su detta pista.

e) Viale pedonale

Il segnale D,5 "VIALE PEDONALE" indica ai pedoni che essi sono obbligati ad utilizzare il passaggio all'inizio del quale esso è posto ed agli altri utenti della strada che essi non hanno il diritto di servirsene.

f) Riservato ai quadrupedi

Il segnale D,6 "RISERVATO AI QUADRUPEDI" indica ai conducenti di quadrupedi l'obbligo di circolare sulla pista all'inizio della quale esso è posto, ed agli altri utenti della strada che essi non hanno il diritto di servirsene.

g) Limite minimo di velocità

Il segnale D,7 "LIMITE MINIMO DI VELOCITA'" indica che i veicoli che circolano sulla strada all'inizio della quale esso è posto sono obbligati a circolare ad una velocita non inferiore a quella indicata; la cifra riportata sul segnale indica detta velocità nell'unità di misura piu correntemente usata nel paese per indicare la velocità dei veicoli. A lato della cifra della velocità può essere aggiunto per esempio,Km(chilometri) oppure "m" (miglia).

h) Fine del limite minimo di velocità

Il segnale D,8 "Fine del limite minimo di velocità" indica la fine del limite minimo di velocita prescritto dal segnale D,7. Il segnale D,8 è identico al segnale D,7 ma e attraversato da una barra obliqua rossa che va dal bordo superiore destro del segnale al bordo inferiore sinistro del segnale stesso.

i) Obbligo di catene per neve

Il segnale D,9 "OBBLIGO DI CATENE PER NEVE" indica che i veicoli che circolano sulla strada all'inizio della quale esso è posto sono obbligati a circolare con catene per neve almeno sulle due ruote motrici.

ALLEGATO 5

SEGNALI DI INDICAZIONE AD ECCEZIONE DI QUELLI CHE RIGUARDANO LA SOSTA

NOTA. Per i segnali di indicazione relativi alla sosta, vedere l'allegato 6.

Caratteristiche generali dei segnali e dei simboli delle sezioni da A ad F (per quelle dei segnali e dei simboli della sezione G, vedere detta sezione)

1. I segnali di indicazione sono generalmente rettangolari; tuttavia, i segnali di direzione possono avere la forma di un rettangolo allungato avente il lato lungo orizzontale e terminante con una punta a freccia.

2. I segnali di indicazione recano sia dei simboli o delle scritte bianche o di colore chiaro su fondo di colore scuro, sia dei simboli o delle scritte di colore scuro su fondo bianco o di colore chiaro; il colore rosso può essere impiegato solo in caso eccezionale e non deve mai predominare.

Sezione A. Segnali di preavviso di bivio

1. Caso generale

Esempi di segnali di preavviso di bivio: E, 1a, E, 1b e E, 1c.

2. Casi particolari

a) Esempi di segnali di preavviso per un STRADA SENZA USCITA: E,2a ed E,2b.

b) Esempio di segnale di preavviso per l'itinerario da seguire per girare a sinistra nel caso in cui la svolta a sinistra è proibita all'intersezione successiva: E,3.

c) Esempio di segnale per la preselezione delle intersezioni su strade a più corsie: E,4.

SEZIONE B. SEGNALI DI DIREZIONE

1. Esempi di segnali che indicano la direzione di una località: E,5.a, E, 5b, E, 5c ed E, 5d.
2. Esempi di segnali che indicano la direzione di un aerodromo: E,6a, E,6b ed E,6c.
3. Il segnale E,7 indica la direzione di un terreno per il campeggio.
4. Il segnale E,8 indica la direzione di un ostello per la gioventù.

SEZIONE C.- SEGNALI DI LOCALITA'

Il lato più lungo del rettangolo che costituisce il segnale è orizzontale.

1. Esempi di segnali che indicano l'accesso di un centro abitato: E,9a ed E,9b.
2. Esempi di segnali che indicano il termine di un centro abitato: E,9c ed E,9d.

In deroga alle disposizioni del paragrafo 1 dell'articolo 6 della Convenzione detti segnali possono essere posti sul retro dei segnali di località di un centro abitato.

SEZIONE D.- SEGNALI DI CONFERMA

Il segnale E,10 è un esempio di un segnale di conferma. In deroga alle disposizioni del paragrafo 1 dell'Articolo 6 della Convenzione, detto segnale può essere posto sul retro di un altro segnale destinato al traffico procedente in senso inverso.

SEZIONE E.- PASSAGGIO PEDONALE

Il segnale E, 11a "PASSAGGIO PEDONALE" è impiegato per indicare ai pedoni ed ai conducenti la posizione di un passaggio pedonale.

Il pannello è di colore bleu o nero, il triangolo è bianco o giallo ed il simbolo è nero o bleu scuro; il simbolo è l'A,11.

Tuttavia potrà essere impiegato anche il segnale E,11b a forma di pentagono irregolare, con fondo bleu e simbolo bianco.

SEZIONE F. ALTRI SEGNALI CHE DANNO INDICAZIONI UTILI PER LA GUIDA DEI VEICOLI

Questi segnali sono a fondo blu.

1. Segnale "OSPEDALE"

Questo segnale sarà impiegato per indicare ai conducenti di veicoli che è necessario prendere le precauzioni dovute richieste dalla prossimità di una casa di cura, in particolare di evitare i rumori il più possibile. Vi sono due modelli di detti segnali E,12a e E,12b.

La croce rossa che figura nel segnale E,12b può essere sostituita da uno dei simboli che figurano al paragrafo 2 a) della sezione G.

2. Segnale "STRADA A SENSO UNICC"

Possono essere posti due segnali diversi "STRADA A SENSO UNICO" quando si ritiene necessario confermare agli utenti della strada che si trovano su una strada a senso unico:

a) il segnale E,13a posto in modo sensibilmente perpendicolare all'asse della carreggiata; il suo pannello è quadrato;

b) il segnale E, 13 b posto all'incirca parallelamente all'asse della carreggiata; il suo pannello è costituito da un rettangolo allungato il cui lato più lungo è orizzontale. Le parole "senso unico" possono essere inscritte sulle frecce del segnale E,13b nella lingua nazionale o in una delle lingue nazionali del Paese.

L'installazione dei segnali E,13a e E13b è indipendente dall'installazione, prima dell'inizio della strada, di segnali di divieto e di obbligo.

3. Segnale "STRADA SENZA USCITA"

Il segnale E,14 "STRADA SENZA USCITA" posto all'inzio di una strada indica che la stessa e senza uscita.

4. Segnali che indicano l'entrata o l'uscita di un'autostrada

Il segnale E,15 "AUTOSTRADA" è posto nel luogo a partire dal quale si applicano le norme speciali di circolazione sulle autostrade. Il segnale E,16 "FINE AUTOSTRADA" è posto nel luogo in cui dette norme cessano di essere applicate.

Il segnale E,16 può egualmente essere impiegato e ripetuto per indicare l'approssimarsi della fine di una autostrada; ciascun segnale così installato porterà indicata sulla parte inferiore la distanza tra il punto di installazione e la fine dell'autostrada.

5. Segnali che indicano l'entrata o l'uscita di una strada dove le norme di circolazione sono le stesse di quelle di un'autostrada.

Il segnale E,17 "RISERVATO ALLE AUTOVETTURE" è posto nel luogo a partire dal quale si applicano le norme speciali di circolazione sulle strade diverse dalle autostrade, che sono riservate alla circolazione automobilistica ed in cui l'accesso alle proprietà confinanti non e consentito. Un pannello integrativo posto sotto il segnale E,17 potrà indicare che, in deroga, l'accesso delle autovetture alle proprietà confinanti è autorizzato.

Il segnale E,18 "FINE DELLA STRADA RISERVATA ALLE AUTOVETTURE" potrà egualmente essere impiegato e ripetuto per indicare l'approssimarsi del termine della strada; ogni segnale così installato porterà indicata sulla parte inferiore la distanza tra il suo punto di installazione ed il termine della strada.

6. Segnali che indicano una fermata di autobus o di tram

E,19 "FERMATA DI AUTOBUS" e E,20 "FERMATA DI TRAM"

7. Segnale "PRATICABILITA' DELLA STRADA"

Il segnale E,21 "PRATICABILITA' DELLA STRADA sara impiegato per indicare se una strada di montagna, soprattutto al transito di un passo, è aperta o chiusa; esso verra posto all'imbocco della strada o delle strade che adducono al passo in questione.

Il nome del passo è scritto in bianco.Nel segnale, a titolo di esempio, è riportato il toponimo "Furka".

I pannelli 1,2 e 3 sono mobili.

Se il passo e chiuso, il pannello 1 e di colore rosso e reca la scritta "CHIUSO"; se il passo e aperto, esso è di colore verde e reca la scritta

"APERTO". Le scritte sono in bianco e, preferibilmente, in più lingue.

I pannelli 2 e 3 sono a fondo bianco con scritte e simboli in nero.

Se il passo e aperto, il pannello 3 non porta alcuna indicazione ed il pannello 2, secondo lo stato della strada, non reca alcuna indicazione, oppure mostra il segnale D,9 "CATENE DA NEVE OBBLIGATORIE", oppure mostra il simbolo E,22 "SI RACCOMANDANO CATENE O PNEUMATICI DA NEVE"; questo simbolo deve essere nero.

Se il passo è chiuso, il pannello 3 reca il nome della località sino alla quale la strada è aperta ed il pannello 2 reca, secondo lo stato della strada, la scritta "APERTO FINO A", sia il simbolo E,22, sia il segnale D,9.

SEZIONE G. - SEGNALI CHE INDICANO DEGLI IMPIANTI CHE POSSONO ESSERE UTILI AGLI UTENTI DELLA STRADA

1. Caratteristiche dei segnali e dei simboli di questa sezione.

a) I segnali F sono a fondo bleu o verde; essi riportano un rettangolo bianco o di colore giallo sul quale appare il simbolo.

b) Sulla banda bleu o verde della base dei segnali può essere riportata in bianco la distanza alla quale si trova l'impianto indicato o l'imbocco della strada che vi conduce; sul segnale nel quale è riportato il simbolo F,5 può esserer riportata allo stesso modo la scritta "HOTEL" o "MOTEL". I segnali possono anche essere posti all'imbocco della strada che conduce all'installazione ed hanno in tal caso sulla parte bleu o verde sita alla loro base una freccia direzionale in bianco. Il simbolo è nero o blu scuro, ad eccezione dei simboli F,1a, F,1b e F,1c che sono rossi.

2. Descrizione dei simboli

a) Simboli "PRONTO SOCCORSO"

I simboli che rappresentano i posti di pronto soccorso negli Stati interes-

sati saranno utilizzati. I simboli sono rossi. Esempi di questi simboli sono: F,1a , F, 1b e F, 1c.

b) Simboli diversi

F,2 "ASSISTENZA MECCANICA"

F,3 " TELEFONO"

F,4 " RIFORNIMENTO CARBURANTE"

F,5 " HOTEL" o "MOTEL"

F,6 " RISTORANTE"

F,7 " VENDITA DI BEVANDE O "CAFFETTERIA"

F,8 " AREA ADIBITA A PICNIC"

F,9 " AREA ADIBITA COME PUNTO DI PARTENZA PER ESCURSIONI"

F,10 "CAMPEGGIO"

F,11 " TERRENO PER RIMORCHI ABITABILI"

F,12 "CAMPEGGIO E RIMORCHI ABITABILI"

F,13 "OSTELLO DELLA GIOVENTU'"

ALLEGATO 6

SEGNALI CHE RIGUARDANO LA FERMATA E LA SOSTA

Sezione A. Segnali che vietano o limitano la fermata o la sosta

Caratteristiche generali dei segni e dei simboli

Questi segnali sono circolari; il loro diametro non deve essere inferiore a 0,60 m (2 Piedi) fuori dei centri abitati ed a 0,25 m (10 pollici) nei centri abitati. Salvo diversa indicazione data in questo allegato, il fondo e bleu ed il bordo e le barre diagonali sono rosse.

Descrizione dei segnali

1.a) Per indicare i luoghi dove la sosta è vietata, verrà impiegato il segnale C,18 "SOSTA VIETATA"; per indicare i luoghi dove la fermata e la sosta sono vietate, verrà impiegato il segnale C,19 "DIVIETO DI SOSTA E DI FERMATA".

b) Il segnale C,18 può essere sostituito da un segnale circolare a bordo rosso e barra diagonale rossa, recante in nero su fondo bianco o giallo la lettera o l'ideogramma che indica la sosta nello Stato interessato.

c) Le scritte sul pannello integrativo posto sotto il segnale possono limitare la portata del divieto indicando, secondo i casi:

i) i giorni della settimana o del mese o le ore della giornata durante le quali si applica il divieto;

ii) La durata oltre la quale il segnale C,18 vieta la sosta o la durata oltre la quale il segnale C,19 vieta la fermata o la sosta;

iii) Le eccezioni riguardanti talune categorie di utenti della strada;

d) la scritta concernente la durata oltre la quale la fermata o la sosta sono proibite può, invece di essere riportata su un pannello integrativo, essere riportata nella parte inferiore del cerchio rosso del segnale.

2.a) Quando la sosta e autorizzata talvolta da un lato della strada, talvolta dall'altro, saranno impiegati, invece del segnale C,18, i segnali C,20a e C,20b "SOSTA ALTERNATA".

b) Il divieto di sosta si applica dal lato del segnale C,20a nei giorni dispari e, sul lato del segnale C,20b, nei giorni pari; l'ora del cambiamento di lato viene fissata dalla legislazione nazionale, senza essere necessariamente la mezzanotte. La legislazione nazionale può inoltre fissare una periodicita non quotidiana dell'alternazione della sosta; le cifre I e II vengono allora sostituite sui segnali dai periodi di alternazione, per esempio 1-15 e 16-31 per una alternazione il 1° ed il 16 di ciascun mese.

c) Il segnale C,18 può essere impiegato dagli Stati che non adottano i segnali C,19, C,20a e C,20b completati da iscrizioni aggiuntive, conformemente alle disposizioni del paragrafo 4 dell'articolo 8 della Convenzione.

3. a) Salvo casi particolari, i segnali sono installati in modo che il disco sia perpendicolare all'asse della strada oppure poco inclinato rispetto al piano perpendicolare a detto asse.

b) Tutti i divieti e le restrizioni di sosta si applicano soltanto al lato della strada sul quale sono posti i segnali.

c) Salvo diverse indicazioni che potranno essere date:

- sia mediante un pannello integrativo conforme al modello 2 dell'allegato 7 indicante la lunghezza sulla quale si applica il divieto;

- sia in conformità delle prescrizioni di cui al comma e) di seguito riportato;

i divieti si applicano a partire dal punto del segnale sino al successivo sbocco di una strada.

d) Sotto il segnale posto nel punto in cui inizia il divieto, puo essere posto un pannello integrativo conforme al modello 3a o 4a indicato nell'allegato 7. Sotto i segnali che ripetono il divieto, può essere posto un pannello integrativo conforme al modello 3b o 4b indicato nell'allegato 7. Nel punto in cui termina il divieto, può essere posto un nuovo segnale di divieto completato da un pannello integrativo conforme al modello 3c o 4c indicato nell'allegato 7. I pannelli del modello 3 sono posti parallelamente all'asse della strada ed i pannelli del modello 4, perpendicolarmente a detto asse. Le distanze eventualmente indicate sui pannelli del modello 3 sono quelle alle quali si applica il divieto nel senso della freccia.

e) Se il divieto cessa prima del successivo sbocco di una strada sara posto il segnale con pannello integrativo di fine di divieto sopra descritto al comma d). Tuttavia, se il divieto si riferisce soltanto ad un breve tratto, potra essere posto soltanto un segnale recante:

- nel cerchio rosso, l'indicazione della lunghezza alla quale esso si applica, oppure
- un pannello integrativo del modello 3.

f) Nelle aree munite di parchimetri, la presenza di questi ultimi indica che la sosta è a pagamento e che la sua durata è limitata al tempo indicato dall'apparecchio.

g) Nelle zone dove la durata della sosta è limitata ma non è a pagamento, la limitazione può invece di essere indicata dai segnali C,18 completati da pannelli integrativi, essere indicata da una banda di colore bleu posta, ad una altezza di circa due metri, sui supporti per l'illuminazione, sugli alberi che fiancheggiano la carreggiata, o mediante delle linee sul bordo della carreggiata.

4. Per indicare, nei centri abitati, l'inizio di una zona dove ogni sosta e a tempo limitato, sia a pagamento o meno, potra essere installato il segnale C,21 "SOSTA LIMITATA". Il fondo di questo segnale, nel quale è riportato il segnale C,18 è di colore chiaro.

Il segnale C,18 può essere sostituito da un segnale E,23; in tal caso il fondo del segnale può essere di colore bleu.

Sulla parte inferiore del pannello può essere aggiunto un disco di sosta o un parchimetro per indicare le modalita di limitazione della sosta nella zona.

Dove necessita, i giorni e le ore delle giornate nelle quali si applica la limitazione nonché le modalità della limitazione stessa possono essere indicate sul segnale stesso o su un pannello integrativo posto sotto il segnale C,21.

Sezione B. - SEGNALI CHE FORNISCONO INDICAZIONI UTILI PER LA SOSTA.

1. Segnale "Parcheggio"

Il segnale E,23 "PARCHEGGIO" che può essere posto parallelamente all'asse della strada, indica i luoghi dove è autorizzato il parcheggio (sosta) dei veicoli. Il pannello è quadrato. Esso recherà la lettera o l'ideogramma utilizzato negli Stati interessati per indicare "Parcheggio". Questo segnale sarà su fondo bleu.

Su un pannello integrativo posto sotto il segnale o sul segnale stesso, dei simboli o delle scritte possono indicare la direzione dell'area del parcheggio o le categorie dei veicoli per le quali l'area e adibita; iscrizioni analoghe possono egualmente limitare la durata del parcheggio autorizzato.

2. Segnale che indica l'uscita da una zona dove la sosta è a tempo limitato

Per indicare, nei centri abitati, l'uscita da una zona dove la sosta è a durata limitata e le cui entrate sono munite del segnale C,21 contenente il segnale C,18, sara impiegato il segnale E,24 costituito da un quadrato di colore chiaro sul quale s'inscrive, in grigio chiaro, il segnale C,18 e una banda diagonale nera o grigio scura o una serie di linee parallele nere o grigie formanti detta banda. Quando le entrate della zona sono munite del segnale C,21 contenenti il segnale E,23, le uscite possono essere segnalate da un pannello in cui figurano una banda diagonale nera o grigio scura o una serie di linee parallele nere o grigie che formano detta banda ed un disco di sosta su fondo chiaro.

ANNESSO 7

PANNELLI INTEGRATIVI

1. Questi pannelli sono sia a fondo bianco o giallo con un sottile bordo nero, bleu scuro o rosso, la distanza o la lunghezza sono scritte in nero o in bleu scuro; sia a fondo nero o bleu scuro con un sottile bordo bianco, giallo o arancione, la distanza o la lunghezza sono in tal caso scritte in bianco o in giallo.

2. a) I pannelli integrativi "MODELLO 1" indicano la distanza tra il segnale e l'inizio del punto pericoloso oppure della zona nella quale si applica la regolamentazione.

b) I pannelli integrativi "MODELLO 2" indicano la lunghezza del tratto pericoloso e della zona nella quale si applica la prescrizione.

c) I pannelli integrativi sono posti sotto i segnali. Tuttavia, per i segnali di pericolo del modello Ab, le indicazioni previste per i pannelli integrativi possono essere riportate sulla parte inferiore del segnale.

3. I pannelli integrativi del "MODELLO 3" e del "MODELLO 4" relativi ai divieti ed alle restrizioni di sosta sono rispettivamente i modelli 3a,3b e3c e 4a, 4b e 4c (vedere allegato 6, sezione A, paragrafo 3).

ALLEGATO 8

SEGNALETICA ORIZZONTALE

Capitolo I

Generalità

1. I segni sulla carreggiata dovranno essere in materiale antisdrucciolevole e non dovranno sporgere più di 6 mm. rispetto al livello della carreggiata. Quando per la marcatura vengono impiegati dei chiodi o dei dispositivi simili, essi non debbono sporgere più di 1,5 cm rispetto al livello della carreggiata o più di 2,5 cm. nel caso di chiodi rifrangenti; il loro impiego dovrà rispondere ai requisiti di sicurezza della circolazione.

Capitolo II

Segni sulla carreggiata

A. Dimensioni

2. La larghezza delle strisce continue o discontinue dovrà essere di almeno 0,10 m (4 pollici).

3. La distanza tra due strisce affiancate (linea doppia) dovrà essere compresa tra 0,10 m (4 pollici) e 0,18 m (7 pollici).

4. Una striscia discontinua consiste in segmenti della stessa lunghezza separati da intervalli uniformi. Per stabilire la lunghezza dei segmenti e degli intervalli, si dovrà tenere in considerazione la velocità dei veicoli sul tratto di strada o nelle zone in questione.

5. Fuori dei centri abitati, una striscia discontinua dovrà essere formata da segmenti di una lunghezza compresa tra 2 m (6 piedi e 6 pollici) e 10 m (32 piedi). La lunghezza dei segmenti della linea di avvicinamento menzionata al paragrafo 23 del presente allegato dovrà essere da 2 a 3 volte quella degli intervalli;

6. Nei centri abitati, la lunghezza e gli intervalli tra i segmenti dovranno essere inferiori a quelli impiegati fuori dai centri abitati. La lunghezza dei segmenti puo essere ridotta a 1m (3 piedi e 4 pollici).

Comunque, su talune grandi arterie urbane a circolazione veloce, le caratteristiche della segnaletica orizzontale possono essere le stesse di quelle usate fuori dei centri abitati.

B. - Strisce di corsia

7. La demarcazione delle strisce di corsia può essere realizzata sia con linee discontinue, sia con linee continue, siacon altri segni appropriati.

i) Fuori dai centri abitati

8. L'asse della carreggiata dovrà essere indicato mediante un segno longitudinale sulle strade a doppio senso di circolazione aventi due corsie. Detto segno è normalmente una striscia discontinua. Soltanto in casi particolari dovranno essere impiegate, a questo scopo, delle strisce continue.

9. Sulle strade a tre corsie, le corsie stesse dovranno, in linea generale essere indicate mediante strisce discontinue nei tratti con visibilità normale. In taluni casi particolari, per accrescere la sicurezza della circolazione, possono essere impiegate delle strisce continue, o delle strisce discontinue affiancate a strisce continue.

10. Sulle carreggiate aventi piu di tre corsie, la linea che separa i sensi di circolazione dovrà essere rappresentata da una striscia continua o da due strisce eccetto il caso in cui il senso di circolazione sulle corsie centrali può essere invertito. Inoltre, le corsie, dovranno essere delimitate da strisce discontinue (Figure1a e 1b).

ii) Nei centri abitati

11. Nei centri abitati, le raccomandazioni di cui ai paragrafi da 8 a 10 del presente annesso sono applicabili alle strade a due sensi ed alle strade a senso unico aventi almeno due corsie.

12. Le corsie dovranno essere delimitate nei punti dove la larghezza della carreggiata è ridotta a causa dei bordi dei marciapiedi, dei salvagenti od isole di traffico.

13. In prossimità di intersezioni importanti (in particolare, nelle intersezioni a circolazione regolata) dove si ha a disposizione una larghezza sufficiente per due o più file di veicoli, le corsie dovranno essere delimitate conformemente alle figure 2 e 3. In questo caso, le strisce che delimitano le corsie possono essere completate con delle frecce (vedere paragrafo 39 del presente allegato)

C.- SEGNALETICA PER SITUAZIONI PARTICOLARI

1) Impiego di linee continue

14. Al fine di migliorare la sicurezza stradale, le strice di mezzeria discontinue (Figura 4) dovranno essere sostituite o completate in talune intersezioni mediante una striscia continua (Fig. 5 e 6).

15; Quando sia necessario proibire l'impiego della parte della carreggiata riservata alla circolazione in senso inverso nei luoghi dove la distanza di visibilità è ridotta (dossi, curve, ecc.) o nei tratti dove la carreggiata si restringe o presenta qualche altra particolarità, le restrizioni dovranno essere imposte, sui tratti dove la distanza di visibilità è inferiore ad un certo minimo M mediante una striscia continua posta conformemente alle figure da 7a a 16[1]. Nei paesi dove la progettazione degli autoveicoli lo giustifica, l'altezza ocutàre di di 1 m. prevista nelle figure da 7a. a 10a può essere aumentata a 1,20 metri.

16. Il valore da adottare per M varia con le caratteristiche della strada. Le Figure 7a, 7b, 8a, 8b 8c e 8d indicano, per strade rispettiva-

---

1. La definizione della distanza di visibilità prevista dal presente paragrafo è la distanza alla quale un oggetto posto sulla carreggiata ad 1 metro (3piedi 4 pollici) sopra la superficie della carreggiata può essere visto da un osservatore posto sulla strada ed il cui occhio è ugualmente situato ad 1 metro (3piedi e 4 pollici) sopra la carreggiata.

mente a due e tre corsie, il tracciato delle linee in un dosso dove la distanza di visibilità è ridotta. Quest figure corrispondono alla sezione longitudinale rappresentata in alto nella pagina dove sono riprodotte ad una distanza M determinata come indicato al seguente paragrafo 24: A (oppure D) è il punto in cui la distanza di visibilita diventa inferiore a M, mentre C (oppure B) è il punto in cui la distanza di visibilità diventa di nuovo superiore a M2.

17. Quando le sezioni AB e CD si sovrappongono, cioe quando la visibilità nelle due direzioni è superiore al valore M prima che sia raggiunta la sommità del dosso, le striscie dovranno essere tracciate nella stessa disposizione, le striscie continue affiancate ad una striscia discontinua senza sovrapporsi. Ciò è indicato nelle figure 9,10a e 10b.

18. Le figure 11a e 11b indicano il tracciato delle strisce nella stessa ipotesi, sul tratto in curva di una strada a due corsie a distanza di visibilità ridotta.

19. Sulle strade a tre corsie sono possibili due metodi. Essi sono indicati nelle figure 8a, 8b, 8c, e 8d (oppure, secondo i casi, 10a e 10b) La figura 8a oppure 8b (oppure, secondo i casi, 10a) dovrà essere impiegata per le strade sulle quali circola una quantità preminente di veicoli a due ruote e le figure 8c e 8d (oppure, secondo i casi, 10b) quando la circolazione consiste essenzialmente in veicoli a quattro ruote. La figura 11c indica le

---

2/ I segni sulla carreggiata indicati nelle figure 7a e 7b possono essere sostituiti nel tratto tra A e D da una sola striscia di mezzeria continua, senza striscia discontinua affiancata, e preceduta da una striscia di mezzeria discontinua che comporti almeno 3 segmenti. Tuttavia, detto tracciato semplificato deve essere utilizzato con precauzione e soltanto in casi eccezionali poiché esso impedisce al conducente, su una certa distanza, di effettuare una manovra di sorpasso anche se vi è una adeguata distanza di visibilità. Conviene evitare, per quanto possibile, l'impiego dei due metodi sullo stesso itinerario o sullo stesso tipo di itinerario nella medesima regione, nel timore di creare una certa confusione.

strisce nella stessa ipotesi su un tratto in curva di una strada a tre corsie con distanza di visibilita ridotta.

20. Le figure 12,13 e 14 mostrano i tracciati che indicano un restringimento della carreggiata.

21. Nelle figure 8a, 8b, 8c, 8d, 10a e 10b, l'inclinazione delle striscie oblique rispetto alla striscia di mezzeria non deve essere superiore a 1/20.

22. Nelle figure 13 e 14 da utilizzare per indicare una variazione della larghezza disponibile della carreggiata, così come nelle figure 15,16 e 17 che indicano gli ostacoli i quali rendono necessaria una deviazione della (e) striscia(e) continua(e), l'inclinazione della striscia o delle striscie dovrebbe essere preferibilmente inferiore a 1/50 sulle strade a grande velocità ed inferiore a 1/20 sulle strade in cui la velocità non superi i 50 km/h (30 miglia). Inoltre, le strisce continue oblique dovrebbero essere precedute, per il senso di circolazione al quale si applicano, da una striscia continua parallela all'asse della carreggiata; la lunghezza di detta striscia continua deve corrispondere alla distanza percorsa in un secondo alla velocità di marcia adottata.

23. Quando non è necessario demarcare le corsie con striscie discontinue su di un tratto normale di strada, la striscia continua dovrà essere preceduta da una linea di avvicinamento, costituita da una striscia discontinua su una distanza di almeno 50 m, a seconda della velocità abituale dei veicoli. Quando le corsie sono demarcate da strisce discontinue su un tratto normale di strada, la striscia continua dovrà ugualmente essere preceduta da una linea di avvicinamento di almeno 50 m, a seconda della velocità abituale dei veicoli. Il segno può essere completato da una o più freccie che indichino ai conducenti la corsia da seguire.

ii) Condizioni di impiego delle strisce continue

24. La scelta della distanza di visibilità da adottare per la determinazione dei tratti in cui una striscia continua sia o no necessaria, come anche la

scelta della lunghezza da dare a detta striscia, sono necessariamente il risultato di un compromesso. La tabella seguente riporta il valore raccomandato per M corrispondente a diverse velocità di avvicinamento[3/]:

Velocità di avvicinamento	Lista dei valori di M
100 km/h (60 miglia/h)........................	da 160m(400 piedi) a 320 m(960 piedi)
80 km/h (50 miglia /h)......................	da 130m(380 piedi) a 260 m(760 piedi)
65 km/h (40 miglia/h)........................	da 90m(270 piedi) a 180 m(540 piedi)
50 km/h (30 miglia/h);.......................	da 60m(180 piedi) a 120 m(360 piedi)

25. Per le velocità non menzionate nella precedente tabella il valore M corrispondente deve essere calcolato mediante interpolazione o estrapolazione.

D. - Striscie di margine che indicano i limiti della carreggiata.

26. La marcatura delle strisce che indicano il limite della carreggiata sarà di preferenza costituita da striscie continue. Chiodi o paracarri o delineatori possono essere impiegati unitamente a dette strisce.

E. - Segnalazione di ostacoli

27. Le figure 15,16 e 17 indicano le segnalazioni che conviene impiegare sui bordi delle isole oppure su altri ostacoli situati sulla carreggiata.

F.- Strisce di guida nelle svolte

28. In alcune intersezioni, e consigliabile indicare ai conducenti come voltare a sinistra nei Paesi con circolazione a destra oppure come voltare a destra nei Paesi con circolazione a sinistra.

3/ La velocità di avvicinamento usata in questo calcolo è la velocità che non è superata dall'85 dei veicoli oppure la velocità di base se essa è superiore.

CAPITOLO III

STRISCIE TRASVERSALI

A. Generalità

29. Tenuto conto dell'angolo con il quale il conducente vede le strisce sulla carreggiata, i segni trasversali devono essere più larghi di quelli longitudinali.

B. Striscie di arresto

30. La larghezza minima di una striscia di arresto deve essere di 0,20 m(8pollici) e la larghezza massima di 0,60 m(24 pollici). La larghezza raccomandata è di 0,30 m (12 pollici).

31. Quando essa è usata congiuntamente ad un segnale di arresto, la linea di arresto dovrà essere posta in modo tale che un conducente che si fermi prima di questa striscia abbia la visuale più libera possibile della circolazione degli altri bracci dell'intersezione, tenuto conto delle esigenze della circolazione degli altri veicoli e dei pedoni.

32. Le striscie di arresto possono essere completate con striscie longitudinali (Figure 19 e 20). esse possono anche essere completate con la parola "STOP" scritta sulla carreggiata, di cui le figure 20 e 21 danno un esempio. La distanza tra il punto più alto delle lettere che compongono la parola "STOP" e la striscia di arresto dovrà essere compresa tra i 2 m (6 piedi e 7 pollici) e 25 m (82 piedi e 2 pollici).

C. - Strisce che indicano il punto dove i conducenti devono dare la precedenza.

33. La larghezza minima di ciascuna striscia dovrà essere di 0,20 m (8 pollici) e la larghezza massima di 0,60 m (24 Pollici) e, se ci sono due striscie, la distanza tra le due dovrebbe essere di almeno 0,30 m (12 pollici). La linea può anche essere sostituita da triangoli disegnati sulla carreggiata i cui vertici siano rivolti

verso il conducente a cui si riferisce l'obbligo di dare la precedenza. Questi triangoli devono avere una base di almeno 0,40m (16 pollici) e al massimo di 0,60 m (24 pollici), ed un'altezza di almeno 0,50 m (20 pollici) ed al massimo di 0,70 m (28 pollici).

34. Il segno o i segni trasversali dovranno essere posti nelle stesse condizioni delle strisce di arresto descritte nel paragrafo 31 del presente allegato.

35. Il segno o i segni descritti nel paragrafo 34 possono essere integrati da un triangolo disegnato sulla carreggiata, di cui la figura 22 dà un esempio. La distanza tra la base di questo triangolo ed il segno trasversale dovrà essere compresa tra 2 m (6 piedi e 7 pollici) e 25 m (82 piedi e 2 pollici). Detto triangolo avrà una base di almeno 1 m (3 piedi e 4 pollici) ed un altezza uguale a tre volte la base.

36. Questo segno trasversale può essere completato con strisce lóngitudinali.

D. - Passaggi pedonali

37. Lo spazio tra le strisce che contrassegnano i passaggi pedonali dovrà essere almeno uguale alla larghezza di dette strisce e non essere superiore al doppio della larghezza stessa; la larghezza totale di uno spazio e di una striscia deve essere compresa tra 1m (3 piedi e 4 pollici) e 1,40 m (4 piedi e 2 pollici). La larghezza minima raccomandata per i passaggi pedonali e di 2,50 m (8 piedi) sulle strade dove la velocità è limitata a 60 km/h e di 4 m (13 piedi) sulle strade dove detto limite è più elevato o sulle quali non vi è limitazione di velocità.

E. - Attraversamento di piste ciclabili

38. Gli attraversamenti di piste ciclabili dovranno essere indicati per mezzo di due strisce discontinue. Queste striscie discontinue saranno costituite di preferenza da quadrati di formato (0,40 ÷ 0,60) x (0,40 ÷ 0,60)m [(16 ÷ 24) x (16÷24) pollici]. La distanza tra questi quadrati dovrà variare da 0,40 a 0,60 m (16-24 pollici). La larghezza del passaggio non deve essere inferiore a 1,80 m (6 piedi). Chiodi ed inserti non sono raccomandati.

Capitolo IV

Altri segni

A. Frecce

39. Sulle strade con un sufficiente numero di corsie da permettere una separazione dei veicoli all'approssimarsi di un incrocio, le corsie che devono essere utilizzate dalla circolazione possono essere indicate per mezzo di frecce poste sulla superficie della carreggiata (figure 2,3, 19 e 23). Frecce possono anche essere impiegate sulle strade a senso unico per confermare il senso di marcia. La lunghezza delle stesse non dovrebbe essere inferiore a 2 m (6 piedi e 7 pollici). Le frecce possono essere completate con iscrizioni sulla carreggiata.

B. Strisce parallele oblique

40. Le figure 24 e 25 danno un esempio di zona in cui i veicoli non devono entrare.

C. Iscrizioni

41. Sulla carreggiata possono essere impiegate iscrizioni al fine di regolare il traffico, di avvertire o di guidare gli utenti della strada. Le parole utilizzate dovrebbero essere di preferenza sia nomi di luoghi, numeri di strade o parole facilmente comprensibili sul piano internazionale (per esempio "stop", "bus", "taxi".)

42. Le lettere dovranno essere allungate considerevolmente nella direzione della circolazione, in ragione dell'angolo sotto il quale sono viste dai conducenti (Figura 20).

43. Quando le velocità di avvicinamento sono superiori a 50 Km/h (30 m.p.h.) le lettere dovrebbero avere una lunghezza minima di 2,5 m (8 piedi).

D. - Regolamentazione della fermata e della sosta

44. Le limitazioni per la fermata e la sosta possono essere disegnate con segni sul bordo o sul limite della carreggiata. I limiti di spazio per la sosta possono essere indicati sulla superficie della carreggiata mediante strisce appropriate.

E.- Segni sulla carreggiata e sulle strutture relative alla strada

i) Segni che indicano restrizioni alla sosta.

45. La figura 26 dà un esempio di linea a zig-zag.

ii) Segnalazioni sugli ostacoli

46. La figura 27 dà un esempio di segnalazione su di un ostacolo.

FIGURE DELL'ALLEGATO 8

Figura 1a

Figura 1b

Nota: I numeri indicati nelle figure 2,4,5,6,16 e 19 relativi alla lunghezza dei tratti e degli intervalli tra di essi sono forniti a titolo indicativo soltanto.

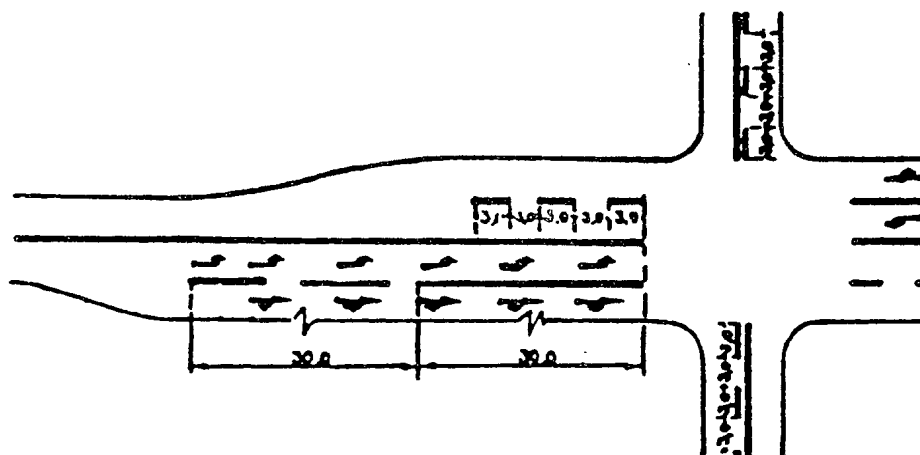



Figura 2

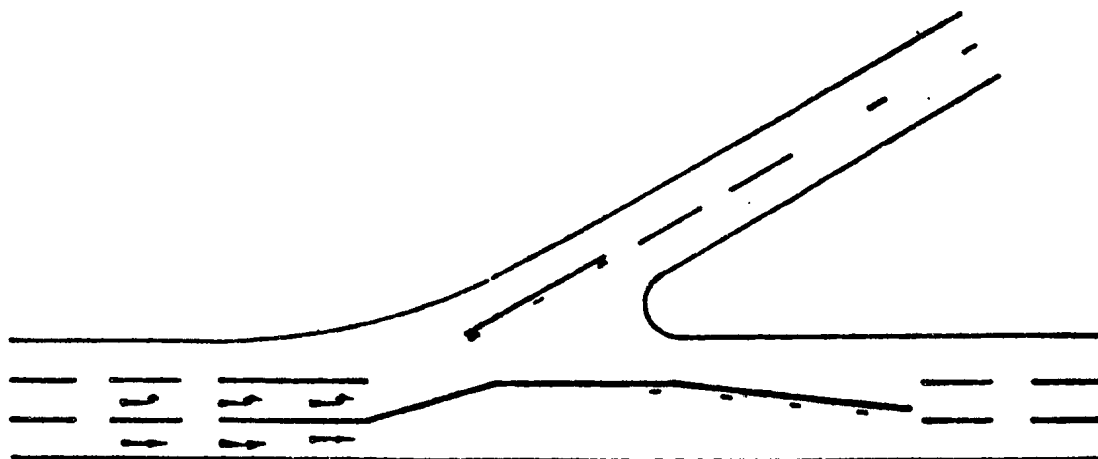



Figura 3

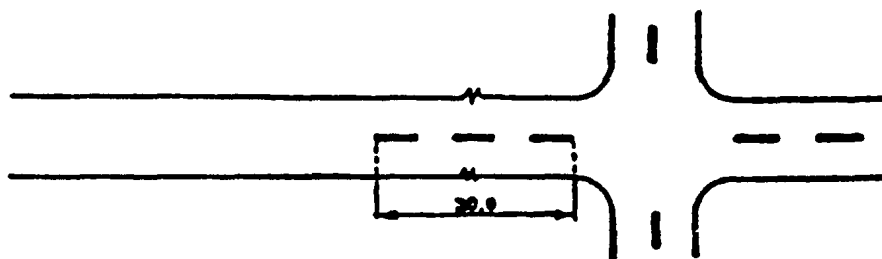



Figura 4

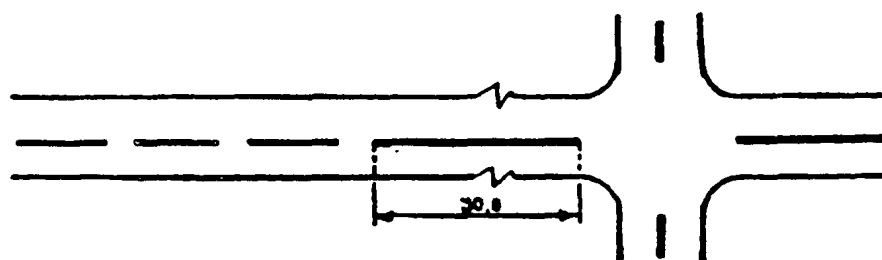



Figura 5

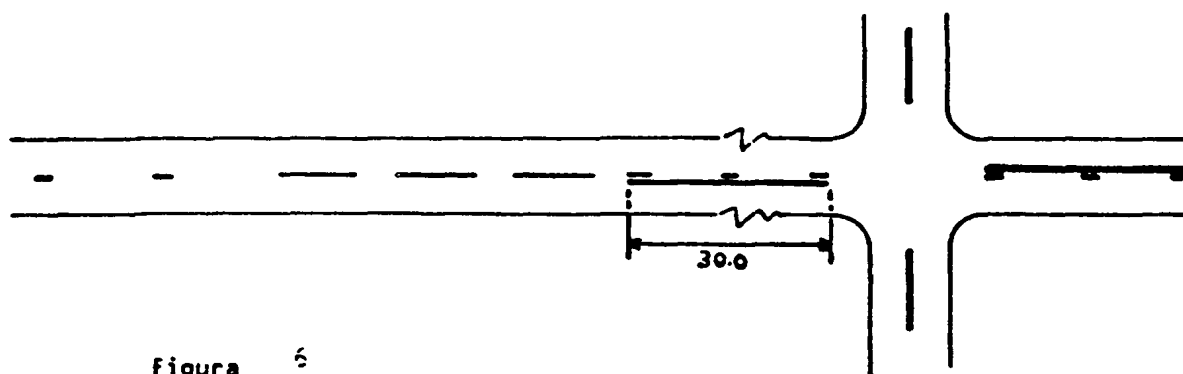



Figura 6

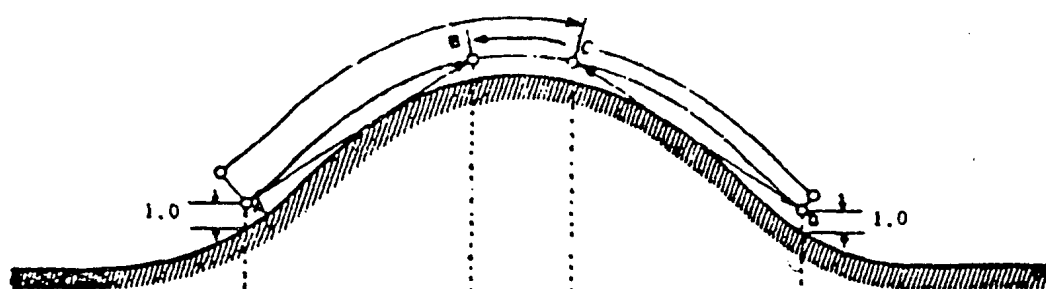



Figura 7a

Figura 7b

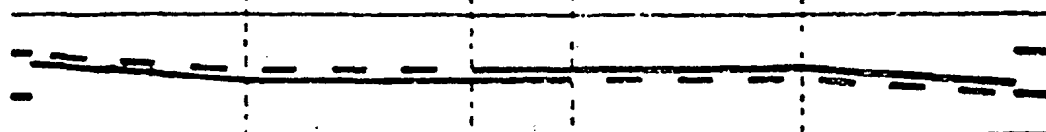



Figura 8a

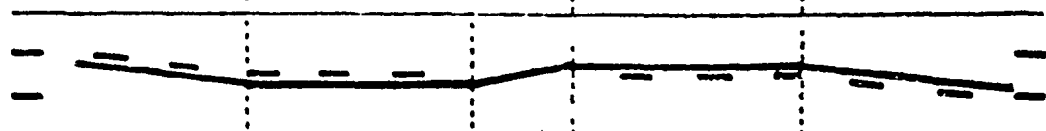



Figura 8b

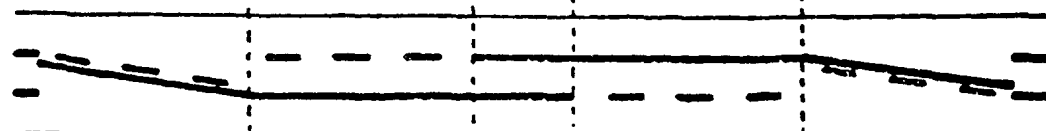



Figura 8c

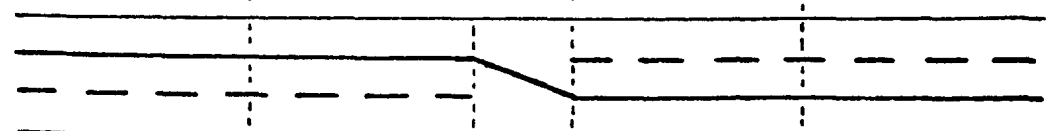



Figura 8d

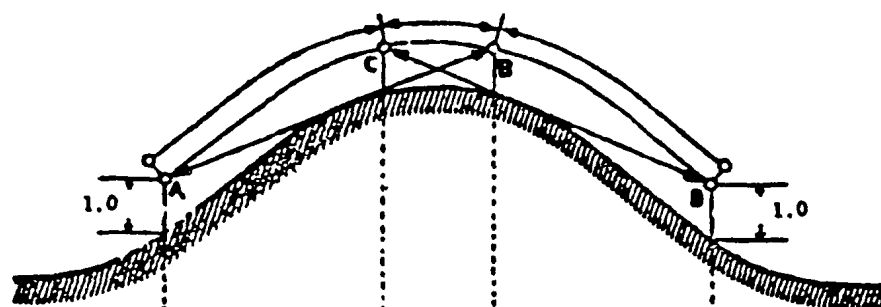



Figura 9

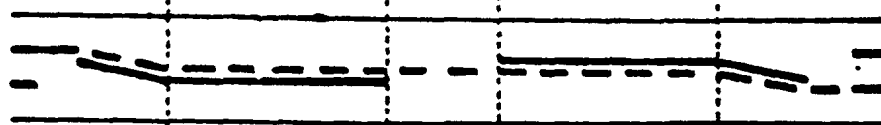



Figura 10a

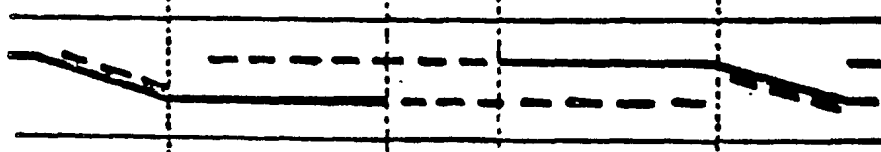



Figura 10b

Figura 11a

B C
A D

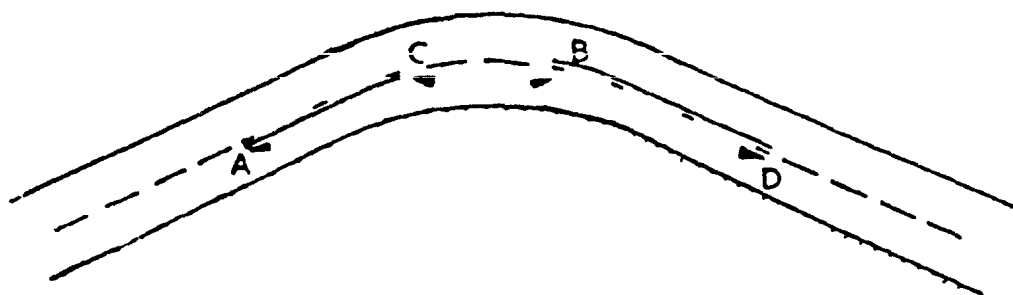
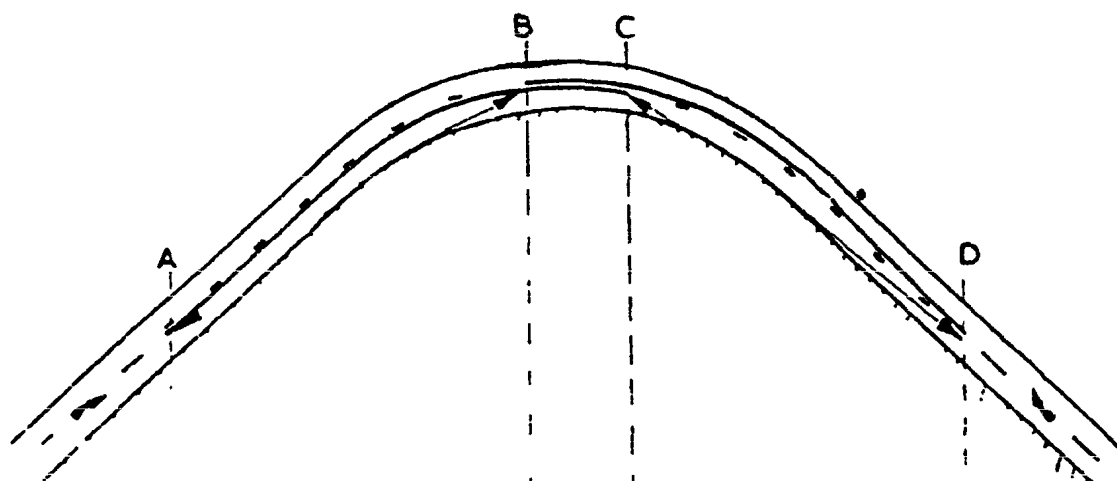
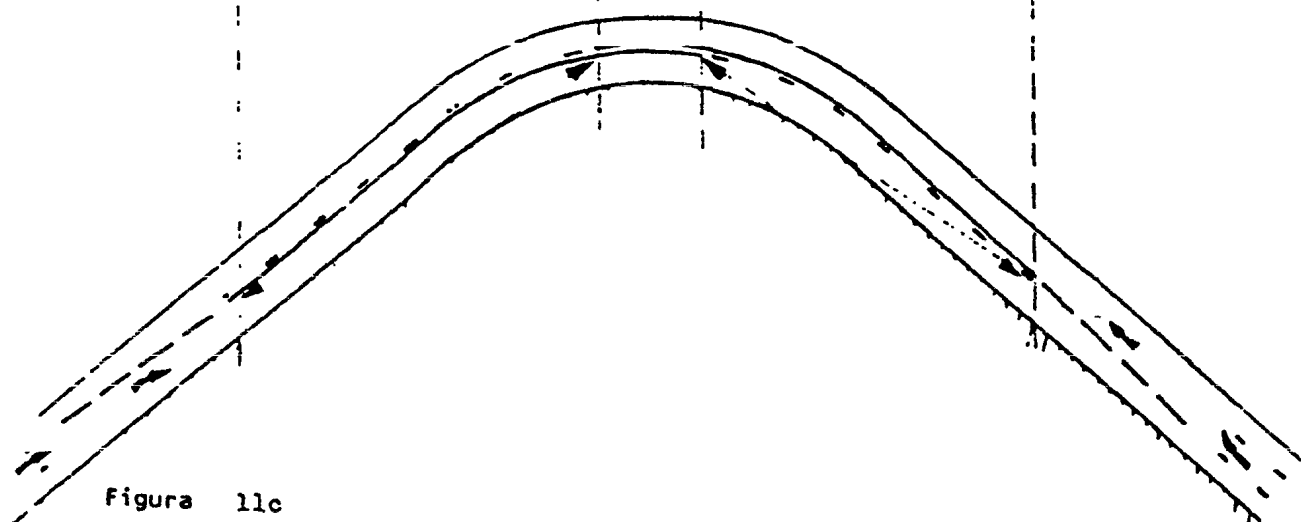



Figura 11b

Figura 11c

Figura 12

Figura 13

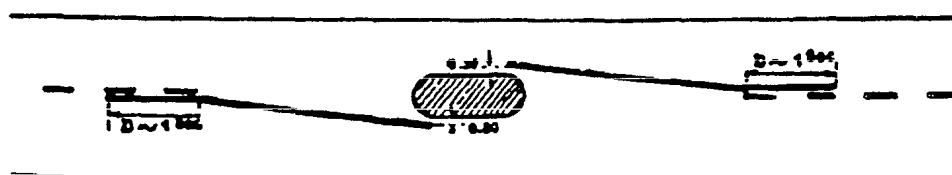
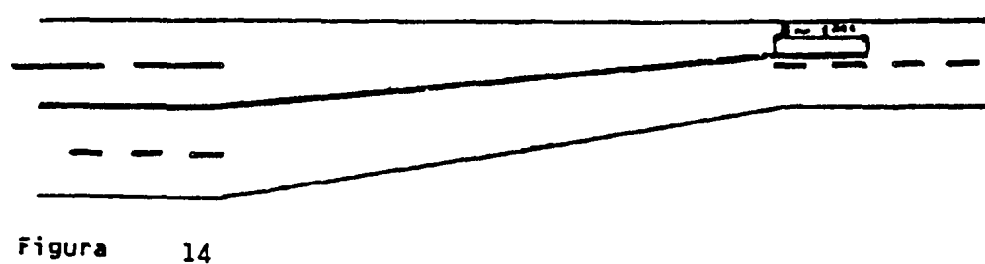
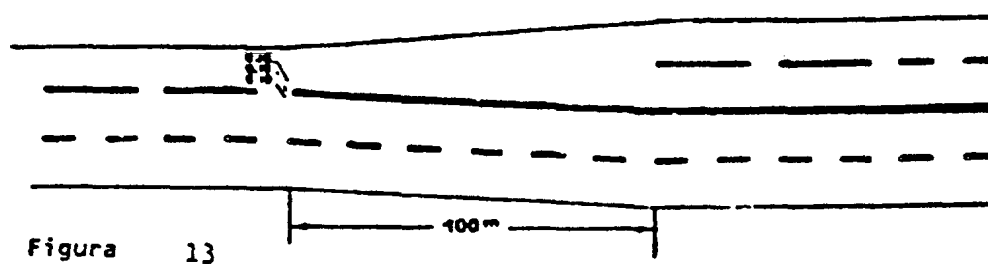
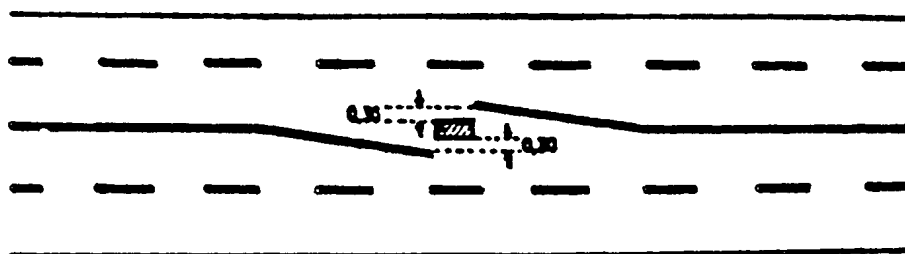



Figura 14

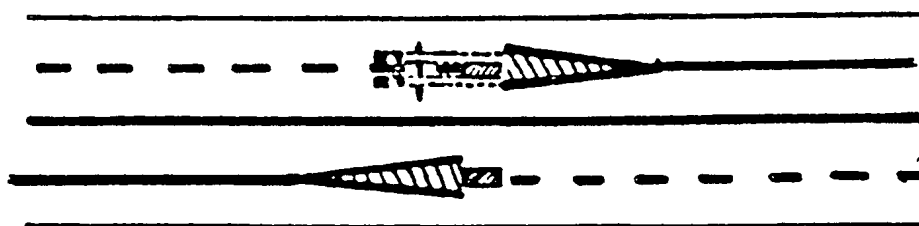



Figura 15

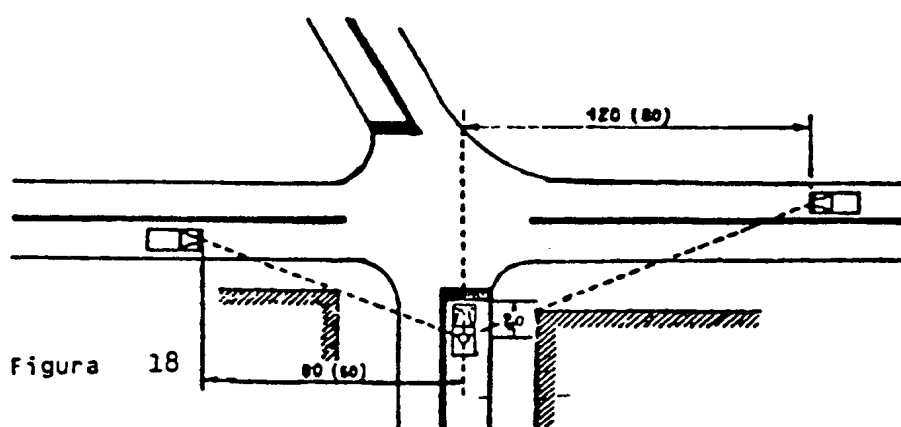



Figura 16

Figura 17

Figura 18

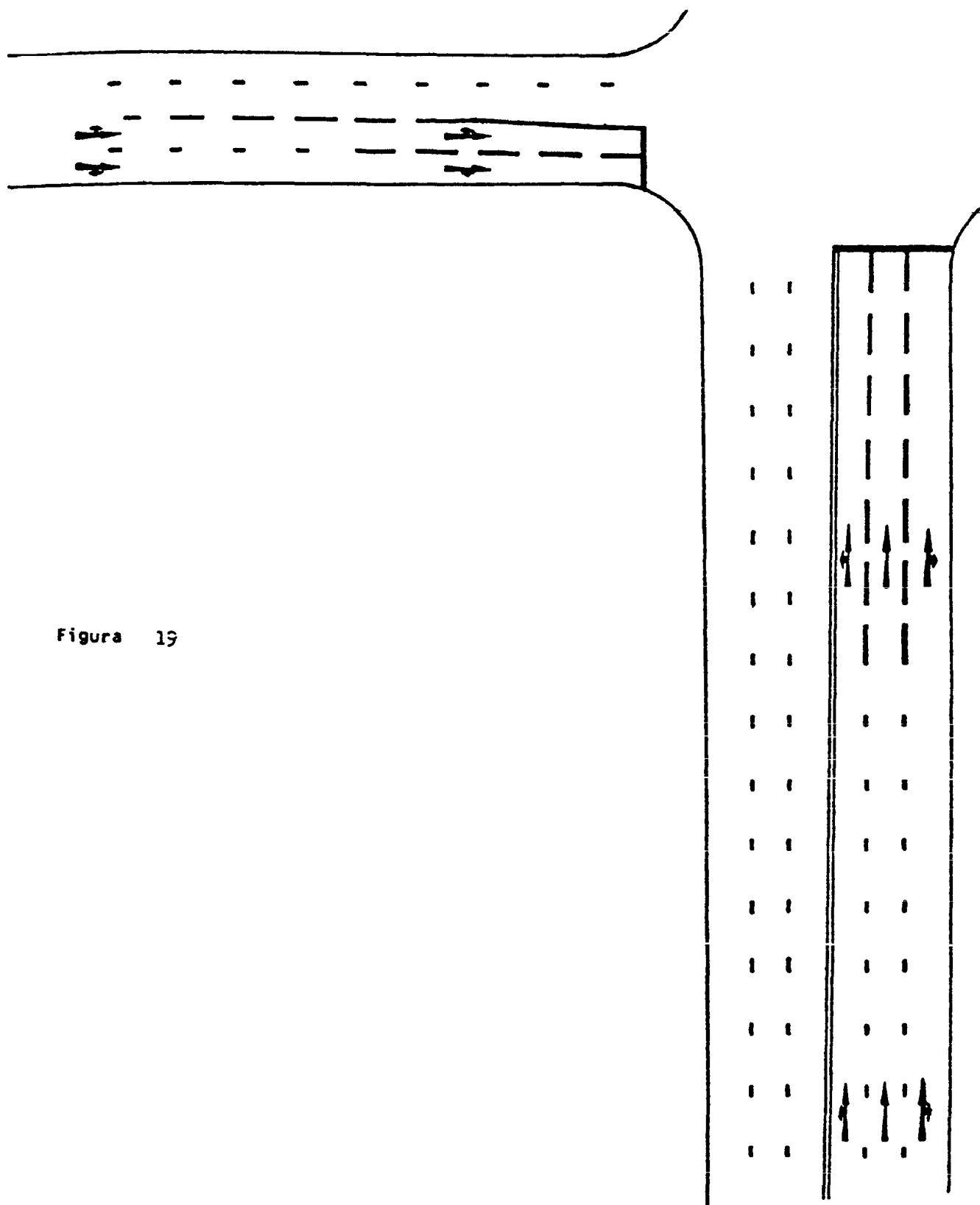



Figura 19

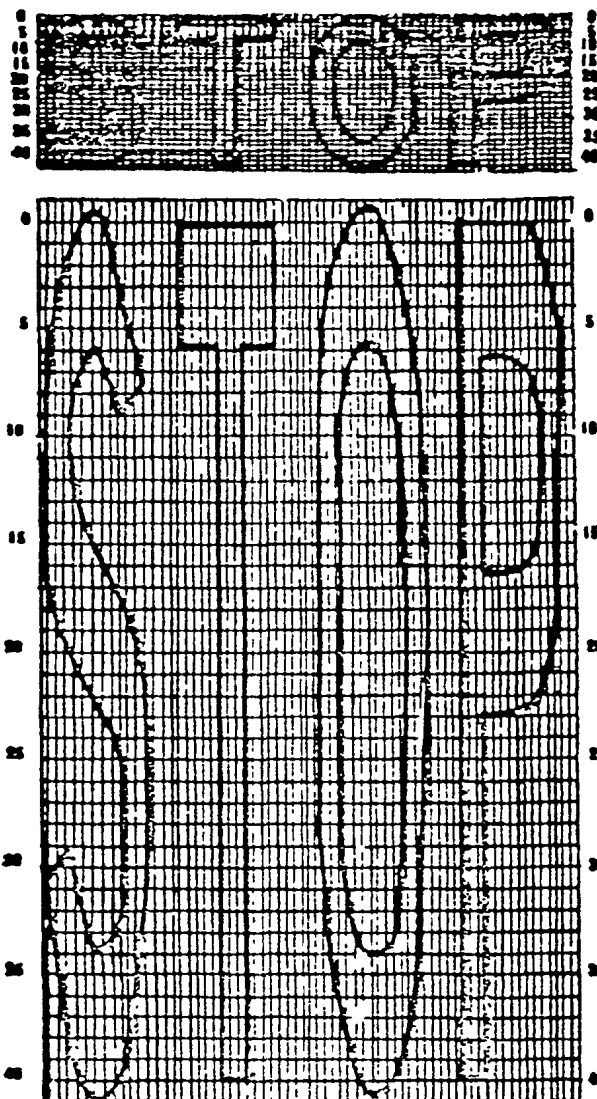



Figura 20

Figura 21

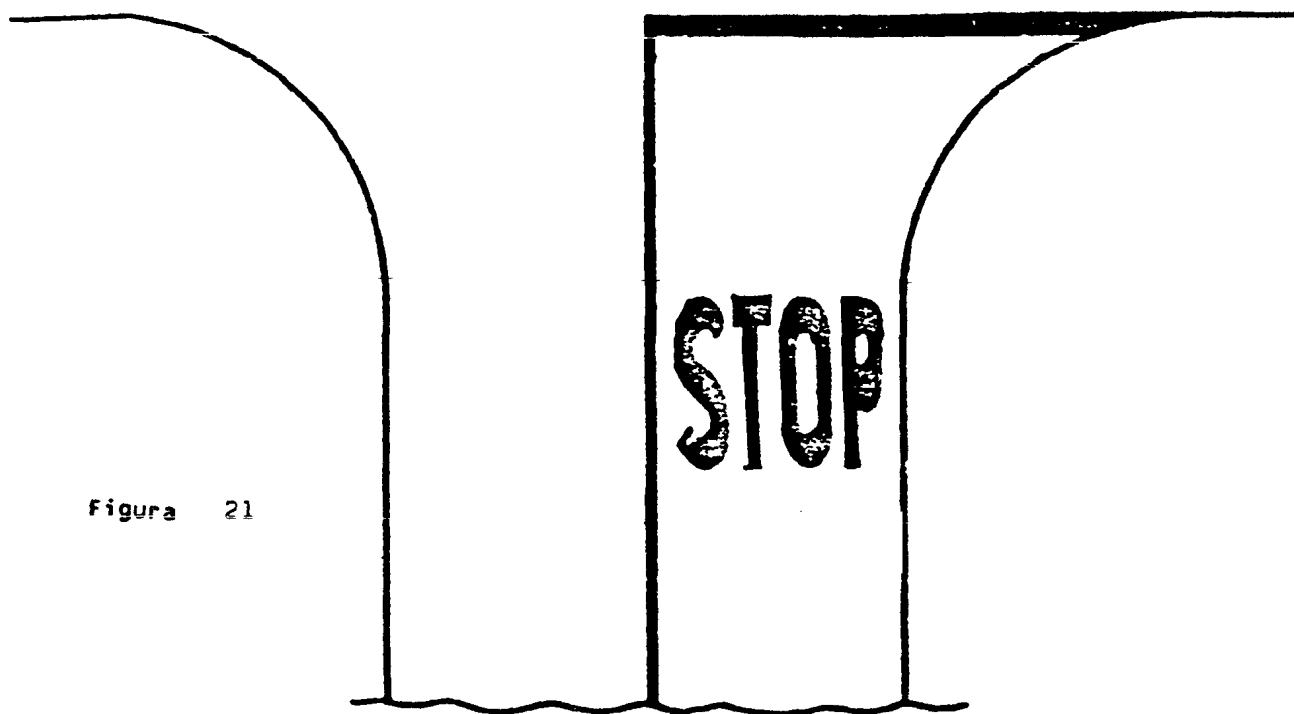
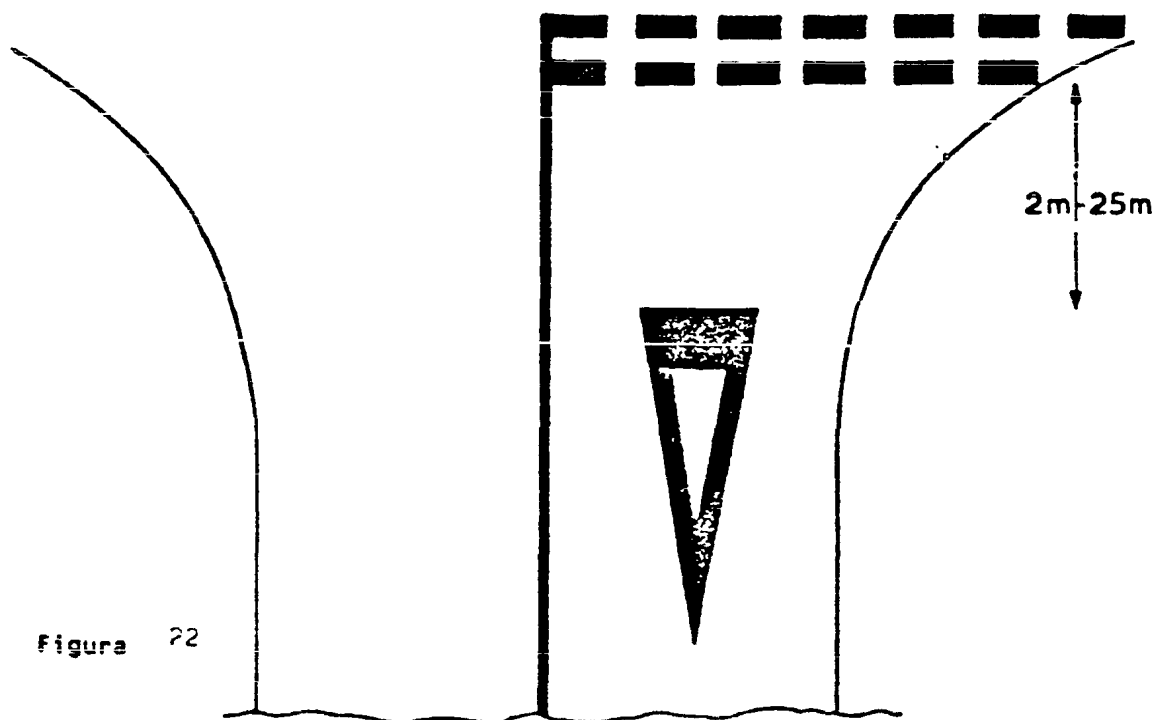
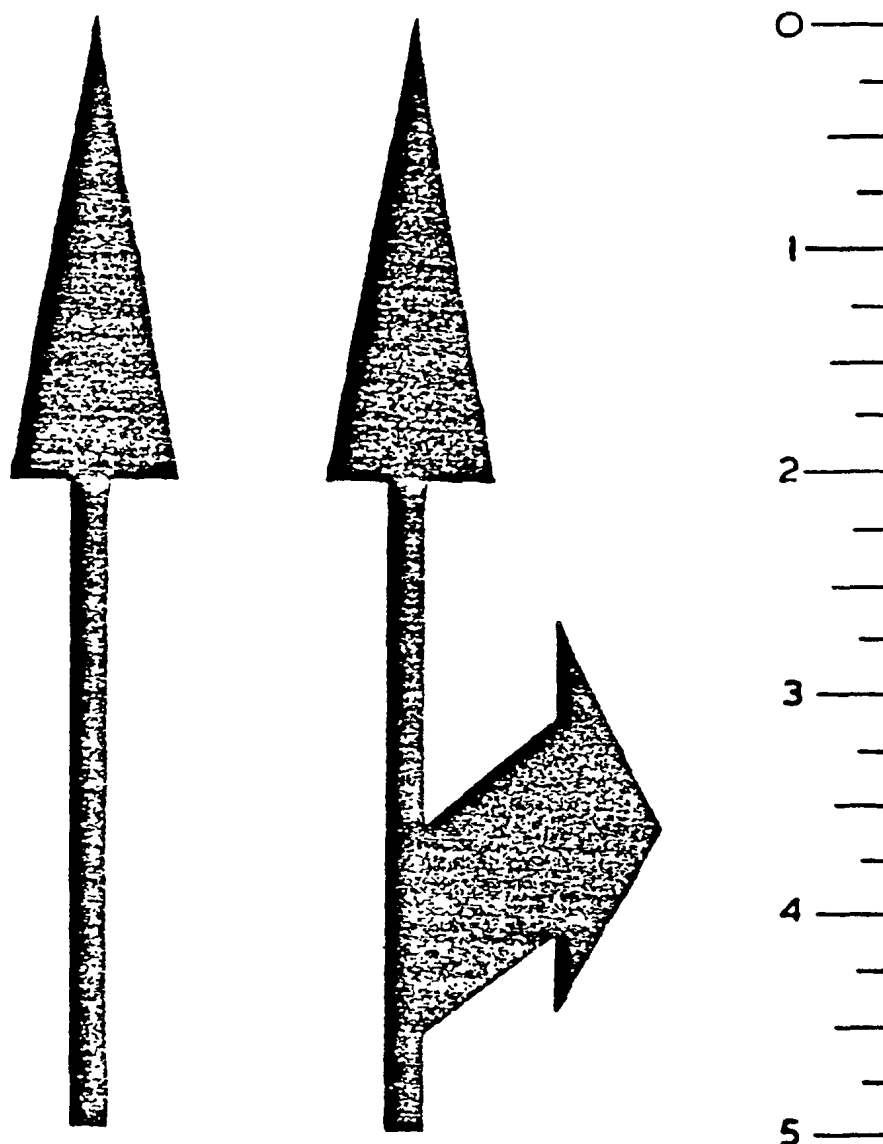



Figura 22

Norme raccomandate per il tracciato in prospettiva di segnalazioni a forma di freccia per indicare nel contempo di procedere diritto
ultare.

...ura 23

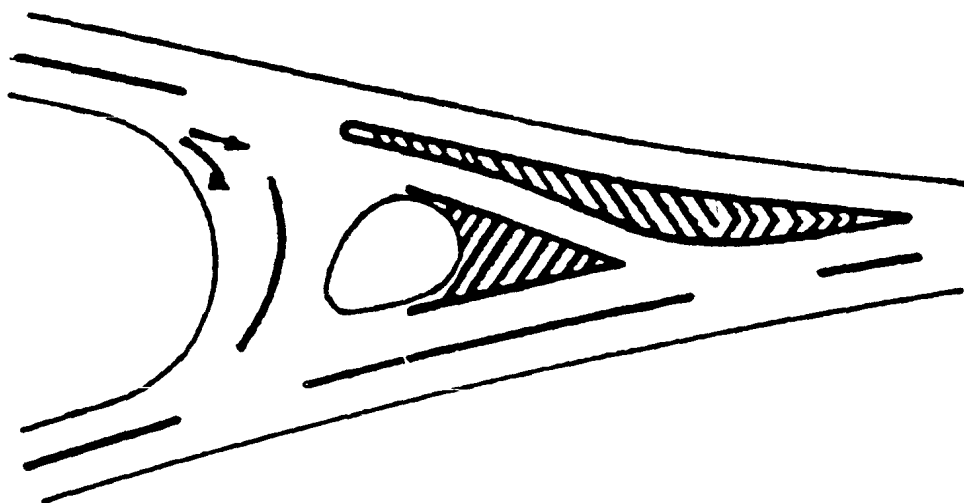
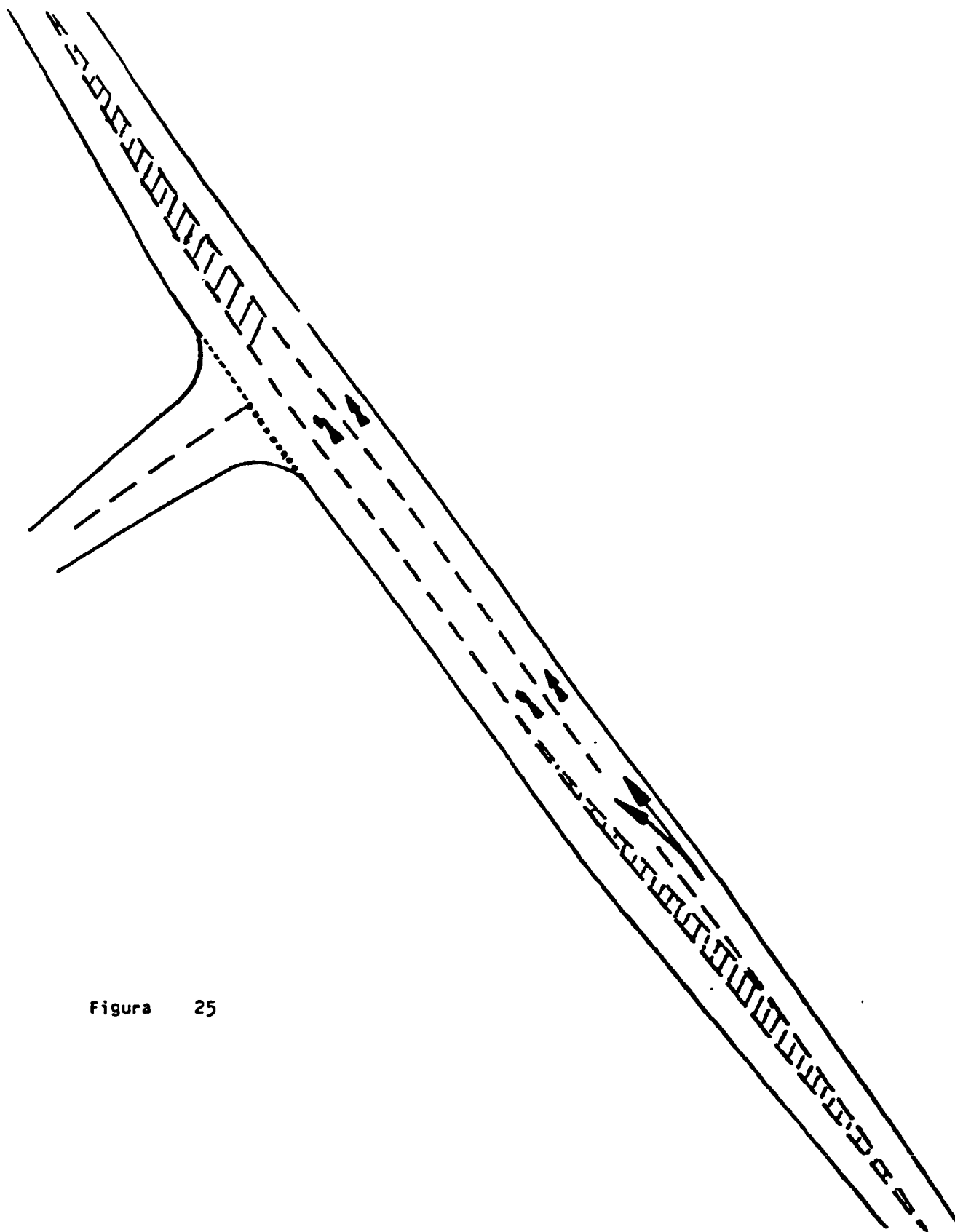



Figura 24

Figura 25

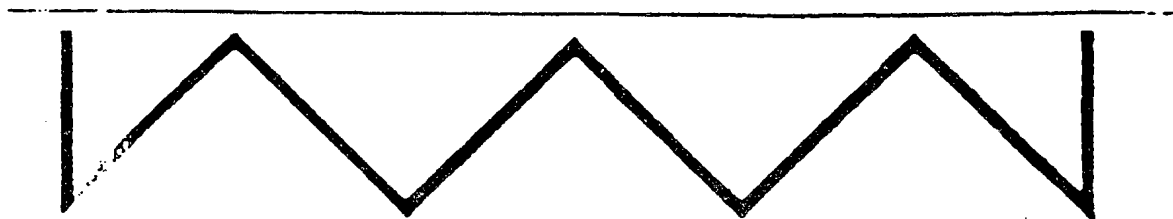



Figura 26

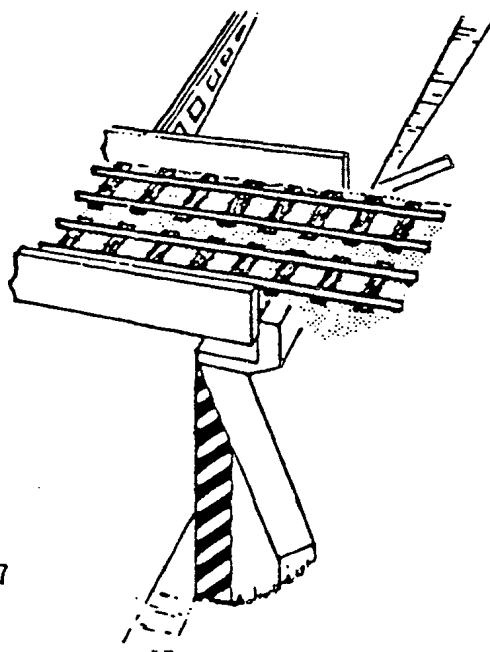



Figura 27

ALLEGATO 9

RIPRODUZIONE A COLORI DEI SEGNALI, SIMBOLI E PANNELLI DI CUI NEGLI ALLEGATI 1 A 7

A, 4b
A, 5
A, 6
A. 7a
A, 7b
A, 7c
A, 8
A, 9a
A, 9b
A, 10a
A, 10b
A, 11a
A, 11b
A, 12
A, 13

A, 14a
A, 14b
A, 15
A,16b
A,16a
A,16c
A, 17
A, 18
A, 19
A, 20
A, 21a
A, 21b

A, 21c
A, 21d
A, 21e
A, 21f
A, 21g
A, 22a
A, 22b
A, 22c
A, 23
A, 24a
A, 24b

A 25
A, 26
A, 27a
A, 27b
A, 28
A, 29a
A, 29b
A, 29c

B, 1

B, 2^a

B, 2^b

B, 3

B, 4

B, 5

B, 6

B, 7^a

B, 7^b

B, 7^c

C, 1^{a}
C, 1^{b}
C, 2
C, 3^{a}
C, 3^{b}
C, 3^{c}
C, 3^{d}
C, 3^{e}
C, 3^{f}
C, 3^{g}
C, 3^{h}
C, 3^{j}

C, 3[k] C, 4[a] C, 4[b]

C, 5 C, 6 C, 7

C, 8 C, 9 C, 10

C, 11[a] C, 11[b] C, 12

C, 13^{aa} C, 13^{ab} C, 13^{ba}

C, 13^{bb} C, 14 C, 15

C, 16

C, 17^{a} C, 17^{b} C, 17^{c}

C, 18

C, 19

C, 20[a]

C, 20[b]

C, 21

D, 1[a]

D, 1[a]

D, 1[a]

D, 1[a]

D, 1[b]

D, 2

D, 3

D, 4

D, 5

D, 6

D, 7

D, 8

D, 9

E, 1[a]

E, 1[b]

E, 1[c]

E, 2[a]

E, 2[b]

E, 3

E, 4

E, 5a

E, 5b

E, 5c

E, 5d

E, 6a

E, 6b

E, 6^c

E, 7

E, 8

E, 9^a

E, 9^b

E, 9^c

E, 9^d

E, 10

E, 11[a]

E, 11[b]

E, 12[a]

E, 12[b]

E, 13[a]

E, 13[b]

E, 14

E, 15

E, 16

E, 17

E, 18

E, 19

E, 20

E, 21

E, 22

E, 23

E, 24

F
F, 1a
F, 1b
F, 1c
F, 2
F, 3
F, 4
F, 5
F, 6
F, 7
F, 8
F, 9
F, 10
F, 11
F, 12
F, 13

MODELLI DI PANNELLI INTEGRATIVI

1

2

3[a]

3[b]

3[c]

4[a]

4[b]

4[c]

ACCORDO EUROPEO COMPLETANTE LA CONVENZIONE SULLA SEGNALETICA STRADALE APERTA ALLA FIRMA A VIENNA L'8 NOVEMBRE 1968

LE PARTI CONTRAENTI, PARTI ALLA CONVENZIONE SULLA SEGNALETICA STRADALE APERTA ALLA FIRMA A VIENNA L'8 NOVEMBRE 1968,

AUSPICANDO stabilire una maggiore uniformità per quanto riguarda le norme relative ai segnali e simboli stradali ed alla segnaletica orizzontale,

HANNO CONVENUTO quanto segue:

Articolo primo

Le Parti contraenti, PArti alla Convenzione sulla segnaletica stradale aperta alla firma a Vienna l'8 novembre 1968, prenderanno adeguate misure affinché il sistema di segnaletica stradale e di segnaletica orizzontale applicato sul loro territorio sia conforme con le disposizioni dell'annesso al presente Accordo.

Articolo 2

1. Il presente Accordo sara aperto fino al 31 dicembre* 1972 alla firma degli Stati che sono firmatari della Convenzione sulla segnaletica stradale aperta alla firma a Vienna l'8 novembre 1968, o che vi hanno aderito e che sono membri della Commissione economica per l'Europa delle Nazioni Unite, oppure ammessi a partecipare alla Commissione a titolo consultivo in conformità con il paragrafo 8 del mandato di tale Commissione.

2. Il presente Accordo e soggetto a ratifica, dopo che lo Stato avra ratificato la Convenzione sulla segnaletica stradale aperta alla firma a Vienna l'8 novembre 1968 o vi avra aderito. Gli strumenti di rati-

---

* In conformità con la decisione presa dal Comitato dei Trasporti interni nella sua trentunesima sessione, il periodo durante il quale l'Accordo sara aperto alla firma e stato prolungato fino al 31 dicembre 1972.

fica saranno depositati presso il Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite.

3. Il presente Accordo rimarrà aperto all'adesione di ogni Stato di cui al paragrafo 1 del presente articolo, e che è Parte alla Convenzione sulla segnaletica stradale aperta alla firma a Vienna l'8 novembre 1968. Gli strumenti di adesione saranno depositati presso il Segretario Generale.

Articolo 3

1. Ogni Stato potrà, all'atto della firma o della ratifica del presente Accordo, oppure all'atto di aderirvi, oppure ad ogni momento successivo, dichiarare con notifica diretta al Segretario generale, che l' Accordo diviene applicabile in tutti i territori oppure in uno qualsiasi tra loro di cui esso assicura le relazioni internazionali. L'Accordo diverrà applicabile nel territorio o nei territori designati nella notifica trenta giorni dopo la data alla quale il Segretario generale avra ricevuto questa notifica o alla data di entrata in vigore dell'Accordo per lo Stato che invia la notifica, se tale data è posteriore alla precedente.

2. Ogni Stato che avrà fatto una dichiarazione in virtu' del paragrafo 1 del presente articolo potrà ad ogni data ulteriore per mezzo di notifica indirizzata al Segretario Generale, dichiarare che l'Accordo cessera di essere applicabile nel detto territorio un anno dopo la data del ricevimento di detta notifica da parte del Segretario Generale.

Articolo 4

1. IL presente Accordo entrerà in vigore dodici mesi dopo la data del deposito del decimo strumento di ratifica o di adesione.
2. Per ogni Stato che ratificherà il presente Accordo oppure vi aderirà dopo il deposito del decimo strumento di ratifica o di adesione, l'Accordo entrerà in vigore dodici mesi dopo la data del deposito da parte di questo Stato, del proprio strumento di ratifica o di adesione.

3. Se la data di entrata in vigore risultante dall'applicazione dei paragrafi 1 e 2 del presente articolo e anteriore a quella risultante dall'applicazione dell'Articolo 39 della Convenzione sulla segnaletica stradale aperta alla firma a Vienna l'8 novembre 1968, è a quest'ultima data che il presente Accordo entrerà in vigore ai sensi del paragrafo 1 del presente articolo.

Articolo 5

Alla sua entrata in vigore, il presente Accordo abrogherà e sostituirà nelle relazioni tra le Parti contraenti le disposizioni relative al Protocollo sulla segnaletica stradale contenute nell'Accordo europeo che completa la Convenzione sulla circolazione stradale ed il Protocollo relativo alla segnaletica stradale del 1949, firmato a Ginevra il 16 settembre 1950, l'Accordo relativo alla segnaletica dei cantieri firmato a Ginevra il 16 dicembre 1955 e l'Accordo europeo relativo alla segnaletica orizzontale firmato a Ginevra il 13 dicembre 1957.

Articolo 6

1. Dopo un periodo di dodici mesi dalla data di entrata in vigore del presente Accordo, ogni Parte contraente potrà proporre uno o più emendamenti all'Accordo.

Il testo di ogni proposta di emendamento, accompagnato da un esposto dei motivi, sarà inviato al Segretario Generale che lo comunicherà a tutte le Parti contraenti. Le Parti contraenti avranno la possibilità di fargli sapere nel termine di dodici mesi dopo la data di tale comunicazione: a) se esse accettano l'emendamento, o b) se esse lo respingono, o c) se desiderano che sia convocata una conferenza per esaminarlo. Il Segretario Generale trasmetterà egualmente il testo dell'emendamento proposto agli altri Stati di cui all'articolo 2 del presente Accordo.

2. a) Ogni proposta di emendamento che sarà stata comunicata in conformità con le disposizioni del paragrafo 1 del presente articolo, sarà considerata

come accettata se, nel termine sopraindicato di dodici mesi, meno di un terzo delle Parti contraenti informano il Segretario Generale sia che esse respingono l'emendamento, sia che desiderano che una Conferenza sia convocata per esaminarlo. Il Segretario Generale notificherà a tutte le Parti contraenti ogni accettazione o ogni rifiuto dell'emendamento proposto ed ogni domanda di convocazione di una Conferenza. Se il numero totale dei rifiuti e delle domande ricevute durante il termine specificato di dodici mesi è inferiore al terzo del numero totale delle Parti contraenti, il Segretario generale notifichera a tutte le Parti contraenti che l'emendamento entrerà in vigore sei mesi dopo lo scadere del termine di dodici mesi specificato nel paragrafo 1 del presente articolo per tutte le Parti contraenti, ad eccezione di quelle che, durante il termine specificato hanno respinto l'emendamento o hanno domandato la convocazione di una conferenza per esaminarlo.

b) Ogni Parte contraente la quale durante detto termine di dodici mesi, avra respinto una proposta di emendamento o richiesto la convocazione di una Conferenza per esaminarlo, potra in ogni tempo dopo lo scadere di detto termine, notificare al Segretario Generale che accetta l'emendamento, ed il Segretario Generale comunichera detta notifica a tutte le altre Parti contraenti. L'emendamento entrerà in vigore per la Parte contraente che avra notificato la sua accettazione, sei mesi dopo la data alla quale il Segretario generale avra ricevuto la notifica.

3. Se un emendamento proposto non e stato accettato in conformità con il paragrafo 2 del presente articolo e se, entro il termine di dodici mesi specificato al paragrafo 1 del presente articolo, meno della metà del numero totale delle Parti contraenti informano il Segretario generale che esse respingono l'emendamento proposto e se un terzo almeno del numero totale delle Parti contraenti, ma non meno di cinque, lo informano che esse accettano o che desiderano che una Conferenza sia riunita per esaminarlo, il Segretario Generale convocherà una conferenza in vista di esaminare l'emendamento proposto o ogni altra proposta che gli sia stata sottoposta in virtù del paragrafo 4 del presente articolo.

4. Se una conferenza e convocata in conformità con le disposizioni del paragrafo 3 del presente articolo, il Segretario generale vi invitera tutte le Parti contraenti e gli altri Stati di cui all'articolo 2 del presente Accordo. Egli richiederà a tutti gli Stati invitati alla Conferenza di presentargli al piu tardi sei mesi prima della data di apertura, tutte le proposte che essi desiderano che siano esaminate da detta Conferenza oltre all'emendamento proposto, e comunicherà queste proposte, almeno tre mesi prima della data di apertura della Conferenza a tutti gli Stati invitati alla Conferenza.

5a) Ogni emendamento al presente Accordo sarà ritenuto accettato se e stato adottato dalla maggioranza dei due terzi degli Stati rappresentati alla Conferenza purché tale maggioranza raggruppi almeno i due terzi delle Parti contraenti rappresentate alla Conferenza. Il Segretario generale notificherà a tutte le Parti contraenti l'adozione dell'emendamento e questo entrerà in vigore dodici mesi dopo la data di tale notifica per tutte le Parti contraenti ad eccezione di quelle che, durante detto periodo, avranno notificato al Segretario generale che esse respingono l'emendamento.

b) Ogni Parte contraente la quale abbia respinto un emendamento durante detto periodo di dodici mesi potrà in ogni tempo notificare al Segretario generale che essa l'accetta ed il Segretario generale comunicherà tale notifica a tutte le altre Parti contraenti. L'emendamento entrerà in vigore per la Parte contraente che avrà notificato la sua accettazione sei mesi dopo la data in cui il Segretario generale avra ricevuto la notifica o alla fine di detto periodo di dodici mesi, se tale data è posteriore alla precedente.

6. Se la proposta di emendamento non è ritenuta accettabile in conformità con il paragrafo 2 del presente articolo, e se non concorrono le condizioni prescritte al paragrafo 3 del presente articolo per la convocazione di una Conferenza, la proposta di emendamento sarà considerata respinta.

7. Indipendentemente dalla procedura di emendamento prevista ai paragrafi da 1 a 6 del presente articolo, l'annesso al presente Accordo può essere modificato per mezzo di accordo tra le amministrazioni competenti di tutte le Parti con-

traenti. Se l'amministrazione di una Parte contraente ha dichiarato che la sua legislazione nazionale la obbliga a subordinare il suo accordo allo ottenimento di un'autorizzazione speciale a tal fine, o all'approvazione di un organo legislativo, il consenso dell'amministrazione competente della Parte contraente in questione alla modifica dell'Annesso sarà considerato come dato solo quando questa Amministrazione avrà dichiarato al Segretario generale che le autorizzazioni o le approvazioni richieste sono state ottenute. L'accordo tra le Amministrazioni competenti potrà prevedere che, durante un periodo transitorio, le antiche disposizioni dell'annesso rimangano in vigore, in tutto o in parte, contemporaneamente alle nuove disposizioni. Il Segretario generale fisserà la data di entrata in vigore delle nuove disposizioni.

8. Ciascun Stato, all'atto della firma o della ratifica del presente Accordo, o della sua adesione, notificherà al Segretario generale il nome ed indirizzo della sua Amministrazione competente a dare l'accordo previsto al paragrafo 7 del presente articolo.

Articolo 7

Ogni Parte contraente potrà denunciare il presente Accordo per mezzo di notifica scritta diretta al Segretario generale. La denuncia avrà effetto un anno dopo la data alla quale il Segretario generale ne avrà ricevuto notifica. Ogni Parte contraente che cessera di essere Parte alla Convenzione sulla segnaletica stradale aperta alla firma a Vienna l'8 novembre 1968, cessera alla stessa data di essere Parte al presente Accordo.

Articolo 8

Il presente Accordo cesserà di essere in vigore se il numero delle Parti contraenti è inferiore a cinque durante un periodo qualunque di dodici mesi consecutivi, nonché al momento in cui cessera di essere in vigore la Convenzione sulla segnaletica stradale aperta alla firma a Vienna l'8 novembre 1968.

Articolo 9

1. Ogni controversia tra due o più Parti contraenti relative all'interpretazione o all'applicazione del presente Accordo, che le Parti alla controversia non abbiano potuto risolvere per via negoziale o in altra maniera, sarà sottoposta ad arbitrato se una qualsiasi delle Parti contraenti alla controversia lo richiede e sarà di conseguenza deferita ad uno o più arbitri scelti di comune accordo dalle Parti alla controversia. Se, entro tre mesi a decorrere dalla data della richiesta di arbitrato, le Parti alla controversia non pervengono ad accordarsi per quanto riguarda la scelta di un arbitro o degli arbitri, una qualunque di tali Parti potra domandare al Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, di designare un arbitro unico dinnanzi al quale la controversia sarà deferita per decisione.

2. La setenza dell'arbitro o degli arbitri designati in conformità con il paragrafo 1 del presente articolo sara obbligatoria per le Parti contraenti alla controversia.

Articolo 10

Nessuna disposizione del presente Accordo sarà interpretata come divieto ad una Parte contraente di adottare misure compatibili con le disposizioni dello Statuto delle Nazioni Unite e limitate alle esigenze della situazione, che essa ritenga necessarie per la sua sicurezza esterna o interna.

Articolo 11

1. Ogni Stato potrà, al momento di firmare il presente Accordo o di depositare il proprio strumento di ratifica o di adesione, dichiarare che non si considera vincolato dall'articolo 9 del presente Accordo. Le altre Parti contraenti non saranno vincolate dall'articolo 9 nei confronti di una qualunque delle Parti contraenti che avrà effettuato tale dichiarazione.

2. Le riserve al presente Accordo, diverse dalla riserva prevista al paragrafo 1 del presente Articolo, sono autorizzate a condizione che siano formulate per iscritto, e, se sono state formulate prima del deposito dello strumento di ratifica o di adesione, che siano confermate in detto strumento.

3. Ogni Stato al momento di depositare il proprio strumento di ratifica del presente Accordo o di adesione a quest'ultimo, notificherà per iscritto al Segretario generale in che misura le riserve da esso eventualmente formulate alla Convenzione sulla segnaletica stradale aperta alla firma a Vienna l'8 novembre 1968 si applicano al presente Accordo. Si riterrà che le riserve che non sono state incluse nella notifica effettuata al momento del deposito dello strumento di ratifica del presente Accordo o di adesione a quest'ultimo non si applicano al presente Accordo.

4. Il Segretario generale comunicherà le riserve e le notifiche effettuate in applicazione del presente articolo a tutti gli Stati di cui all'articolo 2 del presente Accordo.

5. Ogni Stato che avra fatto una dichiarazione, una riserva o una notifica in virtù del presente articolo potrà in ogni tempo ritirarla a mezzo di notifica diretta al Segretario generale.

6. Ogni riserva effettuata in conformita con il paragrafo 2 o notificata conformemente con il paragrafo 3 del presente articolo:

a) modifica, per la Parte contraente che ha fatto o notificato detta riserva le disposizioni dell'Accordo che sono oggetto della riserva nei limiti di quest'ultima;

b) modifica queste disposizioni entro gli stessi limiti, per le altre Parti contraenti per quanto riguarda le loro relazioni con la Parte contraente che ha effettuato o notificato la riserva.

Articolo 12

Oltre alle dichiarazioni, notifiche e comunicazioni previste agli articoli 6 e 11 del presente Accordo, il Segretario generale notificherà alle Parti contraenti ed agli altri Stati di cui all'articolo 2:

a) le firme, ratifiche ed adesioni ai sensi dell'articolo 2;

b) le notifiche e dichiarazioni ai sensi dell'articolo 3;

c) le date di entrata in vigore del presente Accordo in virtù dell'articolo 4;

d) la data di entrata in vigore degli emendamenti al presente Accordo in conformità con i paragrafi 2,5 e 7 dell'articolo 6;

e) le denuncie ai sensi dell'articolo 7;

f) l'abrogazione del presente Accordo ai sensi dell'articolo 8.

Articolo 13

Dopo il 31 dicembre*1972, l'originale del presente Accordo sarà depositato presso il Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, che ne trasmettera copie certificate conformi a tutti gli Stati di cui all'articolo 2 del presente Accordo.

IN FEDE DI CHE, i sottoscritti a tal fine debitamente autorizzati hanno firmato il presente Accordo.

FATTO a Ginevra il 1° maggio 1971 in un solo esemplare in lingua francese, inglese e russa, i tre testi facenti ugualmente fede.

---

* In conformità con la decisione adottata dal Comitato dei trasporti interni nella sua trentunesima sessione, il periodo durante il quale l'Accordo sarebbe aperto alla firma e stato prolungato fino al 31 dicembre 1972.

ANNESSO

1. Ai fini dell'applicazione delle disposizioni del presente Annesso, il termine "Convenzione" indica la Convenzione sulla segnaletica stradale aperta alla firma a Vienna l'8 novembre 1968.

2. Il presente Annesso contiene unicamente complementi e modifiche apportate alle corrispondenti disposizioni della Convenzione.

3; Ad Articolo 1 della Convenzione (Definizioni)

Alinea b)

Tale alinea sarà redatto come segue:"Il termine "centro abitato" indica una area che comprende degli edifici e le cui vie di accesso e di uscita sono specificatamente indicate come tali";

Alinea l)

I veicoli a tre ruote il cui peso a vuoto non ecceda 400 kg.(900 libbre) saranno assimilati ai motocicli.

Alinea supplementare, da inserire alla fine di questo Articolo

Tale alinea sarà redatto come segue:"Sono assimilati ai pedoni le persone che spingono o tirano una carrozzella per bambini, per malati o per infermi, od ogni altro veicolo di piccole dimensioni e senza motore, le persone che conducono a mano una bicicletta o un ciclomotore, nonché gli infermi che si spostano su di una sedia a ruote, mossa da essi stessi o circolante a passo d'uomo".

4. Ad Articolo 3 della Convenzione (Obblighi delle Parti contraenti)

Paragrafo 3

Tale paragrafo sara redatto come segue:"Tutti i segnali, simboli, installazioni o segni orizzontali non conformi al sistema definito nella Convenzione e nel presente Accordo dovranno essere sostituiti entro dieci anni a partire dall'entrata in vigore dell'Accordo. Durante questo periodo, ed al fine di abituare gli utenti della strada al sistema definito nella Convenzione e nel presente Accordo, i segnali, simboli ed iscrizioni precedenti potranno essere mantenuti accanto a quelli previsti dalla Convenzione e dal presente Accordo."

5. Ad Articolo 6 della Convenzione

Paragrafo 4

Le disposizioni del presente paragrafo, che sono raccomandazioni nella Convenzione, saranno obbligatorie.

6. Ad Articolo 7 della Convenzione

Paragrafo 1

Frase aggiuntiva da inserire alla fine di questo paragrafo

Questa frase sara redatta come segue:"Inoltre, per quanto riguarda i segnali di che trattasi, si raccomanda di non usare lungo lo stesso itinerario segnali illuminati o riflettorizzati insieme a segnali che non lo sono".

7. Ad Articolo 8 della Convenzione

Paragrafo 3

Tale paragrafo sarà redatto come segue:"Durante il periodo di transizione di dieci anni indicato al punto 4 del presente Annesso, come pure dopo, in circostanze eccezionali, per facilitare la comprensione dei segnali, può essere aggiunta una iscrizione in un pannello rettangolare posto sotto i segnali oppure all'interno di un pannello rettangolare che inglobi il segnale; tale iscrizione puo essere posta ugualmente sul segnale stesso sempre che la comprensione di quest'ultimo non venga ostacolata per i conducenti che non sono in grado di comprendere l'iscrizione".

8. Ad Articolo 9 della Convenzione

Paragrafo 1

Ciascun Stato sceglierà il modello Aa come segnale di pericolo.

9. Ad Articolo 10 della Convenzione (Segnali di precedenza)

Paragrafo 3

Ciascun Stato sceglierà il modello B,2a per il segnale "FERMARSI E DARE PRECEDENZA".

Paragrafo 6

Il presegnalamento del segnale B,1 avverra a mezzo dello stesso segnale completato da un pannello integrativo del modello 1 indicato all'Annesso 7 della Convenzione.

La presegnalazione del segnale B,2a avverrà a mezzo del segnale B,1 completato da un pannello rettangolare recante il simbolo "STOP" ed una cifra indicante a quale distanza si trova il segnale B,2a.

10. Ad Articolo 18 della Convenzione (Segnali di località)

Paragrafo 2

Tale paragrafo sara redatto come segue:"I segnali E,9a ed E,9c, conformi ai modelli che figurano all'Annesso 9 della Convenzione, avvertono gli utenti della strada che il regime di circolazione proprio dei centri abitati situati sul territorio dello Stato e in vigore a partire al segnale E,9a fino al segnale E,9c, salvo differenti regolamentazioni che siano indicate in talune strade o tratti di strade siti entro il centro abitato stesso. Tali segnali sono a fondo bianco o di color chiaro con iscrizioni di color nero o scuro e sono istallati alle entrate ed alle uscite dei centri abitati. Tuttavia, il segnale B4 dovra' sempre essere posto, se il diritto di precedenza termina all'inizio dell'attraversamento del centro abitato, sulle strade con diritto di precedenza segnalata col segnale B3."

Paragrafo 3

Tale paragrafo sara redatto come segue:" I segnali di località utilizzati per scopi diversi da quelli previsti al paragrafo 2 di questo articolo devono avere aspetto diverso da quelli indicati in detto paragrafo; essi devono avere fondo scuro ed iscrizioni bianche o di color chiaro.

11. Ad Articolo 23 della Convenzione (Semafori veicolari)

Paragrafo supplementare, da inserire immediatamente dopo il paragrafo 3 di questo Articolo:

Tale paragrafo sarà redatto come segue:

a) le disposizioni dei paragrafi 1,2 e 3 dell'Articolo 6 della Convenzione, relativi ai segnali stradali, valgono anche per i segnali semaforici, eccetto quelli utilizzati ai passaggi a livello.

b) I segnali semaforici presso le intersezioni stradali saranno installati prima, entro e al disopra di queste e possono essere ripetuti al di là della intersezione.

c) Inoltre si raccomanda che le legislazioni nazionali prevedano che i segnali semaforici:

i) siano installati in modo da non intralciare il movimento dei veicoli sulla carreggiata, e per quelli posti su banchine o marciapiedi, in modo da intralciare il movimento dei pedoni il meno possibile;

ii) siano agevolmente visibili da lontano e facilmente comprensibili quando ci si avvicina;

iii) siano unificati sull'intero territorio di ciascuna Parte contraente, tenuto conto delle varie categorie di strade.

Paragrafo 9

Detto paragrafo sarà redatto come segue:"Quando la luce verde di un sistema tricolore presenta una o piu freccie verdi su fondo circolare nero, l'accensione di detta o di dette freccie indica che i veicoli possono prendere soltanto la direzione o le direzioni così indicate. Le frecce che autorizzano a procedere diritto avranno la punta rivolta verso l'alto".

Paragrafo 10

L'inizio di detto paragrafo sara redatto come segue:"Quando un segnale del sistema tricolore comporta una o piu luci verdi supplementari sotto forma di una o più frecce verdi su fondo circolare nero, l'accensione ..."

Paragrafo addizionale da inserire immediatamente dopo il paragrafo 10 di questo articolo

Tale paragrafo sara redatto come segue:"Quando la luce rossa o la luce gialla mostrano il contorno di una o piu frecce, l'indicazione data da queste

luci è limitata alla direzione o alle direzioni mostrate dalla freccia o dalle freccie".

Paragrafo supplementare, da inserire immediatamente dopo il paragrafo 11 di questo Articolo

Tale paragrafo sara redatto come segue:"In casi speciali, quando non è necessario utilizzare segnali luminosi permanenti può essere utilizzato un segnale composto di una luce rossa fissa preceduta da una luce gialla fissa; quest'ultima puo essere preceduta da una luce gialla lampeggiante;"

12. Ad Articolo 24 della Convenzione (Semafori pedonali)

Paragrafo 1, alinea a)ii)

Questa disposizione non sara applicata.

Paragrafo 2

Questo paragrafo sara redatto come segue:"I segnali luminosi destinati ai pedoni saranno del sistema bicolore che comportano due luci, rispettivamente rossa e verde. Non saranno mai accese contemporaneamente due luci."

Paragrafo 3

Questo paragrafo sarà redatto come segue:" Le luci saranno disposte verticalmente, la luce rossa sempre in alto e la luce verde sempre in basso. La luce rossa avra la forma di un pedone immobile oppure di pedoni immobili, e la luce verde la forma di un pedone che cammina oppure di pedoni che camminano".

13. Ad Articolo 31 della Convenzione (Segnaletica dei cantieri)

Paragrafo 2

Le barriere non saranno contrassegnate con striscie alternate nere e bianche oppure nere e gialle.

14. Ad Articolo 32 della Convenzione (Segnalazioni luminose o rifrangenti)

Questo Articolo sarà redatto come segue:

"1. Si raccomanda di segnalare la presenza sulla carreggiata di dispositivi del traffico o di isole per mezzo di luci o di dispositivi rifrangenti bianchi o gialli.

2. Quando i bordi della carreggiata sono evidenziati per mezzo di luci o di dispositivi rifrangenti, questi saranno:

a) sia tuttibianchi o giallo chiaro;

b) sia bianchi o giallo chiaro sul bordo della carreggiata opposta al senso della circolazione, e rossi o giallo scuro sul bordo della carreggiata corrispondente al senso di circolazione.

3. Ogni Stato Parte contraente al presente Accordo adotterà in tutto il territorio lo stesso colore e lo stesso sistema di colori per le luci o dispositivi rifrangenti di cui al presente Articolo.

15. Ad Articolo 33 della Convenzione

Paragrafo 1, alinea a)

Tale alinea sarà redatto come segue:"Se una segnalazione è istallata in corrispondenza di un passaggio a livello per avvertire l'approssimarsi dei treni oppure la imminente chiusura delle barriere o delle semibarriere, essa sarà costituita da una luce rossa lampeggiante o da luci rosse che lampeggiano alternativamente, come previsto al paragrafo 1b) dell'Articolo 23 della Convenzione. Ai passaggi a livello senza barriere né semi-barriere, la segnaletica sarà costituita di preferenza da due luci rosse lampeggianti alternativamente. Tuttavia:

i) le luci rosse lampeggianti possono essere completate o sostituite da un segnale luminoso del sistema tricolore rosso-giallo-verde, descritto al paragrafo 2 dell'Articolo 23 della Convenzione, oppure da un segnale analogo nel quale manchi la luce verde, qualora altri segnali luminosi tricolori si trovino sulla strada poco prima del passaggio a livello oppure se il passaggio a livello è munito di barriere. Le luci rosse lampeggianti nei passaggi a livello muniti di semibarriere non potranno essere sostituite nella maniera indicata nella frase precedente; esse potranno tuttavia essere così completate a condizione che altri segnali tric[illegible]i si trovino sulla strada poco prima del passaggio a livello.

11) Sulle strade di campagna dove là circolazione è molto ridotta e sui sentieri pedonali, può essere impiegato soltanto un segnale acustico".

Paragrafo 2

Tale paragrafo sarà redatto come segue:"I segnali luminosi saranno installati sul bordo della carreggiata corrispondente alsenso di marcia; quando le circostanze lo esigano, per esempio date le condizioni di visibilità dei segnali o l'intensità del traffico, i segnali saranno ripetuti dall'altro lato della strada. Tuttavia, se le condizioni locali lo fanno ritenere opportuno, le luci potranno essere ripetute al di sopra della carreggiata, oppure sopra idonee isole di traffico".

16. Ad Articolo 35 della Convenzione

Paragrafo 1

Le barriere e le semi-barriere dei passaggi a livello non saranno contrassegnate con strisce alternate di colore nero e bianco, oppure nero e giallo.

17 Ad Allegato 1 - Sezione B - della Convenzione

Paragrafo 2 (Discesa pericolosa)

Questo paragrafo sara redatto come segue:"Per indicare l'approssimarsi di una discesa a forte pendenza, sara impiegato il simbolo A,2a.

La parte sinistra del simbolo A,2a occupa l'angolo sinistro del segnale e la sua base abbraccia tutta la larghezza disponibile, la cifra indica la pendenza in percentuale.

Paragrafo 3 (Salita ripida)

Questo paragrafo sara redatto come segue:" Per segnalare l'approssimarsi di una salita ripida, sarà impiegato il simbolo A,3a.

La parte destra del simbolo A,3a occupa l'angolo destro del segnale e la sua base abbraccia tutta la larghezza disponibile, la cifra indica la pendenza in percentuale."

Paragrafo 11 (Attraversamento pedonale).

Tale paragrafo sarà redatto come segue:"Per presegnalare un passaggio pedonale, sara impiegato il simbolo A,11a. Il simbolo può essere invertito".

18. Ad Allegato 2 - Sezione A - della Convenzione

Paragrafo 1 (Segnale "DARE PRECEDENZA")

Il segnale B,1 non riporta alcun simbolo o iscrizione.

Paragrafo 2 (Segnale "FERMARSI E DARE PRECEDENZA"

Questo paragrafo sara redatto come segue:"Il segnale "FERMARSI E DARE PRECEDENZA" è il segnale B,2 modello B,2a. Il segnale B,2 modello B,2a è ottagonale su fondo rosso con una stretta bordura bianca o giallo chiaro e porta il simbolo "STOP" in bianco o giallo chiaro; l'altezza del simbolo è almeno uguale al terzo dell'altezza del pannello.

L'altezza del segnale B,2a formato normale è di circa 0,90 m (3 piedi); quella dei segnali a formato ridotto non deve essere inferiore a 0,60 m (2 piedi)".

19. Ad Allegato2 - Sezione B - della Convenzione

Paragrafo 2 (Simboli), alinea a) i)

La presente disposizione è redatta come segue:"Intersezione nella quale la precedenza e quella stabilita dalla regola generale di precedenza in vigore nel paese. Sarà utilizzato il simbolo A,21a".

Paragrafo 2 (Simboli) alinea a) iii)

La presente disposizione è redatta come segue:"Intersezione con una strada agli utenti della quale si deve dare la precedenza. I segnali B,1 o B,2 a saranno utilizzati in conformità con le dispositioni del punto 9 del presente Annesso."

Paragrafo 2(Simboli) alinea b)

Il presente alinea e redatto come segue:" Nel caso in cui la circolazione all'intersezione è regolata da semafori, potrà essere posto in sostituzione o in aggiunta ai segnali descritti nella presente Sezione un segnale Aa recante il simbolo A,16 descritto alla Sezione B dell'Annesso 1 della Convenzione ".

20. Ad Allegato 3 - Sezione A - della Convenzione

Alinea preliminare, prima frase

Tale frase è redatta come segue:"Il segnale da istallare è il segnale Aa descritto alla Sezione A dell'Allegato 1 della Convenzione".

Alinea b

Questo alinea è redatto come segue:" Per segnalare gli altri passaggi a livello, sara utilizzato il simbolo A,27a".

21. Ad Allegato 3 - Sezione B - della Convenzione

Non sarà utilizzato il modello B,7c del segnale B,7.

I modelli B,7a e B,7b potranno comprendere bande rosse a condizione che l'aspetto generale e l'efficacia dei segnali non ne risentano.

22. Ad Allegato 4 - Sezione A - della Convenzione

Paragrafo 2 (Descrizione dei segnali) alinea a) (Divieto e limite di accesso) i)

Il modello C,1b del segnale C,1 non sara impiegato.

Paragrafo 2 (Descrizione dei segnali), alinea a)

(Divieto e limite di accesso), iii)

Potranno essere impiegati i due segnali integrativi riprodotti all'appendice del presente Annesso e aventi il seguente significato:

Segnale integrativo n°1 "DIVIETO DI TRANSITO AI VEICOLI CHE TRASPORTANO PIU' DI UNA CERTA QUANTITA' DI PRODOTTI ESPLOSIVI O FACILMENTE INFIAMMABILI"

Segnale integrativo n°2 "DIVIETO DI TRANSITO AI VEICOLI CHE TRASPORTANO PIU' DI UNA CERTA QUANTITA' DI PRODOTTI DI NATURA TALE DA INQUINARE LE ACQUE".

La nota che compare alla fine di questa disposizione e redatta come segue: "I segnali C,3a fino a C,3k , come pure i segnali integrativi n°1 e n°2 menzionati al presente punto non hanno la barra obliqua rossa".

Paragrafo 2 (Descrizione dei segnali), alinea d) (Divieto di sorpasso);

I modelli C,13ab e C,13bb dei segnali C,13a e C,13b non saranno utilizzati.

23. Ad Allegato 4 - SEZIONE B - della Convenzione

Paragrafo 1 (Caratteristiche generali dei segnali e dei simboli) alinea b)

Tale alinea è redatto come segue: "Tranne disposizione contraria, i segnali sono a fondo bleu ed i simboli sono bianchi o di colore chiaro".

Paragrafo 2 (Descrizione dei segnali), alinea a) (Direzione obbligatoria)

Il segnale D,1b non sarà utilizzato;

Paragrafo 2 (Descrizione dei segnali) alinea c) (Intersezione a senso rotatorio obbligatorio).

Tale alinea è redatto come segue:"Il segnale D,3 "ROTATORIA" non ha altro significato che quello di indicare la direzione del movimento rotatorio che i veicoli hanno l'obbligo di seguire".

Nel caso in cui la circolazione si svolga a sinistra, la direzione delle frecce sarà invertita".

24. Ad Allegato 5 della Convenzione

Caratteristiche generali dei segnali e dei simboli delle Sezioni da A ad E

Paragrafo supplementare da inserire immediatamente prima della Sezione A di tale Allegato

Tale paragrafo è redatto come segue:"Sui preavvisi di bivio e quelli di direzione relativi all'avvio alle autostrade ed alle strade riservate ai veicoli a motore potranno figurare riprodotti su scala ridotta, i simboli dei segnali E,15 ed E,17."

25. Ad Allegato 5 - Sezione A della Convenzione

Paragrafo 2 (Casi particolari) alinea a)

La barra rossa dei segnali E,2a ed E,2b sarà circondata da un filetto bianco.

26. Ad Allegato 5 - Sezione B della Convenzione

Paragrafo 1

Il segnale E,5c non sarà utilizzato.

Paragrafo 2

Il segnale E,6c non sarà utilizzato.

27. Ad Allegato 5 - Sezione C della Convenzione

Paragrafo addizionale, da inserire alla fine di detta sezione.

Tale paragrafo è redatto come segue:"I segnali E,9a ed E,9c che mostrano iscrizioni di colore scuro su fondo bianco o di colore chiaro saranno impiegati conformemente alle disposizioni del punto 10 del presente Allegato".

28. Ad Allegato 5 - Sezione E della Convenzione

Non sarà utilizzato il segnale E,11b.

29. Ad Allegato 5 - Sezione F della Convenzione

Paragrafo 2 (Segnale "STRADA A SENSO UNICO") alinea b)

La freccia del segnale E,13b potrà contenere iscrizioni solo se l'efficacia del segnale non ne venga diminuita.

Paragrafo 3 (Segnale "STRADA SENZA USCITA")

La barra rossa del segnale E,14 sarà circondata da un filetto bianco;

Paragrafo 4 (Segnali che indicano l'ingresso o l'uscita di un'autostrada).

Alinea supplementare da inserire immediatamente dopo il primo alinea di questo paragrafo

Tale alinea è redatto come segue:"Il segnale E,15 potrà essere utilizzato e ripetuto per indicare la vicinanza dell'inizio di un'autostrada. In ogni segnale sara indicato, o nella parte inferiore o in un pannello aggiuntivo del modello 1 indicato all'Allegato 7 della Convenzione, la distanza tra il segnale e l'effettivo principio dell'autostrada."

Paragrafo 5 (Segnali che indicano l'entrata o l'uscita di una strada dove le norme di circolazione sono le stesse di quelle di un'autostrada).

Alinea supplementare da inserire immediatamente dopo il primo alinea di tale paragrafo.

Tale alinea è redatto come segue:"Il segnale E,17 potrà essere impiegato e ripetuto per segnalare l'approssimarsi di una strada dove si applicano le stesse regole di circolazione di quelle di un'autostrada; ogni segnale riporterà, o nella parte inferiore o in un pannello integrativo del modello 1 indicato all'Annesso 7 della Convenzione, la distanza tra il segnale e l'effettivo principio dell'autostrada.".

30. Ad Allegato 5 - Sezione G - della Convenzione.

Paragrafo 2 (Descrizione dei simboli) alinea a)

Non saranno impiegati i simboli F,1b e F, 1c.

31. Ad Allegato 6 - Sezione A della Convenzione

Descrizione dei segnali

Paragrafo 1, alinea b)

Questa norma non sarà applicata.

Paragrafo 2, alinea c)

Questa norma non sarà applicata.

Paragrafo 3, alinea e)

Se il divieto si riferisce soltanto ad un breve tratto, non sarà utilizzata la facoltà di porre soltanto un segnale recante in un cerchio rosso l'indicazione del tratto al quale il divieto si applica.

32. Ad Allegato 6 - Sezione B della Convenzione

Paragrafo 1 (Segnale "PARCHEGGIO")

Il pannello quadrato menzionato al primo alinea di questo paragrafo recherà la lettera "P".

Paragrafo 2 (Segnale che indica l'uscita da una zona dove la sosta è limitata nel tempo).

Testo supplementare, da inserire alla fine di questo paragrafo

Tale testo è redatto come segue:"In luogo del disco di sosta, può farsi uso, in grigio chiaro, degli stessi simboli usati sui segnali impiegati per indicare l'inizio zona.

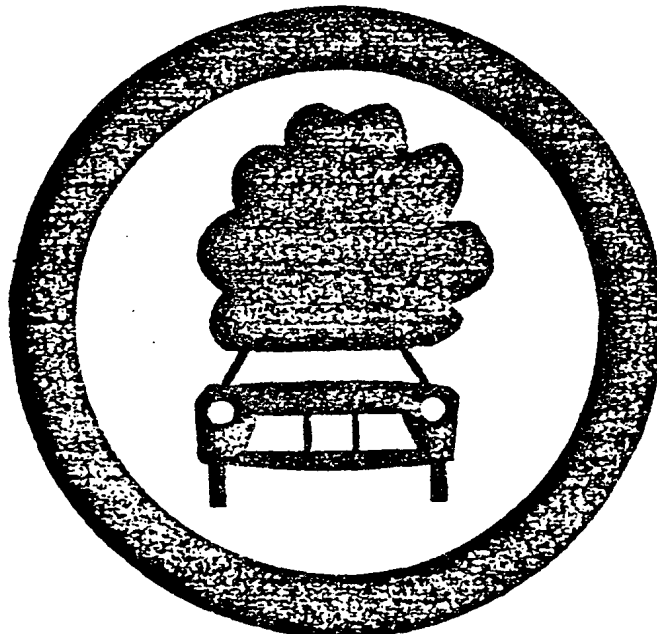
Il segnale di uscita dalla zona dove la sosta è regolata nel tempo può essere posto sul retro del segnale di inizio zona; destinato alla circolazione proveniente in senso inverso".

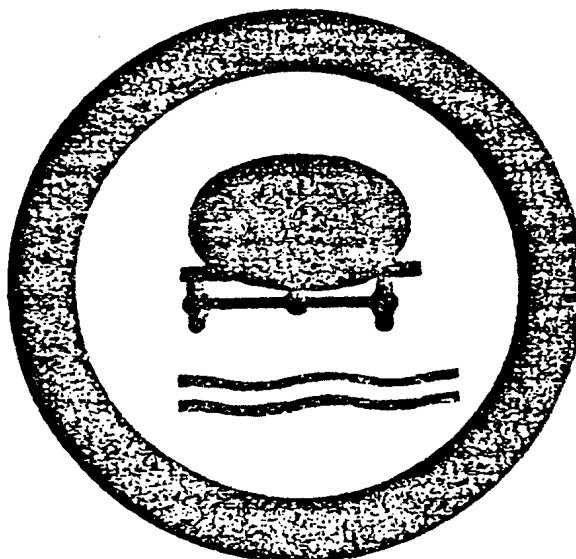
33. Ad Allegato 7 della Convenzione (Pannelli integrativi)

Paragrafo integrativo, da inserire immediatamente dopo il paragrafo 1

Tale paragrafo è redatto come segue:"Il fondo dei pannelli integrativi deve preferibilmente corrispondere al fondo dei singoli gruppi di segnali insieme ai quali sono utilizzati."

ANNESSO - APPENDICE

Segnale integrativo n°1

Divieto di transito ai veicoli che trasportano più di una certa quantità di prodotti esplosivi o facilmente infiammabili

Segnale integrativo n° 2

Divieto di transito ai veicoli che trasportano più di una certa quantità di prodotttí di natura tale da inquinare le acque

PROTOCOLLO SULLA SEGNALETICA SUL PIANO STRADALE, AGGIUNTIVO ALL'ACCORDO EUROPEO COMPLETANTE LA CONVENZIONE SULLA SEGNALETICA STRADALE APERTA ALLA FIRMA A VIENNA L'8 NOVEMBRE 1968.

LE PARTI CONTRAENTI, PARTI ALLA CONVENZIONE SULLA SEGNALETICA STRADALE APERTA ALLA FIRMA A VIENNA L'8 NOVEMBRE 1968, ED ALL'ACCORDO EUROPEO COMPLETANTE DETTA CONVENZIONE APERTO ALLA FIRMA A GINEVRA IL 1° MAGGIO 1971,

IN VISTA di stabilire una maggiore uniformità in Europa delle norme concernenti la segnaletica sul piano stradale,

HANNO CONVENUTO quanto segue:

Articolo primo

Le Parti contraenti, Parti alla Convenzione sulla segnaletica stradale aperta alla firma a Vienna l'8 Novembre 1968 ed all'Accordo europeo completante tale Convenzione aperto alla firma a Ginevra il 1° maggio 1971, adotteranno misure adeguate affinché il sistema di segnaletica sul piano stradale applicato nel loro territorio, sia conforme con le disposizioni dell'annesso al presente Protocollo.

Articolo 2

1. Il presente Protocollo sara aperto fino al 1° marzo 1974 alla firma degli Stati che sono firmatari della Convenzione sulla segnaletica stradale aperta alla firma a Vienna l'8 novembre 1968 e dell'Accordo europeo che completa questa Convenzione aperto alla firma a Ginevra il 1° maggio 1971, o che vi hanno aderito, che sono membri della Commissione economica per l'Europa delle Nazioni Unite, oppure ammessi a partecipare alla Commissione a titolo consultivo in conformità con il paragrafo 8 del mandato di questa Commissione.

2. Il presente Protocollo sara soggetto a ratifica dopo che lo Stato interessato avra ratificato la Convenzione sulla segnaletica stradale aperta alla firma a Vienna l'8 novembre 1968, nonché l'Accordo europeo completante detta Convenzione, aperto alla firma a Ginevra il 1° maggio 1971 o vi avra aderito. Gli strumenti di ratifica saranno depositati presso il Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite.

3. Il presente Protocollo rimarrà aperto all'adesione di ogni Stato di cui al paragrafo 1 del presente articolo e che è Parte alla Convenzione sulla segnaletica stradale aperta alla firma a Vienna l'8 novembre 1968, nonché all'Accordo europeo che completa tale Convenzione aperto alla firam a Ginevra il 1° maggio 1971. Gli strumenti di adesione saranno depositati presso il segretario generale.

Articolo 3

1. Ogni Stato potrà,al momento in cui firmerà o ratificherà il presente Protocollo oppure vi aderirà, oppure ad ogni momento successivo, dichiarare con notifica diretta al Segretario generale che il Protocollo diviene applicabile a tutti i territori oppure ad uno qualsiasi tra loro di cui esso stesso assicura le relazioni internazionali. Il Protocollo diverrà applicabile nel territorio o nei territori designati nella notifica trenta giorni dopo la data alla quale il Segretario generale avrà ricevuto questa notifica o alla data di entrata in vigore del Protocollo per lo Stato che invia la notifica, se tale data è posteriore alla precedente.

2. Ogni Stato che avrà fatto una dichiarazione in virtù del paragrafo 1 del presente articolo, potrà ad ogni data ulteriore per mezzo di notifica indirizzata al Segretario Generale dichiarare che il Protocollo cesserà di essere applicabile nel detto territorio un anno dopo la data di ricezione di detta notifica da parte del Segretario Generale.

Articolo 4

1. Il presente Protocollo entrerà in vigore dodici mesi dopo la data del deposito del decimo strumento di ratifica o di adesione.

2. Per ciascun Stato che ratifichi il presente Protocollo oppure vi aderisca dopo il deposito del decimo strumento di ratifica o di adesione, il Protocollo entrerà in vigore dodici mesi dopo la data del deposito, da parte di questo Stato, del proprio strumento di ratifica o di adesione.

3. Se la data di entrata in vigore risultante dall'applicazione dei paragrafi 1 2 del presente articolo è precedente a quella risultante dall'applicazione dell'Articolo 39 della Convenzione sulla segnaletica stradale aperta alla firma a Vienna l'8 novembre 1968, è a quest'ultima data che il presente Protocollo entrerà in vigore ai sensi del paragrafo 1 del presente articolo.

Articolo 5

All'atto della sua entrata in vigore, il presente Protocollo abrogherà e sostituirà, nelle relazioni tra le Parti contraenti, le disposizioni relative al Protocollo relativo alla segnaletica stradale contenute nell'Accordo Europeo completante la Convenzione sulla circolazione stradale ed il Protocollo relativo alla segnaletica stradale del 1949, firmato a Ginevra il 16 settembre 1950, l'Accordo relativo alla segnaletica dei cantieri, firmato a Ginevra il 16 dicembre 1955, e l'Accordo europeo sulla segnaletica sul piano stradale, firmato a Ginevra il 13 dicembre 1957.

Articolo 6

1. Dopo un periodo di dodici mesi, a decorrere dall'entrata in vigore del presente Protocollo, ogni Parte contraente potrà proporre uno o più emendamenti al Protocollo. Il testo di ogni proposta di emendamento, accompagnata da un esposto dei motivi, sarà indirizzato al Segretario Generale che lo comunicherà a tutte le Parti contraenti. Le Parti contraenti avranno la possibilità di fargli sapere, entro dodici mesi dopo la data di questa comunicazione :a) se esse accettano l'emendamento, oppure b) se esse lo respingono, oppure c) se esse desiderano che una conferenza sia convocata per esaminarlo. Il Segretario Generale trasmetterà altresì il testo dell'emendamento proposto agli altri Stati di cui all'articolo 2 del presente Protocollo.

2. a) Ogni proposta di emendamento che sarà stata comunicata in conformità con le disposizioni del paragrafo 1 del presente articolo, sarà reputata

come accettata se, entro il termine summenzionato di dodici mesi, meno di un terzo delle Parti contraenti informa il Segretario generale sia che esse respingono l'emendamento, sia che desiderano che una conferenza sia convocata per esaminarlo. Il Segretario Generale notificherà a tutte le Parti contraenti ogni accettazione o ogni rifiuto dell'emendamento proposto ed ogni domanda di convocazione di una conferenza. Se il numero totale dei rifiuti e delle domande ricevute durante il summenzionato termine di dodici mesi e inferiore al terzo del numero totale delle Parti contraenti, il Segretario generale notificherà a tutte le Parti contraenti che l'emendamento entrera in vigore sei mesi dopo lo scadere del termine di dodici mesi specificato nel paragrafo 1 del presente articolo per tutte le Parti contraenti, ad eccezione di quelle che, durante il periodo specificato, hanno respinto l'emendamento o hanno domandato la convocazione di una conferenza per esaminarlo;

b) Ogni Parte contraente la quale, durante detto periodo di dodici mesi, abbia respinto una proposta di emendamento o domandato la convocazione di una conferenza per esaminarlo, potra in ogni tempo dopo lo scadere di detto termine, notificare al Segretario generale che accetta l'emendamento, ed il Segretario Generale comunichera detta notifica a tutte le altre Parti contraenti. L'emendamento entrera in vigore per la Parte contraente che avra notificato la sua accettazione, sei mesi dopo la data alla quale il Segretario Generale avra ricevuto la notifica.

3. Se un emendamento proposto non e stato accettato in conformità con il paragrafo 2 del presente articolo e se, entro il periodo di dodici mesi specificato al paragrafo 1 del presente articolo, meno della metà del numero totale delle Parti contraenti informano il Segretario generale che esse respingono l'emendamento proposto e se un terzo almeno del numero totale delle Parti contraenti,ma non meno di cinque, lo informano che esse lo accettano o che desiderano che una Conferenza sia riunita per esaminarlo, il Segretario generale convocherà una conferenza in vista di esaminare l'emendamento proposto o ogni altra proposta che gli sia stata sottoposta in virtù del paragrafo 4 del presente articolo.

4. Se una Conferenza è convocata in conformità con le disposizioni del paragrafo 3 del presente articolo, il Segretario Generale vi inviterà tutte le Parti contraenti e gli altri Stati di cui all'articolo 2 del presente Protocollo. Esso domanderà a tutti gli Stati invitati alla Conferenza di presentargli, almeno sei mesi prima della sua data di apertura, tutte le proposte che auspica vedere esaminate anche da detta Conferenza, oltre all'emendamento proposto, e comunicherà queste proposte, almeno tre mesi prima della data di apertura della Conferenza, a tutti gli Stati invitati alla Conferenza.

5 a). Si riterrà che ogni emendamento al presente Protocollo è accettato, se è stato adottato alla maggioranza dei due terzi degli Stati rappresentati alla Conferenza, alla condizione che tale maggioranza raggruppi almeno i due terzi delle Parti contraenti rappresentate alla Conferenza. Il Segretario Generale notificherà a tutte le Parti contraenti l'adozione dell'emendamento e quest'ultimo entrerà in vigore dodici mesi dopo la data di questa notifica per tutte le Parti contraenti, ad eccezione di quelle che, durante detto periodo, avranno notificato al Segretario Generale che esse respingono l'emendamento.

b) Ogni Parte contraente la quale abbia respinto un emendamento durante detto periodo di dodici mesi potrà, in ogni tempo, notificare al Segretario generale che esso l'accetta ed il Segretario generale comunicherà tale notifica a tutte le altre Parti contraenti. L'emendamento entrerà in vigore per la Parte contraente che avrà notificato la sua accettazione sei mesi dopo la data alla quale il Segretario generale avrà ricevuto la notifica o alla fine di detto termine di dodici mesi, se tale data è posteriore alla precedente.

6. Se la proposta di emendamento non è reputata come accettata in conformità con il paragrafo 2 del presente articolo, e se le condizioni stabilite al paragrafo 3 del presente articolo per la convocazione di una conferenza non sono soddisfatte, si riterrà che la proposta di emendamento è respinta.

7. Indipendentemente dalla procedura di emendamento prevista ai paragrafi da 1 a 6 del presente articolo, l'annesso al presente Accordo può essere modificato per mezzo di accordo tra le amministrazioni competenti di tutte le Parti

contraenti. Se l'amministrazione di una Parte contraente ha dichiarato che la sua legislazione nazionale la obbliga a subordinare il suo accordo all'ottenimento di un'autorizzazione speciale a tal fine, o all'approvazione di un organo legislativo, il consenso dell'amministrazione competente della Parte contraente in causa alla modifica dell'annesso sara considerato come dato solo quando tale amministrazione avra dichiarato al Segretario generale che le autorizzazion o le approvazioni richieste sono state ottenute. L'accordo tra le amministrazioni competenti potra prevedere che, durante un periodo transitorio, le antiche disposizioni dell'annesso rimangano in vigore, in tutto o in parte, contemporaneamente a quelle nuove . Il Segretario Generale fissera la data di entrata in vigore delle nuove disposizioni.

8. Ciascun Stato, all'atto della firma o della ratifica del presente Accordo, o della sua adesione, notifichera al Segretario Generale il nome ed indirizzo della sua amministrazione competente per dare l'accordo previsto al paragrafo 7 del presente articolo.

Articolo 7

Ogni Parte contraente potra denunciare il presente Accordo per mezzo di notifica scritta indirizzata al Segretario generale. La denuncia avra effetto un anno dopo la data alla quale il Segretario generale ne avrà ricevuto notifica. Ogni Parte contraente, che cessera di essere Parte alla Convenzione sulla segnaletica stradale aperta alla firma a Vienna l'8 novembre 1968, nonché all'Accordo europeo completante detta Convenzione, aperto alla firma a Ginevra il 1° maggio 1971, cesserà alla stessa data di essere Parte al presente Protocollo.

Articolo 8

Il presente Protocollo cesserà di essere in vigore se il numero delle Part contraenti e inferiore a cinque per un periodo qualsiasi di dodici mesi consecutivi, nonché al momento in cui cesserà di essere in vigore la Convenzione sulla segnaletica stradale aperta alla firma a Vienna l'8 novembre 1968, nonché l'Accordo europeo completante detta Convenzione aperto alla firma a Ginevra il 1° maggio 1971.

Articolo 9

1. Ogni controversia tra due o piu Parti contraenti relativa all'interpretazione o all'applicazione del presente Protocollo, che le Parti alla controversia non avessero potuto regolare per via negoziale o in altra maniera, sara sottoposta ad arbitrato se una qualsiasi delle Parti contraenti alla controversia lo richiede e sara di conseguenza deferita ad uno o piu arbitri scelti di comune accordo tra le Parti alla controversia. Se, entro tre mesi a decorrere dalla domanda di arbitrato, le Parti alla controversia non pervengono ad accordarsi sulla scelta di un arbitro o di arbitri, una qualunque di queste Parti potrà domandare al Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, di designare un arbitro unico dinnanzi al quale la controversia sara deferita per la decisione.

2. La sentenza dell'arbitro o degli arbitri designati in conformità con il paragrafo 1 del presente articolo, sara obbligatoria per le Parti contraenti alla controversia.

Articolo 10

Nessuna disposizione del presente Protocollo sara interpretata nel senso di vietare ad una Parte contraente di adottare misure compatibili con le disposizioni dello Statuto delle Nazioni Unite e limitate alle esigenze della situazione, che essa ritiene necessarie per la sua sicurezza esterna o interna.

Articolo 11

1. Ogni Stato potrà, al momento di firmare il presente Protocollo o di depositare il suo strumento di ratifica o di adesione. dichiarare che non si considera vincolato dall'articolo 9 del presente Accordo. Le altre Parti contraenti non saranno vincolate dall'articolo 9 nei confronti di una qualunque delle Parti contraenti che avra effettuato una tale dichiarazione.

2. Le riserve al presente Protocollo, diverse dalla riserva prevista al paragrafo 1 del presente articolo, sono autorizzate a condizione che siano formulate per iscritto e, se sono state formulate prima del deposito dello strumento di ratifica o di adesione, che siano confermate in detto strumento.

3. Ogni Stato, all'atto di depositare il suo strumento di ratifica del presente Protocollo o di adesione a quest'ultimo, notificherà per iscritto al Segretario Generale in che misura le riserve da esso eventualmente formulate alla Convenzione sulla segnaletica stradale aperta alla firma a Vienna l'8 novembre 1968 o all'Accordo europeo completante tale Convenzione aperto alla firma a Ginevra il 1° maggio 1971 si applicano al presente Protocollo. Si riterrà che le riserve che non siano state oggetto della notifica effettuata al momento del deposito dello strumento di ratifica del presente Protocollo o di adesione a quest'ultimo, non si applicano al presente Protocollo.

4. Il Segretario Generale comunicherà le riserve e le notifiche effettuate in applicazione del presente articolo a tutti gli Stati di cui all'articolo 2 del presente Protocollo.

5. Ogni Stato che abbia effettuato una dichiarazione, una riserva o una notifica in virtù del presente articolo potrà, in ogni tempo, ritirarla per mezzo di notifica indirizzata al Segretario generale.

6. Ogni riserva effettuata in conformità con il paragrafo 2 o notificata in conformità con il paragrafo 3 del presente articolo:

a) modifica, per la Parte contraente che ha effettuato o notificato tale riserva, le disposizioni del Protocollo che sono oggetto della riserva, nei limiti di quest'ultima;

b) modifica tali disposizioni entro i medesimi limiti per le altre Parti contraenti per quanto riguarda le loro relazioni con la Parte contraente che ha effettuato o notificato la riserva.

Articolo 12

Oltre alle dichiarazioni, notifiche e comunicazioni previste agli articoli 6 e 11 del presente Protocollo, il Segretario Generale notificherà alle Parti contraenti ed agli altri Stati di cui all'articolo 2:

a) le firme, ratifiche ed adesioni, ai sensi dell'articolo 2;

b) le notifiche e dichiarazioni ai sensi dell'articolo 3;

c) le date di entrata in vigore del presente Protocollo in virtù dell'articolo 4;

d) la data di entrata in vigore degli emendamenti al presente Protocollo in conformità con i paragrafi 2,5 e 7 dell'articolo 6;

e) le denuncie ai sensi dell'articolo 7;

f) l'abrogazione del presente Protocollo ai sensi dell'articolo 8.

Articolo 13

Dopo il 1° marzo 1974, l'originale del presente Protocollo sarà depositato presso il Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, che ne trasmetterà copie certificate conformi a tutti gli Stati di cui allo articolo 2 del presente Protocollo.

IN FEDE DI CHE, i sottoscritti, a tal fine debitamente autorizzati, hanno firmato il presente Protocollo.

FATTO a Ginevra, il 1° marzo 1973, in un solo esemplare, in lingua francese, inglese e russa, i tre testi facenti ugualmente fede.

Annesso

1. Per l'applicazione delle disposizioni del presente annesso, il termine "Convenzione" indica la Convenzione sulla segnaletica stradale aperta alla firma a Vienna l'8 novembre 1968.

2. Il presente annesso contiene unicamente integrazioni e modifiche apportate alle corrispondenti disposizioni della Convenzione.

3. Articolo 26 della Convenzione

Paragrafo 2

Alinea addizionale, da inserire immediatamente dopo l'alinea b) di questo paragrafo

Tale alinea e redatto come segue:

"Potranno essere impiegate striscie discontinue doppie per delimitare una o piu corsie sulle quali il senso della circolazione può essere intervertito in conformita con il paragrafo 11 dell'Articolo 23 della Convenzione".

Paragrafo 4

Parte di frase addizionale da inserire alla fine di questo paragrafo

Questa parte di frase e redatta come segue:"...o che indicano un divieto o delle restrizioni relative alla fermata o alla sosta".

4. Articolo 27 della Convenzione

Paragrafo 1

NOn saranno impiegate due striscie continue adiacenti per indicare la striscia di arresto.

Paragrafo 3

Non saranno utilizzate due striscie discontinue affiancate per indicare la striscia che i veicoli non devono normalmente oltrepassare quando devono dare la precedenza in virtù di un segnale B,1 "DARE LA PRECEDENZA".

Paragrafo 5

Tale paragrafo e redatto come segue:

"Per segnalare i passaggi previsti per l'attraversamento della carreggiata da parte dei ciclisti, saranno impiegate striscie discontinue formate da quadrati o da parallelogrammi".

5. Ad. Articolo 28 della Convenzione

Paragrafi supplementari da inserire immediatamente dopo il paragrafo 3 di questo articolo:

Tali paragrafi sono redatti come segue:

"Una striscia continua sul cordone del marciapiede o sul bordo della carreggiata significa che, su tutta la lunghezza di detta striscia e sul lato della carreggiata dove e apposta, la fermata e la sosta sono vietate o sono oggetto di limitazioni specificate con altri mezzi.

Una striscia discontinua sul cordone del marciapiede o sul bordo della carreggiata significa che, su tutta la lunghezza di questa striscia e sul lato della carreggiata dove e apposta, la sosta e vietata o e oggetto di limitazione specificate con altri mezzi.

La marcatura di una corsia con una striscia continua o discontinua accompagnata da segnali o da scritte sulla carreggiata indicanti alcune categorie di veicoli come autobus, taxi, ecc., significa che l'utilizzazione di questa corsia e riservata ai veicoli indicati."

6. Ad Articolo 29 della Convenzione

Paragrafo 2

Questo paragrafo e redatto come segue:

"I segni sulla carreggiata dovranno essere bianchi. Il termine"bianco" comprende le tonalità argento o grigio chiaro. Tuttavia:

- i segni sulla carreggiata indicanti gli spazi dove la sosta e consentita o limitata potranno essere di colore blu;

- le linee a zig-zag indicanti gli spazi dove la sosta è vietata saranno di colore giallo;

- La striscia continua o discontinua apposta sul cordone di marciapiede o sul bordo della carreggiata per indicare un divieto o restrizioni di arresto o di sosta sara di colore giallo".

Paragrafi adddizionali da inserire immediatamente dopo il paragrafo 2 del presente articolo.

Questi paragrafi sono redatti come segue:

"Se si impiega una striscia gialla per indicare un divieto o dei limiti di fermata o di sosta, e se esiste gia una striscia indicante il bordo della

carreggiata, la striscia gialla dovrà essere affiancata alla striscia bianca, dalla parte esterna di quest'ultima.

Qualora sia necessario abrogare temporaneamente, per una breve durata, una norma di circolazione materializzata da segni sulla carreggiata permanenti e se i segni permanenti sono sostituiti nel frattempo con altri segni, tutti i segni temporanei dovranno essere di colore diverso da quello solitamente utilizzato per guidare il traffico o per vietare o limitare la fermata o la sosta. Per migliorare la visibilità dei segni temporanei sulla carreggiata, saranno utilizzati di preferenza chiodi."

7. Ad Annesso 8 alla Convenzione (Segnaletica orizzontale) Capitolo II (Segni longitudinali) (Figura A-1)

A. Dimensioni

Paragrafo 2

Questo paragrafo è redatto come segue:

"La larghezza delle strisce longitudinali continue o discontinue dovrebbe essere al minimo di cm.10. (4pollici). La larghezza di una striscia discontinua tracciata per separare una corsia di marcia normale da una corsia di accelerazione, ovvero da una corsia di rallentamento (o da una corsia con funzione mista: rallentamento ed accelerazione) dovrebbe essere almeno il doppio della larghezza di una striscia longitudinale discontinua normale."

Paragrafo 5

Questo paragrafo e redatto come segue:

"a) Una striscia discontinua utilizzata per guidare il traffico in conformità con l'alinea a)i) del paragrafo 2 dell'Articolo 26 della Convenzione è costituita da tratti di lunghezza uguale almeno a 1 m (3piedi4 pollici). La lunghezza degli intervalli dovrebbe essere normalmente da 2 a 4 volte la lunghezza dei tratti, e non essere comunque superiore a 12 m.(40piedi).

b) La lunghezza dei tratti di una striscia discontinua di preavviso utilizzata in conformita dell'alinea a)ii) del paragrafo 2 dell'art.26 della Convenzione dovrebbe essere da 2 a 4 volte la lunghezza degli intervalli.

Paragrafo 6

Tale paragrafo e redatto come segue:

"La lunghezza di una striscia continua non dovrebbe essere inferiore a 20 m (65 piedi).

B - Striscie di corsia

Non sara applicata la distinzione tra i) "Fuori dai centri abitati e ii)"Nei centri abitati".

Paragrafo 8, prima frase

Tale frase è redatta come segue:" Sulle strade a doppio senso di circolazione e a due corsie, l'asse della carreggiata dovrebbe essere demarcato con una striscia longitudinale (Figura A-2).".

Paragrafo 9

Tale paragrafo e redatto come segue:

"Sulle strade a doppio senso di circolazione ed a tre corsie, le corsie stesse dovrebbero essere demarcate con strisce generalmente discontinue (Figura A-3). Una o due strisce continue, o una striscia discontinua affiancata ad una continua, possono essere utilizzate solo in casi particolari. Due strisce continue possono essere impiegate in prossimità di un dosso, di una intersezione o di un passaggio ferroviario a livello, ovvero anche laddove la visibilita sia ridotta."

Paragrafo 10

Tale paragrafo e redatto come segue:

" Sulle strade a doppio senso di circolazione con piu di tre corsie, i due sensi di circolazione dovrebbero essere separati da una striscia continua. Tuttavia possono tracciarsi due strisce continue affiancate in prossimità di un passaggio ferroviario a livello ed in altri casi particolari. Le corsie saranno materializzate con strisce discontinue (Figura A-4). Quando si utilizzi una sola striscia continua, essa dovra essere più larga delle strisce di corsia adottate nello stesso tronco stradale."

Paragrafo 11

Tale paragrafo sara redatto come segue:

"Qualora venga applicato l'alinea ddizionale inserito dopo l'alinea b) del paragrafo 2 dell'Articolo 26 della Convenzione, ogni lato della o delle corsie a senso reversibilie può essere demarcato con due strisce discontinue affiancate di avvertimento, utilizzate in conformità dell'alinea a)ii) del paragrafo 2 dell'art.26 della Convenzione (Figure A-5 ed A-6).

Paragrafo addizionale, da inserire immediatamente dopo il paragrafo 11

"La figura A-7 illustra il segnalamento orizzontale di una strada a senso unico. La Figura A-8 quello di una carreggiata autostradale.

Paragrafo 13

Leggere "Figura A-31" invece di "Figure 2 e 3".

Paragrafo addizionale, da inserire immediatamente dopo il paragrafo 13

Tale paragrafo e redatto come segue:

"Le figure A-9 ed A-10 illustrano il segnalamento di corsie di accelerazione e di corsie di rallentamento. La figura A-11 illustra il segnalamento di una combinazione di corsie di accelerazione e di rallentamento(corsie miste)."

C. Segnalamento di situazioni particolari

Paragrafo 14

Leggere "Figura A-35" invece di "Figura 4" e di "Figure 5 e 6".

Paragrafo 15

Questo paragrafo e redatto come segue:

"Si definisce "distanza di visibilita" la distanza alla quale un oggetto di una certa altezza posto sulla carreggiata può essere visto da un osservatore posto anch'esso sulla carreggiata, il cui occhio sia ad una altezza uguale o inferiore a quella dell'oggetto.(1)

---

(1)Tenuto conto delle caratteristiche attuali della costruzione degli autoveicoli, si consiglia di considerare l'oggetto alto m.1,20 e l'occhio a m.1,00 dal piano della pavimentazione.

Quando è necessario vietare l'utilizzazione della semi-carreggiata di sinistra in prossimità di certe intersezioni o laddove la distanza di visibilita sia ridotta (dossi, curve ecc.)) od anche su dei tratti stradali dove la carreggiata si restringe o presenta qualche altra particolarità, le restrizioni dovrebbero essere imposte sui tratti dove la distanza di visibilità è inferiore ad un certo minimo M, per mezzo di strisce continue disposte come nei diagrammi da A-12 ad A-19. Quando le circostanze locali impediscono l'apposizione di strisce continue, dovranno essere impiegate striscie di preavviso conformemente con l'alinea a)ii) del paragrafo 2 dell'Articolo 26 della Convenzione".

Paragrafo 16

Tale paragrafo e redatto come segue:

"Il valore da assegnare ad M varia con le caratteristiche della strada e le condizioni di circolazione. Nelle figure daA-12 ad A-19, A (oppure D) e il punto dove la distanza di visibilità diventa inferiore ad M, mentre C(oppure B) e il punto dove la distanza di visibilità diviene di nuovo superiore a M".

Paragrafo 17

Tale paragrafo e redatto come segue:

"Le figure A-12(a), A-12(b), A-13(a), A-15 ed A-16 illustrano il segnalamento orizzontale delle strade a due corsie, in diverse condizioni (curve orizzontali e curve verticali, esistenza o assenza di una zona centrale dove la distanza di visibilità supera M nelle due direzioni)."

Paragrafo 18

Sulle strade a tre corsie, sono possibili i due metodi seguenti:

a) La carreggiata può essere organizzata a 2 corsie piu larghe, cio che puo essere considerato preferibile per le strade con un'importante incidenza di veicoli a due ruote e(o) se il tratto trasformato a due corsie e relativamente corto e distante da un altro tratto analogo(Figure A-12(c), A-12(d), A-13(b), A-17 ed A-18).

b) Per utilizzare meglio l'intera larghezza della carreggiata, due corsie possono essere assegnate ad uno dei due sensi della circolazione. Quando il profilo verticale della strada presenta una declività, ilsenso favorito dovrebbe essere quello in salita. La figura A-12(e) daa un esempio di dosso, dove i tratti AB e CD non si sovrappongono. Se invece si sovrappongono, questo tipo di tracciamento impedisce i sorpassi nella zona centrale, dove la distanza di visibilità è sufficiente nei due sensi. Per evitare ciò, si potra' adottare lo schema della figura A-13(c). La figura A-14 illustra il segnalamento di una strada a profilo verticale convesso. Lo schema e lo stesso, sia che i tratti AB e CD si sovrappongano oppure no. Nelle curve combinate con una pendenza importante, possono adottarsi gli stessi schemi. Nelle curve in piano, due corsie possono essere destinate al senso di marcia che percorre l'esterno della curva, il quale gode di una migliore visibilità nel caso dei sorpassi. La Figura A-19 fornisce un esempio di tale segnalamento, il quale e identico sia che i tratti AB e CD si sovrappongano oppure no.

Paragrafi da 19 a 21

Non saranno applicate le disposizioni di questi paragrafi.

Paragrafo 22, prima frase

Questa frase e redatta come segue:"Nelle figure A-20 ed A-21 che illustrano le striscie da utilizzare per indicare una variazione di larghezza disponibile della carreggiata, così come nella Figura A-22 che indica un ostacolo o l'inizio di una zona riservata centrale richiedente una deviazione della (o delle) striscia (o strisce) continua (o continue) la obliquità di tale striscia (o di tali strisce) dovrebbe essere preferibilmente di almeno 1:50 sulle strade a traffico veloce, e di almeno 1:20 sulle strade nelle quali la velocita predominante non supera i 60 km/ora (37 miglia)."

Paragrafo 23

Questo paragrafo e redatto come segue:

"Ogni striscia continua dovrà essere preceduta da una striscia di preavviso conformemente con l'alinea a)ii) del paragrafo 2 dell'Articolo 26 della

Convenzione, per una lunghezza di almeno 100 m(333 piedi) sulle strade che consentono velocità elevate, e di almeno 50 m.(166piedi) sulle strade dove la velocità non è superiore a 60 km/h. Questa striscia di preavviso può essere completata o sostituita da frecce di rientro. Le figure A-23 ed A-24 mostrano esempi di tali frecce. Quando siano utilizzate piu di due frecce, la distanza tra le frecce consecutive dovrebbe diminuire mano a mano che il punto pericoloso si avvicina (Figure A-25 ed A-26).

D. Striscie di margine che indicano i limiti della carreggiata

Paragrafo 26

Frasi addizionali da inserire alla fine di questo paragrafo

Queste frasi sono redatte come segue: "La larghezza della striscia di margine dovrebbe essere di almeno 0,10 m(4 pollici). Essa dovrebbe essere al minimo di 0,15 m (6 pollici) sulle autostrade e strade assimilate."

E. Segnalamento di ostacoli

Paragrafo 27

Questo paragrafo e redatto come segue:

"Le Figure A-22 ed A-27 indicano le segnalazioni che conviene impegare in prossimita di un'isola di traffico o di qualsiasi altro ostacolo situato sulla carreggiata".

F. Striscie e frecce di guida presso le intersezioni

Paragrafo 28

Questo paragrafo e redatto come segue:

"Se appare desiderabile, in certe intersezioni, indicare ai conducenti come procedere dentro l'intersezione stessa, come svoltare a sinistra (nei Paesi con circolazione a destra), o come svoltare a destra (nei Paesi con circolazione a sinistra) possono impiegarsi striscie di guida e frecce. La lunghezza raccomandata per i tratti e gli intervalli è di 0,50 m (1piede 8 pollici) (Figure A-28 ed A-29). Le striscie di guida rappresentate alla Figura A-29(a) possono essere integrate con frecce. Le frecce riportate nella Figura A-29(b) possono essere integrate con strisce di guida".

8. Ad Allegato 8 alla Convenzione (Segni sulla carreggiata) - Capitolo III (Segni trasversali)

B. Strisce di arresto

Paragrafo 30

Un rinvio alla Figura A-30 e inserito alla fine di questo paragrafo.

Paragrafo 32

"Le strisce di arresto possono essere integrate da striscie longitudinali. (Figura A-31). Esse possono anche essere integrate dalla parola "STOP" tracciata sulla carreggiata (Figura A-32)".

C. Strisce che indicano il punto dove i conducenti devono dare la precedenza

Paragrafo 33

Questo paragrafo e redatto come segue:

" La larghezza minima delle striscie dovrebbe essere di 20 cm. e la larghezza massima di 60 cm. (Figura A-34(a)). La lunghezza dei tratti dovrebbe essere almeno il doppio della loro larghezza. La striscia può essere sostituita da una serie di triangoli tracciati con una punta rivolta verso il conducente obbligato a dare la precedenza. Questi triangoli dovrebbero avere una base di almeno 40 cm. come minimo e di cm.60 come massimo, ed una altezza compresa tra 60 e 70 cm.(diagramma A-34b)."

Paragrafo 35

Questo paragrafo e redatto come segue:

"La striscia, o le strisce citate al paragrafo 34 possono essere integrate da un triangolo tracciato sulla pavimentazione come esemplificato nelle figure A-34 ed A-35."

D. Attraversamenti pedonali

Paragrafo 37

Questo paragrafo e redatto come segue:

"L'intervallo tra le strisce che formano gli attraversamenti pedonali dovrebbe essere almeno uguale alla larghezza di tali striscie e non essere superiore al doppio di questa larghezza. La larghezza totale di un intervallo e

di una striscia dovrebbe essere compresa tra cm.8C e 14C. La larghezza minima raccomandata per un attraversamento pedonale è di m.2,5C sulle strade dove la velocità e limitata a 6C km/ora (Figura A-36). Sulle altre strade la larghezza minima degli attraversamenti pedonali e di m. 4,CC. Per motivi di sicurezza, gli attraversamenti pedonali situati su queste altre strade dovrebbero essere controllati da impianti semaforici."

E. Attraversamenti ciclabili

Paragrafo 38

Tale paragrafo è redatto come segue:

" Gli attraversamenti ciclabili dovrebbero essere demarcati da due strisce discontinue, costituite preferibilmente da quadrati di formato (C,4C-0,6C) x (C,4C - C,6C) separati da intervalli di uguali dimensioni. La larghezza dell'attraversamento ciclabile non dovrebbe essere inferiore a m.1,80 per le piste ciclabili a senso unico e a m.3,CC per quelle a doppio senso. Negli attraversamenti obliqui i quadrati potrebbero essere sostituiti da parallelogrammi i cui lati sarebbero rispettivamente paralleli all'asse stradale ed all'asse dell'attraversamento (diagramma A-37). Non si dovrebbero impiegare ne inserti ne chiodi. Il diagramma A-38 illustra un esempio di intersezione dove la pista ciclabile fa parte di una strada con precedenza."

9. Allegato 8 Alla Convenzione (Segni sulla carreggiata) Capitolo IV (Altri segni)

A. Frecce di preselezione

Paragrafo 39

Tale paragrafo e redatto come segue:

"Sulle strade con un numero sufficiente di corsie per consentire una preselezione dei veicoli in prossimità di un'intersezione, le corsie da impegnare possono essere contrassegnate a mezzo di frecce di preselezione demarcate sulla pavimentazione (diagramma da A-39 a A-41). Delle frecce di preselezione possono essere utilizzate anche sulle strade a senso unico per confermare il senso di marcia."

La lunghezza delle freccie di preselezione non dovrebbe essere inferiore a 2 m(6 piedi 7 pollici). Le frecce di preselezione possono essere completate da iscrizioni sulla carreggiata".

B. Striscie parallele oblique

Paragrafo 40

Detto paragrafo e redatto come segue:

"Le striscie parallele oblique dovrebbero essere inclinate nel senso di allontanare la circolazione dalla zona che esse delimitano. Potranno essere tracciati prima dei punti di divergenza e di convergenza (Figura A-42) dei segni a spiga analogamente inclinati nel senso di divaricare il traffico in prossimita del punto pericoloso. La Figura A-42 (a) fornisce un esempio di zona nella quale i veicoli che circolano sul lato della striscia continua non devono entrare e nella quale i veicoli che circolano sul lato della striscia discontinua possono entrare solo con prudenza. La figura A-21 indica i segni per le zone dove e assolutamente vietato entrare".

C. Iscrizioni

Paragrafo 42

Questo paragrafo e redatto come segue:

"Le lettere e le cifre dovrebbero essere elongate notevolmente nelle direzioni della circolazione in rapporto alla piccola angolazione sotto la quale le iscrizioni sono vedute dai conducenti. Quando la velocità di avvicinamento non supera 60 km(37 miglia) l'ora, le lettere e le cifre dovrebbero avere una lunghezza minima di 1,60 m (5 piedi 4 pollici) (Figure da A-43 a A-48). Quando detta velocità supera 60 km/h, le lettere e le cifre dovrebbero avere una lunghezza minima di 2,50 m(8 piedi). Le Figure da A-49 ad A-54 forniscono modelli di lettere e di cifre di 4 metri di lunghezza.

Paragrafo 43

Non sara applicata la disposizione di questo paragrafo.

E. Segni sulla carreggiata e sulle opere di pertinenza della strada

i) Segni indicanti un divieto di sosta.

Paragrafo 45

Tale paragrafo e redatto come segue:

"Le figure A-55 ed A-56 esemplificano segni orizzontali che indicano un divieto di sosta".

ii) Segni su ostacoli

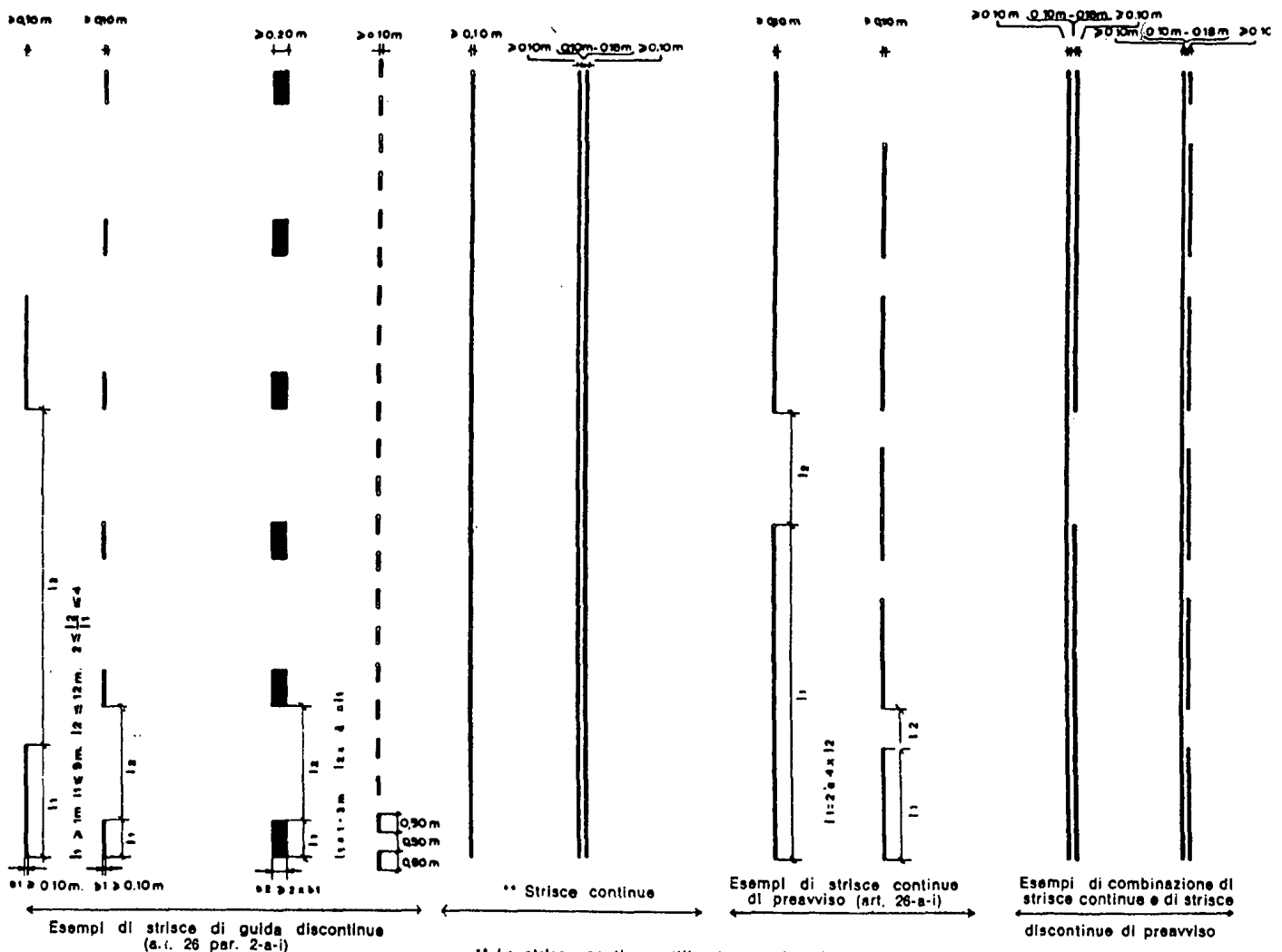
Paragrafo 46

Tale paragrafo e redatto come segue:

"La Figura A-57 fornisce un esempio di segnalazione sugli ostacoli. Per la realizzazione di tali segni devono essere tracciate strisce alternate nere e bianche oppure nere e gialle".

Figura A. 1

STRISCE LONGITUDINALI

Esempi di strisce di guida discontinue (a.t. 26 par. 2-a-i)

** Le strisce discontinue hanno una lunghezza minima di m. 20,00

** Strisce continue

Esempi di strisce continue di preavviso (art. 26-a-i)

Esempi di combinazione di strisce continue e di strisce discontinue di preavviso

** Le strisce continue utilizzate per delimitare il bordo della carreggiata, che appaiono sul presente diagramma o su altri, possono essere sostituite da strisce discontinue.

Figura A. 2

SEGNALAMENTO ORIZZONTALE (SO) SU STRADE A DOPPIO SENSO E A 2 CORSIE

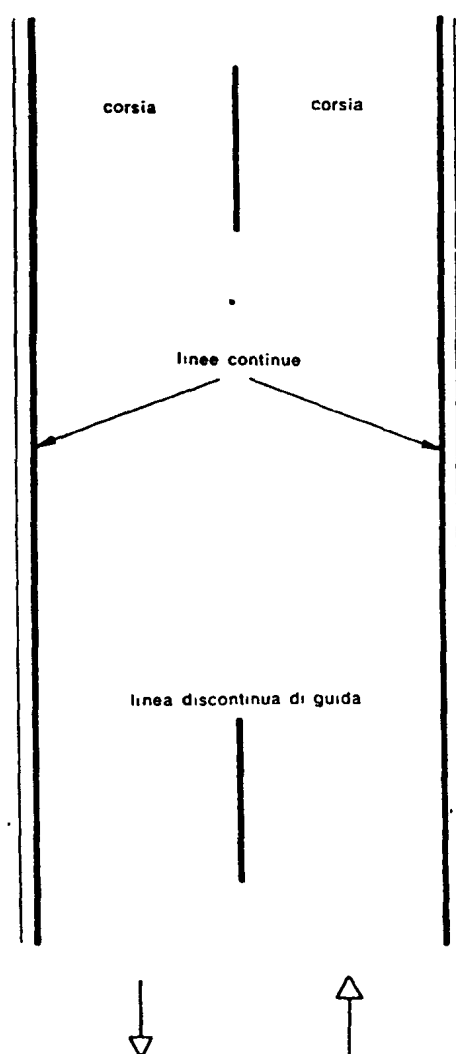
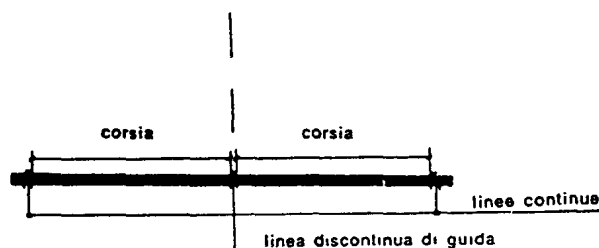



Figura A. 3

SEGNALAMENTO ORIZZONTALE (SO) SU STRADE A DOPPIO SENSO ED A TRE CORSIE

linee continue

linee discontinue di corsia

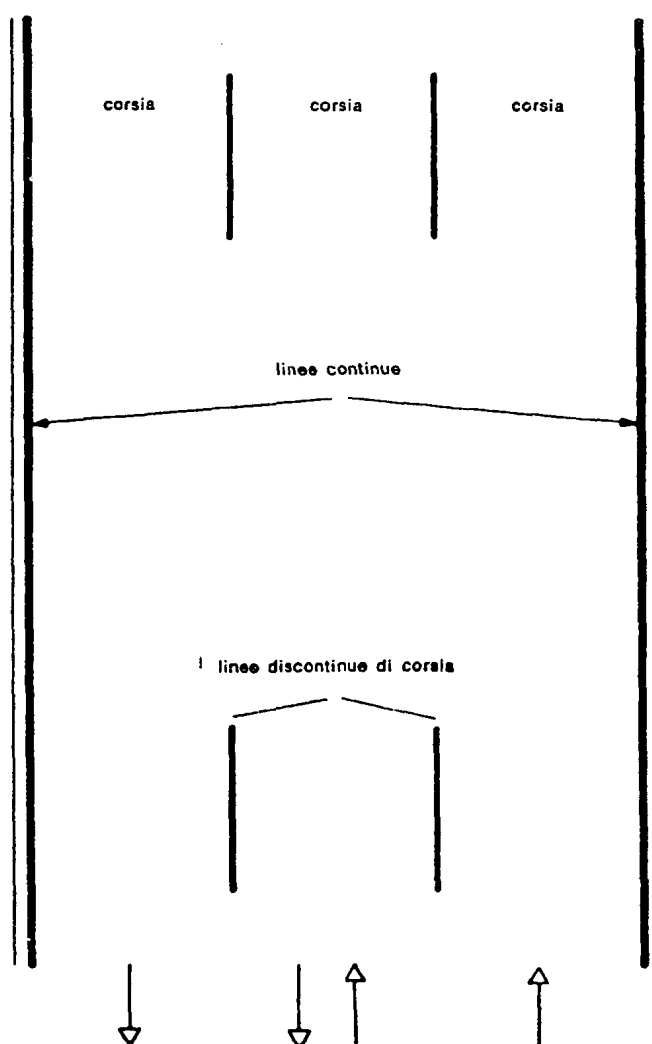
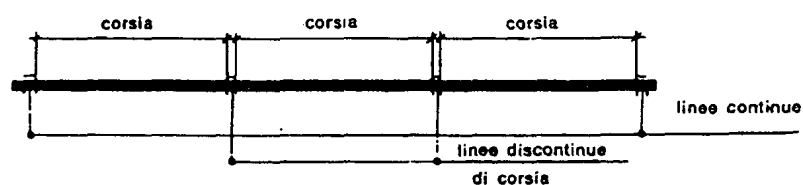



Figura A. 4

SEGNALAMENTO ORIZZONTALE (SO) SU STRADE A DOPPIO SENSO
E A QUATTRO O PIU' CORSIE

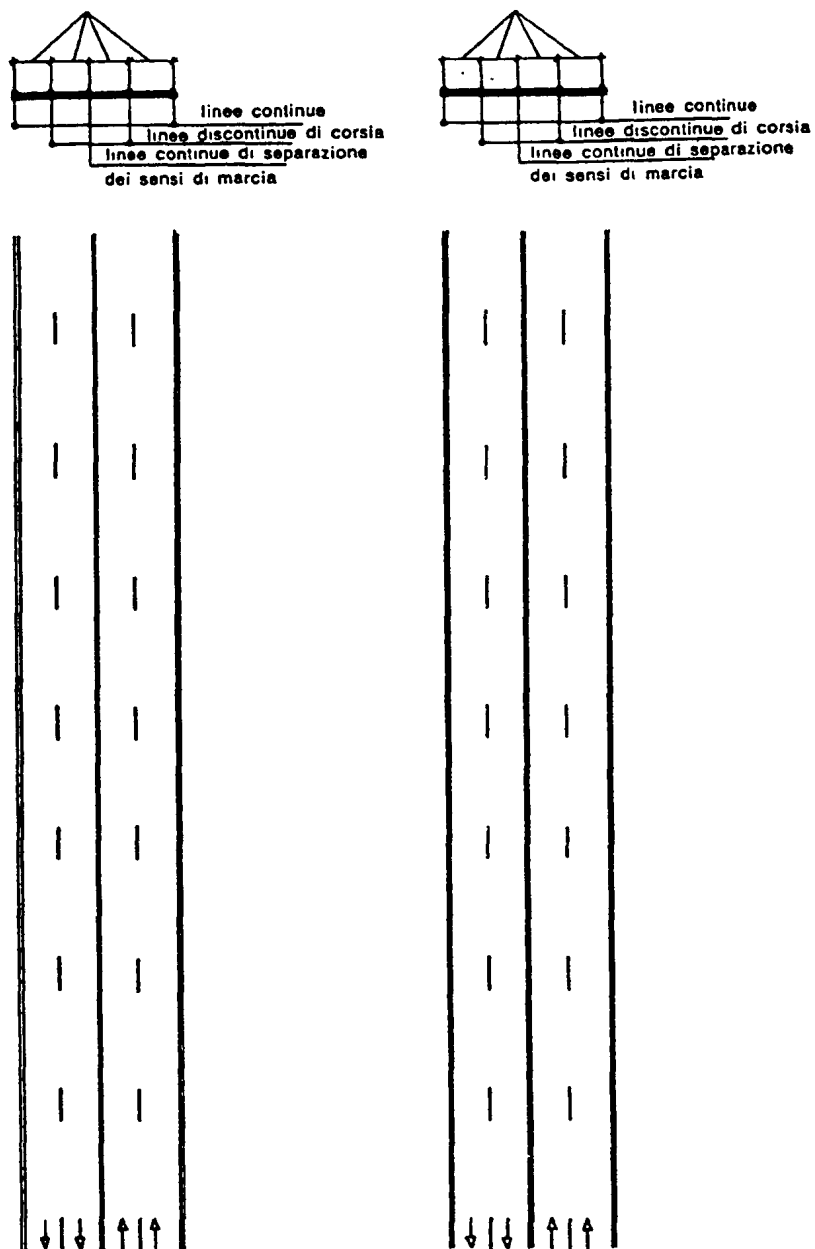



Figura A. 5

SEGNALAMENTO ORIZZONTALE (SO) SU STRADE A DOPPIO SENSO ED A TRE CORSIE DI CUI UNA A SENSO REVERSIBILE

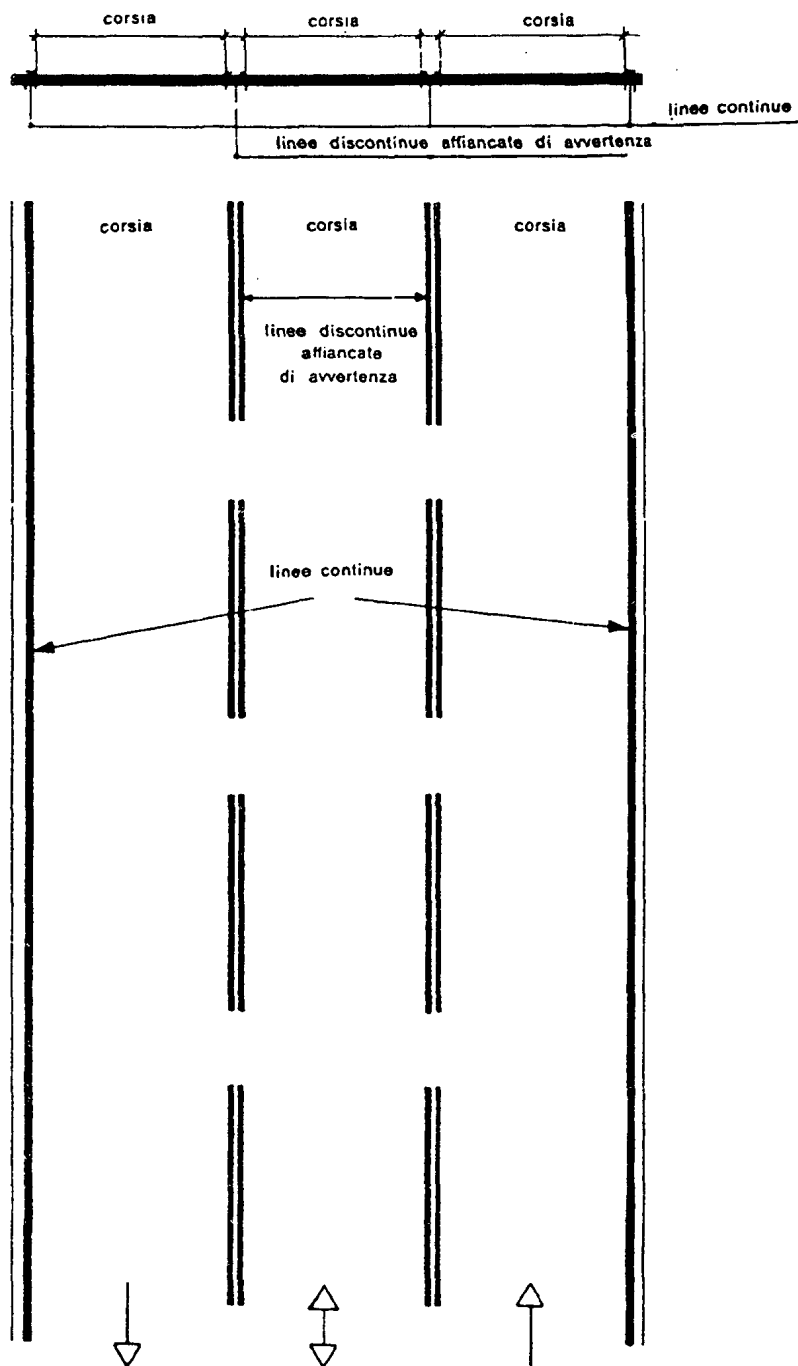



Figura A. 6

SEGNALAMENTO ORIZZONTALE (SO) SU STRADE A DOPPIO SENSO, A SEI CORSIE DI CUI DUE A SENSO REVERSIBILE ED A SETTE CORSIE DI CUI TRE A SENSO REVERSIBILE

Segni orizzontali su carreggiata a doppio senso di circolazione, a 6 corsie di cui 2 a senso reversibile

Segni orizzontali su carreggiata a doppio senso di circolazione, a 7 corsie di cui 3 a senso reversibile

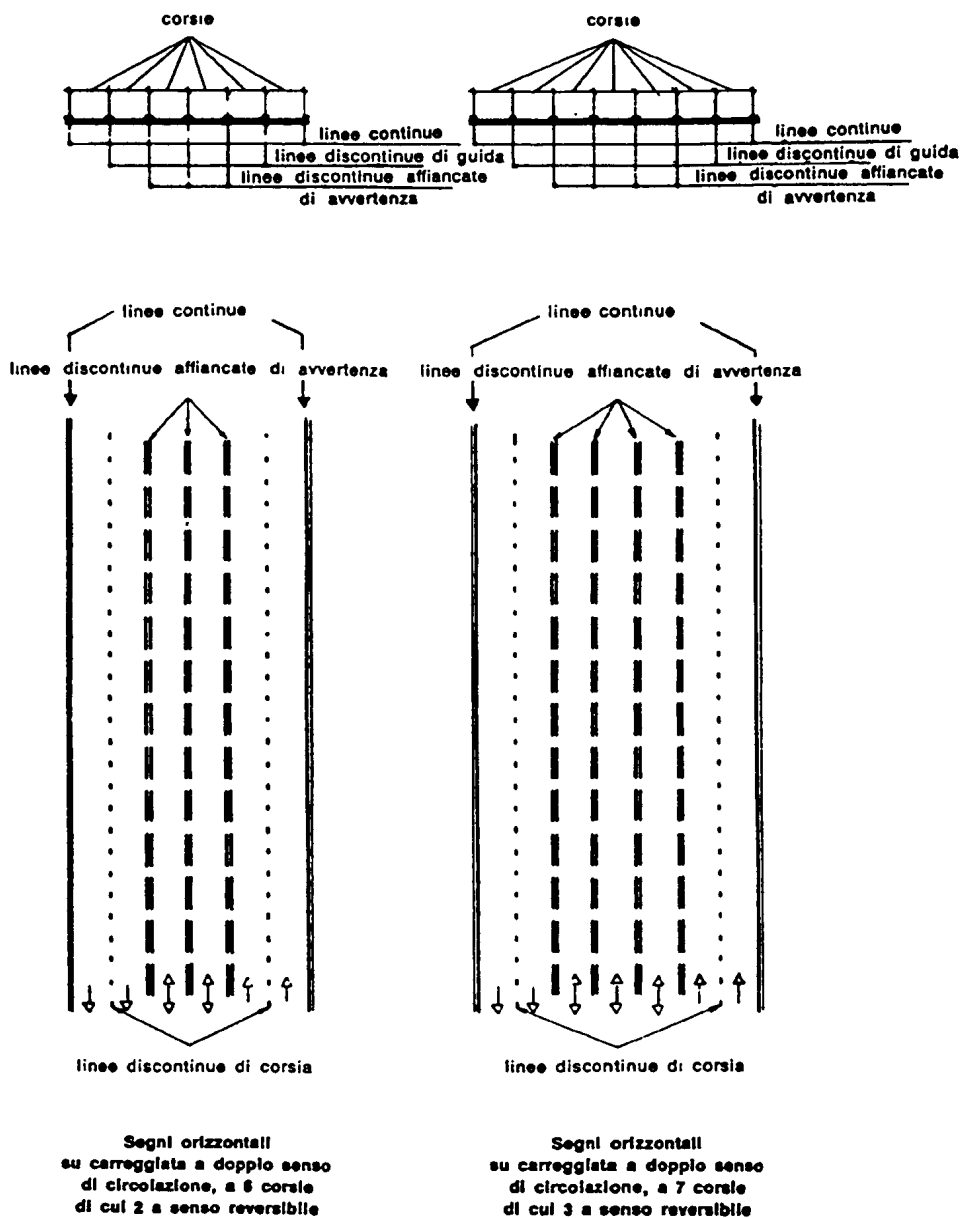



Figura A. 7

SEGNALAMENTO ORIZZONTALE (SO) SU CARREGGIATE A SENSO UNICO

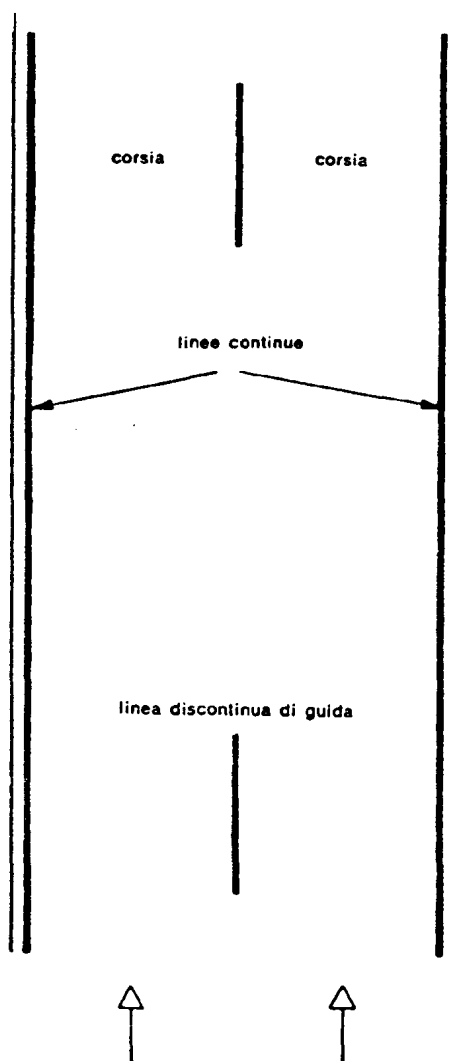
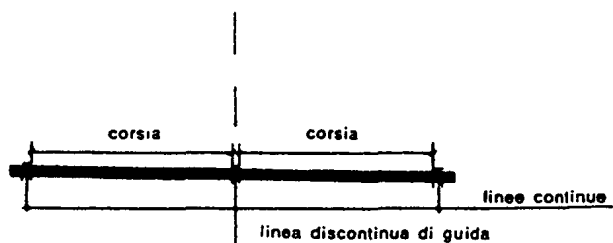



Figura A. 8

SEGNALAMENTO ORIZZONTALE (SO) DI UNA CARREGGIATA AUTOSTRADALE A 2 CORSIE

Figura A 9
SEGNALAMENTO ORIZZONTALE (SO) DI CORSIE DI ACCELERAZIONE
isola triangolare dipinta
variante
sopraelevazione facoltativa
corsia di accelerazione ed una intersezione a raso
variante
Segnaletica della fine di una corsia di accelerazione se la corsia di fermata di emergenza ha una estensione limitata
0,50
3,00
50,00
lunghezza variabile
50,00
(min.35,00)
corsia di fermata di emergenza
corsia di accelerazione autostradale
Segnaletica della fine di una corsia di accelerazione se non esiste corsia di emergenza
variante
0,50
3,00
100,00
lunghezza variabile
50,00
(min.35,00)
sfalsamento di m. 1,50 se la corsia di fermata di emergenza prosegue per una lunghezza sufficiente
dimensioni in metri

Figura A 10

SEGNALAMENTO ORIZZONTALE (SO) DI CORSIE DI RALLENTAMENTO

Figura A. 11

SEGNALAMENTO ORIZZONTALE (SO) DI CORSIA MISTA DI ACCELERAZIONE E RALLENTAMENTO (corsia di scambio)

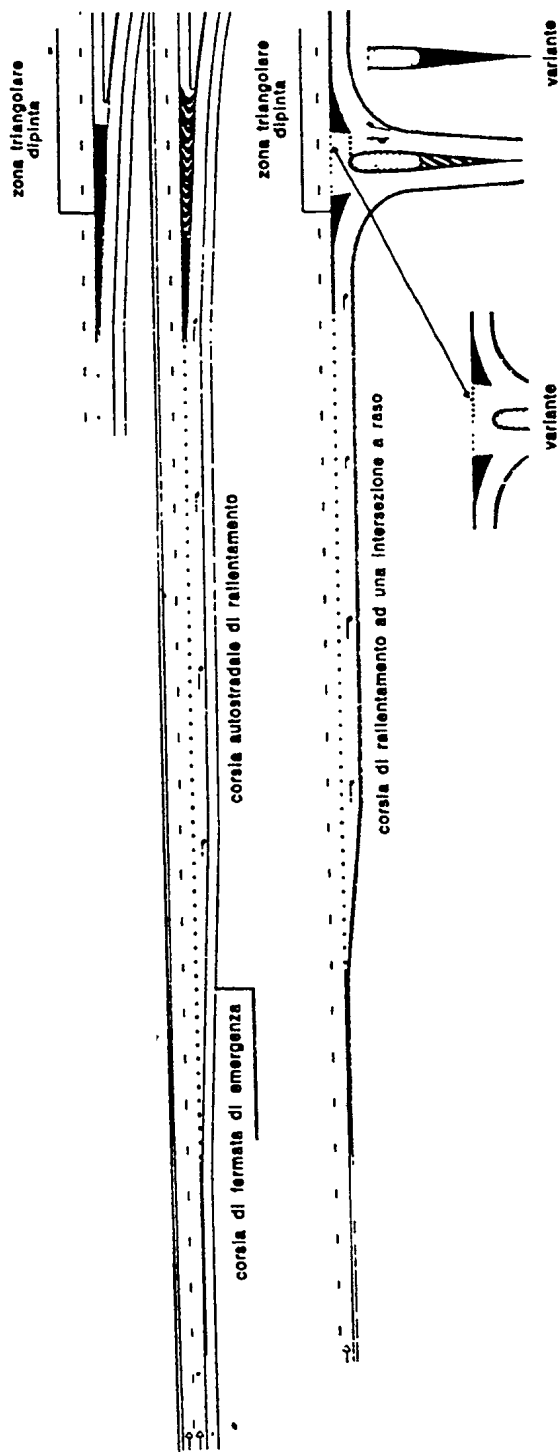
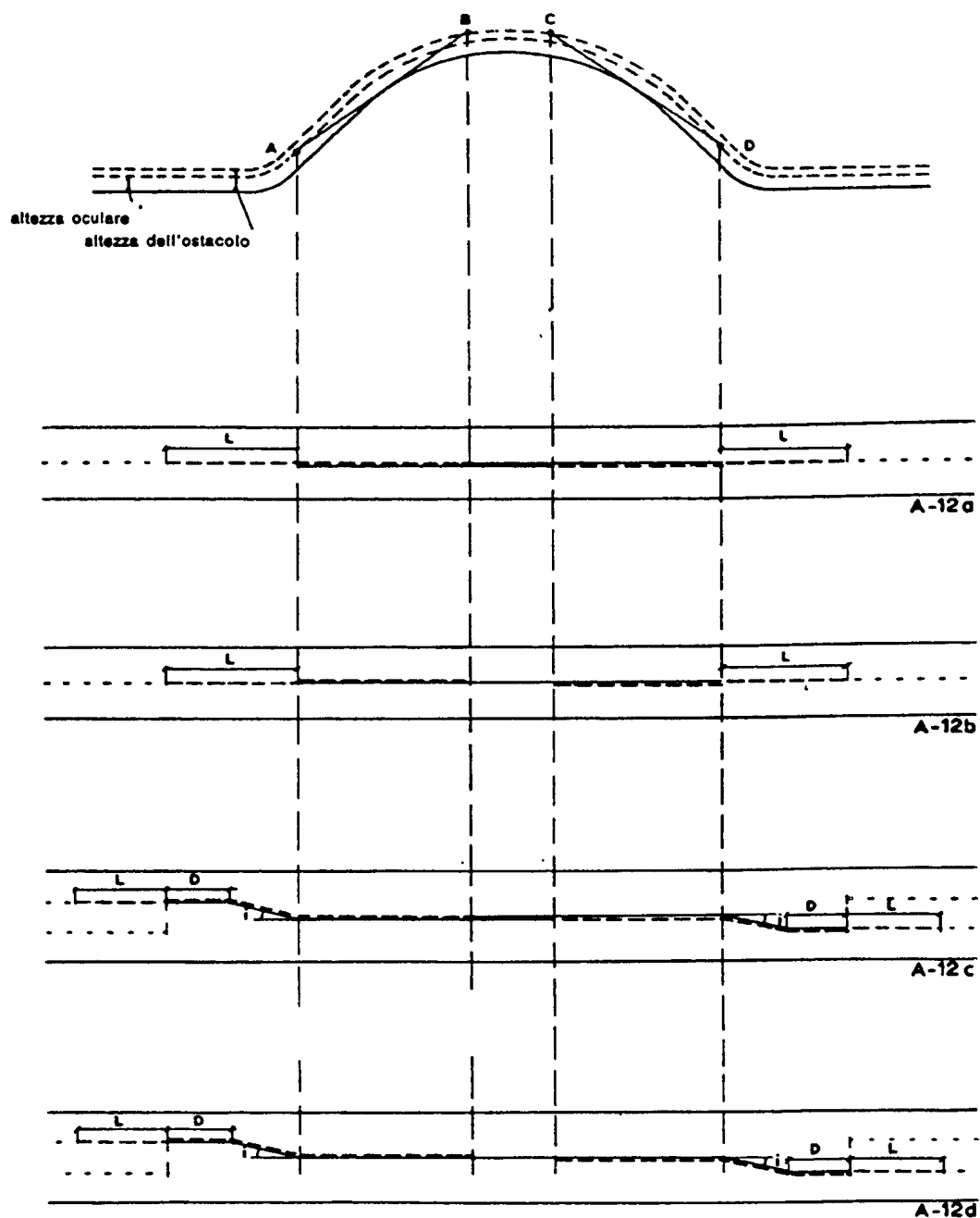



Figura A. 12

SEGNALAMENTO ORIZZONTALE (SO) DI STRADA A DOPPIO SENSO IN CURVA VERTICALE CON LIMITAZIONE DELLA DISTANZA DI VISIBILITA'

D : distanza percorsa in 1"

L - $V > 60$ km/h : $L \geq 100$ m
$V < 60$ km/h : $L \geq 50$ m

i - $V > 60$ km/h obliquità 1 : 50 almeno
$V < 60$ km/h obliquità 1 : 20 almeno

Le frecce sono facoltative

SEGNALAMENTO ORIZZONTALE (SO) DI STRADA A DOPPIO SENSO IN CURVA VERTICALE CON LIMITAZIONE DELLA DISTANZA DI VISIBILITA'

Figura A. 12 (segue)

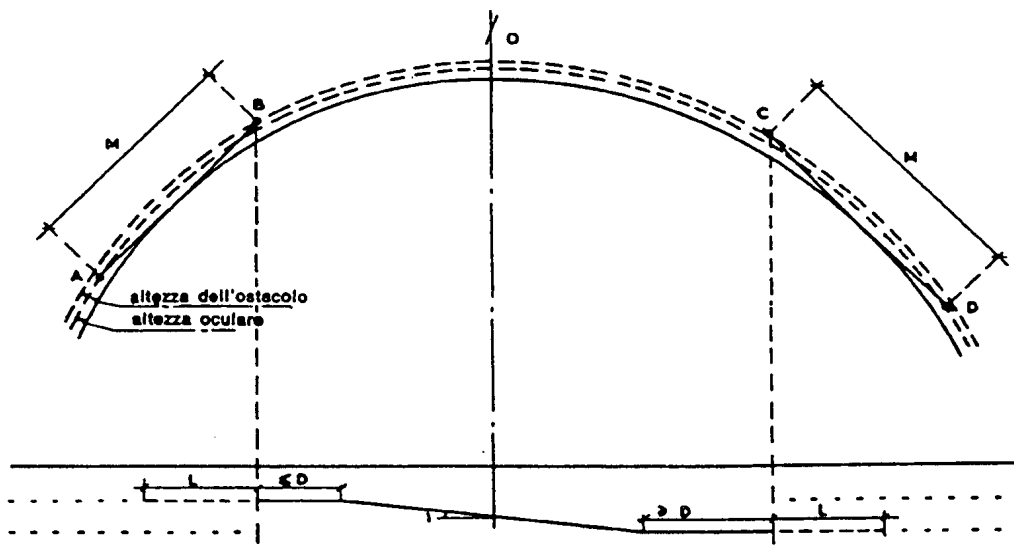
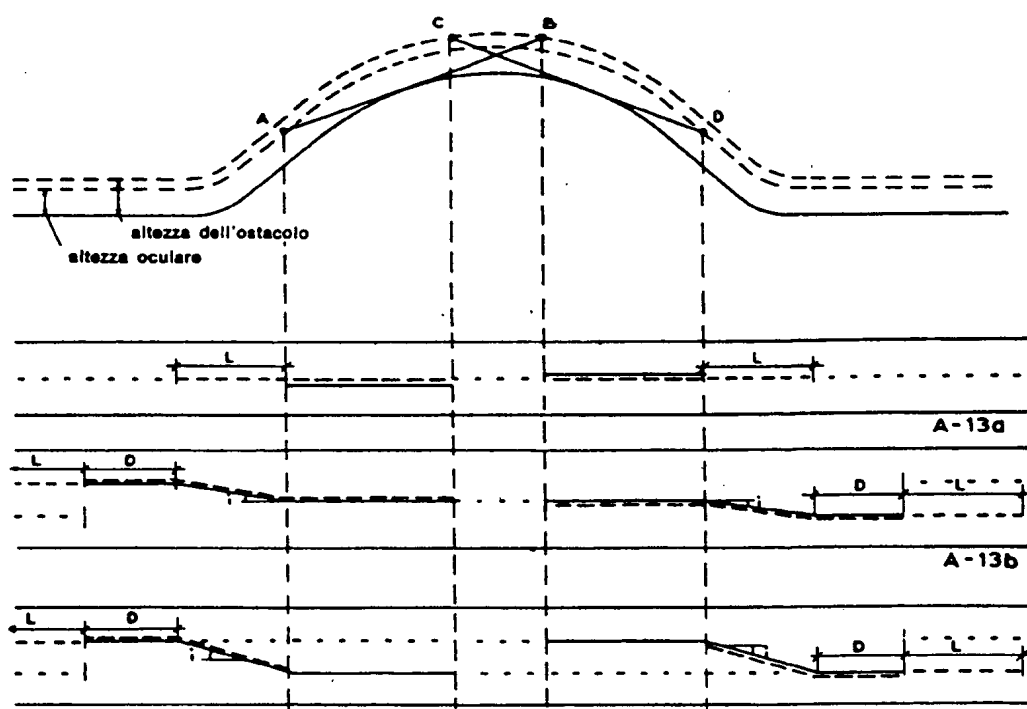



Figura A. 13

M : distanza di visibilità

L · V > 60 km/h : L > 100 m
V < 60 km/h : L > 50 m

D · distanza percorsa in 1''

i · V > 60 km/h obliquità 1 : 50 almeno
V < 60 km/h obliquità 1 : 20 almeno

Le frecce sono facoltative

Figura A. 14

SEGNALAMENTO ORIZZONTALE (SO) DI STRADA A DOPPIO SENSO IN CURVA VERTICALE CON LIMITAZIONE DELLA DISTANZA DI VISIBILITA'

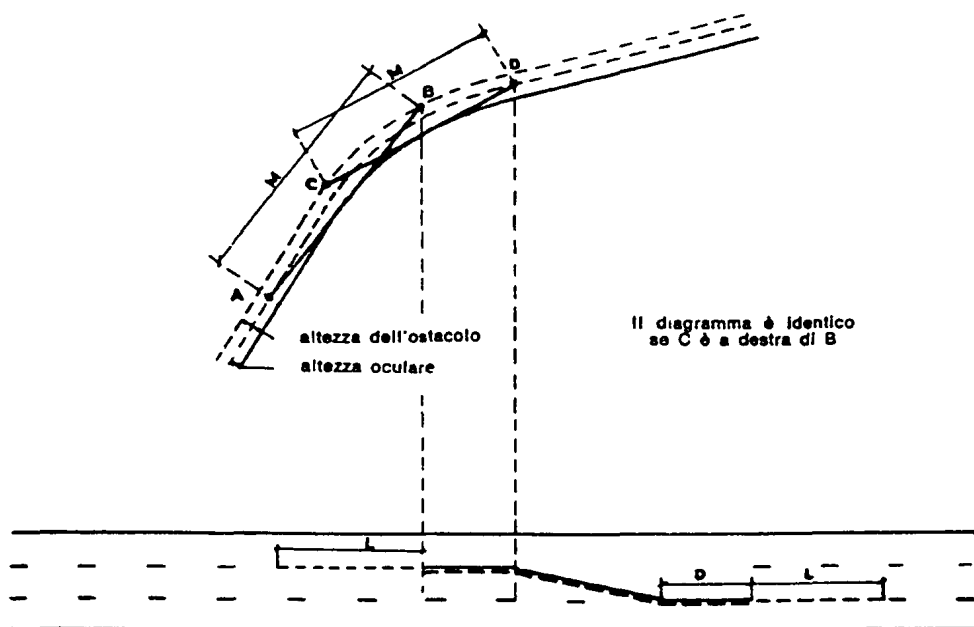



Figura A. 15

SEGNALAMENTO ORIZZONTALE (SO) DI STRADA A DOPPIO SENSO IN CURVA ORIZZONTALE CON LIMITAZIONE DELLA DISTANZA DI VISIBILITA'

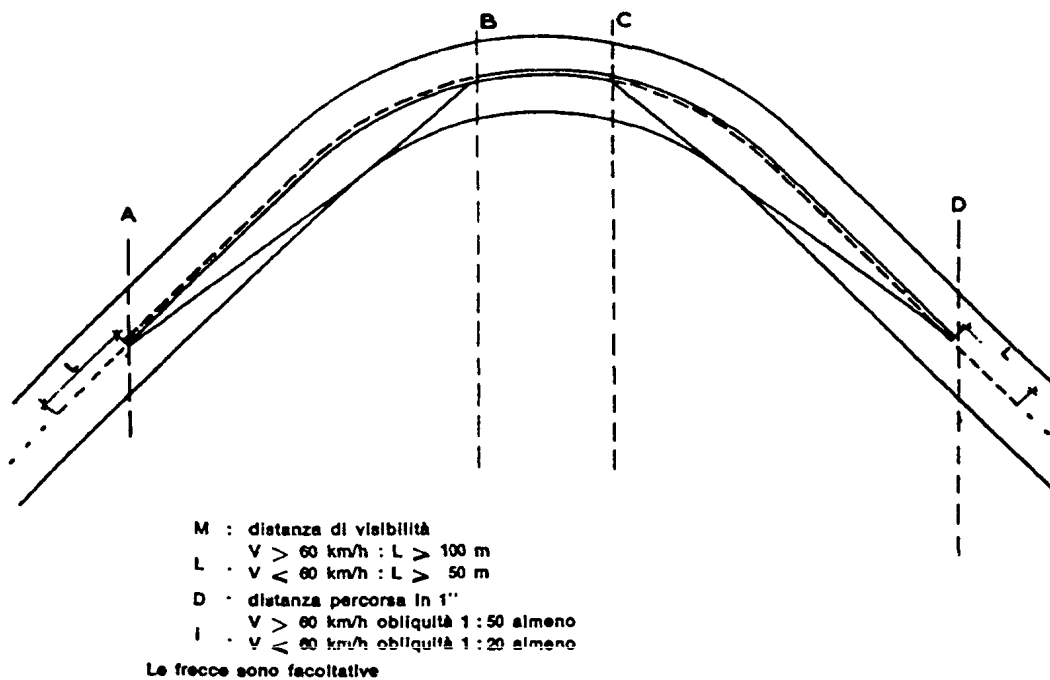



Figura A. 16

SEGNALAMENTO ORIZZONTALE (SO) DI STRADA A DOPPIO SENSO IN CURVA ORIZZONTALE CON LIMITAZIONE DELLA DISTANZA DI VISIBILITA'

Figura A. 17

Figura A. 18

Figura A. 19

Figura A 20

VARIAZIONE DI LARGHEZZA DELLA CARREGGIATA

Figura A 21

VARIAZIONE DI LARGHEZZA DELLA CARREGGIATA

Figura A. 23

FRECCIA DI RIENTRO

845mm

Scala 1 : 30

7,50 m

281mm

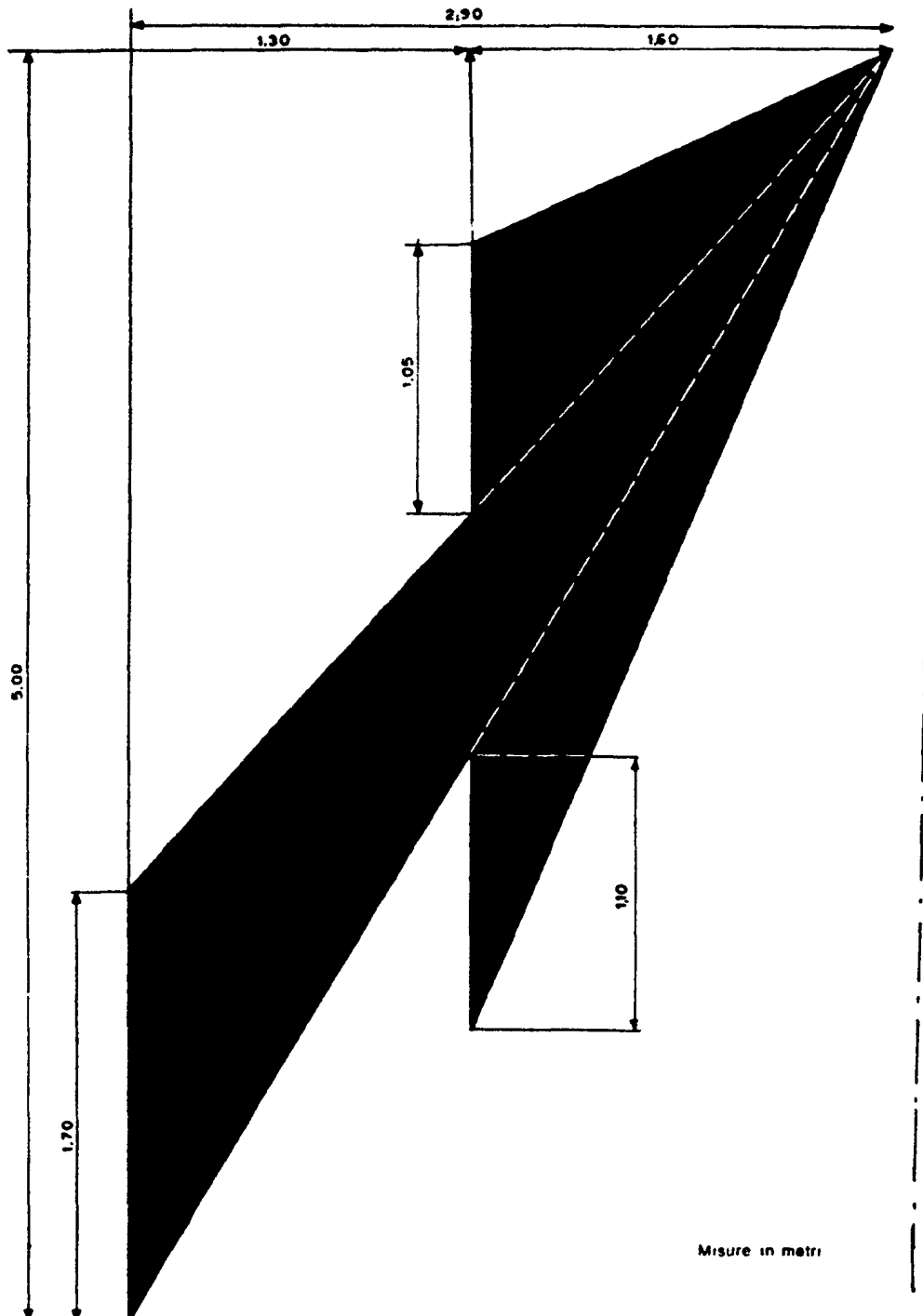



Figura A. 24

FRECCIA DI RIENTRO

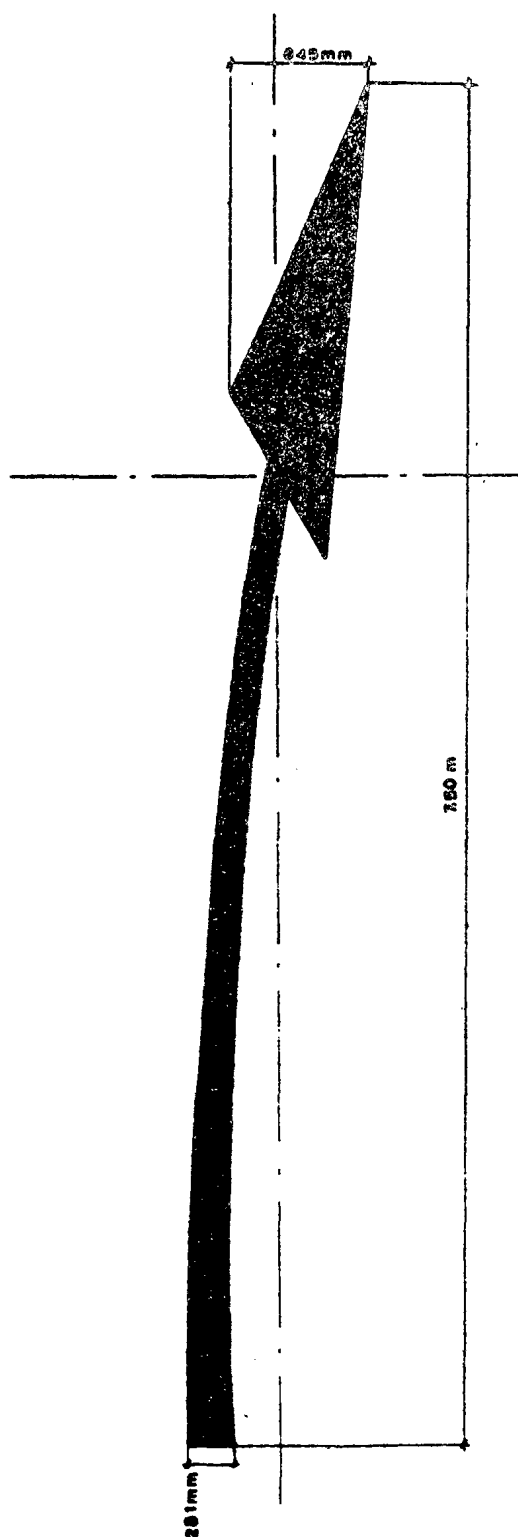



Figura A 25

IMPIEGO DELLE FRECCE DI RIENTRO

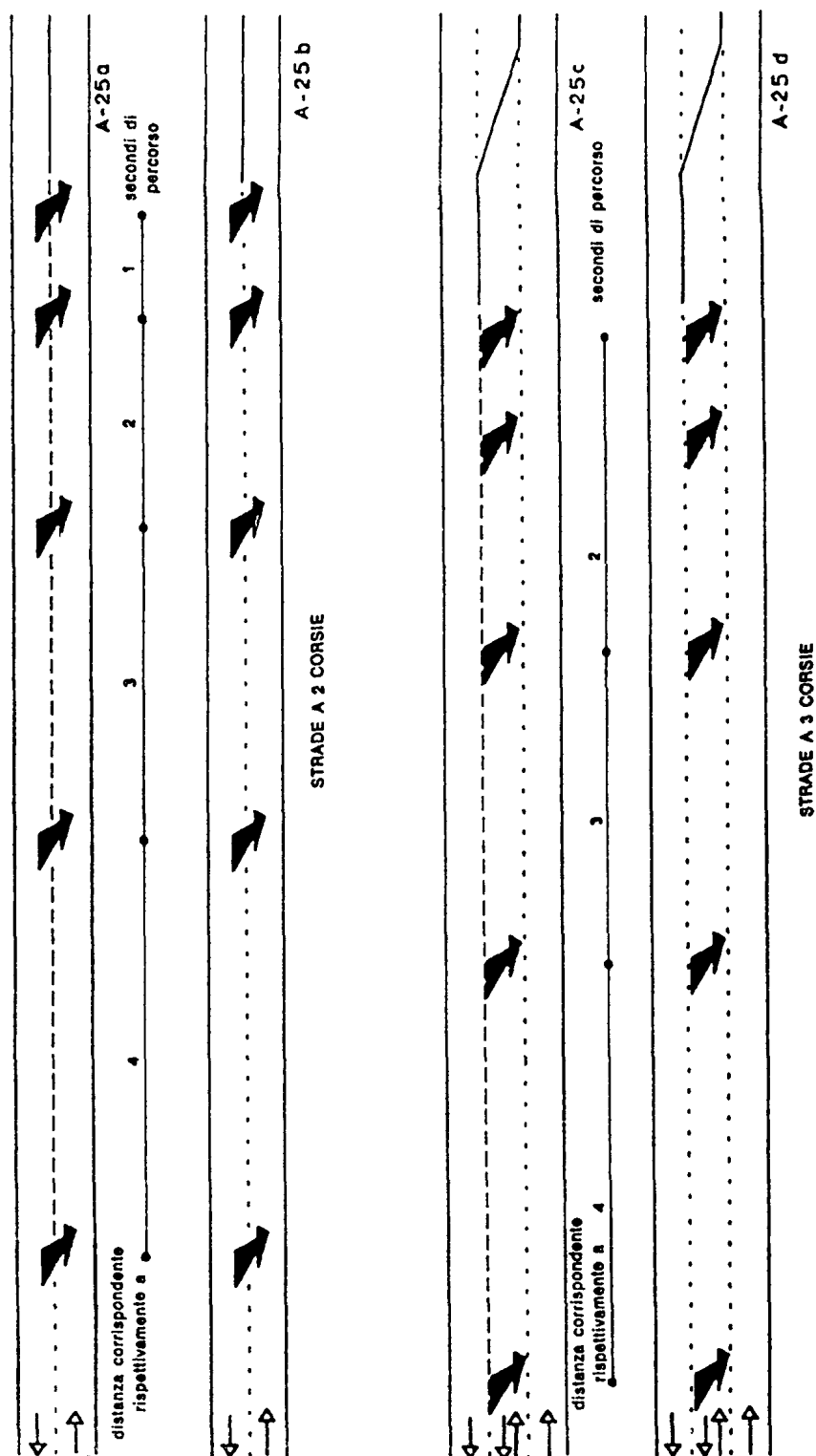



Figura A. 26

IMPIEGO DELLE FRECCE DI RIENTRO

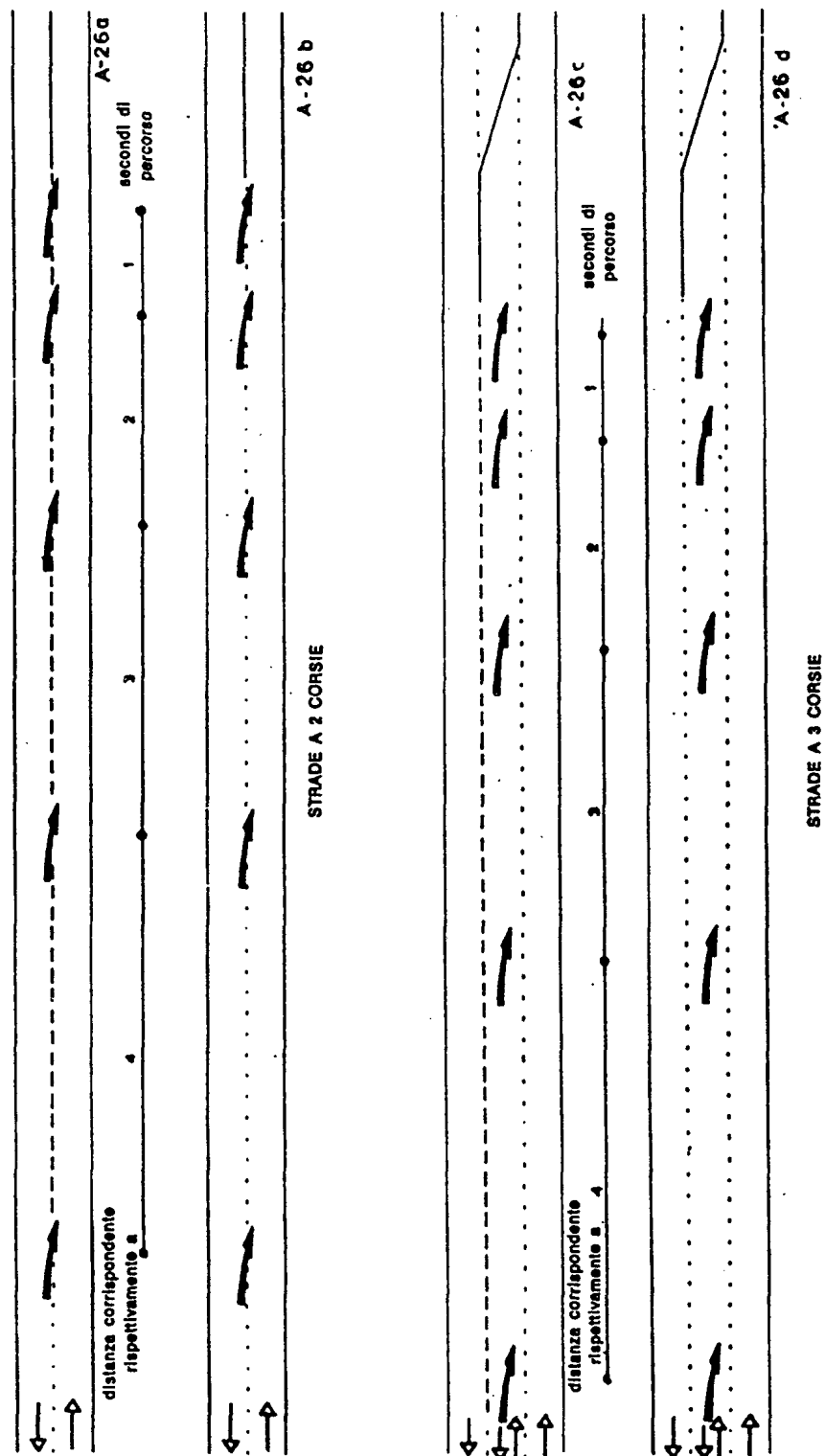



Figura A. 27

SEGNALAMENTO ORIZZONTALE (SO) IN PROSSIMITA' DI OSTACOLO SULLA CARREGGIATA

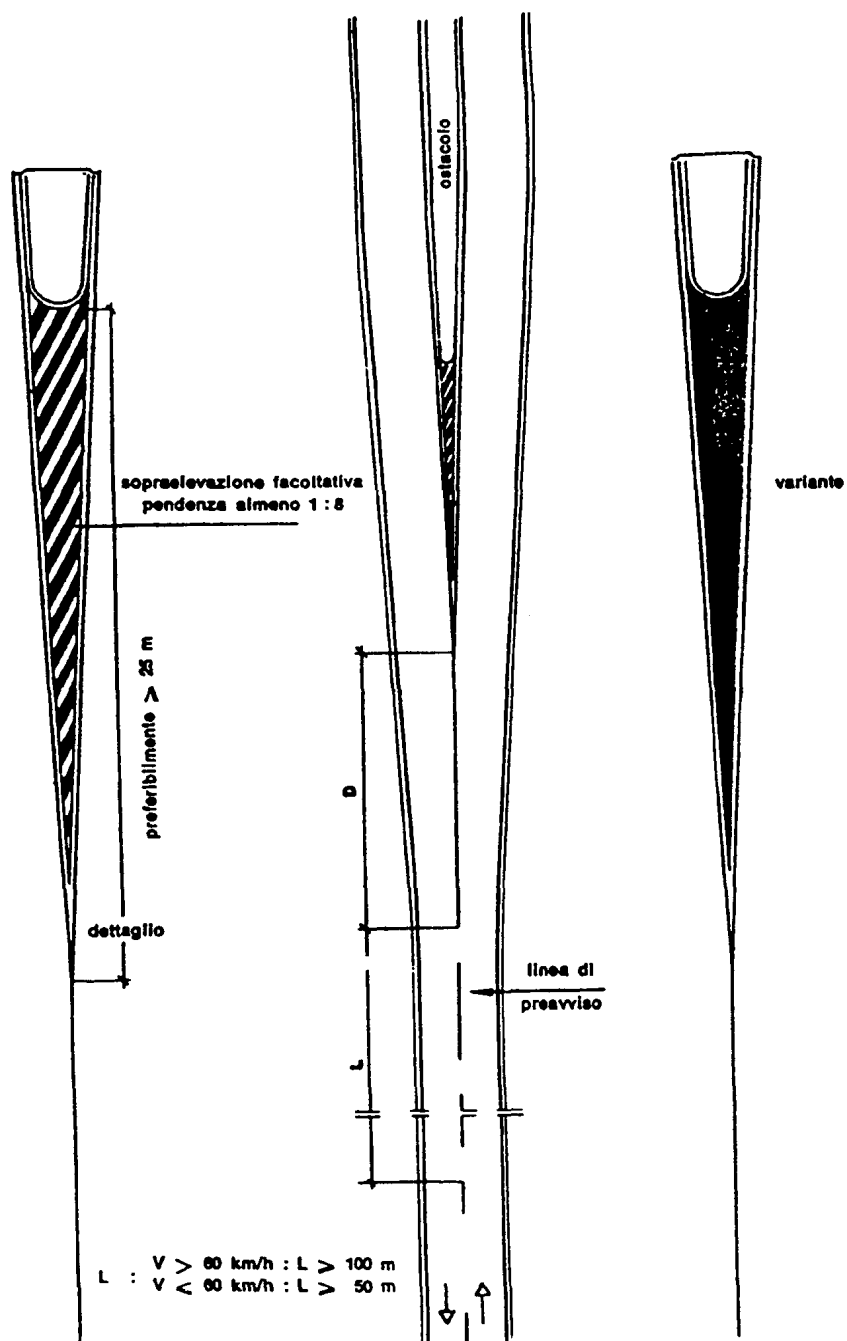



Figura A. 28

SEGNALAMENTO ORIZZONTALE (SO) CON STRISCE DI GUIDA NELLE INTERSEZIONI

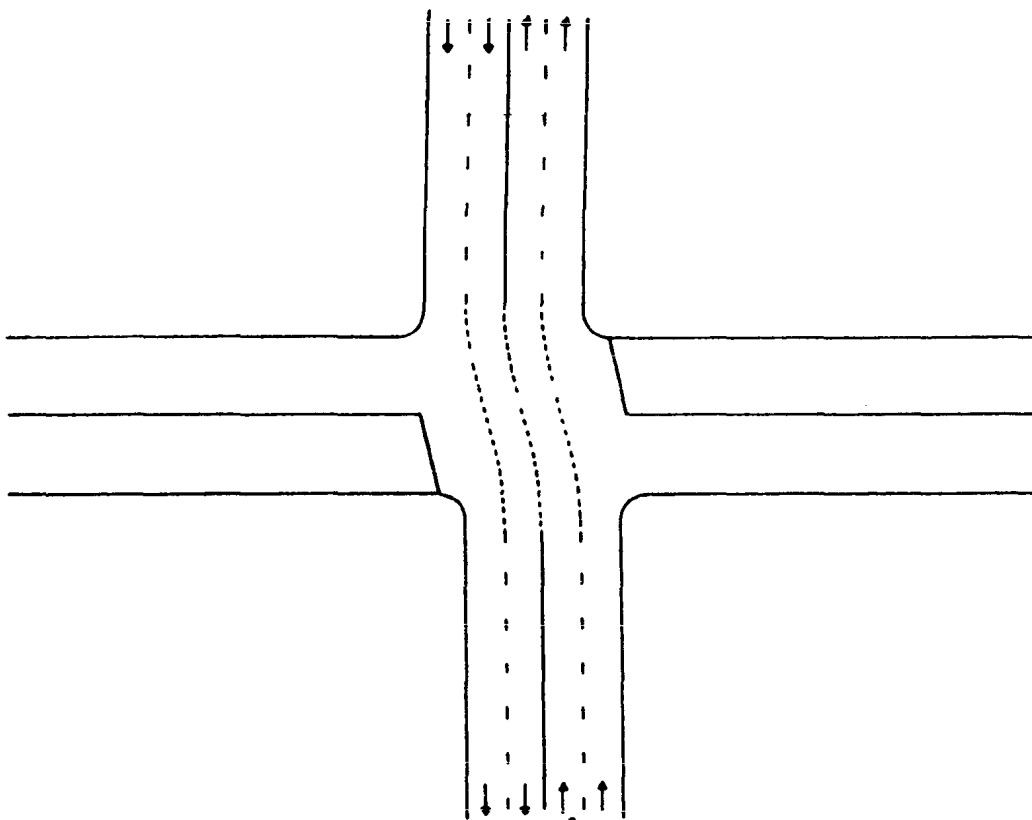



Figura A. 29 a

SEGNALAMENTO ORIZZONTALE (SO) CON STRISCE DI GUIDA E FRECCE DI PRESELEZIONE NELLE INTERSEZIONI

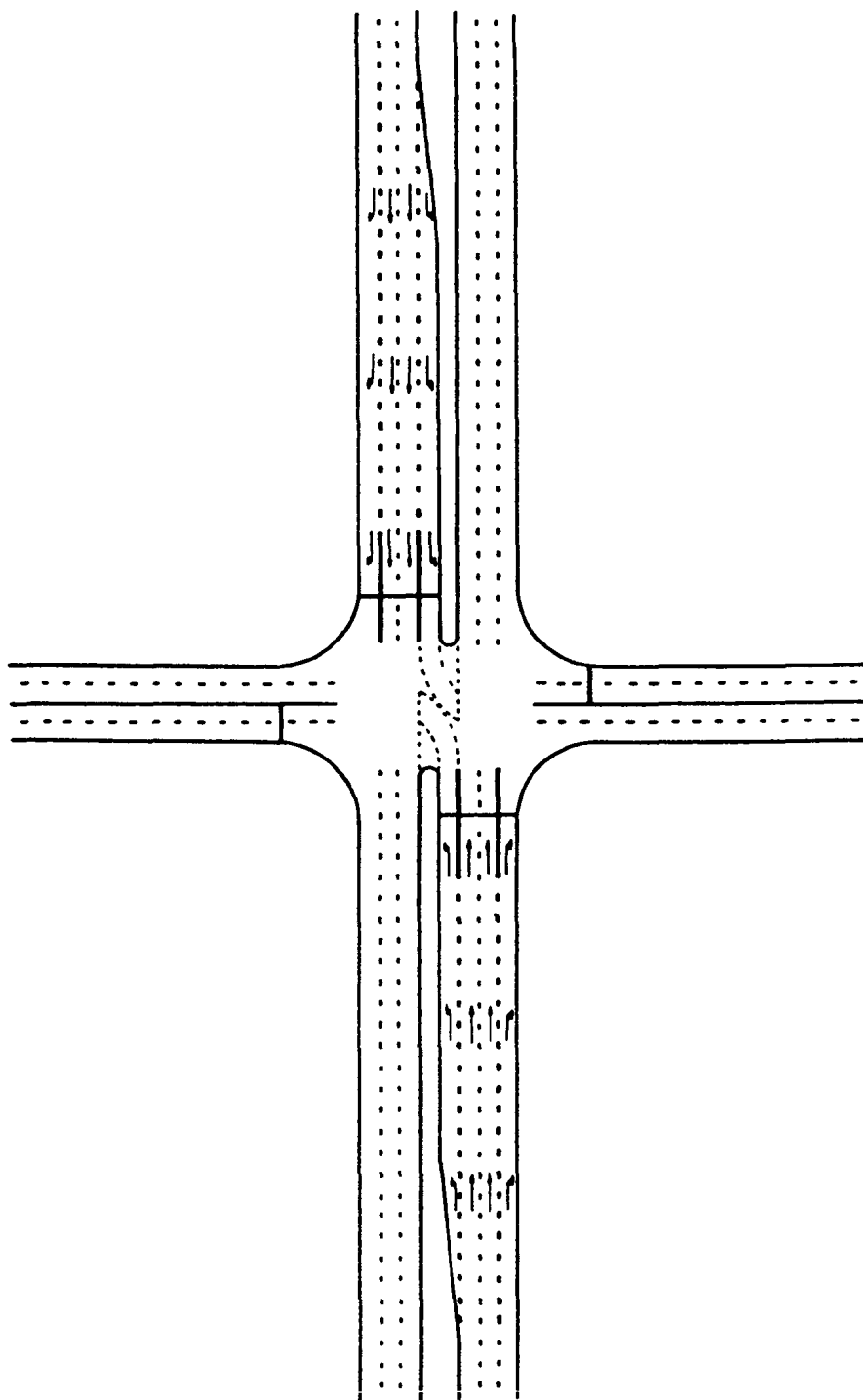



Figura A. 29 b

SEGNALAMENTO ORIZZONTALE (SO) CON STRISCE DI GUIDA E FRECCE DI PRESELEZIONE NELLE INTERSEZIONI

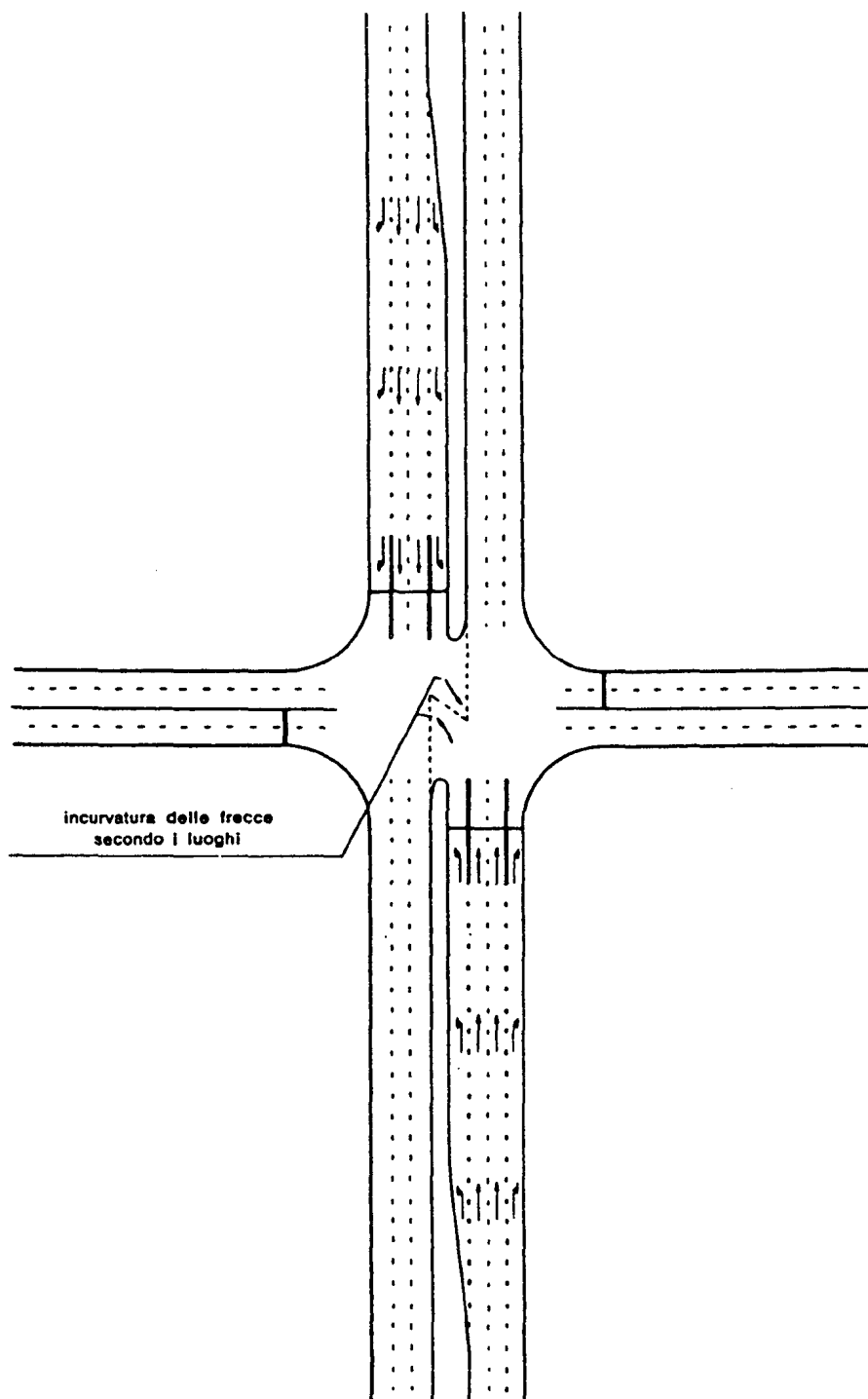



Figura . A. 30
STRISCIA DI ARRESTO

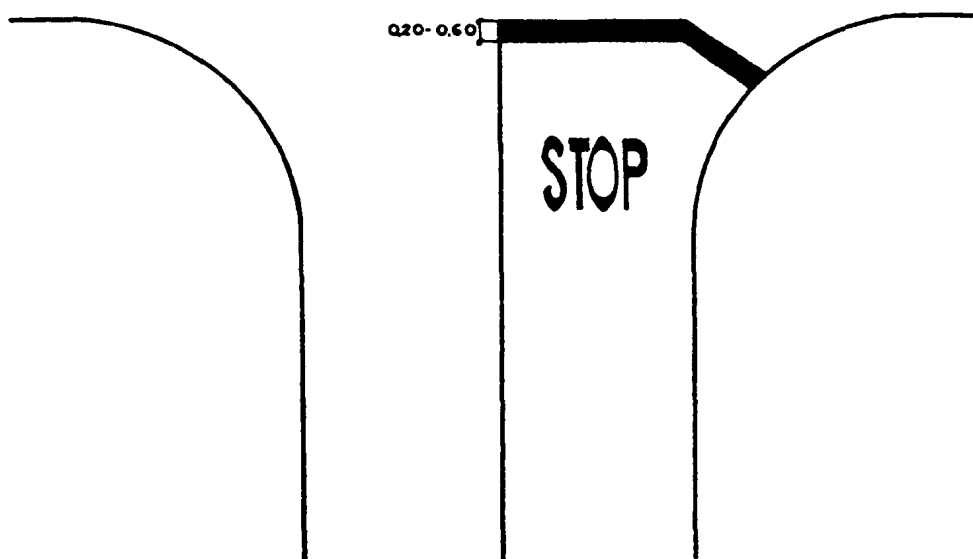



Figura A. 31

ZONE DI PRESELEZIONE

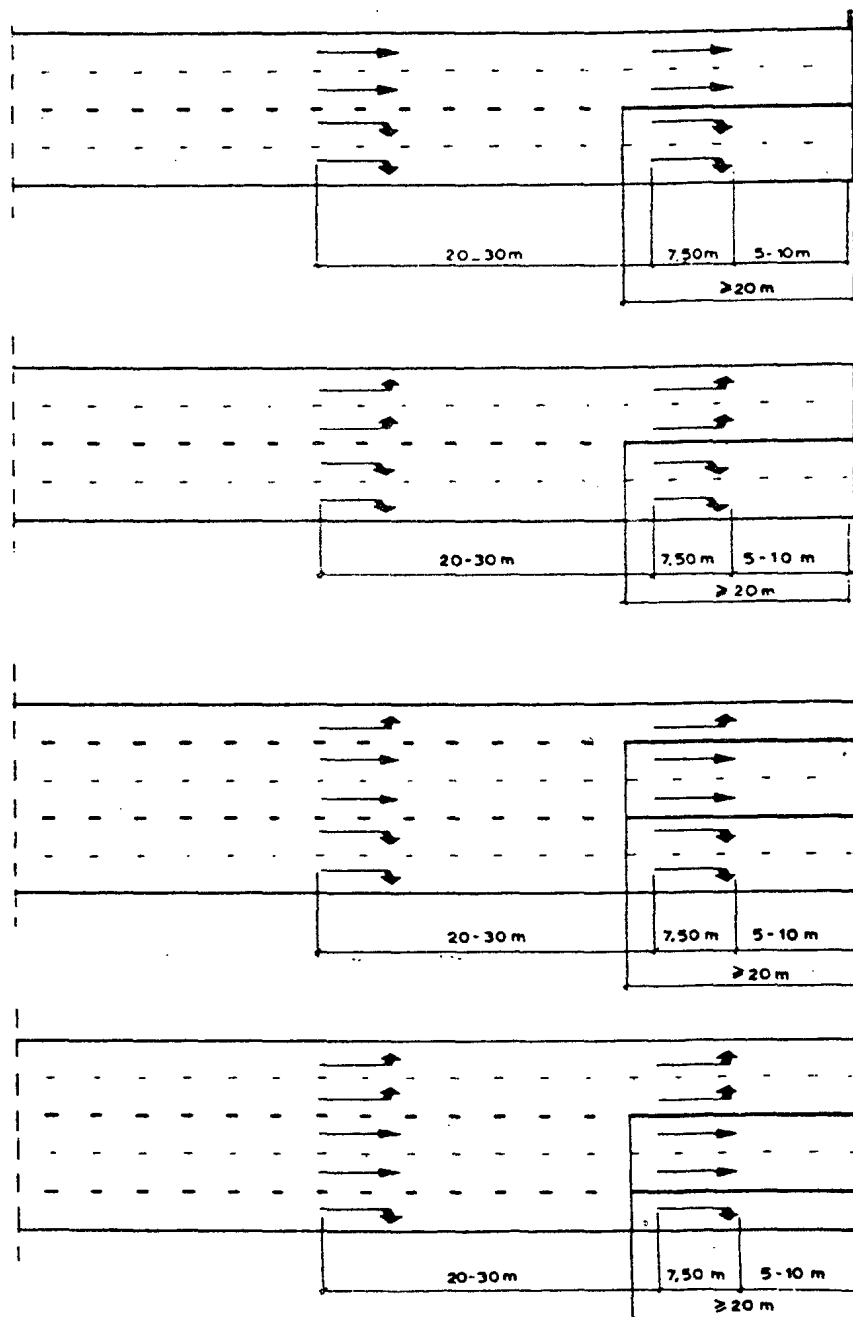



Figura A. 32

INTERSEZIONE A « T » CON UNA STRADA A PRECEDENZA E STRISCIA DI ARRESTO

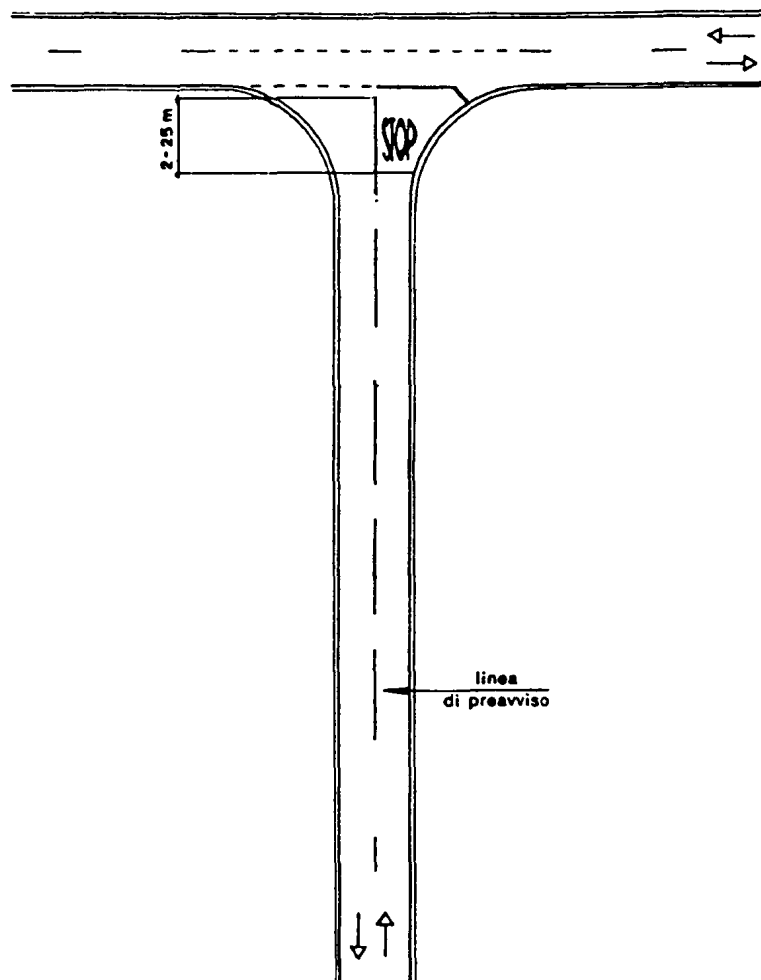



Figura A. 33

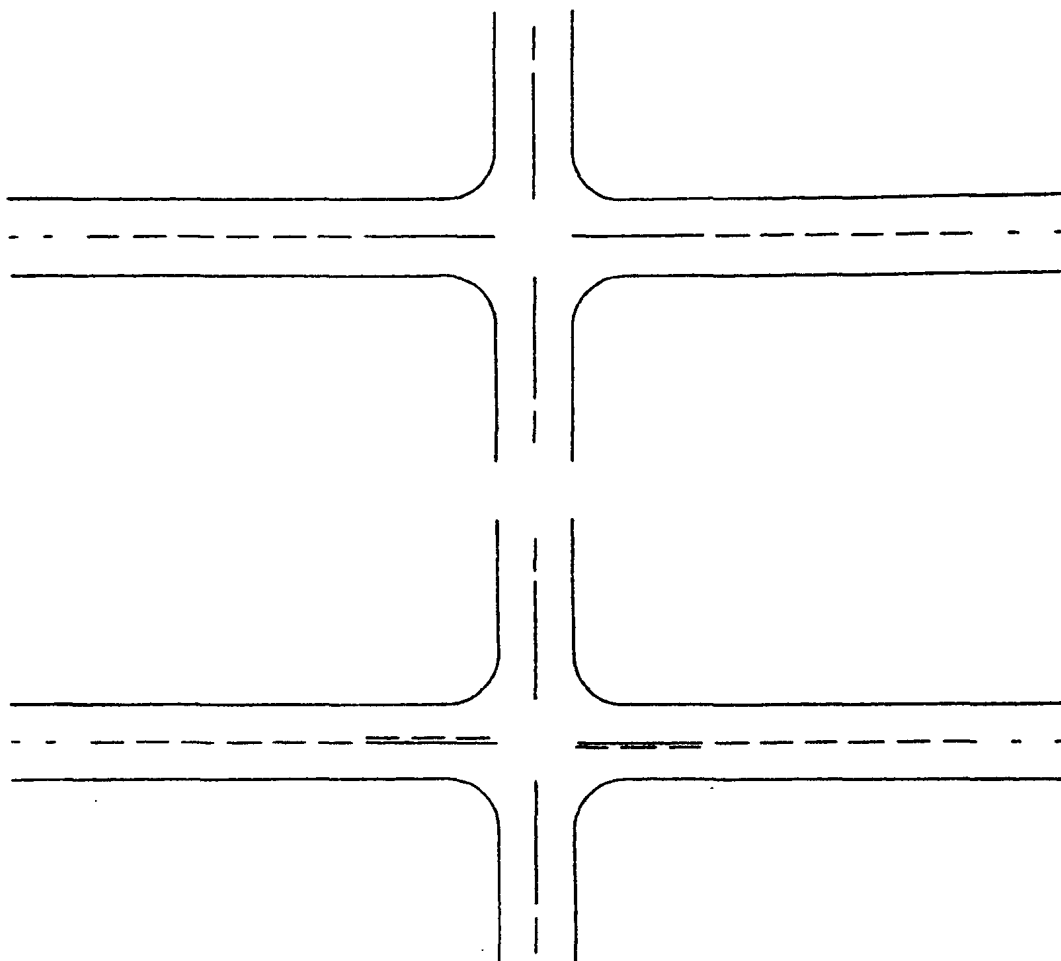



Figura A. 34

INTERSEZIONE CON UNA STRADA A PRECEDENZA E STRISCIA DI PRECEDENZA

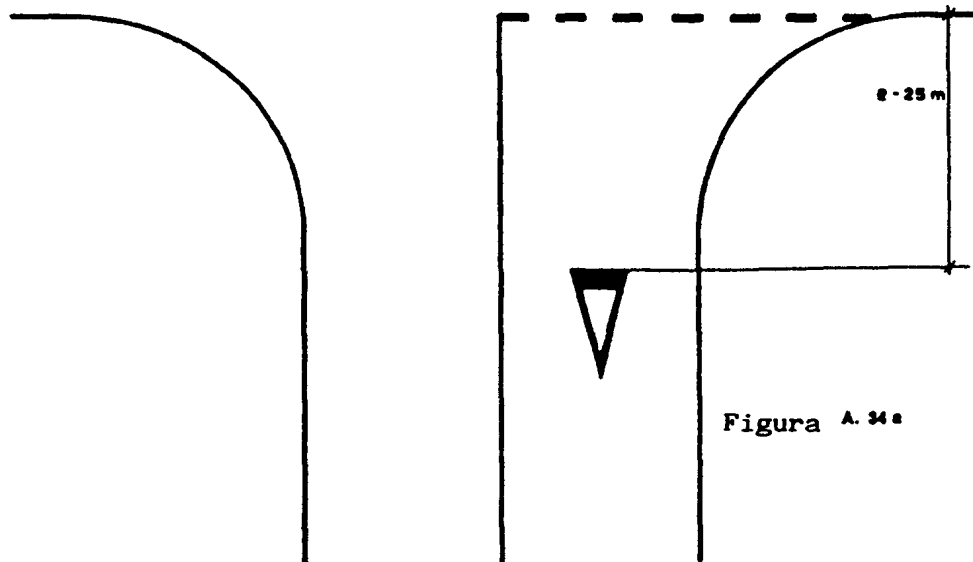
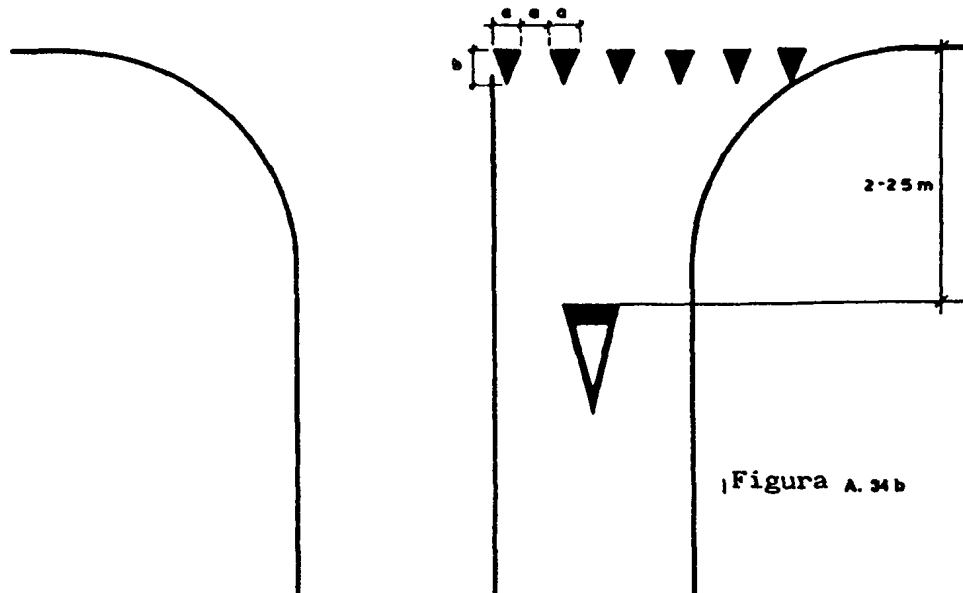
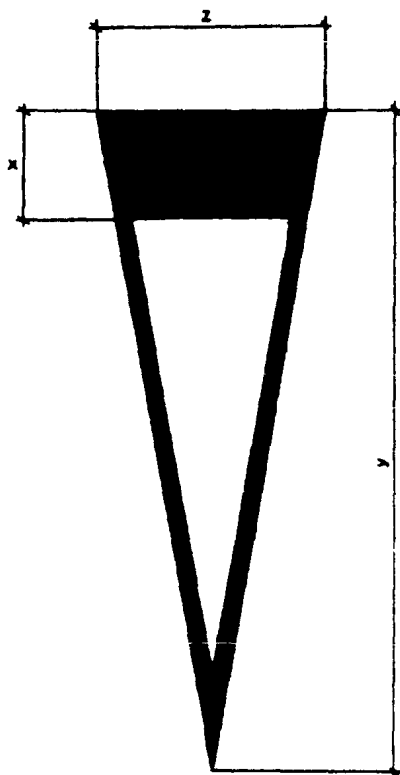



Figura **A. 35**

TRIANGOLO ORIZZONTALE IN PROSSIMITA' DI UNA STRADA A PRECEDENZA

V ≥ 60 km x = 1.00 m y = 6 x

V ≤ 60 km x = 0,50 m y = ≥ 4 x

Z = 2 x

Figura A. 36
ATTRAVERSAMENTI PEDONALI

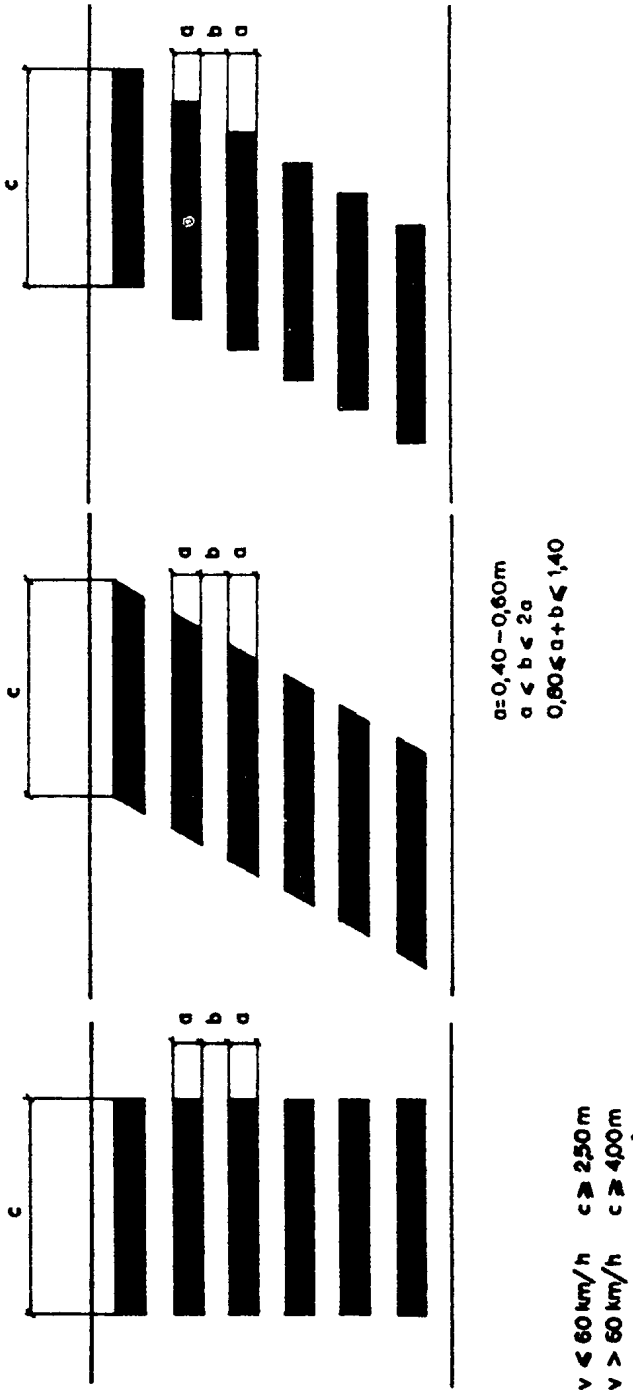



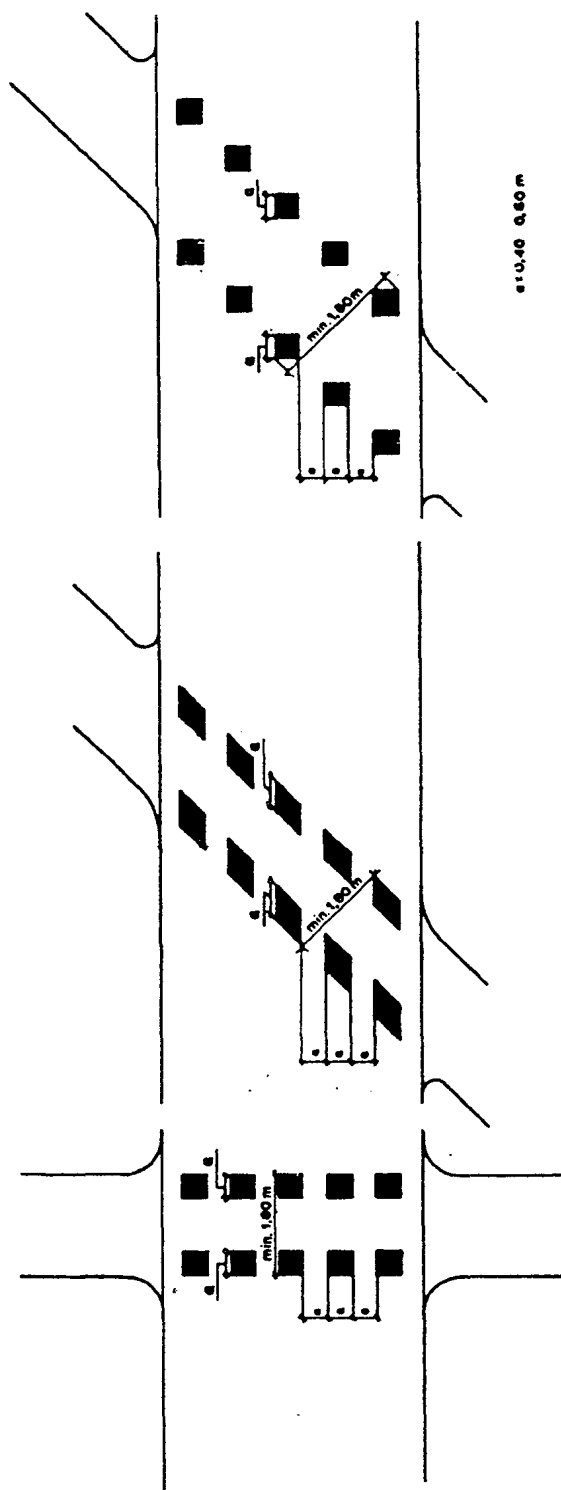
Figura A 37
ATTRAVERSAMENTI CICLABILI

(Per le piste ciclabili a doppio senso di circolazione, la larghezza minima deve essere di m. 3 00)

Figura A. 38

INTERSEZIONE A « T » CON PISTA CICLABILE ANCHE ESSA PRIORITARIA

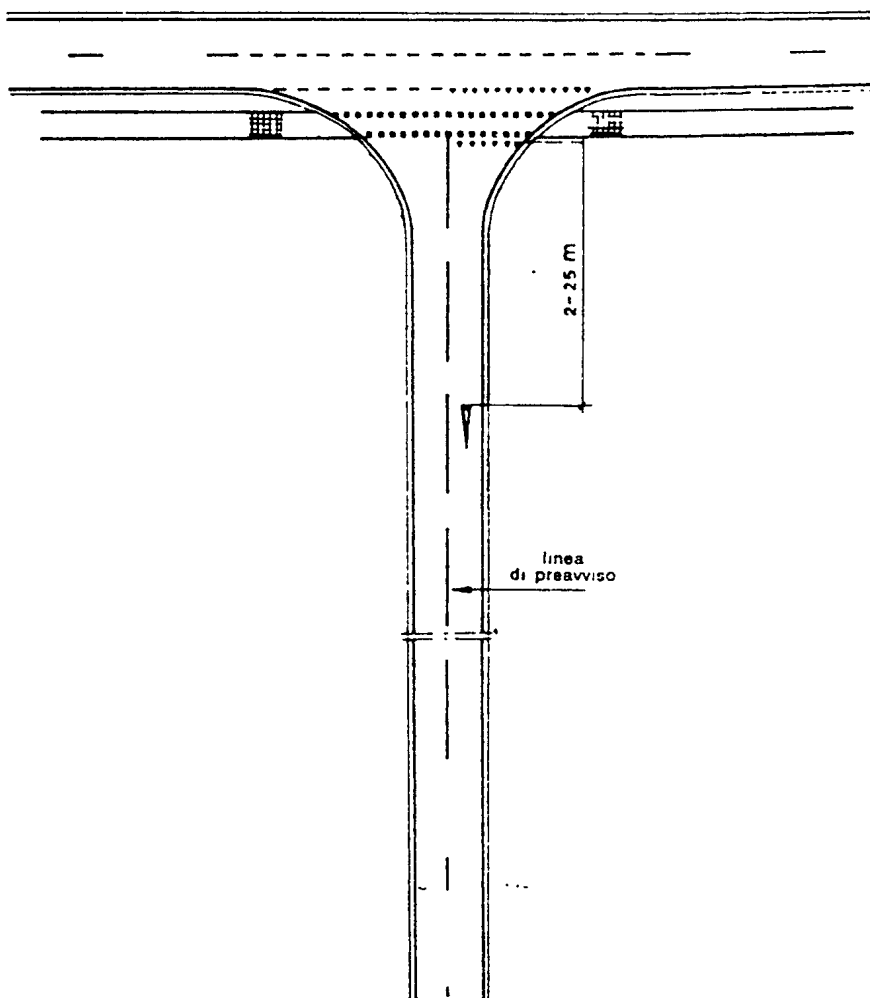
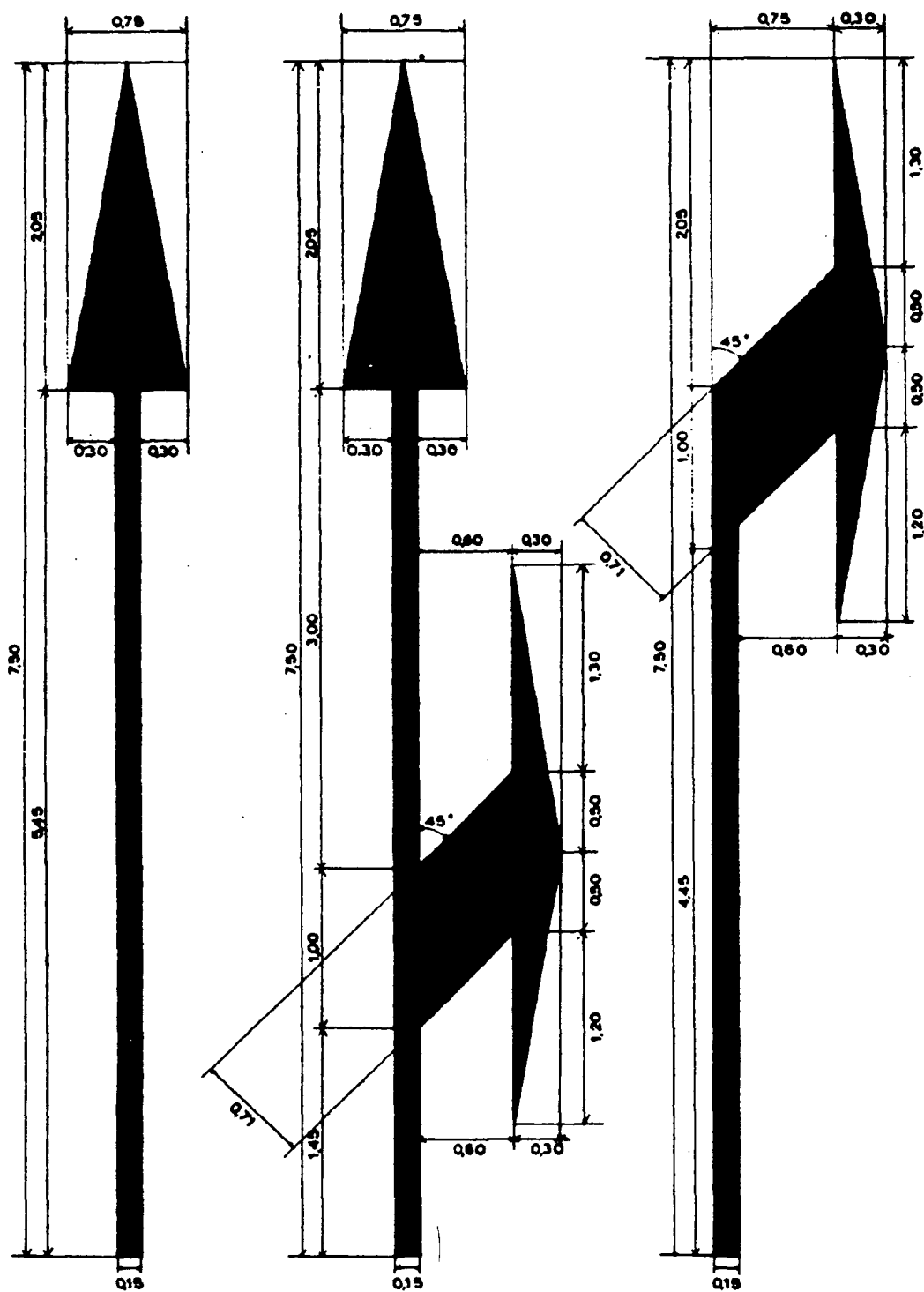
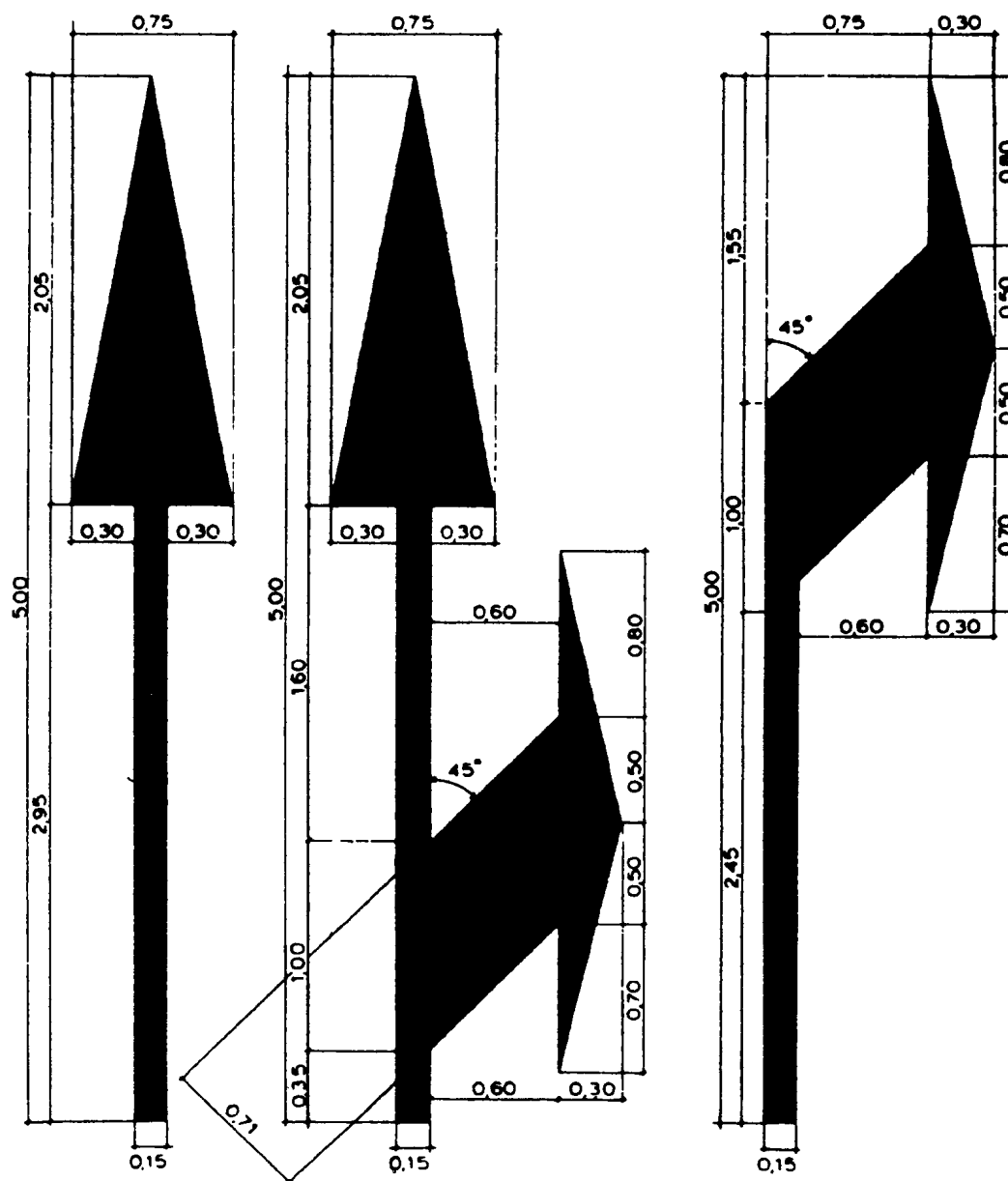



Figura A. 39

FRECCE DI PRESELEZIONE

Lunghezza della freccia: 7,50 m, velocità > 60 km/h

Misure in metri

Figura A. 40

FRECCE DI PRESELEZIONE

Lunghezza della freccia 5,00 m, velocità ≤ 60 km/h

Scala 1 : 25

Figura A. 41

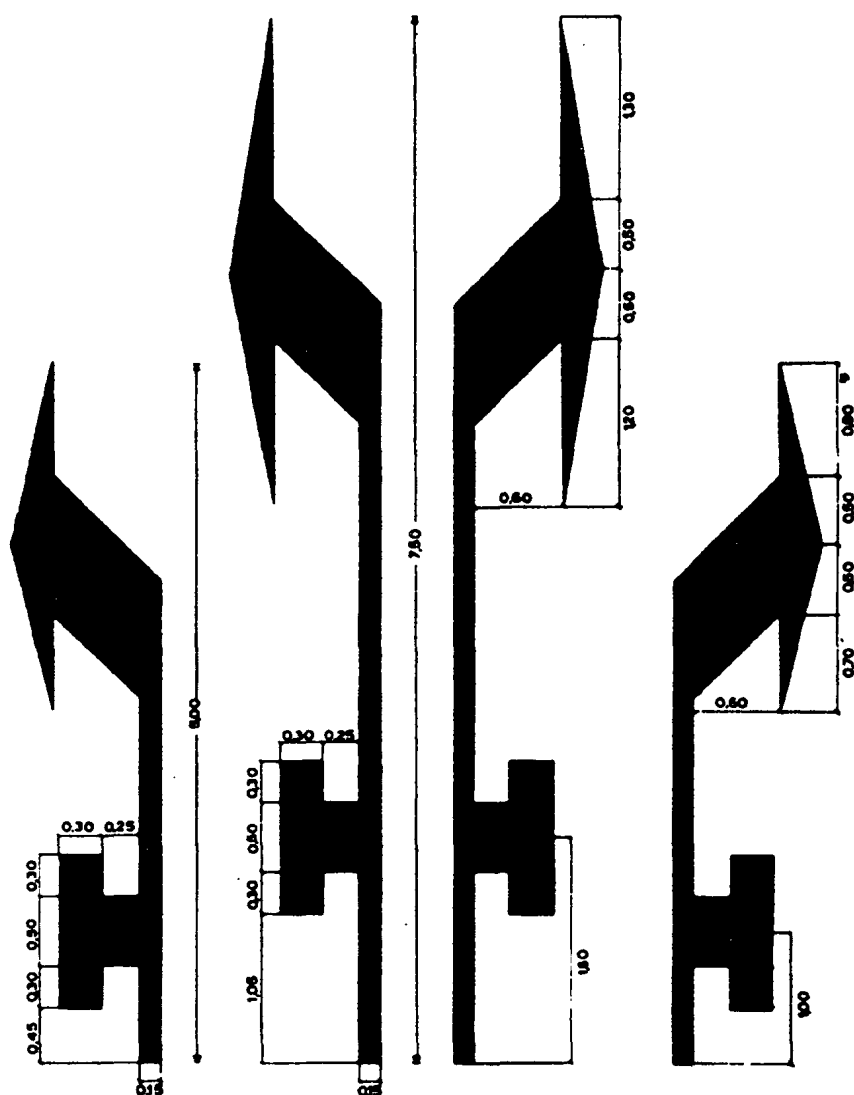
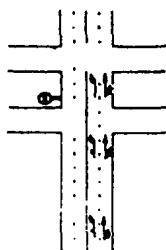
FRECCE DI PRESELEZIONE IN ZONA DI PRESELEZIONE COMUNE A DUE INTERSEZIONI MOLTO RAVVICINATE

Esempio di applicazione

Misure in metri

Figura A 42

STRISCE PARALLELE OBLIQUE

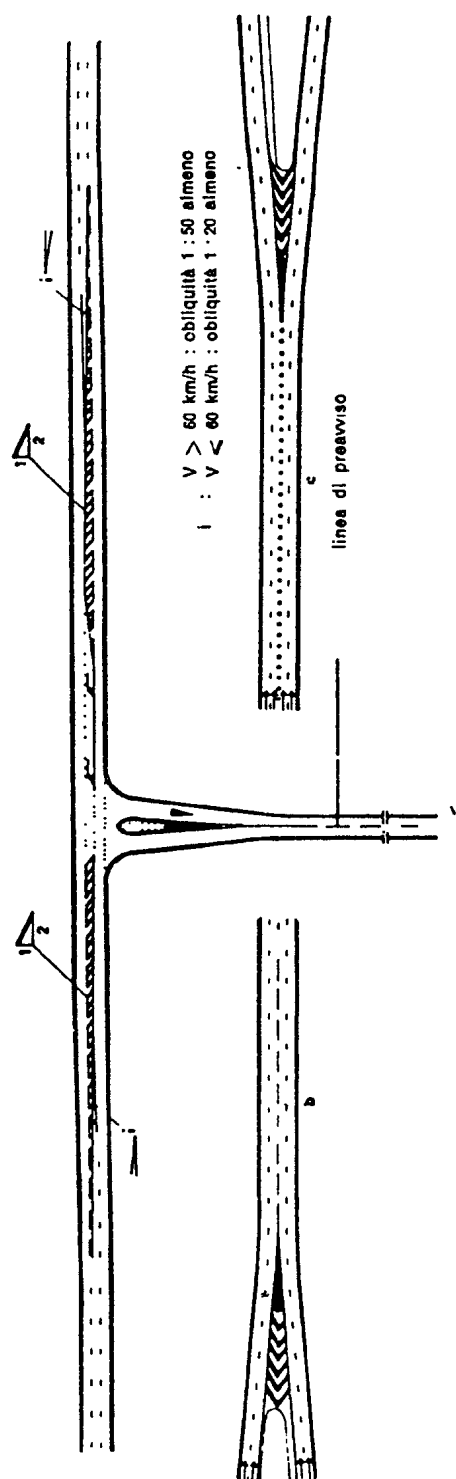



Figura A. 43a
ALFABETO PER ISCRIZIONI SU STRADE OVE LA VELOCITA' E' LIMITATA A 60 km/ora

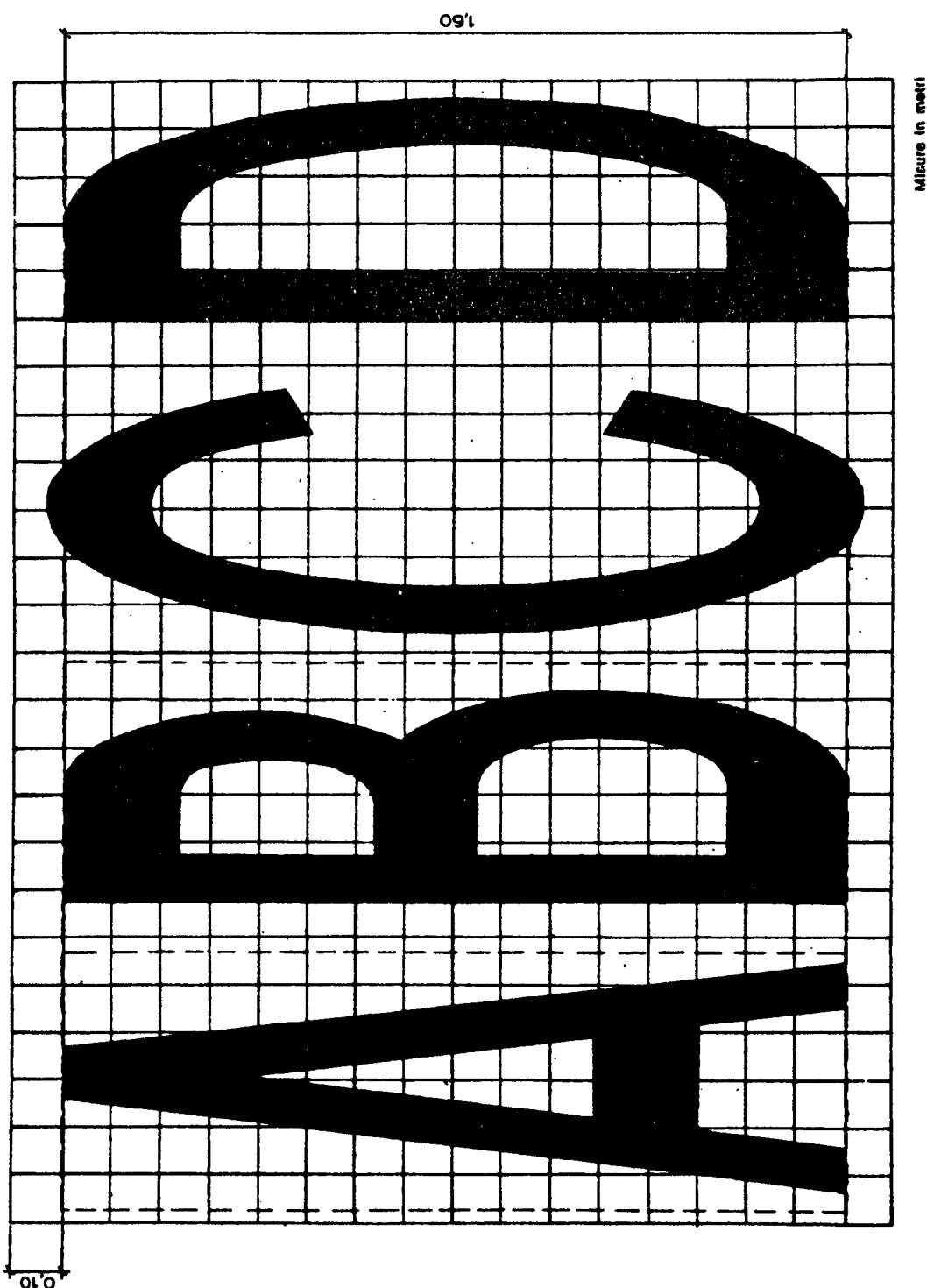



Figura A- 43 b

ALFABETO PER ISCRIZIONI SU STRADE OVE LA VELOCITA' E' LIMITATA A 80 km/ora

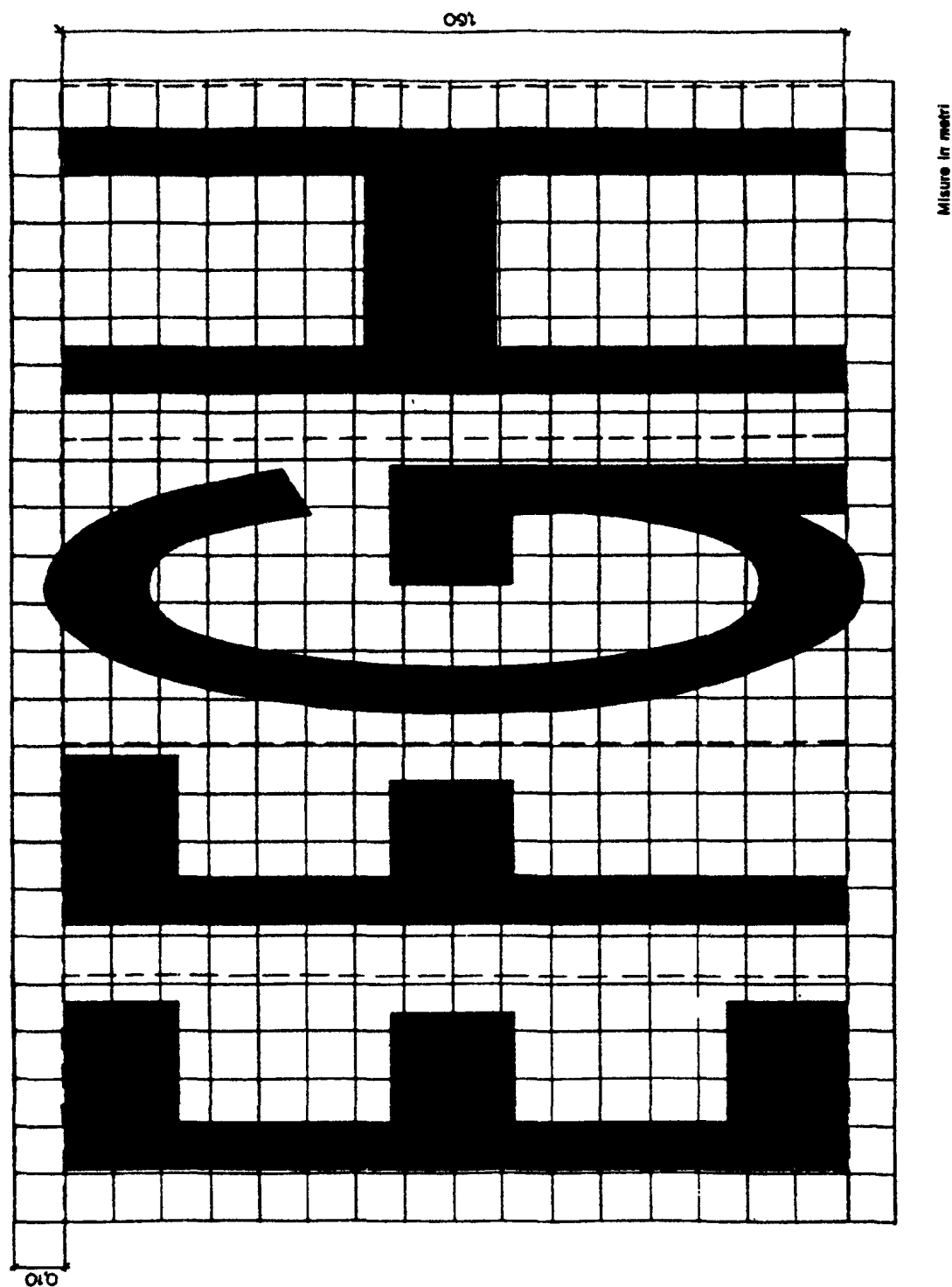



Figura A. 43 c

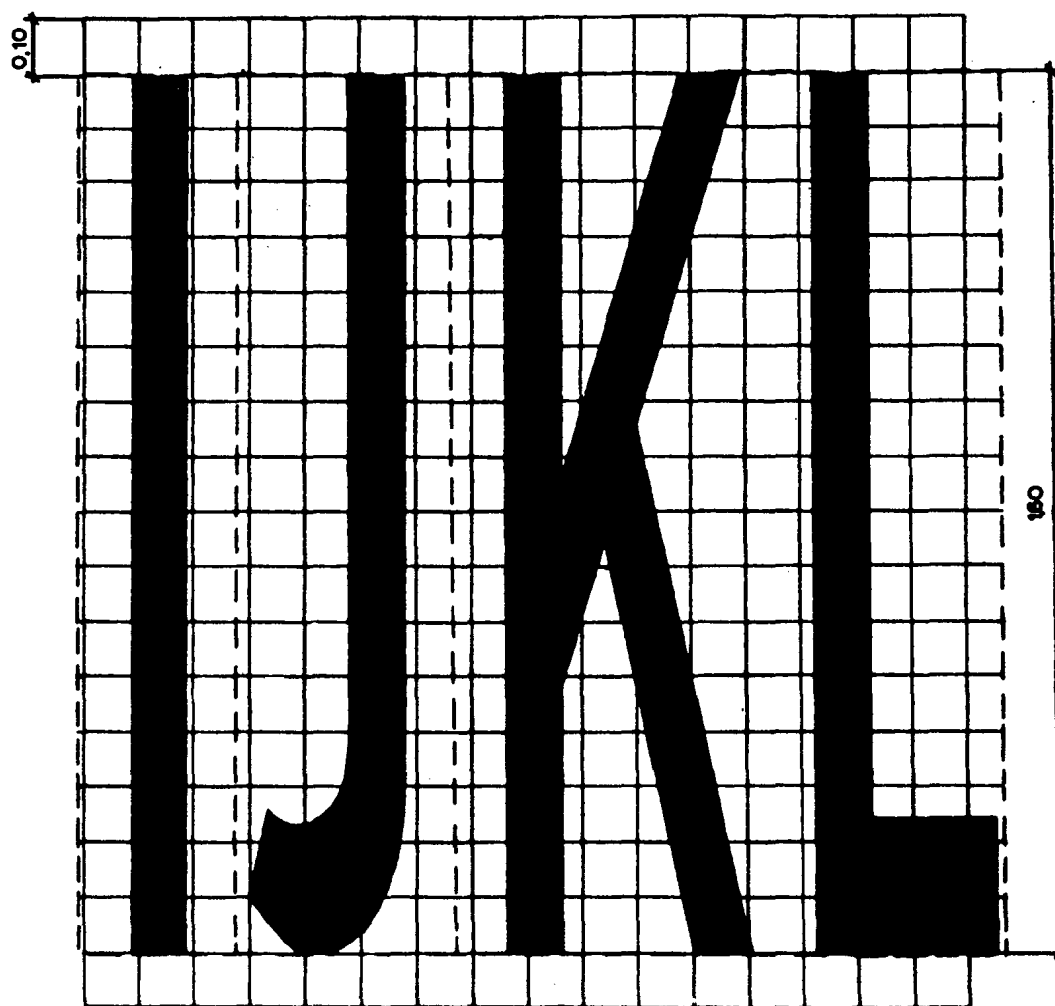
ALFABETO PER ISCRIZIONI SU STRADE OVE LA VELOCITA' E' LIMITATA A 60 km/ora

Misure in metri

Figura A 43 d

ALFABETO PER ISCRIZIONI SU STRADE OVE LA VELOCITA' E' LIMITATA A 60 km/ora

Misure in metri

1,60

0,10

Figura A. 44 a

ALFABETO PER ISCRIZIONI SU STRADE OVE LA VELOCITA' E' LIMITATA A 60 km/ora

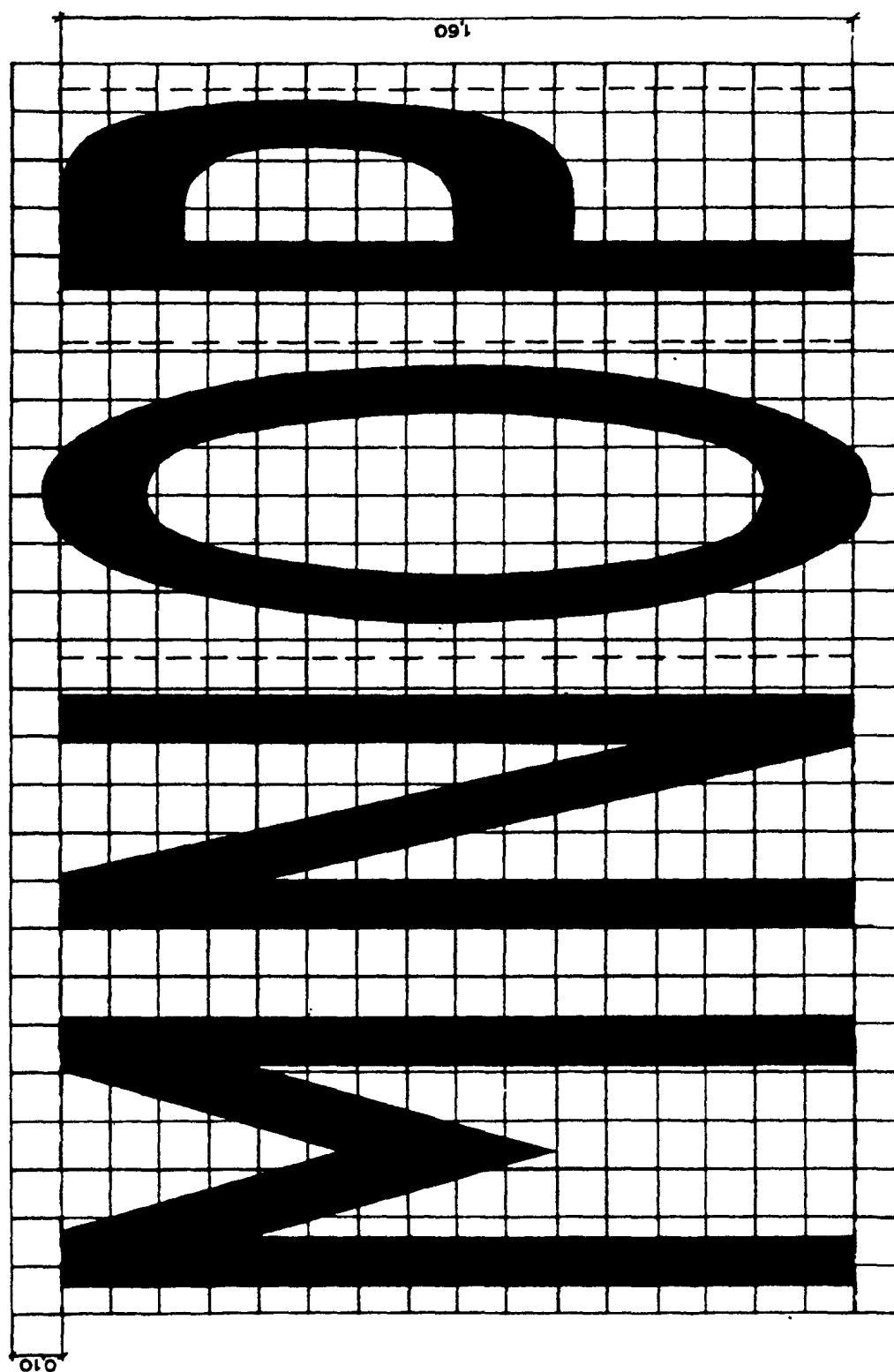



Figura A 44 b

ALFABETO PER ISCRIZIONI SU STRADE OVE LA VELOCITA' E' LIMITATA A 60 km/ora

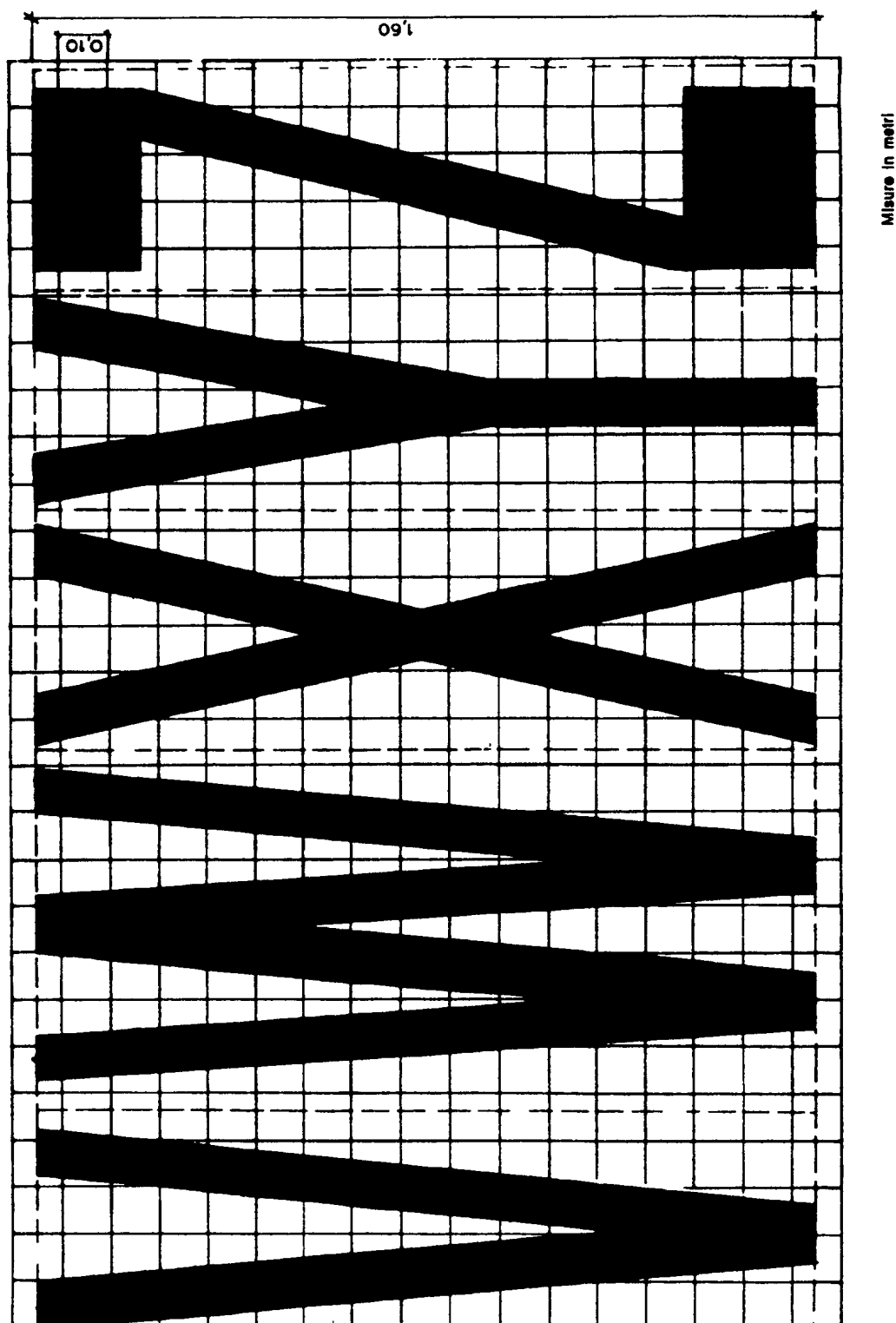



Figura A. 45

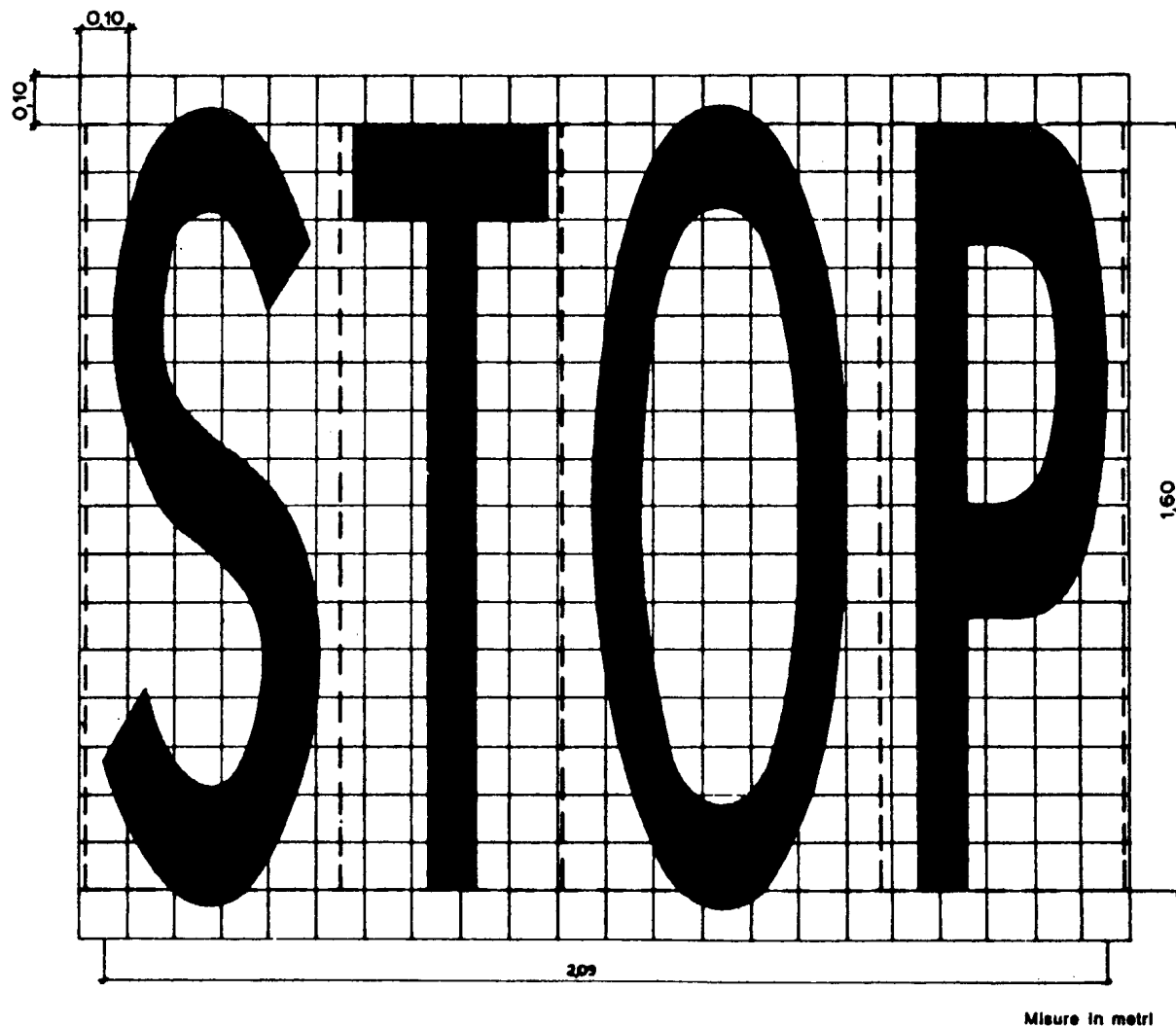
STOP ORIZZONTALE SU STRADE OVE LA VELOCITA' E' LIMITATA A 60 km/ora

Misure in metri

Figura A. 46

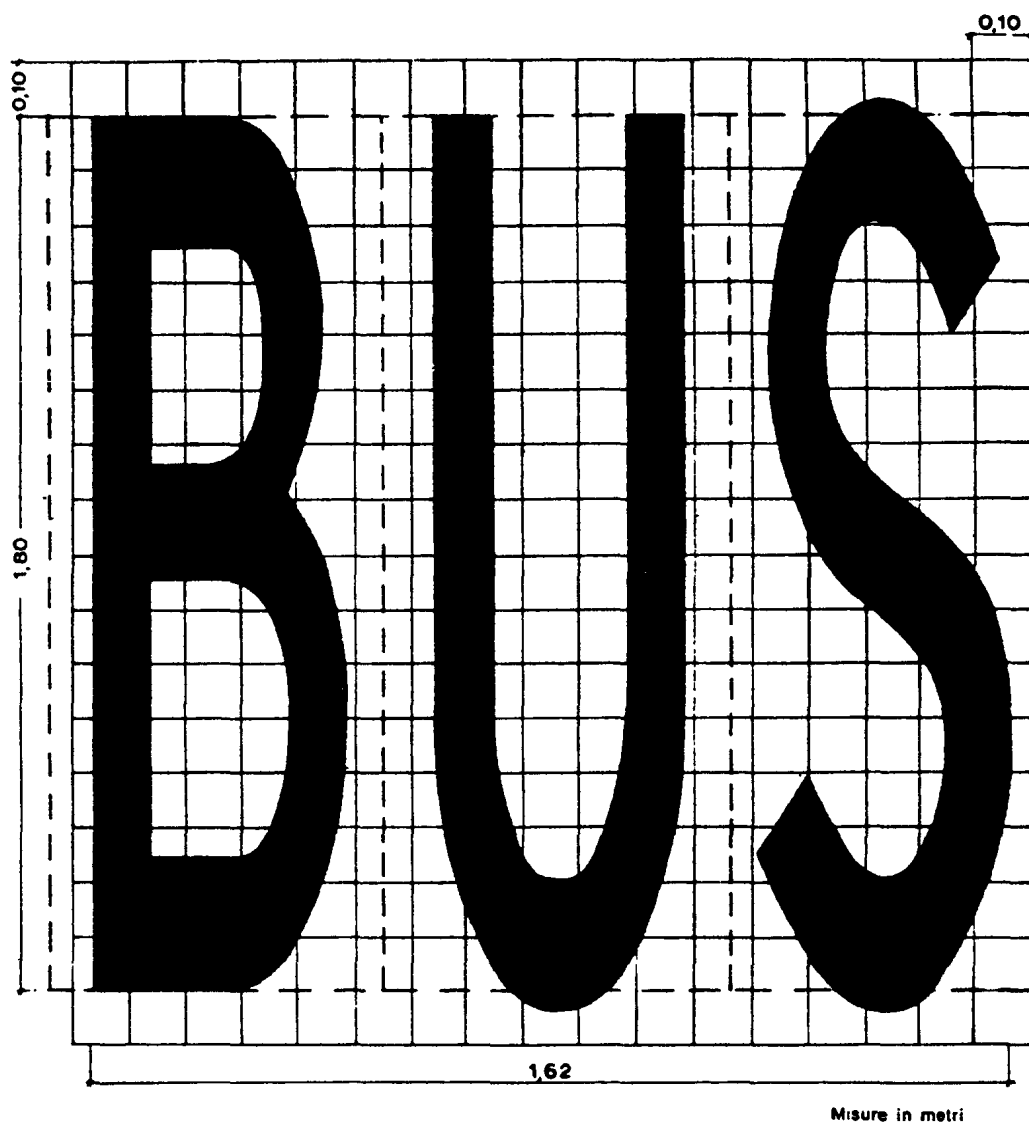
BUS ORIZZONTALE SU STRADE OVE LA VELOCITA' E' LIMITATA A 60 km/ora

Misure in metri

Figura A. 47 a

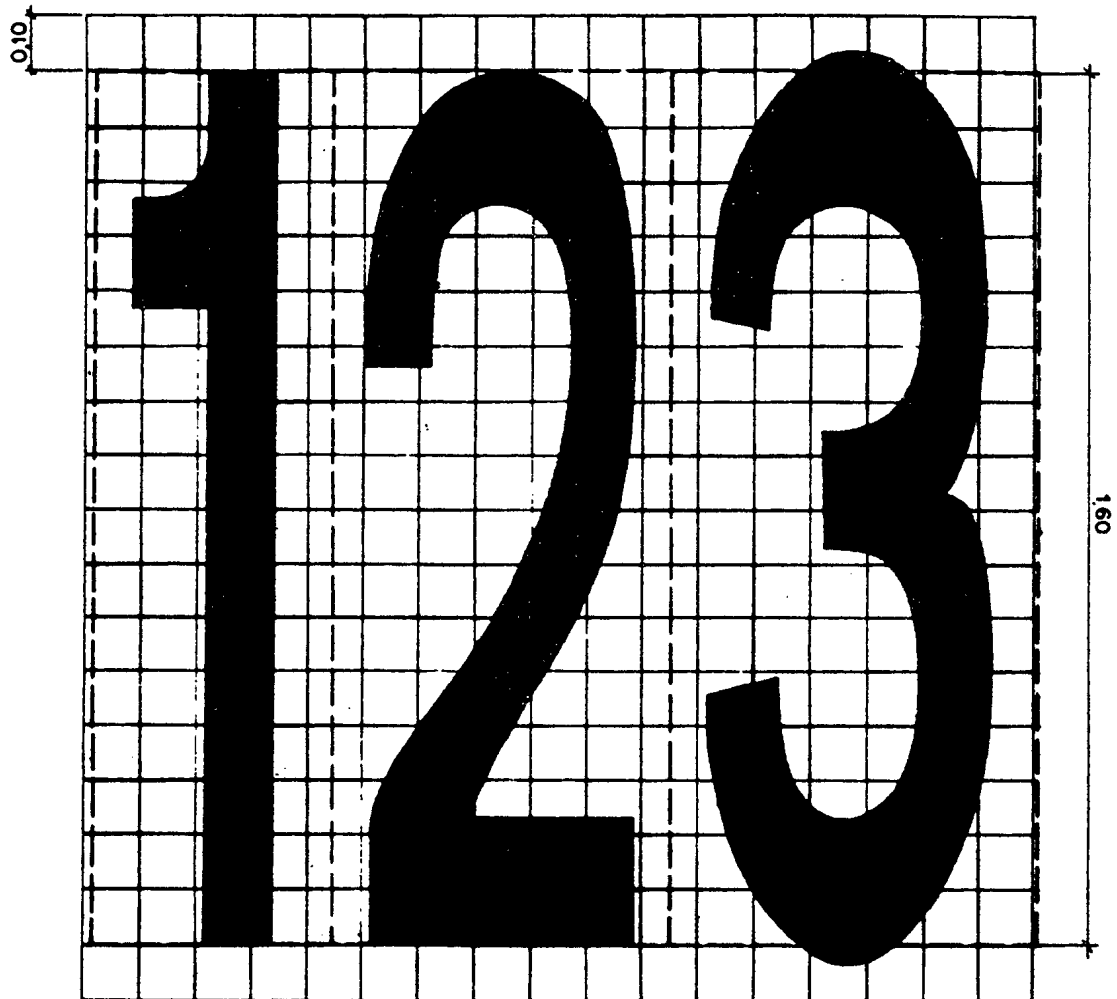
CIFRE ORIZZONTALI SU STRADE DOVE LA VELOCITA' E' LIMITATA A 60 km/ora

Misure in metri

Figura A 47 b

CIFRE ORIZZONTALI SU STRADE DOVE LA VELOCITA' E' LIMITATA A 60 km/ora

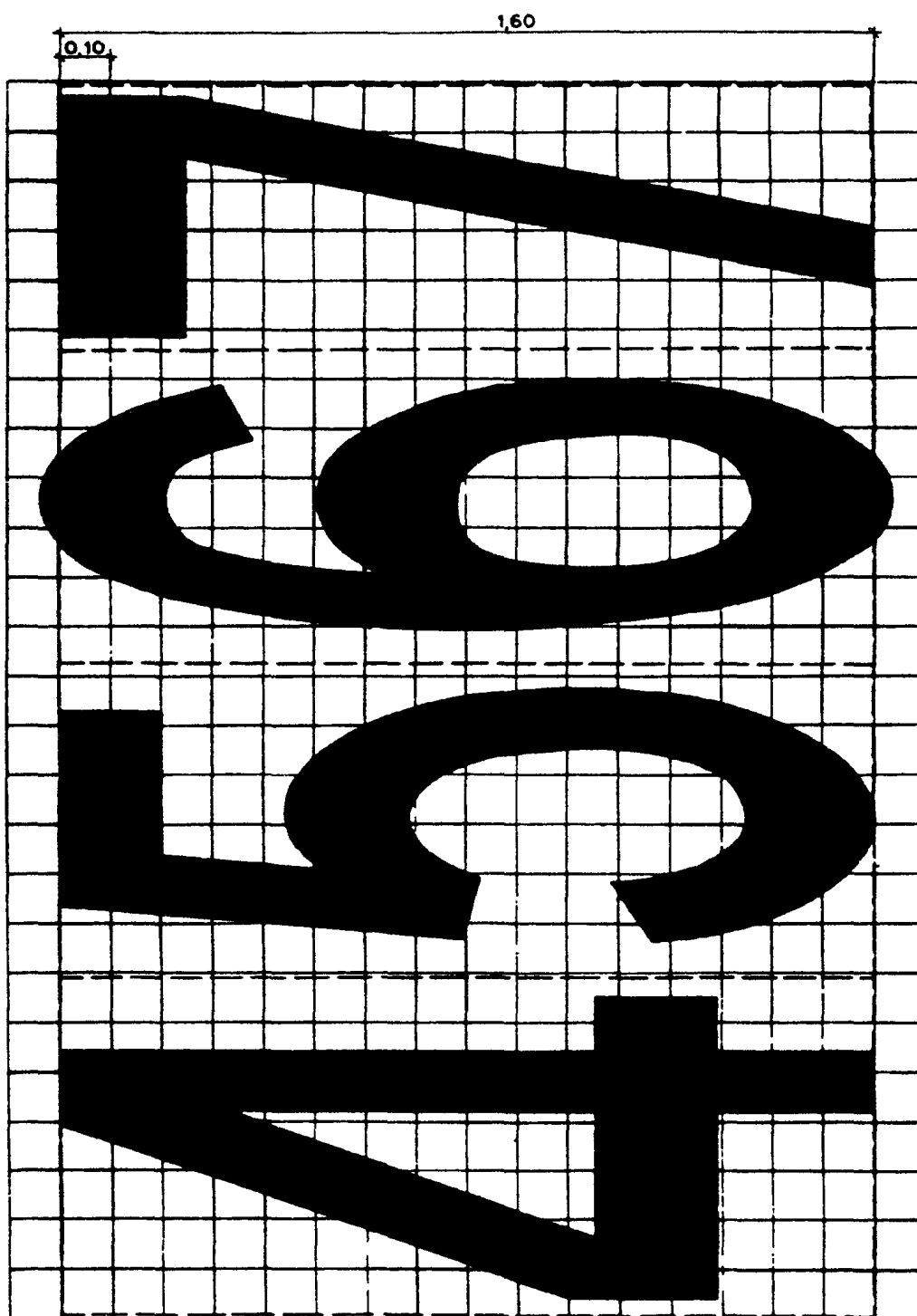



Figura A. 47 c

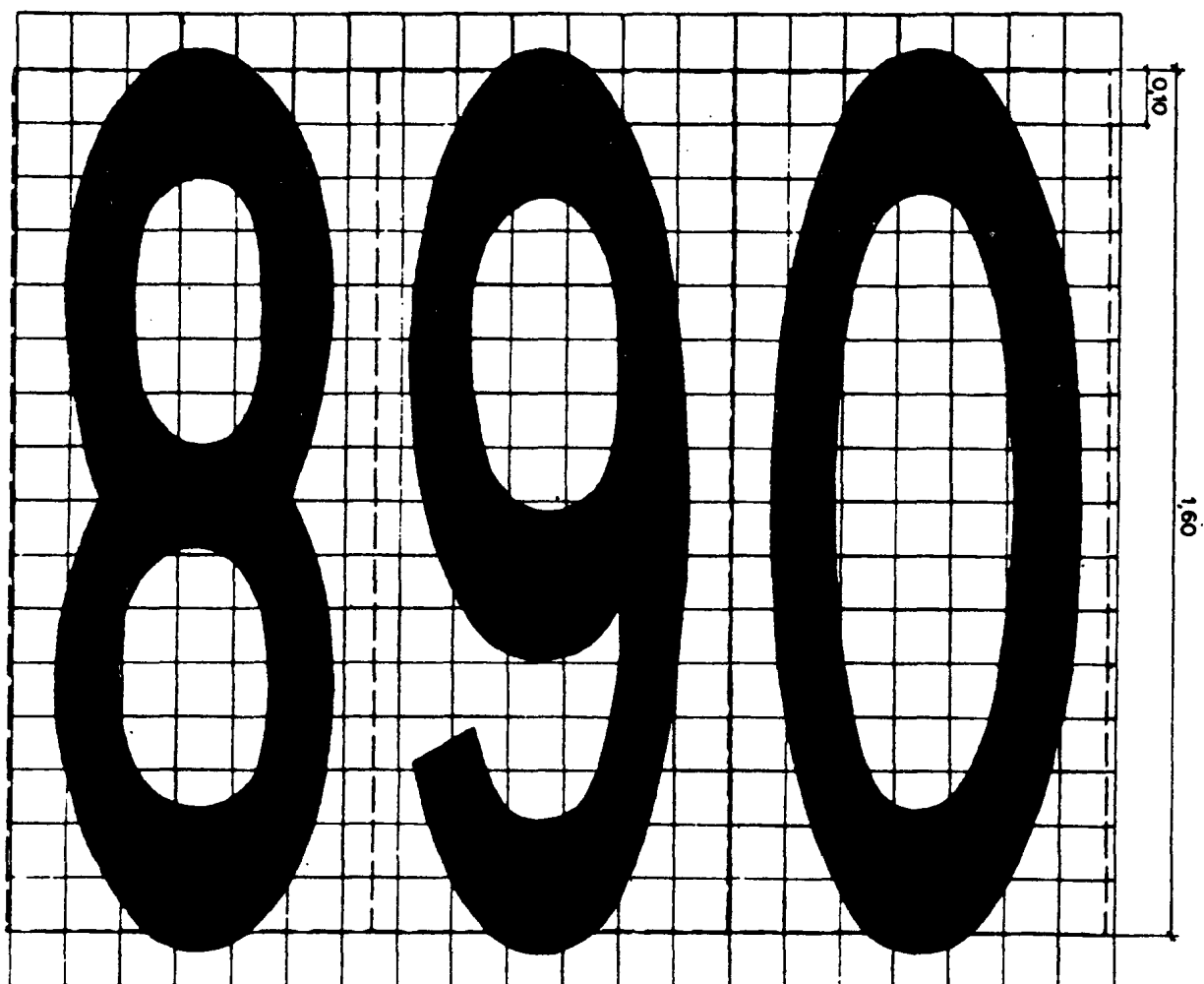
CIFRE ORIZZONTALI SU STRADE DOVE LA VELOCITA' E' LIMITATA A 60 km/ora

Misure in metri

Figura A. 48

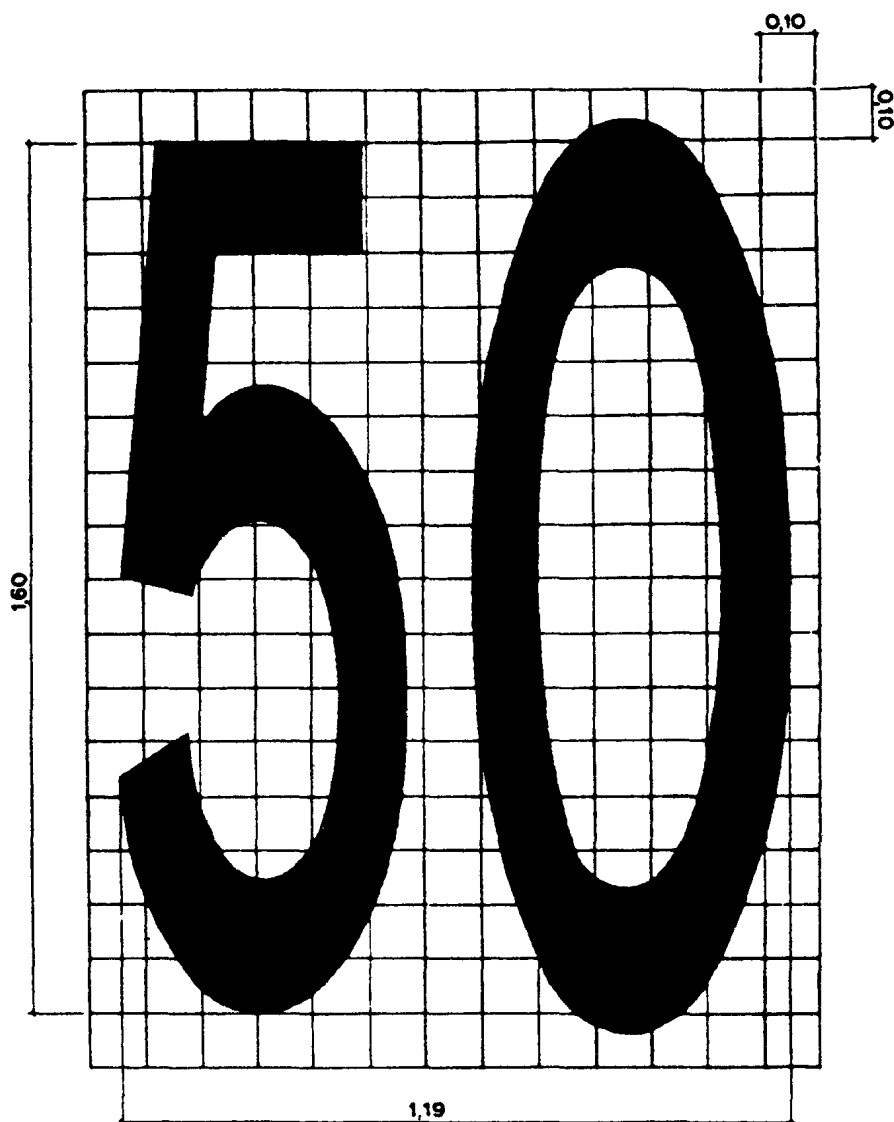
ESEMPIO DI ISCRIZIONE CON CIFRE SU STRADE DOVE LA VELOCITA' E' LIMITATA A 60 km/ora

Misure in metri

Figura A. 49 a

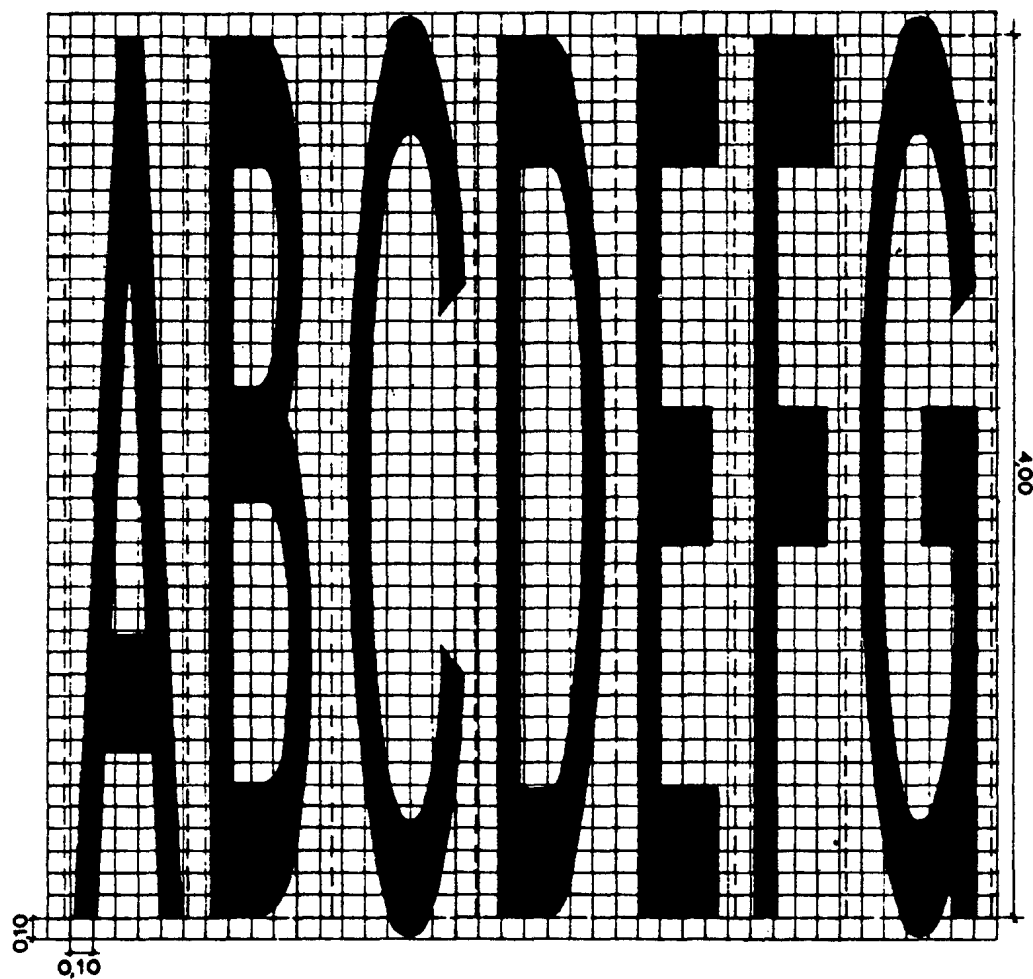
ALFABETO PER ISCRIZIONI SU STRADE CON LIMITE DI VELOCITA' SUPERIORE A 60 km/ora O SENZA LIMITE

Misure in metri

Figura . A. 49 b

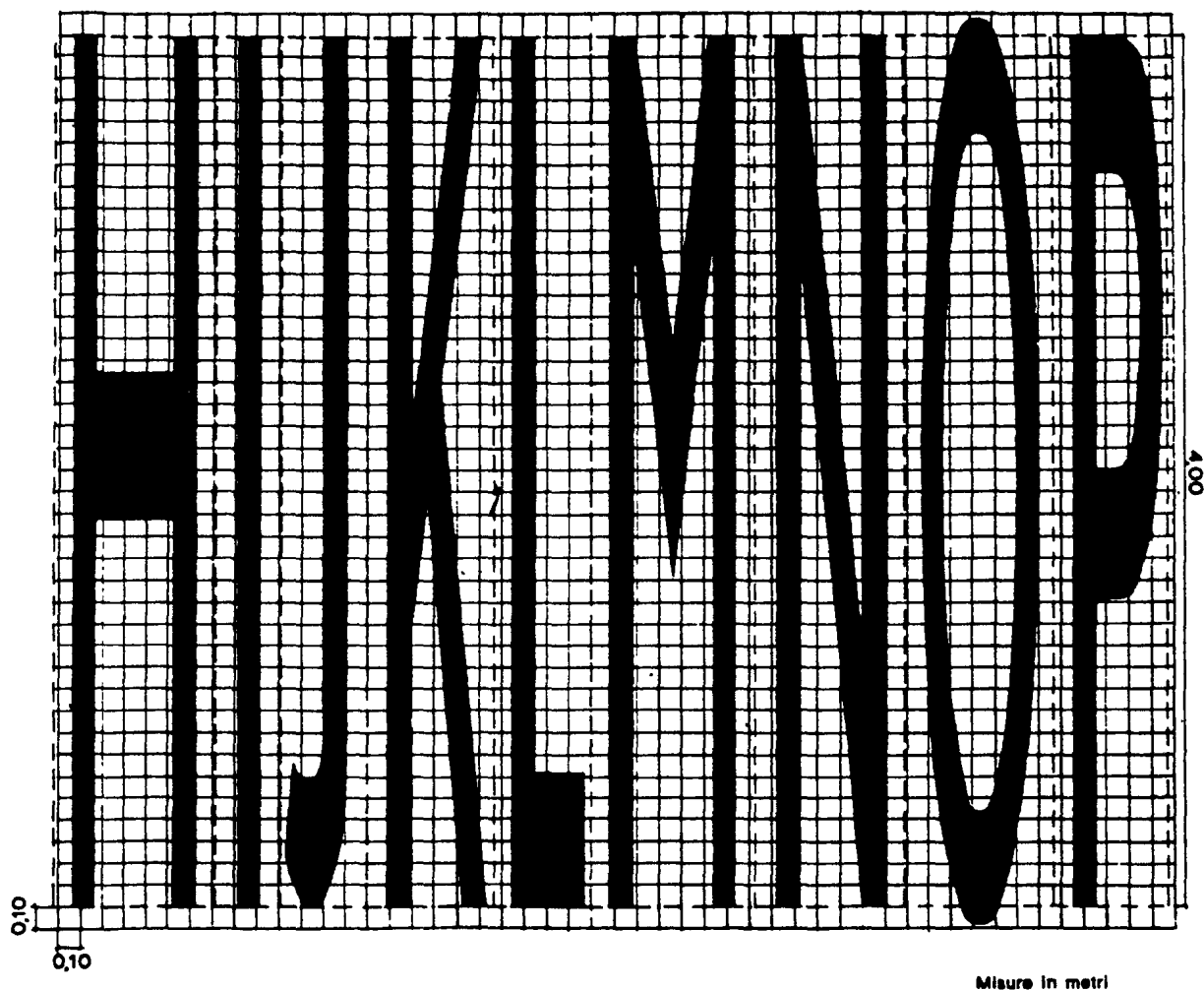
ALFABETO PER ISCRIZIONI SU STRADE CON LIMITE DI VELOCITA' SUPERIORE A 60 km/ora O SENZA LIMITE

Misure in metri

Figura A. 50

ALFABETO PER ISCRIZIONI SU STRADE CON LIMITE DI VELOCITA' SUPERIORE A 60 km/ora O SENZA LIMITE

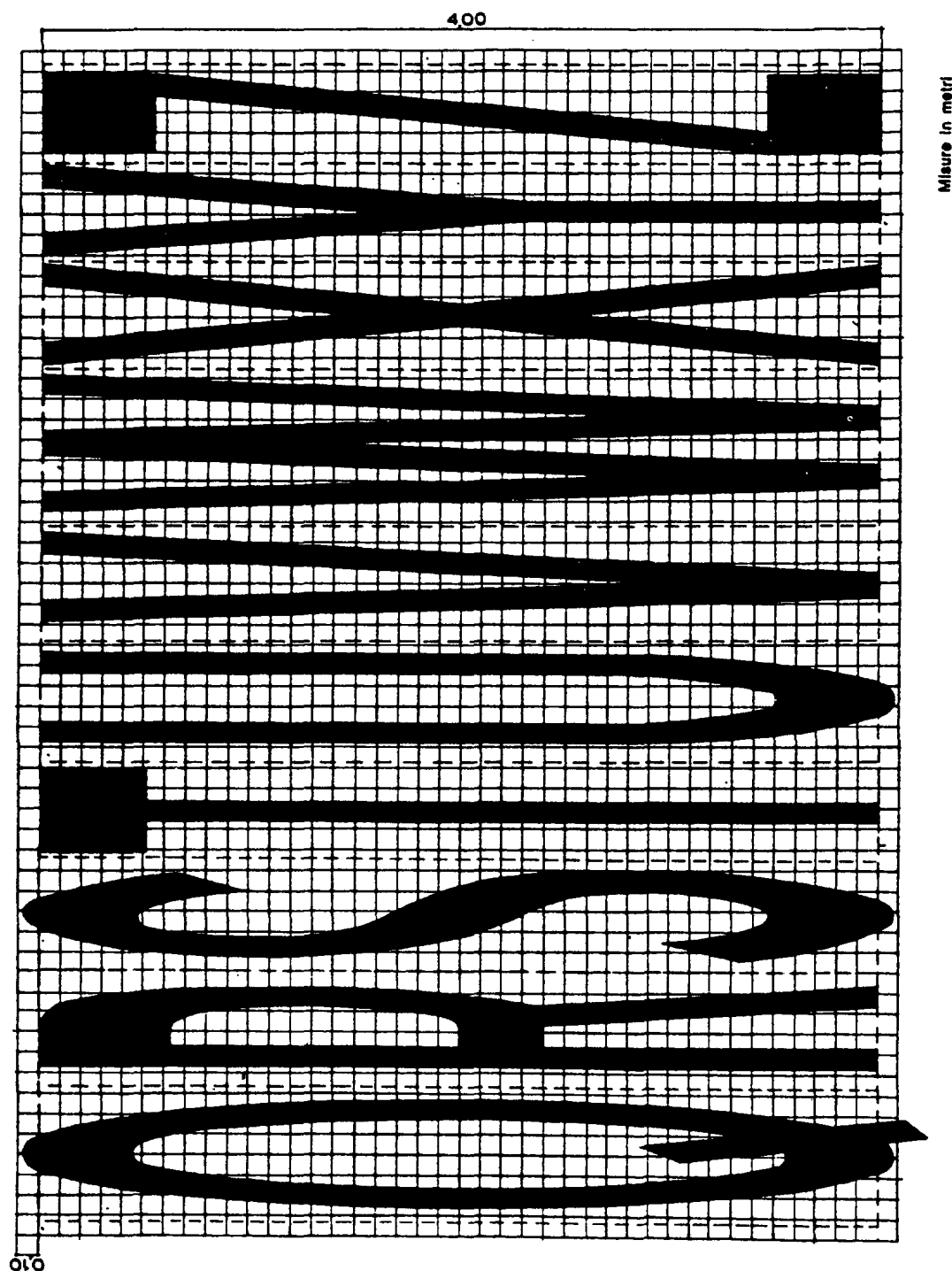



Figura A. 51

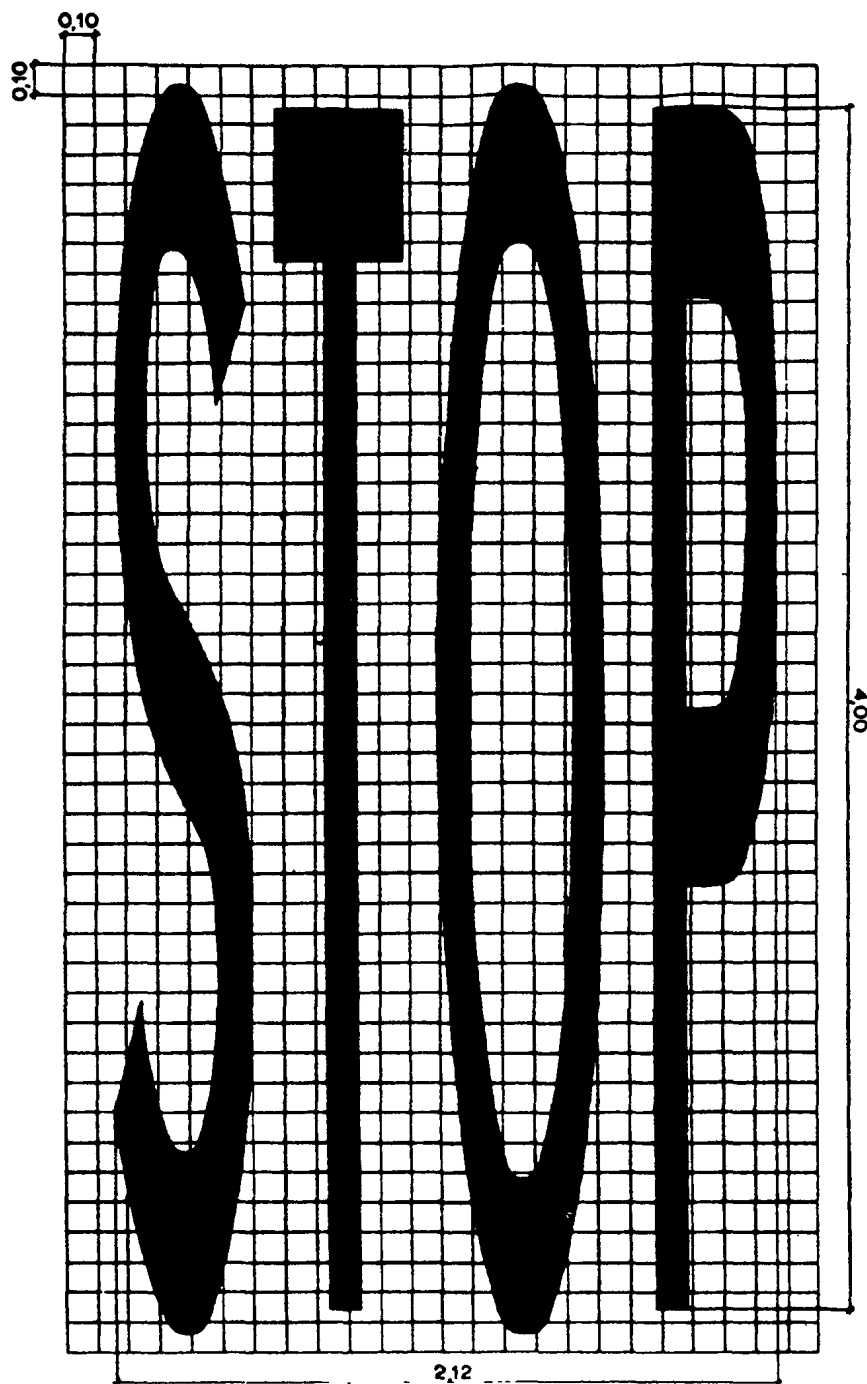
ALFABETO PER ISCRIZIONI SU STRADE CON LIMITE DI VELOCITA' SUPERIORE A 60 km/ora O SENZA LIMITE

Misure in metri

Figura A. 52

ALFABETO PER ISCRIZIONI SU STRADE CON LIMITE DI VELOCITA' SUPERIORE A 60 km/ora O SENZA LIMITE

Misure in metri

Misure in metri

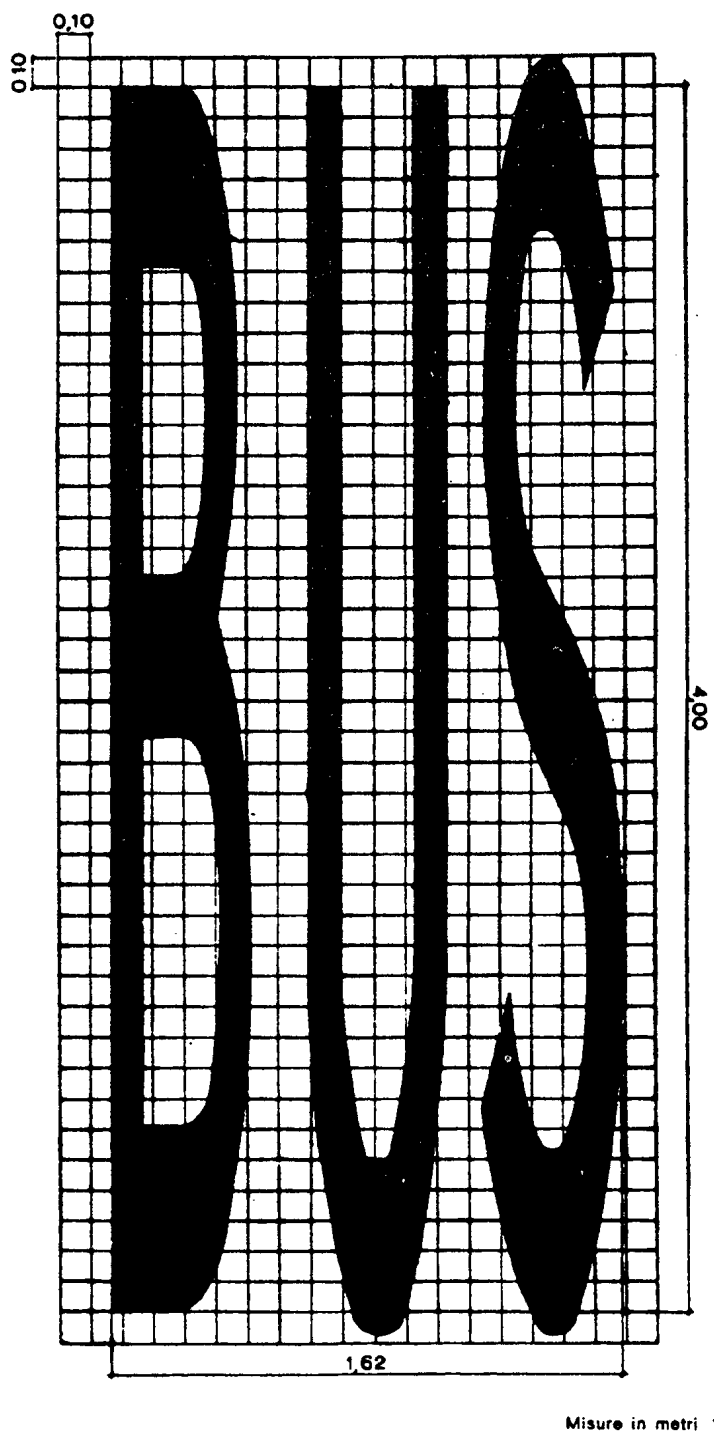



Figura A. 53

CIFRE ORIZZONTALI SU STRADE CON LIMITE DI VELOCITA' SUPERIORE A 60 km/ora O SENZA LIMITE

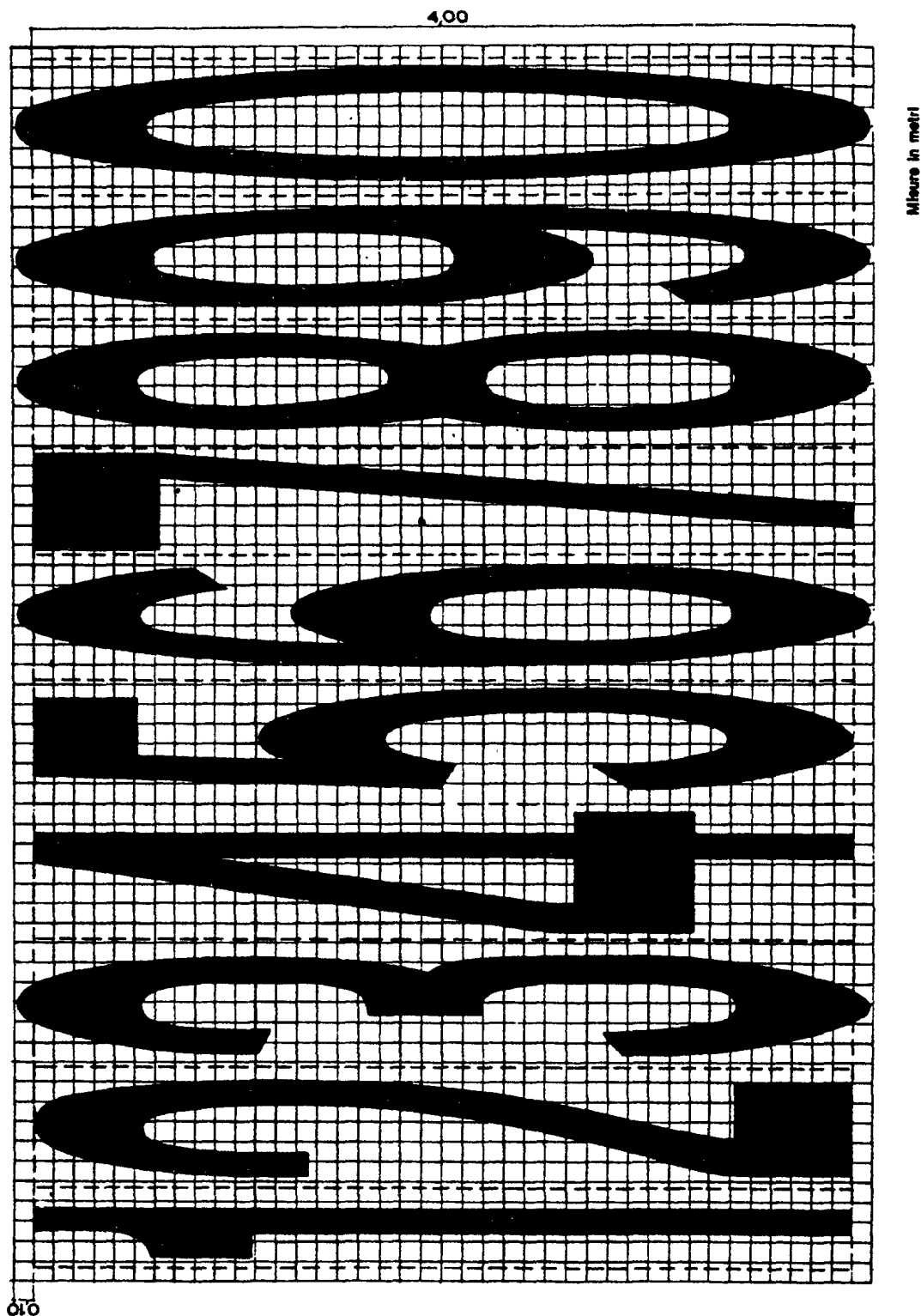



Figura A. 54

ESEMPIO DI ISCRIZIONE CON CIFRE SU STRADE CON LIMITE DI VELOCITA' SUPERIORE A 60 km/ora O SENZA LIMITE

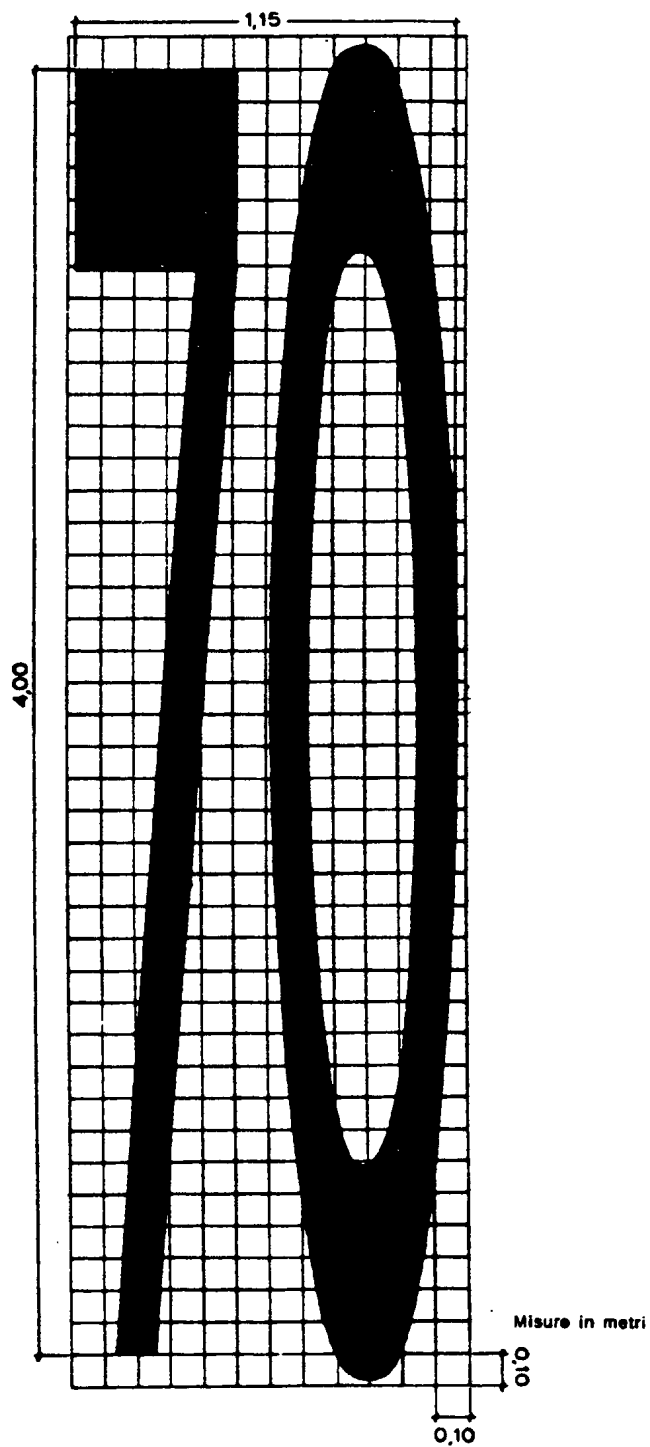



Figura A. 55

SEGNI INDICANTI DIVIETO DI SOSTA

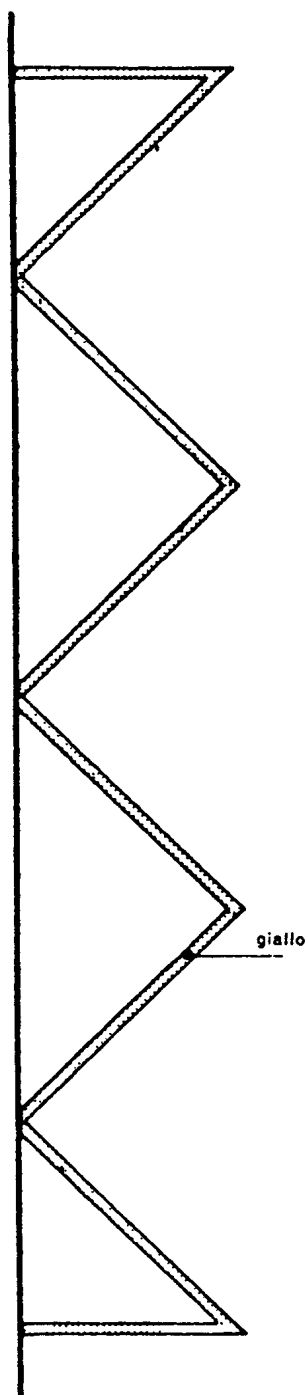



Figura A. 56

SEGNI INDICANTI DIVIETO DI SOSTA

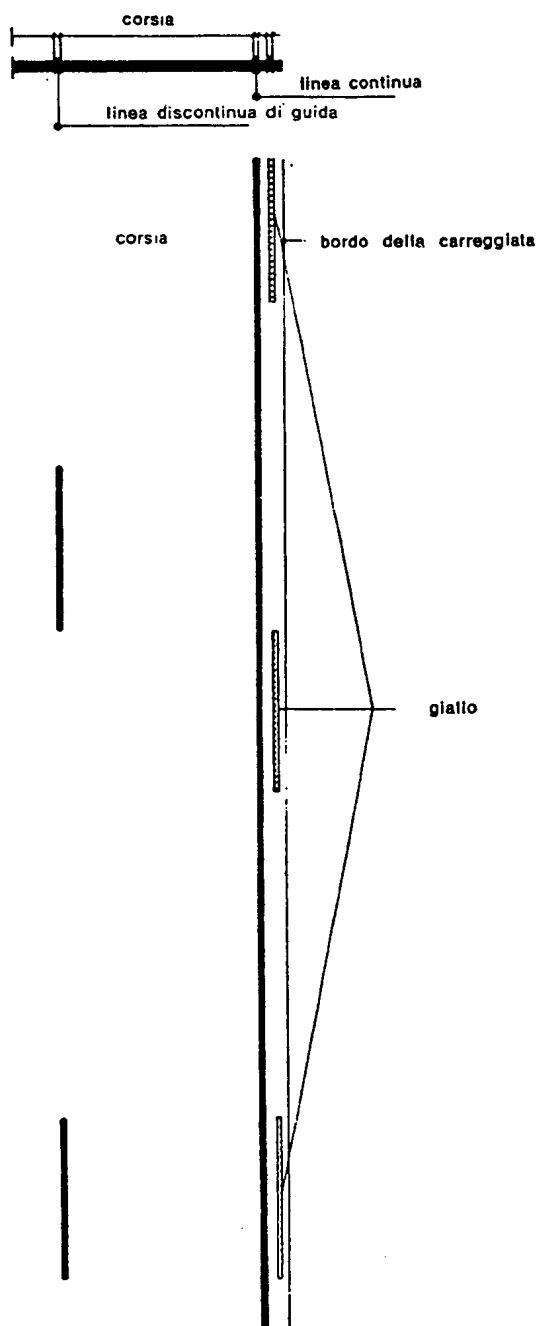
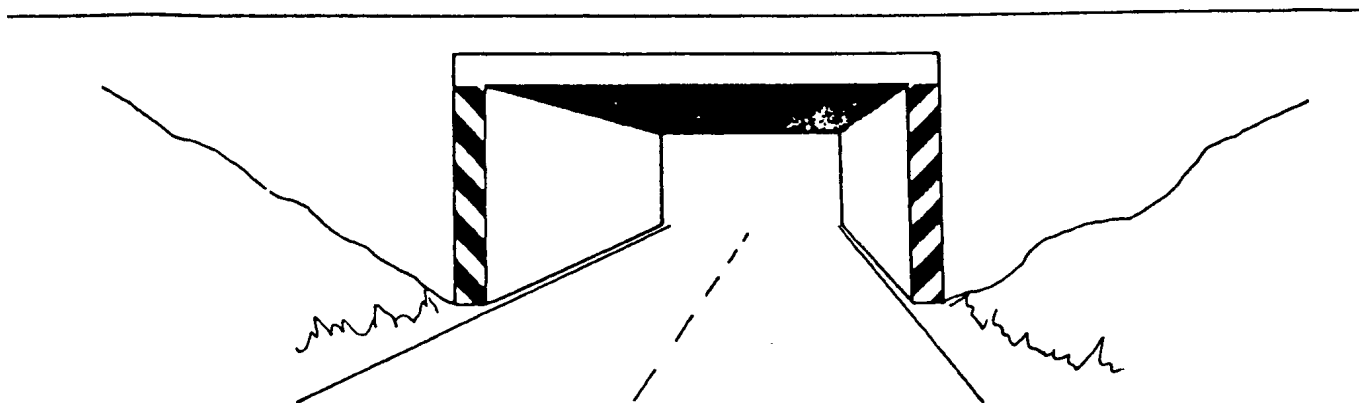



Figura A. 57

SEGNI SU UN OSTACOLO

LAVORI PREPARATORI

Camera dei deputati (atto n. 1648):

Presentato dal Ministro degli affari esteri (MARTINO) il 17 novembre 1994.

Assegnato alla III commissione (Affari esteri), in sede referente, il 31 gennaio 1995, con pareri delle commissioni I, II, V, VIII e IX.

Esaminato dalla III commissione l'8 febbraio 1995.

Esaminato in aula e approvato il 2 marzo 1995.

Senato della Repubblica (atto n. 1454):

Assegnato alla 3ª commissione (Affari esteri), in sede referente, il 23 marzo 1995, con pareri delle commissioni 1ª, 2ª e 8ª.

Esaminato dalla 3ª commissione il 27 aprile 1995.

Relazione scritta annunciata il 17 maggio 1995 (atto n. 1454/*A*-relatore sen. CASTELLANI).

Esaminato in aula e approvato il 13 giugno 1995.

95G0326

DOMENICO CORTESANI, *direttore*

FRANCESCO NOCITA, *redattore*
ALFONSO ANDRIANI, *vice redattore*

(7651402) Roma - Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato - S.

ISTITUTO POLIGRAFICO E ZECCA DELLO STATO

LIBRERIE CONCESSIONARIE PRESSO LE QUALI È IN VENDITA LA GAZZETTA UFFICIALE

ABRUZZO

◇ **CHIETI**
LIBRERIA PIROLA MAGGIOLI
Via A. Herio, 21

◇ **L'AQUILA**
LIBRERIA LA LUNA
Viale Persichetti, 9/A

◇ **LANCIANO**
LITOLIBROCARTA
Via Renzetti, 8/10/12

◇ **PESCARA**
LIBRERIA COSTANTINI DIDATTICA
Corso V. Emanuele, 146
LIBRERIA DELL'UNIVERSITÀ
Via Galilei (ang via Gramsci)

◇ **SULMONA**
LIBRERIA UFFICIO IN
Circonvallazione Occidentale, 10

BASILICATA

◇ **MATERA**
LIBRERIA MONTEMURRO
Via delle Beccherie, 69

◇ **POTENZA**
LIBRERIA PAGGI ROSA
Via Pretoria

CALABRIA

◇ **CATANZARO**
LIBRERIA NISTICÒ
Via A. Daniele, 27

◇ **COSENZA**
LIBRERIA DOMUS
Via Monte Santo, 51/53

◇ **PALMI**
LIBRERIA IL TEMPERINO
Via Roma, 31

◇ **REGGIO CALABRIA**
LIBRERIA L'UFFICIO
Via B. Buozzi, 23/A/B/C

◇ **VIBO VALENTIA**
LIBRERIA AZZURRA
Corso V. Emanuele III

CAMPANIA

◇ **ANGRI**
CARTOLIBRERIA AMATO
Via dei Goti, 11

◇ **AVELLINO**
LIBRERIA GUIDA 3
Via Vasto, 15
LIBRERIA PIROLA MAGGIOLI
Via Matteotti, 30/32
CARTOLIBRERIA CESA
Via G. Nappi, 47

◇ **BENEVENTO**
LIBRERIA LA GIUDIZIARIA
Via F Paga, 11
LIBRERIA MASONE
Viale Rettori, 71

◇ **CASERTA**
LIBRERIA GUIDA 3
Via Caduti sul Lavoro, 29/33

◇ **CASTELLAMMARE DI STABIA**
LINEA SCUOLA S.a.s
Via Raiola, 69/D

◇ **CAVA DEI TIRRENI**
LIBRERIA RONDINELLA
Corso Umberto I, 253

◇ **ISCHIA PORTO**
LIBRERIA GUIDA 3
Via Sogliuzzo

◇ **NAPOLI**
LIBRERIA L'ATENEO
Viale Augusto, 168/170
LIBRERIA GUIDA 1
Via Portalba, 20/23
LIBRERIA GUIDA 2
Via Merliani, 118
LIBRERIA I B S
Salita del Casale, 18
LIBRERIA LEGISLATIVA MAJOLO
Via Caravita, 30
LIBRERIA TRAMA
Piazza Cavour, 75

◇ **NOCERA INFERIORE**
LIBRERIA LEGISLATIVA CRISCUOLO
Via Fava, 51

◇ **POLLA**
CARTOLIBRERIA GM
Via Crispi

◇ **SALERNO**
LIBRERIA GUIDA
Corso Garibaldi, 142

EMILIA-ROMAGNA

◇ **BOLOGNA**
LIBRERIA GIURIDICA CERUTI
Piazza Tribunali, 5/F
LIBRERIA PIROLA MAGGIOLI
Via Castiglione, 1/C
EDINFORM S a s
Via Farini, 27

◇ **CARPI**
LIBRERIA BULGARELLI
Corso S Cabassi, 15

◇ **CESENA**
LIRERIA BETTINI
Via Vescovado, 5

◇ **FERRARA**
LIBRERIA PASELLO
Via Canonica, 16/18

◇ **FORLÌ**
LIBRERIA CAPPELLI
Via Lazzaretto, 51
LIBRERIA MODERNA
Corso A Diaz, 12

◇ **MODENA**
LIBRERIA GOLIARDICA
Via Emilia, 210

◇ **PARMA**
LIBRERIA PIROLA PARMA
Via Farini, 34/D

◇ **PIACENZA**
NUOVA TIPOGRAFIA DEL MAINO
Via Quattro Novembre, 160

◇ **RAVENNA**
LIBRERIA RINASCITA
Via IV Novembre, 7

◇ **REGGIO EMILIA**
LIBRERIA MODERNA
Via Farini, 1/M

◇ **RIMINI**
LIBRERIA DEL PROFESSIONISTA
Via XXII Giugno, 3

FRIULI-VENEZIA GIULIA

◇ **GORIZIA**
CARTOLIBRERIA ANTONINI
Via Mazzini, 16

◇ **PORDENONE**
LIBRERIA MINERVA
Piazzale XX Settembre, 22/A

◇ **TRIESTE**
LIBRERIA EDIZIONI LINT
Via Romagna, 30
LIBRERIA TERGESTE
Piazza Borsa, 15 (gall. Tergesteo)
LIBRERIA INTERNAZIONALE ITALO SVEVO
Corso Italia, 9/F

◇ **UDINE**
LIBRERIA BENEDETTI
Via Mercatovecchio, 13
LIBRERIA TARANTOLA
Via Vittorio Veneto, 20

LAZIO

◇ **FROSINONE**
CARTOLIBRERIA LE MUSE
Via Marittima, 15

◇ **LATINA**
LIBRERIA GIURIDICA LA FORENSE
Viale dello Statuto, 28/30

◇ **RIETI**
LIBRERIA LA CENTRALE
Piazza V. Emanuele, 8

◇ **ROMA**
LIBRERIA DE MIRANDA
Viale G. Cesare, 51/E-F-G
LIBRERIA GABRIELE MARIA GRAZIA
c/o Pretura Civile, piazzale Clodio
LA CONTABILE
Via Tuscolana, 1027
LIBRERIA IL TRITONE
Via Tritone, 61/A
LIBRERIA L'UNIVERSITARIA
Viale Ippocrate, 99
LIBRERIA ECONOMICO GIURIDICA
Via S. Maria Maggiore, 121
CARTOLIBRERIA MASSACCESI
Viale Manzoni, 53/C-D
LIBRERIA MEDICHINI
Via Marcantonio Colonna, 68/70
LIBRERIA DEI CONGRESSI
Viale Civiltà Lavoro, 124

◇ **SORA**
LIBRERIA PIROLA MAGGIOLI
Via Abruzzo, 4

◇ **TIVOLI**
LIBRERIA MANNELLI
Viale Mannelli, 10

◇ **VITERBO**
LIBRERIA DE SANTIS
Via Venezia Giulia, 5
LIBRERIA "AR"
Palazzo Uffici Finanziari - Pietrare

LIGURIA

◇ **CHIAVARI**
CARTOLERIA GIORGINI
Piazza N.S. dell'Orto, 37/38

◇ **GENOVA**
LIBRERIA GIURIDICA BALDARO
Via XII Ottobre, 172/R

◇ **IMPERIA**
LIBRERIA PIROLA MAGGIOLI
Viale Matteotti, 43/A-45

◇ **LA SPEZIA**
CARTOLIBRERIA CENTRALE
Via dei Colli, 5

◇ **SAVONA**
LIBRERIA IL LEGGIO
Via Montenotte, 36/R

LOMBARDIA

◇ **BERGAMO**
LIBRERIA ANTICA E MODERNA
LORENZELLI
Viale Giovanni XXIII, 74

◇ **BRESCIA**
LIBRERIA QUERINIANA
Via Trieste, 13

◇ **BRESSO**
CARTOLIBRERIA CORRIDONI
Via Corridoni, 11

◇ **BUSTO ARSIZIO**
CARTOLIBRERIA CENTRALE BORAGNO
Via Milano, 4

◇ **COMO**
LIBRERIA GIURIDICA BERNASCONI
Via Mentana, 15
NANI LIBRI E CARTE
Via Cairoli, 14

◇ **CREMONA**
LIBRERIA DEL CONVEGNO
Corso Campi, 72

◇ **GALLARATE**
LIBRERIA PIROLA MAGGIOLI
Piazza Risorgimento, 10
LIBRERIA TOP OFFICE
Via Torino, 8

◇ **LECCO**
LIBRERIA PIROLA MAGGIOLI
Corso Mart Liberazione, 100/A

◇ **LODI**
LA LIBRERIA S.a.s.
Via Defendente, 32

◇ **MANTOVA**
LIBRERIA ADAMO DI PELLEGRINI
Corso Umberto I, 32

◇ **MILANO**
LIBRERIA CONCESSIONARIA
IPZS-CALABRESE
Galleria V. Emanuele II, 15

◇ **MONZA**
LIBRERIA DELL'ARENGARIO
Via Mapelli, 4

◇ **PAVIA**
LIBRERIA INTERNAZIONALE GARZANTI
Palazzo dell'Università

◇ **SONDRIO**
LIBRERIA ALESSO
Via Caimi, 14

Segue: **LIBRERIE CONCESSIONARIE PRESSO LE QUALI È IN VENDITA LA GAZZETTA UFFICIALE**

◇ **VARESE**
LIBRERIA PIROLA DI MITRANO
Via Albuzzi, 8

MARCHE

◇ **ANCONA**
LIBRERIA FOGOLA
Piazza Cavour, 4/5/6
◇ **ASCOLI PICENO**
LIBRERIA PROSPERI
Largo Crivelli, 8
◇ **MACERATA**
LIBRERIA UNIVERSITARIA
Via Don Minzoni, 6
◇ **PESARO**
LIBRERIA PROFESSIONALE MARCHIGIANA
Via Mameli, 34
◇ **S. BENEDETTO DEL TRONTO**
LA BIBLIOFILA
Viale De Gasperi, 22

MOLISE

◇ **CAMPOBASSO**
CENTRO LIBRARIO MOLISANO
Viale Manzoni, 81/83
LIBRERIA GIURIDICA DI.E.M.
Via Capriglione, 42-44

PIEMONTE

◇ **ALBA**
CASA EDITRICE ICAP
Via Vittorio Emanuele, 19
◇ **ALESSANDRIA**
LIBRERIA INTERNAZIONALE BERTOLOTTI
Corso Roma, 122
◇ **ASTI**
LIBRERIA BORELLI
Corso V. Alfieri, 364
◇ **BIELLA**
LIBRERIA GIOVANNACCI
Via Italia, 14
◇ **CUNEO**
CASA EDITRICE ICAP
Piazza dei Galimberti, 10
◇ **NOVARA**
EDIZIONI PIROLA E MODULISTICA
Via Costa, 32
◇ **TORINO**
CARTIERE MILIANI FABRIANO
Via Cavour, 17
◇ **VERBANIA**
LIBRERIA MARGAROLI
Corso Mameli, 55 - Intra

PUGLIA

◇ **ALTAMURA**
LIBRERIA JOLLY CART
Corso V. Emanuele, 16
◇ **BARI**
CARTOLIBRERIA QUINTILIANO
Via Arcidiacono Giovanni, 9
LIBRERIA PALOMAR
Via P. Amedeo, 176/B
LIBRERIA LATERZA GIUSEPPE & FIGLI
Via Sparano, 134
LIBRERIA FRATELLI LATERZA
Via Crisanzio, 16
◇ **BRINDISI**
LIBRERIA PIAZZO
Piazza Vittoria, 4
◇ **CERIGNOLA**
LIBRERIA VASCIAVEO
Via Gubbio, 14
◇ **FOGGIA**
LIBRERIA ANTONIO PATIERNO
Via Dante, 21
◇ **LECCE**
LIBRERIA LECCE SPAZIO VIVO
Via Palmieri, 30
◇ **MANFREDONIA**
LIBRERIA IL PAPIRO
Corso Manfredi, 126
◇ **MOLFETTA**
LIBRERIA IL GHIGNO
Via Campanella, 24

◇ **TARANTO**
LIBRERIA FUMAROLA
Corso Italia, 229

SARDEGNA

◇ **ALGHERO**
LIBRERIA LOBRANO
Via Sassari, 65
◇ **CAGLIARI**
LIBRERIA F.LLI DESSÌ
Corso V. Emanuele, 30/32
◇ **ORISTANO**
LIBRERIA CANU
Corso Umberto I, 19
◇ **SASSARI**
LIBRERIA AKA
Via Roma, 42
LIBRERIA MESSAGGERIE SARDE
Piazza Castello, 11

SICILIA

◇ **ACIREALE**
CARTOLIBRERIA BONANNO
Via Vittorio Emanuele, 194
LIBRERIA S.G.C. ESSEGICI S.a.s.
Via Caronda, 8/10
◇ **AGRIGENTO**
TUTTO SHOPPING
Via Panoramica dei Templi, 17
◇ **ALCAMO**
LIBRERIA PIPITONE
Viale Europa, 61
◇ **CALTANISSETTA**
LIBRERIA SCIASCIA
Corso Umberto I, 111
◇ **CASTELVETRANO**
CARTOLIBRERIA MAROTTA & CALIA
Via Q. Sella, 106/108
◇ **CATANIA**
LIBRERIA ARLIA
Via Vittorio Emanuele, 62
LIBRERIA LA PAGLIA
Via Etnea, 393
LIBRERIA ESSEGICI
Via F. Riso, 56
◇ **ENNA**
LIBRERIA BUSCEMI
Piazza Vittorio Emanuele, 19
◇ **GIARRE**
LIBRERIA LA SENORITA
Corso Italia, 132/134
◇ **MESSINA**
LIBRERIA PIROLA MESSINA
Corso Cavour, 55
◇ **PALERMO**
LIBRERIA CICALA INGUAGGIATO
Via Villaermosa, 28
LIBRERIA FORENSE
Via Maqueda, 185
LIBRERIA MERCURIO LI.CA.M.
Piazza S. G. Bosco, 3
LIBRERIA S.F. FLACCOVIO
Piazza V. E. Orlando, 15/19
LIBRERIA S.F. FLACCOVIO
Via Ruggero Settimo, 37
LIBRERIA FLACCOVIO DARIO
Viale Ausonia, 70
LIBRERIA SCHOOL SERVICE
Via Galletti, 225
◇ **RAGUSA**
CARTOLIBRERIA GIGLIO
Via IV Novembre, 39
◇ **S. GIOVANNI LA PUNTA**
LIBRERIA DI LORENZO
Via Roma, 259
◇ **TRAPANI**
LIBRERIA LO BUE
Via Cascio Cortese, 8
LIBRERIA GIURIDICA DI SAFINA
Corso Italia, 81

TOSCANA

◇ **AREZZO**
LIBRERIA PELLEGRINI
Via Cavour, 42
◇ **FIRENZE**
LIBRERIA ALFANI
Via Alfani, 84/86 R
LIBRERIA MARZOCCO
Via de' Martelli, 22 R
LIBRERIA PIROLA «già Etruria»
Via Cavour, 46 R
◇ **GROSSETO**
NUOVA LIBRERIA S.n.c.
Via Mille, 6/A
◇ **LIVORNO**
LIBRERIA AMEDEO NUOVA
Corso Amedeo, 23/27
LIBRERIA IL PENTAFOGLIO
Via Fiorenza, 4/B
◇ **LUCCA**
LIBRERIA BARONI ADRI
Via S. Paolino, 45/47
LIBRERIA SESTANTE
Via Montanara, 37
◇ **MASSA**
LIBRERIA IL MAGGIOLINO
Via Europa, 19
◇ **PISA**
LIBRERIA VALLERINI
Via dei Mille, 13
◇ **PISTOIA**
LIBRERIA UNIVERSITARIA TURELLI
Via Macallè, 37
◇ **PRATO**
LIBRERIA GORI
Via Ricasoli, 25
◇ **SIENA**
LIBRERIA TICCI
Via Terme, 5/7
◇ **VIAREGGIO**
LIBRERIA IL MAGGIOLINO
Via Puccini, 38

TRENTINO-ALTO ADIGE

◇ **BOLZANO**
LIBRERIA EUROPA
Corso Italia, 6
◇ **TRENTO**
LIBRERIA DISERTORI
Via Diaz, 11

UMBRIA

◇ **FOLIGNO**
LIBRERIA LUNA
Via Gramsci, 41
◇ **PERUGIA**
LIBRERIA SIMONELLI
Corso Vannucci, 82
LIBRERIA LA FONTANA
Via Sicilia, 53
◇ **TERNI**
LIBRERIA ALTEROCCA
Corso Tacito, 29

VENETO

◇ **CONEGLIANO**
LIBRERIA CANOVA
Corso Mazzini, 7
◇ **PADOVA**
IL LIBRACCIO
Via Portello, 42
LIBRERIA DIEGO VALERI
Via Roma, 114
LIBRERIA DRAGHI-RANDI
Via Cavour, 17/19
◇ **ROVIGO**
CARTOLIBRERIA PAVANELLO
Piazza V. Emanuele, 2
◇ **TREVISO**
CARTOLIBRERIA CANOVA
Via Calmaggiore, 31
LIBRERIA BELLUCCI
Viale Monfenera, 22/A
◇ **VENEZIA**
CENTRO DIFFUSIONE PRODOTTI I.P.Z.S.
S. Marco 1893/B - Campo S. Fantin
LIBRERIA GOLDONI
S. Marco 4742/43
◇ **VERONA**
LIBRERIA GIURIDICA EDITRICE
Via Costa, 5
LIBRERIA GROSSO GHELFI BARBATO
Via G. Carducci, 44
LIBRERIA L.E.G.I.S.
Via Adigetto, 43
◇ **VICENZA**
LIBRERIA GALLA 1880
Corso Palladio, 11

MODALITÀ PER LA VENDITA

La «Gazzetta Ufficiale» e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico:
- **presso l'Agenzia dell'Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato in ROMA, piazza G. Verdi, 10;**
- **presso le Librerie concessionarie indicate nelle pagine precedenti.**

Le richieste per corrispondenza devono essere inviate all'Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato - Direzione Marketing e Commerciale - Piazza G. Verdi, 10 - 00100 Roma, versando l'importo, maggiorato delle spese di spedizione, a mezzo del c/c postale n. 387001. Le inserzioni, come da norme riportate nella testata della parte seconda, si ricevono in Roma (Ufficio inserzioni - Piazza G. Verdi, 10) e presso le librerie concessionarie consegnando gli avvisi a mano, accompagnati dal relativo importo.

PREZZI E CONDIZIONI DI ABBONAMENTO - 1995

Gli abbonamenti annuali hanno decorrenza dal 1° gennaio al 31 dicembre 1995
i semestrali dal 1° gennaio al 30 giugno 1995 e dal 1° luglio al 31 dicembre 1995

ALLA PARTE PRIMA - LEGISLATIVA

Ogni tipo di abbonamento comprende gli indici mensili

Tipo A - Abbonamento ai fascicoli della serie generale, inclusi i supplementi ordinari
- annuale . . . L. 357.000
- semestrale . . . L. 195.500

Tipo B - Abbonamento ai fascicoli della serie speciale destinata agli atti dei giudizi davanti alla Corte costituzionale
- annuale . . . L. 65.500
- semestrale . . . L. 46.000

Tipo C - Abbonamento ai fascicoli della serie speciale destinata agli atti delle Comunità europee
- annuale . . . L. 200.000
- semestrale . . . L. 109.000

Tipo D - Abbonamento ai fascicoli della serie speciale destinata alle leggi ed ai regolamenti regionali
- annuale . . . L. 65.000
- semestrale . . . L. 45.500

Tipo E - Abbonamento ai fascicoli della serie speciale destinata ai concorsi indetti dallo Stato e dalle altre pubbliche amministrazioni:
- annuale . . . L. 199.500
- semestrale . . . L. 108.500

Tipo F - Abbonamento ai fascicoli della serie generale, inclusi i supplementi ordinari, ed ai fascicoli delle quattro serie speciali
- annuale . . . L. 687.000
- semestrale . . . L. 379.000

Integrando il versamento relativo al tipo di abbonamento della Gazzetta Ufficiale, *parte prima, prescelto con la somma di* **L. 98.000,** *si avrà diritto a ricevere l'indice repertorio annuale cronologico per materie 1995*

Prezzo di vendita di un fascicolo della *serie generale*	L. 1.300
Prezzo di vendita di un fascicolo delle *serie speciali I, II* e *III*, ogni 16 pagine o frazione	L. 1.300
Prezzo di vendita di un fascicolo della *IV serie speciale «Concorsi ed esami»*	L. 2.550
Prezzo di vendita di un fascicolo *indici mensili*, ogni 16 pagine o frazione	L. 1.300
Supplementi ordinari per la vendita a fascicoli separati, ogni 16 pagine o frazione	L. 1.400
Supplementi straordinari per la vendita a fascicoli separati, ogni 16 pagine o frazione	L. 1.400

Supplemento straordinario «Bollettino delle estrazioni»

Abbonamento annuale	L. 124.000
Prezzo di vendita di un fascicolo ogni 16 pagine o frazione	L. 1.400

Supplemento straordinario «Conto riassuntivo del Tesoro»

Abbonamento annuale	L. 81.000
Prezzo di vendita di un fascicolo	L. 7.350

Gazzetta Ufficiale su MICROFICHES - 1995
(Serie generale - Supplementi ordinari - Serie speciali)

Abbonamento annuo mediante 52 spedizioni settimanali raccomandate	L. 1.300.000
Vendita singola per ogni microfiches fino a 96 pagine cadauna	L. 1.500
per ogni 96 pagine successive	L. 1.500
Spese per imballaggio e spedizione raccomandata	L. 4.000

N.B. — Le microfiches sono disponibili dal 1° gennaio 1983. — Per l'estero i suddetti prezzi sono aumentati del 30%

ALLA PARTE SECONDA - INSERZIONI

Abbonamento annuale	L. 336.000
Abbonamento semestrale	L. 205.000
Prezzo di vendita di un fascicolo, ogni 16 pagine o frazione	L. 1.450

I prezzi di vendita, in abbonamento ed a fascicoli separati, per l'estero, nonché quelli di vendita dei fascicoli delle annate arretrate, compresi i fascicoli dei supplementi ordinari e straordinari, sono raddoppiati.

L'importo degli abbonamenti deve essere versato sul c/c postale n. 387001 intestato all'Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato. L'invio dei fascicoli disguidati, che devono essere richiesti all'Amministrazione entro 30 giorni dalla data di pubblicazione, è subordinato alla trasmissione di una fascetta del relativo abbonamento

Per informazioni o prenotazioni rivolgersi all'Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato - Piazza G. Verdi, 10 - 00100 ROMA
abbonamenti ☎ (06) 85082149/85082221 - vendita pubblicazioni ☎ (06) 85082150/85082276 - inserzioni ☎ (06) 85082145/85082189

L. 65.800